



The Dear Green Place ? Régénération urbaine, redéfinition identitaire et polarisation spatiale à Glasgow - 1979-1990.

Fabien Jeannier

► To cite this version:

Fabien Jeannier. The Dear Green Place ? Régénération urbaine, redéfinition identitaire et polarisation spatiale à Glasgow - 1979-1990.. Architecture, aménagement de l'espace. Université Lumière - Lyon II, 2012. Français. NNT : 2012LYO20060 . tel-00798825

HAL Id: tel-00798825

<https://theses.hal.science/tel-00798825>

Submitted on 10 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ LYON 2
ÉCOLE DOCTORALE LETTRES, LANGUES, LINGUISTIQUE, ARTS
LABORATOIRE TRIANGLE, UMR 5206

***THE DEAR GREEN PLACE?* RÉGÉNÉRATION URBAINE,
REDÉFINITION IDENTITAIRE ET POLARISATION
SPATIALE À GLASGOW – 1979-1990**

THÈSE DE DOCTORAT EN ÉTUDES ANGLOPHONES

Présentée par Fabien Jeannier

Dirigée par Keith Dixon

Soutenue publiquement le 28 septembre 2012

MEMBRES DU JURY

Christian CIVARDI, Professeur des universités, Université de Strasbourg

Neil DAVIE, Professeur des universités, Université Lyon 2

Keith DIXON, Professeur des universités, Université Lyon 2

William FINDLAY, Professeur des universités, Université de Toulouse 1

REMERCIEMENTS

J'adresse tout d'abord mes remerciements à Keith Dixon qui a accepté de diriger ce travail de recherche. Ses encouragements, ses conseils et sa rigueur scientifique ont été déterminants dans son aboutissement.

Je remercie Messieurs Civardi, Davie et Findlay d'avoir accepté d'être membres du jury de soutenance de cette thèse.

Je remercie toutes celles et ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont montré un intérêt à mes travaux. J'ai en ce sens une dette toute particulière envers Géraldine Arnoldi, Stéphane Florio, Philippe Jeanneret ainsi que Andy Kirk et Corrine Ong-Kirk pour leur chaleureuse hospitalité à Glasgow.

Je remercie toutes celles et ceux qui, à Glasgow, ont accepté de répondre à mes questions. Je remercie le personnel de la *Mitchell Library* et de la bibliothèque du *Couper Institute* à Cathcart pour leur disponibilité.

Concilier vie familiale, tâches professionnelles et rédaction d'une thèse n'est possible qu'avec beaucoup d'aide sur le *home front*. Je remercie donc chaleureusement mes parents et beaux-parents pour leur soutien et pour avoir notamment pris le relais avec Maëlle et Erwann quand il fallait avancer.

Je remercie enfin infiniment Nathalie pour la patience dont elle a su faire preuve au cours de ces cinq longues années.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Remerciements</i>	3
<i>Table des matières</i>	4
<i>Table des illustrations</i>	9
<i>Introduction générale</i>	10
<i>Première partie – L'identité de Glasgow : les mythes et les faits</i>	20
<i>Introduction</i>	21
<i>Chapitre 1 – L'« atelier du monde » entre prospérité et misère</i>	27
1. Une ville prospère et fière.....	28
1.1. La construction du mythe.....	28
1.2. Un accomplissement industriel remarquable.....	31
1.3. Une capacité à innover exceptionnelle.....	35
1.4. Socialisme municipal et autoritarisme.....	41
2. Une population très pauvre.....	48
2.1. La représentation de la pauvreté.....	49
2.2. Les chiffres de la pauvreté.....	52
2.3. Se loger quand on est pauvre.....	54
2.3.1. Industrialisation et urbanisation.....	54
2.3.2. Vivre dans les taudis de Glasgow.....	63
2.3.3. La grève des loyers.....	67
3. Conclusion.....	79
<i>Chapitre 2 – les Gorbals</i>	84
1. Construire le mythe.....	86
2. La naissance du quartier.....	94
3. Les pires taudis d'Europe ?.....	96
4. Gangs, violence et intolérance religieuse.....	103
5. Des personnalités mythiques.....	112
6. L'immigration juive.....	114
7. Conclusion.....	125
<i>Chapitre 3 – Glasgow la rouge</i>	128
1. Batailles autour de la dilution (1915 - 1916).....	132
1.1. Les moyens de contrôle de la production par l'État.....	134

1.2. Le soutien à l'effort de guerre	136
1.3. Les premières protestations (1915)	138
1.4. La naissance du <i>Clyde Workers' Committee</i>	142
1.5. L'interdiction de publication de <i>Forward</i>	145
1.6. Un État plus déterminé (1916)	147
1.7. Vers la fin de l'unité.....	149
1.8. Une lutte uniquement corporatiste?	151
2. 1917-1919	156
2.1. <i>The Forty Hours' Strike</i> (janvier-février 1919).....	158
2.2. Une révolution manquée ?.....	166
3. L'héritage politique de la Clyde rouge.....	170
3.1. Quel esprit révolutionnaire après l'échec de 1919 ?.....	170
3.2. Vers un nouveau paysage politique.....	175
4. Conclusion.....	181
Chapitre 4 – Intolérances religieuses et culturelles	185
1. Une population multiculturelle	187
1.1. Quelques repères.....	187
1.2. Quel accueil ?.....	190
2. Indiens et Pakistanais.....	194
3. Demandeurs d'asile et réfugiés.....	198
3.1. Le contexte britannique.....	198
3.2. Être demandeur d'asile ou réfugié à Glasgow	209
4. Catholiques et protestants.....	218
4.1. Un débat complexe	220
4.2. Discrimination, désavantage ou bigoterie ?	229
4.2.1. Quelques repères chronologiques	229
4.2.2. Éducation : un système à deux voies	231
4.2.3. Discrimination et emploi	232
4.2.4. Le militantisme protestant	235
4.3. Football et identité religieuse.....	239
4.3.1. Deux communautés, deux identités, deux clubs	241
4.3.1.1. Le Celtic Football and Athletic Club	241
4.3.1.2. Le Rangers Football Club.....	244
4.3.2. Football et enjeux économiques	247
4.3.3. Le football global : la révolution Souness - Murray.....	248
4.4. Football et violence.....	251
4.4.1. La violence dans les stades	252
4.4.2. La violence hors des stades : intolérance religieuse et violences de rue.....	259
4.5. Quelles réponses ?.....	261
5. Conclusion.....	265

Deuxième partie – régénération urbaine, culture, identité et résistances	267
Introduction	268
Chapitre 5 – les stratégies de régénération urbaine	274
1. Glasgow à la fin des années soixante-dix : une ville sinistrée	274
1.1. Déindustrialisation	274
1.2. Les politiques d'aménagement urbain en question	276
1.2.1. Période 1945-fin des années cinquante	278
1.2.2. Les <i>Comprehensive Development Areas</i> (CDAs) et les « Glasgow Clearances » : de la fin des années cinquante à 1975	285
1.2.3. Le tournant stratégique du milieu des années soixante-dix	290
1.2.3.1. La remise en question des politiques antérieures	290
1.2.3.2. La régénération de l' <i>East End</i> : <i>Glasgow Eastern Area Renewal</i>	293
1.3. De la ville managériale à la ville entrepreneuriale	299
2. Transformer la ville : les stratégies de l'action publique	303
2.1. Changer d'image	306
2.2.1. Les débuts du marketing urbain	306
2.2.2. La rénovation de <i>Merchant City</i>	309
2.2. Organiser de grandes manifestations culturelles	313
2.2.1. Le <i>Garden Festival</i>	314
2.2.2. Ville Européenne de la Culture	317
2.2.3. Les Jeux du Commonwealth	319
2.3. Développer les partenariats public-privé	324
2.3.1. Des sociétés locales de développement aux agences locales de régénération	326
2.3.2. Les compagnies urbaines de régénération	331
2.4. Réduire le poids du logement social	334
3. Les effets socio-spatiaux des politiques publiques urbaines	339
3.1. Le bilan des sociétés locales de développement	340
3.2. « Le facteur glaswégien »	345
Chapitre 6 – culture, identité et résistances	353
1. Vendre la ville post-industrielle : quelle identité pour Glasgow ?	355
1.1. Glasgow, centre d'une deuxième renaissance culturelle et intellectuelle	355
1.2. Quelle(s) résistance(s) ?	358
1.2.1. La <i>poll tax</i>	358
1.2.2. L'opposition à l'année de la culture	359
1.3. L'héritage des grandes manifestations culturelles	364
1.3.1. Le <i>Garden Festival</i> – 1988	366
1.3.2. L'année de la culture – 1990	368
2. Les campagnes des locataires de logements sociaux	375
2.1. La métamorphose des Gorbals	376
2.1.1. De Gorbals Cross à Queen Elizabeth Square et Crown Street : la transformation	

du quartier.....	376
2.1.2. Les campagnes militantes	382
2.2. Vivre à Castlemilk dans « un désert de fenêtres »	388
2.2.1. L'origine de Castlemilk.....	388
2.2.2. L'installation à Castlemilk	390
2.2.3. La régénération de Castlemilk.....	392
2.2.4. La mobilisation des résidents	401
3. Conclusion.....	408
Conclusion générale	411
Annexes	420
Annexe I : entretiens et correspondances.....	421
Annexe I-a : entretien avec Mick Gormley.....	421
Annexe I-b : correspondance avec Suhayl Saadi	432
Annexe I-c : correspondance avec Gareth Mulvey	443
Annexe I-d : entretien avec Anthony Russel.....	445
Annexe I-e : entretien avec Alison Logan.....	449
Annexe I-f : correspondance avec Barry Watson	455
Annexe I-g : entretien avec Anna Stuart.....	458
Annexe I-h : entretien avec Mark O'Neill.....	465
Annexe II : Extraits de critiques parues au moment de la sortie du roman <i>No Mean City</i>	472
Annexe III: Deux poèmes.....	473
Annexe III-a: Gone	473
Annexe III-b: The sentence.....	474
Annexe IV : Objectifs de <i>Castlemilk Initiatives</i>	476
Annexe V : Objectifs de <i>Castlemilk Partnership</i>	478
Annexe VI : « Crunch issues » in <i>A Tale of Two Castlemilks</i>	480
Annexe VII : Synthèse de l'évolution des règles du « Right to Buy » en Écosse.....	481
Annexe VIII : Types de logements et évolution 2001-2009	484
Annexe IX : Origines ethniques de la population en Écosse et à Glasgow	485
Annexe X : Religions en Écosse et à Glasgow	487
Bibliographie	489
1. Sources primaires	490
Fonds d'archives	490
Scottish Jewish Archives Centre.....	490
Entretiens.....	490
Correspondances	490
Glasgow Museums Resource Centre.....	490
Entretiens et correspondances	490
Récits et témoignages.....	492

Recueils photographiques	493
Fiction	494
Divers	494
Publications officielles d'organisations internationales	495
Publications officielles des gouvernements écossais et britannique.....	495
Publications officielles de la Fédération écossaise de football	497
Publications officielles de la ville de Glasgow et d'organisations liées à la municipalité....	497
Publications d'organisations non liées au gouvernement et à la municipalité	499
Articles de presse.....	500
Vidéos et reportages télévisés.....	503
Sites internet et archives en ligne	504
2. Sources secondaires	507
Ouvrages.....	507
Chapitres d'ouvrages et articles de revues scientifiques.....	513
Articles d'ouvrages de référence	519

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1 : Population de Glasgow.....	278
Tableau 2 : Estimation du nombre d’habitants à déplacer des zones de rénovation.....	282
Tableau 3 : Nombre de logements construits à Glasgow entre 1960 et 1975	287
Tableau 4 : Déclin de population dans le territoire de GEAR.....	295
Tableau 5 : Caractéristiques principales des huit sociétés locales de développement.....	328
Carte 1 : Les territoires des sociétés locales de développement	327

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Les trente dernières années ont progressivement vu s'opérer un changement d'échelle de gouvernance qui a mis la ville au cœur de l'économie mondiale. Pour reprendre l'expression de Saskia Sassen, la ville est devenue globale¹.

Le développement des réseaux de communication a multiplié les espaces où circulent biens, personnes, services et capitaux et cela profite aux grandes métropoles². La fonction des villes n'est désormais plus d'être le centre de services de la région dans laquelle elles sont situées, à l'intérieur de frontières nationales, mais d'être un centre de « production financière » dans lequel s'installent les centres de commande et de contrôle de grands groupes transnationaux producteurs de services dans les domaines de la finance, de l'assurance, de la gestion, du conseil, de l'audit, etc³. Les grandes villes sont désormais en relation entre elles plutôt qu'en relation avec le territoire dans lequel elles sont implantées. Dans les villes britanniques post-industrielles telles que Glasgow qui ont subi de plein fouet la désindustrialisation des années soixante et soixante-dix, l'adaptation à ce nouvel ordre mondial apparaît très vite comme incontournable aux yeux des responsables municipaux. C'est le contexte dans lequel se pose la définition des politiques de régénération urbaine à partir du début des années quatre-vingt.

En Grande-Bretagne, l'échec du traitement physique du redéveloppement des villes au cours des années cinquante et soixante va progressivement conduire dirigeants et urbanistes à prendre en compte la multiplicité des problèmes à aborder dans la définition des politiques de régénération urbaine et à réfléchir à des solutions intégrées qui tiennent davantage compte du fait urbain dans sa globalité. Il n'était plus possible de considérer la

¹ Saskia Sassen, *La ville globale*, Paris, Descartes & Cie, 1996.

² Catherine Bidou-Zachariasen, « Introduction », dans Catherine Bidou-Zachariasen (dir.) *Retours en ville. Des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003, p. 9.

³ *Ibid.*, p. 13.

ville uniquement comme un lieu où l'on dort et l'on se déplace mais comme un lieu où, entre autres activités, l'on travaille, étudie, fait ses courses, socialise, se divertit, etc.

Dans certains centres industriels historiques, les politiques de régénération urbaine ont, de surcroît, dû prendre en compte la complexité et l'ampleur des problèmes générés par la désindustrialisation. Les questions économiques et sociales sont devenues essentielles, dans des territoires où, par ailleurs, les besoins en termes de régénération physique étaient peut-être encore plus criants qu'ailleurs. Toute la difficulté résidait alors dans la capacité à proposer des solutions qui concilient les spécificités et les besoins de chacune de ces dimensions dans la construction de politiques urbaines adéquates et efficaces.

À cela s'ajoute une exigence supra-locale. Dans un contexte de concurrence globale imposée par l'économie mondialisée, la compétitivité des villes s'est en effet présentée comme une exigence incontournable. Glasgow n'a pas échappé à ce contexte, ce qui a conduit la municipalité à mettre en place une politique de régénération urbaine qui a très rapidement et très clairement joué le jeu de la concurrence interurbaine, en conférant une importance tout à fait considérable à la question de l'image de la ville. L'ensemble des problématiques sociales, économiques, physiques et territoriales se devait donc d'être traité à travers le prisme des exigences dictées par la concurrence interurbaine.

S'adapter aux exigences du rééchelonnement des territoires dans une économie globale ne se fait pas d'un coup de baguette magique. Les changements à opérer sont drastiques et profonds. Ils ne se contentent pas d'agir sur la dimension physique de la ville et son appareil économique. Ils touchent à son identité, à ce qui, par essence, la définit par rapport aux autres. Vouloir y toucher constitue un bouleversement d'autant plus important qu'il ne concerne pas uniquement le patrimoine immobilier ou architectural dans sa dimension matérielle. De profonds bouleversements surviennent également dans le domaine immatériel et symbolique. Ce sont alors souvent les habitants, qui, à l'évidence, participent également de la construction de l'identité de la ville, qui le ressentent avec le plus d'acuité, quand ils voient disparaître des pans entiers de l'histoire de leur ville en même temps que leur environnement est régénéré.

À Glasgow, l'image de la ville fabriquée depuis le début des années quatre-vingt s'est progressivement mise à agir dans le sens d'une profonde altération de son identité. Les transformations économiques, sociales et physiques subies par la ville depuis le début des années quatre-vingt pour exister sur la carte mondiale des villes qui comptent œuvrent très

clairement dans le sens d'une redéfinition radicale de son identité en cherchant à en altérer, voire oblitérer, certaines de ses facettes.

Nous postulons que cette image a été profondément retravaillée et aseptisée au cours d'un processus voulu par les élites travaillistes de la ville et revendiqué, assumé, organisé de façon consciente et méthodique. Le processus de néolibéralisation à l'œuvre dans les villes, qui en sont devenues un lieu privilégié d'expression, joue un rôle majeur dans l'altération de leur identité pour satisfaire aux exigences de l'économie mondialisée et des investisseurs. La période de gouvernement au niveau national par les administrations conservatrices Thatcher et Major préside localement à un profond changement d'identité impulsé par un processus de régénération urbaine à grande échelle qui puise ses fondements idéologiques dans une vision néolibérale du développement économique et du rôle de la culture, bien qu'il soit impulsé localement par une municipalité travailliste. En retour, c'est un processus qui génère plusieurs formes d'opposition et de résistance qu'il nous paraît nécessaire d'étudier en détail en tâchant de construire une mise en perspective avec le passé de la ville, dans la mesure où ces formes modernes de contestation empruntent à celles qui ont émaillé l'histoire industrielle et sociale de la ville et revendiquent parfois cette filiation de façon tout à fait explicite.

Il nous faudra donc analyser les instruments utilisés pour agir sur l'image et l'identité de la ville, en évaluer l'impact et identifier les différentes formes de contestation qu'ils ont générées. L'essentiel de notre analyse portera sur la période conservatrice des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, c'est-à-dire la période de destruction agressive du modèle keynésiano-fordiste que Peck et Tickell appellent « roll-back neoliberalism ». Toutefois, nous ne nous interdirons pas de poursuivre notre analyse sur la période suivante, que Peck et Tickell nomment « roll-out neoliberalism », qui correspond à la période pendant laquelle l'administration néotravailleuse est aux affaires tant il est difficile et artificiel de les déconnecter entièrement¹.

Cela nous amènera à mobiliser le cadre analytique développé par les chercheurs issus du champ de la géographie radicale autour de l'analyse des effets du néolibéralisme tel qu'il s'est décliné dans le domaine des politiques urbaines. Les travaux de Jamie Peck, Adam

¹ Jamie Peck and Adam Tickell, « Neoliberalizing Space » in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, London, Blackwell Publishing, 2002, pp. 33-57. Au niveau local, il y a continuité dans la gestion des affaires municipales puisque le parti travailliste est aux commandes pendant toute la période. Notons toutefois que notre propos n'est pas d'établir l'existence, ou non, d'une filiation idéologique entre les administrations conservatrice et néotravailleuse.

Tickell, Neil Brenner, Nik Theodore ou encore Erik Swyngedouw nous seront donc particulièrement utiles¹, de même que ceux de Neil Smith². De manière plus générale, le travail de David Harvey sur le néolibéralisme est indispensable pour comprendre le contexte global d'économie politique dans lequel sont élaborées les politiques urbaines³.

Nous commencerons par un travail de mise en contexte et d'investigation détaillé de ce qu'est l'identité de la ville. Glasgow étant une ville dont l'image est très largement réduite à quelques clichés, il nous est apparu nécessaire de procéder à un examen complet et attentif des différents mythes associés à l'image de la ville pour démêler ce qui participe effectivement du mythe de ce qui correspond à la réalité. L'étude de ces quelques mythes est le point de départ de l'étude des principaux traits caractéristiques de l'identité de la ville au moment où Margaret Thatcher arrive au pouvoir, caractéristiques que les élites tenteront justement de déconstruire car elles apparaissent néfastes au rayonnement économique et culturel de la ville. Il s'agit donc de disposer des éléments de contexte nécessaires pour pouvoir mesurer la véritable portée des changements qui surviennent à partir du début des années quatre-vingt et comprendre que l'on assiste à la déconstruction d'une image pour en re-construire une autre et ainsi re-crée une identité plus conforme aux attentes de l'économie mondialisée. Nous ne procéderons pas un tour d'horizon exhaustif de tous les mythes, supposés ou réels, associés à l'image de Glasgow⁴. Nous nous attachons uniquement à détailler ceux dont l'analyse est pertinente au regard de l'image que la ville

¹ Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*

² Neil Smith, « New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy » in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*, 2002, pp. 80-103 ; Neil Smith, « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale » in Catherine Bidou-Zachariasen, (dir.), *op. cit.*, pp. 45-72.

³ David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; David Harvey, *The Enigma of Capital: And the Crises of Capitalism*, London, Profile, 2011 ; David Harvey, *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*, London, Verso, 2012 ; David Harvey, *Le Capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2012.

⁴ Trois ouvrages sont particulièrement utiles pour une analyse des mythes associés à Glasgow : Allan Massie, *Glasgow. Portraits of a City*, London, Barrie & Jenkins, 1989 ; Ian Spring, *Phantom Village. The Myth of the New Glasgow*, Edinburgh, Polygon, 1990 ; Seán Damer, *Glasgow, Going for A Song*, London, Lawrence & Whishart, 1990. Toutefois, ils ont tout trois été publiés il y a plus de vingt ans. Le plus convaincant est certainement l'ouvrage de Seán Damer car il est le résultat d'un véritable travail de recherche. Ian Spring laisse beaucoup de place à son expérience personnelle de la ville. Néanmoins, les deux chapitres sur l'art, la culture ouvrière et le Garden Festival de 1988 et l'année de la culture de 1990 proposent des analyses stimulantes (pp. 109-145). Certaines assertions de Massie qui, contrairement aux deux auteurs précédents n'est pas un universitaire, nous paraissent contestables et manquent de profondeur mais constituent d'excellents stimuli pour un travail de recherche approfondi. Nous avons donc choisi de mener une investigation plus restreinte dans le choix des thèmes mais plus complète. Enfin, notre démarche se démarque nécessairement de celles des auteurs cités puisque, contrairement à ces derniers, notre analyse est celle d'un « outsider ».

veut donner à voir dans l'économie post-industrielle. Cet exercice de démythification ambitionne également de proposer une analyse rigoureuse et dépassionnée, qui ne tombe pas dans l'écueil d'une démarche scoto-centrique ou de « scotticité positive » qui oblige par principe à un regard valorisant de la culture ou de l'histoire écossaises¹. Nous garderons donc à l'esprit ce court passage d'un texte de Ben Okri cité en épigraphe du roman historique de James Robertson, *Joseph Knight* :

Les nations et les peuples sont principalement le reflet des histoires dont ils se nourrissent. S'ils racontent des mensonges, ils subiront les conséquences de ces mensonges. S'ils racontent des histoires qui affrontent leurs propres vérités, ils permettront à leur passé de s'épanouir dans l'avenir.²

Cet exercice de déconstruction des mythes nous permettra de surcroît d'établir un lien entre le début du vingtième siècle et les transformations qui s'opèrent au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, notamment dans le domaine des relations sociales et de l'engagement militant et citoyen. En conséquence, la première partie de notre étude se préoccupe peu de bornes temporelles mais couvre de façon assez flexible un grand vingtième siècle, selon quatre grands thèmes qui sont :

1. Les deux visages de la réussite industrielle de « l'atelier du monde » que fut Glasgow. À l'opposé de l'accomplissement industriel et du socialisme municipal mondialement réputés, la question du logement et des taudis montre que la prospérité de la ville a un coût social et environnemental énorme.

2. Le quartier des Gorbals. La réalité du quartier est infiniment plus complexe que ne le laisse transparaître l'image très réductrice et partiellement erronée de son association à la violence de ses gangs.

3. Glasgow la rouge. Glasgow peut se prévaloir d'une forte identité industrielle et ouvrière, héritage de son passé de ville industrielle, à laquelle est liée une identité politique socialiste radicale tout aussi forte, héritage des conflits industriels retentissants du début du vingtième siècle, qui trouve une résonnance dans les diverses actions de contestation qui émaillent les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, en résistance à l'instrumentalisation de la culture au service de la régénération urbaine. Dans la perspective de mesurer l'héritage

¹ Voir Craig Beveridge and Ronald Turnbull, *The Eclipse of Scotland*, Edinburgh, Polygon, 1989 et Cairns Craig, « La défaillance écossaise », dans Keith Dixon (dir.), *L'autonomie écossaise, Essais critiques sur une nation britannique*, Grenoble, Ellug, 2001, pp. 185-205.

² Ben Okri, *Birds of Heaven*, London, Phoenix, 1995 (cité dans James Robertson, *Joseph Knight*, London, Fourth Estate, 2003) : « Nations and people are largely the stories they feed themselves. If they tell themselves stories that are lies, they will suffer the future consequences of those lies. If they tell themselves stories that face their own truths, they will free their histories for future flowerings. »

politique des événements de 1915-1916 et 1919, nous mobiliserons principalement le travail d'Iain McLean¹, qui a radicalement renouvelé les thèses qui jusque là conféraient une grande importance à l'influence des petits partis révolutionnaires et à la dimension de lutte des classes dans les événements de la Clyde rouge et nous mettrons ses conclusions à l'épreuve de l'analyse de John Foster et de Joseph Melling, qui ont publié deux articles importants dans l'*International Review of Social History*, ainsi que de celle de Christian Civardi².

4. Les intolérances religieuses et culturelles. La manière dont les populations migrantes, les minorités ethniques, les réfugiés et demandeurs d'asile sont accueillis et l'intolérance religieuse entre protestants et catholiques questionnent le mythe de la ville accueillante et chaleureuse. Le travail sur l'intolérance entre catholiques et protestants en est une part importante. Nous n'avons pas ici d'autre ambition que tenter de dresser les contours d'un problème vaste et complexe et d'apporter une vision plus nuancée que celle défendue avec force par Steve Bruce et d'autres qui tend à largement minimiser l'idée que la société écossaise reste divisée selon des critères religieux, même invisibles. S'il est certainement erroné de développer une vision infériorisante de l'histoire de l'Écosse et s'il est certainement utile de prendre le contre-pied de cette vision, il nous semble contre-productif (et également erroné) de verser dans l'excès inverse et de refuser de voir la réalité d'un passé qui n'est pas forcément idéal au seul nom du refus de l'imposition de cette vision infériorisante³.

Ce travail préalable sur l'identité de la ville nous amènera ensuite à analyser en détail le processus de régénération qui se déroule pendant la période conservatrice, soit entre 1979 et 1997. Le premier chapitre de cette partie débute par une synthèse des actions de régénération physique des années cinquante, soixante et soixante-dix et par un état des lieux socio-physique de la ville parce qu'il faut comprendre les actions menées des années quatre-vingt comme une forme d'héritage des échecs des décennies précédentes.

C'est au début des années quatre-vingt que sont entreprises les actions majeures de transformation de la ville. C'est à ce moment que le modèle de gouvernance évolue. La gestion managériale de la ville, héritée du compromis keynésiano-fordiste, laisse la place à une gestion entrepreneuriale. Cela marque le début de la déconstruction de l'identité de la

¹ Iain McLean, *The Legend of Red Clydeside*, Edinburgh, John Donald, 1983.

² Christian Civardi, *Le Mouvement ouvrier écossais 1900-1931*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1997.

³ Bruce *et al*, *Sectarianism in Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2004.

ville et de la reconstruction d'une image plus adaptée pour attirer investisseurs, touristes et populations plus aisées, celles qui payent des impôts. La période conservatrice enclenche un profond changement d'image et d'identité guidé par une politique néolibérale agressive, bien que mise en œuvre par une municipalité travailliste, qui vise à balayer les repères du passé pour les remplacer par des repères conformes à une image plus lisse susceptible d'attirer investisseurs et résidents. L'adaptation de la ville post-industrielle aux exigences de la concurrence globale mondiale exige en effet des transformations de fond, radicales, en termes d'image, de logement et de gouvernance. L'organisation de manifestations culturelles populaires est un instrument de gouvernance municipale qui joue un rôle crucial et fondateur, dans la stratégie globale de régénération urbaine de Glasgow, dans la création de cette nécessaire image lisse et aseptisée.

Nous détaillerons les principaux instruments de gouvernance locale mis en œuvre par la municipalité pour mener à bien ses objectifs de régénération urbaine : mise en valeur du centre-ville, organisation de grandes manifestations culturelles, développement des partenariats public-privé, réduction de la part du logement social et augmentation de celle du logement privé. Nous montrerons que les aspects essentiels du processus de régénération de la ville sont une indéniable transformation physique mais qu'elle a été conduite de façon parcellaire et qu'elle s'est manifestée par une forte dichotomie centre-périphérie, qu'elle n'a pas résorbé la forte polarisation socio-spatiale qui avait été créée après les déplacements de population en périphérie dans les années cinquante et soixante et qu'elle a accompagné la mutation du modèle de gouvernance vers le recours systématique aux partenariats public-privé.

Une nouvelle identité se forge au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix qui fait émerger des résistances et oppositions qui renvoient à la tradition radicale de la ville. Les campagnes de locataires de logements sociaux contre l'état de leurs logements, le développement des associations de logement (avec l'exemple pionnier de Castlemilk), les manifestations contre la *poll tax* qui font largement référence aux grèves des loyers de 1915 par exemple, ou l'opposition du collectif *Workers' City* à l'année de la culture en sont les exemples les plus significatifs. Nous les développerons dans un sixième chapitre. La période conservatrice doit être analysée par rapport à l'histoire récente de la ville et ses contestations dans un mouvement qui regarde le présent à travers le prisme des héritages du passé.

Avant d'entrer dans le détail de la démonstration, il est nécessaire de faire un point sur la méthode employée pour mener à bien ce travail de recherche. Nous avons passé l'année universitaire 2009-2010 à Glasgow dans le cadre d'un programme de mobilité pour enseignants du secondaire pendant laquelle nous avons travaillé dans un établissement du secondaire à Govanhill, quartier populaire et cosmopolite situé dans la partie sud de la ville. Par la force des choses, nous avons envisagé les possibilités que nous offrait ce long séjour dans leur durée, en laissant en quelque sorte le temps faire son œuvre. Rester aussi longtemps au cœur de mon sujet d'étude nous a permis de nous imprégner de la ville, de la parcourir hors des sentiers battus, de l'observer, de faire le lien entre les différents quartiers et de confronter nos lectures (et leur interprétation) sur son histoire lointaine et plus récente, et sa régénération urbaine, à la réalité du terrain. De sa période d'industrialisation exponentielle, Glasgow a conservé assez peu de choses, mais ce qu'il reste des bâtiments industriels et de l'habitat ouvrier traditionnel reste utile à parcourir et à confronter à ce qui a été construit dans les années cinquante et soixante. Être sur place était donc fondamental pour mettre en contexte et se forger une vision globale des affres (et réussites) de sa régénération physique. Cela nous a également permis de saisir les contrastes et l'esprit de la ville, la permanence de sa culture populaire qu'on ne peut saisir qu'avec de multiples rencontres et discussions avec ses habitants, connaissances de connaissances qui ont beaucoup à raconter et qui bien souvent sont contentes de partager leur expérience et leur connaissance de la ville. Si ces rencontres informelles ne constituent pas nécessairement un corpus scientifique à partir duquel on peut bâtir une réflexion argumentée (c'est notamment le cas lorsque l'on aborde la question de l'intolérance religieuse), elles nous sont néanmoins apparues comme nécessaires pour comprendre ce qu'est Glasgow et, par là même, valider certaines intuitions et/ ou conclusions.

Très clairement, ce long séjour nous a permis de donner épaisseur et réalité à ce qui n'était qu'intuition auparavant. Il nous a permis d'infléchir assez significativement nos axes de recherche, de rendre accessoire un certain nombre de questions et de (re)définir très clairement la problématique de ce travail. Sans un tel séjour, il aurait été beaucoup plus difficile de percevoir l'importance de la question de l'identité de la ville dans son processus de régénération et dans les résistances qu'il a suscitées. Identité et protestations sont les deux éléments récurrents et sous-jacents parmi tous les autres aspects de la régénération de la ville. Ils en sont le dénominateur commun. Ce travail de recherche aurait également été désincarné et il nous semble que les quelques courts séjours de recherche que nous aurions

alors effectués ne nous auraient pas permis de saisir ceci avec autant d'acuité. Il est fort probable que nous aurions passé le plus clair de notre temps en bibliothèque (à la *Mitchell Library*, mais pas dans les trois bibliothèques de quartier que j'ai régulièrement fréquentées) et que nous n'aurions pas posé le pied dans les Gorbals, et encore moins à Castlemilk, à Govan ou à Dalmarnock.

Un des principaux atouts d'un aussi long séjour est finalement d'avoir le temps de rencontrer les « bonnes » personnes. Nous n'avions pas de programme d'entretiens défini *a priori*. Les diverses rencontres nous ont progressivement amené vers des sources que nous n'aurions pas spontanément sollicitées et, *a contrario*, nous ont détourné de sources plus évidentes. Ainsi, bien que la *Mitchell Library* soit un endroit incontournable pour le chercheur qui travaille sur l'Écosse en général et Glasgow en particulier (la *Glasgow Room* est une mine de documents), nous n'en avons pas forcément fait un lieu privilégié de recherches. Le corpus que nous avons souhaité mobiliser pour réaliser ce travail nous a conduit à orienter nos recherches dans trois grandes directions.

Le travail en bibliothèque s'est déroulé à la *Mitchell Library* et dans trois bibliothèques de quartier (celle des Gorbals, la bibliothèque du *Couper Institute* à Cathcart et celle de Castlemilk). La *Mitchell Library* nous a notamment, mais pas exclusivement, permis d'accéder à des écrits sur la ville publiés dans la première moitié du vingtième siècle et qui ont joué un rôle important dans la construction de son image. Les bibliothèques de quartier nous ont permis de consulter la vaste (mais d'intérêt très inégal) production éditoriale concernant la ville. Cela nous a permis de puiser dans un large corpus (auto)biographique relatant divers aspects de la vie à Glasgow à des périodes et dans des quartiers différents. Nous avons pu également consulter des documents relatifs au quartier dans lequel ces bibliothèques sont situées. La bibliothèque de Castlemilk fut particulièrement importante à cet égard de par la quantité de documents d'histoire locale qu'elle détient.

En suivant le conseil d'un professeur de sciences sociales appliquées de l'université de Stirling, nous nous sommes adressé « aux personnes dont nous pensions qu'elles pouvaient nous être utiles ». Il en ressort que nous avons profité de ce long séjour pour conduire des entretiens ciblés qui couvrent chacun des thèmes importants de ce travail de recherche. Ces entretiens semi-directifs se sont avérés être très utiles par l'ampleur des thèmes couverts et par la richesse et la variété des informations recueillies. Cela nous a permis de hiérarchiser et de lier les informations. Les rencontres informelles ont également été très utiles. Nous avons complété ces entretiens par quelques entretiens réalisés en

octobre 2011 lors d'un court séjour de recherche. Nous avons enfin recueilli de précieuses informations grâce à des correspondances menées par courrier électronique avec le romancier Suhayl Saadi, Barry Watson, un résident de Castlemilk impliqué dans les associations de locataires de logements sociaux, et Gareth Mulvey, chercheur au *Scottish Refugee Council*. Malheureusement, nous ne sommes pas parvenu à interroger toutes les personnes que nous avions souhaité interroger. Des courriers sont restés sans réponse. William McIlvanney et Alasdair Gray n'ont pas répondu à nos demandes d'entretien. Certains entretiens nous ont ouvert quelques perspectives, d'autres nous ont surtout permis de « valider » des conclusions provenant de travaux antérieurs. Quelques entretiens ont été retranscrits et sont présentés en annexe, mais la plupart ont seulement fait l'objet de prises de notes et ont été enregistrés. Parmi les entretiens très utiles, nous devons mentionner ceux réalisés avec des agents de la ville de Glasgow travaillant au service de développement et régénération et des résidents des Gorbals et de Castlemilk impliqués dans la vie locale. Enfin, nous avons eu la possibilité de mobiliser une toute petite partie des ressources des trois riches fonds documentaires suivants : le centre des archives juives d'Écosse¹, le centre de ressources des musées de Glasgow² et le musée écossais du football³. Les entretiens que nous ont accordés leurs conservateurs respectifs ont également été très utiles.

¹ *Scottish Jewish Archives Centre* (<http://www.sjac.org.uk/>). Entre autres documents, le SJAC dispose de la transcription d'une quarantaine d'entretiens de Juifs ayant vécu à Glasgow entre les deux Guerres Mondiales.

² *Glasgow Museums Resource Centre* (<http://www.glasgowlife.org.uk/museums/our-museums/glasgow-museum-resource-centre/Pages/default.aspx>). La collection du GMRC est intéressante car elle donne une idée de l'activité politique et associative des habitants, de leurs préoccupations et de la façon dont ils prennent la responsabilité de l'amélioration de l'environnement dans lequel ils vivent. La collection montre la diversité des organisations et des modes d'action (publications, tractage, réunions publiques, conférences, etc.) en plus de l'activité des partis politiques traditionnels. Le GMRC n'a pas de politique d'acquisition d'items spécifique ou systématique. Néanmoins, il existe la volonté de rassembler des objets qui viennent illustrer les événements majeurs de l'histoire de la ville. Les objets peuvent être récupérés par les conservateurs des musées ou donnés par des habitants. Il en résulte que la collection est hétéroclite, parcellaire et non exhaustive mais toutefois représentative dans le sens où tous les événements majeurs de l'histoire sociale et politique de la ville sont documentés (entretien avec Tracey Hawkins, assistante de recherche, GMRC, 17 juin 2010).

³ *Scottish Museum of Football* (<http://www.scottishfootballmuseum.org.uk/>). Nous avons pu y consulter les comptes-rendus des délibérations du comité exécutif de la Fédération écossaise de football (*Scottish Football Association*) ainsi qu'un corpus d'articles de presse publiés après l'émeute de 1909 à Hampden Park.

***PREMIÈRE PARTIE* - L'IDENTITÉ DE GLASGOW :
LES MYTHES ET LES FAITS**

INTRODUCTION

L'histoire de l'Écosse a été réduite soit à l'hagiographie, soit à un récit d'échecs. Le mythe de Mungo situe l'origine de Glasgow dans le royaume des fées. Les mythes actuels révèlent quelque chose de nos origines. En même temps ils parlent peu du chemin que nous prenons. Le mythe de la Clyde rouge dit que nous avons toujours été une ville ouvrière. Le mythe de la franc-maçonnerie lie notre passé à la Bible et à l'Égypte. Les mythes religieux nous enferment dans des conflits incessants. Le mythe que jadis nous étions heureux, bien que pauvres, donne une dimension sentimentale aux épreuves endurées qui sont ainsi banalisées. Le mythe de l'homme coriace idéalise la violence et ainsi de suite. La campagne *Glasgow's Miles Better* est un non-sens habile basé sur une ignorance aussi bien ancrée que l'est le mythe qui dit que la galerie d'Art fut construite à l'envers, que les grands magasins Lewis d'Argyle Street sont construits sur un lac, que le village de Grahamston existe intact sous la gare Centrale ou que la bibliothèque de l'Université de Glasgow glisse le long de la pente parce que les architectes négligèrent de prendre en compte le poids des livres. Une démythologie est ce dont nous avons besoin. Nos mythes contemporains se prêtent à des interprétations diverses qui devraient nous inciter à regarder la tradition de plus près. Elle pourrait être considérée comme une série d'images qui apparaissent et disparaissent, pleines de possibilités créatives. Ces mêmes images doivent évoluer à la lumière des preuves récentes.¹

Glasgow est une ville dont l'histoire est riche, complexe et parfois tumultueuse. Elle a connu son apogée au début du vingtième siècle en accédant au statut de deuxième ville de l'Empire britannique, quand elle était l'atelier du monde et la fenêtre de l'Écosse et du Royaume-Uni sur l'Atlantique et tout l'Empire. Elle a ensuite littéralement sombré, en même temps que l'industrie lourde et les

¹ Doug Clelland (ed.), *Glasgow's Glasgow*, Glasgow, The Words and the Stones, 1990, pp. 25-26 : « The history of Scotland has either been reduced to hagiography or a recitation of failure and the Mungo myth places Glasgow's origins in fairyland. Current myths say something about where we come from, as well as little about where we are going. The Red Clydeside myth says we always were a workers' city; the myth of freemasonry links our past to the Bible and to Egypt; religious myths lock us into constant conflict; the myth that we were poor, but happy sentimentalises and trivialises hardship; the hard man myth glorifies violence; and so on. The Glasgow's Miles Better campaign is a cunning nonsense, based on the same wilful ignorance as the myth that the Art Galleries were constructed back to front, that Lewis's Argyle Street store is built on a lake, that the village of Grahamston survives intact beneath Central Station or that Glasgow University Library is sliding downhill because architects forgot to allow for the weight of the books. What we need is a demythology. Our contemporary myths are open to a variety of interpretations which should encourage us to take another look at tradition. It might be seen as a series of images which appear and disappear, full of creative possibilities. The very images themselves must alter in the light of fresh evidence. »

chantiers navals qui en avaient fait la renommée. Inévitablement, chacune de ces périodes a généré un certain nombre de représentations et de discours, qu'il semble important de questionner en préambule à ce travail de recherche.

Glasgow a été et continue d'être l'objet d'une littérature abondante, qu'il s'agisse de fiction¹, de poésie² ou d'études universitaires. La ville comme objet de poésie ou de fiction est un objet d'étude à elle seule. L'histoire économique, sociale, politique, architecturale et urbanistique de la ville est aussi très bien documentée. Il y a une activité éditoriale autour de l'histoire picturale de la ville absolument gigantesque³.

Comme toute ville, peut-être même plus que beaucoup d'autres villes, Glasgow n'a pas échappé à la construction de mythes et les différents types de publications évoqués plus haut y ont largement contribué. Dans l'imaginaire collectif, Glasgow est, au début des années soixante-dix, une ville à l'image extrêmement négative. Pourtant, Glasgow n'est pas forcément celle que l'on se représente. La réalité, au début du vingtième siècle comme à la fin des années soixante-dix, est plus subtile, complexe, riche que les mythes qui ont été ou sont entretenus à son égard et qui, ainsi que le souligne Allan Massie, ont souvent contribué à ternir son image :

¹ Moira Burgess, *The Glasgow Novel – A Complete Guide*, 3rd édition, Glasgow, Glasgow City Council Cultural and Leisure Services & The Scottish Library Association, 1999.

² Hamish Whyte (ed.), *Mungo's Tongue. Glasgow Poems 1630 – 1990*, Edinburgh, Mainstream, 1993. Hamish Whyte, *Noise and Smoky Breath. An Illustrated Anthology of Glasgow Poems 1900 – 1983*, Glasgow, Third Eye Centre & Glasgow District Libraries Publications Board, 1983.

³ Les recueils de photographies commentés sont en effet très nombreux (et d'un intérêt très inégal). Il est impossible d'en faire un inventaire complet mais on peut les répertorier en plusieurs catégories assez distinctes: il y a d'abord les ouvrages essentiellement illustrés par des photos des bâtiments les plus remarquables qui traitent de la ville dans son ensemble. Dans ce cas, une grande partie de l'ouvrage est consacrée aux beaux bâtiments victoriens du centre de la ville. Il y a ensuite les recueils qui concernent un quartier de la ville en particulier. Ils ne sont pas spécifiquement consacré au logement, mais tous ou presque y font une place, au moins dans le sens où les quelques clichés qui montrent les quartiers ouvriers aux *tenements* sales et dégradés donnent une idée de l'ampleur du problème. Bien que d'un intérêt tout à fait relatif, ils ont le mérite de mettre l'accent sur la récurrence du problème du logement comme caractéristique fondamentale de l'identité de la ville, au même titre que l'industrie lourde, les chantiers navals et le football. Il existe des ouvrages plus utiles en ce qui concerne l'illustration des conditions de vie à Glasgow, parmi lesquels on peut noter Sandra Malcolm, *Old Glasgow and the Clyde – From the archives of T. & R. Annan*, Catrine, Stenlake Publishing, 2005 ; Evening Times, *Times Past – The Story of Glasgow*, Edinburgh, Black and White Publishing, 2004. Enfin, Glasgow, ce sont surtout ses habitants, qui ont fait l'objet d'ouvrages fascinants: *Dear Happy Ghosts, Scenes from the Outram Picture Archive, 1898 – 1990*, commentary by William Hunter, introduction by Arnold Kemp, Edinburgh, Mainstream Publishing, 1990 ; Oscar Marzaroli, *Glasgow's People 1956 – 1988*, Edinburgh, Mainstream Publishing, 1993 ; Oscar Marzaroli & William McIlvanney, *Shades of Grey, Glasgow 1956 – 1987*, Glasgow, Third Eye Centre & Edinburgh, Mainstream, 1987 ; Glasgow Museums, *Glasgow 1955: Through the Lens*, Glasgow, Glasgow Museums, 2008. Cet ouvrage exploite les clichés pris par le club de photographie de Partick qui avait entrepris de réaliser un état des lieux photographique de Glasgow au milieu des années cinquante. Glasgow Museums, *1970s' Glasgow: Through the Lens*, Catrine, Stenlake, 2011.

Le caractère d'une ville est intangible. Malgré cela, nous utilisons tous des adjectifs qui laissent croire que nous pouvons identifier des traits de caractère qui différencient un endroit d'un autre. De la même manière, toute ville engendre et flotte sur des mythes. Certains de ceux qu'on associe à Glasgow ont eu des effets préjudiciables¹.

Le premier mythe renvoie à l'esprit entrepreneurial de la ville et à l'émergence d'une classe d'industriels extrêmement brillants, audacieux, déterminés et dotés de capacités de travail hors du commun qui ont réussi à saisir les opportunités qui s'offraient à eux à une époque où tout était à construire et ont fait de Glasgow l'atelier du monde et la seconde ville de l'Empire britannique :

Il y avait le mythe de l'homme d'affaire déterminé. Ce mythe flattait la classe moyenne et renforçait sa confiance, alors même que cela était, ou devait être, évident que les activités de certains hommes d'affaires se faisaient au détriment des intérêts de la ville².

C'est d'une certaine manière à ce mythe que Sydney Checkland s'attaque lorsqu'il utilise la métaphore de l'Ipoh³ pour décrire la place démesurée et fatale qu'a pris la construction navale sur la Clyde et expliquer le déclin de la ville dès les premières décennies du vingtième siècle. Nous prendrons donc ce mythe comme point de départ de notre analyse des autres mythes de la ville car il nous semble que les diverses facettes de l'identité industrielle de la ville, portées pour bon nombre d'entre elles à un degré probablement inégalé, doivent beaucoup à l'esprit d'entreprise de cette poignée d'industriels remarquables.

Il apparaît ensuite que développement industriel et logement sont étroitement liés. Historiquement, le logement est un problème épineux et récurrent à Glasgow. Il a régulièrement été au centre de luttes importantes et de débats animés. Il serait

¹ Allan Massie, *op. cit.*, p. 117: « The character of a city is intangible; yet we all apply adjectives which suggest that we can identify a difference of character between one place and another. In the same way all cities spawn myths, float on myths. Some of those which have attached themselves to Glasgow have been damaging. »

² *Ibid.*, p. 118 : « There was the myth of the hard-headed businessman, which flattered the middle class and bolstered its confidence even while it was, or should have been, clear that some businessmen were failing the city. »

³ S. G. Checkland, *The Upas Tree, Glasgow 1875-1975*, Glasgow, Glasgow University Press, 1976. L'ouvrage est l'un des premiers ouvrages universitaires sur l'évolution de la ville et bien qu'il ait été publié il y a plus de trente ans, c'est un classique indispensable. La définition de l'upas tree, telle qu'elle est donnée dans l'ouvrage de Checkland est la suivante : « The upas tree of Java (*Antiaris Toxicaria*), entering European legend through Erasmus Darwin, was believed to have the power to destroy other growths for a radius of fifteen miles. Here it is taken as a symbol of the heavy industries that so long dominated the economy and society of Glasgow ». Appelé Upas ou Ipoh, il produit un latex très toxique connu dans l'île de Java sous le nom de upas (du mot javanais signifiant poison).

vraisemblablement simplificateur de réduire l'histoire de la ville à celle de son logement. Toutefois, force est de constater que c'en est un aspect majeur, sinon absolument central.

Au-delà d'une vision globale de l'évolution du logement à Glasgow, le cas particulier des Gorbals, quartier populaire situé en face du centre-ville victorien, immédiatement de l'autre côté de la Clyde, est à lui seul un mythe, comme le suggère Massie :

Il y avait le mythe des Gorbals, bien qu'il existât toujours des endroits de la ville qui furent pires que les Gorbals. Dans les années trente, le nouveau lotissement de Blackhill, cité dortoir plutôt que réelle communauté, avait la réputation d'être bien plus dangereux que les Gorbals. Cependant ce furent les Gorbals qui marquèrent l'imagination populaire, conférant à Glasgow une aura ténébreuse à l'image de celle de Chicago et une réputation que les durs à cuire locaux se croyaient obligés d'entretenir.¹

Lieu d'industrialisation brutale, de flux de populations importants, de logements insalubres et surpeuplés, la ville est devenue le creuset d'un socialisme radical à l'origine d'agitations ouvrières répétées et intenses pendant le premier quart du vingtième siècle. Fait unique dans l'histoire britannique, des chars ont été déployés autour de *George Square* en janvier 1919 par un gouvernement qui redoutait un soulèvement bolchevique². Ainsi est née la légende de la Clyde rouge. Cette période a profondément marqué l'identité de la ville et a suscité de nombreux débats dans la communauté des historiens écossais. L'historiographie de la Clyde rouge est riche et justifie, rien qu'à ce titre, le statut de mythe³.

Il semble enfin que l'examen des mythes constitutifs de l'image de la ville doit aussi inclure la question religieuse. Ville de football et d'immigration à forte dominante irlandaise catholique et protestante, Glasgow est la ville des deux clubs de football les plus titrés d'Écosse, le *Celtic Football Club* et le *Rangers Football Club*. On peut sans grand risque affirmer que ces deux clubs sont deux institutions incontournables de la vie sportive, culturelle, politique et religieuse de la ville et que les confrontations entre les deux équipes ont été le prétexte à des manifestations de comportements sectaires parfois extrêmement violents.

¹ Allan Massie, *op. cit.*, p. 117 : « There was the Gorbals myth, though there were always worse parts of the city, and in the 1930s the new housing estate of Blackhill, a dormitory rather than a complete community, was accounted far more dangerous territory. But it was Gorbals which impressed itself on the public imagination, giving Glasgow a dark glamour like Chicago's, and a reputation which the local hard men thought themselves obliged to sustain. »

² Plus précisément, il s'agit de 6 chars, 100 camions et 12 000 soldats. Christopher Harvie, *No Gods and Precious Few Heroes*, Edinburgh, Edinburgh University Press, [1981], 2000, p. 22 ; Richard Finlay, *Modern Scotland, 1914 – 2000*, London, Profile Books, 2004, p. 52.

³ Parmi un grand nombre d'ouvrages et articles consacrés à cet épisode de l'histoire de la ville, on peut citer, pour les intenses débats qu'il a suscités, l'ouvrage de Iain McLean au titre polémique publié en 1983, *The Legend of Red Clydeside* (Iain McLean, *The Legend of Red Clydeside*, Edinburgh, John Donald, 1983).

Bien que l'avènement du football global et la sécularisation de la société écossaise en aient sérieusement édulcoré l'importance de nos jours, la rivalité sportive des deux clubs s'est très vite cristallisée au début du vingtième siècle autour des différences portées respectivement par les communautés catholique et protestante de la ville. Toutefois, il s'agit ici aussi d'une caractéristique propre à Glasgow qui mérite un examen attentif et qui doit se garder de conclusions hâtives.

Massie mentionne enfin le mythe de la ville chaleureuse - « warm-hearted city », mythe que ses habitants chérissent. Massie l'associe au fait que la classe ouvrière de la ville avait conscience de sa propre importance, en tant qu'elle semblait être le fer de lance d'un mouvement ouvrier qui s'opposait aux outrances du capitalisme. C'est un thème que l'on retrouve fréquemment au fil des lectures de récits sur la ville et ses habitants. Jusque dans les années soixante, le voyageur qui se rend à Glasgow semble aussi souvent agréablement surpris par la chaleur de l'accueil qui lui est réservé qu'il est effaré de constater les conditions déplorables dans lesquelles une grande partie des glaswégiens sont logés¹. La solidarité, l'entraide et la convivialité rendent la vie supportable dans les quartiers ouvriers aux *tenements* surpeuplés et dégradés. Ce sont des caractéristiques de la vie dans les traditionnels *tenements* qui sont fréquemment mises en avant dans les récits des gens qui y ont habité jusqu'au début des années cinquante et leur disparition sera terriblement ressentie chez ces mêmes habitants qui seront relogés dans les tours d'habitation et les grandes cités construites en périphérie dans les années cinquante et soixante.

Aujourd'hui encore, c'est une réputation que les habitants de la ville aiment à perpétuer. Il n'y a qu'un pas de la réputation au mythe. Il a été franchi par les élites politiques locales qui n'ont pas hésité à promouvoir la ville et à améliorer son image en recourant au slogan « Glasgow, the friendly city » au cours des années quatre-vingt, lui donnant ainsi une exposition mondiale. Il devient alors plus difficile de faire la part des choses entre la réalité et ce qui est fabriqué et élevé au rang de mythe pour des raisons commerciales. Glasgow continue à cultiver un curieux et unique mélange d'humour piquant, de parler particulier, de consommation excessive d'alcool et de virilité² dont la

¹ Voir notamment le recueil de textes Simon Berry and Hamish Whyte (eds.), *Glasgow Observed*, Edinburgh, John Donald, 1987.

² Le « Glasgow Patter » est l'héritage des conditions de vie difficiles et d'une population composée d'immigrants de toutes parts : « Overcrowded tenements and a dynamic mixture of people from different places generated conflict and crime, but they also generated ways of living together and surviving. As in similar cities (such as Liverpool and New York) these survival techniques include a particular pattern of speech, whose turns of phrase and black humour reflect the intensity of city life. » (Glasgow Museums, *The People's Palace Book of Glasgow*, Edinburgh, Mainstream, 1998, p. 30).

représentation à l'écran fut assurée avec beaucoup de succès pendant les années quatre-vingt-dix par le truculent personnage Rab C. Nesbitt, dans la série éponyme créée par Iain Pattison :

Avec le personnage de Rab, Pattison et Fisher [Gregor Fisher est l'acteur principal de la série] accomplirent quelque chose de remarquable. Il aurait dû être le stéréotype écossais, le pire qu'il soit, un irréductible alcoolique grossier qui escroque le système d'allocations. Au lieu de cela, il devint un idiot éclairé qui jeta la lumière sur le monde qui l'entoure.¹

Il n'est pas anodin que la série ait repris en janvier 2010 après dix années d'interruption après qu'un épisode spécialement écrit pour Noël 2008 a rencontré un énorme succès².

Il ne faut pourtant pas oublier que, aussi accueillante et chaleureuse soit-elle, Glasgow n'a pas toujours accueilli à bras ouverts et avec beaucoup de chaleur certaines populations immigrées. L'étude des différentes formes d'intolérance religieuse et culturelle viendra donc clore la première partie de ce travail. L'objectif de ce long travail de mise en contexte et de démythification est de proposer une vision de la ville, dont seulement certains aspects saillants auront été mis en valeur, qui permette de comprendre les enjeux politiques, culturels et identitaires au moment où le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher accède au pouvoir et où les élites municipales se renouvellent et ne vont pas tarder à enclencher un vaste mouvement de régénération urbaine dans lequel la place de l'image de la ville est centrale.

¹ Susan Mansfield, « You can take the boy out of Govan », *Scotland on Sunday*, 17 janvier 2010 : « With the character of Rab, Pattison and Fisher [Gregor Fisher, l'acteur principal] achieved something remarkable. He ought to be the worst kind of Scottish stereotype, an unreconstructed, foul-mouthed, benefit-scamming drunk. Instead he became a wise fool who shed light on the world around him. »

² Brian Beacom, « Govan Baked », *The Herald Magazine*, 16 janvier 2010 ; Susan Mansfield, « You can take the boy out of Govan », *Scotland on Sunday*, 17 janvier 2010. Rab C. Nesbitt fut à l'écran pendant huit saisons, attirant plus de six millions de téléspectateurs en Écosse et Angleterre. Preuve du changement des temps cependant, le héros de la série a cessé de boire.

CHAPITRE 1 - L'« ATELIER DU MONDE » ENTRE PROSPÉRITÉ ET MISÈRE

Glasgow a tout à fait raison d'être fière du statut qu'elle a acquis grâce à cette prospérité. Elle se proclame deuxième ville de l'Empire, puisqu'elle est sans aucun doute la première ville d'Écosse de par sa population, son commerce, ses industries et sa richesse. Elle n'est pas simplement un centre industriel, elle est également un port maritime et un centre de commerce. Son fleuve et ses chemins de fer lui donnent accès respectivement à l'océan et à chaque ville britannique. De ce fait, la ville est le principal centre de distribution au nord de la Tweed. En outre, c'est une municipalité modèle, l'exemple parfait des avantages dont elle bénéficie grâce à l'union de deux qualités : son esprit civique et son sens des affaires. Elle est la capitale commerciale de l'Écosse. Du point de vue écossais, Glasgow est même une métropole, car elle est la base pour l'approvisionnement de l'ouest et du sud-ouest de l'Écosse, des Highlands et des îles Hébrides. Par conséquent elle est également le point d'attraction de tous les hurluberlus de ces régions.¹

Ce passage de l'ouvrage de J.H. Muir met en exergue les aspects majeurs de l'accomplissement de Glasgow au début du vingtième siècle, après un dix-neuvième siècle d'industrialisation effrénée. Ils participent tous du mythe de la ville prospère devenue, grâce à l'exemplarité de sa réussite, un modèle à suivre. Après une longue période de désindustrialisation, Glasgow redeviendra un modèle à suivre. Première ville industrielle sinistrée britannique à se lancer dans une régénération par les arts et la culture, son modèle de régénération et les résultats qu'elle a obtenus sont à nouveau cités en exemple. C'est comme si l'on avait assisté à une renaissance. Pourtant, dans les deux cas, il existe un gouffre entre la réalité et une certaine image de la ville telle qu'elle

¹ J. H. Muir, *Glasgow in 1901*, Oxford, White Cockade, [Glasgow, W. Hodge, 1901], 2001, pp. 43-44: « Of the position which she has attained through this prosperity Glasgow is justly proud. She claims to be the Second City of the Empire, as she is undoubtedly the first city in Scotland for population, trade, industries, and wealth. She is not merely a home of manufactures, but a seaport and a centre of trade. Her river and her railways giving access the one to the ocean, the other to every British town, have made her the main centre of distribution north of the Tweed. Moreover, she is the Model Municipality, a shining example of the benefits conferred on her by a union of public spirit with capacity for affairs. She is the Trading Capital of Scotland. In a local way, she is even a metropolis, for she is the base of supply for the West and South-West, for the Highlands and Hebrides, and therefore the goal of all reckless folk in these districts. »

peut apparaître au visiteur ou au lecteur. Toutes proportions gardées entre les deux époques, il ne faut pas oublier que la prospérité d'une infime minorité s'est construite au détriment des conditions de vie d'une vaste majorité. Nous débuterons donc notre entreprise de déconstruction des mythes de Glasgow en interrogeant celui de sa réussite industrielle et de son esprit entrepreneurial, sur lesquels repose la grande prospérité de la ville à la veille de la Première Guerre mondiale. Cela nous amènera alors à détailler les conditions de vie de la masse d'ouvriers dont les longues et pénibles heures de travail furent indispensables à la construction de la renommée mondiale de la ville.

1. Une ville prospère et fière

1.1. La construction du mythe

Les descriptions de la ville publiées au fil du temps mettent invariablement en avant son identité industrielle. C'est notamment le cas de celles qui ont été publiées lorsque la ville était au faîte de sa gloire. À leur manière, elles ont certainement toutes contribué à créer une image idéalisée de la ville, en insistant particulièrement sur son caractère industriel et sur ses manifestations, à la fois tangibles (la noirceur, le bruit, la surpopulation, la pauvreté de certaines catégories d'ouvriers et la richesse de quelques familles d'industriels) et intangibles (l'individualité mais aussi le sens de la communauté, la chaleur de ses habitants, un certain sens de la dignité dans la pauvreté). Le journaliste Henry Volla Morton relate ainsi le caractère industriel de la ville dans les années 1930 : « le brouillard qui vous a gratté la gorge toute la journée se retire un peu et une fine couche s'installe au-dessus de la ville, de telle manière que chaque réverbère projette sur le trottoir un V de lumière inversé »¹. Sa description de Glasgow insiste sur l'individualité, la singularité de la

¹ H. V. Morton, *In Search of Scotland*, London, Methuen, 1933, [1929], p. 248 : « the fog which has tickled the throat all day relents a little and hangs thinly over the city, so that each lamp casts an inverted V of light downward on the pavement. » Les chapitres 11 et 12 sont consacrés à la partie industrialisée de la Clyde en amont de Glasgow et à Glasgow (pp. 244-259). Le passage le plus enlevé et le plus intéressant en termes de création du mythe de la ville industrielle est condensé mais remarquable (pp. 248-252). Henry Canova Volla Morton, 1892 – 1979, journaliste et écrivain anglais, devient célèbre dans les années 1920 en tant que chroniqueur dans le *Daily Express* puis grâce à la série d'articles qu'il commence à publier en avril 1926 et qui sont publiés l'année suivante sous forme d'ouvrage intitulé *In Search of England*. La formule est un tel succès qu'il reproduit la même chose avec l'Écosse (1929), l'Irlande (1930), le Pays de Galles (1932), l'Afrique du Sud (1948) et Londres (1951). Ses écrits mettent en avant trois thèmes principaux : la force d'une nation est déterminée par l'état de ses villages et de ses petites villes ; les révolutions industrielle et urbaine ont profondément endommagé la nation ; le renouveau de la nation verra le jour grâce à la reconnaissance des traits marquants et centraux de l'histoire et de la nation britanniques.

ville dont le lecteur sent qu'elle ne laisse pas indifférent le visiteur : « Glasgow est une aventure humaine stimulante et puissante. Elle maintient l'Écosse dans la réalité. Sans elle, l'Écosse serait un pays arriéré perdu dans ses souvenirs poétiques et en conflit avec une époque dans laquelle elle ne jouerait aucun rôle »¹. Souvent, le style emphatique, et quelque fois lyrique, utilisé par les auteurs de la première moitié du vingtième siècle ne manque pas d'ajouter une certaine grandiloquence, une dimension à la fois majestueuse et mystérieuse, à leur vision de la ville. H.V. Morton décrit son arrivée à Glasgow en remontant la Clyde de la manière suivante :

Le bruit de la Clyde est celui de mille marteaux qui résonnent dans le ventre vide d'une coque, du vacarme diabolique des riveteuses hydrauliques et du crissement soudain du métal torturé au service des mers. Lorsque je lève les yeux, je vois de minuscules hommes debout dans des berceaux suspendus plaqués contre une montagne de panneaux d'acier en train de frapper sur un rivet chauffé à blanc à l'aide d'un marteau. À chaque coup de marteau, un million d'étincelles dorées giclent en sifflant puis plongent vers la terre et, dans leur chute, s'éteignent de froid.²

Dans *Glasgow in 1901*, James Hamilton Muir débute par ce qu'il appelle « l'entrée dramatique »³ : il décrit ainsi l'arrivée du voyageur dans une ville étrange à la tombée de la nuit :

Tandis que son train ralentit et que la banlieue s'étale à sa rencontre, alors, qu'il entre dans une ville témoin d'un passé romantique et dont les monuments anciens, prenant la forme de mains noueuses, lui font l'un après l'autre signe à son passage, ou que le dessous de son sombre wagon se trouve « effroyablement éclairé » par des haut-fourneaux en pleine combustion qui l'accompagnent pour lui rappeler que le terminus de son voyage se trouve au fin fond de provinces inconnues : il fait nuit. Tous les contours se transforment et les couleurs se mêlent, préparant ainsi la dimension dramatique de son entrée.⁴

Désenchanté par la vie en Grande-Bretagne après la victoire du Labour en 1945, il émigre en Afrique du Sud, dont il acquiert la citoyenneté. (Perry, C. R.. "Morton, Henry Canova Volla (1892-1979)." *Oxford Dictionary of National Biography*. Ed. H. C. G. Matthew and Brian Harrison. Oxford: OUP, 2004. Online ed. Ed. Lawrence Goldman. May 2008. 18 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/46343>).

¹ *Ibid.*, p. 251 : « Glasgow is a mighty and an inspiring human story. She is Scotland's anchor to reality. Lacking her, Scotland would be a backward country lost in poetic memories and at enmity with an age in which she was playing no part. »

² *Ibid.*, p. 246 : « And the sound of the Clyde is that of a thousand hammers echoing in the empty belly of a hull, the fiendish clatter of electric riveters and a sudden squeal of metal tortured in the service of the seas. When I look up I see tiny men in flying cradles pressed against a mountain of steel-plate, hitting a white-hot rivet with a hammer, and at each stroke a million gold sparks fly hissing earthward to die of cold as they fall. »

³ « the dramatic entrance ».

⁴ J. H. Muir, *op.cit.*, p. 1 : « As his train slows down and outskirts sweep out to meet him, then, whether he is entering a town of old romance, whose ancient monuments waver past him one by one like gestures of emaciated hands, or whether he finds his dark carriage "lit dreadfully" from

Dans son introduction au fac-similé de l'édition de 1901 de *Glasgow in 1901*, Perilla Kinchin note que l'ouvrage fut un succès éditorial dès sa publication. Il fut écrit et publié en format de poche en pensant aux futurs visiteurs de l'Exposition Internationale de 1901 qui devait célébrer le statut indiscutable de Glasgow comme deuxième ville de l'Empire et atelier du monde :

Le but avoué de l'exposition, célébrer et passer en revue le dix-neuvième siècle pour fournir « un lieu de repos aux pionniers » à partir duquel ils pourraient s'engager vers l'avenir, contribua à l'écriture d'une histoire particulièrement puissante à Glasgow. La ville s'était transformée et était devenue presque méconnaissable au cours du dix-neuvième siècle. Tout portait à croire qu'elle était à présent au sommet de sa prospérité et de sa confiance, célèbre dans le monde entier pour ses bateaux et ses locomotives ainsi que pour de multiples autres industries. C'était le moment propice pour publier un ouvrage qui fasse l'éloge de la ville.¹

L'ouvrage de J.H. Muir est en effet une célébration des accomplissements de Glasgow en termes d'industrie, de gestion municipale, d'architecture et d'éducation. La vision des auteurs² est très généralement laudative. Ils se contentent en effet de présenter une image satisfaite, idéale mais aussi convenue et stéréotypée (et dans une certaine mesure inexacte) de la ville, comme le montre cette description de l'ouvrier glaswégien type :

Il habite dans un *tenement* à Govan et son appartement se compose d'une pièce et d'une cuisine. Il est marié avec quatre enfants et il s'appelle très certainement John Macmillan. Il fut élevé dans la ville et, avant de devenir apprenti dans son usine, il fut coursier. Lorsque ses années d'apprentissage arrivèrent à leur terme, il devint syndicaliste et tint en haute estime le délégué syndical de son secteur. Il est intelligent et a un sens aigu de l'injustice. Il se considère être un homme raisonnable. Il s'élève non seulement contre l'ennemi commun, l'employeur, mais aussi contre ses camarades exerçant des métiers connexes au sien si jamais ils empiètent sur son territoire. Il est bourru, tenace et indépendant et son irritabilité latente s'enflamme si ses droits sont bafoués. De servilité chez lui, il n'y a pas de trace.³

beneath by flaring furnaces which march with him to remind him that his journey's end is an unknown black heart of the provinces-it is night, transforming all outlines and fusing all colours, that prepares the dramatic quality of his entrance. »

¹ Perilla Kinchin, in J. H. Muir, *op.cit.*, p. vi : « The exhibition's avowed purpose of celebrating and looking back over the nineteenth century, to provide a 'resting place for pioneers' from which they might set forth in the future, made a particularly powerful story in Glasgow. The city had changed beyond recognition in the nineteenth century and was now to all appearances at the height of its prosperity and confidence, famed the world over its ships and locomotives and manifold other industrial enterprises. This was a good time for a celebratory book. »

² James Hamilton Muir est le pseudonyme adopté par les trois auteurs de l'ouvrage : James Bone, Archibald Hamilton Charters et Muirhead Bone

³ J. H. Muir, *op.cit.*, pp. 188-189. La description s'étire ainsi sur plus de dix pages (pp. 188-199) : « He lives in a tenement in Govan, and his house consists of a room and kitchen. He is married, and has four children, and as likely as not his name is John Macmillan. He was bred in the town and before becoming an apprentice in his works he was a message boy. When his time was served he became a

Il n'est donc pas surprenant de n'y trouver que de très rares mentions des ravages causés par une industrialisation incontrôlée. Tout au plus peut-on lire que « les maisons de Park Terrace et Park Circus sont les demeures des riches qui vivent dans l'opulence à la lisière argentée des nuages qui flottent au-dessus de Govan »¹.

1.2. Un accomplissement industriel remarquable

Il faut chercher l'origine de la puissance de l'image de prospérité et d'excellence dans les records que Glasgow a atteints dans bien des domaines de la production industrielle au cours du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle et qui n'ont pas manqué d'impressionner, notamment par la manière dont ils ont été relatés dans les publications contemporaines².

Pour comprendre la plus expressive contribution de Glasgow au pittoresque, il ne faut la chercher ni dans l'apparat des signes extérieurs, ni dans le charme du site, ni dans l'élégance de son architecture, mais dans ces merveilleuses grottes, lieux romantiques, ses ateliers industriels : les chantiers navals, les fonderies, les hauts fourneaux. Dans ces endroits où des silhouettes, déployant d'énormes efforts,

Union man, and thought all the world of his District Delegate. [...] He is intelligent, and has a clear perception of injustice. But according to his lights he is a reasonable man. He stands up against the common enemy, his employer, but also against his comrades in allied trades if they invade his frontiers. He is gruff, intractable, and independent, and his latent irritability takes fire if his rights are infringed. Of servility he has no trace. »

¹ *Ibid.*, pp. 249-250 : « The houses in Park Terrace and Park Circus are mansions of the wealthy, who live in affluence on the silver lining of the clouds that hang over Govan. »

² Nous renvoyons ici à deux ouvrages en particulier : le recueil de textes édité par Simon Berry et Hamish Whyte, *Glasgow Observed* et l'ouvrage de James Hamilton Muir, *Glasgow in 1901*. Muirhead Bone est l'auteur des illustrations du livre. Ses croquis au crayon ou au fusain sont célèbres pour le sens de la réalité qu'ils parvenaient à recréer et ils contribuent largement à l'intérêt de l'ouvrage. Muirhead Bone cherchait à reproduire de manière la plus précise possible ce qu'il voyait. Il ne travaillait pas dans le but de produire un commentaire social mais parce qu'une scène l'intriguait et stimulait ses compétences. Il en résulte que ses dessins sont d'un grand intérêt en ce qui concerne l'histoire sociale de Glasgow, même si tel n'était pas son objectif. Il a ensuite publié *Glasgow, Fifty Drawings* en 1911. Il n'est pas anodin de retrouver huit de ses illustrations dans l'ouvrage de S. G. Checkland, *The Upas Tree*, Glasgow, Glasgow University Press, 1976, lui-même un ouvrage de référence. En préface à cet ouvrage, R. Billcliffe écrit à propos de Muirhead Bone : « Bone was concerned with the accurate recording of reality; he drew what he saw. The slums and shipyards of Glasgow had the vitality and overwhelming detail which appealed to him, so that his work has become a true record of a vanished Glasgow. [...] Bone's drawings were not produced as social comment. [...] In the shipyards prints it is not the concept of work in its sociological meaning that appeals to him, but the excitement of the yards and the complicated structures encased in their scaffolding. » L'édition originale de *Glasgow in 1901* avait été publiée pour l'Exposition Internationale de 1901 par l'éditeur de Glasgow William Hodge. Cette édition fut vite épuisée. Une reproduction de cette édition a été publiée en 2001, avec une introduction substantielle de Perilla Kinchin (Oxford, White Cockade). Le recueil de textes édité par Simon Berry et Hamish Whyte et publiés dans *Glasgow Observed* donne aussi un aperçu instructif et très utile, par la variété des textes et des thèmes qu'il présente et l'entendue de la période qu'il couvre, des diverses perceptions de Glasgow au moment de son apogée en tant que ville industrielle.

s'entortillent et prennent des formes complexes. Dans ces endroits où la lumière rôde à tous les étages et, en un instant, transforme des silhouettes noires en fantômes vaporeux. Dans ces endroits où la vie bouge au rythme des bruits retentissants et où le feu et la vapeur apparaissent à l'état de puissance presque primaire au service de l'homme pygmée. La chose surgit devant vos yeux comme un gigantesque kaléidoscope sans qu'aucune impression particulière ne reste gravée dans la mémoire. Du pays où la différence entre le jour et la nuit ne compte guère, l'on ne retourne à l'extérieur, à la lumière du jour, qu'avec un esprit confus, les yeux qui picotent et le bruit qui résonne dans les oreilles. Le feu qui, il y a peu, tenait l'air d'une manière si triomphante, s'est réduit en un tas de cendres. Il est impossible de trouver les mots pour en rendre compte complètement. Il s'agit moins d'une série de tableaux que d'une sensation ou d'un thème à partir duquel un artiste pourrait créer des visions capables d'émouvoir ses semblables. Et si l'on quitte ces lieux les plus caractéristiques de Glasgow avec réticence pour se tourner vers la galerie d'images que constituent les rues, c'est la faute de la muse piétonne. Cependant, la perte ne va pas sans gains, car ici, sous le ciel ouvert, notre ville montre sa beauté timide et unique à l'homme qui sait voir et qui a le temps d'attendre qu'elle fasse ses effets.¹

Checkland écrit ainsi que « Glasgow, dans la génération d'après 1875, présentait une image impressionnante de bien-être et de confiance »². Les performances enregistrées en termes de production industrielle sont, au tournant du siècle, indiscutables, malgré des haltes à certains moments : l'industrie lourde traditionnelle fonctionne en effet par cycles, avec des hauts suivis de bas³. Ainsi, après des années d'expansion, les chantiers navals subissent une crise sans précédent en 1884. La production chute de 404 000 tonnes en 1883 à 262 000 tonnes l'année suivante. Il faut attendre 1888 pour que le tonnage de bateaux construits sur la Clyde augmente à nouveau⁴. La construction navale subit une nouvelle chute d'activité entre 1906 et 1908, mais cela ne l'empêche nullement d'être à son

¹ J. H. Muir, *op. cit.*, p. 11-12 : « To understand Glasgow's most expressive contribution to the picturesque, one must seek it not in her outward trappings, her charm of site, or the grace of architecture, but in those wonderful caves of romance, her industrial workshops-the shipyards, the foundries, the kilns, where strenuous figures wreath themselves in intricate evolutions, where light prowls up and down transforming in an instant black silhouettes into sheeted ghosts, where life moves to the resonance of a clanging rhythm, and fire and steam appear in almost elemental power in the service of pigmy man. The thong surges to the eye like a giant's kaleidoscope, and no single impression remains fast in the memory. From the land where the divisions of day and night scarcely matter, one carries again into the daylight street only a confusion of mind, a smarting in the eyes, and a singing in the ears; the blaze that held the air so triumphantly a moment ago is fallen into a heap of smouldering ashes. One can frame no words that would convey it all; it is less a series of tableaux than a sensation, or a theme out of which a painter might create visions to move his fellows. And if from these most significant characteristics of Glasgow we reluctantly turn to the picture gallery of the streets, our pedestrian muse must bear the blame. But the loss is not without its gain, for here, under the open sky, our town displays a shy beauty of its own to the man who has eyes to see and time to lie in wait upon its effects. »

² S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 2 : « Glasgow in the generation or so after 1875 presented a picture of impressive well-being and confidence. »

³ Irene Maver, *Glasgow*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000, pp. 113-114.

⁴ *Ibid.*, p. 116.

zénith à Glasgow et dans ses villes satellites à la veille de la Première Guerre mondiale. Les chantiers de la Clyde affichent des productions record. On peut ainsi lire dans un éditorial du *Glasgow Herald* du 23 décembre 1913 :

Les chiffres sont stupéfiants. Les chantiers navals de la Clyde ont lancé 374 navires d'un total cumulé de 764,784 tonnes et d'une puissance de 1 111 400 chevaux. Nos vingt miles de rivière ont produit plus d'un tiers de tout le tonnage construit au Royaume-Uni en 1912 et, au cours de cette même année, plus du cinquième de tout le tonnage construit à travers le monde. Il existe bien, en Angleterre et en Allemagne, quelques chantiers navals plus grands que ceux que l'on trouve sur la Clyde, mais nous possédons un plus grand nombre de grands chantiers navals à l'intense activité que dans n'importe quel autre endroit au monde.¹

La construction navale a laissé une trace indélébile dans l'image de la ville, alors que la production industrielle de la conurbation glaswégienne fut bien loin de se réduire aux seuls chantiers navals. Les bateaux construits sur la Clyde furent toutefois le porte-drapeau du savoir-faire de toute une région : « La production des chantiers navals, bien qu'elle ne constituât qu'une partie du large profil industriel de Glasgow, créa une identité durable qui mêlait compétences masculines, population cosmopolite et audace entrepreneuriale »². La réputation d'excellence des chantiers de la Clyde a une résonance mondiale, sous l'appellation « Clydebuilt ». En plus de la construction de bateaux,

fleurissaient également la chaudronnerie et la construction mécanique maritime. Comme leur homologue dans le royaume des animaux, ces trois industries ont produit l'homme McAndrew, connu dans tous les ports du monde, du port de Glasgow au port de Shanghai, comme l'ouvrier qualifié formé dans les usines de la Clyde, et reconnu par un public initié comme l'homme qui inspira l'Hymne. [« L'Hymne de McAndrew », écrit par Rudyard Kipling et publié en décembre 1894 dans *Scribner's Magazine*]³

Les industries de Glasgow produisent aussi un tiers des locomotives et des wagons britanniques, et environ un cinquième de l'acier. Glasgow exporte dans le monde entier et se spécialise dans de nombreux domaines de construction mécanique. Ainsi, trois des plus

¹ *Glasgow Herald*, 23 décembre 1913 : « The figures are astonishing. The Clyde yards have launched 374 vessels with a tonnage of 764,784 and an indicated horsepower of 1,117,400. Our twenty miles of river have produced more than a third of the whole tonnage built in the United Kingdom in 1912, and more than a fifth of the whole new tonnage of the world in that year. There are a few yards in England and Germany that are larger than any to be seen on the Clyde, but we have a greater number of large and busy yards than are to be found in any other part of the world. »

² Irene Maver, *op. cit.*, p. 113 : « Its shipbuilding output, although only a part of Glasgow's extensive industrial profile, created an enduring identity that blended masculine skill, cosmopolitanism and entrepreneurial flair. »

³ J.H. Muir, *op. cit.*, p. 42 : « boiler-making and marine engineering sprang up also, and the three industries have produced, as their counterpart in the animal kingdom, the man McAndrew, known in every seaport from Port-Glasgow to Shanghai as the Clyde-trained engineer, and recognised by a selected public as the inspiration of a Hymn. »

grandes usines de fabrication de locomotives se trouvent à Glasgow, produisant plus de 800 locomotives par an à destination de l'Empire, de l'Amérique du Sud ou de l'Europe. C'est le plus grand centre européen en la matière¹. Bruce Lenman résume cette intense activité industrielle ainsi :

Il fallait, par exemple, transporter en train le blé des prairies du Canada ou des États-Unis vers les ports de la côte est. Au Canada, il se pouvait que la locomotive ait été construite à Glasgow. Au Canada aussi bien qu'aux États-Unis, il y avait de grandes chances pour que les sacs contenant le grain aient été fabriqués à Dundee. Les bateaux qui traversaient l'Atlantique avec le grain étaient le plus souvent construits et conçus le long de la Clyde.²

La construction mécanique (locomotives et matériel roulant, équipement hydraulique, moteurs à vapeur, grues, pompes, bâtiments préfabriqués et structures métalliques) emploie 78 000 ouvriers en 1913 et produit pour 16 millions de livres sterling. L'énorme usine de machines à coudre Singer, qui emploie 10 000 ouvriers, se situe à Clydebank, dans la conurbation de Glasgow. La *North British Locomotive Company* construit à elle seule 450 locomotives par an entre 1904 et 1913. Elle est issue de la fusion en 1903 de trois entreprises de Glasgow et devient la plus grande entreprise britannique de construction de locomotives et de matériel roulant.

L'industrie textile tire aussi son épingle du jeu. *Coats* de Paisley fusionne avec *Patons* en 1896 pour devenir le plus important fabriquant de fil du monde. L'entreprise finit par contrôler 80% de la capacité mondiale de production de fil et permet à onze membres de la famille de devenir millionnaires³. La fabrication de moquette se développe à Kilmarnock et à Bonnyrigg mais surtout à Glasgow avec *Templetons*, qui est le plus important fabricant britannique de moquette en 1914. Toutes les industries textiles dépendent des exportations vers l'Europe et l'Amérique de Nord.

¹ T. M. Devine, *The Scottish Nation 1700 – 2000*, London, Penguin, 1999, pp. 249 – 250 ; Murdoch Nicolson and Mark O'Neill, *Glasgow, Locomotive Builder to the World*, Edinburgh, Polygon, 1987 ; Gerard Hutchison and Mark O'Neill, *The Springburn Experience: an Oral History of Work in a Railway Community from 1840 to the Present Day*, Edinburgh, Polygon, 1989.

² Bruce Lenman, *An Economic History of Modern Scotland*, London, Bateford, 1997, p. 193 : « The wheat of the Canadian or American prairies, for example, had to be taken by trains to eastern ports, and in Canada the locomotive could well be made in Glasgow while both in Canada and America the sacks holding the grain were quite likely to have been manufactured in Dundee. The ships which crossed the North Atlantic with the grain were often enough built and engineered on the Clyde. »

³ T. M. Devine, *op. cit.*, pp. 250 – 251.

1.3. Une capacité à innover exceptionnelle

La réussite industrielle de Glasgow tient à plusieurs facteurs. Le premier est naturel. Au début du dix-neuvième siècle, Glasgow tire parti des gisements de fer et de charbon qui se situent aux alentours dans l'Ayrshire et le Lanarkshire. Lorsque les ressources naturelles proches s'épuisent, notamment le fer, le développement du chemin de fer et les avancées techniques qui permettent de consommer moins d'énergie permettent aux industriels glaswégiens de continuer à être performants. Le chemin de fer permet d'acheminer des ressources distantes. Le deuxième facteur d'importance dans la réussite de la ville est géographique : la position de Glasgow sur la façade atlantique de la Grande-Bretagne est parfaite pour le commerce avec les colonies de l'Empire britannique. Au dix-huitième siècle déjà, le commerce du tabac avec les Amériques avait permis à la ville et à un petit nombre de marchands, les *tobacco lords*, de s'enrichir considérablement. Les avantages procurés par la situation géographique de la ville sont décuplés par le dragage de la Clyde, ce qui permet aux chantiers navals de s'établir de plus en plus en amont du fleuve et aux bateaux de gros tonnage de le remonter jusqu'aux portes de la ville. Dans les années 1840, les bateaux peuvent venir accoster le long de Broomielaw, le quai le plus proche du centre de la ville. À partir de 1870, la Clyde est suffisamment profonde pour permettre à des bateaux de 3 000 tonnes de la remonter jusqu'à Broomielaw¹.

Toutefois, ces facteurs naturels seuls ne suffisent pas à expliquer la réussite industrielle de Glasgow. Jusqu'à un certain point, Glasgow a longtemps su trouver en son sein les ressources humaines et intellectuelles suffisantes pour poursuivre l'innovation technologique, ce qui lui a permis de conserver l'avance acquise sur les concurrents. L'excellence de son système éducatif est souvent mise en avant, de même que ses principes méritocratiques et démocratiques qui ont permis à de nombreux étudiants doués issus de la classe ouvrière de gravir les échelons de l'échelle sociale². On peut ainsi lire dans l'ouvrage de J. H. Muir :

Car tout au long du siècle [l'université] fixa un niveau élevé d'enseignement dans tout l'ouest de l'Écosse. La matière grise que l'université favorisait mais qu'elle n'avait pas nécessairement formée, exploitait les ressources de Lanarkshire et fit la

¹ John F. Riddell, *The Clyde: The making of a River*, Edinburgh, John Donald, 2000 ; Seán Damer, *Glasgow: Going for a Song*, London, Lawrence & Wishart, 1990, p. 31.

² J. H. Muir rappelle que « The Scottish universities are nothing if not national democratic institutions. Their students are drawn from every class in the community. » (J. H. Muir, *op. cit.*, p. 79); S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 2.

renommée de Glasgow. Imposer un niveau élevé d'enseignement est un objectif qu'elle atteint encore aujourd'hui avec une réussite admirable.¹

C'est également la thèse défendue par Lindsay Paterson, pour qui l'excellent système scolaire au mérite mis en place dans les écoles communales et les universités donnait la possibilité à la classe moyenne écossaise de s'élever et de profiter des opportunités que permettaient l'autonomie intérieure et l'accès à l'Empire britannique en expansion². Toutefois, Helen Corr tempère l'idée que l'Écosse jouit d'un système éducatif plus égalitaire et ouvert qu'en Angleterre. Selon elle, ce mythe repose sur le fait que les individus de toutes les classes sociales étaient égaux devant un système qui leur permettait de passer de l'école communale à l'université. Il suffisait que le « lad o' pairts », le jeune homme d'origine modeste, ait le talent nécessaire pour gravir l'échelle³. Dans les faits, le système éducatif écossais ne se distingue pas dans un contexte européen et le mythe de sa spécificité s'est surtout construit à partir de la comparaison avec le voisin anglais⁴.

L'idée que tout le monde a un accès ouvert et équitable à la possibilité de gravir les échelons du système éducatif est tout simplement erronée pour la majeure partie de la population qui vit en 1914. Les différences de classes furent maintenues selon une structure hiérarchique en place dans l'enseignement secondaire et dans les universités.⁵

Au-delà de l'excellence du système éducatif, selon Checkland, l'éthique de travail et de discipline insufflée par le calvinisme joue un rôle absolument central dans la prospérité de Glasgow :

Il ne fait guère de doute que l'histoire de la culture écossaise joua un rôle important, surtout depuis la Réforme. Le niveau élevé de l'éducation écossaise, qui reposait sur la formation dispensée dans les écoles paroissiales locales et sur la discipline très stricte, et l'autodiscipline inculquées par une Église calviniste réformée contribuaient à la fois à donner un sentiment de confiance et de justification et à inciter les gens à être méticuleux et persévérants. Ces facteurs furent peut-être à leur apogée dans la génération après 1875, ce qui insuffla assurance et motivation à la classe moyenne de Glasgow et permit à beaucoup de

¹ J. H. Muir, *op. cit.*, p. 81 : « For [the University] set a standard of education for the whole West of Scotland throughout the century, and the intelligence which she fostered, if she did not actually train, exploited the resources of Lanarkshire and made Glasgow. It is this task of setting a standard in education which she performs still with admirable success. »

² Lindsay Paterson, « Société civile et Parlement écossais », in Keith Dixon (dir.), *op. cit.*, pp. 98-99 ; Lindsay Paterson, « L'enseignement écossais et sa spécificité : approche historique », in *Carrefours de l'éducation*, n°11, 2001, pp. 95-97.

³ Helen Corr, « An Exploration into Scottish Education », in W. Hamish Fraser & R. J. Morris (eds.), *People and Society in Scotland 1830 – 1914*, Edinburgh, John Donald, 1990, p. 290.

⁴ *Ibid.*, p. 308.

⁵ *Ibid.*, p. 308 : « An educational ladder based on open access was a fallacy for the bulk of the population growing up in 1914. Class differences were maintained in accordance with a hierarchical structure in secondary education and the universities. »

familles d'ouvriers d'accéder à un statut de respectabilité. L'élément de discipline était réel et s'exerçait de diverses manières. A l'entrée des usines ou des chantiers navals, le recrutement des hommes non-qualifiés était subordonné à leur rendement antérieur et parfois au favoritisme. Deuxièmement il y avait la tradition du contremaître, souvent un personnage autour duquel se forgeaient de nombreuses légendes : un homme que les apprentis craignaient et dont les ouvriers qualifiés embauchés à la journée devaient gagner la faveur. De cette manière la productivité des ouvriers restait soutenue. Un constructeur naval par exemple, avec un contrat à respecter, pouvait forcer ses hommes à travailler d'une manière qui est aujourd'hui presque inconcevable.¹

Quarante ans avant Checkland, Edwin Muir, dans la section de son ouvrage *Scottish Journey* consacrée à Glasgow, fait le même constat, mettant l'éthos calviniste au centre de l'éthique de travail des Glaswégiens, toutes catégories confondues :

Ceci était vrai, me sembla-t-il, non seulement chez les très riches mais aussi chez toutes les classes d'individus à Glasgow dont l'idéal principal était la respectabilité ou l'ascension dans le monde. Chez ces gens-là, le désir d'ascension sociale n'était pas simplement un désir naturel mais l'article principal d'une foi mystique exaltée, une orthodoxie à laquelle ne pas adhérer eût tout simplement été perversité vicieuse, ou pire encore. Leur réprobation méprisante de quiconque qui, par faiblesse, par incapacité ou par scrupule, s'abstenait de faire tout en son pouvoir pour gagner de l'argent, trouvait son origine dans la transmission du calvinisme. Leur attitude envers de telles personnes était en effet identique à celle des élus envers les damnés au siècle précédent.²

¹ S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 3 : « There can be little doubt that the history of Scottish culture, especially since the Reformation, played an important part. The standard of Scottish literacy, based upon the parish schools, and the stern discipline and self-application inculcated by a Calvinist reformed church, both contributed to a sense of confidence and justification, as well as providing the incentives for application and persistence. These factors were perhaps at their peak in the generation after 1875, giving assurance and incentive to the middle-classes of Glasgow, and providing the basis of respectability among many families of the working classes. [...] The element of discipline was real, exercised in a variety of ways. At the factory or shipyard gates the hiring of unskilled men was done in the light of previous performance and sometimes favouritism; [...]. Secondly, there was the tradition of the foreman, often a figure around whom legends accumulated, a man who inspired awe in the apprentices and whom the journeyman had to propitiate. In these ways the productivity of the labour was kept up. A shipbuilder, for example, with a contract to fulfil, could drive his men on the good weather in a way that is today almost inconceivable. »

² Edwin Muir (with an introduction by T. C. Smout), *Scottish Journey*, Edinburgh, Mainstream, 1996 [London, Heinemann, 1935], pp. 108-109 : « This applied, I found, not only to the very rich, but to all classes of individuals in Glasgow whose main ideal was respectability or rising in the world. In such people the wish to get on was not merely a natural desire, but the chief article in an exalted mystical faith, an orthodoxy which it would have been mere vicious perversity or worse not to subscribe to. Inherited Calvinism was at the bottom of their contemptuous reprobation of anyone who, out of weakness or inability or scruple, refrained from striving to his utmost to make money; for their attitude to such people was indistinguishable from that of the elect to the damned a century before. »

L'éthique calviniste explique la force qu'ont les Glaswégiens d'aller de l'avant, force indispensable pour échapper à ce que Muir décrit comme étant « immondice, désordre et dégradation »¹.

Il faut enfin relever l'importance des entrepreneurs. Un petit nombre d'entre eux a su, grâce à une puissance de travail hors normes, développer des compétences techniques pointues. La construction navale est à cet égard un exemple significatif des compétences développées à Glasgow et de l'accomplissement industriel que cela supposait dès les premières décennies du dix-neuvième siècle, quand les avancées technologiques élaborées dans les chantiers navals de la Clyde donnèrent aux constructeurs locaux un avantage considérable. Pendant les années 1850 et 1860, les chantiers navals de la Clyde produisent 70% du tonnage fabriqué en Grande-Bretagne².

À la fin du dix-neuvième siècle, la construction navale devient le cœur stratégique de l'économie de l'industrie lourde de l'ouest de l'Écosse. Les moteurs à vapeur, déjà utilisés dans les puits des mines pour pomper l'eau et extraire le charbon ainsi que dans les usines de coton, sont adaptés en moteurs capables de propulser des bateaux.

La fabrication de l'acier est développée dans les années 1870 en Écosse. « [Il était] le produit des chantiers navals et le résultat de la détermination des principaux chantiers à utiliser des plaques de métal toujours plus résistantes, légères et durables de façon à maintenir leur avance sur le marché mondial »³ et devint essentiel dans la construction navale. La tradition d'innovation technologique dans la construction navale est précoce. Elle remonte à 1812, quand Henry Bell lance son *Comet* et donne aux constructeurs navals un avantage considérable sur leurs concurrents. La famille Napier contribue aussi de façon déterminante à la réussite de la construction navale le long de la Clyde dans la première moitié du dix-neuvième siècle⁴. Elle est à l'origine d'innovations considérables dans le

¹ *Ibid.*, p. 111: « open filth, disorder and degradation ».

² Irene Maver, *op. cit.*, p. 115.

³ T. M. Devine, *op. cit.*, p. 258. « [it was] the child of shipbuilding and the result of determination by the major yards to use metal plates of even greater strength, lightness and durability in order to maintain their leading position in world markets. »

⁴ Michael S. Moss, 'Napier, David (1790–1869)', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, Sept 2004; online edn, Oct 2007 [<http://www.oxforddnb.com/view/article/19749>, accessed 13 May 2010]. La famille Napier est composée de trois homonymes prénommés David, tous cousins ainsi que de deux Robert. Tous étaient engagés dans la construction navale : « That three cousins of the same name should have made such a contribution to engineering in the first half of the nineteenth century is testimony to the Napier family's long tradition of excellent craftsmanship in metal in the west of Scotland. There were many other families with trade or craft pedigrees as long, but none with so many distinguished members as the Napiers. »; Martin Bellamy, *The Shipbuilders. An Anthology of Scottish*

domaine de la navigation à vapeur en perfectionnant les chaufferies et les moteurs et en développant les coques en fer, bond en avant technologique qui permet d'augmenter la taille, la durabilité et la vitesse des bateaux¹. Les Napier font des émules. De nombreux employés quittent l'entreprise pour créer leur propre entreprise et participent eux aussi à l'innovation technologique². Parmi eux, John Elder, qui fait ses classes sur le chantier naval Napier de Lancefield, coproduit le premier moteur à vapeur marin à expansion multiple qui fonctionne en 1853. Son impact est révolutionnaire car il permet, en diminuant la consommation d'un tiers, d'augmenter significativement les distances parcourues par les bateaux à vapeur³.

Les grands industriels de Glasgow ont fait fortune dans la chimie, la construction mécanique, la sidérurgie, les chantiers navals, la brasserie ou encore le textile.⁴ Certains ont su créer leur propre légende : « fils de forgeron, Napier créa de façon magistrale sa propre légende en prétendant être venu au monde avec un marteau à la main »⁵. Une semaine de travail de Sir William Arrol, telle qu'elle fut publiée dans le *Dictionary of Scottish Business Biography* donne un aperçu de la frénésie de travail qui animait les industriels glaswégiens :

Debout à quatre heures du matin, il se rendait avant cinq heures aux ateliers de Dalmarnock où il passait en revue des plans et planifiait dans le moindre détail le travail en cours. Un petit déjeuner pris en vitesse dans un restaurant de Glasgow sur le chemin de la gare, puis départ pour Corstorphine où un véhicule particulier l'attendait pour l'acheminer rapidement à South Queensferry. Là, il rencontrait les différents chefs de service impliqués dans la construction du pont sur la Forth. Il passait la journée, et souvent une grande partie de la soirée, à organiser non seulement le déroulement du travail le plus important mais également l'exécution des moindres détails. Parfois il supervisait personnellement l'exécution des travaux. Tôt le mardi matin il se rendait sur le chantier du pont sur la Tay où le travail se déroulait de la même manière. Malgré son retour à Glasgow tard le mardi soir, il se rendait aux ateliers de Dalmarnock avant cinq heures le mercredi matin, prêt à recommencer le cycle comme avant. Le jeudi soir, il partait à Londres afin d'y rencontrer les employés qui y dessinaient des plans et pour discuter avec eux le vendredi des détails de toute proposition de changement ou de modification. De

Shipyards Life, Edinburgh, Birlinn, 2001, pp. ix-xix.

¹ Irene Maver, *op. cit.*, p. 115: « The iron hull, developed in the 1820s, was a technical leap forward in the size, speed and durability of vessels. Like the railways, iron steamships became a potent metaphor for Glasgow's expanding commercial horizons, which helped to elevate the name of Napier into heroic status. Moreover, the family's creative influence was apparent in the number of ex-employees who set up businesses on their own. »

² Martin Bellamy, *op. cit.*, p. xi.

³ *Ibid.*, pp. 115-116: « compound marine engine ».

⁴ Les plus grands noms sont Tennant et White dans l'industrie chimique, Arrol, Beardmore et Weir dans la construction mécanique, Napier, Stephen, Elder, Pearce, Connell, Lithgow dans la construction navale, cette liste n'étant toutefois pas exhaustive.

⁵ *Ibid.*, p. 114. « The son of a blacksmith, Napier created his own masterful legend by claiming to have been born with a hammer in his hand. »

retour à Glasgow le vendredi soir, il se rendait en général aux chantiers jusque tard le samedi¹.

Il ne s'agit pas ici de remettre en cause la véracité des faits rapportés par le *Dictionary of Scottish Business Biography*. On peut toutefois se demander dans quelle mesure ces industriels d'exception ont contribué à l'écriture de leur propre légende. Si le génie de William Arrol peut être invoqué pour expliquer comment il parvenait à inventer des systèmes hydrauliques toujours plus complexes et résistants pour équiper les chantiers navals ou permettre l'extension du réseau ferroviaire, peut-il également être invoqué pour expliquer le fait qu'il ne sembla pas avoir besoin de dormir plus de quelques heures par semaine pendant toute une vie de travail ?

Le succès industriel de Glasgow tenait donc entre les mains d'un petit nombre d'industriels brillants, dont l'intuition, la puissance de travail et la capacité à saisir rapidement la complexité d'un problème sont remarquables². Le paternalisme dont ils font preuve³ et la façon très autocratique de diriger les ouvriers font aussi partie des clés du succès, à une période où il était essentiel d'avoir une main d'œuvre abondante et disciplinée pour réaliser des tâches pénibles et répétitives :

À la fin du dix-neuvième siècle, l'Écosse avait produit une génération de grands industriels dont l'action et le prestige dominaient la scène économique. Parmi eux se trouvaient des hommes tels que Colville, Baird, Yarrow, Tennant, Lorimer, Elder, Pearce, Neilson et Beardmore. Ces hommes étaient des magnats de la construction navale, de l'industrie lourde, du fer, de l'acier et du charbon. Les petits autocrates, ils prenaient leurs décisions, qui étaient transmises et n'étaient pas contestées. Ils avaient un profond désir de tout contrôler. Un homme comme Beardmore, peut-être le plus grand d'entre eux, considérait que seule son opinion sur un sujet était définitive et légitime. Lui et ses pairs ne doutaient pas d'eux-mêmes et ne se remettaient jamais en cause. De tels hommes fonctionnaient

¹ Anthony Slaven & S. G. Checkland (eds.), *Dictionary of Scottish Business Biography – Vol 1: the staple industries*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1986, p 151 : « Rising at four on Monday morning, he was down at the Dalmarnock Works before five o'clock, busy working over plans and scheming the details of the work in progress there. A hurried breakfast in a restaurant in Glasgow, on his way to the station, then off to Corstorphine, where a special engine was waiting to run him down to South Queensferry. There he met the various heads of departments engaged in the building of the Forth Bridge, and spent the day – and often the greater part of the night – in arranging, not only how the more important work, but even how many of the minor details should be carried out, and sometimes personally superintending their execution. Early on Tuesday morning he was over at the Tay Bridge, the work of which he carried on the same way. Back to Glasgow late on Tuesday night, he was down at the Dalmarnock Works by five on Wednesday morning, ready to start the round as before. On Thursday night he started for London to meet the engineers who prepared the plans there, and to discuss with them on Friday the details of any proposed alterations or amendments. Travelling back to Glasgow on Friday night, he was generally at the works till late on Saturday. »

² S. G. Checkland, *op. cit.*, pp. 3-4.

³ *Ibid.*, p. 3 : « There were, in addition, programmes of paternalism and welfare that bound employers and their workforce together. »

généralement de manière intuitive, sans ni prévision efficace des coûts ni étude de marché.¹

Ce sont pourtant ces mêmes industriels et les méthodes de travail qui avaient permis leur succès qui furent responsables du déclin de l'industrie de la ville. Le paternalisme dont ils faisaient preuve et qu'ils héritaient de leurs pères les ont probablement empêchés de moderniser la gestion de leurs empires après la Première Guerre mondiale. Massie rapporte ainsi que Sir James Lithgow et son jeune frère Henry prirent le contrôle de l'entreprise familiale de construction navale à la mort de leur père en 1908. Ils poursuivirent la tradition établie par leur père de ne pas encaisser de dividendes mais de réinvestir dans l'entreprise tous les bénéfices. Les réserves accumulées au fil des générations permettaient ainsi de conserver les ouvriers sur le chantier navals même en période de dépression. Des méthodes moins paternalistes auraient très certainement dicté de réduire le nombre d'ouvriers en fonction de l'activité et de conserver les réserves accumulées, ce qui aurait alors permis d'assurer le futur de l'entreprise après la Seconde Guerre mondiale². L'empire de William Beardmore³ n'est plus rentable après la Première Guerre mondiale à cause d'une gestion défailante et autocratique et il s'écroule en deux ans à partir de 1928⁴.

1.4. Socialisme municipal et autoritarisme

Au fur et à mesure de l'extension de la ville, les responsabilités de la municipalité croissent. Glasgow intègre progressivement dans ses limites administratives les bourgs et villages avoisinants⁵ et développe une forme unique de socialisme municipal teinté

¹ S. G. Checkland and O. Checkland, *Industry and Ethos. Scotland 1832 – 1914*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1989, p. 182 : « By 1900 Scotland had produced a breed of major industrialists whose action and prestige dominated the economic scene. They included such names as Colville, Baird, Yarrow, Tennant, Lorimer, Elder, Pearce, Neilson and Beardmore. These were the magnates of shipbuilding, heavy engineering, iron and steel and coal. The wee autocrats, their decisions were made, conveyed and not discussed. They had a strong desire to keep everything in their own hands. A man like Beardmore, perhaps the greatest of them, too, took his own authority over the concern to be absolute and rightful: he and his peers were not given to self-doubt and self-questioning. Such men acted largely intuitively, with little effective costing or market research. »

² Allan Massie, *op. cit.*, p. 54.

³ Beardmore développe un empire industriel qui marie construction navale, construction mécanique, sidérurgie, aciérie et armement et aviation. Il se diversifie continuellement et augmente ses activités en rachetant d'autres usines. Pendant la Première Guerre mondiale, il emploie plus de 50 000 personnes. Sa stratégie est de recourir à toujours plus d'emprunts et à exiger de ses directeurs de faire des économies.

⁴ Michael S. Moss, 'Beardmore, William, Baron Invernairn (1856–1936)', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, Sept 2004; online edn, Jan 2007 : <http://www.oxforddnb.com/view/article/30657>, accessed 13 May 2010

⁵ Michael Keating, *The City that Refused to Die*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1988, pp. 1-8 ;

d'autoritarisme victorien pour résoudre les problèmes les plus urgents, notamment sanitaires, posés par l'extension de ses limites et l'expansion de l'activité industrielle¹. La ville devient ainsi rapidement la ville la plus municipalisée de Grande-Bretagne.

En réponse aux problèmes sanitaires posés par la surpopulation, et en plus des programmes d'éradication des taudis, la municipalité construit un hôpital pour patients atteints de maladies infectieuses, met en place un service d'inspection de la qualité de la viande et du lait, des lieux d'entreposage des déchets et des stations d'épuration et des bains publics². La municipalité se dote également d'un long et coûteux système d'acheminement d'eau potable. Ainsi, depuis 1859, l'eau potable de la ville provient de Loch Katrine. Jusqu'alors, la Clyde était la principale source d'eau de la ville, en même temps que la principale destination de ses égouts³. La fourniture du gaz est municipalisée en 1867. En 1869, quand la ville décide d'opter pour l'éclairage public au gaz, elle absorbe les compagnies privées qui existaient depuis plus de cinquante ans. L'affaire est un tel succès que la municipalité renouvelle l'opération avec l'électricité en 1890. En 1893, il y a cent huit abonnés à l'électricité. Vingt ans plus tard, il y en a 27 848⁴. La ville autorise la construction de lignes de tramways en 1870 et en prend le contrôle à partir de 1894. La ville vise à fournir à ses habitants des services bon marché, fiables et rentables. Le tramway en est un exemple éclatant et « légendaire », célébré en son temps par des chansons de music-hall telles que « Glasgow's Tuppenny Tram »⁵. Glasgow peut se prévaloir d'avoir eu le premier réseau de tramway municipal au monde, de même que le carrefour le plus chargé au monde⁶. En 1922, au moment de la célébration du *Golden Jubilee* du tramway, les tramways de Glasgow emploient 9084 personnes (dont les travailleurs au chômage qui avaient été employés), leur dette est payée et les revenus de l'année précédente s'élèvent à 2 354 294

Doug Clelland (ed.), *op. cit.*, p. 168.

¹ T. C. Smout, *A Century of The Scottish People, 1830-1950*, London, Fontana Press, [1986], 1997, pp. 43-46.

² Doug Clelland (ed.), *op. cit.*, p. 168. « By the turn of the century, Glasgow's municipal control was one of the wonders of the civilised world. »

³ Edna Robertson, *Glasgow's Doctor, James Burn Russell 1837 – 1904*, East Linton, Tuckwell Press, 1998, p. 12. Voir Edna Robertson, *ibid.*, pp. 9-14 pour une description détaillée des conditions d'hygiène à Glasgow dans la première moitié du dix-neuvième siècle.

⁴ Elspeth King, *The People's Palace and Glasgow Green*, Edinburgh, Chambers, 1988, p. 10.

⁵ *Ibid.*, p. 10 ; *ibid.*, pp. 9-12 pour une revue détaillée de l'étendue du succès de *Glasgow Corporation* dans la mise à disposition de services à la population.

⁶ Union Street, Jamaica Street et Argyle Street.

livres sterling¹. L'étendue des services qui relèvent de la compétence de la municipalité est résumée de la façon suivante par un observateur contemporain :

À Glasgow, un citoyen peut se loger dans un logement municipal. Il peut se déplacer en parcourant à pied une rue municipale ou prendre le tramway municipal et observer les voitures chargées de ramasser les déchets qui seront utilisés comme engrais dans la ferme municipale. Il peut ensuite entrer dans le marché municipal, y acheter de la viande d'un animal tué dans l'abattoir municipal et la faire cuire sur une cuisinière alimentée par le gaz dont la municipalité assure la distribution. Pour se divertir, il a le choix entre les bibliothèques municipales, les galeries d'art municipales et la musique municipale dans les parcs municipaux. S'il tombe malade, il peut appeler son docteur à l'aide du téléphone municipal ou se faire emmener à l'hôpital municipal par un officier de police municipal dans une ambulance municipale. S'il a la malchance de voir son logement prendre feu, c'est un pompier municipal qui l'éteindra avec de l'eau municipale. Après quoi, il s'autorisera peut-être le plaisir d'un bain municipal, sauf s'il juge nécessaire de faire l'acquisition d'un nouveau costume au marché aux fripes municipal.²

À cette époque, le modèle de gestion développé à Glasgow jouit d'une réputation de dimension mondiale. Glasgow est regardée et étudiée du monde entier, y compris des États-Unis, comme un modèle de gestion de diverses entreprises municipales – la distribution de l'eau et du gaz, l'enlèvement des ordures, les bibliothèques et les tramways.³ La ville apparaît comme une pionnière dans la résolution de certains des principaux problèmes urbains. Checkland y voit là son âge d'or, qu'il situe entre les deux Expositions internationales qu'elle héberge (1888 et 1901)⁴.

Le socialisme municipal à Glasgow comprend aussi la promotion de l'image de la ville à travers l'organisation et le financement d'expositions universelles⁵ ou la création de musées et de galeries d'art⁶.

¹ Doug Clelland (ed.), *op. cit.*, pp. 168-169.

² *Fortnightly Review*, 1903, cité dans Glasgow Museums, *op. cit.*, p. 121 : « In Glasgow a citizen may live in a municipal house; he may walk along the municipal street, or ride on the municipal tramcar and watch the municipal dust cart collecting the refuse which is to be used to fertilise the municipal farm. Then he may turn into the municipal market, buy a steak from an animal killed in the municipal slaughterhouse, and cook it by the municipal gas stove. For his recreation he can choose amongst municipal libraries, municipal art galleries and municipal music in municipal parks. Should he fall ill, he can ring up his doctor on the municipal telephone, or he may be taken to the municipal hospital in the municipal ambulance by a municipal policeman. Should he be so unfortunate as to get on fire, he will be put out by a municipal fireman, using municipal water; after which he will, perhaps, forego the enjoyment of a municipal bath, though he may find it necessary to get a new suit in the municipal old clothes market. »

³ S. G. Checkland and O. Checkland, *op. cit.*, p. 182 ; J. H. Muir, *op. cit.*, p. 46.

⁴ S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 182.

⁵ Les quatre événements majeurs avant la Seconde Guerre mondiale sont les Expositions Internationales de 1888, 1901, 1911 et 1938, qui sont toutes les quatre des succès populaires.

⁶ P. Kinchin and J. Kinchin, *Glasgow's Great Exhibitions: 1888, 1901, 1911, 1938, 1988*, Oxon, White Cockade, 1986, p. 13 : « [...] Glasgow's [four] big events have shared the mutually reinforcing aims

À cette époque, la municipalité est dirigée par les Libéraux. Il n'y a pourtant pas de contradiction entre le socialisme municipal développé à Glasgow et la doctrine libérale. Les Libéraux qui dirigent la ville sont souvent des hommes d'affaire dont les activités sont florissantes. En Libéraux, ils sont d'ardents défenseurs de la dévolution des pouvoirs du Parlement aux autorités locales et de l'autonomie de gestion¹. Il n'en demeure pas moins qu'ils ont une certaine conscience sociale. Ils partagent donc ces aspirations avec les socialistes qui commencent à faire entendre leur voix à la fin du dix-neuvième siècle. La différence fondamentale est que ces derniers considèrent le socialisme municipal des Libéraux à Glasgow comme la base d'une société nouvelle et non comme une fin en soi².

Cette activité municipale ne va pas sans prêter le flanc à la critique. Glasgow y gagne la réputation d'un autoritarisme civique plus développé que partout ailleurs en Grande-Bretagne³. La *Scottish Law Review* décrit Glasgow en 1905 comme « l'opresseur de l'ouest » et l'accuse d'utiliser le parlement comme chambre d'enregistrement de ses décrets⁴.

Imperméable aux accusations de collectivisme et de bureaucratie⁵, la municipalité poursuit le développement de ses services et continue à étendre son territoire. La ville utilise sa puissance pour englober les bourgs avoisinants qui résistent pour certains autant que possible⁶. Cela ne l'empêche pas d'élargir ses limites administratives par vagues progressives jusqu'en 1975⁷.

L'autoritarisme civique de la municipalité se décline aussi dans le domaine social. Checkland note que :

Les magistrats et les responsables de la ville maintenaient la discipline sociale d'une main de fer [...]. Dans les rues, les magistrats mettaient en œuvre les lois de police locale avec une rigueur qui ne s'embarrassait pas de notions de libertés civiques quand elles s'appliquaient aux masses laborieuses ou aux chômeurs sans revenu. À Glasgow, on pouvait se faire arrêter au motif d'être « un voleur connu », une pratique qui donnait à la police des pouvoirs considérables. [...] Même dans la période faste du laissez-faire, il est évident que les dirigeants de Glasgow

of all major exhibitions: to promote industry and commerce; to attract tourism, to educate; to entertain; and in general to project the city's identity and enhance its prestige. »

¹ « Home Rule ».

² Elspeth King, *op. cit.*, p. 12.

³ S. G. Checkland, *op. cit.*, pp. 28-30.

⁴ *Ibid.*, p. 29 : « the oppressor of the West ».

⁵ *Ibid.*, p. 29 : « There seems little doubt that Glasgow Corporation had built for itself a tradition of things being done. In doing so it showed no fear of charges of being collectivist and bureaucratic. »

⁶ Michael Keating, *op. cit.*, p. 6 : « The expansion of population gave rise to protracted series of skirmishes between the corporation of Glasgow, anxious to extend its boundaries to take in the whole built-up area, and the surrounding authorities. »

⁷ Les extensions majeures datent de 1846, 1891, 1912, 1926, 1938 et 1975.

adoptaient une vision positive, pour ne pas dire autoritaire, de leur rôle dans la fourniture d'équipements publics, la supervision de la moralité publique et la préservation de l'ordre public. Ils combinaient activisme municipal avec autoritarisme municipal d'une manière unique.¹

Le système d'étiquetage des logements² permet à la police de venir vérifier en pleine nuit le nombre de personnes qui occupent le logement. L'objectif est officiellement de prévenir la surpopulation des logements. T.C. Smout remarque qu'il ne s'agissait pas uniquement de cela. En effet, sur les 55 000 inspections menées pendant une année, seules 7 000, soit 13%, ont constaté un non-respect de la loi : « cet accès d'autorité en pleine nuit contrôlait et harcelait la population ouvrière, majoritairement irlandaise, dans les ghettos dangereux du vieux centre-ville »³. Cela l'amène à considérer ce système de *ticketing* comme totalitaire⁴.

Toutefois, il paraît utile de nuancer cette analyse avec celle que propose Edna Roberston dans sa biographie du docteur James Burn Russell⁵. D'un côté, il est évident que

¹ S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 29 : « the city's magistrates and officials kept a strong hand over social discipline [...]. In the streets, the magistrates operated the local Police Acts with a rigour little inhibited by notions of civil liberties as they might apply to the labouring classes and to incomeless idlers. In Glasgow you could be arrested for being 'a known thief', a practice which gave the police great power. [...] Even in the great days of laissez-faire it is plain that the rulers of Glasgow took a positive, if not assertive, view of their fonctions, in the provision of public facilities, in the supervision of public morality and in the preservation of public order: they combined civic activism and civic authoritarianism in a unique way. »

² « ticketing ». Par commodité, nous utiliserons par la suite ce terme. Il s'agissait de l'apposition d'une petite plaque en fer blanc (puis en fonte à partir de 1904 parce que les gens trichaient) au dessus de la porte d'un logement qui indiquait son volume et le nombre d'adultes qui étaient autorisés à y dormir. À cette époque, un enfant comptait pour une demie personne (Source : exposition permanente du *People's Palace*). Dans les années 1880, une personne sur sept vit dans une « ticketed house ». En 1914, il y a 22 000 « ticketed houses » à Glasgow et six inspecteurs employés par *Glasgow Corporation Sanitary Department* inspecter les logements entre 23h30 et 5h du matin. Si le nombre d'occupants dans les logements dépassait de 30% le nombre autorisé, les locataires pouvaient être poursuivis. (T. C. Smout *op. cit.*, p. 44 et Glasgow Museums, *op. cit.*, p. 37)

³ T. C. Smout, *op. cit.*, p. 49: « the rap of authority at midnight curbed and harassed a working-class population, largely Irish, in the dangerous ghettos of the old city centre. »

⁴ T. C. Smout in F. M. L. Thompson (ed.), *Cambridge Social History of Britain, 1750 – 1950, Volume I: Regions and Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, cité par Edna Robertson, *op. cit.*, p. 218.

⁵ James Burn Russell fut le seul directeur de la santé publique (*Medical Officer of Health*) à plein temps à Glasgow (1872 – 1898). Il est largement considéré comme ayant accompli un travail remarquable, bien que vigoureusement discuté, pour la reconnaissance et l'amélioration des conditions sanitaires dans les taudis de Glasgow. Son influence fut telle que la méthode statistique qu'il avait mise au point fut utilisée, sous une forme modifiée, jusqu'à l'abolition du poste de *Medical Officer of Health* en 1974. Il démontra clairement l'existence d'une corrélation entre dislocation sociale et maladie. Il est toutefois difficile de faire la part des choses entre sa propre contribution à l'amélioration des conditions sanitaires à Glasgow pendant sa période de responsabilité et l'apport d'autres forces en action dont il ne peut revendiquer la paternité : amélioration de l'habitat, baisse de la densité de population avec la construction de logements sur les terrains acquis après l'extension des limites

les mesures prises par la municipalité en termes de régulation sociale et sanitaire semblent aujourd'hui extrêmement autoritaires, ce que Robertson ne nie pas :

Le système d'étiquetage des logements leur conférait des pouvoirs de surveillance qui n'existaient pas en Angleterre et, parallèlement, l'activité de l'*Improvement Trust* pouvait être considérée comme une opération de régulation sociale à grande échelle avec le déplacement des locataires difficiles à l'extérieur des quartiers centraux (ou leur confinement dans les maisons d'accueil gérées d'une main de fer) et leur remplacement par des éléments moins perturbateurs.¹

D'un autre côté, il faut aussi remettre l'action de la municipalité dans le contexte social et moral de l'époque victorienne et ne pas oublier que les conditions sanitaires dans les *tenements* des quartiers ouvriers étaient effroyables et, comme l'a démontré avec beaucoup de précision le docteur Russell, à l'origine de la propagation des maladies contagieuses et de la mortalité très élevée dans les quartiers ouvriers². Il se trouve donc que le docteur Russell, et à travers lui, la municipalité, avait avant tout comme tâche première – et considérable – de faire en sorte que la situation n'empire pas, avant d'établir des stratégies de santé publique à plus long terme³. Il en résulte que Russell s'est toujours positionné en faveur du système de *ticketing* des logements qu'il reconnaissait comme étant répressif mais nécessaire : « Il était conscient de la portée autoritaire de cette politique, qu'il décrivait comme 'répressive', mais il la considérait justifiée à cause de ce qu'il appelait le mal social de la surpopulation »⁴. Si les intentions de Russell sont louables sur le fond⁵ il

administratives de la ville, eau potable en provenance de Loch Katrine. En d'autres termes, mesurer sa performance en tant que *Medical Officer of Health* reste un défi. Il n'est pas plus aisé de tenter une estimation du nombre de vies qui auraient été sauvées sans son action.

¹ Edna Robertson, *op. cit.*, p. 188 : « The ticketing of houses provided them with powers of surveillance which had no parallel in England, while the Improvement Trust operations could be seen as large-scale social engineering, with the dispersal of difficult tenants from the central areas (or their containment in strictly run model lodging houses) and their replacement with less disruptive elements. »

² 'Life in one room', allocution prononcée au Park Parish Literary Institute, à Glasgow, le 27 février 1888. Reproduite dans Edna Robertson, *op. cit.*, pp. 198-217. Le docteur William Gairdner, *Medical Officer of Health* avant le docteur Russell, est lui aussi déjà en mesure de démontrer le lien existant entre densité et taux de mortalité dans les années 1860 quand il est en charge de préparer le plan sanitaire de la ville (Brian Edwards, « Glasgow Improvements, 1866-1901 », in Peter Reed (ed.), *Glasgow, The Forming of the City*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999, p. 84).

³ S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 26.

⁴ Edna Robertson *op. cit.*, p. 100. Russell pense qu'il faut aussi absolument punir les propriétaires rapaces et les facteurs peu scrupuleux. « He was conscious of the authoritarian thrust of this policy, which he described as 'repressive', but considered it justified by what he described the social evil of overcrowding. »

⁵ Edna Robertson note qu'à la lecture de ses écrits et conférences il ne fait aucun doute sur le fait qu'il « était « driven by compassion and a sense of outrage » (Edna Robertson, *op. cit.*, p. 189). Voir S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 26 sur ce point précis. Pour une discussion sur les ambiguïtés de l'autoritarisme civique en matière d'hygiène et l'influence de la morale victorienne vis-à-vis des

n'en reste pas moins que la pensée victorienne, dont il se revendique en tant que libéral unioniste, n'accorde aucune circonstance atténuante aux pauvres dont l'écrasante majorité est considérée comme complètement responsable de sa misère. À ce titre, les Irlandais sont très clairement stigmatisés, y compris par Russell, comme une sous-catégorie d'êtres humains méprisables qui se caractérisent par une propension marquée à la surpopulation et à la saleté¹.

La municipalité traite de façon autoritaire les pauvres, qu'elle accueille dans les *poor-houses* dont les règles sont draconiennes :

Tous les pensionnaires doivent se lever, se mettre au travail, cesser le travail et se coucher à heures précises, et prendre leurs repas pendant les pauses autorisées aux heures stipulées par la direction de l'établissement. Cet emploi de temps est rythmé par le son de la cloche.²

Les *lodging houses* mettent en avant la moralité, la sobriété, la propreté, l'ordre et la discipline. Il revient à un sergent des *Third Argyll Rifles* de s'assurer que les règles sont respectées. Cela est complété par la mise à disposition de bibles gratuites et la tenue de services religieux le dimanche. Il s'agit bien d'inculquer, par l'usage d'une panoplie de moyens paramilitaires, les valeurs du travail et de l'ordre aux masses laborieuses des taudis³.

La question de la régulation sociale n'est pas un thème nouveau de l'histoire sociale de Glasgow. En 1996, la municipalité interdit la consommation d'alcool dans les espaces publics. Plus de cent ans auparavant, en 1890, elle s'était imposé l'interdiction de prendre part à la vente d'alcool⁴. C'est au nom de ce principe qu'il lui avait été impossible d'installer

populations pauvres, voir Edna Robertson, *op. cit.*, chapitre 11 « Doors of the Poor : the 1870s » (pp. 77-105), chapitre 13 « A Semi-asphyxiated City » (pp. 112-131) et chapitre 19 « Russell in Retrospect » (pp. 184-193) et S. G. Checkland, *op. cit.*, pp. 24-26.

¹ Edna Robertson, *op. cit.*, pp. 188-189 : « Of the 75,000 people who made up what he described as the social debris of the city, only about 10% were in his view struggling bravely with poverty while the rest were 'bankrupt in character and fortune' and if neglected would form 'a fermenting mass of moral and physical putrefaction.' He once described the dispersal of 'the lowest elements' from the centre of Glasgow as 'obviously a change to the advantage of social order and good government' and would have preferred them to be outside the city. His allegiance to Liberal Unionism, which became increasingly identified with class interest, raises the question of whether his objective was social control. Both the Irish and the 'Scotch Celts' who formed the bulk of the underclass were guilty in his view of 'a propensity to overcrowding.' His strongest sympathies were with 'the well-doing poor'. »

² Cité dans T.C. Smout, *op. cit.*, p. 49 : « All the inmates ... shall rise, be set to work, leave off work, and go to bed at such times, and shall be allowed such intervals for their meals as the House-Committee shall direct—and these several times shall be notified by the ringing of a bell. »

³ *Ibid.*, p. 49.

⁴ « No property should hereafter be let by any of the municipal departments for the purpose of carrying on the business of selling intoxicating drinks therein », cité par S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 29. Cette interdiction ne sera levée que quatre-vingt ans plus tard, à la fin des années soixante.

des pubs dans les immenses cités de logements sociaux construites après-guerre en périphérie de la ville, ce qui ne fut pas sans contribuer à éclater le tissu social qui existait dans les quartiers centraux dont les populations avaient été déplacées afin d'être relogées en périphérie et permettre la destruction des *tenements* surpeuplés et dégradés.

2. Une population très pauvre

Donc la majorité des familles ouvrières de Glasgow vivent et meurent dans une misère qu'aucune calamité de passage, guerre ou tremblement de terre, ne peut surpasser.¹

À la fin du dix-neuvième siècle, Glasgow est devenue « l'atelier du monde » et la deuxième ville de l'Empire britannique. Pourtant, l'image de la ville que sa réussite industrielle diffusait grâce à l'exportation de ses locomotives et de ses bateaux aux quatre coins du monde était bien différente de ce qu'était effectivement la réalité. Irene Maver met en avant « la réalité d'une industrie sujette à des fluctuations cycliques et à l'insécurité de l'emploi »². En d'autres termes, il est important de mettre la réussite technologique, industrielle et économique de la ville en perspective avec le coût social, urbanistique et environnemental qu'elle a engendré. Le romancier Allan Massie, pourtant conservateur, n'hésite pas à comparer l'exploitation intensive de la masse ouvrière à une situation d'esclavage³ qu'il résume par la formule « Heydey and Hell »⁴.

Comme toutes les villes industrielles de cette période dont l'expansion est aussi rapide, Glasgow devient une ville trop étendue et peuplée pour rester homogène. Un profond clivage entre les riches et les pauvres devient inévitable, même si la nature de l'activité économique et industrielle de la ville fait qu'il y a interpénétration entre les diverses catégories sociales :

Il existe deux récits de l'histoire de Glasgow au 19^{ème} siècle, deux récits distincts et contradictoires. On pourrait croire que les deux villes décrites dans ces récits appartenaient à des époques et à des mondes différents, et même qu'elles étaient imprégnées de mentalités différentes. Pourtant, les récits se superposaient et le

¹ William Bolitho, *The Cancer of Empire*, London, G. P. Putman, 1924, p. 40 : « So the majority of the working class families of Glasgow live and die in a misery which no passing calamity, war or earthquake, could surpass. »

² Irene Maver, *op. cit.*, p. 113 : « the reality of an industry prone to cyclical fluctuations and job insecurity. »

³ Allan Massie, *op. cit.*, p. 41 : « Yet this wealth, leisure and freedom have been built on the reduction of millions of men and women to dismal poverty, intense, painful and soul destroying labour, and a state of servitude, though one lacking the legal protection at times accorded to slaves. » On retrouve ce point de vue dans les travaux de Ian R. Mitchell et Seán Damer notamment.

⁴ *Ibid.*, pp. 38-56.

problème qui se pose pour l'historien qui chercherait à réconcilier ces deux récits différents en un seul et unique récit est qu'ils sont tous les deux justes. Les deux villes existèrent, le succès fut aussi vrai et satisfaisant que l'échec fut terrible. La question est autant plus compliquée que ces deux récits, en apparence des récits distincts de villes différentes, constituent en réalité l'histoire d'une seule et même ville, appréhendée sous des angles différents. En réalité, les villes n'étaient pas distinctes, car non seulement l'une reposait sur l'autre mais il y avait interpénétration dans une relation de dépendance réciproque. D'innombrables hommes et femmes passaient de l'une à l'autre, vivaient dans les deux villes à différents moments de leurs vies, ou même tout simplement vivaient dans les deux villes simultanément.

L'histoire de Glasgow à l'époque victorienne est celle du triomphe, d'une économie en pleine expansion, d'une ville toujours plus riche et splendide, où s'érigeaient de magnifiques bâtiments publics et privés. C'est l'histoire d'une ville de culture, célèbre pour sa piété, sa philanthropie et pour le confort, le luxe et la sécurité qu'elle offrait à une échelle telle que même les citoyens les plus aisés du siècle précédent en auraient été stupéfaits. Mais c'est également une histoire de déchéance et de misère, de l'exploitation féroce de l'homme par l'homme.¹

2.1. La représentation de la pauvreté

Les écrits publiés entre les deux guerres mondiales sont instructifs sur la manière dont la ville est perçue, le plus souvent par des visiteurs, et représentée. Dans le court ouvrage du journaliste William Bolitho², stupéfaction et curiosité se mêlent au dégoût, voire à un sentiment de panique, quand l'auteur évoque le radicalisme politique. L'ouvrage débute ainsi :

¹ *Ibid.*, p. 38 : « There are two histories of nineteenth-century Glasgow. They are distinct and contradictory. The two cities they describe might seem to belong to different times, different worlds, even to inhabit different moral universes. Yet they lay on top of the others, and the problem for the historian, who would seek to reconcile these differences in a single narrative, is that both histories are true, both cities really existed, success was as real and satisfying as failure was horrible. And the matter is more complicated still, for these apparently distinct histories of different cities are in reality the story of the same city as seen from different angles; and the cities were not in reality distinct, for not only did one lie on the other, each penetrated the other, each depended on the other, and countless men and women moved through both, inhabiting both either at different periods of their lives, or, even more conspicuously, living in both simultaneously.

The history of Victorian Glasgow is one of triumph, of an expanding economy, a city growing ever richer and more splendid, erecting magnificent public and domestic buildings, a city rich in high culture, notable for piety and philanthropy, for the provision of comfort, luxuries and security on a scale which would have amazed even the richest of its citizens a hundred years earlier.

But it is also a story of degradation and misery, of the fierce exploitation of man by man. »

² William Bolitho, *The Cancer of Empire*, London, G. P. Putman, 1924.

La Clyde Rouge, le sourd danger de la révolution à Glasgow, à cause de la rapidité de l'évolution de la situation politique en Grande-Bretagne, a cessé d'être une inquiétude locale pour interpeller et mettre en alerte l'ensemble du monde civilisé.¹

Selon Bolitho, le logement à Glasgow est dans un « état cancéreux »². Si Glasgow n'est pas la seule ville surpeuplée de Grande-Bretagne, elle est, selon lui, la pire³. Il en rapporte les « conditions de logement épouvantables »⁴ ou encore le « scandale du logement »⁵. Le premier chapitre de son ouvrage projette une vision très noire de la ville, insistant non seulement sur l'état calamiteux du logement mais aussi sur la noirceur et la saleté de l'ensemble⁶ : « le sol même est souillé, irrécupérable, dans cette ville sise dans les brumes du fleuve et des cheminées, dans le froid gris du nord »⁷. Il rend l'insalubrité des logements responsable de la montée du socialisme radical. D'après Bolitho, une révolution aura lieu si rien n'est fait pour améliorer la situation du logement. Il avance le chiffre de soixante millions de livres sterling pour rendre la ville complètement habitable par des êtres humains⁸. Statistiques à l'appui, il montre que les conditions de vie à Glasgow sont simplement indigentes :

En vertu du deuxième [principe des habitants de la Clyde Rouge, « l'autonomie pour chaque ouvrier »], tous les habitants de Glasgow doivent être relogés. Car cette « autonomie » signifie en premier lieu un logement habitable. A l'heure actuelle, sur une population de 1 081 983 habitants, 600 000 personnes, c'est-à-dire les deux tiers, « habitent des logements qui ne sont pas conformes à la norme minimale définie par la commission d'hygiène » (Dolan), 40 591 familles vivent dans des logements d'une seule pièce, 112 424 familles vivent dans des logements composés d'une pièce et d'une cuisine. Il existe plus de 13 000 de « ces logements officiellement condamnés par le directeur de la santé publique de la ville » mais tous à part une centaine sont actuellement occupés. Seulement 32 logements d'une pièce et 35 logements de deux pièces à Glasgow sont à la fois condamnés et inhabités. James Stewart, député de la Clyde, s'explique au regard de ces chiffres en

¹ William Bolitho, *op. cit.*, p. 13 : « The Red Clyde, the smouldering danger of revolution in Glasgow, owing to the swift development of political affairs in Britain, has ceased to be a local anxiety and become an interest and an alarm to the whole civilized world. »

² *Ibid.*, p. 14 : « cancerous condition ».

³ *Ibid.*, p. 50.

⁴ *Ibid.*, p. 15 : « frightful housing conditions ».

⁵ *Ibid.*, p. 15 : « housing scandal ».

⁶ *Ibid.*, pp. 13-21.

⁷ *Ibid.*, p. 20 : « The very soil is impure, uncleanable, in this city that lies in mists of river and chimneys, in the northern, sunless cold. ». On retrouve le même constat, de façon plus lyrique toutefois, chez Edwin Muir, *op. cit.*, pp. 100-162, et Lewis Grassie Gibbon and Hugh MacDiarmid, *Scottish Scene or the intelligent man's guide to Albion*, London, Jarrolds, 1934, pp. 136-147.

⁸ William Bolitho, *op. cit.*, p. 49.

affirmant que sa ville natale de Glasgow est « la banlieue construite sur terre la plus proche de l'enfer ».¹

Les écrits de Cecily Hamilton², qui publie en 1937 *Modern Scotland as seen by an Englishwoman*³, font apparaître une certaine forme de condescendance moralisatrice et conservatrice. Ainsi, elle n'hésite pas à rendre les habitants des taudis de Glasgow clairement responsables de leurs conditions de vie :

Le travail des visiteurs de santé dans les quartiers de taudis et dans ceux où ils sont détruits doit être tout sauf une sinécure. Il est tout à fait normal que les hommes et les femmes qui ont vécu des années durant, peut-être même toute leur vie, dans l'environnement sordide d'un taudis surpeuplé de Glasgow aient besoin d'une formation assidue pour apprendre l'art de tenir un logement propre.⁴

La description d'une mère de famille et de ses enfants logeant dans un de ces taudis n'est guère plus empreinte d'empathie :

Une petite femme à qui nous avons rendu visite dans son taudis, aurait, je suppose, besoin de beaucoup de soutien de la part d'un visiteur de santé avant de pouvoir se débarrasser de ses habitudes dégoûtantes acquises pendant ses années de misère. C'était une petite dame aimable, avec un front fuyant, et le visage sale, qui, comme la plupart des habitants des taudis, semblait assez contente de recevoir de la visite. Elle était la mère de trois très jeunes enfants crasseux. Elle en portait un dans les bras, un autre était assez grand pour se tenir debout et nous dévisager et le dernier

¹ *Ibid.*, p. 17 : « In virtue of the second [principle of the Red Clydesiders, 'a sufficiency for every worker'], Glasgow must be rehoused. For the first meaning of this 'sufficiency' is a home fit to live in. At the present time, out of a population of 1,081,983, 600,000 people, that is, two thirds, 'live in houses inferior to the minimum standard of the Board of Health' (Dollan), 40,591 families live in one-roomed homes, 112,424 families live in homes made up of a room and kitchen. There are more than 13,000 of 'these homes officially condemned by the Medical Officer of Health for the City,' but all but a round hundred of them are at present occupied. Only 32 one-roomed and 55 two-roomed apartments in Glasgow are empty as well as condemned. James Stewart, Clyde Member of Parliament, justifies himself from these figures in saying that his home city, Glasgow, is 'earth's nearest suburb to hell.' »

² Cicely Hamilton, 1872-1952, écrivaine et militante pour les droits des femmes. Elle adhère à la Women's Social and Political Union des Pankhurst et joue un rôle important dans la campagne pour le droit de vote des femmes. Elle est aussi active dans les années 1920 et 1930 dans les campagnes en faveur des droits des enfants, des veuves, des mères célibataires, de la garde partagée entre parents et l'égalité de salaire dans la fonction publique. Elle publie plusieurs romans et pièces de théâtre ainsi que des articles pour des journaux tels que le Yorkshire Post et le Manchester Guardian. Pendant les années 1930, elle parcourt l'Autriche, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Russie, la Suède l'Angleterre et l'Écosse et publie une série de commentaires issus de ces voyages. (Joannou, Maroula. "Hamilton, (Mary) Cicely (1872–1952)." *Oxford Dictionary of National Biography*. Ed. H. C. G. Matthew and Brian Harrison. Oxford: OUP, 2004. 18 May 2010 <http://www.oxforddnb.com/view/article/38633>).

³ Cicely Hamilton, *Modern Scotland as seen by an Englishwoman*, London, J. M. Dent, 1937.

⁴ *Ibid.*, pp. 30-31 : « The office of health visitor in slum and slum-clearance districts must be anything but a sinecure; it stands to reason that men and women who have dwelt for years, perhaps all their lives in the squalid surroundings of a Glasgow rookery are likely to need persevering instruction in the arts of domestic cleanliness. »

rampait à quatre pattes sur l'unique lit de la famille qui était défait et où de manière incontrôlée, caractéristique de l'enfance, il venait d'obéir à un besoin naturel.¹

En 1929, H. V. Morton décrit la coexistence des extrêmes de façon très imagée :

Devant nos yeux s'étendent des kilomètres de rues principales, toutes larges, toutes marquées par une certaine qualité sombre et robuste [...] et, quelques mètres plus loin, vous quittez une rue dans laquelle vous pourriez dépenser £1,000 pour l'achat d'un collier pour une dame, pour vous retrouver dans une rue tout aussi large et presque aussi bien éclairée, dans laquelle, probablement, la chose la plus chère est un morceau du mouton dont le cadavre est suspendu la tête en bas, les cornes baignant dans le sang et la sciure...

Glasgow se caractérise par la rencontre des extrêmes. La splendeur des richesses et l'abjection de la pauvreté qui apparaissent si proches semblent former un contraste plus saisissant que dans la plupart des grandes villes. Les extrémités est et ouest se télescopent d'une manière tellement saugrenue. À Glasgow, il n'existe aucune frontière.

L'étroitesse de ce vivre ensemble est une des plus importantes caractéristiques de Glasgow. Cela signifie qu'un million deux cent cinquante mille personnes habitent plus près du cœur de leur ville que n'importe quel autre phénomène social de cette ampleur. Ce phénomène, je crois, explique l'individualité tranchée qui caractérise Glasgow. Il n'existe pas de demi-mesure à Glasgow. C'est ce qui fait la singularité de la ville.²

2.2. Les chiffres de la pauvreté

La prospérité d'une petite minorité ne doit donc pas faire oublier que l'immense majorité des Glaswégiens appartient aux deux catégories les plus basses de l'échelle sociale : les ouvriers peu qualifiés³ et les ouvriers non-qualifiés¹ qui gagnent tout juste de quoi

¹ *Ibid.*, p. 31 : « One little woman whom we called on in her slum would, I suspect, need a good deal of attention from the health visitor before she discarded the sluttish habits acquired in her years in squalor. She was a friendly little soul, with a sloping forehead and unwashed face, who, like most of her fellow slum-dwellers, seemed quite pleased to be called on; the mother of three grubby infants under school-age—one of them in arms, one old enough to stand and stare at us, one crawling in the unmade family bed where, in the unrestrained manner of infancy, it had recently obeyed a call of nature. »

² H. V. Morton, *op. cit.*, pp. 249-250 : « Here are miles of main streets, all wide, all marked by a certain grim and solid quality [...] and in a few yards you leave a street in which you could spend £1,000 on something for a woman's throat, to enter a street, equally broad and almost as well lit, in which perhaps the most expensive thing is a cut from the sheep whose corpse hangs head down, its horns in blood and sawdust...

The meeting of extremes is characteristic of Glasgow. The splendour of riches and the abjectness of poverty, seen so close together, appear sharper than in most great cities. East and west ends run into one another in the most grotesque way. [...] In Glasgow there are no frontiers.

[...] This close-togetherness of Glasgow is one of its most important features. It means that a million and a quarter people live nearer the heart of their city than any other social phenomenon of this size. This, I believe, explains Glasgow's clean-cut individuality. There is nothing half-hearted about Glasgow. It could be no other city. »

³ « Lower skilled workers ».

survivre, soit moins de £50 par an, et pour qui la répétition des périodes de chômage, même de courte durée est une menace constante. L'activité des chantiers navals et des autres industries situées le long de la Clyde est soumise à de fortes variations durant les années 1884-7, 1894, 1903-05 et 1908-09². Autour de 25% de la main d'œuvre vit d'emplois tels que charretier ou vendeur de rue dont les revenus sont à la fois maigres et très fluctuants. Par ailleurs, les salaires en Écosse sont, de façon générale, inférieurs à ceux pratiqués en Angleterre et, parallèlement, le coût de la vie y est plus élevé.

Entre les années 1890 et 1912, le prix de la nourriture de base augmente de 25%. Les salaires diminuent en moyenne de 10 à 15% pendant cette même période. Le prix du charbon augmente de 31% entre 1905 et 1912. L'augmentation moyenne combinée des loyers, du combustible de chauffage et de la nourriture est de l'ordre de 10%. Les ouvriers doivent donc résoudre l'impossible équation composée d'une forte augmentation du coût de la vie d'un côté et de revenus qui diminuent de l'autre³. Les salaires semblent être plus bas le long de la Clyde que dans les régions industrielles comparables de l'Angleterre, bien qu'il y ait encore débat sur ce point. La baisse des salaires et les différences régionales seront deux moteurs importants des mouvements de protestation industrielle entre 1910 et 1914⁴.

Un indicateur est significatif des conditions de vie difficiles en Écosse pendant la période des dix années suivant le tournant du siècle : plus de 600 000 personnes émigrent entre les années 1904 et 1913, soit le plus fort taux d'émigration de tous les pays européens. Ainsi apparaît le paradoxe d'un pays qui s'industrialise à très grande échelle et qui, dans le même temps, voit une grosse partie de sa population fuir le pays, tant les conditions de vie au sens large étaient inacceptables. Entre 1830 et 1914, quasiment deux millions d'Écossais

¹ « Unskilled workers ».

² T. M. Devine, *op. cit.*, p. 263.

³ Il faut ajouter à ce sombre tableau deux périodes de récession économique importante dans les premières années du vingtième siècle. Le taux de chômage atteint 19,8% chez les ouvriers de construction mécanique le long de la Clyde en 1908 et 17,9% en 1909, alors qu'il était seulement de 4% et 5% en 1906 et 1907. Il atteint 24,2% en 1908 et 22,1% en 1909 chez les ouvriers des chantiers navals. Il reste encore élevé à 14,7% en 1910, contre 7,5% en 1906 et 9% en 1907. A cette période, le taux de chômage augmente aussi en Grande-Bretagne, mais dans des proportions bien moindres : il passe de 3,6% en 1906 et 3,7% en 1907 à 7,8% en 1908 et 7,7% en 1909 (Glasgow Labour History Workshop, « The Labour Unrest in West Scotland 1910-1914 », in William Kenefick and Arthur McIvor (eds.), *Roots of Red Red Clydeside 1910 – 1914 ?*, Edinburgh, John Donald, 1996, pp. 25-27).

⁴ Glasgow Labour History Workshop, « The Labour Unrest in West Scotland 1910-1914 », in William Kenefick and Arthur McIvor (eds.), *op. cit.*, 25-27.

émigrent aux quatre coins du monde, sans compter les 600 000 qui vont s'installer en Angleterre.

Glasgow est donc une ville que l'on quitte. Pendant la période 1871-1931, la croissance naturelle de la population du centre-ouest de l'Écosse est réduite de 27% par l'émigration. C'est entre 1901 et 1914 que l'émigration est la plus importante, en direction des États-Unis et du Canada. Si Glasgow ne peut donc retenir sa population à l'apogée de sa prospérité, la vision globale de la situation en Écosse fait état d'une émigration bien plus importante. En effet, l'Écosse perd 46% de son augmentation naturelle. Les États-Unis et le Canada procurent des opportunités encore plus intéressantes que les emplois dans l'industrie à Glasgow¹.

2.3. Se loger quand on est pauvre

2.3.1. Industrialisation et urbanisation

Pour comprendre la situation du logement à Glasgow au début des années soixante-dix, il est nécessaire de remonter brièvement jusqu'à la période de l'essor de la deuxième révolution industrielle. Le développement soutenu de la ville et de son activité industrielle entraînent une hausse de la population tout aussi soutenue. La ville médiévale n'est pas faite pour accueillir une augmentation de population aussi rapide. Entre 1775 et 1861, la population de Glasgow est multipliée par six. *High Street* et ses environs bucoliques se transforment radicalement. L'écrivain Hugh MacDonald décrit la rue principale, *High Street*, comme étant déjà « sordide et répugnante » en 1853². À cette époque, les classes moyennes commencent à quitter le centre historique de la ville médiévale pour s'établir dans le *West End*, laissant alors la place aux populations immigrées qui viennent s'y entasser.

L'industrialisation massive au dix-neuvième siècle est extrêmement gourmande en main d'œuvre. La surpopulation et le manque d'hygiène dans les taudis de la ville sont constamment alimentés par l'arrivée massive d'immigrants que le manque de qualification, les faibles revenus et l'incertitude du lendemain obligent à se loger dans les pires conditions. En 1842, le *Rapport sur les conditions sanitaires de la population ouvrière d'Écosse* affirme que: « Dans les cours d'Argyle Street, il n'y avait ni latrines, ni canalisations d'évacuation des eaux usées, et sur les tas d'excréments s'entassaient toutes les saletés que

¹ S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 8.

² « squalid and repulsive ». Cité dans Sandra Malcolm, *Old Glasgow and the Clyde – From the archives of T. & R. Annan*, Catrine, Stenlake Publishing, 2005, p. 13.

pouvaient produire la masse de leurs misérables habitants »¹. Entre décembre 1848 et mars 1849, 43 000 immigrants irlandais viennent s'installer à Glasgow. L'épidémie de choléra qui frappe la ville en 1853-54 tue 100 personnes sur 1000.² Les problèmes de surpopulation, de vétusté et de maladie se concentrent autour de *High Street*, le cœur de la ville médiévale. Les taudis qui composent la majeure partie de l'habitat dans les quartiers anciens du centre de Glasgow sont déjà à cette époque parmi les pires d'Europe.

La responsabilité de la dégradation des conditions de vie dans les villes incombe aux autorités locales qui s'avèrent incapables de suivre le rythme de l'industrialisation et des hausses de population³. Les premières décisions d'ampleur commencent à être prises afin d'améliorer la qualité de l'habitat à Glasgow. Peu après 1846, la municipalité se met à racheter les maisons délabrées autour de *High Street* afin de réduire le nombre de logements insalubres.

Toutefois, de nouveaux logements sont rapidement construits dans les quartiers voisins et ils sont rapidement tout aussi surpeuplés. À la fin des années 1860, plus de 50 000 personnes vivent dans les *tenements* surpeuplés et décatés de la vieille ville qui s'étendent sur une surface d'environ 35 hectares⁴. La densité de population dans les logements des cours situées aux abords de *High Street* est supérieure à 1 000 habitants par acre. Selon William Gairdner, cette densité était probablement la plus élevée d'Europe.⁵ Les *Police Acts* de 1862 et 1866 introduisent des règles de construction contraignantes en ce qui concerne la hauteur et la largeur des bâtiments et des cours attenantes et sont à l'origine de la grande homogénéité du paysage urbain de la ville⁶. La municipalité utilise l'expansion du chemin de fer pour faire valoir les droits que lui confère le *City Improvement Act*, une loi

¹ Edwin Chadwick, *Report on the Sanitary Condition of the Labouring Population and on the Means of its Improvement*, London, 1842, p. 14 : « In the courts of Argyle Street there were no privies or drains and the dung heaps received all the filth which the swarms of wretched inhabitants could give. » Ses conclusions sont accessibles à l'adresse suivante :

<http://www.victorianweb.org/history/chadwick2.html> (Accès le 8 février 2010).

² Il y a deux autres épidémies de typhus et choléra à la même époque : 1848-1849 et 1863-1864.

³ Des réformes ne deviennent possibles qu'à partir des années 1890, quand l'extension des limites administratives de Glasgow permet aux autorités municipales de fournir des services à l'ensemble des bourgs limitrophes de façon plus cohérente et rationnelle (R. J. Morris, « Urbanisation and Scotland » in W. Hamish Fraser and R. J. Morris, (eds.), *People and Society in Scotland. 1830-1914*, Edinburgh, John Donald, 1990, pp. 88-91).

⁴ Soit 0,35 km² ou 88 acres.

⁵ Brian Edwards, *op. cit.*, p. 84.

⁶ *Ibid.*, p. 85-86, « For example, section 296 of the 1866 Police Act required that buildings, except public ones such as churches, should not exceed in height the width of streets they faced, and as streets were generally forty-five to fifty feet wide, buildings were invariably four storeys high with a level cornice running through the various developments. »

destinée à l'éradication des taudis qui s'applique à l'ensemble du Royaume-Uni. Le *City of Glasgow Union Railway Act* de 1864 lui permet de raser de nombreux taudis dans la vieille ville¹. L'architecte de la ville, John Carrick, produit en 1866 le *Glasgow Improvement Scheme*, qui permet la destruction de plus de 36 hectares de taudis sur High Street, Trongate, Saltmarket et Gallowgate. C'est à la suite de cette décision que Thomas Annan² est chargé par la municipalité de prendre une série de photographies des ruelles et cours³ qui allaient être détruits⁴.

Cette loi prévoit la création de trente-neuf nouvelles rues⁵, la modification de douze autres rues (selon un agencement de grille parfaitement rectiligne) et la vente ou la location du terrain ainsi libéré par la destruction des taudis à des propriétaires privés afin qu'ils y érigent des logements conformes aux normes édictées par les administrateurs du *City Improvement Trust*⁶. En 1874, le *City Improvement Trust* avait détruit les logements de 15 425 personnes. Trois ans plus tard, la demande de terrain s'était effondrée et le *Trust* n'arrive plus à vendre les terrains sur lesquels il avait détruit les taudis. N'ayant pas d'autre source de revenus que la vente de ces terrains, il est dans l'impossibilité d'améliorer les logements encore existants. Il devint alors dans la pratique propriétaire de taudis.⁷ La démolition systématique des taudis entreprise en 1866 par la création du *City Improvement Trust* ainsi que le système de *ticketing* permettent l'éviction de 30 000 personnes des taudis jusqu'en 1885 et

¹ *Ibid.*, p. 86. Les intérêts privés des *Lord Provosts* successifs entre 1854 et 1874 y sont toutefois probablement pour beaucoup, puisqu'ils ont tous des intérêts privés dans les diverses compagnies de chemin de fer (Brian Edwards, *op. cit.*, pp. 86-87).

² Thomas Annan (1829/30-1887) est surtout connu pour la série de trente-cinq photographies des taudis du centre de Glasgow qu'il prend entre 1868 et 1871. Ce travail était une commande de la municipalité qui voulait conserver une trace de l'histoire des bâtiments de la ville et des conditions de vie de leurs habitants. « They have a curious character of optimism, in celebration of a great civic proposal and the liberation offered to the inhabitants. » Thomas Annan prend aussi les photographies du tout nouveau réseau d'approvisionnement d'eau potable de la ville depuis Loch Katrine qui ouvre en 1859. Thomas Annan est aussi connu pour la reproduction et la vente d'œuvres d'art et son travail sur les portraits. (Sara Stevenson, 'Thomas Annan (1829/30-1887, photographer', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, Sept 2004 ; online edn, May 2008 [http://www.oxforddnb.com/view/article/46343, accessed 8 March 2010]).

³ « closes and wynds ».

⁴ Les clichés sont accessibles à l'adresse suivante :

<http://special.lib.gla.ac.uk/exhibns/month/Mar2006.html> (accès le 14 mai 2010).

⁵ Un amendement de 1871 augmente le nombre à 44.

⁶ Le *City Improvement Trust* est créé en 1866. Il marque la première tentative institutionnelle mise en place par la municipalité pour résorber les taudis. Voir John Muir, *op. cit.*, pp. 61-65, pour un éclairage contemporain en détail sur l'action du *City Improvement Trust* et Brian Edwards, *op. cit.*, pp. 84-103.

⁷ Sandra Malcolm, *op. cit.*, pp. 13-14; Seán Damer, *op. cit.*, pp. 80-81.

la destruction de leurs logements. Seulement, le nombre de logements construits est bien loin de satisfaire aux besoins.

En 1889, le *City Improvement Trust* se met à construire de nouveaux logements. Le travail entrepris après le vote de la loi de 1866 fut complété en 1902. Le *City Improvement Trust* avait alors mené à bien la construction de 1 646 logements, 394 magasins et d'autres bâtiments commerciaux. Tout cela n'a toutefois pas résolu les problèmes de taudis à Glasgow. Ces derniers se sont simplement déplacés vers d'autres endroits et les bâtiments construits par le *City Improvement Trust* finiront eux-mêmes par devenir des taudis car la pression démographique continue à s'accroître¹. D'un autre côté, il faut reconnaître que, malgré ses limites, le plan de développement de Glasgow² est une première tentative de renouvellement urbain planifié et régulé qui prend en compte la dimension sociale et sanitaire :

Le degré de planification et d'intervention de la part des administrateurs du CIT devrait dissiper le mythe selon lequel, pendant l'époque victorienne, Glasgow vit sa prospérité s'accroître grâce à un contexte politique libéral. Car non seulement les opérations du CIT furent très réglementées et d'une grande bienveillance, [...] mais elles visèrent l'intégration de ce qui fut l'autre grande force de la réforme urbaine - le chemin de fer. [...] Premièrement, les administrateurs introduisirent des normes pour promouvoir la qualité des équipements et pour améliorer l'apparence des quartiers du centre-ville. Deuxièmement, ils tentèrent de pallier à la situation difficile de ceux qui furent déplacés par la démolition de leurs logements. À cet égard, le partenariat entre la réforme sanitaire et l'amélioration esthétique fut couplé à un certain degré de bien-être social, certes limité, mais pourtant significatif au regard des normes de l'époque.³

Malgré le travail entrepris par le *City Improvement Trust*, aucun progrès significatif en termes de logement n'est fait entre 1870 et 1914 à l'échelle de la ville. L'innovation technologique sur les chantiers navals et la construction mécanique ne se déclinent pas dans le domaine de l'habitat ouvrier et quasiment aucun changement ou progrès n'est perçu à la veille de la Première Guerre mondiale⁴. Les ouvriers glaswégiens continuent à vivre

¹ Sandra Malcolm, *op. cit.*, p. 14.

² « Glasgow Improvement Scheme ».

³ Brian Edwards, *op. cit.*, p. 102 : « The degree of planning and intervention by the Trustees should dispel the myth that Glasgow's prosperity in the Victorian age grew from a laissez-faire political environment. For not only were the Trust's operations highly regulated and often deeply caring [...], but they also sought integration with the other great force for urban reform – the railways. [...] First the Trustees introduced standards to promote amenity and improve the appearance of central areas, and, second, there was an attempt to ease the hardship caused to those displaced by demolition. In these regards, the partnership between sanitary reform and aesthetic improvement was joined by a measure of social welfare, limited perhaps, but extensive by the standards of the age. »

⁴ Christopher Harvie, *Scotland and Nationalism, Scottish Society and Politics 1707 to the Present*, London, Routledge, 1998, [1977], p. 100.

dans leurs logements d'une ou deux pièces. Burnet¹ construit quelques bâtiments novateurs en Écosse puis s'exile à Londres, Mackintosh, qui a peu de succès de son vivant, se met à la peinture et Lorimer s'attache à dessiner des résidences somptueuses pour millionnaires². Selon Harvie, seul Patrick Geddes, biologiste, sociologue avant l'heure, architecte, aménageur urbain et socialiste élève une voix discordante³. Il fut toutefois très largement ignoré en Écosse au début du siècle. Ainsi, son plan d'aménagement urbain pionnier de Dunfermline, près de Glasgow, qui avait été commandé par le Carnegie Trust, avait été en son temps rejeté par les élus⁴. Au bout du compte, il aura beaucoup plus de succès dans l'Empire que dans son pays natal.

Il en résulte que la situation de l'Écosse en général et de Glasgow en particulier concernant le logement reste catastrophique à la veille de la Première Guerre mondiale. Le recensement de 1861 montre que 34% de tous les logements en Écosse n'ont qu'une pièce – ce sont les *single-ends* – et que 37% n'en ont que deux – ce sont les *but-and-bens*. Un pour cent des familles vivent dans des logements sans fenêtre. 64% de la population totale vit dans des habitations de une ou deux pièces. En 1886, un tiers des familles à Glasgow vit

¹ Burnet, Sir John James (1857-1938): ancien élève de l'école des Beaux-arts de Paris, Burnet jouit d'un succès considérable et dessine certains des plus beaux bâtiments de Glasgow : the Clyde Navigation Trust (1886-1889), Charing Cross Mansions (1891), plusieurs bâtiments de l'université de Glasgow (dont la chapelle) et de Western Infirmary. Les bâtiments commerciaux à sept étages qu'il dessine (Atlantic Chambers et Waterloo Chambers à Glasgow) sont des ouvrages pionniers qui montrent la diversité de ses influences, notamment américaines : il utilise des structures en acier dont il a étudié l'usage aux États-Unis. En 1905, il dessine l'entrepôt pour William McGeoch and Company, le bâtiment expérimental le plus impressionnant de la ville, inspiré par les bâtiments de bureaux modernes qu'il a vus aux États-Unis en 1906. Le bâtiment mêle parfaitement influences Beaux-Arts et classiques. La façade en pierre cache une structure métallique qui est une des premières à supporter des dalles de béton renforcé coulées sur place en Grande-Bretagne. Le bâtiment fut détruit en 1971. (Carol Foreman, *Lost Glasgow*) Il construit aussi des maisons dans l'ouest de Glasgow. Il dessine les galeries Edouard VII du British Museum, ce qui lui vaudra la médaille de bronze au salon de Paris en 1914 ainsi qu'un titre de chevalier. À Édimbourg, entre autres réalisations, il dessine deux grands magasins, dont l'un (Forsyths, 1906-1910) est le premier bâtiment écossais à être entièrement construit avec une armature en acier. Il dessine de nombreux bâtiments à Londres et au Moyen-Orient après la Première Guerre mondiale. (Walker, David M. "Burnet, Sir John James (1857–1938)." *Oxford Dictionary of National Biography*. Ed. H. C. G. Matthew and Brian Harrison. Oxford: OUP, 2004. Online ed. Ed. Lawrence Goldman. Oct. 2008. 18 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/32187>)

² Walker, David M. "Lorimer, Sir Robert Stodart (1864–1929)." *Oxford Dictionary of National Biography*. Ed. H. C. G. Matthew and Brian Harrison. Oxford: OUP, 2004. Online ed. Ed. Lawrence Goldman. Jan. 2008. 18 May 2010 <http://www.oxforddnb.com/view/article/34600>; Christopher Harvie, *Scotland and Nationalism*, p. 101.

³ *Ibid.*, p. 101. « He used concepts derived from biology to argue for an organic balance – an ecology – of the sexual, social and political life, which could become a goal for community planning. »

⁴ *Ibid.*, p. 101.

dans une pièce¹. À Glasgow, entre 1862 et 1901, 18% des nouveaux logements construits n'ont qu'une seule pièce et bien que 48% en aient deux, le nombre de gens mal logés ne diminue pas puisque la population globale de la ville ne cesse d'augmenter pendant cette période².

Le recensement de 1911 montre qu'à peine plus de deux millions d'Écossais vivent à plus de deux par pièce, un peu plus d'un million à plus de trois par pièce et presque 400 000 à plus de quatre par pièce : trois-quarts de la population écossaise vivait donc dans des logements surpeuplés³.

Le rapport publié en 1917 par La Commission Royale sur le Logement en Écosse reste le document de référence en ce qui concerne l'état des lieux du logement en Écosse au début du siècle⁴. On y apprend que la densité de population à Glasgow est, selon le recensement de 1911 de 61,9 personnes par acre, contre 34,2 à Dundee, 29,4 à Édimbourg et 25,9 à Aberdeen⁵. Il y a plus de quatre personnes par pièce dans 10,7% des logements de Glasgow, plus de trois personnes dans 27,9% des logements et plus de deux dans 55,7% des logements (les chiffres correspondants à Édimbourg sont 4,1%, 12,7% et 32,6% et 0,8%, 1,5% et 9,4% dans les villes anglaises)⁶. En 1911, 62,2% de la population de Glasgow vit dans des logements d'une ou deux pièces quand la moyenne écossaise est encore de 50%, mais de seulement 7% en Angleterre⁷. La comparaison entre 1891, 1901 et 1911 montre que la situation n'a pas évolué en vingt ans puisque le pourcentage de la population glaswégienne qui vit dans des *single-ends* ou *bed-and-kitchens* est respectivement de 63,1%, 61,2% et 62,2%⁸. Non seulement les Écossais sont-ils moins bien logés que les Anglais

¹ T. C. Smout, *op. cit.*, p. 33.

² *Ibid.*, p. 34.

³ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 46. Selon les normes de l'époque, deux enfants valaient un adulte. Il est donc vraisemblable que les logements étaient en réalité davantage peuplés que ce que laissent imaginer les statistiques officielles.

⁴ *Report of the The Royal Commission on the Housing of the Industrial Population of Scotland Rural and Urban*, Edinburgh, HMSO, 1917. Il est précieux dans la mesure où il s'appuie sur les chiffres des recensements de 1881, 1901 et 1911 et permet ainsi de tracer une évolution de la situation. Voir en particulier le chapitre sur la surpopulation pour une comparaison détaillée entre les villes écossaises (page 100 et suivantes). Le rapport dans son intégralité est accessible à : <http://www.archive.org/details/reportofroyalcom00scotrich> (accès le 14 mai 2010).

Voir également Richard Finlay, *op. cit.*, pp. 44-50 pour une discussion plus détaillée des divers aspects du logement à Glasgow au début du vingtième siècle.

⁵ *Ibid.*, p. 100.

⁶ *Ibid.*, pp. 103 & 105; T. C. Smout, *op. cit.*, 35.

⁷ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 22

⁸ *Report of the The Royal Commission on the Housing of the Industrial Population of Scotland Rural and Urban*, p. 104. L'augmentation entre 1901 et 1911 tient au fait que Kinning Park, qui avait une proportion

mais les loyers sont également significativement plus élevés en Écosse qu'en Angleterre (de 10 à 25% selon le lieu anglais de référence).

Les témoignages consignés dans le *Rapport de la Commission Royale sur le Logement* de 1917 montrent que les ouvriers n'aiment pas leurs logements. Le rapport remarque que les ouvriers écossais ne continuent à vivre dans ces *tenements* que parce qu'ils ne peuvent se loger mieux et que la demande de logements d'une pièce reste notamment importante pour des raisons économiques¹. Le problème du logement est le résultat de revenus faibles et variables. Le choix d'occuper des petits appartements est compréhensible et logique de la part de familles qui ont de faibles revenus, afin d'éviter les arriérés de loyer et les expulsions. Il s'avère en fait que le problème n'est pas tant celui de l'offre de logements décentes que celui de la capacité pour beaucoup à payer le loyer. Ainsi, en 1911, 20 902 logements sont libres à Glasgow, soit plus d'un dixième de l'offre totale de logements de la ville². Ces problèmes de logements sont donc la conséquence directe de la pauvreté endémique qui sévit à Glasgow et dans sa conurbation à la veille de la Première Guerre mondiale. Au quotidien, l'ouvrier écossais confronté à de très bas salaires et à un marché du travail instable n'a pas d'autre choix que de se loger pour le moins cher possible, dans des conditions déplorables. Si les ouvriers écossais tolèrent la vie dans les *tenements*, c'est bien parce qu'ils n'ont pas le choix et qu'ils ne connaissent rien d'autre³.

Toutefois, ils ne soutiennent pas la comparaison avec les cottages anglais. Seán Damer rappelle qu'en 1911, un docker ou un marin de Liverpool pouvaient espérer vivre dans une maison mitoyenne de quatre pièces avec un petit jardin avec toilettes⁴.

L'idée de développer pour les ouvriers écossais des logements du type des cottages anglais⁵ avait été présentée par un ingénieur anglais, John Burgess. Elle avait été soumise à la Commission pour le Logement de la Municipalité de Glasgow en 1903 et reprise plus

de personnes logées dans des single-ends supérieure à celle de Glasgow, a été intégré aux limites administratives de la ville.

¹ *Ibid.*, pp. 96-97.

² *Ibid.*, pp. 10 & 104.

³ *Ibid.*, p. 69 : « The effect of custom is strong in such a matter as housing, both among those who build the houses and those who occupy them. Thus it is not surprising to find a liking for tenement dwellings among those who have always been wont to live in them. »

⁴ Seán Damer, *op. cit.*, p. 123. Rappelons qu'à pareille époque, 62,2% des Glaswégiens vivaient dans des logements de 1 ou 2 pièces.

⁵ *Ibid.*, p. 69 : « Scottish people who have lived in tenements in Scotland and taken to the cottage system in England (...) were unanimous in their praise of the cottage and condemnation of the tenements. »

tard par le militant du parti travailliste indépendant¹ John Wheatley dans sa campagne pour de meilleurs logements à Glasgow. Les premières constructions publiques érigées après la Première Guerre mondiale et financées par l'État sont influencées par cette idée, bien qu'une version améliorée des *tenements* continue aussi à être construite par les municipalités en raison de son coût inférieur. Les *tenements* restent malgré tout peu appréciés et, au début des années soixante, les Glaswégiens continuent à préférer tout ce qui s'éloigne le plus du traditionnel *tenement*².

Sortir de cette situation aurait nécessité soit l'abandon des principes du marché libre et le subventionnement du logement public, comme c'est le cas à partir de 1919, soit le versement d'une aide directe aux plus démunis afin de leur permettre de se loger décemment. Avant 1919, les intérêts des classes moyennes, pour lesquelles les règles existantes de construction et de propriété des logements des classes ouvrières sont alors très profitables, empêchent tout changement³.

En Écosse, les logements coûtent cher à construire pour plusieurs raisons. La première raison est la qualité de construction : la tradition écossaise implique la construction de murs d'une épaisseur conséquente en briques et en pierres. La seconde raison est le système de « feu duty ». Selon ce système légal, un constructeur devait verser une somme au moment de l'achat du terrain. Il était ensuite redevable indéfiniment d'une redevance qu'il devait payer annuellement au propriétaire du terrain. Le propriétaire du terrain avait intérêt à obtenir la plus haute somme possible au moment de la vente du terrain et à fixer une redevance la plus élevée possible, afin de contrebalancer l'effet de l'inflation au cours du temps. Contrairement à l'Angleterre où le propriétaire du terrain pouvait reprendre possession de son terrain à l'expiration du bail signé avec le constructeur, le propriétaire écossais ne pouvait reprendre possession de son terrain. Il n'avait donc aucune raison d'inscrire des clauses sur la densité de construction au moment de l'achat, ce que faisait le voisin anglais afin de s'assurer que son terrain ne perdrait pas de valeur. En Écosse, le constructeur n'a donc pas d'autre choix que de rentabiliser au maximum son investissement en construisant le plus rapidement possible (le « feu duty » était payable même si le terrain n'était pas bâti) avec le plus grand nombre de logements possible, en suivant le principe selon lequel un grand nombre de locataires pauvres payaient davantage

¹ *Independent Labour Party*, ILP.

² T. C. Smout, *op. cit.*, p. 39. Cela expliquera leur engouement initial pour les nouvelles constructions des années cinquante.

³ *Ibid.*, p. 50.

de louer qu'un plus petit nombre de locataires un peu plus aisés. Dans les quartiers ouvriers, cela signifiait construire des *tenements* de trois ou quatre étages avec des appartements d'une ou deux pièces. Cette pratique était aggravée par la « subinfeudation » qui faisait qu'un riche propriétaire achetait des terrains là où la ville s'étendait (et donc payait lui-même le « feu duty ») et subdivisait ses acquisitions. Il pratiquait ensuite le même système, en imposant un « feu duty » bien plus élevé, à des constructeurs qui n'avaient pas d'autre solution que construire le plus de logements possible en laissant le moins possible de terrain sans construction. Il leur fallait tirer le maximum de revenu possible afin de payer les emprunts le plus tôt possible et donc réduire les intérêts¹.

Smout note que dans les années 1870, la construction de ces logements était assurée par des prêts² que le constructeur souscrivait pour une durée de quinze ans auprès de comptables et avocats. Ces derniers constituaient des fonds d'investissement à partir des capitaux des petits hommes d'affaire, de professions libérales et de veuves. Le remboursement de ces prêts pouvait être exigible dans une période de trois mois, et les taux d'emprunt variables, ce qui poussait l'emprunteur à rembourser au plus vite et à revendre le bien, souvent à quelqu'un situé plus bas dans l'échelle sociale³.

Au bout de la chaîne, les acheteurs étaient par conséquent souvent des gens aux moyens financiers limités qui cherchaient un placement sûr afin de constituer un capital pour l'avenir. Il n'était pas nécessairement dans leur intérêt d'engager des travaux de maintenance importants, si tant est d'ailleurs qu'ils en aient les moyens. Les gens des classes moyennes et de la petite bourgeoisie logeaient donc des gens dont ils n'étaient finalement pas socialement très éloignés. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que, vu le coût de l'acquisition et de la construction et la relative faiblesse financière des classes moyennes, la rentabilité à court terme primait sur l'entretien des logements⁴.

Comme le note Finlay, le logement écossais de mauvaise qualité était en fait un investissement rentable, y compris pour la masse des petits investisseurs ou capitalistes qui vivaient à peine mieux que ceux qu'ils logeaient⁵.

¹ *Ibid.*, pp. 37-88 ; Richard Finlay, *op. cit.*, p. 45-6.

² « bonds ».

³ T. C. Smout, *op. cit.*, p. 38.

⁴ *Ibid.*, pp. 38-39.

⁵ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 46 : « Finally, bad Scottish housing was a profitable source of investment which secured a good return even for those who lived in only marginally less appalling conditions. The various friendly societies and building societies in which all canny working-class Scots saved for a rainy day invested in housing to provide a secure return. Evidence of this can be seen in the fact that, in 1914, three-quarters of all new housing built in Glasgow was one- or –two-roomed

Le gel des loyers pendant la guerre ne fait qu'aggraver le problème de l'état des logements. Les propriétaires n'engagent pas les dépenses nécessaires au maintien des logements et des bâtiments qui se dégradent. Les constructions cessent pendant la guerre. Les inspecteurs sanitaires de la ville rechignent à appliquer leurs prérogatives de fermeture des logements les plus insalubres de peur que cela occasionne davantage de surpopulation ailleurs. La comparaison avec d'autres villes industrielles d'Angleterre est significative : la surpopulation est trois fois supérieure à Glasgow par rapport à Londres, cinq fois supérieure à celle de Leeds, et sept fois supérieure à celle de Liverpool. À la fin des années vingt, les comparaisons restent valables. À Glasgow, 27% de la population vit dans une pièce, contre 12% à Édimbourg, 2% à Liverpool et 1% à Manchester et Birmingham. Édimbourg, la ville écossaise la moins touchée par la surpopulation, n'est à peine mieux que Sunderland, la ville anglaise la moins bien classée¹. Sans nier les problèmes auxquels doivent faire face les villes anglaises industrielles, il apparaît que le problème du logement est un problème spécifiquement écossais, et Glasgow en est l'illustration extrême.

2.3.2. Vivre dans les taudis de Glasgow

Le logement est un élément fondamental de la qualité de la vie quotidienne et un caractère particulièrement central de l'histoire de la ville. Même lorsqu'il est insalubre et qu'il abrite une famille ouvrière pauvre et nombreuse, le logement permet de faire la différence entre les pauvres. Il y a les pauvres respectables et les autres. Une famille respectable se doit de conserver son logement propre à tout prix, au prix d'une énergie incroyable². Même pauvre, une famille ne perd pas sa dignité si le logement qu'elle habite, quel que soit son degré d'insalubrité, est propre :

Propreté et honneur ainsi que saleté et déshonneur étaient assez uniformément répartis dans le quartier. Entre autres choses, j'ai découvert que le système de caste, qui donne à voir aux nantis des petites comédies tellement intéressantes, était

accommodations. »

¹ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 47.

² La question de la propreté est essentielle dans les appartements exigus des *tenements*. Elle est notamment explorée en détail dans deux petits ouvrages qui donnent une vision très complète de la vie dans les *tenements* à Glasgow et à Édimbourg. Le premier, Jean Faley, *Up Oor Close, Memories of Domestic Life in Glasgow tenements, 1910-1945*, Oxon, White Cockade Publishing, 1990 est un recueil de témoignages de personnes qui ont vécu dans les *tenements* de Glasgow entre les deux guerres dans le district de Springburn, au nord de la ville. Ces témoignages ont été recueillis par l'auteur qui a elle-même vécu son enfance à Springburn avant d'émigrer avec sa famille aux États-Unis. Le deuxième ouvrage est Helen Clark and Elizabeth Carnegie, *She Was Aye Workin'. Memories of Tenement Women in Edinburgh and Glasgow*, Oxford, White Cockade Publishing, 2003. Ces deux ouvrages sont complétés par les témoignages rassemblés dans l'exposition permanente sur l'histoire du logement dans le musée de l'histoire sociale de Glasgow, *The People's Palace*.

maintenu ici avec une passion du désespoir. Les pauvres respectables voyaient leurs enfants marcher sur des planches pourries. À tout moment ils pouvaient tomber dans la fosse d'aisance et se noyer. L'insigne de rang était la propreté, et cette dernière était maintenue dans des logements infestés de vermine avec, comme unique outil, le robinet qui se trouvait dans l'évier de la cuisine. Les enfants portaient à l'école propres comme un sou neuf et constituaient une bouffée d'air propre dans le brouillard nauséabond.¹

Conséquence de la surpopulation extrême et de l'absence de sanitaires, les maladies contagieuses ont un terrain de propagation idéal. Le typhus fait des ravages. Dans les années 1890, le choléra a disparu mais la tuberculose est encore responsable de 13% des décès².

Le taux de mortalité infantile ne baisse pas au début du siècle : il est de 122 pour 1000 en 1900 alors qu'il était de 118 pour 1000 entre 1855 et 1859. John Wheatley utilise ces chiffres pour montrer le lien étroit entre les conditions de logement et la mortalité infantile. Il démontre ainsi que la mortalité infantile chez les enfants des classes ouvrières est trois, quatre ou même cinq fois plus élevée, selon les quartiers, que chez les enfants des classes plus aisées. Le travail du docteur Russell est aussi extrêmement important dans ce domaine³. En 1915, selon un sondage réalisé par Mr Fyfe, *Chief Sanitary Inspector*, 92,88% des logements d'une pièce et 61,85% des logements de deux pièces partagent les toilettes avec d'autres logements⁴.

Les photos, les récits autobiographiques, les rapports médicaux et les enquêtes officielles dépeignent avec beaucoup de détails une réalité difficilement imaginable de nos

¹ James Bridie, *One Way of Living*, London, Constable, 1939, p. 190. Le docteur Osborne H. Maver, plus connu sous le nom de James Bridie, fut un des fondateurs du *Citizen's Theatre* dans les Gorbals en 1943. Il est l'auteur de plusieurs pièces de théâtre. Ce passage est un extrait de son autobiographie : « Cleanliness and honour and filth and dishonour were pretty evenly mixed in the 'district'. Among other things I found the caste system, which provides such engaging little comedies among the well to do, was held here with a desperate passion. The respectable poor saw their children walking on rotten planks. At any moment they might fall onto the cesspool and be drowned. The badge of rank was cleanliness, and cleanliness was preserved in bug-infested houses with one tap in a kitchen sink as its only instrument. The children went out to school like new pins, and there was a patch of clean air in the foetid fog. »

² T. C. Smout, *op. cit.*, p. 49.

³ Edna Robertson, *op. cit.* Voir dans cet ouvrage la reproduction de la conférence qu'il a tenue en 1888, intitulée « Life in One Room » (pp. 198 – 217) pour un exposé précis des conditions sanitaires et du lien que le docteur Russell établit entre la surpopulation, l'absence d'hygiène et la propagation des maladies contagieuses. Le *Report of the The Royal Commission on the Housing of the Industrial Population of Scotland Rural and Urban* y consacre un chapitre entier (pp. 90-100) et, en utilisant les travaux des docteurs Russell et Chalmers notamment, conclut que « from the health standpoint, the one-room cannot be defended. At the best it has to be tolerated as a transitory necessity; at the worst, it ought to be immediately discontinued. » (p. 95).

⁴ *Report of the Royal Commission on the Housing of the Industrial Population of Scotland Rural and Urban*, p. 77.

jours. Vivre dans des *tenements* surpeuplés, bien souvent sans sanitaires privés et qui ne font l'objet d'aucun entretien impliquait d'être quotidiennement confronté à l'absence d'intimité, au bruit, aux odeurs souvent pestilentielles, à la difficulté de rester propre, à la maladie et à la mort¹. D'après un témoignage oral, la première chose qu'une femme de Glasgow faisait en entrant dans un logement était de parcourir les deux pièces du logement avec deux aiguilles à tricoter chauffées à blanc pour tuer les punaises et les cafards logés dans les joints du parquet, les murs, la cheminée et les joints des panneaux en bois des lits².

La période de l'entre-deux guerres est celle qui voit les *tenements* construits dans la deuxième moitié du siècle précédent se dégrader dans des proportions extrêmes sous la pression démographique et les difficultés économiques. Dans le premier volet de sa trilogie autobiographique, Ralph Glasser offre au lecteur quelques passages évocateurs à ce sujet. Celui-ci est la description d'un *tenement* des Gorbals parmi les plus abîmés :

Presque toutes les marches en pierre de la première série d'escaliers qui menaient au palier intermédiaire étaient cassées et avaient les rebords irréguliers à l'endroit où des morceaux de marche s'étaient détachés. Il ne restait presque plus rien de certaines marches. Le plâtre était tombé des murs du sol au plafond et, le long de la partie basse du mur, le ciment, qui était à l'origine gris, était à nu et était désormais jaunâtre et sentait l'urine. À un endroit où la surface rugueuse des briques était exposée, quelqu'un avait vomi, [...]. Les restes collaient à la surface irrégulière en formant de larges bandes striées et bosselées qui glissaient de hauteur de poitrine jusqu'au sol. À en juger par la force de l'odeur, un mélange de bière, de poisson et des frites, le vomit était récent. Une autre odeur puissante d'immondices en putréfaction émanait non seulement du récupérateur de cendres situé à l'extrémité du couloir mais également de ce qui était dispersé au sol. Malgré le vent froid de la rue qui s'engouffrait dans la cage d'escalier, le nuage de vapeurs pestilentielles persistait d'une manière stupéfiante au-dessus de nos têtes.

Personne ne pouvait se permettre de jeter de la nourriture tant qu'il y restait quelque chose de bon à manger. Les gens utilisaient tout ce qu'ils pouvaient pour faire des bouillons, des soupes et des tartes salées. Mais le résidu final, pelures de pommes de terre, têtes de poisson ou os dont on ne pouvait plus rien tirer après les avoir fait bouillir maintes fois, ou encore la nourriture qui avait pourri (seuls les riches possédaient des réfrigérateurs), était jeté dans le récupérateur de cendres d'où il était récupéré par les rats et les chats errants à la recherche de nourriture. Au plus profond de la nuit, quelquefois en plein jour, on pourrait entendre le bruit frénétique qu'ils y faisaient et qui finissait par des détritiques dispersées partout dans les parties communes de telle sorte que l'on devait se frayer un chemin parmi ces petits tas de nourriture dans un tel avancement de putréfaction que mêmes ces bêtes gloutonnes refusaient de les manger. Là, sous nos pieds, s'ouvraient de grands trous dans les dalles cassées, qui débordaient de ces matières en

¹ Richard Finlay, *op. cit.*, pp. 47-50.

² Iain McLean, *op. cit.*, p. 18; T. C. Smout, *op. cit.*, p. 39.

décomposition, de morceaux de papier immondes, d'excréments, de boue et de débris de verre.¹

Il a souvent été écrit que le surpeuplement de la ville et les conditions de vie difficiles rendaient nécessaire le développement d'un esprit de communauté fort. Les divers récits biographiques et autobiographiques montrent tous que les quartiers ouvriers se suffisaient à eux-mêmes car on y trouvait absolument tout ce qui était nécessaire. Les habitants se connaissaient et bien souvent s'entraidaient. Les *tenements* intégraient toutes sortes de magasins en rez-de-chaussée. Les photos des quartiers ouvriers de Glasgow entre les deux guerres montrent une multitude de petits commerces, souvent minuscules, qui donnaient une dimension communautaire au quartier et un sentiment de proximité. Les enfants pouvaient jouer dans la rue sans surveillance particulière de leurs parents : c'était le rôle de l'adulte qui se trouvait là d'intervenir auprès de n'importe quel enfant si besoin était. Le peu de circulation rendait les rues bien moins dangereuses que maintenant. Bien que beaucoup de vieux *tenements* étaient depuis longtemps bien loin de satisfaire aux exigences de base d'un logement sain et habitable et qu'à ce titre ils n'étaient pas appréciés par leurs habitants, le sentiment fort d'appartenance à une communauté et à un quartier en était une caractéristique essentielle. Il fut complètement anéanti par la destruction de pans entiers de districts ouvriers dont le *tenement* était quasiment la forme unique d'habitat². Dans les années cinquante et soixante, ils ont été rasés et en partie remplacés par des immeubles d'habitation, et les populations éclatées ont été relogées dans les développements en

¹ Ralph Glasser, *Growing Up in the Gorbals*, London, Pan Books, [London, Chatto & Windus, 1986], 1987, pp. 74-75 : « Nearly all the stone steps in the first flight up to the half-landing were broken, with jagged edges where bits of tread had fallen away. Some had almost no tread left. Plaster had come away from the walls from ceiling to floor, and along the lower part the bared cement, originally grey, was stained yellow and smelt of urine. On a patch where the rough surface of brickwork was exposed, someone had vomited, [...]. The detritus had stuck to the pitted surface in wide streaky bands as it slid lumpily from chest height to the floor. Judging from the strength of its smell, a mixture of beer and fish and chips, the vomit was recent. Another powerful smell, of decaying rubbish, came mainly from the ash-pit at the far end of the corridor, but also from a deposit scattered on the floor. Despite the cold wind blowing in hard from the street, the cloud of mephitic vapours lingered stupefyingly about our heads.

No one could afford to throw away food leavings that had any good left in them. They used up what they could in broths and soups and pies. But a final residue, potato peelings, fish heads or meat bones from which repeated boilings had extracted all nourishment, or food that had gone off – refrigerators were for the rich – was throw on the ash-pits, whence it was scavenged by rats and stray cats. At dead night, sometimes even in daytime, one heard their furious scabblings there, resulting in a scatter of rubbish all over the close, so that one picked one's way among little heaps so far gone in putrefaction as to be rejected by even these ravening beasts. Here at our feet, great holes among the broken flagstones overflowed with such rotting material, foul bits of paper, excrement, mud, broken glass. »

² Jean Falley, *op. cit.*, 1990.

périphérie¹, jusqu'à ce que les autorités locales réalisent au début des années soixante-dix que, même en mauvais état, les *tenements* pouvaient être réhabilités.

L'expansion continue de l'industrie lourde et des chantiers navals à Glasgow nécessitait un apport de main d'œuvre toujours plus important, quelles que soient leurs qualifications. L'augmentation naturelle de la population de la ville et l'immigration le permettaient. La population de la ville passe ainsi de 547 000 en 1871 à 782 000 en 1891, à plus d'un million en 1914. Une partie de cette augmentation trouve son origine dans l'agrandissement des limites de la ville, dont l'expansion avale petit à petit les villages avoisinant. Si cela permet de fournir la main d'œuvre suffisante pour l'industrie de la ville, cela pose aussi d'énormes problèmes sociaux².

2.3.3. La grève des loyers

Il n'est guère possible de sous-estimer l'importance de cette lutte. Malgré les tentatives par la sociologie universitaire de détourner les objectifs de cette grève pour la transformer en une sorte de « mouvement social urbain » dépourvu de substance politique, ni la classe ouvrière de Glasgow ni l'État n'ont eu d'illusions au sujet de son importance stratégique. Elle représentait précisément la quasi-fusion de la force industrielle et de l'organisation du militantisme de base que n'importe quel gouvernement redoute.³

Pendant la Première Guerre mondiale, les ouvriers écossais répondent avec enthousiasme à l'appel de la guerre en s'engageant volontairement de façon massive. Ils constituent 22 des 157 bataillons des forces britanniques. Ainsi plus d'un quart (26,8%) des mineurs écossais s'engagent et les employés des tramways de Glasgow parviennent, à eux seuls et en seize heures, à constituer un bataillon entier. La main d'œuvre écossaise paye un très lourd tribut sur le front⁴. Selon Michael Lynch, et bien qu'aucun chiffre officiel n'ait jamais été divulgué, 110 000 Écossais seraient tombés au combat, soit un cinquième des forces britanniques. Finlay pense que l'Écosse pourrait être le pays combattant avec le taux de soldats tués le plus élevé, à l'exception de la Serbie et de la Turquie, dont les pertes

¹ Les « high-rises ». La reconstruction quasi-complète des Gorbals en est l'exemple le plus frappant.

² S. G. Checkland, *op. cit.*, p. 8.

³ Seán Damer, *op. cit.*, p. 130 : « It is hardly possible to over-estimate the importance of this struggle. In spite of attempts by academic sociology to hijack this strike as some kind of 'urban social movement' devoid of real politics, neither the Glasgow working class nor the state had any illusions about its strategic importance. It represented precisely that near fusion of industrial muscle and grass-roots community organisation which any government dreads. »

⁴ Christopher Harvie and Peter Jones. *The Road to Home Rule. Images of Scotland's Cause*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000, p. 35; Christopher Harvie, *Scotland and Nationalism*, p. 73.

étaient cependant davantage la conséquence de maladies que de combats¹. 18 000 soldats originaires de Glasgow sont tués, soit un habitant sur 57 (et 10% de la population masculine de la ville²), ce qui placerait Glasgow dans une moyenne écossaise si l'on compare ce chiffre avec celui des pertes des soldats issus des autres villes. Si l'on s'en tient à cette moyenne, cela représente alors un peu plus de 90 000 tués pour l'Écosse³.

On peut aisément en déduire les effets à long terme pour la ville en termes démographiques et économiques. Il ne faut pas non plus en sous-estimer l'aspect traumatique, comme le montre Eddie Perrett dans ses mémoires :

L'année 1916 ne s'effacera jamais des mémoires de ceux qui ont vécu pendant cette année épouvantable. Dans toute la Grande Bretagne, il n'y eut quasiment aucune rue qui ne connût son lot de morts ou de blessés. Le premier jour de la Bataille de la Somme, en juillet 1916, lorsque l'armée de Kitchener s'est lancée à l'assaut et a perdu 600 000 hommes. Le nombre de femmes en deuil se multiplia et le nombre d'orphelins augmenta. Les combats féroces se poursuivirent jour après jour, sans répit. Chaque soir, les vendeurs de journaux arpentaient les rues, vendant des journaux qui donnaient les derniers chiffres des pertes.

À cause du système de recrutement par circonscription, la perte d'un bataillon d'infanterie pouvait signifier que les hommes d'une circonscription ou d'une même rue pouvaient avoir tous disparu. Lyon Street, une rue adjacente à Garscube Road, en fut un exemple typique. Lyon Street connut davantage de pertes que n'importe quelle autre rue, non seulement à Glasgow mais dans toute l'Écosse. La plupart d'entre eux étaient des soldats de la Highland Light Infantry. Chaque année pendant une semaine en novembre, les drapeaux ornaient Lyon Street en hommage aux morts. J'ai marché dans cette rue pour la dernière fois juste avant la déclaration de la Deuxième Guerre mondiale. Les vieilles dames se trouvaient là, assises devant leurs maisons puisque c'était l'été, elles étaient habillées de noir – elles n'ont jamais oublié.⁴

¹ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 36.

² Michael Lynch, *Scotland – A New History*, London, Pimlico, 1991, p. 422.

³ Richard Finlay, *op. cit.*, pp. 36-37.

⁴ Eddie Perrett, *The Magic of the Gorbals. How we Lived, Loved and Laughed, 1914 – 60*, Glasgow, Clydeside Press, 1990, p. 2 : « The year 1916 will never be erased from the memories of those who lived during that terrible year. Throughout Britain there was hardly a street or road that did not have its share of dead and wounded. On that first day of the Battle of the Somme, in July 1916, when Kitchener's Army went over the top and lost 600,000 men. Widows' weeds proliferated and the number of orphans increased. The savage fighting went on day after day without any respite. Every night newsboys ran round the streets selling editions giving the latest casualty numbers.

Because of the system of recruiting in districts, the loss of one battalion of infantry could mean the men from a district or single street could be lost. Lyon Street just off Garscube Road was a typical example. More men were lost from Lyon Street than any other street, not only in Glasgow but in Scotland. Most of them served with the Highland Light Infantry. Every year for a week in November flags bedecked Lyon Street in honour of the dead. I last walked up that street just before World War II was declared and there they were, sitting outside their houses, it being summer, the old ladies dressed in black – they never forgot. »

L'effort de guerre nécessitait cependant toujours davantage d'ouvriers pour satisfaire aux besoins du front puisque Glasgow était devenu l'arsenal du Royaume-Uni. Christopher Harvie avance le chiffre de 20 000¹. L'afflux des ouvriers pour travailler dans les usines de munitions de Glasgow entraîne rapidement une forte pénurie de logements, notamment dans les secteurs où les usines de munitions sont très nombreuses, comme à Govan et à Partick². Dans certaines zones, les seuls logements inoccupés sont en fait inhabitables. La densité de population est de loin la plus importante de Grande-Bretagne, dépassant 1000 personnes par acre. Ces ouvriers viennent de toutes les régions du Royaume-Uni, d'Irlande et même des États-Unis. Il est significatif de noter qu'ils sont littéralement choqués par des conditions de vie bien plus difficiles que dans leur région ou leur pays d'origine³. Et à cela s'ajoutent des conditions de travail très pénibles, donc épuisantes.

Les propriétaires de logements dans ces secteurs profitent de l'aubaine pour procéder à une augmentation des loyers qui vient s'ajouter à une forte augmentation générale du coût de la vie. La pression sur le budget des familles ouvrières devient insupportable, d'autant plus que nombre de maris et de fils, dans une proportion bien supérieure à celles des autres régions du Royaume-Uni, sont au front, laissant aux femmes le soin de subvenir aux besoins du reste du foyer. Les propriétaires appliquent des hausses de loyer qui atteignent 23% à Govan, Partick ou Fairfield entre mai 1914 et la fin de l'année 1915⁴. Les conditions de vie sont extrêmement difficiles et la promiscuité devient encore plus intense dans les zones industrielles où logent les ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals. Les 20 000 ouvriers supplémentaires venus travailler dans les usines de munitions et l'arrêt des constructions en raison de la guerre ne font qu'aggraver de façon encore plus dramatique une situation déjà catastrophique.

Par ailleurs, ces ouvriers sont stigmatisés par Lloyd George, Ministre des Munitions pendant les deux premières années de la guerre, qui les accuse de ralentir la production à cause de leur consommation excessive d'alcool, de se laisser entraîner par les idées révolutionnaires et de trop écouter le chant des luttes de classe⁵.

¹ Christopher Harvie and Peter Jones, *op. cit.*, p. 35.

² *Report of the The Royal Commission on the Housing of the Industrial Population of Scotland Rural and Urban*, p. 10. Il n'y a plus de logements disponibles à Clydebank en octobre 1915, seulement 31 à Greenock (564 en avril 1911), 333 à Govan (2 148 en avril 1911), 158 à Partick (1 605 en avril 1911) et 8 422 à Glasgow (8422 en avril 1911)

³ Iain McLean, *op. cit.*, p. 18.

⁴ T.M. Devine, *op. cit.*, p. 311.

⁵ T.M. Devine, *op. cit.*, p. 310.

Il n'est par conséquent pas étonnant que des mouvements de protestation voient le jour, qui dénoncent l'augmentation du coût de la vie et des loyers¹. Les femmes organisent des comités de grève motivés par un fort sentiment d'injustice, dans les secteurs où les propriétaires ont augmenté les loyers de façon spectaculaire. Ces comités de grève mettent en place des campagnes de refus de payer les loyers et parviennent à porter le débat pour des loyers justes au niveau national.

De leur côté, les propriétaires n'hésitent pas à recourir aux tribunaux pour faire valoir leurs droits et procéder à l'expulsion des locataires présentant des arriérés de loyer. Ceci pousse de nombreux militants travaillistes à se battre pour l'abrogation des lois injustes et obsolètes sur le logement qui permettent aux propriétaires d'expulser sans ménagement des locataires présentant des arriérés de loyer et de confisquer leurs biens pour régler leurs dettes. Au cours de l'année 1915, de très nombreuses femmes sont expulsées de leur logement, alors que leurs maris et leurs fils sont au front sur le continent et se battent et meurent en nombre pour le pays. Beaucoup y voient là un exemple scandaleux de propriétaires profiteurs. On peut ainsi lire des slogans tels que « Nos maris se battent contre les Prussiens en France et nous nous battons contre les Prussiens à Partick »² ou « Alors que mon père est prisonnier en Allemagne, le propriétaire attaque notre logement »³ sur les banderoles des manifestations. Cette situation est exploitée avec beaucoup de succès par les militants travaillistes qui la décrivent comme un exemple éhonté de comportement anti-patriotique. Elle est un des facteurs principaux qui assure aux grévistes un vaste soutien populaire.

À Govan, où la situation est la pire, des employeurs tels que les chantiers navals *Harland & Wolff* et *Fairfield* se rangent du côté des ouvriers et demandent au gouvernement de légiférer pour annuler les hausses de loyers déjà effectives et empêcher d'autres augmentations. Ils ne voient pas d'un bon œil le développement d'un conflit sur lequel ils

¹ *Report of the The Royal Commission on the Housing of the Industrial Population of Scotland Rural and Urban*, pp. 345-346. Le rapport établit le lien entre qualité du logement et protestations en ces termes: « So far as housing is concerned, we cannot but record our satisfaction that, after generations of apathy, the workers all over Scotland give abundant evidence of discontent with conditions that no modern community should be expected to tolerate. Industrial unrest, whatever may be its ultimate causes, undoubtedly is stimulated, directly or indirectly, by defective housing. [...] Our evidence shows that [the demand for better housing], growing daily more imperative, has its complete justification in the sifted masses of facts that form the groundwork of this Report. » (p. 346)

² Cité dans T.M. Devine, *op. cit.*, p. 311 : « Our husbands are fighting Prussianism in France and we are fighting the Prussians in Partick »

³ Cité dans T.C Smout, *op. cit.*, pp. 268-269 : « While my father is a prisoner in Germany, the landlord is attacking our home ». De nombreux clichés avec les slogans sont reproduits dans les diverses histoires picturales de la ville.

n'ont pas de contrôle. Par ailleurs, des loyers stables ont, de leur point de vue, l'avantage de modérer les demandes d'augmentation de salaire des ouvriers.

Les grévistes parviennent à obtenir le soutien politique de l'ILP et des groupes militants socialistes révolutionnaires, du mouvement des suffragettes, du *Glasgow Trades Council*, et du *Glasgow Central Labour Party*, la branche « officielle » et parlementariste du travaillisme à Glasgow. Les ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals constituent des comités d'urgence pour soutenir activement la campagne et menacent d'entamer une vague de grèves de soutien. Il est aussi significatif que *Forward*, le journal du mouvement travailliste « officiel » de Glasgow, qui, en tant que parti parlementariste, désapprouve le recours aux actions de grève et qui est donc d'ordinaire très réticent à relayer les conflits industriels, se fait très largement écho de la situation et fait part de son soutien aux grévistes à partir de juin 1915¹. Le mouvement s'intensifie au milieu de l'année 1915. Vers la fin du mois d'octobre 1915, il est estimé que 15 000 locataires refusent de payer les hausses de loyer. Ce chiffre passe à 20 000, dont cinq conseillers municipaux travaillistes de la ville de Glasgow, vers la mi-novembre 1915. Au plus fort du mouvement de grève, tous les secteurs de Glasgow dans lesquels sont implantées des usines de munitions sont touchés, incluant Partick, Govan, Shettleston, Ibrox et Parkhead.

Ces protestations bénéficient aussi ponctuellement du soutien du *Clyde Workers' Committee*. Ses dirigeants poussent au débrayage des ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals pour soutenir les locataires qui refusent de payer leur loyer et sont assignés en justice. Le 17 novembre 1915, alors que dix-huit locataires comparaissent devant le tribunal, les ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals se mettent en grève et manifestent. Ils brandissent la menace d'une grève illimitée à partir du 22 novembre si les accusés sont condamnés à payer une amende ou s'ils sont expulsés, avec des conséquences évidentes pour l'économie de guerre du Royaume-Uni. Locataires et grévistes bénéficient de la clémence des autorités : les charges contre les locataires ne sont finalement pas retenues et les grévistes ne sont pas poursuivis dans la mesure où la grève ne dure qu'un jour et qu'elle ne touche pas directement la production de munitions. Il se trouve que ce jour même, le Ministre pour l'Écosse, Thomas McKinnon Wood, soumet, après avoir conduit diverses consultations pendant plusieurs semaines, un rapport au gouvernement dans lequel il préconise, en raison de la situation dramatique du logement dans les quartiers

¹ Les deux leaders de l'ILP, John Wheatley et Andrew McBride, sont d'ardents défenseurs de réformes audacieuses en faveur du logement ouvrier. Ils ne peuvent donc faire l'économie d'apporter leur soutien politique aux femmes grévistes.

ouvriers de Glasgow, de légiférer pour limiter le prix des loyers et les ramener à partir du 11 novembre 1915 à leur niveau du 1 août 1914 pour toute la durée de la guerre dans certaines zones urbaines surpeuplées clairement identifiées où la situation du logement est devenue intenable. Il met aussi en garde le gouvernement à propos de l'agitation grandissante et de ses possibles conséquences sur l'économie de guerre du pays. Les manifestants, des femmes, des enfants et des hommes se rassemblent sur George Square, la place centrale de Glasgow. Ils sont 4 000 selon *Forward* et 15 000 selon W.C. Anderson, le député qui est en train de présenter le projet de loi sur le gel des loyers à la Chambre des Communes¹.

Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure la grève du 17 novembre 1915 a été déterminante dans la volonté du gouvernement de l'époque de faire passer son projet de loi. On peut penser que la démonstration de force des grévistes et la perspective d'une grève prolongée dans les usines de munitions ont joué un rôle important. Iain McLean assure que l'élément prépondérant dans le vote aussi rapide de cette loi est le fait qu'un ministre majeur comme Lloyd George était convaincu de la nécessité d'une action législative en faveur des ouvriers pour résoudre le problème depuis le mois de juillet 1915, d'autant plus que Birmingham était aussi en proie aux mêmes difficultés². Et même si la voix du ministère des affaires écossaises était bien peu audible dans le gouvernement à cette époque, le rapport de McKinnon Wood du 17 novembre n'a probablement pas été sans effet. La loi est présentée à la Chambre des Communes le 25 novembre. Elle est adoptée en un temps record et elle reçoit l'accord royal le 23 décembre³.

D'un point de vue politique, cette grève des loyers accroît considérablement le prestige de l'ILP qui a, selon les termes de Seán Damer, « organisé intelligemment la colère de la base »⁴. Le nombre d'adhérents de l'ILP triple entre 1914 et 1918. L'ILP gagne notamment beaucoup de terrain dans la classe ouvrière à Glasgow grâce à l'établissement de réseaux efficaces avec les syndicats dans beaucoup d'usines de la ville⁵.

Les Libéraux perdent beaucoup de leur influence à cette période malgré la loi sur le plafonnement du prix des loyers, dans un pays jusqu'alors très majoritairement attaché au

¹ William Gallacher, *My Life of Revolt*, Londres, Lawrence & Wishart, 1936, pp. 52-58.

² Iain McLean, *op. cit.*, pp. 26-27. Ce point de vue est partagé par T. M. Devine: « The government was already considering rent control legislation and, fearful of an interruption of vital supplies for the war effort, finally acted to peg rents for the duration of hostilities. » (T.M. Devine, *op. cit.*, p. 311) et Christopher Harvie and Peter Jones, *op. cit.*, p. 35.

³ *Rent and Mortgage Interest Restriction Act*, 1915.

⁴ Seán Damer, *op. cit.*, p. 123 : « cleverly organised the grass-roots anger ».

⁵ T. M. Devine, *op. cit.*, p. 312.

libéralisme. Leur absence de réaction dans les premiers mois face aux augmentations de loyer est d'abord considérée par le monde ouvrier comme une approbation tacite des pratiques des propriétaires.

Le succès de cette vague de grèves en 1915 est possible par l'action conjuguée et solidaire de la contestation spontanée dont les femmes sont les premières instigatrices et que la *Glasgow Women's Association* coordonne, de l'implication politique de l'ILP, du militantisme des activistes de gauche de toutes tendances, du soutien des ouvriers qualifiés des usines de munitions par l'intermédiaire de leurs représentants, le *Clyde Workers' Committee* et du soutien de la section officielle du mouvement travailliste de Glasgow dont le réformisme en termes de logement trouvait là un terrain d'expression. Des communautés entières se cimentent autour de cette lutte. Il ne s'agit donc ni d'une grève industrielle, ni d'une grève politique – malgré ce que laisse supposer John Maclean (qui apparaît pour la première fois sur le devant de la scène à l'occasion de la grève des loyers) qui affirme que « la grève des loyers sur la Clyde est la première étape vers la Grève Politique à laquelle le Continent a eu fréquemment recours dans le passé »¹ – mais bien de la réaction spontanée de communautés d'ouvriers dans différents secteurs industriels de Glasgow contre l'exploitation de la part des propriétaires d'une situation exceptionnelle.

Comme le souligne Richard Finlay, la politique prend de l'importance aux yeux des femmes à l'occasion des grèves des loyers :

Les femmes étaient actives dans le milieu coopératif et dans l'ILP. Elles étaient responsables de l'organisation des communautés dans la lutte contre les menaces d'expulsion. Dans les immeubles et les ruelles des quartiers et dans les usines, les revendications politiques, sociales et économiques nourrissaient les conversations quotidiennes, de la même manière que le faisait le socialisme radical. Bien que la campagne pour le vote des femmes fût momentanément abandonnée par le mouvement des suffragettes dans un élan de ferveur patriotique, il serait erroné d'imaginer que les femmes abandonnèrent leurs revendications politiques. Les conséquences de la loi sur les restrictions des loyers, la lutte pour de meilleurs salaires et la défense du niveau de vie ont sans doute rendu la politique encore plus importante aux yeux des femmes. Ceci fut d'autant plus vrai que les femmes étaient restées au pays pour se battre pour ces causes.²

¹ Cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 27 : « the rent strike on the Clyde is the first step towards the Political Strike so frequently resorted to on the Continent in times past ».

² Richard Finlay, *op. cit.*, p. 23 : « Women were active in the ranks of the co-operative movement and the ILP. They were responsible for organising communities to fight the threat of eviction. In the closes and wynds of the local streets and on the factory floor, politics and social and economic grievances became part of everyday conversation, as did the appeal of socialism. Although the appeal for the vote was abandoned in a burst of patriotic fervour by the suffragette movement in 1914, it would be wrong to think that politics left the agenda of women. The effect of the Rent Restriction Act and the campaigns for higher wages and the defense of standards of living arguably

Iain McLean affirme qu'il faut chercher l'origine des problèmes majeurs de logement auxquels la ville est confrontée pendant le reste du vingtième siècle dans la façon dont a été réglée la grève des loyers¹. C'était un problème qu'il fallait résoudre rapidement car il menaçait la production de munitions. À ce moment là, le gouvernement était pris entre le feu des grèves et de la grogne qui montait dans les usines en raison des opérations de réorganisation du travail et celui de la nécessité de produire de façon soutenue des munitions en grande quantité. Il s'est donc trouvé dans l'obligation de prendre une décision dans la précipitation, en cédant sans doute à la panique. La loi ne visait pas à résoudre un problème d'urbanisme. Son impact à long terme est pourtant significatif à plusieurs égards, politiquement, socialement et d'un point de vue urbanistique. Les grèves des loyers placent le logement au cœur de l'agenda politique de l'ILP et elles changent littéralement le visage de Glasgow. Le *Rent Restriction Act* de 1915 instaure en effet une tradition écossaise de logement public qui perdure jusque dans les années quatre-vingt².

Le *Rent Restriction Act* de 1915 met non seulement un terme aux augmentations de loyer mais fournit aussi à Lloyd George l'inspiration pour son slogan de campagne d'après-guerre : « Homes fit for Heroes ». Selon lui, des logements décents seraient le rempart contre le bolchevisme. Il s'écrie ainsi à une réunion du Cabinet après les émeutes de George Square de début 1919 : « Même si cela coûte cent millions de livres, cela n'a pas de prix comparé à la stabilité de l'État »³. Il s'ensuit la promulgation de l'*Addison Act* en 1919 qui apporte le financement de l'État dans la construction de logements publics. Cela se solde toutefois par un échec, au détriment de Lloyd George, aux élections mais pose les fondations de l'intervention de l'État par la suite, et notamment le *Housing Act* de John Wheatley de 1924.⁴

Les magnats de Clydeside obtinrent la « dilution », c'est-à-dire le remplacement des ouvriers qualifiés par des ouvriers non-qualifiés et par des femmes, en même temps que l'emprisonnement de syndicalistes et d'agitateurs radicaux tels que l'enseignant marxiste John Maclean. Ils obtinrent également le contrôle des loyers, un

made politics more important to women, especially as they were the ones left at home to fight for these causes. »

¹ Iain McLean, *op. cit.*, p. 17.

² Christopher Harvie and Peter Jones, *op. cit.*, p. 35.

³ Cité dans T. C. Smout, *op. cit.*, p. 269 : « Even if it cost a hundred million pounds, what was that compared to the stability of the State. »

⁴ *Ibid.*, p. 269.

changement survenu en 1915 qui a profondément collectivisé la société urbaine écossaise.¹

Après la Première Guerre mondiale, la question du logement devient un élément central de la politique nationale et locale. À Glasgow, sous l'impulsion de Patrick Dollan et John Wheatley, l'ILP parvient à mobiliser l'électorat immédiatement après-guerre en mettant ce sujet au cœur de leurs préoccupations :

Le lien étroit de l'ILP avec la question du logement se poursuit sans relâche après la Première Guerre mondiale en se concentrant sur la construction rapide de logements sociaux et sur la question du contrôle des loyers. C'est ce dernier point qui conduisit à la grève massive et prolongée des loyers à Clydeside en 1920, et dans une moindre mesure à Glasgow, qui servit de point de départ à l'immense succès de l'ILP aux élections législatives et à l'envoi de dix députés de la ville à Westminster. C'est le style de la politique de l'ILP et sa mobilisation politique soutenue sur la question du logement qui est au cœur du phénomène de la Clyde Rouge, plutôt que les événements plus dramatiques de la grève pour les quarante heures. [...] La question du logement a toujours eu le potentiel de mobiliser massivement hommes et femmes de tous milieux tandis que l'agitation des ouvriers qualifiés ne concernait que les hommes, et les hommes qualifiés de surcroît. De plus, en tant que parti politique, l'ILP était intimement lié à ses partisans au niveau local d'une manière qui était inconnue, et impossible à réaliser, pour le syndicat unifié des ouvriers qualifiés.²

Les Conservateurs font de même, afin de ne pas se laisser distancer électoralement. Entre les deux guerres, les Conservateurs se positionnent clairement en faveur de la construction de logements financés par l'État comme seule solution réaliste apte à régler le problème du logement. Ils ne s'opposent donc pas au *Housing Act* de 1924 du premier gouvernement travailliste. Ils font même remarquer en 1927 qu'ils ont construit cinq fois plus de logements que les travaillistes en 1924. À l'échelon local également, les Conservateurs, qui dirigent la plupart des autorités locales pendant la majeure partie de la

¹ Christopher Harvie, *Scotland, a Short History*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp. 183-184 : « Clydeside magnates got 'dilution' – the replacement of skilled men with women and the unskilled – along with the jailing of trade-unionists and radical agitators like the Marxist teacher John Maclean, but also the regulating of rents, a 1915 move which sharply collectivized Scots urban society. »

² Seán Damer, *op. cit.*, pp. 124-125 : « The ILP's close connection with the housing question continued unabated after the First World War, concentrating on the rapid building of council housing and the rent restriction issue. It was this latter issue which led to the large scale, protracted 1920s Rent Strike in Clydebanks, and to a lesser extent in Glasgow, which was the launching pad for the ILP's sensational successes in the 1922 General Election and the return of ten Red Clyde MPs from the city to Parliament. It was the style of the ILP's politics and its sustained political concentration on the housing issue which lay at the heart of the phenomenon of the Red Clyde rather than the more dramatic events of the 40-hour strike [...]. The housing issue always had the potential for mass mobilisation of both men and women of all backgrounds, while the engineers' agitation affected only men, and skilled men at that. And the ILP as a political party was organically involved with its supporters at a neighbourhood level in a way that the ASE never was, nor could be. »

période d'entre les deux guerres, poursuivent cette politique de financement public du logement. Walter Elliot, Secrétaire d'État à l'Écosse, crée ainsi la *Scottish Special Housing Association* en 1937 car il estime que les municipalités travaillistes traînent des pieds pour construire des logements publics.¹

Selon T. M. Devine², Lloyd George a encore en mémoire les grèves de 1915 quand son gouvernement de coalition fait voter en 1919 la loi relative au logement et à l'aménagement urbain en Écosse (*Housing and Town Planning (Scotland) Act*, ou *Addison Act*). Cette loi, la première d'une série de lois sur le logement entre les deux guerres, façonne durablement le développement de l'Écosse urbaine. Elle met un terme à la domination du secteur privé qui, nous l'avons vu, ne fournissait pas de logements de suffisamment bonne qualité à un prix locatif abordable. L'état prend donc en charge la construction d'un important parc de logements publics et confère des pouvoirs plus importants aux autorités locales en matière de logement. Les villes écossaises entrent alors pour longtemps dans l'ère du logement social. Plus de 70 pour cent des nouveaux logements construits en Écosse entre 1919 et 1941 le sont par le secteur public. À partir des années vingt, les maisons en briques à deux étages, mitoyennes ou individuelles, avec un petit jardin remplacent les vieux *tenements* en pierre. L'habitat à faible densité remplace l'habitat à forte densité. À Glasgow, les quartiers de Knightswood, Riddrie, Hamiltonhill, Mossbank and Possilpark sont construits à cette époque³. Damer les décrit comme des quartiers de grande qualité, avec des maisons spacieuses érigées sur de larges terrains⁴.

La législation des années vingt repose sur l'idée que les logements nouvellement construits doivent être attribués aux catégories les plus aisées, qui vont alors libérer leurs logements décents au profit des plus pauvres, c'est-à-dire les ouvriers les moins qualifiés. Ainsi, au fil du temps, les logements les plus insalubres en bas de l'échelle devaient disparaître. Néanmoins, l'inflation dès la fin de la guerre et au début des années vingt va sérieusement compliquer la tâche des autorités locales en augmentant considérablement le coût de la construction. Ainsi, le coût de construction d'un logement de trois pièces dans un bâtiment de deux étages comprenant quatre logements passe de £300 à £900 entre 1914

¹ *Ibid.*, p. 51.

² T.M. Devine, *op. cit.*, pp. 340-350. Point de vue avancé également par T. C. Smout, *op. cit.*, p. 52.

³ T. M. Devine, *op. cit.*, p. 347.

⁴ « elite schemes », Seán Damer, *op. cit.*, p. 161. Mossbank est construit en 1924 et reste longtemps considéré comme un quartier d'élite. Il reste à ce jour un quartier recherché.

et 1920. Le prix du terrain dans les endroits où la surpopulation est la plus criante est aussi très élevé, et deux fois plus cher à Glasgow qu'à Dundee¹.

La crise économique des années 1930 impose des restrictions budgétaires drastiques qui conduisent à la construction de maisons de moins bonne qualité sur des terrains plus petits et moins bien situés. Malgré l'opposition de l'ILP, les Conservateurs optent pour un retour à de plus fortes densités de population dans les *tenements* à trois étages de moins bonne qualité sur du terrain moins cher en périphérie². Ces nouveaux *tenements* sont considérés comme des logements de second choix. Ils deviendront rapidement des ghettos pour indésirables³. La loi de 1935 infléchit cette tendance en privilégiant un traitement plus ciblé des quartiers surpeuplés. Le nombre de logements construits est toutefois relativement faible, ne dépassant jamais mille logements⁴.

Vingt ans après la guerre, de nombreux taudis ont disparu. Le confort de l'eau courante, de l'électricité et de logements plus vastes peut être apprécié par le plus grand nombre mais la ségrégation sociale n'a finalement fait que changer de territoire :

Wardieburn et Craigmillar à Edinburgh et Blackhill à Glasgow, avec leurs rangées monotones de *tenements* de trois et quatre étages, mirent à disposition de leurs locataires davantage de pièces et une salle de bain mais les privèrent d'accès facile aux pubs et aux magasins. Ces logements séparèrent des « familles élargies » dont les logements exigus mais très proches constituaient souvent une sorte de maison élargie. Dans les années quarante ils étaient déjà reconnus comme des centres de déliquescence sociale.⁵

Blackhill devint un lieu de relégation des locataires de logements sociaux indésirables, déplacés des anciens taudis pour être relogés dans une cité qui se transforma rapidement à son tour en un nouveau taudis, mais en moins pittoresque. Blackhill allait devenir un modèle malheureux pour la construction après-guerre de logements à Castlemilk, Drumchapel et Easterhouse. [...] Ces nouvelles cités n'avaient pas le caractère organique des Gorbals, sans la mixité sociale créée par l'arrivée aléatoire d'immigrés. Entre 1948 et 1960, il y eut une rue

¹ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 65-66.

² Voir Seán Damer, *op. cit.*, pp. 159-172 pour une discussion détaillée sur l'évolution des différents standards de construction de logements entre les deux guerres en fonction de la pression politique, démographique et économique.

³ Christopher Harvie, *No Gods and Precious Few Heroes*, pp. 71-72.

⁴ La plupart du temps, il s'agit plutôt de cinq cent logements. Seán Damer, *op. cit.*, p. 166.

⁵ *Ibid.*, p. 72 : « Wardieburn and Craigmillar in Edinburgh and Blackhill in Glasgow, with their monotonous rows of three- and four-storey tenements, gave their tenants more rooms and a bathroom, but deprived them of easy access to pubs and shops. They separated 'extended families' whose small but closely-grouped rooms and kitchens were often a sort of extended house. They were already acknowledged as centres of social dislocation in the 1940s. »

tristement célèbre de Blackhill où vivait une population affichant un taux de 20 délinquants pour cent maisons et dont 29 % devinrent des criminels à l'âge adulte.¹

Signe que le problème est loin d'être réglé, en 1935, les conservateurs² expliquent que les mauvaises conditions de logement sont la cause première de « la misère, de la mauvaise santé et de la dégradation morale ... Des logements de qualité doivent être la base de tous les services sociaux et du bien-être médical et moral »³. Dix ans plus tard, l'Association unioniste écossaise remarque que le logement reste « le besoin le plus criant, au-delà de toutes les autres exigences en termes de réforme dans le domaine social », qui nécessite un déploiement de ressources total. Toutefois, une inflexion apparaît par rapport au discours d'avant-guerre. Le secteur privé doit aussi jouer son rôle dans l'amélioration de l'habitat.⁴

Les Conservateurs reprennent le pouvoir en 1951, et le consolident en 1955, en insistant sur le thème de la construction de logements. Toutefois, cela va rapidement caler en Écosse. Le *Rent Act* de 1957 et la réévaluation du foncier⁵ de 1961 ont des conséquences importantes. La loi de 1957 marque la fin du contrôle des loyers sur les logements du parc privé de qualité supérieure⁶ et touche durement les classes moyennes et, de fait, une partie de l'électorat conservateur : « beaucoup de nos sympathisants devaient payer des loyers très élevés et nourrissaient du ressentiment à l'idée de financer les faibles loyers payés par les personnes logées dans les logements municipaux »⁷. La réévaluation de la valeur foncière des logements fit augmenter de façon importante les impôts pour les propriétaires. L'augmentation était pourtant d'autant plus nécessaire que l'Écosse possédait un très important parc de logements publics et que les loyers étaient délibérément maintenus bas.

¹ Allan Massie, *op. cit.*, p. 105 : « Blackhill became a depository for unsatisfactory council tenants, decanted from the old slums into a scheme which soon became a slum itself, if a less 'picturesque' one. Blackhill was to provide an unhappy model for post-war developments in Castlemilk, Drumchapel and Easterhouse. [...] The new estates lacked the organic character of Gorbals, without the social mix which had been created by the haphazard arrival of immigrants. A notorious street in Blackhill lodged between 1948 and 1960 20 delinquent offenders per 100 houses of who 29 per cent became adult criminals. »

² À l'époque, les conservateurs sont regroupés au sein de l'association unioniste écossaise, la *Scottish Unionist Association* (SUA).

³ Cité dans I.G.C. Hutchison, *Scottish Politics in the Twentieth Century*, Palgrave, Basingstoke, 2001, pp. 50-51 : « misery, bad health and moral deterioration ... Good housing must be the basis of all the social services and of medical and moral welfare. »

⁴ *Ibid.*, pp. 75-76 : « the most clamant need, outweighing all other demands for social reform ».

⁵ « property revaluation exercise ».

⁶ La fin du contrôle sur les logements moins chers – moins de £40 de loyer annuel – ne devenait possible que lorsque le locataire changeait.

⁷ *Ibid.*, p. 106 : « Many of our supporters were having to pay very high rents and resented having to subsidise people in corporation houses where the rents were low. »

Cela nécessitait donc un effort supplémentaire des contribuables et signifiait un taux d'imposition supérieur à l'Angleterre. Toutefois, cette augmentation n'est pas mise en place en Angleterre où il n'y eut donc pas de protestations¹. Hutchison note que c'est pour éviter un revers politique identique à celui auquel les conservateurs ont dû faire face en Écosse que la poll tax du milieu des années quatre-vingt avait été imaginée, plutôt que procéder à la réévaluation du foncier². Au bout du compte, les réductions budgétaires dans le domaine de la construction de logements du secteur public signifie que moins de logements sont construits. En 1962, le nombre de logements construits en Écosse est la moitié de celui de 1953 (37 155 contre 18 977). Les loyers des logements du secteur public finissent par être augmentés et ces augmentations sont à l'origine de grèves des locataires de logements de la *Scottish Special Housing Association* à Glasgow en 1958-1959. Les travaillistes utilisent la situation à partir de la reconquête du siège de Glasgow Kelvingrove à l'élection partielle de 1958. Les Conservateurs ont identifié cette question du logement comme une des causes de leur revers en 1959³. Des grèves se produisent à nouveau au moment du *Housing Act* de 1972 qui institue une hausse substantielle des loyers pour les logements du secteur public. Des protestations massives voient le jour partout en Écosse. Cette loi est considérée comme un facteur majeur dans la perte de soutien des Conservateurs dans les villes nouvelles où, par ailleurs, les autres partis organisent des grèves des locataires⁴. En 1974, 54% des familles écossaises sont logées dans des logements du parc public, contre 29% en Angleterre.

3. Conclusion

L'expansion de Glasgow au dix-neuvième siècle est protéenne. Glasgow est la Chicago écossaise. Elle partage avec son homologue américaine la capacité à se renouveler sans cesse⁵. Des bâtiments expérimentaux en fer et en béton y sont érigés. Il s'y déroule

¹ *Ibid.*, p. 106.

² *Ibid.*, p. 106.

³ *Ibid.*, p. 106.

⁴ *Ibid.*, p. 106-7. Voir également p. 117: « The implications of this for community identity, class solidarity and political identification are readily apparent and not beneficial to the Conservatives: it has become a psephological truism that type of house occupancy is an even better vote predictor than class. Equally relevantly, home ownership and the start-up of small firms are intimately linked, as property is frequently used as security for loans to start up in businesses. »

⁵ Christopher Harvie, « Alasdair Gray and the Condition of Scotland Question », in Robert Crawford & Thom Nairn (eds.), *The Arts of Alasdair Gray*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1991, p. 81.

trois expositions mondiales en l'espace de vingt-trois ans¹ et ses services publics (tramways, réseaux d'électricité, d'eau et d'égouts) sont (re)connus dans le monde entier comme des exemples de socialisme municipal réussi. Jusque dans les premières années du vingtième siècle, la classe ouvrière est contenue, disciplinée, malgré la dureté des conditions de vie. Selon Christopher Harvie, elle a accès à un niveau de protection sociale qui est tout de même, vu les circonstances, remarquable et adéquate. Vingt pour cent de ses habitants appartiennent aux classes moyennes, à qui la ville offre une opulence collective d'ampleur inégalée : des bibliothèques, des salles de spectacles, un réseau de trains de banlieue élaboré et performant, des tea-rooms, des orchestres et des salles de danse, des parcours de golf et la Clyde comme terrain de jeu pour les plaisanciers².

Des handicaps majeurs tels qu'une faible population, des ressources qui s'épuisent (les mines du Lanarkshire et d'Ayrshire, dans les environs immédiats de Glasgow s'épuisent et la production se déplace vers de nouvelles mines, plus grandes, dans le Lothian et le Fife, à l'est du pays) et des industries lourdes toutes dépendantes les unes des autres, dont le débouché naturel est les chantiers navals, et dont la production est entièrement tournée vers l'exportation, ne peuvent permettre plus tard à l'Écosse de rivaliser avec la concurrence soutenue de pays plus vastes comme les États-Unis ou l'Allemagne qui disposent de bien davantage de ressources. La Clyde met du temps à adopter les nouvelles technologies de turbines, de moteurs diesel, de soudage et elle dépend beaucoup des commandes des armateurs écossais. L'innovation existe mais les entreprises écossaises dépendent beaucoup des exportations et de l'Empire : la *North British Locomotive Company* exporte 48% de ses locomotives vers les colonies et seulement 16% vers les marchés étrangers³.

Les chantiers navals apparaissent donc comme la clé de voûte de la production industrielle écossaise. L'activité des aciéries et des autres industries dépend étroitement de l'activité des chantiers navals. La prospérité des années avant-guerre n'est en fait qu'illusoire, malgré des records de production et de lancement de bateaux. Deux points soulignent la grande fragilité des chantiers navals pendant les années précédant 1914 : les chantiers navals de Glasgow font face à une concurrence de plus en plus accrue qui les pousse à produire des navires à perte et de grands chantiers tels que *John Brown's* et *Fairfield* se mettent à produire presque exclusivement des navires de guerre pour l'Amirauté. Le

¹ En 1888, 1901 et 1911. Il y en aura une quatrième en 1938. Perilla Kinchin et Juliet Kinchin, *op. cit.*

² Christopher Harvie, *Scotland and Nationalism*, p. 71.

³ Christopher Harvie, *No Gods and Precious Few Heroes*, p. 3-4.

retour à une économie plus pacifique peut donc être problématique. La course à l'armement à la veille de la Première Guerre mondiale permet cependant d'occulter ces problèmes structurels, au moins à court terme.

Jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, l'industrie écossaise vit une période de prospérité inégalée. Les industries écossaises restent encore à cette époque la propriété d'Écossais. Elles exportent leurs productions aux quatre coins du monde. La position de suprématie mondiale du pays dans les domaines clés de la production industrielle est alors remarquable au regard de sa faible population. Au début du vingtième siècle cependant, l'industrie écossaise n'est déjà plus la propriété d'Écossais et l'Écosse ne doit sa prospérité qu'aux décisions prises par de lointains investisseurs étrangers. D'un autre côté cependant, les Écossais investissent aussi. Mais, dès les années 1870, les cibles de leurs investissements ne se situent plus en Écosse : il s'agit de terres, de mines et du chemin de fer aux États-Unis, en Asie et en Australasie¹. En 1914, les investisseurs écossais représentent 500 millions de livres sur les 4 000 millions investis par la Grande-Bretagne dans le monde, soit un investissement de 110 livres par Écossais (contre 90 par Anglais et Gallois)². Le niveau de vie très bas des Écossais, dont les salaires sont significativement plus bas qu'en Angleterre, a nécessairement des répercussions sur les débouchés des productions des industries de biens de consommation. Cela devient plus rentable d'investir les profits à l'étranger, ce que les contacts avec l'empire colonial permettent alors aisément. En d'autres termes, le destin industriel et économique de l'Écosse n'est plus entre ses mains au tournant du siècle, malgré des indicateurs économiques encore performants.

Par ailleurs, cette situation d'apparente prospérité ne doit pas cacher deux réserves de taille. Premièrement, des faiblesses structurelles commencent à émerger, qui ne manqueront pas d'avoir de lourdes conséquences lors de la crise industrielle qui toucha le pays après la Première Guerre mondiale³. La Première Guerre mondiale regonfle les industries lourdes traditionnelles alors que des essais de diversification vers les voitures et les moteurs diesels venaient d'être entrepris. Ces essais n'ont pas été complètement tués dans l'œuf, mais leur éclosion n'en a été que retardée d'autant⁴.

¹ *Ibid.*, p. 70.

² *Ibid.*, p. 70.

³ T. M. Devine, *op. cit.*, pp. 261-262.

⁴ Christopher Harvie, *Scotland and Nationalism*, p. 73.

Deuxièmement, l'impact de cette prospérité est très faible sur le niveau de vie et le bien-être des Écossais et il est colossal sur l'environnement. Selon Mitchell, vingt-sept sites dans et autour de Glasgow sont considérés dangereux aujourd'hui¹. En 1934, Edwin Muir écrit qu'il y a « certaines usines qui produisent une puanteur telle que vivre à proximité conduit à perdre sa dignité et, dans ce cas, les logements du voisinage deviennent des taudis »². L'exemple de l'usine chimique de la dynastie White³, à Rutherglen, est frappant. On estime que l'usine, qui produisait du chrome, déversait 275 millions de litres de produits toxiques par an dans les nappes phréatiques. Aujourd'hui, le petit cours d'eau qui traverse Rutherglen révèle un taux de chrome 825 fois supérieur à la limite autorisée et les leucémies chez les enfants Rutherglen et Cambuslang représentent 25% de toutes les leucémies en Écosse, avec seulement un pour cent de la population. Les ouvriers de White étaient surnommés « White's Canaries » ou « White's Dead Men ». L'air produit par l'usine était quasiment irrespirable et les ouvriers travaillaient douze heures par jour pour un salaire de misère. La dynastie White s'est constituée une fortune colossale en exploitant des ouvriers non-qualifiés et non-syndiqués dans une usine qui produisait du chrome sept jours sur sept. Le troisième White de la dynastie, John Campbell White observait strictement le repos dominical mais n'hésitait pas à ne pas réemployer les ouvriers qui manquaient de venir travailler le dimanche. Il fit en outre campagne contre l'ouverture du *People's Palace* le dimanche, seul jour de repos des ouvriers⁴. Dans la fiche biographique qu'il lui consacre, S. G. Checkland tempère sa responsabilité en ce qui concerne les conditions de travail dans l'usine de Rutherglen en rappelant qu'elle était de fait dirigée par ses neveux qui lui auraient laissé croire que les conditions de travail du temps de son père avaient disparu⁵. Sur les

¹ Ian R. Mitchell, *This City Now, Glasgow and its Working Class Past*, Edinburgh, Luath Press, 2005, p. 149 : « There are certain factories which produce such a stench that to live near them involves a loss of self-respect, and the surrounding houses in such cases turn into slums. » Voir aussi Seán Damer pour des descriptions des conditions de travail extrêmement éprouvantes dans d'autres usines chimiques de Glasgow, notamment celle de Tennant, St Rollox Chemical Works. (Seán Damer, *op. cit.*, pp. 62-63).

² Edwin Muir, *op. cit.*, p. 125.

³ *Shanfields Chemical Works* (1808 – 1965).

⁴ Ian R. Mitchell, *op. cit.*, pp. 146-148. Mitchell décrit le cynisme (ou les contradictions) du troisième White ainsi : « The third White, John, was a Christian philanthropist, a Free Kirker after the Disruption of 1843. This fine man gave generously to missions to christianise the African heathen, and to the building of the Christian Institute in Glasgow's Bothwell Street. This fine man was a financial backer of the alcohol prohibition campaign, and also of the Glasgow Liberal Party, paying off the debts of the Liberal Club. This fine man, who conducted extensive family prayers every day, was given a peerage by Gladstone, and became Lord Overtoun, buying a 3,000-acre estate at Bowling on the Clyde. This fine man was a mass murderer. If there was a God, White would be in Hell. » (Ian R. Mitchell, *op. cit.*, p. 147)

⁵ S. G. Checkland, « John Campbell White (Lord Overtoun) » in Anthony Slaven & S. G. Checkland

chantiers navals, les accidents sont nombreux et, d'une manière générale, la grande majorité des ouvriers exercent des métiers dangereux, sales et physiquement éprouvants qu'aucune législation ne vient encadrer sur le plan de la santé et de la sécurité. Les semaines de travail sont par ailleurs très longues, avec bien souvent douze heures de travail par jour, six jours par semaine¹.

Dans le domaine du logement, bien que la situation se soit considérablement améliorée au début des années cinquante, il est évident que la tâche est encore immense à cette date, comme le laisse entrevoir la comparaison avec l'Angleterre. La surpopulation des logements baisse d'un quart entre 1921 et 1951. Seulement un quart de la population, au lieu de la moitié, vit dans des logements de deux pièces ou moins. Malgré d'évidentes améliorations, dans 15,5% des logements, il y a toujours deux personnes par pièce en Écosse, contre 2,1% en Angleterre. Les 80 millions de livres sterling d'argent public dépensées entre 1919 et 1952 pour le logement ont permis une amélioration significative des conditions de logement en Écosse et à Glasgow mais n'ont notamment pas supprimé le différentiel entre l'Écosse et l'Angleterre².

(eds.), *Dictionary of Scottish Business Biography – Vol 1: the staple industries*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1986, pp. 293-295. Une de ses nécrologies le décrit de la manière suivante : « A Christian of a noble type, A man of God from youth, A benefactor of the race, A champion for the truth. » (cité par Checkland, *op. cit.*, p. 295).

¹ Seán Damer, *op. cit.*, pp. 58-66. Voir l'anthologie de témoignages rassemblés par Martin Bellamy (Martin Bellamy, *The Shipbuilders*, pp. 52-75).

² T. C. Smout, *op. cit.*, p. 53.

CHAPITRE 2 - LES GORBALS

Glasgow est composée de nombreux quartiers ouvriers, dont l'identité ouvrière et populaire a traversé toute la période industrielle et reste encore prégnante de nos jours, bien que la base industrielle de la ville et du district ait pratiquement complètement disparu¹. S'il est un quartier qui symbolise à lui seul tous les problèmes auxquels la ville a été confrontée dès le début de son industrialisation, c'est celui des Gorbals². À ce titre, il constitue l'un des mythes les plus fermement établis, dont la contribution est absolument centrale dans la construction de l'image de la ville telle qu'elle a été perçue jusqu'à ce que les campagnes publicitaires successives lancées à partir des années quatre-vingt viennent la modifier en profondeur. Le quartier des Gorbals est réputé avoir concentré les pires taudis d'Europe pendant la première moitié du vingtième siècle. Sa réputation est telle qu'en 1919 un habitant des Gorbals reçut un journal en provenance de New York avec l'adresse suivante, aussi erronée que vague : « Main Street, Gorbals, England »³. Un numéro du *New Yorker* lui consacre un long article en octobre 1959 qui tente de mettre en perspective l'évolution du district au moment où sa régénération est formellement engagée⁴. L'article n'échappe pourtant pas au mythe et consacre une place conséquente aux gangs et à la description des taudis⁵. L'auteur commence par une description peu engageante du district, en le qualifiant d'« exemple particulièrement terne de ce type d'endroit délabré qui sépare beaucoup de grandes villes

¹ Dans son ouvrage *This City Now, Glasgow and its Working Class Past*, Ian R. Mitchell dresse la liste suivante des quartiers explicitement et traditionnellement ouvriers de Glasgow: Anderston, Bridgeton, Dennistoun, Gorbals, Govan, Govanhill, Maryhill, Parkhead, Partick, Pollokshaws, Possil et Springburn (Ian R. Mitchell, *This City Now, Glasgow and its Working Class Past*, Edinburgh, Luath Press, 2005).

² Les Gorbals se situent immédiatement face au centre-ville, sur la rive sud de la Clyde.

³ Cité dans R. Kenna, *Heart of Gorbals*, Ayr, Fort Publishing, 2004, p. 52.

⁴ « In the spring of 1958 Glasgow Corporation handed over to their tenants the first houses to be completed in the Hutchesontown/ Gorbals Comprehensive Redevelopment Area; the beginning of the end of Britain's best-known slum. » Tom Brennan, *Reshaping a City*, Glasgow, The House of Grant, 1959, p. 59.

⁵ Stephen Watts, « Metamorphosis in the Gorbals », *New Yorker*, 24 octobre 1959, pp. 137-164.

industrielles de leurs banlieues modernes et de leur campagne située au-delà »¹. Il poursuit en énonçant les raisons pour lesquelles le district jouit d'une si mauvaise réputation :

Les éléments qui ont contribué à la réputation des Gorbals sont ses logements sordides, son histoire de violence de gangs, un ballet intitulé « Miracle dans les Gorbals » qui, à l'origine, fut mis en scène par le Ballet Royal quand il était encore connu sous le nom de Sadler's Wells, et un roman intitulé *No Mean City* qui a été publié en Grande-Bretagne il y a vingt-cinq ans et fit brièvement sensation ici au moment de sa sortie et a récemment atteint le chiffre record d'un quart de million d'exemplaires vendus en Grande-Bretagne en édition de poche.²

Il faut également remarquer qu'au-delà du cas particulier des Gorbals, c'est l'image de la ville toute entière qui est négative. Cette image se construit principalement entre les deux guerres mais continue d'être entretenue par la suite, jusque dans les années quatre-vingt, y compris par des documentaires diffusés par la BBC³. Les Gorbals ne sont finalement que l'exacerbation du

stéréotype [...] d'une ville crasseuse, gangrénée par les taudis, frappée par la pauvreté, infestée de gangs, dont la population est composée de sous-prolétaires rachitiques, incompréhensibles, alcooliques, grossiers et sectaires enclins à se frapper à coups de bouteilles cassées et de rasoirs sans crier gare. Pis encore, les Glaswegiens étaient infectés par le Péril Rouge. Glasgow était une ville foncièrement radicale socialiste. Ses habitants croyaient en effet à toutes ces histoires de Clyde Rouge. Cette image était également produite et reproduite par des écrivains et universitaires glaswégiens dans une série de livres dont *No Mean City* est le classique.⁴

Cette réputation semble d'ailleurs satisfaire les personnes extérieures à la ville plutôt que les Glaswégiens eux-mêmes, pour qui elle paraît largement erronée et injustifiée⁵ mais

¹ *Ibid.*, p. 137 : « especially drab example of the sort of blighted zone that separates many a big industrial city from its modern suburbs and its country beyond. »

² *Ibid.*, p. 137 : « The elements that have gone to make the evil reputé of the Gorbals are its squalid dwellings; its history of gang violence; a ballet called "Miracle in the Gorbals," which was originally staged by the Royal Ballet when it was still known as the Sadler's Wells; and a novel titled "No Mean City", which was published in Britain twenty-three years ago, made a brief sensation there at the time, and has recently sold a record-breaking quarter of a million copies in a British paperback edition. »

³ « Glasgow: Portrait of a City », BBC2, 1983 ; « Lilybank housing scheme », BBC, 1977.

⁴ Seán Damer, *op. cit.*, p. 5 : « stereotype [...] of a filthy, slum-ridden, poverty-stricken, gang-infested city whose population consisted of undersized, incomprehensible, drunken, foul-mouthed, sectarian lumpenproletarians who were prone to hit each other with broken bottles and razors without warning. To make matters worse, Glaswegians were infected with Red Peril; Glasgow was a robustly socialist city. Its people actually believed in all that stuff about the Red Clyde. This imagery was also produced and reproduced by some Glasgow writers and academics in a series of books of which *No Mean City* is the classic. »

⁵ « For those who are unfamiliar with the city, it is a name that is linked with violence, poverty and teeming slums. But for the Glaswegians, quite why Gorbals should have achieved such an infamous reputation is something of a mystery. The dramatization of the 1920s razor gangs in Macarthur and Kingsley-Long's *No Mean City* has been blamed by many. But the godless, football-driven

dont l'attitude face à leur réputation est ambiguë, ce dont ils n'hésitent pas à jouer¹. La vision simpliste d'un quartier gangréné par la violence, la misère et les gangs ne résiste pas à l'examen plus complet et détaillé des multiples facettes d'un endroit dont la réalité est évidemment bien plus complexe que ce que son mythe donne à croire.

1. Construire le mythe

La responsabilité du roman d'Alexander McArthur et H. Kingsley Long *No Mean City*², paru en 1935, est centrale dans la création du mythe des Gorbals. Le roman est publié dans un contexte d'ouverture de la littérature écossaise à la réalité du monde industriel moderne, dans un processus d'auto-examen. Les années trente voient en effet « la publication non seulement de romans ayant pour thème la vie industrielle, et pour objet la grande ville moderne, mais aussi d'essais politico-littéraires qui prennent à bras le corps le problème de l'industrialisation de l'Écosse et de ses effets désastreux »³. Edwin Muir dans

sectarianism that it describes was neither exclusive to Gorbals, nor representative of the vast majority of the people who lived there. The Catholic 'Cumbies' (who took their name from Hutcheson's Cumberland Street) and other gangs, such as Bridgeton's Protestant 'Billy Boys', were always minority groups. Media attention surrounding Gorbals' designation as Britain's largest post-war slum clearance scheme possibly focused national attention on the district's problems, but for whatever reasons, the urban myths that developed around Gorbals were and are largely inaccurate. Most natives never saw a cut-throat razor away from its place on the wash-stand, and although the smoke-blackened streets on the Victorian suburb contained the most overcrowded population in Britain, there were similar areas in every industrial city in the country; some better and others far worse than Gorbals. » Eric Eunson, *The Gorbals - An Illustrated Story*, Ochiltree, Stenlake, 1996, p. 3.

¹ « Working-class radicalism, gang fights and riotous football fans have all been aspects of life in Glasgow, but they have been exaggerated, as much by Glaswegians who take a perverse pride in their reputation for toughness, as by outsiders – be they Scots or foreigners – who find it easy to extend the grim exteriors of many of the buildings and rough speech of most of the inhabitants to a predisposition to criminality. » Bill Murray, *The Old Firm, Sectarianism, Sport and Society in Scotland*, Edinburgh, John Donald, 1984, p. 121.

² Alexander McArthur and H. Kingsley Long, *No Mean City: A Story of the Glasgow Slums*. Longmans, Green, 1935. Selon Burgess, *No Mean City* « presents a highly-coloured and probably over-simplified view of Gorbals life in the 'twenties, yet with a fair amount of demonstrably accurate social detail (Moir Burgess, *The Glasgow Novel*, Glasgow & Hamilton, GCC Cultural and Leisure Services & The Scottish Library Association, 1999, p. 82) Alexander McArthur est un boulanger qui, lorsqu'il perd son emploi, s'essaye à l'écriture. Il prend les taudis des Gorbals comme point de départ et produit deux romans qu'il envoie à l'éditeur londonien Longmans. Aucun n'est jugé publiable mais l'éditeur commissionne H Kingsley Long, un journaliste américain, pour écrire un roman avec Alexander McArthur. Les droits d'auteur vont à 75% à Long et 25% à McArthur. Malgré le succès de son roman, McArthur ne fait pas fortune et sa carrière d'écrivain ne décolle pas. Il ne publie qu'une nouvelle de son vivant et deux romans après sa mort, *No Bad Money* (Transworld Publishers, 1969), co-écrit par Peter Watts à partir de fragments laissés par McArthur et *The Blackmailer* (Glasgow, E. Rennie, 1948), dont l'histoire de la publication reste obscure. Dans *No Bad Money*, le sensationnalisme prend le pas sur le commentaire social (Moir Burgess, *op. cit.*, p. 82).

³ Keith Dixon, « Glasgow mythifiée dans *No Mean City* de McArthur et Kingsley Long » in *Écosse*,

Scottish Journey et Lewis Grassie Gibbon dans *Scottish Scene*, consacrent chacun un chapitre à Glasgow dans leur ouvrage. Ils utilisent le prétexte de la description des usines désaffectées et des taudis de la ville en crise dans les années trente pour dénoncer les maux de la société industrielle et développer « leur vision de la nécessaire transformation de la réalité sociale écossaise »¹. George Blake, de son côté, entreprend une œuvre de réalisme social dont les chantiers navals sont l'objet et les ouvriers, ingénieurs et entrepreneurs qui y travaillent les sujets. Dans son roman *The Shipbuilders*, également paru en 1935, il décrit ainsi les effets de la dépression sur les hommes d'un chantier naval. D'une manière générale, l'œuvre de Blake témoigne d'une « admiration raisonnée des travailleurs de la Clyde, et par extension des habitants de Glasgow »². Ces écrits contribuent à construire l'image d'une ville prolétarienne, expansive, chaleureuse, cosmopolite, toujours prête à la révolte, « synthèse explosive des éléments les plus négatifs et les plus néfastes d'un développement capitaliste anarchiste ; taudis inhumains, conditions de vie précaires, pollution de l'eau et de l'air, chômage endémique, violence et vandalisme et d'un espoir messianique [...] qui portait les noms de *Red Clyde*, *John Maclean*, le *Clyde workers Committee*, le *Scottish Labour College*, etc... », dont les traditions socialistes sont mises à l'honneur³. À rebours de cette vision valorisante de la classe ouvrière, les classes moyennes et la bourgeoisie glaswégiennes sont, pour leur part, la cible d'attaques plus ou moins valorisantes.

C'est dans ce contexte de renouvellement de la production littéraire des années trente que paraît *No Mean City*. Il est l'un des romans les plus lus de la période de l'entre-deux-guerres et a vraisemblablement eu, à ce titre, une influence certaine. Il est interdit d'acquisition par les bibliothèques de la ville par les *City Fathers* qui redoutent la mauvaise publicité qu'il peut faire à la ville. Les librairies refusent de le vendre⁴. La librairie *John Smith's* décide de ne pas en acquérir d'exemplaires et de ne pas en faire la promotion, ce qui ne va pas manquer de créer une attente, immédiatement comblée par le *Sunday Mail* qui

Littérature et Civilisation, N° 7-8, 1988, p. 70.

¹ *Ibid.*, p. 71. Edwin Muir (with an introduction by T. C. Smout), *Scottish Journey*, Edinburgh, Mainstream, 1996 [London, Heinemann, 1935], pp. 100-162, et Lewis Grassie Gibbon and Hugh MacDiarmid, *Scottish Scene or the intelligent man's guide to Albyn*, London, Jarrolds, 1934, pp. 136-147.

² *Ibid.*, p. 72.

³ *Ibid.*, pp. 72-73.

⁴ « No Mean City enraged Glasgow. It contained, for its time, remarkably raw descriptions of sex and violence. No local bookshop would sell it and libraries were forbidden to stock it. The *Glasgow Herald* refused to review it. But it created a huge stir beyond the city. » Cal McCrystal, « What made the Gorbals famous? Drunks, poverty, razor-gangs? The answer is none of these. The answer is a novel: Jeff Torrington belongs to a long tradition. » *The Independent*, 31 janvier 1993. Il est à noter que l'auteur de l'article semble avoir fait une erreur puisqu'une critique du *Glasgow Herald* a été publiée. Voir annexe II.

décide de le publier en feuilleton à partir du 3 novembre 1935¹. Le *Daily Express*, à Londres, procède de façon identique et les librairies d'Édimbourg en vendent des milliers d'exemplaires². L'ouvrage suscite une vraie curiosité et incite beaucoup de journalistes à venir sur le terrain vérifier la véracité de ce qui est dépeint dans le roman³.

Lors de sa première parution, les critiques dans les journaux insistent surtout sur le réalisme social que présente l'ouvrage⁴. L'important n'est pourtant pas là. La trame du roman est en effet clairement idéologique et construit un contre-mythe tout aussi puissant que celui construit dans les écrits de Blake, Grassie Gibbon et Muir. Ce roman d'exploration sociale contribue à la stigmatisation de la classe ouvrière qui y est dépeinte comme pauvre, dangereuse, primitive, animale, à peine socialisée et humanisée. À travers l'histoire de Peter Stark, le frère cadet du personnage principal du roman, *No Mean City* s'en prend directement au mythe de Glasgow la rouge et de sa tradition socialiste radicale. Être socialiste dans les Gorbals y apparaît comme le résultat d'un certain opportunisme et cynisme plutôt que d'un engagement politique sincère. L'action collective y est décrite comme inutile. La grève mène à la division et aux licenciements⁵. Bien que profondément pessimiste et méprisant envers la classe ouvrière, il est extrêmement populaire car il mobilise un ensemble de procédés qui suscitent l'adhésion d'un lectorat populaire :

D'abord c'est un roman aux effets faciles, laissant une large place à la violence et au sexe : mais cela n'explique pas tout. C'est un roman qui produit des effets de reconnaissance (beaucoup des faits qu'il relate sont véridiques) : dans l'appendice les auteurs citent les journaux de l'époque pour soutenir la vraisemblance documentaire de leur récit. L'idéologie n'est pas dans les faits, mais dans l'agencement, et dans les occultations multiples auxquelles il donne lieu. C'est un

¹ Seán Damer, « No Mean Writer? » in McCarra, Kevin, and Hamish Whyte (eds.), *A Glasgow Collection. Essays in Honour of Joe Fisher*, Glasgow, Glasgow City Libraries, 1990, p. 33.

² Stephen Watts, *op. cit.*, p. 160.

³ Robert Jeffrey, *Glasgow's Hard Men. True Crime from the Files of the Herald, Evening Times and Sunday Herald*, Edinburgh, Black & White, 2002, pp. 41-42 : « The Herald was not alone in acclaiming the book as a powerful, realistic view of hard life in Rutherglen Road, Thistle Street, Hospital Street, Crown Street – where the central character razor-king Johnny Stark lived – and McArthur's own Waddell Street. It was an immediate success, despite the antagonism of the city fathers who seemed blind to the realities of life in the slums. The Herald files show that down the years, a favourite ploy of feature-writers was to return to the Gorbals battlefields and speak to the people who lived the experience – the people who shared the pride and poverty of tenement life, the people who feared the gangs and the razor-slashers, the people who watched the battles on Glasgow Green. And, unsurprisingly, the general verdict of the eye-witness of the time is that McArthur got it right. His story of life on the south bank of the Clyde in the 1920s may not have been accurate in every last detail, but it came close enough to the truth to make it a valid piece of social history that can't be ignored. »

⁴ Voir la reproduction de quelques critiques en annexe.

⁵ Voir l'analyse détaillée de Keith Dixon, « Glasgow mythifiée dans *No Mean City* de McArthur et Kingsley Long », in *Écosse, Littérature et Civilisation*, N° 7 et 8, 1988, pp. 74-83.

roman qui se targue de produire des effets de connaissance : par le ton sociologique, par le détail des pratiques décrites, il donne l'impression au lecteur d'apprendre quelque chose sur un monde inconnu, de s'instruire en se divertissant. Enfin, c'est un roman qui flatte dans le sens des préjugés sociaux, et peut-être nationaux : l'utilisation des citations des journaux n'est pas un fait gratuit.¹

Le roman déclenche de nouveau une importante controverse dans les années quatre-vingt-dix quand il est question de rendre hommage à McArthur pour son roman². À cette époque, Pat Lally, leader du groupe travailliste au conseil municipal et enfant des Gorbals le caractérise comme étant « une œuvre de fiction caricaturale »³.

D'autres œuvres de fiction ont également contribué à la création du mythe du district. Le ballet d'Arthur Bliss, *Miracle in the Gorbals*, écrit pendant la première moitié des années 1940⁴, se déroule dans une rue glauque et met en scène des ivrognes, gangs, prostituées et un mendiant qui joue du violon. Un miracle se produit quand une figure christique appelée Stranger ressuscite un suicidé. Cette figure est toutefois reçue hostilement par ce qui pourrait être un membre du clergé qui a vraisemblablement peur de perdre son autorité. Il essaye de discréditer Stranger en le liant à la prostituée. Quand cela échoue, il fait tuer Stranger par un gang, ce à quoi le mendiant réagit en se couvrant le visage de désespoir et de honte⁵. Au théâtre, la pièce *The Gorbals Story*, écrite par Robert McLeish, est un succès populaire bien au-delà du public glaswégien⁶.

Dans son ouvrage sur les quartiers ouvriers de Glasgow⁷, Ian R. Mitchell montre que les districts ouvriers de la ville ont tous un certain nombre de points communs, dont celui de posséder une part non négligeable de logements dégradés, à l'exception notable de

¹ *Ibid.*, p. 83.

² Robert Jeffrey, *op. cit.*, p. 41.

³ *Ibid.*, p. 41 : « a distorted work of fiction ».

⁴ Le ballet reprend la thématique d'une nouvelle intitulée « Forsaken » écrite par Lewis Grassie Gibbon pour son ouvrage commun avec Hugh MacDiarmid, *Scottish Scene*, *op. cit.*

⁵ Ben Braber, *Jews in Glasgow. 1879 - 1939. Immigration and Integration*, London, Vallentine Mitchell, 2007, p. 10.

⁶ Alexander McArthur tentera en vain de faire reconnaître un acte de plagiat de la part de McLeish. McArthur avait proposé une pièce de théâtre intitulée *The Mystery of Gorbals Terraces* au *Unity Theatre* après se l'être vu refusée par le *Citizen's Theatre*. Le manuscrit aurait été ensuite confié à Robert McLeish. D'après Seán Damer, il y a des similitudes importantes entre les deux pièces et la lecture de la pièce de McArthur aurait fait germer l'idée de *The Gorbals Story* dans l'esprit de McLeish. Il n'y aurait donc pas eu de *Gorbals Story* sans *The Mystery of Gorbals Terraces* (Seán Damer, *op. cit.*, pp. 35-37)

⁷ Ian R. Mitchell, *op. cit.*

Dennistoun qui « fut, et reste, socialement, un îlot inébranlable de respectabilité »¹ dans les quartiers est de Glasgow :

Pour beaucoup de gens de la classe ouvrière habitant cette partie de la ville [*l'East End*], Dennistoun était le sommet de leurs ambitions sociales. Si les militants socialistes radicaux de Glasgow Green rêvaient d'emmener les classes ouvrières sur la terre promise, beaucoup d'entre eux se seraient contentés de s'installer à Dennistoun.²

Dennistoun est d'ailleurs le quartier ouvrier de Glasgow dont les résidents ont publié le plus d'autobiographies, Bridgeton et les Gorbals n'arrivant qu'en seconde position, d'après les estimations de Mitchell³. Toutefois, de tous les quartiers ouvriers de la ville, les Gorbals est vraisemblablement celui qui a été l'objet du plus grand nombre d'ouvrages publiés, si l'on tient compte des chroniques de la vie du quartier⁴, des ouvrages historiques⁵, des biographies et des récits autobiographiques de personnes qui y ont grandi. La littérature (auto)biographique est la plus abondante, très certainement justement en raison de l'aspect

¹ Ian R. Mitchell, *op. cit.*, p. 122 : « it was, and remains, socially an island of unflinching respectability ». Jusque dans les années soixante, Dennistoun avait par ailleurs la réputation d'être un quartier sobre (« dry »), dans une ville réputée pour l'abus d'alcool. Chaque district abrite également une poche de population, dont la proportion varie selon les districts, un peu plus aisée que celle du reste du district et regroupée en fonction de sa taille dans une rue seulement ou dans un ensemble de rues. Dans tous les cas, une ligne de chemin de fer, un parc, une usine, ou une rue servent de démarcation entre l'habitat des ouvriers respectables et les autres.

² *Ibid.*, p. 123 : « For many working-class folk in that part of the town, Dennistoun was the summit of their social ambitions. While socialist activists on Glasgow Green hoped to lead the working classes to the promised land, most of them would just have settled for Dennistoun. »

³ *Ibid.*, p. 129.

⁴ On peut notamment noter Rudolph Kenna, *Heart of Gorbals*, Ayr, Fort Publishing, 2004, qui recense, pendant la période 1900 – 2004, un grand nombre d'anecdotes, faits divers et autres histoires concernant la vie des Gorbals. Une large part est consacrée aux conditions de vie des habitants ainsi qu'à la transformation du district. Le travail publié par R. Kenna est le fruit de la lecture des publications (principalement la presse) de la période. L'objectif de l'auteur, tel qu'il le décrit lui-même, est de « capturer des effluves des Gorbals disparus » (p. 7).

⁵ Il n'existe aucun ouvrage de dimension historique détaillé à propos du district, qui mette en perspective les représentations dont il est l'objet avec la réalité des faits sur une période suffisamment vaste pour permettre une réelle compréhension de l'évolution des Gorbals. Les seuls ouvrages à perspective historique sont le fruit du travail du Gorbals History Research Group, qui n'a produit que des petits ouvrages introductifs. Il existe également des ouvrages à perspective historique illustrés par des photographies d'époques différentes, ce qui permet de se rendre compte à quel point le district a subi plusieurs métamorphoses radicales successives. Dans tous les cas, le lecteur est avant tout frappé par la description des conditions de vie extrêmement difficiles. Les ouvrages les plus utiles sont : Eric Eunson, *The Gorbals – An Illustrated History*, Ochiltree, Stenlake, 1996 ; Ronald Smith, *The Gorbals – Historical Guide and Heritage Walk*, Glasgow, Glasgow City Council, Cultural and Leisure Services, 1999. Le seul examen détaillé de l'évolution du district se trouve dans : J. G. Robb, « Suburb and Slum in Gorbals: Social and Residential Change 1800 – 1900 » in George Gordon and Brian Dicks (eds.), *Scottish Urban History*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1983, pp. 130-167.

mythique des Gorbals¹. Naître et grandir dans les Gorbals et avoir un destin suffisamment hors du commun pour s'autoriser une autobiographie ou être l'objet d'une biographie contribue par ailleurs en retour à alimenter le mythe. L'esprit des Gorbals est systématiquement invoqué pour expliquer la détermination et l'abnégation nécessaires à la réalisation de destins uniques. Tous insistent sur leur appartenance aux Gorbals et portent un regard nostalgique, voire complaisant, sur les valeurs que la vie dans le district leur aurait inculquées. Ainsi Pat Lally écrit-il dans son autobiographie : « Pourtant, c'était le quartier des Gorbals dans lequel j'avais grandi, un endroit auquel je suis toujours féroce-ment loyal, et que j'ai toujours aimé, comme la grande majorité des gens qui y sont nés »². Selon Paddy Crerand, c'est son enfance dans les Gorbals qui explique sa réussite³. Cet exercice de mythification est amené à son paroxysme par Ralph Glasser dans le quatrième ouvrage qu'il a rédigé sur les Gorbals⁴. Cet ouvrage n'est pas une description de la vie dans le district mais un travail introspectif à propos de l'indélébile influence, qu'il qualifie à plusieurs reprises de « génie », exercée par le district sur la vie de l'auteur⁵.

¹ Parmi les plus célèbres, la trilogie autobiographique de Ralph Glasser (voir note infra), les biographies de Pat Lally (ancien Lord Provost de la ville), dont le premier chapitre est informatif sur les conditions de vie dans le district, ou Pat Crerand (joueur de football professionnel de Glasgow Celtic puis Manchester United).

² Pat Lally, *Lazarus Only Done It Once*, London, HarperCollins, 2000, p. 4 : « Yet this was the Gorbals I grew up in, a place to which I am still fiercely loyal, and which, like the vast majority of folk who were born there, I have always loved. »

³ Paddy Crerand, *Never Turn the Other Cheek*, London, HarperCollins, 2007, p. xiii : « My life's philosophy was determined by my upbringing in Glasgow's Gorbals. I was a child of Irish Catholic immigrants and we led an impoverished, underprivileged existence – not that I knew it at the time. I became interested in politics at an early age and joined the Labour Party as soon as I could. There was a rumour that someone in the Gorbals voted for the Tories in the 1970s, but I don't believe it. » Paddy Crerand naît à Crown Street le 19 février 1939. Son père meurt pendant le bombardement allemand du chantier naval John Brown en 1941. Son épouse donne naissance à leur fille le lendemain. Elle se retrouve mère de 4 enfants, dont le plus âgé a 4 ans. Paddy Crerand joue presque 400 matchs pour Manchester United (avec qui il gagne la coupe d'Europe en 1968) et 120 pour les Celtic de Glasgow.

⁴ Ralph Glasser, *A Gorbals Legacy*, Edinburgh, Mainstream, 2000.

⁵ *Ibid.*, p. 8 : « It would be many years before I saw the presiding genius of the Gorbals, for its own inscrutable purpose, would never leave me. » ; « That the genius of the Gorbals kept me on course was not easy to accept, yet it was always with me, a reference point for feelings, contrasts, a way of placing distance between the immediate experience and 'what the Gorbals would have thought...' [...] » (p. 8) ; « I had never escaped from the Gorbals. I see now that its genius had sent me on a quest for something too fugitive to be the stuff of cold logic, an identity constantly explored but never accepted until I stood at Schiemann's Trench on the hill of windy Troy. » (p. 13) ; « The voices of the Gorbals were irrevocably part of me [...] and all the echoes joining them. » (p. 187) ; « In my beginnings I had seen the Gorbals as my enemy. A child has no room in its heart for shades of meaning. That the Gorbals might one day become an ally had never seemed possible. In all my subsequent battles with life, I had begun to see, unwillingly, that the Gorbals had presented a rough and ready code of tolerance with which to address life. My presence had acknowledged it. I had taken the Gorbals with me after all. » (p. 187).

Le mythe est suffisamment puissant pour donner envie de publier des souvenirs, des poèmes ou des histoires¹, ce qui doit nous inciter à une lecture prudente de certains témoignages dont la fiabilité peut être mise en doute. On peut notamment regretter que les ouvrages autobiographiques de Ralph Glasser comptent parmi les plus souvent cités et aient, de fait, une influence considérable sur la façon dont le district peut être perçu. La vision misérabiliste des Gorbals qu'il offre est pourtant souvent contrastée par d'autres témoignages. L'autobiographie d'Evelyn Cowan² est à ce titre rédigée dans une perspective bien différente de celle de Ralph Glasser. Dernier enfant d'une famille de douze dont le père meurt prématurément à l'âge de 46 ans d'une crise d'asthme lorsqu'elle n'a que six semaines, Evelyn Cowan donne une vision beaucoup plus mesurée de la vie dans les Gorbals entre les deux guerres. Elle ne nie pas la grande pauvreté dans laquelle la plupart des gens du quartier vivaient à cette époque (« C'était un monde de pauvreté qui n'était pas, à mes yeux, miséreux mais riche et heureux »³), ni la grande précarité dans laquelle le décès subit de son père plonge toute la famille⁴.

Pour autant, elle montre aussi que les fêtes religieuses et la vie de la communauté étaient porteuses de joies et de moments de bonheur familial. Bien entendu, vivre décemment nécessite des efforts très importants au quotidien, comme Evelyn Cowan le souligne fréquemment au travers du rôle éminemment central que jouait sa mère dans la cohésion et la gestion du foyer – mais cela était le cas dans tous les districts ouvriers de Glasgow. Après le décès de leur père, ses sœurs aînées se lancent dans l'éprouvant métier

¹ La plus célèbre autobiographie est la trilogie écrite par Ralph Glasser, fils d'immigrés juifs pauvres, né en 1916 dans les Gorbals (et décédé en 2002), qui a débuté comme « soap boy » chez un barbier puis a travaillé dans une usine de confection de vêtements du quartier avant d'obtenir une bourse à Oxford (où il s'est rendu à bicyclette), décernée après l'écriture d'un essai ('Has Science Increased Human Happiness?'). Dans son autobiographie, Ralph Glasser montre que ce succès est le résultat d'innombrables heures de lectures à la Mitchell Library après ses très longues journées de travail à l'usine. Ralph Glasser est par la suite devenu universitaire. Les récits autobiographiques (bien moins connus mais tout aussi utiles) incluent également Ellen McAllister, Peter Savage and Rena Silvestro, *Gorbals: The Way We Were*, Glasgow, Scotch Mist Productions, 1999 ; Eddie Perrett, *The Magic of the Gorbals, How we lived, loved and laughed 1914-60*, Glasgow, Clydeside Press, 1990 ; Jack Caplan, *Memories of the Gorbals*, Durham, Pentland, 1991.

² Evelyn Cowan, *Spring Remembered – A Scottish Jewish Childhood*, Penicuik, Southside Publishers, 1974.

³ *Ibid.*, p. 10 : « It was a world of poverty which, to me, was not misery, but rich and happy. »

⁴ *Ibid.*, p. 20 : « The welfare state did not arrive until some thirty years [after my father's death]. We were not cushioned by the benefits of today. My father had been a self-employed master tailor. Ma had no claim for any pension. We could, however, apply for money from the public assistance in the case of dire necessity; and so she did from time to time, although it was considered the last shame before the poor-house. At the time of my father's death our fortunes were at their lowest ebb. The ages of the family ranged from the eldest girl of nineteen down to myself at six weeks. [...] On his death every member of the family who was of working age, and some who were not legally so, went out into the City of Glasgow – job-hunting. »

de la vente ambulante de vêtements et de linge de maison avec une réussite certaine. Cela les amène à passer plusieurs semaines en famille chaque été à Rothesay sur l'île de Bute, où la vie est plus douce que dans les Gorbals et où les sœurs Cowan développent leur clientèle. Au bout d'un certain temps, cela leur procure aussi une toute relative aisance financière, qui s'accroît au fur et à mesure que les membres de la famille trouvent un emploi, quittent le foyer mais continuent à participer à certaines dépenses. Dans la pratique, cette réussite se concrétise par l'installation de Ma Cowan dans un quartier plus aisé du sud de la ville – Shawlands, où ses enfants qui avaient quitté le foyer l'avaient précédée – en mai 1932, dans un mouvement migratoire vers des conditions de vie meilleures que suivent de très nombreux juifs des Gorbals dès qu'ils en ont les moyens.

Dans le récit qu'il a publié sur la vie dans les Gorbals entre les deux guerres, Jack Caplan¹ tente aussi de battre le mythe des Gorbals en brèche :

Il n'est pas exagéré de dire que les Gorbals étaient connus à travers le monde pour ne pas être un endroit sympathique dans lequel vivre. Nous devons remercier pour cela la presse de caniveau pas chère et quelques écrivains dramatiques (dont un ou deux locaux) qui étaient déterminés à se faire de l'argent en produisant des textes que des éditeurs et journaux de mauvaise réputation trouvaient acceptables. Donc j'écris pour essayer de montrer que les Gorbals de Glasgow étaient, de mon temps, un endroit aussi agréable à vivre que n'importe quel autre quartier ouvrier de toute la Grande-Bretagne. Pas aussi agréable que certains, mais plus que la plupart. [...] La surpopulation dans les taudis était une honte nationale dans les années vingt et 1930, pas uniquement spécifique aux seuls Gorbals de Glasgow. Quelques-uns de nos gangsters jouaient du rasoir lors d'affrontements avec d'autres gangs. Cela se produisait à Soho tout aussi souvent. Donc, une bonne fois pour toute, la prochaine fois que les Rosbifs penseront à un rasoir, qu'ils l'associent au ... salon d'un barbier.²

¹ Jack Caplan a grandi dans les Gorbals entre les deux guerres, avant d'aller combattre pendant la Seconde Guerre mondiale et de passer trois ans et demi en captivité. Dans son récit autobiographique, il dépeint un district extrêmement vivant, animé et multiculturel. Il confère une place importante à la communauté juive, dont il est issu. Ses parents, Litvaniens, se sont installés à Glasgow en 1899. Son père est tailleur. Jack Caplan vit au 77 South Portland Street avec ses parents et ses six frères et sœurs, dans un *tenement* avec seulement deux familles à chaque étage, et des toilettes dans chaque appartement, privilège rare à cette époque. Il fait remarquer à plusieurs reprises qu'il est issu d'une famille aisée : « We were amongst the better-off families » (p. 7), ce qui est un élément majeur à considérer dans la lecture de son récit.

² Jack Caplan, *op. cit.*, pp. 106-107 : « It is no exaggeration to say the Gorbals was known throughout the world as being not a nice place in which to live. For this we have to thank the cheap gutter-press and a few dramatic writers (including a local or two) who were determined to cash in on the kind of material acceptable to non-reputable papers and publishers. [...] So what I am writing is an attempt to show that the Gorbals of Glasgow was, in my time, as good a place to live in as any working-class area in the whole of Britain. Not as good as some, but better than most. [...] Overcrowding in slums was a national disgrace during the '20s and '30s – not peculiar to the Gorbals of Glasgow alone. Some of our gangsters wielded razors when warring with other mobs.

Même s'il est important de tenir compte du fait que Jack Caplan n'a pas vécu dans les mêmes conditions que les familles de taille comparable qui s'entassaient dans des « single-ends » ou « room-and-kitchen », sa tentative de déconstruction du mythe des Gorbals mérite un examen attentif car il parvient à la replacer dans le contexte économique et social de son époque :

Le facteur principal, en ce qui concerne les mauvaises conditions de logement, le manque de sanitaires, le manque de nourriture et le chômage croissant, était que le pays venait juste de sortir de la Première Guerre mondiale. Les soldats démobilisés et leurs familles ne recevaient aucune allocation pour avoir combattu pendant « la dernière de toutes les guerres ». Au lieu de cela, leur combat pour survivre dans les années après-guerre était encore plus sinistre que les tranchées – et c'est hautement significatif car des dizaines de milliers d'entre eux sont morts dans et autour de ces trous de l'Enfer et de la Damnation boueux et infestés de rats. Les maladies de l'époque touchaient pratiquement toutes les familles : la tuberculose, le rachitisme, la pneumonie. Ces maladies étaient attribuées aux mauvaises conditions de logement et à la malnutrition. Les logements étaient infestés par les rats et les souris, les poux, les punaises, les cafards et les blattes pour alimenter les flots d'excréments qui débordaient souvent des toilettes communes des tenements, entre les étages. Voilà pour le pays digne des héros. Ce fut le sort réservé à trop de gens biens. Les affiches de la Première Guerre mondiale proclamaient : « Votre pays a besoin de vous ». On vous exhortait à vous battre et mourir, le cas échéant, pour la gloire de l'Angleterre. Mais, après cela, les pauvres diables qui avaient survécu furent jetés comme un paquet de guenilles. Ils avaient rendu service. Maintenant, en fait, s'ils demandent quelque chose à l'État en retour, on leur répond poliment s'aller « se faire voir ». Le mec de base est jetable.¹

2. La naissance du quartier

Les Gorbals sont un des rares quartiers de la ville qui a subi trois cycles complets de développement – redéveloppement en l'espace d'un siècle, tant et si bien qu'il ne subsiste aujourd'hui quasiment plus rien des *tenements* et édifices municipaux construits à la fin du

This happened in Soho just as often. [...] So, once and for all time, when the Sassenachs next think of open razors, let this be associated with ... barber-shops. »

¹ *Ibid.*, p. 4 : « The dominant factor, in relation to poor housing conditions, lack of proper sanitation, food shortages and growing unemployment, was the fact that the country had just emerged from the horrors of the First World War. Ex-servicemen and their families were not getting any benefits from 'the war to end all wars'. On the contrary, their fight for survival in post-war years was even grimmer than the trenches – and this is most eloquent indeed, for tens of thousands died terribly within and around those rat-infested mud holes of Hell and Damnation. The diseases of the time affected almost every family: tuberculosis, rickets, pneumonia. These ailments were attributed to bad housing and malnutrition. There was infestation of rats and mice, with lice, bed- and wood-bugs, cockroaches and beetles, to back up the rivers of excreta which often flowed from common lavatories on tenements, between floors. So much for the land fit for heroes. This was the lot of too many nice people. First World War posters had proclaimed: 'YOUR COUNTRY NEEDS YOU'. You were exhorted to fight and die, if need be, for the glory of England. But, after doing so, the surviving poor devils were discarded like a bunch of rags. Their purpose has been served. Now, in effect, if they ask something in return from the state, they are told politely to 'piss off'. The ordinary chap is expendable. »

dix-neuvième siècle et dans les premières années du vingtième siècle¹. L'histoire du quartier des Gorbals n'en est que plus riche et complexe, et c'est finalement peut-être ce qui lui confère une authentique singularité, documentée et indiscutable, loin des mythes qui se développent sur la base de représentations erronées.

Dans une ville en expansion constante, la situation géographique des Gorbals leur confère un attrait particulier. Les taudis sont à quelques minutes de marche de la splendeur architecturale victorienne. Les bâtiments érigés grâce aux fortunes colossales amassées par les industriels des chantiers navals, de l'industrie lourde, de la construction mécanique et de l'industrie chimique côtoient de près les masses laborieuses exploitées par ces derniers. De surcroît, le visiteur qui arrive à Glasgow traverse et surplombe les Gorbals en train avant d'arriver à Central Station, ce qui ne manque pas de laisser une impression durable.

Les Gorbals n'a pas toujours été un district où s'entassaient les couches miséreuses et exploitées par l'industrie en pleine expansion. Au début de son aménagement, les Gorbals n'est pas un district ouvrier. Au début du dix-neuvième siècle, la partie située à l'est des Gorbals, Laurieston, était un des plus prestigieux quartiers d'habitation de la ville et un exemple prestigieux d'aménagement urbain sur les rives sud de la Clyde, avec de larges rues dont les noms aristocratiques² reflétaient les aspirations d'excellence de leur développeur, David Laurie³.

Il se construit donc au début du dix-neuvième siècle dans les Gorbals des logements de qualité à destination des classes moyennes, chaque logement ayant sept à huit pièces ainsi qu'une ruelle à l'arrière pour le passage des calèches. Laurieston House est même considérée suffisamment élégante pour y loger George IV qui, finalement, ne viendra pas à Glasgow.

¹ Ronald Smith, *The Gorbals – Historical Guide and Heritage Walk*, Glasgow, Glasgow City Council, Cultural and Leisure Services, 1999. Il reste un *tenement* block le long de Gorbals Street, presque en face du Citizen's Theatre (il est muré) et un deuxième, qui est habité, sur Ballater Street.

² Les rues de Laurieston rappellent les comtes et ducs de Bedford, Eglinton, Norfolk, Oxford, Cumberland, Portland, Surrey et Warwick.

³ Rudolph Kenna, *op. cit.*, p. 11-12 : « Laurieston (1802 – 1830), bounded on the east by Buchan Street and Portugal Street and on the West by Bridge Street and Eglinton Street, was one of the most prestigious housing developments in early nineteenth century Glasgow. [...] Carlton Place, overlooking the river bank and consisting of two stately terraces, was named in honour of the Prince Regent, whose London home was Carlton House. A suitably grand place of worship, Gorbals parish church, designed by fashionable architect David Hamilton, was built at the east end of Carlton Place, and its 174-foot spire was for many years the principal landmark on the south side of the river. David Laurie tried to make Carlton Place as exclusive as its name implied by putting up gates at either end » ; Iain R. Mitchell, *op. cit.*, pp. 27-28.

D'autres développements immobiliers de qualité similaire sont érigés plus au sud au cours de la première moitié du dix-neuvième siècle¹. Le célèbre architecte glaswégien Alexander « Greek » Thompson construit dans les Gorbals des *tenements* pour classes moyennes entre 1856 et 1860² et vit dans le quartier, à Apsley Street, pendant une dizaine d'années, années pendant lesquelles il dessine les *tenement blocks* de Queen's Park Terrace³. Il faut attendre la création de lignes de chemin de fer qui permettent de relier Queen's Park, plus au sud, pour que les populations aisées quittent finalement l'endroit.⁴ Tout au long du dix-neuvième siècle, les constructions successives dans les Gorbals permettent le développement d'un quadrillage remarquable de larges rues bordées d'élégants *tenements* à quatre étages, dont certains sont dessinés par Alexander « Greek » Thompson⁵.

3. Les pires taudis d'Europe ?

L'installation des *Govan Iron Works* de l'industriel William Dixon en 1837 à Crown Street, dans la partie sud des Gorbals lui font déjà perdre une partie de son attractivité. Les haut-fourneaux de l'usine baignent les Gorbals d'une intense lumière nocturne et donnent naissance au surnom *Dixon's Blazes*⁶. Les vapeurs émanant des usines de Tradeston, un autre district un peu plus à l'ouest qui s'industrialise énormément, contribuent aussi à rendre le district moins confortable. Toutefois, ce dernier ne se vide pas de sa population aisée du jour au lendemain⁷. Dans les années 1870, Laurieston et Hutchesontown sont encore des quartiers assez nettement habités par les classes moyennes. Lorsque ces dernières quittent Laurieston, leurs logements sont subdivisés et occupés par les nouveaux arrivants, qui se logent ainsi près des usines dans lesquelles ils travaillent. Des logements sont progressivement érigés dans les arrière-cours des *tenements*, les « back lands », pour y loger toujours davantage de monde. Il en résulte qu'ils sont dépourvus d'ensoleillement et

¹ Il n'en reste rien aujourd'hui. Les logements érigés par les frères Laurieston sont quant à eux toujours debout, bien que ne servant plus à leur usage initial d'habitation. La banqueroute des frères Laurie les empêcha de construire une bonne partie de Laurieston.

² Ian R. Mitchell, *op. cit.*, p. 28 : « Though subsequently suffering multiple occupancy and deterioration, their demolition by Glasgow District Council was one of the greatest acts of vandalism in the city's history. »

³ *Ibid.*, p. 27-8.

⁴ *Ibid.*, p. 28.

⁵ Rudolph Kenna, *op. cit.*, p. 13 : « a new Gorbals of gridiron streets and handsome tenements of dressed stone – some designed by Alexander 'Greek' Thompson – was rising. »

⁶ *Ibid.*, p. 12.

⁷ *Ibid.*, p. 12.

ne sont pas suffisamment ventilés. Bien souvent, ils ne disposent pas de sanitaires en nombre suffisant¹. Ces constructions ne font qu'amplifier la surpopulation du quartier et la dégradation des conditions sanitaires.

Un siècle après la construction de Carlton Place à Laurieston par les frères Laurie, le quartier est finalement devenu une des pires concentrations de taudis d'Europe en dépit des efforts des autorités municipales pour résoudre le problème de la dégradation des logements dès les années 1840 quand apparaissent les premières tentatives d'éradication des taudis. En 1862, le *ticketing* est imposé, sans pour autant qu'il constitue une recette miracle contre la surpopulation des logements : « il n'était pas possible d'appliquer le ticketing sans générer une masse d'indigents et la surpopulation était devenue la norme à Hutchesontown à la fin du dix-neuvième siècle »². Avec l'établissement du *City Improvement Trust* (CIT) en 1866, les *City Fathers* se donnent les moyens de démolir les taudis des Gorbals et de l'*East End*. Le CIT a le pouvoir d'acheter et de condamner tout ce qui est impropre à l'habitation mais pas de construire de nouveaux logements. Ce sont les spéculateurs immobiliers qui se chargent de construire les *tenements* qui remplacent les taudis. Toutefois, ils doivent se conformer à des standards exigeants en termes de construction, de ventilation et d'aménagements sanitaires. Des *tenements* contenant des plus petits logements que ceux destinés aux classes moyennes commencent à être construits pour loger les ouvriers qui travaillent dans un district dont l'industrialisation s'accélère.

Petit à petit, les Gorbals deviennent un quartier d'immigrants dont les premiers commencent à affluer à partir des années 1820. Le quartier est d'abord peuplé par les populations immigrées des Highlands, puis des Îles et d'Irlande³, puis par les juifs d'Europe de l'est qui fuient les pogroms dont ils sont victimes. Les Irlandais qui fuient la famine (huit mille d'entre eux débarquent chaque semaine à Glasgow⁴) et les habitants des Hautes-Terres chassés par les évictions s'installent dans les vieux logements de l'ancien village et dans l'*East End* de la ville. Sous la pression démographique, les anciennes habitations héritées du vieux village des Gorbals deviennent de véritables taudis. Progressivement, une population en chasse une autre, plus aisée, qui va trouver des conditions de vie plus

¹ Il y avait en règle générale un seul sanitaire pour l'ensemble des appartements desservis par une même entrée, que l'on appelle « close ».

² Eric Eunson, *op. cit.*, p. 45 : « the ticketing system was ultimately unenforceable without creating mass destitution, and overcrowding had become the norm in Hutchesontown by the late nineteenth century. »

³ Le recensement de 1841 montre que sept résidents sur dix des Gorbals sont nés en Irlande.

⁴ Rudolph Kenna, *op. cit.*, p. 12.

agréables un peu plus au sud, dans les quartiers qui se développent à Govanhill, Crosshill, Mount Florida ou autour de Queen's Park. Le quartier est aussi terre d'accueil pour les immigrés italiens et devient ainsi l'un des quartiers les plus cosmopolites des îles britanniques :

À la fin du dix-neuvième siècle, le quartier élargi des Gorbals était devenu l'un des quartiers les plus cosmopolites de Grande-Bretagne et l'on pouvait y entendre parler du gaélique écossais et irlandais, de l'italien, du russe, du polonais, du lituanien et du yiddish dans les commerces, cafés et restaurants du quartier. Gorbals Cross faisait office de coin de rue du quartier où les fanatiques religieux, les radicaux socialistes et les avocats de la tempérance prenaient la parole, dans un nombre déconcertant de langues. Il y avait de la pauvreté dans le quartier mais également une diversité considérable¹.

Au moment de la Première Guerre mondiale, les Gorbals est un quartier où les conditions de vie sont très difficiles : la surpopulation², la subdivision des logements et l'absence d'entretien des *tenements* où s'entassaient les familles ouvrières précipitent leur dégradation. La pauvreté est endémique. Malgré les diverses structures de charité et l'entraide, le prêteur sur gages y a pignon sur rue, même si les habitants du district, malgré leur pauvreté, y ont recours avec réticence³. Cela n'empêche pas de s'y développer une intense vie de quartier, qui se perpétue entre les deux guerres et dans laquelle viennent se fondre les nouveaux arrivants⁴.

Les années de guerre sont des années pendant lesquelles la présence des adultes est minimale : les hommes sont au front et les femmes travaillent dans les usines de munitions. La construction de logements cesse pendant la guerre et les difficultés économiques après guerre ne permettent pas à la municipalité de faire face au nécessaire renouvellement des logements qui se dégradent et d'en construire d'autres pour loger une population qui continue de s'accroître même si beaucoup d'hommes du quartier meurent au front⁵.

La période d'entre les deux guerres est celle qui voit le quartier se dégrader de façon extrême. Les arrière-cours des *tenements* abritent quantités d'usines, d'ateliers, d'entrepôts et de moulins qui ajoutent à l'insécurité générale car le feu peut s'y déclarer à tout moment.

¹ Rudolph Kenna, *op. cit.*, pp. 14-15 : « By the end of the nineteenth century, the greater Gorbals had become one of the most cosmopolitan areas in the British Isles, and Scottish and Irish Gaelic, Italian, Russian, Polish, Lithuanian, and Yiddish could be heard in the district's shops, cafés and restaurants. Gorbals Cross was the area's speaker's corner, where religious zealots, socialists and temperance enthusiasts all had their say, in a bewildering variety of tongues. There was poverty in the district, but there was also considerable diversity. »

² En 1917, les Gorbals comptent 90 000 habitants.

³ Ellen McAllister, *op. cit.*, p. 27; voir également Rudolph Kenna, *op. cit.*, p. 15.

⁴ Ronald Smith, *op. cit.*, p. 10.

⁵ Ou alors rentrent estropiés.

Cette situation est l'héritage du *Finance Act* de 1910 de Lloyd George, qui avait porté un coup important aux Gorbals et à de nombreux autres quartiers urbains. La construction de *tenements* n'était dès lors plus rentable pour les investisseurs privés et les propriétaires n'avaient plus intérêt à procéder aux travaux d'entretien des logements dont ils étaient les bailleurs¹. La subdivision à l'extrême des logements dans les *tenements* engendre les « single ends », des logements d'une pièce dans lesquels tout le monde s'entasse et qui font office de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher où le lit trouvait sa place dans un renforcement du mur. L'absence de sanitaires adéquats par rapport au nombre d'habitants permet la prolifération des maladies, notamment la dysenterie. Ralph Glasser fait la description suivante de l'immeuble dans lequel il vécut quand il était petit garçon dans les années vingt :

Le bâtiment victorien, en grès rose noirci par la fumée des Dixon's Blazes, se délabrait. Les lames de parquet fendues et cassées cédaient quelque fois sous vos pieds. La plomberie minimale était constamment à la limite de rendre l'âme. Les murs intérieurs étaient couverts de taches issues d'une longue succession de tuyaux qui avaient éclaté ou de fuites mal colmatées. Les rats et les souris étaient libres de leurs mouvements et semblaient partager le logement avec nous à contrecœur, comme si nous étions les intrus et eux les occupants de bon droit. Bien que chaque famille installât des pièges toutes les nuits, et que des douzaines de chats en maraude, dont certains étaient à moitié sauvages, menaient des patrouilles sanglantes, la population des rongeurs ne semblait pas diminuer de façon visible. Dans les immeubles courants, six à huit appartements partageaient deux cabinets de toilette coincés dans un minuscule palier intermédiaire entre deux étages. Il fallait bloquer la porte en mauvais état avec son pied ou avec une cale en bois. Et quand la chasse d'eau ne fonctionnait pas ou que le tuyau d'évacuation était bouché, ce qui se produisait souvent, le sol était très vite inondé et le trop-plein se déversait dans la cage d'escalier principale. Lorsque l'on allait aux toilettes, il ne fallait pas oublier de prendre du papier journal, non seulement pour s'en servir comme papier toilette mais également pour enlever l'excrément et l'urine des semelles de ses chaussures avant de retourner dans l'appartement.²

¹ Frank Worsdall in Joseph McKenzie, *op. cit.*

² Ralph Glasser, *op. cit.*, p. 8 : « The Victorian building, in red sandstone blackened by smoke from Dixon's Blazes, was in decay. Splintered and broken floor boards sometimes gave way under your feet. The minimal plumbing hovered on the verge of collapse. Interior walls carried patches of stain from a long succession of burst pipes or ill-mended leaks. Rats and mice moved freely, seeming to share the accommodation with us grudgingly, as if we were the intruders and they the rightful occupiers. Although every family set traps night after night, and dozens of marauding cats, some half-wild, maintained bloody patrols, the rodent population did not noticeably diminish. On the common staircases, six or eight flats shared two lavatories each tucked into a tiny intermediate landing between two floors. You had to hold its decrepit door shut with your foot or wedge it with a lump of wood. And when the flush system did not work or the soil pipe was blocked, which was often, the floor was soon awash and the overflow spread freely down the main staircase. Going to the lavatory we had to remember to carry a supply of newspaper, not only for use as toilet paper but also to clean the soles of our boots of excrement and urine before going back into the flat. »

La description que fait Ralph Glasser d'un ami d'enfance et plus généralement des enfants des Gorbals est évocatrice des conditions sanitaires de l'époque :

Charlie était frêle, il avait les épaules anormalement hautes, résultat d'une déformation de l'épine dorsale qui avait également arrondi sa poitrine de telle manière qu'il ressemblait à un tonneau. La malnutrition était monnaie courante dans les Gorbals et elle aggravait les malformations de naissance. Le rachitisme était répandu. Beaucoup d'enfants présentaient des os et des articulations déformées, des jambes arquées, des genoux cagneux, des membres de longueur différente. Certains se déplaçaient en faisant cliqueter leur jambe enserrée dans des montants métalliques entre la cheville et le genou, ou martelaient le sol avec une armature en fer attachée à la semelle de leur chaussure, mécanisme destiné à faire fonctionner une jambe plus courte ou arquée comme si elle était de longueur identique à l'autre. On en voyait tous les jours.¹

Les années après-guerre sont marquées par une activité économique en recul et un chômage important, tous deux considérablement amplifiés par la crise de 1929. Le récit du Docteur George Gladstone Robertson, médecin dans les Gorbals entre les deux guerres décrit sans ambiguïté à quel point la pauvreté, la promiscuité, l'alcool, la maladie, la violence domestique et la mortalité infantile sont des fléaux quotidiens². Beaucoup de familles sont obligées de vivre avec des revenus extrêmement faibles, et n'ont pas d'autre solution que de recourir, bien souvent à contrecœur, à l'aide fournie par la paroisse pour s'habiller et se chauffer.

La pauvreté endémique qui sévit dans les Gorbals à cette époque est également illustrée de façon frappante par les enfants du district qui n'ont pas de chaussures à se mettre aux pieds, y compris en plein hiver :

De l'humidité provenant de la neige à moitié fondue sur les trottoirs s'infiltrait à travers le carton que j'avais mis dans mes chaussures pour colmater les trous de mes semelles. Certains enfants n'avaient rien du tout aux pieds, donc j'avais de la chance.³

Les conditions de vie qui ont fait la réputation du quartier entre les deux guerres ne disparaissent pas d'un coup de baguette magique après la Seconde Guerre mondiale. Parmi

¹ *Ibid.*, p. 2 : « Charlie was slightly built, with abnormally high shoulders, the result of some spinal deformity which had also rounded out his chest so that he looked barrel-shaped. Malnutrition was rife in the Gorbals, exacerbating any abnormalities from birth. Rickets was common. Many children had bone and joints deformities, bow legs, knock knees, limbs of unequal length. Some clanked along with a leg enclosed in iron struts from ankle to knee, or thumped the ground with an iron frame attached to the sole of a boot, a device to make a short or bowed leg function as though it were of equal length with the other. These were everyday sights. »

² George Gladstone Robertson, *Gorbals Doctor*, London, Jarrods, 1970. Voir en particulier les chapitres 4 « Anatomy of violence » (pp. 53-63) et 10 « The Gorbals myth » (pp. 128-137).

³ Ralph Glasser, *op. cit.*, p. 9 : « Moisture from half-melted snow on the pavements seeped through the cardboard I had put in my boots to cover the holes in my soles. Some of the children had nothing on their feet at all, so I was lucky. »

les nombreux témoignages disponibles, celui de Paddy Crerand est d'autant plus significatif qu'il ne propose pas une vision misérabiliste de la vie dans le quartier :

Avec le recul, je me rends compte que nous vivions dans la misère. Mais, à l'époque, nous ne connaissions rien d'autre et je ne me suis jamais senti brimé. Nous obtenions nos habits par l'Église et même si nous étions désespérément pauvres, nous essayions toujours de donner le change. L'Église nous donnait des chaussures, de grosses chaussures lourdes qui auraient duré cent ans mais on essayait de ne pas les mettre. Nous n'avions jamais faim et j'étais heureux à passer tout mon temps à jouer au foot.¹

La tradition cosmopolite du quartier perdure. Une petite communauté asiatique s'est formée dans les années 1930. Elle est composée de musulmans du Pendjab occidental² et d'Hindous et de Sikhs du Pendjab oriental.³ Les premiers asiatiques sont des marins embauchés dans la marine marchande britannique. Ils forment une communauté repliée sur elle-même. En 1940, la communauté musulmane convertit un appartement des Gorbals en mosquée, la première en Écosse. L'année suivante, les Sikhs acquièrent un temple rudimentaire dans South Portland Street, toujours dans les Gorbals⁴. Le mélange des origines parmi les résidents des Gorbals conduit Lewis Grassie Gibbon à décrire le quartier, en 1934, comme étant « incroyablement non-écossais », ce qui lui confère, toujours selon Lewis Grassie Gibbon, un caractère complètement singulier⁵.

Le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale stoppe l'immigration asiatique. Une partie de la communauté s'engage dans l'armée britannique, quelques-uns rentrent dans leur pays d'origine, le reste travaille dans les usines et se trouve pour la première fois

¹ Paddy Crerand, *op. cit.*, p. 5 : « With hindsight I realize we lived in abject poverty, but at the time we didn't know any different and I never felt hard done by. We used to get our clothes from the church and even though we were desperately poor, we always tried to show otherwise. The church used to give us boots, big clumpy ones that would have lasted for a hundred years, but we tried not to wear them. We were never hungry and I was happy playing football all the time ». Voir l'ensemble du premier chapitre de son autobiographie, « Heart of the Gorbals », pp. 1-22.

² Région actuellement située au Pakistan.

³ Région actuellement située en Inde.

⁴ Rudolph Kenna, *op. cit.*, pp. 18-19.

⁵ Lewis Grassie Gibbon and Hugh MacDiarmid, *op. cit.*, p. 144 : « It is coming on dark, as they say in the Scotland that is not Glasgow. And out of the Gorbals arises again that foul breath as of a dying beast. You turn from Glasgow Green with a determination to inspect this Gorbals on your own. It is incredibly un-Scottish. It is lovably and abominably and delightfully and hideously un-Scottish. It is not even a Scottish slum. Stout men in beards and ringlets and unseemly attire lounge and strut with pointed shoes: Ruth and Naomi go by with downcast Eastern faces, the Lascar rubs shoulder with the Syrian, Harry Lauder is a Baal unkeened to the midnight stars. In the air the stench is of a different quality to Govan's or Calamchie's, - a better quality. It is haunted by an ancient ghost of goodness and grossness, sun-warmed and ripened under alien suns. It is the most saving slum in Glasgow, and the most abandoned. Emerging from it, the investigator suddenly realizes why he sought it in such haste from Glasgow Green: it was in order that he might assure himself there were really and actually other races on the earth apart from the Scots! »

en proche contact avec le reste des habitants de la ville. L'immigration asiatique atteint son apogée à la fin des années cinquante et au début des années soixante. Les Gorbals sont alors le principal lieu d'installation en Écosse des nouveaux arrivants.

Ce sombre tableau ne doit pourtant surtout pas occulter le fait que, malgré les conditions de vie très difficiles, les occasions de se divertir dans les Gorbals sont nombreuses entre les deux guerres. En plus du pub, le cinéma et le music-hall sont extrêmement populaires. Il y a quatre cinémas dans le district, plusieurs salles de danse et salles de music-hall ainsi qu'une bonne centaine de pubs¹. À son apogée en tant que ville du cinéma², il y avait plus de cinémas par habitant à Glasgow que dans n'importe quelle autre ville au monde, à l'exception des villes américaines. L'engouement des Glaswégiens pour le cinéma concourt à la construction de salles à un rythme très élevé dans les premières décennies du vingtième siècle. *Green's Playhouse* à Renfield Street était la plus grande salle d'Europe avec 4 200 places à son ouverture en 1927. La plus grande chaîne de cinémas britannique, l'ABC, fut créée à Glasgow. Il y eut jusqu'à cent trente salles de cinéma à Glasgow³. Le divertissement inclut aussi quelques mythiques comédiens ainsi que les pantomimes⁴. Ces derniers déburent dans les Gorbals au *Royal Princess's Theatre*, qui deviendra le *Citizen's Theatre*. Glasgow était, selon les mots de Jack House, « folle de pantomime »⁵. Ralph Glasser raconte aussi comment les bains publics sont un lieu de rencontre très fréquenté où chacun vient chercher le réconfort de la vapeur et de l'eau chaude plusieurs fois par semaine⁶. Les bains publics des Gorbals sont les plus populaires de Glasgow.

Les nombreux témoignages⁷ et les photographies disponibles⁸ apportent la preuve indéniable des conditions de vie difficiles et de la pauvreté qui régnaient dans les Gorbals

¹ The Gorbals History Research Group, *Third Time Lucky? The History and Hopes of the Gorbals*, Glasgow, The Gorbals History Research Group, 1994.

² « Cinema City ».

³ The Words and Stones, *op. cit.*, p. 54. Voir pp. 54-57 pour l'importance du cinéma à Glasgow comme loisir populaire dans la première moitié du vingtième siècle : « For more than 50 years, a night at the pictures was Glasgow's main form of entertainment and throughout the Thirties, Forties and Fifties, the cinema was as much part of small communities throughout the country as the pub or the Post Office. »

⁴ *Ibid.*, p. 54-55. Parmi les comédiens, Tommy Lorne, Willy Fyffe, Frank et Doris Droy, Dave Willis, Tommy Morgan et plus récemment, Billy Connolly.

⁵ *Ibid.*, p. 54 : « pantomime daft. »

⁶ Ralph Glasser, *op. cit.*

⁷ J'ai notamment pu consulter au *Scottish Jewish Archive Centre* les retranscriptions d'une soixantaine de témoignages de résidents juifs des Gorbals entre les deux guerres.

⁸ Pour les années avant la Seconde Guerre mondiale, la Mitchell Library possède un fond très

entre les deux guerres puis dans les années cinquante et soixante, jusqu'à ce que le district soit progressivement rasé et reconstruit à partir de la fin des années cinquante. Rien pourtant ne laisse réellement supposer que les conditions de vie étaient significativement plus difficiles que dans les autres districts ouvriers et pauvres de la ville¹. Helen Allan, dans un témoignage de la vie dans le district de Garngad², décrit une vie difficile, frugale, rythmée par les tâches pénibles de la vie quotidienne, notamment la lessive. Le travail dans les usines est épuisant, dangereux et « dans des conditions qui frôlaient l'esclavage »³. Hugh Savage, dans sa description des conditions de vie à Bridgeton dans l'*East End* de la ville entre les deux guerres, met également en avant l'absence de sanitaires en nombre suffisant au regard du nombre d'habitants par *tenement* et l'absence de travaux de rénovation et d'entretien ainsi que l'extrême pauvreté engendrée par le chômage⁴.

4. Gangs, violence et intolérance religieuse

L'image de Glasgow reste étroitement associée à la présence de gangs, y compris actuellement. Sans surprise, les gangs de Glasgow continuent d'être régulièrement l'objet

important, accessible à l'adresse suivante :

<http://www.mitchelllibrary.org/virtualmitchell/index.php> Les années soixante sont également très bien documentées à travers notamment les clichés d'Oscar Marzaroli (Oscar Marzaroli, *Glasgow's People 1956 – 1988*, Edinburgh, Mainstream, 1993 et Oscar Marzaroli, William McIlvanney, Joe Fisher and Cordelia Oliver, *Shades of Grey*, Glasgow 1956 – 1987, Edinburgh, Mainstream, 1987) et ceux de Joseph McKenzie, (Joseph McKenzie, *Gorbals Children. A Study in Photography*, Glasgow, Richard Drew, 1990).

¹ Entretien avec Robert Peat, le 26 novembre 2009, à l'occasion d'une exposition de photographies prises par ce dernier. La quarantaine de photographies exposées ont été prises en 1967 et 1968 par ce dernier, âgé de 21 ans à l'époque. Les clichés ont été pris un peu partout dans Glasgow, là où il y avait des *tenements*, y compris dans les Gorbals (l'auteur n'a pas consigné de façon précise les lieux où ont été pris les clichés). Il est frappant de remarquer la noirceur et l'état de délabrement des bâtiments : gravats, vitres cassées, graffitis, détritiques sont omniprésents. D'après Robert Peat, l'état de délabrement des *tenements* n'est absolument pas spécifique aux Gorbals. Il cite notamment le district de Cowcaddens, au nord du centre-ville, et de façon générale, l'ensemble des districts où il y avait encore des *tenements* à l'époque où les clichés ont été pris.

² Ce district est situé au nord du centre-ville. Helen Allan, *The Giants Don't Cry. Life on the Garngad Hill*, Glasgow, Helen Allan, [n.d.], pp. 1-10. Ian R. Mitchell montre également que la vie dans le district de Garngad était rendue particulièrement difficile par la pollution rejetée par les usines chimiques, dont l'immense St Rollox Chemical works, propriété de Charles Tennant, qui emploie jusqu'à 2 000 ouvriers, très mal payés, non-syndiqués et majoritairement issus de l'immigration irlandaise. L'usine fonctionne jusqu'au milieu des années soixante. La municipalité y rase des taudis dans les années 1930 et renomme le district Royston. Le district fut le lieu d'émeutes sectaires relativement fréquentes dans les années 1930 (Ian R. Mitchell, *Clydeside*, pp. 82-94).

³ Helen Allan, *op. cit.*, p. 5 : « in conditions verging on slavery. »

⁴ Hugh Savage, *Born up a Close: memoirs of a Brighton boy*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2006, pp. 89-94.

d'articles dans les journaux à sensation. Ils trouvent également épisodiquement une place dans les journaux plus sérieux.¹ Le rapport *Breakthrough Glasgow. Ending the costs of social breakdown* mentionne la présence de 170 gangs à Glasgow en 2008². Les Gorbals sont particulièrement célèbres pour la violence qui y règne entre les deux guerres à cause des gangs, les fameux « razor gangs », dont la présence est très souvent associée de façon simpliste au quartier. Comme nous l'avons vu, ce dernier doit en grande partie cette réputation peu flatteuse au roman *No Mean City*, dont l'héritage est régulièrement rappelé³. Là encore, il apparaît nécessaire de remettre cet aspect de la vie du district dans le contexte de la ville tout entière et démêler ce qui relève des faits de ce qui appartient au sensationnalisme.

Comme le remarque Seán Damer, la réputation nationale et internationale de la ville repose sur une imagerie essentiellement masculine qui ne s'est pas uniquement développée à partir de l'existence des gangs, ainsi que des bagarres et des durs à cuir qui les accompagnent, mais qui associe également l'alcool, le football, le sectarisme, les chantiers navals et le socialisme radical. Bien que cette imagerie ne soit aucunement spécifique aux Gorbals⁴, elle a effectivement largement contribué à sa réputation⁵.

¹ Voir notamment le *Herald*; Colette Douglas Home, « Revealing insight into the parallel world of gangs », *Herald Scotland*, 4 septembre 2007 ; « Glasgow 'has more gangs than London' », *The Evening Times*, 5 février 2008.

² The Centre for Social Justice, *Breakthrough Glasgow. Ending the costs of social breakdown*, London, The Centre for Social Justice, 2008, p. 13.

³ Cal McCristal, « What made the Gorbals famous? Drunks, poverty, razor-gangs? The answer is none of these. The answer is a novel: Jeff Torrington belongs to a long tradition. Cal McCristal unravels the tragic story of another novelist, who first gave the Glasgow slum its notoriety », *The Independent*, 31 janvier 1993; Reg McKay, « Razor gangs ruled the streets but even in the violence of pre-war years, one man stood out », *The Daily Record*, 19 octobre 2007.

⁴ Seán Damer, *op. cit.*, p. 153.

⁵ Voir par exemple le récit par Ellen McAllister d'une sortie à la salle de danse le samedi soir :

« We also patronized other halls like the Locarno, the Albert and the Berkeley. For excitement we went to the Tower at the Round Toll in Cowcaddens and to the West End in George's Road where the men had wee cigarette ends stuck behind their ears. When they asked you to dance, they always buttoned up their jackets before they took to the floor. When the dance ended, they unbuttoned their jackets again. This seemed to be a habit on Glasgow, especially in the tough dance halls. Razor gangs were prevalent and a lot of trouble was caused by these gangs in the dance halls. I remember seeing the leader of the Bee Hive in the Gordon ballroom in Paisley Road, a small, dark-haired man who wore his hair sleeked back like George Raft. He had very dark eyes and was reputed to be a very mean and vicious street fighter. The Bee Hive gang stood at the corner of Cumberland Street and Hospital Street. There was an ironmonger there called the Beehive. The gangs' girlfriends were called the Queen Bees and the 'young mob' were known as the Wee Hive. Their arch-enemies seemed to be the San Toi from Calton and no Calton man was allowed to cross the Albert Bridge to Crown Street without being 'claimed'. I believe this practice continued until the late 1950's. Gorbals and Hutchesontown men considered themselves very macho and a lot of them acted like James Cagney or George Raft. A lot wore black shirts and suits like Raft. Of course, at that time,

Les études sérieuses sur les gangs de Glasgow sont peu nombreuses et se sont surtout concentrées sur la période d'entre-les-deux-guerres¹. Sans nier l'existence des gangs dans les Gorbals, elles montrent que le phénomène n'est tout simplement pas spécifique aux Gorbals. Dans les années vingt et trente, tous les quartiers ouvriers de Glasgow sont le théâtre des agissements de gangs qui ont une identité éminemment territoriale, reflétée par leur nom². L'activité des gangs répond à une association de facteurs convergents et exacerbés pendant les périodes de difficultés économiques. Dans les districts ouvriers de Glasgow, la persistance du sectarisme religieux, avec une forte dimension territoriale, associée au chômage de masse pendant les années trente et les revers de l'économie locale forment un terreau propice à la violence. Le chômage de masse³ allonge le temps passé dans les gangs vers un âge plus avancé et favorise la mutation vers la criminalité organisée⁴. Parmi le grand nombre de gangs qui opèrent dans les quartiers ouvriers de la ville, le plus connu n'est pas originaire des Gorbals mais de l'*East End* : ce sont les Billy Boys de Bridgeton⁵. Certains gangs combinent leur identité territoriale avec une identité religieuse, bien que la relation entre territoire et religion ne soit pas toujours clairement établie dans la genèse des conflits entre gangs. Toutefois, il apparaît que les conflits mettant aux prises les gangs de l'*East End* de la ville, à Bridgeton notamment, contenaient une forte dimension religieuse alors que ceux qui impliquaient les gangs du sud de la ville relevaient davantage de problématiques territoriales⁶. Dans les Gorbals, les rivalités entre gangs semblent s'être

we were fed on a diet of American gangster films and a lot of the young boys thought they were the Dead End Kids. » (Ellen McAllister, *op. cit.*, p. 30).

¹ Voir l'article de Andrew Davies à propos des Beehive Boys, célèbre gang des Gorbals, pendant les années 1930 (Andrew Davies, « Street gangs, crime and policing in Glasgow during the 1930s: the case of the Beehive Boys » in *Social History*, vol. 23, n° 3, 1998, pp. 251-267). Voir également l'étude de Bill Murray (Bill Murray, *op. cit.*, pp. 143-162). L'observation de terrain de James Patrick, *A Glasgow Gang Observed*, London, Eyre Methuen, 1973, concerne la fin des années soixante.

² Parmi les plus célèbres, on peut mentionner: The Butney Boys (Maryhill) The South Side Stickers, The Bridgeton Billy Boys, The Calton Entry, The Beehive Boys (du nom d'un magasin situé au coin de Thistle Street and Cumberland Street dans les Gorbals). Dans les Gorbals, les gangs sont les Beehive Boys, les South Side Stickers et les Liberty Boys.

³ C'est le cas dans les années 1930 et à partir des années soixante.

⁴ Andrew Davies, *op. cit.*, pp. 252-253.

⁵ Les Billy Boys voient le jour en 1924 et en quelques semaines revendiquent 800 membres. Pendant les dix années qui suivent, leur présence est indissociable des marches orangistes et des matchs des Rangers. Lors de ses funérailles en juillet 1962, le fondateur des Billy Boys « King Billy » Fullerton attire une foule de 1000 personnes qui forment un cortège pour l'accompagner au cimetière de Riddrie. Ce personnage est célébré dans le poème d'Edwin Morgan « King Billy » (Edwin Morgan, « King Billy » in Hamish Whyte (ed.), *Noise and Smoky Breath. An Illustrated Anthology of Glasgow Poems 1900 – 1983*, Glasgow, Third Eye Centre & Glasgow District Libraries Publications Board, 1983, pp. 54-55).

⁶ Andrew Davies, *op. cit.*, p. 254.

cristallisées sur des questions de territoire plutôt que de religion. Les Gorbals sont un quartier cosmopolite, avec une forte communauté catholique, une communauté juive importante et une population protestante significative mais loin d'être aussi importante que dans des quartiers tels que Bridgeton, Govan ou Partick. L'absence d'une forte présence orangiste, contrairement à Bridgeton, semble avoir concentré les rivalités des gangs dans les Gorbals sur des questions de territoire. Les *Beehive Boys* étaient composés à la fois de catholiques et de protestants. La rivalité la plus souvent commentée opposait les gangs des Gorbals à ceux de Calton, district situé juste de l'autre côté de la Clyde¹.

L'activité des gangs n'était pas confinée aux Gorbals (ni à l'*East End*) ni à la période de l'entre-deux-guerres, comme le montre la chronique des Gorbals compilée par Kenna.² Robert Jeffrey rapporte que l'existence des gangs à Glasgow remonte en fait aux années 1870 avec un gang appelé *Penny Mob*³. La menace des gangs semble avoir varié en intensité au fil du temps. Elle atteint des proportions significatives dans les années trente et soixante, abondamment relayée, et souvent dramatisée, par la presse⁴. Dans son autobiographie⁵, Sir Percy Sillitoe⁶ y contribue à sa manière, en consacrant une partie de son récit à son énergique action pour éradiquer la culture de gangs de la ville. Le relogement des populations dans les cités de logements sociaux en périphérie tels que Castlemilk, Drumchapel, Pollok et Easterhouse déplace l'activité des gangs à partir des années soixante⁷. Dans son étude (controversée⁸) d'un gang de Glasgow, James Patrick⁹ rapporte qu'il a entendu le nom de soixante-neuf gangs différents opérant sur l'ensemble du

¹ *Ibid.*, p. 255.

² « Hooligans reportedly disturbed the peace in Crown Street 'night after night'. (1903) »; « The people of the Gorbals were plagued by the Tim Malloy band of hooligans, a mainly Catholic gang of youth. (1905) » Rudolph Kenna, *op. cit.*, p. 27. Voir également Bill Murray, *op. cit.*, pp. 147-148.

³ Voir Robert Jeffrey, *op. cit.*, pp. 43-50 pour une discussion sur l'évolution des gangs à Glasgow. Jeffrey propose toutefois une perspective journalistique. Selon Jeffrey, depuis l'apparition des gangs à Glasgow, il y en aurait eu plus de 600, dont certains se sont transmis de génération en génération. Ancien rédacteur en chef du *Glasgow Herald*, Jeffrey a publié sept ouvrages sur les gangs et la criminalité à Glasgow. Voir également Seán Damer, *op. cit.*, pp. 148-153.

⁴ Bill Murray, *op. cit.*, pp. 146-150.

⁵ Sir Percy Sillitoe, *Cloak Without Dagger*, London, Cassell, 1955.

⁶ Sir Percy Sillitoe est Chief Constable à Glasgow de 1931 à 1943. Il est nommé après avoir démantelé les gangs de Sheffield. Il est réputé pour avoir très sérieusement mis à mal la culture de gangs de Glasgow et avoir autorisé la police à être plus dure que les gangs eux-mêmes.

⁷ *Ibid.*, pp. 1-55.

⁸ L'étude de James Patrick (James Patrick, *A Glasgow Gang Observed*, London, Eyre Methuel, 1973) repose sur douze rencontres avec les membres d'un gang de Maryhill (quartier situé au nord-ouest du centre-ville) entre octobre 1966 et janvier 1967, soit, selon l'auteur, 120 heures d'observation.

⁹ C'est un pseudonyme.

territoire de la ville¹. Il remarque que les noms des gangs majeurs et historiques des quartiers centraux sont transportés en périphérie et adaptés à leur nouvel environnement. Ainsi, les *Cumbies* deviennent les *Castlemilk Cumbies*, du nom de l'immense quartier de logements sociaux construit au sud est de la ville au début des années cinquante. Pour autant, il estime qu'il faut se garder d'une analyse trop alarmiste de l'existence d'un nombre aussi important de gangs tant le terme couvre un large spectre de réalités, du rassemblement irrégulier, spontané et inoffensif de quelques jeunes au coin d'une rue, aux gangs qui n'existent plus que dans la mémoire collective et ceux qui disparaissent aussi vite qu'ils apparaissent en passant par ceux qui existent vraiment mais dont la taille et les activités sont très variables².

Il rejoint en cela Seán Damer qui insiste sur la nécessité de mettre la réalité des gangs en perspective, ce que justement *No Mean City* ne fait pas :

Les gangs de Glasgow furent des créations de la pauvreté et du chômage. Vu sous cet angle, il y a toujours eu des gangs dans les grandes villes britanniques, pas seulement à Glasgow. La violence délibérée entre gangs était réelle, même si la presse et des livres tels que *No Mean City* en ont tiré des publications à sensation. Les gangs étaient constitués d'un noyau dur de guère plus d'une douzaine de membres, bien qu'il y ait eu bien davantage de prétendants et de parasites. On utilisait des lames de rasoir, même s'il est certain qu'il y avait plus de jeunes hommes qui en portaient que de jeunes hommes qui les utilisaient.³

Il a existé, et existe toujours, à Glasgow une criminalité importante qui va bien au-delà du simple mythe des « razor gangs ». La violence engendrée par un groupe de jeunes qui défend son territoire et dont l'enjeu est celui de la reconnaissance de ses membres au sein d'un groupe est bien différente de la criminalité organisée pour qui les bagarres de rue sont plutôt anecdotiques. Ainsi, les *Beehive Boys* étaient considérés par la police comme la plus sérieuse menace à Glasgow pour les biens des habitants. En conséquence, les actions concertées de la police contre le gang visaient ses implications dans les cambriolages plutôt que les actes de violence⁴.

¹ Patrick James, *op. cit.*, p. 22.

² *Ibid.*, p. 23.

³ Seán Damer, *op. cit.*, p. 149 : « The Glasgow gangs were creations of poverty and unemployment; in this sense, there have always been gangs in large British cities, not just in Glasgow. The intentional inter-gang violence was real, even if sensationalised by both the press and books like *No Mean City*. These gangs seldom contained more than a couple dozen core members, although there were many more aspirants and hangers-on. Cut-throat razors were used, although it is certain that more young men carried them than used them. »

⁴ Andrew Davies, *op. cit.*, p. 253.

Il n'est pas aisé de faire la différence entre ce qui participe de la création du mythe du district et ce que fut effectivement la réalité. Les témoignages photographiques constituent un corpus indiscutable de preuves des conditions de vie dans le district à partir de la fin du dix-neuvième siècle. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'étudier le corpus de témoignages. Nous nous trouvons dans ce cas devant un double écueil. Premièrement, comparer des périodes différentes est un exercice délicat : la criminalité et la violence à Glasgow en général et dans les Gorbals en particulier ont toujours existé mais elles se sont manifestées différemment au cours du temps. Jack Caplan remarque ainsi que « on entendait presque jamais parler de viol en tant que tel, de même que d'agressions, d'attaques sur des vieilles dames et des enfants et de toxicomanie. Et je vous parle des soi-disant tristement célèbres Gorbals »¹. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y avait pas de violence. Dans un deuxième temps, l'étude des témoignages disponibles sur la vie dans les Gorbals entre les deux guerres pose le problème de la fiabilité des souvenirs et l'esprit dans lequel la publication des souvenirs est entreprise². Dans son autobiographie, Evelyn Cowan est assez ambiguë : les gangs apparaissent être une réalité de la vie dans les Gorbals entre les deux guerres, mais de façon finalement assez distante :

Ce n'était pas la première fois qu'on se faisait poursuivre par des gangs. On en parlait à voix basse avec crainte. Pourtant, on ne s'était jamais fait attraper. Et, étrangement mais sincèrement, pendant toutes ces années de mon enfance passées dans les Gorbals de Glasgow, je n'ai jamais assisté à une bagarre entre gangs ou vu quelqu'un brandir un rasoir pendant une agression. [...] On connaissait toujours vaguement quelqu'un qui avait été passé à tabac par les gangs. Mais ce n'était jamais quelqu'un de son entourage proche.³

Si tous les témoignages s'accordent sur le fait que l'existence des gangs est une réalité, il y a de fortes divergences à propos du degré de manifestation de leur violence dans la vie

¹ Jack Caplan, *op. cit.*, p. 5 : « rape, as such, was almost unknown. Nor were muggings, attacks on old ladies and children, and drug addiction. And I am speaking of the so-called infamous Gorbals ». Les parents de Harvey Kaplan, directeur du Scottish Jewish Archives Centre, ont grandi dans les Gorbals mais Harvey Kaplan assure ne les jamais avoir entendu parler de violence (Entretien du 24 mars 2010).

² Eddie Perrett, *The Magic of the Gorbals. How we lived, loved and laughed 1914 - 60*, Glasgow, Clydeside Press, 1991, mentionne à plusieurs reprises que sa mémoire peut être défaillante ou que le temps peut avoir altéré son objectivité.

³ Evelyn Cowan, *op. cit.*, p. 99 : « This was not the first time we had been chased by gangs. We spoke of them in whispered awe. Yet we were never caught. And, strangely but truthfully, in all the years that I lived my childhood in the Gorbals of Glasgow, I never saw a gang-fight or a razor wielded in an attack. [...] Vaguely, we always knew someone who got beaten up by the gangs. But it was never one of our immediate circle. » Il s'agit là des souvenirs d'une petite fille (Evelyn Cowan quitte les Gorbals en 1932 à l'âge de onze ans) forcément plus impressionnable qu'un adulte face à ce genre de démonstration de violence. Par ailleurs, elle publie son autobiographie plus de quarante ans après, en 1974.

du quartier. Beaucoup de témoignages insistent sur le fait que la violence s'exprimait uniquement entre les gangs eux-mêmes. Pourtant, il n'est pas absolument certain que les gangs ne font que se battre entre eux, ne constituant ainsi pas une menace pour la population en général. Les commerçants en particulier en sont les cibles privilégiées :

John McAndrew, vivant à Bedford Row, a été abattu à la porte d'un café italien par Joseph Ventura. McAndrew, décrit comme un membre important d'un gang de voyous appelé les Village Boys, avait été libéré de prison où il avait purgé une peine de trois mois pour être entré par effraction dans le commerce de Ventura. On dit que l'Italien était terrorisé par le gang (1906).¹

La volonté clairement affichée par certains auteurs de battre en brèche le mythe d'un district violent dans un esprit de réévaluation de son image peut amener à sous-estimer, voire occulter, une réalité que d'autres auteurs mettent clairement en avant. Ainsi, Jack Caplan explique-t-il que la violence des gangs était une affaire qui ne concernait qu'eux, qu'elle se déroulait dans des espaces ouverts qui avaient été déterminés à l'avance, que cela n'avait pas d'incidence sur le reste des habitants et que les seuls rasoirs qu'il ait jamais vu étaient ceux de son père et de ses frères aînés lorsqu'ils se rasaient².

Les gangs ne sont pas la seule source de violence. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la consommation en grande quantité d'alcool dans les pubs du quartier pendant les heures d'ouverture et la consommation d'alcool illégal le reste du temps³ sont aussi la cause de rixes fréquentes et obligent les forces de police à des interventions fréquentes. La violence domestique est également très répandue, fruit des conditions de vie très difficiles, de la promiscuité et de la consommation excessive d'alcool⁴. Le docteur Robertson a exercé entre 1923 et 1935 dans les Gorbals et a donc été en contact avec tous les aspects, y

¹ Rudolph Kenna, *op. cit.*, p. 31 : « At the door of an Italian café in Bedford Street, John McAndrew of Bedford Row was shot dead by Joseph Ventura. McAndrew, described as a prominent member of a gang of hooligans called the Village Boys, had been released from prison after serving three months for breaking into Ventura's premises. It was said that the Italian lived in terror of the gang (1906). »

² Jack Caplan, *op. cit.*, pp. 54-55 : « I have lived in Glasgow most of my life, in the very heart of the Gorbals. But I have never seen a gang-fight, as such, with grown men involved. Of course we did have gangs, as do other places [...]. The good folks of the Gorbals have been maligned for too long. Certainly, when a boy, I had fights with juvenile delinquents, some of whom belonged to 'gangs'. But this is not what people have in mind. Adult gangs did fight, but not with innocent people or bystanders. They fought with each other, usually in pre-arranged venues such as open spaces, or parks. Most of these fights were in the name of 'religion' ... Catholics v. Protestants; Rangers supporters against Celtic fans. I should say, it was the scum fringes of each group, not the majority of decent followers of the game. The only razors I had seen in action belonged to my Dad and older brothers, when shaving ».

³ Les *shebeens* (*illegal drinking dens*) et *shebeeners* fournissaient les consommateurs d'alcool illégal en dehors des heures d'ouverture des pubs. Il existait aussi des *shebeeners* ambulants.

⁴ George Gladstone Robertson, *Gorbals Doctor*, London, Jarrods, 1970.

compris les plus éprouvants, de la vie des Gorbals. Il a en outre été en contact régulier avec un policier dont la mission était la surveillance des rues du quartier¹ entre 1923 et 1930. Les observations des deux hommes permettent de dresser une typologie des causes de violences entraînant l'intervention de la police. Les plus fréquentes étaient de loin, et sans conteste la violence domestique, en particulier le vendredi ou samedi soir entre onze heures et une heure du matin, suivies du désordre causé par le pensionnaire d'un foyer² en état d'ébriété, des bagarres de rue à la sortie des pubs, du vol par effraction, du vol avec violence ou de violences sur un individu par une ou plusieurs personnes, des bagarres dans les salles de danse, des démonstrations de force de gangs (ou une deux fois par an), de bagarres entre gangs et, pour finir, d'agressions avec des couteaux, tessons de bouteilles ou autres objets mortels³.

Dans les récits d'habitants des Gorbals, la période entre les deux guerres est celle qui laisse apparaître avec le plus d'acuité la question de la violence des gangs et du sectarisme religieux qui y est parfois associé. Ce dernier s'exprime pourtant aussi au quotidien sans rapport direct avec les gangs. Dans le documentaire produit par le *Gorbals Heritage Group*, le district est dépeint comme un district de tolérance, mais qui n'est pas exempt de manifestations de sectarisme religieux et de haine raciale⁴. Comme le raconte Rena Silvestro, l'école joue un rôle important dans la perpétuation du clivage entre catholiques et protestants, même si cela n'a pas toujours beaucoup de sens dans l'esprit des enfants, surtout lorsqu'ils sont issus de mariages mixtes :

Mon institutrice m'a appris que j'étais le résultat de la chose redoutée ... un mariage mixte. On m'a dit en des termes très explicites de bien choisir mes amis.

« Assure-toi de jouer avec des amis catholiques, issus de bonnes familles catholiques. Ne joue pas avec les protestants » ... Et elle écrivit au tableau avec une force telle que la craie se brisa en trois morceaux : « Ne jouez pas avec des protestants ! »

« Ne jouez pas avec des protestants ! », me suis-je dit. « Ma mère est protestante, comme ma grand-mère et mon grand-père. Et mes tantes et mes cousins et cousines. Pourquoi ne devrais-je pas jouer avec eux ? Ce sont des gens adorables et je les aime. Qu'est-ce qui ne va pas ? Je ne comprends pas. Mes autres cousins et

¹ « beat duty ».

² « model lodging ».

³ *Ibid.*, chapitre 10 « The Gorbals Myth », pp. 128-137.

⁴ Gorbals Heritage Group, *Gorbals: on the streets where we lived*, Glasgow, Scotch Mist Production, 1999.

cousines sont catholiques. L'un d'eux va même au séminaire et ils sont comme les autres. Et quelques unes de mes meilleures amies sont protestantes. »¹

Être incapable de dire le lundi matin comment le prêtre était habillé lors de la messe du dimanche signifiait être punie par deux coups de ceinture sur les mains. Finalement, Rena Silvestro était envoyée à la messe tous les dimanches par sa mère protestante, mais pas par son père catholique, qui a toujours affirmé être libre penseur, afin de ne pas subir les punitions.²

Dans son autobiographie, Pat Lally décrit la ségrégation entre catholiques et protestants à l'école de Hayfield, que partageaient catholiques et protestants, les tensions entre communautés au moment de la célébration de leurs fêtes respectives, et la violence quotidienne dans la rue causée par l'appartenance à l'une ou l'autre des religions³.

Lally est de nouveau confronté à la ségrégation quand il doit être scolarisé à *Calton Central School* à Bridgeton, une école non-catholique de l'*East End* de la ville, faute de place à *Holyrood Secondary*, l'école secondaire catholique du quartier⁴. La violence associée aux gangs et à l'intolérance religieuse n'est donc pas une spécificité des Gorbals. Elle est aussi répandue dans l'*East End* de la ville, mais pas uniquement. À Bridgeton, Mitchell remarque que les Orangistes ne font que perturber les réunions de l'ILP avant 1918, contrairement à

¹ Rena Silvestro, *Charlie's Lassie From the Gorbals*. Poems, Memories & Stories, Glasgow, Scotch Mist Productions, 1999, p. 35 : « I learned from my teacher that I was the product of the dreaded thing ... a mixed marriage. I was told in no uncertain terms to choose my friends carefully.

“Be sure to play with Catholic friends, from good Catholic families. Don't play with Protestants...” And she wrote on the blackboard with so much force that the chalk broke in three parts, “Do not play with Protestants!” “Don't play with Protestants?” I thought, ‘My mother is a Protestant and so is my granny and grandpa. And my aunties and cousins. Why have I not to play with them? They're lovely people and I love them. What's wrong? I don't understand. My other cousins are Catholics and one even goes to convent school and they are just the same. And some of my very best friends are Protestants.’ »

² *Ibid.*, pp. 35-36.

³ Pat Lally, *op. cit.*, pp. 4-5 : « At Hayfield, there were no attempts at integration. The Roman Catholic incomers were taught in separate classes, almost a school within a school. Inevitably, there was conflict. A white line was painted down the centre of the playground, a sort of early Gorbals version of the Berlin Wall, but still the fights went on. Only total integration would have really worked, but that was impossible, so we stayed in our separate enclaves, ignorant and distrustful of each other. Inevitably, with St Patrick's Day of the twelfth of July, the tension would boil over. Outside the school, you had to think carefully when greeted with the challenge ‘Billy, Dan or Auld Tin Can?’ If you were honest, you were either greeted as a soul mate or given a thorough doin’. »

Ce souvenir est complété par Peter MacManus, lui aussi élève à Hayfield: « I remember Hayfield St was a Protestant school and it was funny in the morning and lunchtime breaks because the playground was divided in two halves with the teachers walking up and down a line to keep the Protestant pupils on one side and the Catholic pupils on the other. » (in Ellen McAllister, *op. cit.*, p. 70).

⁴ Pat Lally, *op. cit.*, p. 7 : « once again, it was a ‘us and them’ situation. »

Partick¹, où leurs intrusions étaient violentes. Toutefois, « après 1918, l'orangisme à Bridgeton a dégénéré en criminalité de sous-prolétariat et en guerre des gangs, magnifiquement décrits dans le poème d'Edwin Morgan King Billy, sur la mort d'un chef de gang »².

5. Des personnalités mythiques

Le mythe des Gorbals s'est construit à partir de quelques noms. Comme le souligne le *Gorbals History Research Group*, le district était surtout connu pour ses millionnaires³, ses politiciens et ses célébrités⁴. Il faut y ajouter les gangsters, dont Jimmy Boyle est le représentant le plus célèbre. Il est considéré comme l'un des criminels les plus redoutables et les plus violents de Glasgow. Il est condamné à la prison à perpétuité en 1967 pour meurtre. C'est un prisonnier difficile et violent qui passe beaucoup de temps en isolement. Il est finalement placé dans une unité expérimentale très controversée de la prison de Barlinnie, « The Special Unit », où les prisonniers les plus violents sont pris en charge de façon différente. Il se marie avec la psychiatre Sarah Trevelyan.⁵ Il est finalement libéré et devient un sculpteur célèbre qui jouit d'un succès certain. Boyle écrit deux ouvrages, *A Sense of Freedom* et *The Pain of Confinement*. Sa vie est mise en scène dans le film *A Sense of Freedom*, dont l'acteur est le glaswégien David Heyman.⁶ L'autre voyou célèbre du district est Johnny Ramensky, surnommé « Gentle Johnny », parce qu'il n'offrait pas d'opposition lorsqu'il était arrêté et qu'il parlait rapidement. Il habite dans l'*East End* puis dans les

¹ Quartier situé à l'ouest de la ville, en bord de Clyde, où les chantiers navals constituent l'industrie dominante.

² Ian R. Mitchell, *op. cit.*, p. 168 : « After 1918, Orangeism in Bridgeton degenerated into lumpen-proletarian criminality and gang warfare, wonderfully depicted in Edwin Morgan's poem King Billy, on the death of a gang leader. »

³ Le plus célèbre d'entre eux étant l'épicier Sir Thomas Lipton.

⁴ Parmi les grands noms des Gorbals dans les catégories mentionnées, notons entre autres, la liste n'étant pas exhaustive, Sir Thomas Lipton, les joueurs de football Pat Crerand et Charlie Gallagher, l'architecte Alexander "Greek" Thompson, les hommes politiques George Buchanan, Pat Lally, Frank McElhone, les socialistes radicaux Emanuel Shinwell et Harry McShane. Le lien entre les Gorbals et l'agitation socialiste de la période de la Clyde rouge renvoie aussi à John Maclean, dont les liens avec ce quartier étaient forts et nombreux, bien qu'il fût originaire de Pollockshaws. Lorsqu'il est nommé consul d'Écosse par le gouvernement bolchevique en 1918, ce dernier installe ses bureaux dans les Gorbals, à Portland Street. Par deux fois il se présente aux élections législatives dans les Gorbals après la Première Guerre mondiale, en 1918 et en 1922. Il ne parvient pas à être élu mais il y fait des scores honorables. Le mythe de La Clyde rouge est abordé en détail dans le chapitre suivant.

⁵ Ils divorcent après vingt ans de mariage en 2001.

⁶ Robert Jeffrey, *op. cit.*, pp. 53-55.

Gorbals. Il passe la majeure partie de sa vie derrière les barreaux. Son expertise de perceur de coffres-forts fait de lui une légende. Il fut très souvent trahi par son succès et ses compétences. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est parachuté derrière les lignes allemandes pour travailler pour les services secrets¹, ce qui lui permettra d'obtenir l'affection du public. Toutefois, en temps de paix, il y a des réticences à utiliser ses compétences.²

Parmi les célébrités des Gorbals, Benny Lynch est probablement l'un de ceux dont le nom vient le plus rapidement à l'esprit.³ Benny Lynch est un boxeur qui appartient à une tradition bien établie de boxeurs talentueux issus des districts du sud de la ville. Benny Lynch naît le 2 avril 1913. Il développe ses formidables qualités de boxeur en combattant dans des festivals itinérants puis passe professionnel à l'âge de dix-huit ans. Il rencontre très vite beaucoup de succès. Le 16 mai 1934, il remporte le titre de champion d'Écosse dans la catégorie des poids mouche. Il conserve son titre un mois après en remportant la revanche. Il est le premier boxeur britannique à enlever une ceinture mondiale, toujours dans la catégorie des poids mouche, et fait la fierté de tout un district lorsqu'il ramène la couronne mondiale après sa victoire contre Jackie Brown à Manchester le 8 septembre 1935, ainsi que le raconte Ellen McAllister :

Nous étions tous fiers de Benny et quand il a remporté la couronne mondiale, on a décoré Florence Street avec des guirlandes et des panneaux qui disaient « Bienvenue chez toi ». Ce fut une grande journée. Nous étions ébahis par le fait que l'un de nos garçons, Benny, ait reçu une telle récompense. Ce soir-là, Benny, Sammy et d'autres se sont montrés dans une voiture décapotable conduite par Tommy McLean quand ils furent de retour de Manchester. Les acclamations étaient assourdissantes. « Sacré vieux Benny ! » Une soirée inoubliable...⁴

En battant le philippin Small Montana⁵ à Londres en 1936, il s'établit comme l'indiscutable champion du monde. Le 29 juin 1938, Benny Lynch perd son titre sur la balance au profit de l'américain Jackie Jurich. Sa consommation excessive d'alcool

¹ John Burrowes, *Great Glasgow Stories II*, Edinburgh, Mainstream, 2000, p. 8.

² Robert Jeffrey, *op. cit.*, pp. 39-40.

³ Il possède un passage à son nom dans les Gorbals. Il existe un site internet dédié à sa mémoire: <http://www.bennylynch.co.uk/>; Voir également John Burrowes, *Benny: The Life and Times of a Fighting Legend*, Edinburgh, Mainstream, [1982], 2002.

⁴ Ellen McAllister, *op. cit.*, p. 24 : « We were all so proud of Benny and when he won the World Crown, Florence Street was decorated with bunting and placards with 'Welcome Home Benny' written on them. It was a great day and we were overwhelmed by the fact that one of our boys, Benny, had been so honoured. That night, Benny, Sammy and others appeared in an open-top car driven by Tommy McLean when they returned from Manchester. The cheers were deafening. 'Good Old Benny!' An unforgettable night... »

⁵ De son vrai nom Benjamin Gan, il avait remporté le titre américain des poids mouche en 1935.

l'empêche de descendre sous la limite de poids de la catégorie. Le combat a tout de même lieu et Benny Lynch met son adversaire au tapis au douzième round. La même année, il perd deux autres combats. À l'âge de vingt-cinq ans, à cause de l'alcool et d'un style de vie incompatible avec le sport de haut niveau, il est mis au tapis par un inconnu au troisième round dans ce qui est son dernier combat. La fin de sa vie est à la hauteur du mythe qu'il a créé en devenant champion du monde. Il meurt le 6 août 1946 à l'âge de trente-trois ans de malnutrition, personnage solitaire complètement désargenté qui a sombré dans l'alcoolisme. La légende de Benny Lynch est ainsi racontée par Eddie Perrett, qui a vécu dans les Gorbals à l'époque où Benny Lynch boxait :

C'était un jeune homme attachant, enjoué et quelquefois un petit peu rusé. Il avait ses faiblesses. L'une d'elles était qu'il avait le cœur sur la main et qu'il ne pouvait jamais refuser un prêt à une connaissance. C'était toujours lui qui payait quand il était en compagnie de quelqu'un. Sa mort dans des circonstances tragiques a dû empêcher certaines personnes de dormir, surtout celles qui ont utilisé la célébrité de Benny pour leur propre avancement.¹

Ce soir-là, des années plus tard, quand il s'était effondré dans la rue et avant qu'il meure à l'hôpital, il avait dû être seul. Lui qui avait eu tant d'admirateurs. Quelle tragédie. Ceux d'entre nous qui le connaissaient et l'avaient suivi et soutenu pendant sa carrière l'ont pleuré le jour de sa mort. Malgré tous ses défauts, sa gentillesse et sa générosité envers ses amis étaient légendaires. Il était un champion parmi les champions. Au moment où il a perdu le titre après forfait à la pesée, il n'y avait personne à l'horizon qui aurait pu le détrôner.²

Bien que très connu, Benny Lynch n'était pas le seul boxeur de talent des Gorbals. Johnny McGrory est champion de Grande-Bretagne et du Commonwealth dans la catégorie des poids plumes entre 1936 et 1938, date à laquelle il abandonne le titre.³

6. L'immigration juive

Au même titre que l'installation massive d'immigrés irlandais, l'installation d'une population juive relativement importante, la plus importante d'Écosse, est un des traits

¹ Eddie Perrett, *op. cit.*, p. 53 : « He was a likeable young lad, jocular and a wee bit tricky at times. He did have his weaknesses, one of them was he kept his heart on his sleeve and could never turn away anyone he knew who looked for a loan. In company he was always the paymaster, and when he died in tragic circumstances certain folk should have had some sleepless nights, those especially who used Benny's fame to enhance their own position. »

² *Ibid.*, p. 53 : « That night, years later, when he had collapsed in the street and before he died in hospital, he must have been alone. He who had had so many admirers. What a tragedy. Those of us who knew him and watched and supported him during his career mourned for him on the day he died. For all his faults, his kindness and generosity to his friends was legend. He was a champion amongst champions. When he lost the title by default on the scales there was no one on the horizon who could have ousted him. »

³ *Ibid.*, p. 50.

saillants de l'image des Gorbals. Elle est cependant plus tardive.¹ À la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, de nombreux juifs arrivent d'Europe de l'Est.² Au tournant du siècle, deux tiers des juifs de Glasgow vivent dans le district des Gorbals.³ Pourtant, leur installation à Glasgow est beaucoup plus ancienne : les premiers juifs à s'installer à Glasgow ne sont pas des immigrants pauvres et affamés, chassés par les pogroms d'Europe de l'Est et ils ne s'installent pas dans les Gorbals.

La présence de quelques individus juifs semble remonter à la fin du dix-huitième siècle. Le premier juif dont il est possible d'attester la présence s'appelle Isaac Cohen, un chapelier qui devient « burgess of the city 'at far hand' »⁴ de Glasgow le 22 septembre 1812. Onze ans plus tard, la communauté juive est assez nombreuse pour former une congrégation, dont la synagogue est située dans un *tenement* de 43 High Street. En 1831, on recense 31 juifs, nés en Angleterre, Pologne, Hollande et Allemagne. En 1842, il y a moins de 200 juifs à Glasgow. Une nouvelle synagogue est installée à Howard Street en 1849. La communauté juive jouissant d'une prospérité grandissante, une synagogue de 200 places est ouverte dans George Street en 1858. En 1831, une section juive est créée dans la nécropole de la ville, preuve de l'intégration de la communauté.⁵ La première synagogue construite à cet effet en Écosse ouvre à Garnethill en 1879. Elle est suffisamment grande pour accueillir 580 personnes. Une estimation du nombre de juifs en fonction de la taille de la synagogue conduit au chiffre très vague de 700 à 1500.⁶ À cette période, les juifs

¹ Un tiers de la population de Glasgow est de descendance irlandaise proche ou immédiate en 1851. Le pic d'immigration se situe entre 1850 et 1875. En 1874, les traversées entre Dublin et Glasgow sont quotidiennes. En 1891, la vaste majorité des catholiques d'origine irlandaise de Glasgow et du centre-ouest de l'Écosse sont nés en Écosse (Seán Damer, *op. cit.*, pp. 55-56).

² Ils embarquent dans les ports de la mer baltique et de la mer du nord et arrivent à Leith, Hull ou Grimsby et poursuivent leur chemin jusque dans les grandes villes portuaires de la façade atlantique de la Grande-Bretagne.

³ Définir l'aire géographique des Gorbals est en soi un écueil méthodologique. Elle est définie de la façon suivante par Kaplan : « The main Gorbals area, comprising Laurieston and Hutchesontown, bounded in the north by the River Clyde, to the west by the Bridge Street/ Eglinton Street axis, to the south by a line running eastwards from Eglinton Toll, and to the east by the point where Caledonia Road and Rutherglen Road met the river ; I have included Tradeston – the area west of Bridge street, bounded by West Street to the west, Crawford Street to the south, and the river to the north ; I have also included an area to the north of the river, known as Little Gorbals, containing streets as far as north as the Trongate, East Howard Street and Stockwell Street to the west, and the Saltmarket and Brigegate to the east. » (Harvey L. Kaplan, *The Gorbals Jewish Community in 1901*, Glasgow, Scottish Jewish Archives Centre, 2008, p. 7).

⁴ « Qui n'a pas de lien de parenté avec un freeman de la ville », David Daiches, *Glasgow*, London, Grafton Books, 1977, p. 156.

⁵ Kenneth Collins, *Be Well! Jewish Immigrant Welfare in Glasgow, 1860 – 1914*, East Linton, Tuckwell Press, 2001, pp. 9-11.

⁶ Ben Braber, *op. cit.*, pp. 8-9.

constituent une communauté suffisamment intégrée et sûre d'elle-même pour se permettre la construction d'un lieu de culte somptueux et à un emplacement de choix.¹

Dans la deuxième partie du dix-neuvième siècle, Glasgow devient un port attractif pour embarquer en direction des États-Unis ou des colonies britanniques. La première ligne régulière avec New York est établie en 1850 et la durée de la traversée passe de 6 semaines avant 1850 à une semaine en 1914.² Les années 1860 marquent le début de la transmigration des juifs d'Europe de l'Est vers l'Amérique du Nord en passant par Glasgow. La majorité provient de Russie et de Pologne, le reste provenant d'Allemagne et de Hollande. La croissance des années 1860-1870 commence à déplacer le centre de gravité de la communauté juive. Les plus aisés vont s'installer dans l'ouest de la ville, autour de Bath Street tandis qu'un groupe plus important et plus pauvre reste autour du centre-ville et de la synagogue de Howard Street. À la même période, un nouveau groupe d'ouvriers s'établit dans les Gorbals. Dans les années 1870, de nombreux tailleurs arrivent en provenance de Londres pour introduire de nouvelles méthodes de production de vêtements. Rapidement, ils établissent leurs propres commerces dans les Gorbals, à une courte distance de la synagogue de Howard Street.³ Entre 1871 et 1881, au moins 36 familles juives s'installent de façon permanente dans les Gorbals. Les nouveaux immigrants dépassent rapidement en nombre les plus anciens résidents juifs.⁴ En 1881, on estime que trois quarts des juifs viennent de Pologne ou de Russie⁵, le reste provenant d'Allemagne et de Hollande. En Russie, la pauvreté, la surpopulation, le chômage et l'hostilité du gouvernement⁶ à leur égard poussent les juifs à l'émigration. Au cours des années 1880, seulement mille juifs arrivent à Glasgow. L'arrivée est plus massive après 1891, quand de nouvelles restrictions sont mises en place en Russie.⁷ En 1891, environ la moitié des juifs vivent dans les Gorbals ou autour. Le centre de gravité de la communauté juive s'est

¹ Entretien avec Harvey Kaplan, directeur du *Scottish Jewish Archives Centre* (24 mars 2010), que je remercie de m'avoir guidé sur les principales caractéristiques de l'implantation juive à Glasgow. Située à Hill Street, dans le district de Garnethill, la synagogue se situe en haut d'une butte, deux rues au nord de Sauchiehall Street. On y a une des plus belles vues sur le *West End* de Glasgow.

² Ben Braber, *op. cit.*, p. 2.

³ Kenneth Collins, *op. cit.*, p. 12.

⁴ Harvey Kaplan estime, d'après le recensement, qu'il y a environ cinq cent juifs dans les Gorbals en 1881, soit 90 familles. Dix ans plus tard, le recensement fait état de 185 familles juives, soit environ 1 000 individus. (Harvey Kaplan, *op. cit.*, pp. 7-8)

⁵ La majeure partie de l'émigration russe provient des pays baltes, particulièrement la Lituanie, en raison de leur proximité avec les routes maritimes d'émigration vers l'ouest.

⁶ Les lois de mai 1882, censées être temporaires mais qui ne seront abrogées qu'en 1917, interdisent aux juifs de vivre dans les campagnes et les villes de moins de dix mille habitants.

⁷ Kenneth Collins, *op. cit.*, p. 16.

déplacé vers le sud et il ne reste pratiquement plus rien du district d'installation des premiers juifs (sud et est de George Square). En 1901, il y a neuf écoles primaires dans les Gorbals. Kaplan estime qu'environ 1 100 élèves juifs y sont inscrits.¹ La population des Gorbals, en incluant Little Gorbals (Bridgegate & Wynd, au nord de la Clyde) est à peine inférieure à 95 000 personnes en 1901, et le nombre de familles juives a été multiplié par quatre, atteignant 791, par rapport au recensement précédent, ce qui permet d'estimer le nombre de juifs à environ 5 700.²

Les nouveaux immigrants s'installent dans les Gorbals car les logements ne sont pas chers³, et le district est proche du centre. Toutefois, le quartier se dégrade rapidement à cause des démolitions pour construire les lignes de chemin de fer. Les grands appartements, trop chers à la location, sont subdivisés pour offrir des logements moins chers, mais beaucoup plus petits, ainsi que de l'espace pour établir des petits commerces. Les propriétaires n'ont pas les moyens ou rechignent à entretenir les bâtiments. Il en résulte que les juifs qui en ont les moyens commencent à déménager vers le sud, dans des districts plus aisés et plus confortables : Govanhill, Battlefield, Crosshill, Mount Florida, Shawlands, Queen's Park, Langside, Pollokshields et y établissent de petites congrégations qui attirent alors d'autres juifs. Ils vont quelquefois plus au sud à Giffnock, Newlands ou Netherlee.⁴ Les juifs les plus pauvres restent dans les Gorbals.

Le pic de transmigrants qui voyagent par Glasgow est atteint en 1891-92. Certains transmigrants s'arrêtent en chemin, souvent à court de ressources⁵. Les émigrants malades doivent rester à Glasgow jusqu'à ce qu'ils satisfassent aux exigences américaines en termes de santé⁶. D'autres reviennent ou arrivent à Glasgow depuis d'autres villes britanniques⁷. La plupart des émigrés juifs visent les États-Unis mais Glasgow est une escale commode quand la route migratoire est formellement établie en 1886. Son développement

¹ Harvey Kaplan, *op. cit.*, p. 20.

² *Ibid.*, p. 8.

³ Quelques rues (Abbotsford Place et Oxford Street) sont bordées de *tenements* avec des logements pour les classes moyennes, avec WC sur les demi-paliers plutôt que toilettes dans la cour.

⁴ Ben Braber, *op. cit.*, p. 10.

⁵ La plupart des émigrants payaient d'avance l'intégralité du voyage entre l'Europe de l'Est et les États-Unis car c'était moins cher que payer deux étapes séparément. Ainsi, ils pouvaient s'arrêter à Glasgow et éventuellement poursuivre leur périple plus tard. C'est ainsi que la communauté juive de Glasgow s'est progressivement étoffée.

⁶ Kenneth Collins, *Scotland's Jews*, p. 16.

⁷ Voir Ben Braber, *op. cit.*, pp. 1-15 pour une exploration détaillée de l'installation des premiers juifs à Glasgow. Voir également Kenneth Collins, *Scotland's Jews*, pp. 15-31 et Kenneth Collins, *Be Well !*, pp. 9-29.

relativement tardif explique le développement assez lent de la communauté juive de Glasgow. Il fallait en effet que la ville propose de meilleures perspectives d'emploi que les autres étapes anglaises de la route migratoire vers les États-Unis¹. Selon les sources et les diverses estimations, la communauté juive de Glasgow compte entre 6 000 et 8 000 membres en 1901². D'après le *Jewish Year Book 5662*, il y aurait 7 500 juifs en Écosse en 1901-1902³. Malgré des départs vers les États-Unis assez nombreux, la communauté continue de croître dans les années d'avant-guerre grâce à l'arrivée de juifs d'Angleterre et à l'accroissement naturel⁴. Le *1905 Aliens Act* limite l'arrivée de migrants pauvres mais le nombre d'immigrés juifs ne cesse pour autant d'augmenter. En 1908, 10 000 juifs transitent par Glasgow⁵.

Le *Jewish Year Book* de 1914 estime à 7 000 le nombre de juifs à Glasgow. En 1939, il est estimé à 15 000, chiffre stable jusque dans les années cinquante⁶. Collins avance le chiffre de 12 000 juifs vivant à Glasgow à la veille de la Première Guerre mondiale, avec une augmentation annuelle d'environ 300 individus, principalement due à l'accroissement naturel. En effet, le nombre important d'arrivées est compensé par l'émigration en masse vers les États-Unis⁷.

L'accession au pouvoir des Nazis en 1933 provoque de nouvelles arrivées de juifs en Écosse. Au fil du temps, le Glasgow Jewish Representative Council pense qu'il n'est pas souhaitable d'installer des réfugiés en trop grand nombre à Glasgow. La Palestine est considérée être une meilleure destination. En 1934, un petit groupe d'enfants en provenance d'Allemagne est accueilli dans un orphelinat mais avec réticence, de peur des réactions anti-juives. Après la nuit de Cristal, le nombre de réfugiés augmente

¹ La route principale était Hull – Liverpool. De nombreux juifs s'arrêtaient en chemin entre les deux ports. C'est l'attrait commercial qui a poussé les compagnies maritimes à développer le passage vers les États-Unis en faisant escale à Glasgow.

² Harvey Kaplan, *op. cit.*, p. 2. Le *Jewish Year Book 5662* (1901-1902), p. 180 avance le chiffre de 6 000 alors que Kenneth Collins estime le nombre de juifs entre 6 500 et 8 000 (Kenneth Collins, *Be Well !*, p. 21) entre 1898 et 1902 en citant des sources contemporaines, contre 2 000 dix ans auparavant. Le recensement de 1901 ne recensant pas l'appartenance religieuse, il est difficile d'évaluer avec précision le nombre de juifs résidant à Glasgow au début du siècle. Cela explique les divergences entre différents auteurs. Kaplan a réalisé une étude scrupuleuse du recensement de 1901 en se basant notamment sur les patronymes et les lieux de naissance et de résidence et en croisant ces résultats avec d'autres sources contemporaines (Harvey L. Kaplan, *op. cit.*, 2008).

³ *Jewish Year Book 5662* (1901-1902), pp. 180-181.

⁴ Kenneth Collins, *Be Well !*, pp. 20-21.

⁵ Kenneth Collins, *Scotland's Jews*, p. 16.

⁶ Ben Braber, *op. cit.*, p. 4. Reflet des difficultés méthodologiques du recensement de la communauté juive, Irene Maver mentionne le chiffre de 35 000 (Irene Maver, *op. cit.*, p. 278).

⁷ Kenneth Collins, *Be Well !*, p. 21.

considérablement, mais le *Glasgow Jewish Representative Council* continue d'afficher sa préférence pour une installation des réfugiés en Palestine.¹ En décembre 1940, avec l'aide de la municipalité, des dispositions sont prises pour créer des centres d'urgence pour que la population juive puisse manger. Ils sont au nombre de trois dans les Gorbals : the *Jewish Institute*, the *Workers' Circle House* et le *Jewish Ex-servicemen's club*.

À partir de 1912, le contrôle de la communauté passe au sud de la Clyde, dans les Gorbals avec la création du *Glasgow Jewish Representative Council* en 1914 dont le président est Joseph Hallside, un tailleur des Gorbals². De façon similaire aux autres groupes religieux, protestants et catholiques, la communauté juive de Glasgow développe un réseau local d'entraide basé sur l'existence de nombreuses sociétés charitables³. Leur but est d'aider les membres de la communauté à diverses étapes de leur vie et de leur donner les moyens et la stabilité nécessaires pour affronter la modernité⁴. Les contributions des membres leur permettent par exemple de bénéficier des consultations d'un docteur (qu'il fallait payer avant la création du NHS) ou de s'assurer en cas de maladie. En 1910, un dispensaire juif ouvre dans les Gorbals et attire très rapidement 500 membres qui payent une contribution hebdomadaire d'un penny⁵.

De par leur nombre, les juifs des Gorbals étaient suffisamment nombreux pour reconstituer une communauté vivante⁶. Il n'y a pas de magasins juifs en dehors des Gorbals. Philip Berman parle d'un ghetto mais compare la vie des Gorbals à celle d'un village où l'entraide est très développée⁷, même si Ralph Glasser nous met aussi en garde quant à sa réelle unité.⁸

¹ Ben Braber, *op. cit.*, p. 127.

² Kenneth Collins, *op. cit.*, p. 4.

³ Harvey Kaplan, *op. cit.*, pp. 24-25 ; Kenneth Collins, *Be Well!*, p. 3 : « a plethora of small, poorly funded charitable bodies in the Gorbals. » ; voir également Kenneth Collins, *ibid.*, p. 2 : « The Jews of Glasgow brought the best elements of the shtetl with them to Glasgow, in the form of a society adapted to self-help and a propensity to develop communal structures for every possible area of perceived welfare, educational, religious or social need. They also had the advantage that, whenever they arrived in the city, they found that the Jews already settled in Glasgow had established a network of institutions which facilitated their integration while preserving their distinct heritage. These were based around the Garnethill Synagogue, founded in 1879, but successor to previous synagogues dating back to 1823. »

⁴ Ben Braber, *op. cit.*, p. 96. Voir l'ouvrage de Kenneth Collins, *Be Well!*, pp. 30-77 pour une étude détaillée des mécanismes d'entraide et pp. 78-96 sur les conditions de vie et la santé de la communauté juive dans les Gorbals avant la Première Guerre mondiale.

⁵ Kenneth Collins, *Scotland's Jews*, p. 18.

⁶ Voir par exemple le récit d'Evelyn Cowan (Evelyn Cowan, *op. cit.*).

⁷ Philip Berman, entretien détenu par le *Scottish Jewish Archives Centre* (SJAC).

⁸ Ralph Glasser, *op. cit.*, p. 21 : « The word community, often used to describe these collections of

La *Workers' Circle Friendly Society* est différente des autres sociétés d'entraide en ce sens qu'elle n'est pas uniquement un cercle social avec un rôle d'entraide. Ses fondateurs, ouvriers, estiment que cette dimension n'est pas suffisante et organisent des débats politiques, dont certains se déroulent en yiddish. La branche de Glasgow, ou Division VIII, est créée en mars 1912 dans un *tenement* de Portugal Street, dans les Gorbals. Le *Workers' Circle* s'établit par la suite de manière permanente dans Main Street, toujours dans les Gorbals, dans les locaux de l'ancienne bibliothèque. Après la révolution bolchevique et la Première Guerre mondiale, le *Workers' Circle* organise des activités politiques de plus grande ampleur et continue de croître pendant les années trente, créant une section pour les femmes en 1934 (une centaine de femmes y adhéreront)¹. C'est le *Workers' Circle*, au pic de son activité dans les années trente, qui canalise la majeure partie de l'activité politique des travailleurs juifs des Gorbals. Une section du *Workers' Circle* est implantée dans Main Street, dans des locaux situés juste au dessus des bains publics. Tous les partis politiques ouvriers y sont représentés² :

Ils [le *Workers' Circle*] ne confinaient pas leurs activités à des activités purement juives. Ils ouvraient leurs portes, très souvent ils organisaient des débats le dimanche soir auxquels ils invitaient des non-Juifs, donc les débats couvraient un spectre politique plus large et ainsi de suite, [...], et il y avait beaucoup de monde, 150-200 personnes. Ils avaient une grande salle. Ils invitaient essentiellement les représentants de la classe ouvrière et les dirigeants syndicaux à s'exprimer et ainsi de suite.³

Beaucoup de Juifs qui ont immigré en Europe étaient des socialistes – certains avaient été membres du Bund. Ils arrivaient à Glasgow et trouvaient beaucoup de

exiles, would not have been appropriate. Perhaps the strongest bond was created by loneliness and poverty, and anti-semitism's poisonous proximity. Despite the roseate vignettes often painted, the Jewish religion, far from being a wholesome unifying influence, was identified with the oppression from which they had fled. »

¹ Ben Braber, *op. cit.*, p. 97. Woolfe Egdall et Moray Glasser, dans les entretiens détenus par le SJAC à Glasgow remarquent qu'il s'agit d'un lieu social avant tout pour se divertir (billard, cartes). Woolfe Egdall rappelle par ailleurs que de nombreux juifs quittent le *Workers' Circle* quand l'Institut juif ouvre au milieu des années 1930.

² Billy Kay (ed.), *The Second Collection. Odyssey. Voices from Scotland's Recent Past*, Edinburgh, Polygon Books, 1982, p. 116.

³ Monty Berkley, entretien détenu par le SJAC. Monty (Montague) Berkley n'est pas membre du *Workers' Circle* mais de Ligue des Jeunes Communistes. Il est actif dans les campagnes anti-fascistes : « They [the Workers' Circle] didn't confine their activities purely to Jewish activities. They opened their doors, many a time they had Sunday evening debates to which they invited non-Jewish people, so that they were discussing a wider range of politics and so on, [...] and they were well attended meetings, 150-200 people. They had a big hall there. They invited mostly the working class leaders and the trade union leaders to speak to them and so on. »

gens qui pensaient comme eux. Je pense que c'est la raison pour laquelle ils se sont si bien installés ici.¹

Il y a à Glasgow de nombreux ouvriers juifs dans des ateliers de fabrication de meubles et dans l'industrie textile ainsi que dans l'industrie du tabac. Ils s'organisent dans des syndicats et nombre d'entre eux se retrouvent au *Workers' Circle*. Leur activisme politique s'intensifie au fur et à mesure qu'ils apprennent ce qu'il se passe dans l'Allemagne nazie. Selon Berkley, le *Workers' Circle* est le seul à informer les habitants de Glasgow de ce qu'il s'y passe².

Le *Workers' Circle* est composé d'ouvriers qui s'inscrivent dans la tradition du Bund et se constitue autour de révolutionnaires bundistes venus de Russie notamment³. Ils sont anti-sionistes et ont pour objectif de tisser des liens avec les autres mouvements socialistes révolutionnaires, bien qu'il existe des liens entre le mouvement sioniste et le *Workers' Circle*⁴. D'après Jacobson, les bundistes sont plus nombreux que les sionistes dans les années avant la Première Guerre mondiale. Par la suite, le mouvement sioniste gagne progressivement en importance. La montée du nazisme devient la préoccupation principale et les débats entre sionistes, bundistes et communistes sont vigoureux et rassemblent jusqu'à plusieurs centaines de personnes. Jacobson relate la création d'un United Jewish Youth Movement à Glasgow au début des années trente dont le but est d'unir tous les groupes juifs et dont l'activité principale est de combattre les anti-sionistes et les communistes. Selon Jacobson, il regroupe plusieurs centaines de membres⁵.

L'implication juive dans des groupes anarchistes ou communistes date d'avant la révolution bolchevique. Emma Goldman⁶ vient en Écosse pendant la deuxième guerre des Boers pour fustiger l'impérialisme britannique. La branche glaswégienne du *Workers' Circle* embrasse pendant un temps les vues communistes, davantage que la direction nationale londonienne, ce qui crée des tensions avec cette dernière. D'une façon générale, les ouvriers juifs sont présents aussi bien au parti communiste qu'à l'ILP et dans les partis d'extrême

¹ Ida Shuster, citée dans Harvey Kaplan and Charlotte Hutt (eds.), *A Scottish Shtetl - Jewish Life in the Gorbals, 1880-1974*, Glasgow, SJAC, 1984, [n.p.] : « Many of the Jews who came to Europe were socialists – some had been in the Bund. They came to Glasgow and found a lot of people thinking the same way. I think this is why they settled here so well. »

² Monty Berkley, entretien détenu par le SJAC.

³ Philip Jacobson cite l'exemple de Sir Monty Finniston et de son père Robert Finniston. (Entretien détenu par le SJAC).

⁴ Philip Jacobson, entretien détenu par le SJAC.

⁵ Alec Bernstein, entretien détenu par le SJAC.

⁶ Juive née en Lituanie, elle émigre aux États-Unis en 1885.

gauche. Selon Berkley, il y a davantage de juifs au parti communiste qu'à l'ILP. Secrétaire de la Ligue des Jeunes Communistes, il rappelle que de nombreux jeunes juifs en font partie pendant les années trente, la plupart originaires des Gorbals¹. De son côté, Alec Bernstein dresse un tableau un peu moins flatteur de la présence d'ouvriers juifs dans le parti communiste. Il souligne toutefois que l'adhésion à la Ligue des Jeunes Communistes est le tremplin vers l'adhésion au parti communiste. Selon lui, il y a une centaine d'adhérents à la section des Gorbals du parti communiste mais pas plus d'une vingtaine ou trentaine d'adhérents aux réunions de section et aucun militant actif. Le paiement des cotisations est irrégulier et les adhésions fluctuantes². D'après Braber, c'est davantage les prises de positions des communistes sur les questions écossaises, plutôt que le développement de l'Union Soviétique, qui leur auraient donné de la crédibilité aux yeux des jeunes juifs. L'opposition des communistes à la *British Union of Fascists* d'Oswald Mosley aurait aussi influencé les Juifs. Toutefois, les responsables de la communauté juive prennent soin de ne pas être associés aux manifestations anti-fascistes de 1936, autant par peur de susciter des réactions anti-juives que parce que l'influence de la BUF reste marginale à Glasgow. Certains groupes de jeunes juifs et quelques individus estiment que le *Glasgow Jewish Representative Council* ne s'implique pas suffisamment et rejoignent l'ILP, le *Workers' Circle*, la section des Gorbals de la Ligue des Jeunes Communistes (*Gorbals' Branch of the Young Communist League*) et les Amis de l'Union Soviétique (*Friends of the Soviet Union*) et participent aux protestations publiques, demandant aux autorités (police et municipalité) de prendre des mesures contre les fascistes³. Berkley rappelle que « le *Workers' Circle* a joué le rôle le plus en vue et a fourni les individus les plus impliqués dans la lutte contre le fascisme et c'était ce qui importait »⁴. De son côté, Misha Louvish lance sans succès la Ligue Socialiste Juive (*Jewish Socialist League*) dans le but d'unir les membres de tous les groupes révolutionnaires et de gauche⁵.

La ligne communiste à propos du judaïsme et du sionisme provoque toutefois l'antagonisme des groupes juifs qui se seraient par ailleurs peut-être impliqués dans les

¹ « We always had a very big number, a big representation of young Jewish people in the Young Communist League. Simply because it was the only organisation. » Monty Berkley, entretien détenu par le SJAC.

² Alec Bernstein, entretien détenu par le SJAC. « The party wanted as many members as they could, but they lost them as quickly as they made them. [...] Because as they came in one door they were leaving by the other door. »

³ Ben Braber, *op. cit.*, pp. 129-130.

⁴ Monty Berkley, entretien détenu par le SJAC : « the Workers' Circle played the most dominant role and produced the best caterers for the anti-fascist struggle and that was the important thing. »

⁵ Misha Louvish, entretien détenu par le SJAC.

activités anti-fascistes.¹ Au bout du compte, c'est le parti travailliste qui reçoit la majeure partie du soutien politique de la communauté juive.² Pendant les années trente, l'activité politique principale consiste à aider les réfugiés juifs après l'accession au pouvoir des Nazis en Allemagne et à organiser le boycott des produits allemands. Le mouvement républicain espagnol suscite aussi un soutien actif.³

Peu après la Seconde Guerre mondiale, le secrétaire du *Workers' Circle* démissionne, complètement dégoûté par le comportement individualiste de certains et désormais plus enclin à être plus actif au sein de son syndicat et du parti travailliste⁴. La contribution de l'Union Soviétique à la défaite du nazisme, conjuguée au fait que le candidat travailliste au siège de député pour les Gorbals, après la démission de George Buchanan en 1948, était relativement peu connu, permet au candidat communiste, Peter Kerrigan, de remporter 16.9% des suffrages.⁵

Avant 1939, le *Workers' Circle* se distingue par son engagement en faveur de l'extrême gauche et de la culture yiddish. Après la guerre, c'est un groupe vieillissant et sur le déclin. Alec Markovitch, qui fut très actif dans la Ligue des Jeunes Communistes et membre du *Workers' Circle*, affirme ainsi que « quasiment rien ne s'est passé dans la classe ouvrière juive après les années quarante et cinquante. »⁶ Aucune figure politique marquante n'aura émergé du *Workers' Circle*.⁷ Progressivement, il devient un club social à la fin de la guerre, ses dirigeants, pour la plupart des communistes, commencent à se plaindre de l'apathie politique de ses membres⁸.

Le nombre d'adhérents diminue quand la première génération d'immigrants meurt. Le *Workers' Circle* n'avait plus que 53 membres en 1961, contre 165 en 1947, ce qui laisse à

¹ Ben Braber, *op. cit.*, p 130.

² Kenneth Collins, *Scotland's Jews*, p. 25. Collins note qu'un petit groupe d'anarchistes juifs se développe dans le *West End*.

³ *Ibid.*, p. 25.

⁴ Cité dans Ben Braber, *op. cit.*, p. 130 : « sick and disgusted with the vested interests of individuals who have no conception of working class unity ... I am an idealist ... my efforts are simply a waste of time. I might take a more active part in my trade union and also in the Labour party. »

⁵ *Ibid.*, p. 130.

⁶ Alec Markovitch, entretien détenu par le SJAC : « very little happened to the Jewish working class after the forties and fifties. »

⁷ Alec Bernstein et Philip Jacobson, entretiens détenus par le SJAC. Seul Alec Markovitch est mentionné à la fois par Bernstein et Jacobson.

⁸ Alec Bernstein, entretien détenu par le SJAC : « Playing of cards seems so all important to a number of members. It is a good job I have my [Communist] Party experience to sustain me. I have come to the conclusion that, while there are some good members, taking the membership as a whole, they are stereotyped and still cursed with apathy. »

penser que les membres entre les deux guerres devaient se compter par centaines.¹ La création de la NHS porte aussi un coup aux sociétés d'entraide, ce qui ne manque pas d'affecter une des raisons d'être du *Workers' Circle*. La *Circle House* de Main Street dans les Gorbals ferme en 1957, « laissant derrière elle, dans le quartier, un petit groupe d'immigrants âgés, enfermés dans les métiers traditionnels, la pauvreté et la nostalgie »². Toutes les organisations juives ont fini par quitter les Gorbals. Seuls les bureaux du *Jewish Echo* restent à Eglington Street jusqu'à l'arrêt de la publication du journal en 1992.³

La communauté juive est à son apogée dans les Gorbals en 1945 mais le déplacement vers le sud de la ville s'accélère. Avec environ 15 000 membres, la communauté juive de Glasgow est la quatrième de Grande-Bretagne, devancée par Londres, Manchester et Leeds.⁴

Parmi les jeunes activistes socialistes juifs, Emanuel Shinwell se distingue plus particulièrement. Né en 1884 à Londres, il est le fils aîné d'une famille de treize enfants, avec un père britannique d'origine juive polonaise et une mère juive hollandaise.⁵ Il devient apprenti tailleur dans l'*East End* de Glasgow à l'âge de 11 ans. Il devient membre de la *Amalgamated Society of Clothing Operatives* à 17 ans (mais rejoint rapidement le syndicat plus général *Clothiers' Operatives*) et est élu au *Glasgow Trades Council* en 1906. Il en sera le président à deux reprises. Il rejoint l'ILP en 1906. En 1911, il joue un rôle important lors de la grève nationale des ouvriers dockers organisée par le syndicat des marins⁶ qui vient d'être créé. En sa qualité de président du *Glasgow Trades Council*, il fait partie d'une délégation de grévistes reçue par le *Lord Provost* le 31 janvier 1919, point culminant du mouvement de grève pour une semaine de travail de quarante heures. Il est arrêté et condamné à cinq mois de prison pour incitation à émeute. À l'élection de 1918, il se présente dans la circonscription de Linlithgow (West Lothian) mais n'est pas élu. Il le sera quatre ans plus

¹ Lettre de Mick Goldberg, secrétaire du *Workers' Circle* à Lazar Zaidman datée du 28 septembre 1947. La lettre précise qu'une campagne de recrutement est en cours (Zaidman Papers, University of Sheffield, photocopies du dossier 8 (folder 8(f)) détenues au SJAC, Glasgow. POL.WOR 0001, 70 p). Zaidman représente la Division VIII du *Workers' Circle* au Comité Central de Londres. La correspondance s'étale entre 1944 et 1961. La dernière lettre disponible, datée du 19 février 1961, fait mention de 53 membres.

² Lettre de Mick Goldberg à Lazar Zaidman datée du 20 décembre 1958. Il l'informe de la très faible activité du *Workers' Circle* : « leaving behind a small group of elderly immigrants in the neighbourhood, locked in the old occupations, poverty and nostalgia ».

³ Ben Braber, *op. cit.*, p. 171.

⁴ Kenneth Collins, *Scotland's Jews*, p. 31.

⁵ John Doxat, *Shinwell Talking. A Conversational Biography to Celebrate his Hundredth Birthday*, London, Quiller Press, 1984, p. 8.

⁶ *Seafarer's Union*.

tard et fera partie de la célèbre délégation de quatorze députés rouges de la Clyde¹ élus à Westminster. Au cours de sa très longue carrière politique, il obtient plusieurs mandats ministériels et exerce de hautes responsabilités au sein du parti travailliste, qu'il préside en 1947-8. Il conserve son siège à la Chambre des Communes jusqu'en 1970 quand il devient Baron Shinwell of Easington et accède à la Chambre des Lords². Il est toutefois assez difficile d'évaluer dans quelle mesure sa condition de juif a joué un rôle dans la carrière politique de Shinwell avant 1939. Les gens le savaient juif mais il n'était pas pratiquant³. Pourtant Morgan note qu'il est très impliqué dans la communauté juive⁴. Ses origines juives ne sont pas au centre de son activité et de son identité politiques⁵, même si quelques incidents ou prises de position, notamment après 1945, ne laissent planer aucun doute sur ses origines et le fait que les gens en avaient connaissance⁶.

7. Conclusion

Dans les années cinquante, les Gorbals avaient probablement reçu plus de publicité négative que n'importe quel autre lieu dans le monde. Dans le sillage de *No Mean City*, Fleet Street a surnommé le quartier les « Cinquante Hectares de l'Enfer » et la « Petite Chicago sur la Clyde ». Mais, en dépit de la misère, le quartier présentait une des densités de population les plus élevées du pays, avec une vie sociale animée centrée autour des cinémas, des salles de danse, des pubs, des cafés, des églises, des synagogues, des locaux des associations caritatives et des clubs.⁷

Pendant les deux décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, le district entame une troisième vie. Le documentaire produit par le *Gorbals History Research Group* montre que la fin des *Old Gorbals* date de la fin des années cinquante. À plusieurs reprises, il est fait mention de « Gorbals Clearances » ou de « Mass Clearances », afin de donner une

¹ « Red Clydesiders ».

² Ben Braber, *op. cit.*, pp. 117-118 & 176; Kenneth O. Morgan, « Shinwell, Emanuel, Baron Shinwell (1884–1986) », rev. *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, 2004; édition en ligne, Jan 2008 [<http://www.oxforddnb.com/view/article/39859>, acces le 13 mai 2010].

³ John Doxat, *op. cit.*, p. 12 : « I lived in the Catholic quarter of Glasgow. All my friends were Roman Catholics. My first holiday was with them in Ireland » (p. 12). Avant 1939, il ne fait que rarement allusion à sa condition de juif et ne s'exprime pas sur la question palestinienne.

⁴ Kenneth O. Morgan, *op. cit.*

⁵ Ben Braber, *op. cit.*, p. 118 : « In general, he felt closer to those who thought that Socialism and not Zionism would solve the problems of the Jewish workers. »

⁶ *Ibid.*, p. 118 & 176.

⁷ Rudolph Kenna, *op. cit.*, p. 19 : « By the 1950s, the Gorbals had probably had more adverse publicity than almost anywhere else on earth. In the wake of No Mean City, Fleet Street dubbed the area Hell's Hundred Acres and Little Chicago on the Clyde. But in spite of the squalor, the district still boasted one of the highest population densities in the country, with a vibrant social life centred on cinemas, dance halls, pubs, cafés, churches, synagogues, mission halls and clubs. »

idée de l'ampleur des transformations que le district a subies.¹ Les *tenements* sont rasés et remplacés par des tours d'habitation, les « villages verticaux ». La population est déplacée vers Castlemilk et Pollock, deux des quatre grands ensembles en périphérie.² Il ne reste aujourd'hui plus rien des Gorbals d'avant les années cinquante. Les bâtiments de Laurieston sont encore debout mais abritent des petites entreprises. Abbotsford School a fermé en 1997 et a été reconvertie en bureaux. C'est tout ce qu'il reste d'Abbotsford Place, une adresse autrefois très prisée du district.

Il viendra le temps où, au cours des décennies qui suivirent la guerre, une nouvelle génération de dirigeants municipaux ira beaucoup plus loin. Les Gorbals furent intégralement rayés de la carte, tous les tenements sur un rayon de presque un kilomètre et demi autour de l'endroit où se situaient l'ancienne place centrale, les petits ateliers et les commerces familiaux qui avaient donné à manger, du travail et la vie au quartier. L'ancienne disposition des rues fut complètement oblitérée, créant un désert qui s'étendait de la Clyde à l'endroit où se tenaient les haut-fourneaux de Dixon's Blazes. À la place, ils ont construit des tours d'habitation de vingt-quatre étages, sombres monolithes qui surplombent des étendues d'herbe éparse, boueuse et jonchée de détrit. Tous les repères du passé ont disparu. [...] Pourquoi avoir effacé les anciens Gorbals ? Serait-ce la conséquence d'une culpabilité de classe due aux taudis sordides du quartier, à sa pauvreté ? Serait-ce la peur de la mémoire populaire, qui s'exprime d'une nouvelle manière, si l'identité du quartier devait perdurer ?³

Même si les Gorbals tels qu'ils ont existé jusqu'à la fin des années cinquante ont complètement disparu, ils restent l'un des mythes les plus fermement établis de Glasgow. Quand on met la représentation du district en perspective par rapport à la réalité d'une ville toute entière dont l'industrialisation, la démographie et les problèmes qui en ont découlés n'ont pas été traités de façon adéquate, il apparaît clairement que le mythe, bien que toujours vivace, repose sur bien peu de choses. Toutes les caractéristiques du district sont partagées par les autres districts populaires de la ville, à des degrés divers. En aucun cas l'intolérance religieuse, la surpopulation, la dégradation des logements, la pauvreté, la

¹ Gorbals Heritage Group & Gorbals Fair Society, *Gorbals Shadows*, Glasgow, Scotch Mist Productions, 2001. Ces expressions font bien entendu explicitement référence aux « Highland Clearances ».

² La question du déplacement des populations vers la périphérie de la ville sera discutée en détail dans la deuxième partie.

³ Ralph Glasser, *op. cit.*, p. 37 : « The time would come, in the decades after the last war, when a new generation of City Fathers went vastly further. The whole of the Gorbals was wiped off the map, all the tenements for nearly a mile around the spot where the old Cross had stood, the little workshops and family businesses that had given the Gorbals bread and work and life, the ancient street plan obliterated entirely, leaving a desert that stretched from the Clyde to where Dixon's Blazes used to be. In it they erected a few twenty-four story tower blocks, sombre monoliths presiding over windswept vistas of spare, muddy, littered turf, all the old landmarks gone. [...] Why had they erased the old Gorbals? Class guilt about its sordid slums, its poverty? A fear of folk memories, in the new way of discontent, if its identity was encouraged to survive? »

pollution industrielle ou la violence des gangs ne sont des spécificités propres aux Gorbals. La population juive pauvre chassée par les pogroms d'Europe de l'Est s'est effectivement installée uniquement dans les Gorbals et y a développé une identité culturelle et politique. Il s'agit bien là d'une vraie spécificité du district, qu'aucun autre district ne partage. Il faut très certainement chercher la construction du quartier en tant que mythe dans sa situation aux portes du centre-ville, sa fonction de terre d'accueil de toutes les vagues d'immigration à Glasgow et dans sa capacité à concentrer et représenter l'ensemble des problèmes sociaux et urbanistiques auxquels la ville de Glasgow dans son ensemble était confrontée. Le roman d'Alexander McArthur et de H. Kingsley Long s'est chargé du reste.

CHAPITRE 3 – GLASGOW LA ROUGE

Parmi toutes les villes britanniques, Glasgow est celle qu'on associe le plus au socialisme radical. L'expression 'Clyde Rouge' conserve un fort pouvoir d'évocation et, bien que le phénomène ait inspiré une masse d'écrits, il est très certainement le plus mal compris de l'histoire politique britannique du vingtième siècle.¹

Bien que certains historiens aient relégué la 'Clyde Rouge' au rang de mythe, ce ne fut pas un mythe dans l'esprit de la classe moyenne. Le *Glasgow Herald* estima que les révolutionnaires potentiels pouvaient mobiliser le soutien de plus de 100 000 personnes. Pour la classe moyenne, la menace semblait réelle. Après tout, il s'agissait d'ouvriers militants qui se mettaient en grève, et un large mouvement populaire avait obligé le gouvernement à intervenir dans le domaine du paiement des loyers, que la classe moyenne considérait comme un élément sacrosaint du marché. La classe moyenne prit les meneurs au mot et crut qu'ils étaient sur le point d'abolir le marché et de s'emparer de la propriété privée. Plus un discours radical socialiste était enflammé, plus il avait de chances d'être l'objet d'un compte-rendu et personne ne pensait à se demander dans quelle mesure les ouvriers ordinaires partageaient les convictions de leurs dirigeants.²

L'héroïsme de la Clyde Rouge, dont la mémoire fut fidèlement transmise par les générations suivantes de militants, masqua une défaite fondamentale.³

L'action la plus révolutionnaire que connût l'Écosse à cette époque, ce fut lorsque la femme de T.D. Clarke demanda à Davie Kirkwood de faire la vaisselle.⁴

¹ Seán Damer, *op. cit.*, p. 107 : « Of all British cities, Glasgow is that most associated with socialism. The 'Red Clyde' is still a redolent phrase and, although the phenomenon has inspired a massive literature, it is arguably the most misunderstood in twentieth-century British politics. »

² Richard Finlay, *op. cit.*, p. 28 : « Although some historians have dismissed the Red Clyde as a myth, it was no myth in the middle-class imagination. The Glasgow Herald estimated that the potential revolutionaries could call on the support of over 100,000 people. To the middle class the threat seemed real. After all, here were militant workers who were going on strike, and a mass movement had forced the government to intervene in the payment of rent, something the middle class regarded as sacrosanct to the market. And the workers appeared to be led by committed socialists. The middle class took the leaders at their word and believed that they were about to abolish the market and take over private property. The more inflammatory a socialist speech, the more likely it was to be reported, and no one thought to question the extent to which ordinary workers shared their leaders' convictions. »

³ Christopher Harvie, *No Gods and Precious Few Heroes*, p. 23 : « The heroics of Red Clyde, faithfully retailed by further generations of activists, masked a fundamental defeat. »

⁴ Boutade d'Arthur Woodburn, Ministre pour l'Écosse dans le Cabinet Attlee, citée dans Christian Civardi, *Le Mouvement ouvrier écossais 1900-1931*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg,

L'histoire du mouvement ouvrier écossais ne peut être réduite à une courte période d'intense agitation industrielle pendant et juste après la Première Guerre mondiale dans la région de Glasgow (1914-1922). Toutefois, l'intensité des conflits, qui surviennent en même temps que d'autres grands bouleversements dans l'histoire mondiale (Première Guerre mondiale et révolutions russes) et qui y sont étroitement liés, a donné à cette période une résonance particulière dont l'héritage reste très vivement discuté. Il existe en effet une littérature abondante sur le mouvement ouvrier à Glasgow et dans le centre-ouest de l'Écosse, fruit d'un intense travail de recherche qui a suscité et continue de susciter débats, polémiques et controverses. Cet engagement intellectuel a permis, au fil du temps, de battre en brèche certaines analyses qui avaient été jusqu'alors exemptes de remise en cause, comme s'il avait été interdit de toucher à ce qui avait acquis le statut d'icône nationale – la dimension révolutionnaire mythique de La Clyde rouge¹. Le débat s'est concentré sur l'aspect révolutionnaire – ou non – de la période et il oppose les historiens marxistes aux « révisionnistes »². Les premiers³ ont conféré une grande importance à l'influence des petits partis révolutionnaires et à la dimension de lutte des classes dans les événements de La Clyde rouge dont ils identifient l'origine dans les changements de la structure de l'appareil de production⁴. Les seconds⁵ ont progressivement remis en cause ces analyses pour invoquer le corporatisme des ouvriers hautement qualifiés comme moteur de l'action industrielle. Les premières analyses concernant la période ont largement contribué à ériger le mythe révolutionnaire d'une Clyde rouge héroïque face à l'État et au capital, en prenant appui sur les récits de certains des militants marxistes les plus charismatiques et les plus actifs de cette période⁶.

1997, p. 212.

¹ Voir l'article de Alan R. Bell « New Labour Resources - Sources for Scottish Labour History in the Manuscripts Division of the National Library of Scotland », in *Labour History*, Vol. 83, novembre 2002, pp. 173 – 190, <http://www.historycooperative.org/journals/lab/83/bell.html> (accès le 2 mai 2012). L'article contient une discussion sur l'historiographie de la Clyde rouge et propose une bibliographie commentée de quelques-uns des ouvrages majeurs concernant la période.

² Joseph Melling, « Whatever Happened to Red Clydeside? Industrial conflict and the politics of skill in the First World War », in *International Review of Social History*, 35, 1990, pp. 3-32.

³ James Hinton, *The First Shop Stewards' Movement*, London, Allen and Unwin, 1973 ; Keith Middlemas, *The Clydesiders: a left-wing struggle for Parliamentary Power*, Londres, Hutchison, 1965 ; William Kendall, *The Revolutionary Movement in Britain, 1900-1921*, London, 1969 ; Raymond Challinor, *The Origins of British Bolshevism*, London, Croom Helm, 1977.

⁴ Iain McLean résume la situation ainsi : « In 1969, the established picture of Red Clydeside was of a heroic episode of labour struggle against both capital and government. » (Iain McLean, *The Legend of Red Clydeside*, Edinburgh, John Donald, 1983, p. xiv).

⁵ Iain McLean, *op. cit.*

⁶ On peut citer William Gallacher dont les mémoires parus en 1936 et intitulés *Revolt on the Clyde*

L'entreprise de déconstruction du mythe a souvent amené ses auteurs¹ à fortement nuancer, voire fermement réfuter toute dimension révolutionnaire dans l'agitation industrielle qui a eu lieu dans l'ouest de l'Écosse pendant et immédiatement après la Première Guerre mondiale. Cette approche privilégie la thèse selon laquelle le développement du vote travailliste est davantage le fruit de campagnes électorales basées sur le thème du logement ou de la réforme économique plutôt que le résultat des conflits industriels engagés sur la base de revendications étayées par une idéologie socialiste révolutionnaire. En d'autres termes, il ne faudrait pas chercher de transfert électoral dans la série de conflits industriels qui ont agité la région de Glasgow pendant cette période si particulière. Christopher Harvie affirme ainsi :

Les événements de la Clyde rouge ont acquis une dimension mythique parce qu'en 1919, deux ans après le renversement du Tsar, le gouvernement de Lloyd George a eu peur qu'une révolution bolchevique éclate le long de la Clyde. Fait unique dans l'histoire, le gouvernement a déployé les blindés et des troupes dans les rues d'une ville britannique pour écraser la grève pour la semaine de travail de quarante heures. En fait, les événements de la Clyde rouge sont un mélange de raisons nobles – des protestations contre des loyers exorbitants – et d'autres ignobles – les efforts des ouvriers qualifiés pour empêcher l'infiltration de leurs corps de métier par les ouvriers non-qualifiés et les femmes, ralentissant ainsi la production de munitions pour le front.²

Les analyses libérales et/ ou révisionnistes du rôle des ouvriers qualifiés dans le mouvement ouvrier mettent en évidence la constitution de cercles qui œuvrent pour jalousement préserver leurs intérêts de l'infiltration de main d'œuvre féminine et/ ou non-qualifiée. C'est notamment la thèse défendue par Christopher Harvie, qui suit en cela le travail de Iain McLean. Pourtant, ces ouvriers qualifiés concevaient leur vie d'ouvrier

(Londres, Lawrence & Wishart) font la part belle à la dimension révolutionnaire des événements pendant et après la Première Guerre mondiale. Il en est de même dans les mémoires de David Kirkwood, *My Life of Revolt*, Londres, Harrap, 1935.

¹ La thèse de Iain McLean est la plus controversée. Son ouvrage a été réédité en 1999 avec une introduction dans laquelle l'auteur revient sur les critiques dont sa remise en cause de légende de la Clyde rouge avait fait l'objet lors de la publication de son livre, ce qui l'amène à faire une synthèse des éléments clés de ses thèses, accompagnée d'arguments sans concession. Cette introduction est très riche en pistes de réflexion sur le sujet. Voir aussi les travaux d'Alastair Reid et Jonathan Zeitlin. Citons enfin l'ouvrage de James Hinton, *The First Shop Stewards' Movement* (Londres, Allen & Unwin, 1973) qui avait initié le renouvellement des analyses sur la Clyde rouge.

² Christopher Harvie and Peter Jones, *The Road to Home Rule*, pp. 32-33 : « Red Clydeside assumed mythic status because in 1919 Lloyd George's government feared Bolshevik revolution was erupting on the Clyde two years after it had toppled the Tsar. It deployed tanks and troops on the streets of a British city (the only time tanks have ever been used) to suppress what was called the Forty-Hour Strike. In fact, Red Clydeside was a mixture of the noble – protest against usurious rents – and the ignoble – efforts by skilled workers to prevent the infiltration of their crafts by unskilled men and women, thus hampering production of munitions for the front line. »

comme un apprentissage politique au service de la réalisation du socialisme¹. Le militantisme industriel qu'ils mènent est donc plus complexe (et ambigu) qu'il n'y paraît et ne peut être réduit à la simple opposition entre intérêts corporatistes d'un côté et luttes socialistes révolutionnaires universelles de l'autre². Il faut replacer cette période particulière de l'histoire écossaise dans un contexte plus large. La période d'agitation industrielle qui commence en 1915 survient dans la foulée d'une succession de mouvements de grèves qui a débuté bien avant la guerre et qui va opposer les ouvriers au capital et à l'état³.

Il n'y a pas non plus consensus sur la période à laquelle le mouvement socialiste révolutionnaire a culminé pendant la période de la Clyde rouge. Néanmoins, il est possible d'identifier trois épisodes majeurs. Le premier épisode est celui de la crise générée par la loi sur les munitions⁴ pendant l'hiver 1915-1916. Cette loi qui introduit nombre de mesures coercitives, dont le strict encadrement du droit de grève, quand ce n'est pas son interdiction pure et simple, dans le secteur de production de munitions, cherche à mettre en place une politique industrielle de guerre, c'est-à-dire le recours à une main d'œuvre non-qualifiée ainsi qu'à la main d'œuvre féminine à la place d'une main d'œuvre qualifiée⁵. Cette loi est fortement contestée par les ouvriers qualifiés. Le mouvement de grèves est piloté par le *Clyde Workers' Committee*, un comité de grève constitué d'un panel de délégués d'ateliers militants syndicaux et membres de partis socialistes révolutionnaires qui parvient à mobiliser les ouvriers qualifiés dans un nombre important de grèves, toutes illégales au regard de la législation en vigueur, et peut-être encore plus significatif, contre l'avis des instances syndicales nationales qui ont conclu avec le gouvernement une sorte de pacte de non-agression sociale au début de la guerre. Le second épisode est contemporain du premier. Il s'agit de la grève des loyers, épisode que nous avons développé précédemment et qui est de nature bien différente de la crise des munitions. C'est un mouvement qui attire la sympathie et le soutien d'un nombre considérable d'ouvriers, quel que soit leur statut et loin de toute considération corporatiste. Il marque aussi l'engagement soutenu des femmes dans le mouvement social et ouvrier.

¹ Les plus influents formeront le *Clyde Workers' Committee* puis intégreront l'ILP.

² Seán Damer, *op. cit.*, pp. 126-134.

³ Une des grèves symboliques qui marque l'entrée dans cette longue période d'agitation industrielle est la grève en 1911 à l'usine (américaine) Singer à Clydebank. Les femmes y jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre les nouvelles méthodes de management à l'américaine. Voir William Kenefick and Arthur McIvor (eds.), *Roots of Red Clydeside 1910 – 1914? Labour Unrest and Industrial Relations in West Scotland*, Edinburgh, John Donald, 1996.

⁴ *Munitions of War Act*, 1915.

⁵ Il est fait référence à cet épisode comme la lutte contre la « dilution ».

Le troisième épisode est la vague de grèves qui secoue l'ouest de l'Écosse en janvier 1919 et dont le point d'orgue est l'émeute de George Square du 31 janvier 1919. Pourtant, la période entre ces deux épisodes n'est pas vierge d'agitation et de conflits, loin s'en faut.

La question à poser n'est pas tant celle de la dimension révolutionnaire des épisodes d'agitation industrielle de la période de la Clyde rouge. Les faits historiques se suffisent à eux-mêmes et ne laissent planer aucun doute : il n'y a pas eu de révolution à Glasgow pendant la Première Guerre mondiale ni pendant l'année 1919. En revanche, la question de l'héritage politique et électoral de la Clyde rouge et de son importance dans le façonnement du paysage politique à Glasgow et dans sa région paraît plus pertinente. La tradition radicale socialiste de Glasgow est un élément majeur de son identité qui semble avoir traversé le vingtième siècle sans faiblir. Elle est au cœur des campagnes de protestation qui émaillent le vingtième siècle et, à ce titre, constitue indéniablement l'élément sous-jacent qui lie inextricablement les questions de régénération urbaine, de culture et de politique dans la ville au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Discuter l'aspect révolutionnaire de la période est donc sans objet. Toutefois, il paraît nécessaire d'en faire un examen détaillé pour en évaluer l'ampleur, les traits dominants et, surtout, l'héritage politique, préalable nécessaire à la compréhension de son impact à plus long terme et son incroyable permanence dans la mémoire collective écossaise.

1. Batailles autour de la dilution (1915 - 1916)

Tout comme la région de Newcastle ou le triangle Leeds – Manchester – Birmingham, Glasgow tient un rôle éminemment important dans l'économie de guerre de la Grande-Bretagne puisque le gouvernement dédie la très forte concentration d'industries lourdes et les chantiers navals à la production de munitions et de matériels de guerre¹. Glasgow devient le centre le plus important de production de munitions des îles britanniques. Pour faire face aux demandes des armées, les industries de la Clyde sont capables d'augmenter leur production d'un cinquième en mettant en place une organisation de l'appareil de production qui permet des gains de productivité substantiels². C'est toute une organisation du travail qui doit être repensée et modifiée pour pallier la perte de la

¹ Pour plus de commodité, le terme « munitions » sera utilisé pour désigner l'ensemble de la production d'armes, munitions, bateaux et autres matériels de guerre.

² Richard Finlay, *op. cit.*, p. 8.

moitié de la main d'œuvre masculine, partie au front, et pour assurer un tel résultat. C'est ce qui va être au cœur des revendications d'une partie des ouvriers de Clydeside pendant les deux premières années de la Première Guerre mondiale et faire de la région de Glasgow un lieu de fortes tensions industrielles. À cette époque, les causes du mécontentement ouvrier à Glasgow sont multiples et ne se cantonnent pas aux changements dans l'organisation du travail. Les prix des loyers augmentent considérablement, alimentés par l'afflux massif d'ouvriers à la recherche d'un emploi dans la région et, de manière générale, les ouvriers sont confrontés à une très forte augmentation du coût de la vie.

L'industrie écossaise se distingue du reste de l'industrie britannique par la nature des relations entre les patrons et les ouvriers. Les ouvriers sont peu et mal organisés et la négociation collective ne peut se prévaloir d'une existence reconnue et autonome qui donne une légitimité à une aristocratie ouvrière garante d'une certaine stabilité sociale, comme cela est le cas dans d'autres régions industrielles d'Angleterre¹. Ce point de vue est complété par Joseph Melling, pour qui les luttes ouvrières pendant la Première Guerre mondiale sont à analyser dans un contexte de rupture de l'équilibre des forces entre patrons et ouvriers dans le domaine de la négociation salariale. Les ouvriers avaient jusqu'alors une certaine autonomie, acquise au fil du temps, dans leur capacité à négocier de façon presque individuelle leur salaire². En d'autres termes, des relations directes entre patrons et ouvriers, une autonomie locale quasiment au cas par cas dans la négociation salariale et une autonomie assez importante dans la pratique pour la constitution des équipes de travail (sur les chantiers navals gigantesques notamment) sont autant de raisons qui placent les ouvriers dans une position de force en temps de guerre et de plein emploi. Cette situation propre à l'industrie lourde du centre-ouest de l'Écosse est héritée des pratiques antérieures à la

¹ John Foster, « Strike Action and Working-Class Politics on Clydeside 1914-1919 », in *International Review of Social History*, 35, 1990, p. 38. It was the material weakness of Scottish capital, together with its particular cultural traditions, which inhibited the development of those social and cultural relationships which sustained – relatively speaking at least – social stability elsewhere. The Redness of the Clyde, as against the Mersey or the Tyne, had a quite different pedigree which did not result so much from the breakdown of existing pre-war structures of collective bargaining as from their very weak and truncated existence and the wider lack of civic cultures which gave organised labour a recognised and autonomous place. It was precisely because Clydeside had not developed a labour aristocracy in the classic sense. »

² Joseph Melling, *op. cit.*, pp. 9-10 : « It was the arrival of war and government controls which disturbed the delicate balance of forces which dictated the pattern of bargaining for generations. Officials, shop stewards and groups of craftsmen now sought to manoeuvre for position in a situation where the labour market was directly regulated. The implicit power relations which were embodied in the division of labour and the procedure of the bargaining institutions were openly politicised as the state sought to control production. »

guerre. Les capacités de production étant inférieures aux besoins de l'armée, les ouvriers disposent en outre d'un atout supplémentaire dans leur capacité à négocier.

Vu les circonstances, le gouvernement britannique doit rapidement prendre des mesures pour contrôler les relations entre patrons et ouvriers. Il veut imposer la dilution, c'est-à-dire procéder à la dé-qualification des tâches normalement exécutées par les ouvriers qualifiés en introduisant en remplacement une main d'œuvre masculine et féminine, non-qualifiée et moins bien payée, dans les processus de fabrication. L'objectif est simple: il faut augmenter la productivité et la production de munitions pour faire face aux besoins du front. C'est ce qui va être la cause d'une série de conflits industriels importants entre le début de la guerre et le milieu de l'année 1916. La vallée de la Clyde est en effet en proie à une vive agitation, limitée dans le temps (de février 1915 à avril 1916) mais significative. Elle se développe sur plusieurs fronts. Toutefois, elle se cristallise sur l'évolution du rôle de l'État dans la régulation des relations entre les travailleurs et le capital et place au centre des débats la question du corporatisme des revendications. Les questions de l'autorité et de la discipline sont aussi au cœur des conflits. Elles concernent tout autant les employeurs que l'État et l'exécutif des syndicats. Il se pose enfin la question de l'importance de cet épisode dans la naissance d'une conscience de classe.

1.1. Les moyens de contrôle de la production par l'État

Le contrôle de l'État commence en fait dès que la guerre éclate. Dès le 8 août 1914, le gouvernement fait voter sans débat la loi sur la défense du royaume¹ à la Chambre des Communes. La loi donne les pleins pouvoirs au gouvernement pour censurer la critique, emprisonner sans procès et obliger à la participation à l'effort de guerre. Elle organise une véritable censure d'État au service du pouvoir militaire. Elle permet aussi au gouvernement de contrôler les civils. En mars 1915, elle interdit les grèves et les blocages d'usines. Plusieurs amendements votés en octobre 1915 tentent de réduire la consommation d'alcool, interdisant quiconque d'acheter de l'alcool pour une autre personne qu'elle-même et restreignant les heures d'ouverture des pubs.

La production industrielle est contrôlée et administrée directement ou indirectement par l'État qui légifère pour parvenir à ses fins. De locale, la gestion des relations de travail devient nationale. Ainsi, plus de 90 administrateurs et cadres des grandes firmes métallurgiques et chimiques de la vallée de la Clyde sont prêtés par leur employeur d'origine

¹ *Defence of the Realm Act* (DORA).

pour officier pour le compte du Ministère des Munitions pendant toute la durée de la guerre.¹ Il devient nécessairement beaucoup plus difficile de savoir qui de l'État ou de l'employeur dirige réellement l'entreprise. Au niveau local, les mesures édictées par le Ministère des Munitions sont ressenties comme une alliance entre le patronat et l'État pour casser le statut des ouvriers qualifiés. C'est un sentiment qui est exacerbé par la nomination en janvier 1916 de William Weir, industriel réputé farouchement hostile aux syndicats, au poste de directeur des munitions pour l'Écosse.

En mai 1915, David Lloyd George devient Ministre des Munitions officieux en attendant la création officielle du Ministère des Munitions en juin 1915 par le *Ministry of Munitions Act*. La loi sur les munitions de guerre est votée en juillet 1915² dans le but d'assurer une production efficace et ininterrompue de munitions pour les forces armées britanniques. La loi donne davantage de pouvoirs aux employeurs et restreint l'autonomie des ouvriers qualifiés qui voient là un instrument légal dont l'objectif est de battre en brèche leurs droits acquis de haute lutte. Elle donne un statut légal à la dilution et permet au Ministère des munitions de désigner des usines de munitions comme établissements contrôlés³ dans lesquels il peut imposer une réglementation sur l'encadrement et les ouvriers : régulation des profits et contrôle de la main d'œuvre par l'instauration d'un système de bons de sortie⁴. La loi interdit à un ouvrier de quitter un emploi sans avoir obtenu l'autorisation préalable de son employeur. Elle autorise un employeur à ne pas délivrer de bon de sortie à un employé, ce qui l'empêche de trouver un emploi ailleurs. Refuser un emploi devient un délit, quelles que soient la nature et la rémunération de l'emploi en question, de même que refuser de faire des heures supplémentaires, qu'elles soient payées ou non. La loi prévoit aussi la création de tribunaux, les Tribunaux des Munitions⁵, pour statuer sur les infractions diverses relevant de cette loi. Très vite les employeurs n'hésitent pas à y recourir, ce qui amène les ouvriers à penser qu'il s'agit surtout d'une loi élaborée entre les employeurs et l'État pour leur imposer des conditions de travail et salariales draconiennes. Au début de l'existence des Tribunaux des Munitions, les employeurs y formulent entre soixante-dix et quatre-vingt recours par jour. La loi interdit aussi les grèves et prévoit la traduction en justice des responsables syndicaux. Faire grève

¹ Christian Civardi, *op. cit.*, p. 331.

² *Munitions of War Act*, 1915.

³ « Controlled Establishments ».

⁴ « Leaving certificates » ou « certificates of discharge ».

⁵ « Munitions Tribunals ».

devient un délit¹. Dans la pratique, il s'avérera rapidement impossible de faire respecter tous les aspects de la loi².

La dilution impose une révolution culturelle dans le monde masculin et très hiérarchisé des relations industrielles. Les ouvriers qualifiés jouissaient d'un statut privilégié dans la hiérarchie ouvrière. On devenait ouvrier qualifié au terme d'un parcours d'apprentissage soigneusement codifié, reconnu par les pairs, et qui était généralement transmis de père en fils. Il n'était par ailleurs pas dénué de considérations religieuses. Ainsi, il était par exemple quasiment impossible pour des Irlandais catholiques d'accéder à ce statut, ce qui les condamnait à exercer les métiers les plus pénibles de l'industrie et les maintenait au plus bas de l'échelle sociale. À une époque où le marché de l'emploi était très variable, les ouvriers qualifiés étaient très attachés à la conservation de leurs privilèges. Ils cultivaient un sentiment de supériorité vis-à-vis du reste de la classe ouvrière, et portaient avec fierté costume et chapeau melon le dimanche. Il n'est donc pas surprenant qu'ils voient la mise en place de la dilution d'un très mauvais œil. L'introduction de travailleurs et travailleuses semi-qualifié(e)s ou non-qualifié(e)s pour réaliser des tâches jusque-là réservées à des ouvriers ayant dûment accompli un long apprentissage de sept années est considérée comme inacceptable. Finlay rappelle que le recours à de jeunes Américaines, qui n'avaient pas suivi d'apprentissage, comme riveteuses sur les chantiers navals, confinait à la provocation dans cet environnement industriel très masculin, où les traditions de chaque corps de métier avaient été si jalousement et rigoureusement défendues³.

Même si les ouvriers non-qualifiés sont moins bien payés que leurs homologues qualifiés, et malgré les promesses du gouvernement qu'il s'agit là d'une situation temporaire commandée par l'urgence de la guerre, les ouvriers qualifiés redoutent que les nouvelles pratiques industrielles perdurent après-guerre.

1.2. Le soutien à l'effort de guerre

Cent mille ouvriers de toute l'Écosse se portent volontaires pour venir s'installer dans les secteurs des usines d'armements et participer à l'effort de guerre⁴, constituant ainsi une armée de travailleurs volontaires⁵. Parallèlement, le gouvernement compte sur les soldats de

¹ « Criminal offence ».

² Iain McLean, *op. cit.*, pp. 28-30.

³ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 15.

⁴ Ce sont les « War Munitions Volunteers », volontaires des munitions de guerre.

⁵ La « Volunteer Labour Army ».

retour du front pour alimenter les usines en main d'œuvre. Mais, en août 1915, le nombre d'ouvriers libérés de leurs obligations militaires s'avère insuffisant pour faire face aux besoins de la production de munitions et d'armements. Christopher Addison, haut fonctionnaire en poste au Ministère des Munitions, estime alors qu'il est possible de faire venir 15 000 volontaires pour les munitions de guerre¹. Un mois plus tard, ce chiffre tombe à 6 000 en raison des difficultés à déplacer les hommes d'un bout à l'autre du pays et des querelles au sujet des salaires et des conditions de travail. Il faut ajouter à ce chiffre 5 000 hommes libérés de leurs obligations militaires. Le total reste cependant bien insuffisant au regard des besoins de la production². Cette première stratégie, qui recevait l'approbation des syndicats est donc un échec. Le gouvernement se trouve alors rapidement dans l'obligation de recourir à des stratégies moins acceptables pour les syndicats. La dilution en fait partie. Elle touche principalement l'industrie de construction mécanique, et dans une moindre mesure les chantiers navals, où la technicité et la diversité des métiers font plus difficilement l'objet d'une menace de dilution ou du remplacement par une main d'œuvre féminine. Le gouvernement cherche néanmoins à la rendre la plus acceptable possible en la faisant superviser par un comité composé principalement de syndicalistes, dont des représentants de *l'Amalgamated Society of Engineers* (ASE), le puissant syndicat des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique. Quelques mois après le début de la guerre donc, en mars 1915, les dirigeants de la plupart des syndicats d'ouvriers qualifiés signent un accord³ dans lequel ils s'engagent à accepter la dilution et à la faire accepter par la base. Ils reconnaissent aussi la nécessité d'une direction gouvernementale des relations du travail en échange de leur participation aux structures de décisions concernant la main d'œuvre et de la garantie d'un retour aux conditions d'avant-guerre à l'armistice⁴.

La troisième solution envisagée est la conscription industrielle⁵. Elle est évidemment considérée inacceptable par les syndicats et ne semble pas être une solution à laquelle

¹ « War Munitions Volunteers ».

² Iain McLean, *op. cit.*, p. 32.

³ Le « Treasury Agreement », signé alors que David Lloyd George est Chancelier de l'Échiquier.

⁴ Christian Civardi, *op. cit.*, p. 330; Iain McLean, *op. cit.*, p. xv.

⁵ La conscription industrielle signifie que les ouvriers sont affectés arbitrairement à la production d'armes et de munitions et soumis à la même discipline que leurs camarades engagés volontaires dans l'armée. Cela est évidemment inacceptable pour l'ASE car la conscription industrielle est incompatible avec le respect des spécificités du statut d'ouvrier qualifié. Notons au passage que l'ASE ne s'y oppose néanmoins pas au titre d'une position pacifiste.

David Lloyd George, le premier Ministre des Munitions et Christopher Addison, qui lui succédera en juillet 1916, souhaitent recourir¹.

1.3. Les premières protestations (1915)

Le premier conflit des ouvriers qualifiés de la Clyde se déroule en février 1915 lorsque des employeurs en construction mécanique refusent de leur accorder une augmentation horaire de deux pence pour leur permettre de faire face à l'augmentation du coût de la vie, à une période où les prix des loyers flambent². Par ailleurs, William Weir, important employeur de construction mécanique à Cathcart et futur directeur des munitions pour l'Écosse, fait appel à des ouvriers américains qu'il paye six shillings de plus par semaine que les ouvriers glaswégiens. Le conflit débouche sur une grève organisée et dirigée par un comité de grève, le *Labour Withholding Committee* (LWC) qui est composé de militants et de délégués d'atelier. Il parvient à conserver le contrôle du mouvement de grève, au détriment des responsables de l'ASE. La grève dure un peu moins de trois semaines et compte jusqu'à 10 000 membres de l'ASE en grève (soit les deux-tiers de tous les ouvriers qualifiés de la région) dans vingt-six usines de construction mécanique de la vallée de la Clyde³. Cette grève revêt une importance majeure dans la mesure où elle marque la création du LWC, comité composé d'ouvriers syndiqués de la base qui décident sur le terrain de la conduite à tenir et refusent d'appliquer les consignes des responsables du syndicat, quand elles ne sont pas en accord avec leurs intérêts. Elle ouvre une brèche dans l'autorité de la hiérarchie syndicale. La constitution du LWC est aussi une étape importante vers la création du *Clyde Workers' Committee* (CWC) plus tard la même année. Enfin, le gouvernement britannique se rend compte du rôle vital joué par certaines industries dans la production de munitions. Un accord est signé le 4 mars 1915 qui met fin à la grève. L'accord avec le trésor britannique⁴ évoqué plus haut est signé dans la foulée les 17-19 mars.

C'est le premier acte d'un conflit entre l'État, les employeurs, les syndicats et les ouvriers dont les protagonistes sont les suivants : l'exécutif national de l'ASE, qui développe des positions conservatrices et corporatistes ; le Ministère des Munitions qui n'a d'autre choix que faire passer coûte que coûte le processus de dilution, aidé en cela par les

¹ Iain McLean, *op. cit.*, pp. 32-33.

² Cette grève est surnommée « the tuppence an hour strike ».

³ Christian Civardi, *op. cit.*, pp. 335-6.

⁴ « Treasury Agreement ».

représentants locaux de l'ASE qui veulent par-dessus tout éviter la conscription industrielle, pour répondre aux besoins de l'armée britannique au front sur le continent ; le *Clyde Workers' Committee*, un comité de grève créé en octobre 1915 et composé de militants et de délégués d'ateliers, pratiquement tous ouvriers qualifiés et donc menacés par la dilution, en désaccord avec les propositions du Ministère des Munitions et la position de l'exécutif national et des représentants locaux de leur syndicat.

Cette période de l'activité industrielle de la conurbation glaswégienne est d'autant plus agitée que se développent au même moment plusieurs fronts de contestation qu'il semble difficile de dissocier complètement: il y a les grèves en réaction à la loi sur les munitions et celles contre la dilution. Dans les deux cas, ce ne sont pas les mêmes secteurs d'activité ni les mêmes catégories d'ouvriers qui luttent pour leurs acquis. En revanche, dans les deux cas, c'est la question de l'autorité, du pouvoir et de la discipline – de l'État, du patron ou de l'ouvrier – qui est au cœur des revendications. Comme le souligne Melling, la loi sur les munitions de guerre crée les Tribunaux des Munitions, sous la juridiction desquels tombent tous les établissements contrôlés, et donne un statut légal à la dilution. Quels que soient les intérêts particuliers des uns et des autres, réagir face à la loi sur les munitions est un nécessaire objectif commun¹. C'est aussi à cette période qu'ont lieu les grèves des loyers qui obtiennent le soutien des ouvriers. Ces derniers n'hésitent pas à débrayer afin de donner davantage de poids aux femmes qui refusent de payer des loyers devenus exorbitants.

En août 1915, l'usine Lang, à Johnstone, dans le Renfrewshire, envisage l'introduction de main d'œuvre féminine pour la réalisation des opérations les plus simples de la fabrication. Cette proposition est fermement condamnée par les hommes qui reçoivent le soutien de l'ASE qui craint la mise en place d'une nouvelle division du travail grâce à la dilution² et qui voit là l'aspect néfaste des réformes de temps de guerre sur l'organisation industrielle³. Les hommes refusent d'autant plus la déqualification de leur

¹ « [...] the Clyde trades shared a common concern to restrict the powers of the employers under the [Munitions] Act, which defined shipyard and engineering labour as controlled under the Munition Act. At the centre of the campaign was the question of the legitimate authority [...]. Even if dilution would affect the trades differently, the same issues of authority and discipline were to surface in the conflicts of early 1916. » Joseph Melling, *op. cit.*, p. 16.

² « The ASE's main anxiety was that the employers would use dilution to pioneer a new division of labour, with rough tasks given to untrained machine workers and craftsmen left to set the machines and finish the job. » Joseph Melling, *op. cit.*, p. 18.

³ « The Lang case gave the ASE the classical example of a firm which was not directly engaged in the production of munitions – rather the manufacture of machines that tooled the whole engineering industry – but where wartime reforms could have a dramatic impact on industrial skills.

travail par le recours à la main d'œuvre féminine que des ouvriers qualifiés sont au chômage¹. Le Ministère des Munitions, récemment créé et peu populaire, n'est alors pas en mesure d'affronter un syndicat aussi bien implanté localement que l'ASE². Finalement, seules quinze femmes prennent leur poste vers la mi-novembre. Les hommes menacent de se mettre en grève et réitèrent leur menace en décembre. Cet épisode sert de test pour les employeurs qui remarquent vite que les ouvriers obtiennent gain de cause. Ils ne coopèrent donc pas avec le Ministère des Munitions pour la mise en place de la dilution³. Dans le cas de Lang et dans d'autres cas similaires, Lynden Macassey, à la tête des Commissaires à la Dilution⁴, adopte la solution suivante: négocier les salaires localement avec simultanément la mise en place de la dilution avant d'aborder le sujet plus explosif du travail qualifié. Il installe des comités d'ateliers paritaires avec ouvriers et cadres qui permettent de court-circuiter les revendications politiques. Il faut cependant attendre leur nomination en janvier 1916 pour apaiser la situation à l'usine Lang, ce qui n'empêche pas l'agitation de reprendre fin février 1916 quand les ouvriers découvrent qu'ils ont ouvert la porte à une dilution de grande ampleur assortie de bas salaires⁵. À aucun moment l'usine n'est sous l'influence du CWC. Ses leaders ne font pas allusion à cet épisode dans leurs mémoires⁶. Les revendications se cantonnent à un conservatisme corporatiste qui ne peut être canalisé en agitation révolutionnaire par les militants du CWC.

C'est le chantier naval de *Fairfield* à Govan, où deux grèves éclatent pendant l'été, la première le 27 juillet et la seconde le 26 août, qui est le théâtre de l'autre événement important de l'année 1915. Le point d'achoppement n'y est pas la dilution mais la clause de la loi de 1915 sur les munitions de guerre qui concerne les bons de sortie. Un Tribunal des Munitions condamne à un mois d'emprisonnement trois charpentiers du chantier naval qui avaient refusé de payer une amende infligée à la suite de leur grève de soutien à deux ouvriers licenciés. À l'origine, ces deux ouvriers avaient été licenciés pour paresse⁷. En utilisant ce motif, et donc en refusant de leur donner un bon de sortie propre, ce que la loi

» Joseph Melling, *op. cit.*, p. 18.

¹ Iain McLean, *op. cit.*, p. 38.

² *Ibid.*, p. 39.

³ *Ibid.*, p. 40.

⁴ « Dilution Commissioners » – Trois personnes, dont Lynden Macassey, nommées par le gouvernement au début de l'année 1916 et dont la mission est de présider localement à la mise en place de la dilution.

⁵ Joseph Melling, *op. cit.*, pp. 18-19.

⁶ Iain McLean, *op. cit.*, p. 40.

⁷ « Slacking ».

de 1915 leur permet de faire, les employeurs du chantier naval stigmatisent les ouvriers et réduisent considérablement leurs chances de retrouver un emploi. La faiblesse de l'arsenal de sanctions prévues pour mettre en pratique la loi éclate au grand jour quand les responsables du mouvement de grève sont condamnés à payer une amende de £10. Quand trois d'entre eux refusent de payer et sont emprisonnés, l'assemblée des métiers de Govan¹ organise une grève de soutien. Le *Labour Withholding Committee* (LWC), reformé pour l'occasion après son échec de la grève de février, appelle à la grève alors que les responsables de l'ASE se contentent de demander une enquête. Le LWC finit par brandir la menace d'un important mouvement de grève et les trois prisonniers sont libérés. Il apparut ensuite que les trois hommes furent libérés après le paiement anonyme de leur amende. Les responsables de l'ASE furent vivement soupçonnés par les leaders du LWC d'avoir payé les amendes de peur que démarre un vaste mouvement de grève sur lequel ils n'auraient pas eu de contrôle.

Le conflit de *Fairfield* a révélé aux ouvriers le peu d'empressement des responsables de leur syndicat à les défendre face aux agressions de leurs employeurs. L'ASE apparaît trop modéré et trop peu enclin à contester les directives du gouvernement que les ouvriers considèrent dangereuses pour leurs acquis. Le LWC pose donc à nouveau la question de la légitimité et de la représentativité des instances officielles du syndicat.

La structure syndicale même permet de prendre de la distance par rapport aux avis de la hiérarchie. Il existe en effet une organisation syndicale au sein de l'usine, relativement indépendante de la hiérarchie. Les délégués d'atelier sont élus par leurs collègues de travail. Ils ne sont pas des permanents syndicaux et ils ne sont pas rémunérés pour cette responsabilité. Au sein de chaque usine, ils se regroupent en comités de délégués² et assument les fonctions de négociation avec les employeurs. Cette organisation favorise donc une révolte de la base qui échappe au contrôle direct par la hiérarchie ou, dans une moindre mesure, la possibilité de s'écarter de la ligne officielle du syndicat. Enfin, pendant les années avant-guerre, les syndicats ont une tendance à la concentration et à la bureaucratisation, ce dont les ouvriers qualifiés se méfient puisque cela va à l'encontre de la reconnaissance acquise localement, usine par usine, de la spécificité, de la diversité et de la complexité de leur travail. Centralisation et intérêts corporatistes ne vont pas de pair. Cela explique donc aussi le fait que la contestation est déclenchée par la base, contre l'avis des responsables syndicaux.

¹ *Govan Trades Council*.

² « Works Committees of Stewards ».

Le gouvernement prend peur et nomme deux personnes dont la mission est de proposer une solution pour sortir de la crise. Ils font deux recommandations. La première est de nommer une personnalité d'expérience qui aurait autorité pour traiter les conflits rapidement, en agissant en qualité de médiateur. Cela prépare la nomination des Commissaires à la dilution. La seconde est d'abolir l'emprisonnement pour amendes non payées, en instituant toutefois des retraits sur salaire. Finalement, le gouvernement suit ces recommandations, sans pourtant instituer les retraits sur salaire. Il est accusé de temporiser, notamment par William Weir, à plusieurs reprises.

Notons, pour conclure cet épisode, que Lord Balfour of Burleigh, ancien ministre conservateur qui avait été nommé par le gouvernement comme médiateur, estima les grévistes être des citoyens exemplaires, des piliers de leur communauté religieuse dont les fils se battaient au front, simplement révoltés par ce qu'ils considéraient être une interférence arbitraire avec leurs libertés¹.

1.4. La naissance du *Clyde Workers' Committee*

Le *Clyde Workers' Committee* (CWC) voit le jour en octobre 1915 et s'avère rapidement faire de l'ombre à l'ASE. Il est dirigé par un comité de délégués d'atelier issus des principales usines de construction mécanique de Glasgow. En grande majorité des ouvriers qualifiés, ce sont aussi des militants de partis révolutionnaires marxistes, le *British Socialist Party* (BSP) et le *Socialist Labour Party* (SLP). Ils utilisent leur influence grandissante pour militer en faveur d'une prise de contrôle des moyens de production par les ouvriers eux-mêmes². L'objectif est de donner une dimension clairement politique aux conflits entre l'État, les employeurs et les ouvriers.

Le CWC se démarque de l'ASE en proposant d'accepter la dilution, mais de l'encadrer avec des revendications fermes, comme nous le verrons plus loin. William Gallacher³ parle de « maîtrise complète de l'industrie » dans l'édition du *Worker*⁴ du 15

¹ Christopher Harvie, *No Gods and Precious Few Heroes*, p. 19.

² Les deux seules exceptions dans la composition des représentants des ouvriers à la tête du CWC sont David Kirkwood, représentant des délégués d'atelier de la forge Beardmore à Parkhead, trésorier du CWC mais militant de l'*Independent Labour Party* (ILP) et John Maclean, seul membre du CWC à ne pas travailler dans l'industrie puisqu'il est professeur dans une école de Govan jusqu'à ce qu'il soit renvoyé en 1915 à cause d'un conflit avec sa hiérarchie. Il se consacre dès lors uniquement à la cause révolutionnaire. Il est néanmoins militant du *British Socialist Party*.

³ Il sera élu à la Chambre des Communes en tant que membre du Parti Communiste de Grande-Bretagne en 1935.

⁴ *The Worker* est la publication hebdomadaire du *Clyde Workers' Committee*.

janvier 1916. David Kirkwood parle, lors de la visite de Lloyd George à Glasgow à Noël 1915 d'un « processus de dilution qui doit être mené sous le contrôle des ouvriers » et John Muir pare la dilution de vertus d'évolution industrielle¹. Il revendique une réelle cogestion paritaire dans le cadre de la nationalisation de toutes les industries². Le CWC s'affirme en fait en faveur d'une cogestion de l'industrie entre ouvriers et l'État et soutient une dilution qui réconcilie les intérêts des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique avec ceux des ouvriers non-qualifiés utilisés dans le processus de dilution. Cette dilution doit être le prélude à la prise de contrôle de l'industrie par les ouvriers, comme l'écrit William Gallacher dans l'édition du *Worker* du 15 janvier 1915 : « le but ultime du CWC est de fondre ces syndicats dans une organisation unique puissante qui donnera aux ouvriers la maîtrise complète de l'industrie. » Il se poursuit alors au sein du CWC un débat sur l'étendue de la cogestion, le contrôle ouvrier, et la transition vers le socialisme qui mènera John Maclean à adopter une position antimilitariste minoritaire et à rompre définitivement avec le CWC pour suivre un chemin plus radical : « Si les ouvriers de la Clyde prenaient le contrôle partiel des usines de munitions, ils accepteraient ainsi une responsabilité partielle dans la guerre »³. John Maclean refuse de soutenir une implication plus importante de la classe ouvrière dans la production d'armes et de la rendre ainsi directement responsable de la prolongation du conflit⁴.

Pendant l'année 1915, le gouvernement progresse peu sur le front de la dilution. Il doit rapidement se rendre à l'évidence quand Beveridge, sous-secrétaire au Ministère des Munitions en charge de la main d'œuvre, rapporte que de nombreux employeurs sont conservateurs et ne souhaitent pas sa mise en place. Les employeurs ne sont pas unis. D'un côté se trouve notamment William Weir, adepte agressif de la dilution. Il s'opposait déjà bien avant la guerre aux syndicats d'ouvriers qualifiés. Il voit la guerre comme une occasion rêvée de parvenir à ses fins et il poursuit la dilution à la fois pour gagner la guerre et servir les intérêts de son entreprise *G & J Weir Ltd*. D'un autre côté, en revanche, la plupart des employeurs dans la construction mécanique sont conservateurs et s'avèrent incapables – ils ne l'ont pas prévu car cela ne correspond pas à leur manière de diriger leurs ouvriers – ou réticents à mettre la dilution en place, même s'ils ne sont pas forcément contre le fait

¹ « We regard [dilution] as progressive from the point of view that it simplifies the labour process, makes labour more mobile, and tends to increase output. In short it is a step in the direct line of industrial evolution. » *The Worker* du 15 janvier 1916.

² *The Worker*, 15 janvier 1916.

³ *Vanguard*, 30 décembre 1915, cité dans Civardi, *op. cit.*, p. 340.

⁴ Chrisitan Civardi, *op. cit.*, pp. 340-341.

que quelqu'un – l'État – le fasse à leur place. Certains employeurs sont rebutés par les conflits que pourraient créer de tels changements d'organisation de la production. Beveridge rapporte que, malgré quelques avancées, le conservatisme des employeurs et des employés reste très important. En tout état de cause, les avancées qui ont lieu en 1915 ne sont pas suffisamment rapides pour satisfaire le besoin de main d'œuvre exigé par la situation. Le dernier recours du gouvernement est d'imposer la dilution par la force de la loi. L'exécutif de l'ASE est accusé par le gouvernement de traîner les pieds (en signant l'accord avec le trésor britannique, l'ASE s'était engagé à coopérer avec le gouvernement) et par les militants de laisser faire, car il a accepté la loi sur les munitions de guerre. Les militants ne veulent ni du contrôle de l'État sur les relations industrielles ni de la dilution. Mais la loi sur les munitions de guerre les prévoit. Il se profile aussi la conscription industrielle, qui n'est pas dans la loi sur les munitions de guerre, mais à laquelle le gouvernement fait pourtant allusion dès septembre 1915. Et ils en veulent encore moins. Lloyd George n'y est pas favorable mais l'envisage déjà comme ultime solution si les négociations avec l'ASE n'aboutissent pas.

Le gouvernement travaille lentement à la mise en place de la dilution. Il mène une guerre d'usure contre l'ASE. Il complète son arsenal législatif par la promulgation d'un amendement à l'article 42 de la loi sur la défense du royaume. Enfin, une visite de Lloyd George est prévue à Glasgow afin de retourner à son avantage les ouvriers récalcitrants.¹ L'amendement prend la forme de l'ajout des mots en italique dans la première formulation de l'article et prend effet à compter du 30 novembre 1915 : « Si quelqu'un tente de provoquer une quelconque mutinerie, sédition ou démobilisation au sein des forces armées de Sa Majesté ou parmi la population civile, *ou d'entraver, retarder ou freiner la production, la réparation ou le transport de matériel de guerre, ou tout autre travail nécessaire à la poursuite victorieuse de la guerre*, il se rendra coupable de délit au regard de ces dispositions »². Iain McLean note qu'il semble que la presse socialiste et révolutionnaire écossaise, et notamment *Forward*³, soit complètement passée à côté de cet amendement. Pourtant, au début de l'année 1916, c'est cet amendement qui est invoqué pour interdire le journal de publication. Il s'avère

¹ Iain McLean, *op. cit.*, p.47.

² « If any person attempts to cause mutiny, sedition, or disaffection among any of His Majesty's forces or among the civil population, or to impede, delay, or restrict the production, repair or transport of war material or any other work necessary for the successful prosecution of the war, he shall be guilty of an offence under these Regulations. », cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 47.

³ *Forward* est la publication hebdomadaire de l'*Independent Labour Party* (ILP).

également déterminant dans le combat du gouvernement face aux leaders du CWC en mars 1916 et il est à l'origine du deuxième emprisonnement de John Maclean en mars 1916¹.

1.5. L'interdiction de publication de *Forward*

Au niveau local, dans les centres de production de munitions de Glasgow, Sheffield et Newcastle, les représentants du gouvernement font savoir au Ministre des Munitions qu'il serait souhaitable qu'il vienne en personne s'adresser aux ouvriers qualifiés à propos du processus de dilution pour dissiper leurs inquiétudes. Lloyd George arrive à Glasgow le 23 décembre 1915. Ce jour même il se rend à Parkhead et s'adresse à un collège de délégués d'atelier présidé par David Kirkwood. Le 24 décembre, il rencontre des responsables du CWC dont les revendications sont présentées par John Muir. Enfin, le jour de Noël, il tient un meeting à *St. Andrew's Halls*. Les participants ne sont pas contrôlés comme ils auraient dû l'être par les organisations syndicales. La confusion provient de certains syndicats qui refusent d'y participer, jugeant cavalier le changement de date décidé unilatéralement au dernier moment par Lloyd George. Par ailleurs des querelles de personnes et d'influences² au sein du CWC brouillent complètement sa position en ce qui concerne le boycott ou non de la séance³. Cela ne change pas grand-chose à la situation sur le fond. Les ouvriers écossais sont mécontents et refusent la loi sur les munitions. Quelle que fût l'attitude de Kirkwood, il ne peut en tout cas lui être reproché de ne pas avoir prévenu Lloyd George de l'accueil qu'il allait recevoir :

Ces hommes sont les délégués d'ateliers de la Clyde. Je peux vous assurer que chaque parole que vous prononcerez sera soigneusement pesée. Nous sommes très méfiants à votre égard parce que la loi sur les munitions, à laquelle votre nom est associé, porte en elle le goût de l'esclavage et vous comprendrez que nous, en tant qu'Écossais, nous n'en voulons pas. Si vous voulez tirer le meilleur de nous, vous devez nous traiter avec justice et respect⁴.

¹ Iain McLean, *op. cit.*, pp. 47-48.

² David Kirkwood, seul membre de l'ILP dans un comité composé de membres du *British Socialist Party* et du *Socialist Labour Party* avait accepté une entrevue à l'initiative de Lloyd George et fait rapporter qu'il était parvenu à négocier une compensation pour les hommes de la forge Beardmore en échange de la mise en place de la dilution. Cette démarche est vécue comme une trahison, dont la portée est amplifiée par le fait qu'il était évident que Kirkwood était fortement influencé, voire manipulé par John Wheatley, le stratège politique de l'ILP à Glasgow.

³ Iain McLean, *op. cit.*, pp. 49-52.

⁴ « These men are the Clyde shop stewards. I can assure you that every word you will say will be carefully weighed. We regard you with suspicion because the Munition Act with which your name is associated has the taint of slavery about it, and you will find that we, as Scotsmen, resent that. If you desire to get the best out of us, you must treat us with justice and respect. », cité dans Richard Finlay, *op. cit.*, p. 1.

Le discours de Lloyd George à St Andrew's Halls le jour de Noël 1915 est conspué par les ouvriers présents malgré les appels au calme de David Kirkwood. Seule est autorisée par le *War Office Press Bureau*¹, dans l'intérêt de la nation², la publication d'un compte-rendu officiel rédigé par un journaliste de la *Press Association* et communiqué aux journaux abonnés à l'agence de presse. Ce rapport omet de signaler que l'assemblée était opposée à la dilution et que Lloyd George avait été conspué. Le journal *Forward*, qui n'est pas abonné à la *Press Association* ne reçoit pas la circulaire que le *Press Bureau* avait fait parvenir au préalable aux différentes rédactions et publie le compte-rendu rédigé par un journaliste spécialement dépêché pour l'occasion.

La publication du journal est interdite le 31 décembre 1915 au titre de l'article 27 de la loi sur la défense du royaume³. C'est une interdiction de publication que Lloyd George a beaucoup de mal à défendre. Ses plus proches collaborateurs produisent des notes qui mettent en exergue le caractère non séditionnel du journal. Ainsi Beveridge écrit que : « *Forward*, à l'exception d'une tendance à décrire toutes les guerres comme des conspirations capitalistes, apparaît nulle part comme étant un journal opposé à la guerre »⁴. Au niveau local, les responsables de la police notent que : « Johnston, le directeur de publication de *Forward*, ne fait pas partie de la faction dangereuse des socialistes de Glasgow »⁵. Iain McLean note aussi que *Forward* refusait même de faire état des grèves tant qu'elles n'étaient pas terminées afin de ne pas tomber sous le coup de l'ordonnance 42 de la loi sur la défense du royaume et ainsi éviter tout risque de procès⁶. Lloyd George a recours à tous les artifices de la malhonnêteté intellectuelle pour parvenir à ses fins⁷. L'artifice légal employé par Lloyd George pour donner une légitimité à l'interdiction de publication de *Forward* est donc bien léger. Néanmoins, cette interdiction reste étroitement liée à la campagne menée par l'État et certains employeurs en faveur de la dilution. Les interprétations divergent

¹ Agence de presse créée par le gouvernement en août 1914 dans le but de censurer les informations de l'armée britannique en provenance du front avant de les divulguer à la presse.

² « The reason for this request is that at the meeting many things may have been said the publication of which is not desirable in the national interest », cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 53.

³ « No person shall spread false reports or make false statements or reports or statements likely to cause disaffection to His Majesty », cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 54.

⁴ « *The Forward* apart from tendencies to describe all wars as capitalist conspiracies does not appear anywhere as an anti-war paper. », cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 56.

⁵ « Johnston the editor of *Forward* does not belong to the dangerous section of Glasgow socialists. », cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 56.

⁶ Iain McLean, *op. cit.*, p. 57.

⁷ *Ibid.*, p. 57. « The case was feeble enough, in all conscience, but it was discarded by Lloyd George in favour of a tissue of distortions, innuendoes and lies whose sheer enormity ought to be given due credit. »

quant aux véritables raisons qui ont poussé Lloyd George et ses collaborateurs à interdire la publication du journal de l'ILP. La thèse traditionnelle reste que cette interdiction, sous couvert du recours alambiqué et peu convaincant à l'article 27 de la loi sur la défense du royaume, est une réplique de Lloyd George dont la fierté avait été piquée au vif par les huées des ouvriers en ce jour de Noël 1915. Au bout du compte, cette interdiction est entérinée lors d'une réunion au Ministère des Munitions à laquelle assistent tous les responsables politiques et administratifs car la publication du compte-rendu est considérée très dommageable pour le succès de la mise en place de la dilution. L'hebdomadaire n'est autorisé à paraître de nouveau que lorsque son rédacteur en chef Thomas Johnston promet de ne rien publier qui aille à l'encontre du processus de déqualification et qui contrevienne aux lois sur les munitions de guerre.

Dans la foulée, le journal militant de John Maclean, *Vanguard*, est lui aussi interdit de publication le 8 janvier 1916 lorsque les autorités apprennent son existence en découvrant qu'il est imprimé chez le même imprimeur que *Forward*.

1.6. Un État plus déterminé (1916)

Au début de l'année 1916, le gouvernement est bien décidé à mettre en place la dilution. Il définit une ligne de conduite ferme – largement inspirée des recommandations détaillées que lui avait fait parvenir William Weir, sans pour autant suivre les plus draconiennes. Les Commissaires à la dilution sont nommés le 28 janvier et décident de s'attaquer au problème usine par usine, en commençant par celles qui avaient jusque-là montré leur opposition avec le plus de vigueur. Ils sont confrontés à deux types d'opposition: celle menée par les conservateurs corporatistes (comme c'est le cas à l'usine Lang par exemple) et celle menée par les militants politiques du CWC (comme c'est le cas chez deux des plus gros employeurs de la région : les forges Beardmore, à Parkhead¹ et l'usine Weir à Cathcart²).

Un amendement à la loi sur les munitions est voté pour faciliter le travail des Tribunaux des Munitions, rendu difficile par la présence en masse des ouvriers aux audiences dans le but d'intimider les présidents de séance, souvent avec succès. Toutefois, la loi reste appliquée de façon élastique, en fonction de la façon dont les accusés sont parvenus à s'organiser collectivement. En tout état de cause, c'est dans un esprit de lutte de

¹ Dans l'*East End* de Glasgow.

² Dans la partie sud de Glasgow.

classe que les ouvriers convoqués se présentent, aidés en cela par la présence massive d'autres ouvriers¹.

À Parkhead, où David Kirkwood, qui est allé consulter John Wheatley pour l'occasion, exerce une influence importante sur les ouvriers, la dilution est acceptée rapidement² mais elle ne peut être mise en place dans la foulée car l'employeur est aussi conservateur dans sa façon de diriger ses ouvriers que Weir est agressivement en faveur de la dilution et il ne s'y est pas préparé. De façon générale, les attentes du Ministère des Munitions ne sont pas exaucées. Lynden Macassey écrit au Ministre des Munitions le 5 février 1916 pour lui expliquer les raisons de la lenteur de la mise en place de la dilution. Il y a d'abord les employeurs qui ne sont finalement pas prêts et capables de mettre la dilution en place, soit par incompetence, soit en faisant obstruction au processus, soit parce qu'ils ne s'y sont pas préparés. Du côté des ouvriers, les Commissaires à la dilution se heurtent souvent à un refus catégorique. Les deux réserves de taille émises par les ouvriers, au demeurant légitimes et fondées, évoquent la possibilité que le gouvernement ne tienne pas parole et refuse de faire passer une loi qui rétablisse les relations industrielles à ce qu'elles étaient avant-guerre et la peur que les femmes deviennent une main d'œuvre tellement efficace que les employeurs continuent à les utiliser après la guerre au détriment des ouvriers qualifiés.

Un des obstacles majeurs à la mise en place de la dilution est l'activité du CWC. La censure s'abat donc sur *The Worker*, le journal du CWC, dont les deux rédacteurs en chef, William Gallacher et John Muir, ainsi que leur imprimeur Walter Bell, sont accusés de tentative de sédition à l'occasion de la publication d'un article incitant les ouvriers à la rébellion armée³. Ils sont arrêtés le 7 février 1916. Le 14 avril, ils sont jugés et condamnés à des peines de prison de 12 mois (Gallacher et Muir) et 3 mois (Bell). Leur arrestation déclenche un mouvement de grève dans les usines majeures de la région, à l'exception notable de Beardmore, à Parkhead. Pour la deuxième fois⁴, Kirkwood n'est pas solidaire du reste du CWC. Ses motivations sont simples : Gallacher rapporte une conversation dans

¹ John Foster, *op. cit.*, p. 65.

² Le 26 janvier 1916 ; Les deux premiers termes de l'accord sont les suivants : « 1/ That the outcome of the new class of labour be fixed not on the sex, previous training, or experience of the worker, but upon the amount of work performed, every effort being made to secure the maximum output. 2/ That a committee appointed by the workers be accepted by the employers with powers to see this arrangement is loyally carried out. » Cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 71.

³ Article intitulé « Should the workers arm? », publié le 29 janvier 1916 dans *The Worker*.

⁴ Une première « trahison » avait eu lieu lors de la visite de Lloyd George à Glasgow les 23, 24 et 25 décembre 1915.

laquelle Kirkwood lui explique qu'il était satisfait des termes de l'arrangement qui avait été convenu avec les Commissaires à la dilution et qui protégeait les ouvriers de l'usine. Gallacher conclut que cette position eut un effet dévastateur pour le mouvement : « Cette déclaration a fait le tour de la Clyde et a provoqué des dégâts inestimables »¹. C'est une brèche monumentale qui s'ouvre dans la possibilité de parvenir à un moment ou à un autre à mobiliser tous les ouvriers dans une grève générale. De même que Kirkwood à Parkhead, chacun prend conscience qu'il peut et doit maintenant se préoccuper de ses propres intérêts et négocier au mieux la dilution sur son lieu de travail. Le CWC se résout donc à accepter le principe de la dilution, non sans proposer sa propre version qu'il soumet aux Commissaires à la dilution (accompagnée d'une demande de rencontre) pour protéger au mieux les intérêts des ouvriers qualifiés. Paradoxalement, cette version est largement inspirée de celle adoptée à Parkhead. Les Commissaires à la dilution refusent l'entrevue, arguant que les termes de la dilution seront négociés avec les instances syndicales officielles.

1.7. Vers la fin de l'unité

C'est la crise de mars 1916 qui va définitivement sceller le sort du mouvement contre la dilution. Elle se déroule à la forge Beardmore, à Parkhead. Lorsque les femmes embauchent à la forge le 29 février 1916, David Kirkwood vient se présenter à elles en sa qualité de président des délégués d'atelier. Le lendemain, il leur demande d'adhérer à la Fédération Nationale des Ouvrières². Depuis octobre 1914, la forge est un lieu de travail où il faut être syndiqué pour obtenir un emploi, ce qui explique la requête de Kirkwood³. Sa démarche fait l'objet d'une plainte de la part de la directrice des affaires féminines de l'usine et Kirkwood se voit interdit de fréquenter le lieu de production réservé aux femmes. Par la suite, la direction lui refuse le droit d'intervenir sur un autre conflit. Ceci est d'autant plus significatif et incompréhensible pour l'intéressé qu'il n'avait jusque-là jamais subi un tel affront et que la direction entretenait avec lui des relations paternalistes fortes qui lui conféraient une autorité et un respect certains dans l'usine. En son absence, les délégués d'atelier appellent à la grève le 17 mars. Leurs revendications sont les suivantes : des soldats, principalement anglais, sont embauchés dans l'usine mais refusent de se syndiquer,

¹ William Gallacher, *My Life of Revolt*, London, Lawrence and Wishart, 1936, p. 105. « This statement went circulating around the Clyde and caused incalculable harm. »

² *National Federation of Women Workers*.

³ Kirkwood avait joué un rôle important dans la reconnaissance officielle des syndicats dans l'usine alors qu'il en avait lui-même été exclu pendant plusieurs années après le blocage de 1897.

ce qui est contraire aux accords entre les syndicats et la direction ; la direction refuse de laisser Kirkwood s'immiscer dans ce conflit.

À partir du 23 mars, les grévistes sont rejoints par d'autres ouvriers de quelques usines importantes de la ville. Les autorités rendent le CWC responsable de cette grève. À la Chambre des Communes, le 28 mars, Addison accuse le CWC de vouloir ralentir la production du plus important secteur de production de munitions et ainsi forcer le gouvernement à abroger toutes les lois qui lui permettent de maintenir son contrôle industriel¹. Le CWC est littéralement accusé de complot et d'attitude révolutionnaire. En vertu des articles 14 et 42 de la loi sur la défense du royaume, le gouvernement procède à l'arrestation et à l'exil forcé de David Kirkwood, James Haggerty, Samuel Shields et Robert Wainwright de l'usine de Parkhead et de James Messer et Arthur MacManus de l'usine Weir le 24 mars. Le 28 mars, trois autres délégués d'atelier de l'usine Weir sont contraints à l'exil. Comme ce fut déjà le cas lors de l'interdiction de publication de *Forward*, le gouvernement monte en épingle une série d'événements qui n'ont pas ou ne peuvent pas avoir de rapport pour échafauder une théorie du complot révolutionnaire et légitimer les exils forcés.

Il n'y a néanmoins pas de perspective de grève générale puisque la plupart des ouvriers de *Weir* et *Fairfield* ainsi que ceux de *Barr & Stroud* ne suivent pas le mouvement, échaudés par le comportement des ouvriers de Parkhead quelque temps avant, lorsque, satisfaits de leurs arrangements à propos de la dilution, ils n'avaient pas participé au mouvement de grève. Addison a donc tort de voir un mouvement « systématique et sinistre »² visant à la réduction de la production de munitions. Une histoire est montée de toutes pièces pour discréditer le CWC. Elle est initiée par Macassey, qui la transmet à Addison. Elle tisse un lien imaginaire entre l'agitation industrielle, l'existence d'espions et les Allemands. Selon cette fable, les agitateurs de la Clyde sont financés par une personne qui possède une entreprise en Allemagne, dont la fille est mariée en Allemagne et dont le fils est marié à une Allemande³. Si Addison y croit au début, et l'utilise pour justifier l'exil des leaders du mouvement, il change d'avis assez rapidement, au point d'en supprimer toute allusion dans ses mémoires. Quant à Macassey, il persiste et n'a pas changé d'avis lorsqu'il publie ses mémoires en 1922. Cet épisode amène Iain McLean à conclure de la sorte :

¹ Il s'agit principalement de la loi sur le service militaire (*Military Service Act*), sur les munitions (*Munitions of War Act*) et sur la défense du royaume (*Defence of the Realm Act*).

² « From that time [the 17th March] the series of strikes appears to have proceeded upon a systematic and sinister plan », cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 81.

³ *Ibid.*, p. 83.

S'il y eut un complot en Clydeside entre le 17 et le 24 mars, il n'émanait pas du CWC mais des Commissaires à la Dilution.¹

Le 29 mars, trente grévistes sont condamnés à payer une amende de £5 par un tribunal des munitions. Le 31 mars se déroule une manifestation pacifiste d'ampleur à Glasgow Green avec le soutien de l'assemblée des métiers pour protester contre l'exil forcé des militants et le refus du comité des productions d'augmenter les salaires. Mais les ouvriers commencent à reprendre le chemin de l'usine. Le 5 avril, seuls 33 d'entre eux sont encore grévistes. Le 4 avril, le successeur de Kirkwood au poste de trésorier du CWC est contraint à l'exil et d'autres ouvriers sont menacés du même sort s'ils ne reprennent pas le travail dès le lendemain. Les ouvriers qui sont encore grévistes le 4 avril sont condamnés à des amendes dont le total atteint la somme très importante de £230 sans que cela provoque de réaction de la part de leurs camarades. Orphelins de leurs leaders, les ouvriers ne veulent pas s'engager dans une grève politique. Davantage d'agitation aurait signifié davantage d'exils forcés, d'emprisonnement, d'amendes. Cette crise montre clairement qu'il n'y a plus d'unité chez les ouvriers qualifiés et que les hommes ne sont pas prêts à poursuivre la lutte syndicale et industrielle au niveau politique.

1.8. Une lutte uniquement corporatiste?

L'agitation industrielle s'éteint dans la région de Glasgow pendant quelque temps à partir d'avril-mai 1916². Cette conclusion à plusieurs mois de lutte accrédite, en partie seulement, la thèse d'une lutte corporatiste bien davantage motivée par le refus des ouvriers qualifiés de voir leur statut fortement écorné par l'introduction de main d'œuvre non-qualifiée dans le processus de production que par un élan révolutionnaire, par essence unitaire, en dépit des efforts déployés par le CWC en ce sens. Pour autant, la multiplication des grèves sur un front de revendications très large (la dilution, les tribunaux des munitions, les loyers, la reconnaissance syndicale, les salaires) montre que l'action industrielle n'est pas la seule prérogative d'un petit groupe d'ouvriers qualifiés corporatistes. L'action collective

¹ *Ibid.*, p. 84. « If there was a plot on Clydeside between 17th March and 24th March, it emanated not from the CWC but from the Commissioners. »

² La grève nationale de 1917 que les ouvriers mènent contre l'intention du gouvernement de supprimer les trade cards et d'étendre la dilution n'a aucun retentissement à Glasgow. C'est pourtant la plus importante grève de l'industrie mécanique en temps de guerre en Grande-Bretagne. Deux cent mille ouvriers dans 48 villes du royaume protestent avec succès contre le projet d'abolition de la trade card, et, sans parvenir à en imposer le retrait, contre l'extension de la dilution aux usines non concernées directement par la production d'armements.

émanant de, et, à l'occasion, soutenue par, une large frange de la population devient progressivement une réalité.

Il y a multiplication et convergence des facteurs de mécontentement à l'automne 1915. Les grèves des loyers, en octobre – novembre 1915, reçoivent le soutien de six grands chantiers navals qui emploient 30 000 ouvriers. Un rapport cité dans l'histoire officielle du Ministère des Munitions établit clairement un lien entre le mécontentement des ouvriers du chantier naval *Fairfield* attisé par des renvois arbitraires et tout un ensemble de motifs de mécontentements qui peuvent générer un arrêt de travail à tout moment. Le rapport cite en exemple une décision du shérif autorisant l'éviction de familles qui protestent contre l'augmentation des loyers¹.

Entre 1915 et 1917, le nombre de jours de grève chez les autres catégories d'ouvriers est presque aussi élevé que chez les ouvriers qualifiés. Les grèves initiées par les ouvriers des usines de munitions ne sont qu'une petite partie de l'ensemble des grèves – illégales en cette période de guerre – qui ont lieu à cette période en Clydeside². En 1915 et 1916, la question de la négociation collective et de la reconnaissance de la représentation syndicale s'étend à tous les secteurs de l'industrie, y compris et surtout là où les ouvriers n'étaient jusque-là pas ou seulement faiblement organisés. Elle devient même la revendication centrale, devant celle des salaires³. Les campagnes de presse féroces, qui stigmatisent le sabotage de l'effort de guerre, la peur des sanctions ou l'épée de Damoclès de la conscription en cas de perte du statut d'ouvrier des munitions n'empêchent pas les ouvriers de défier l'exécutif officiel des syndicats (qui joue le jeu de l'arbitrage et de la conciliation voulus par le gouvernement) et de revendiquer en masse leur capacité nouvelle à négocier collectivement⁴.

¹ John Foster, *op. cit.*, pp. 48-49. « The Official History of the Ministry of Munitions cites the report by Isaac Mitchell: « the trouble had originated at Fairfield [in Govan, over unfair dismissals], but the men were full of other grievances [...] an untoward incident might precipitate a stoppage at any moment, such as the decision given by the sheriff authorising the eviction of families because they were resisting the rise in rents. »

² *Ibid.*, p. 40.

³ *Ibid.*, p. 47 : « The issue of workplace bargaining rights seems to have become generalised across all sectors of employment. Strikes for union recognition and the closed shop erupt among previously unorganised or weakly organised workers outside heavy industry and engineering and 1916 is notable for the degree to which the great bulk of days lost were not on wages but on trade-union and workplace rights. »

⁴ *Ibid.*, p. 47 : « Penalties ranged from formal prosecution to the more informal removal of classified status and subsequent military conscription. Taking strike action usually meant defying official trade-union leaderships and rejecting the formidable apparatus of government-sponsored arbitration and conciliation. Yet, despite this, large numbers of workers were wont to make direct use of the bargaining power that now lay in their grasp. »

L'enjeu des grèves concerne aussi les relations entre les ouvriers et leur représentation syndicale officielle. La spécificité écossaise explique la particularité de la situation. Le taux de syndicalisation en Écosse est inférieur à celui de l'Angleterre et la négociation collective est un acquis encore récent et fragile. L'autorité des responsables officiels des syndicats est donc faible. Beaucoup d'employeurs des grosses usines et des chantiers navals demeurent hostiles aux syndicats. De leur côté, les ouvriers des chantiers navals restent sensibles à tout ce qui peut venir changer leur capacité de négociation, chèrement acquise, au niveau de l'atelier ou de l'équipe de travail. Pour les ouvriers, l'enjeu reste donc très local, ce qui explique pourquoi, une fois convaincus de leur capacité à instaurer un rapport de force en leur faveur, ils n'hésitent pas à s'affranchir des consignes des directions syndicales nationales.

La guerre fait entrer les femmes dans les usines. En Grande-Bretagne, le nombre de femmes employées passe de 3 224 600 en juillet 1914 à 4 814 600 en janvier 1918. 200 000 femmes travaillent pour le compte de l'État et 500 000 sont employées dans le secteur privé. Elles sont aussi contrôleurs dans les bus et les tramways. Plus de 250 000 d'entre elles travaillent dans le secteur agricole. L'augmentation la plus importante se situe dans l'industrie où plus de 700 000 travaillent dans les usines de munitions où elles étaient jusque-là interdites d'emploi. Elles y sont affectées à des tâches aussi pénibles que le déchargement du charbon, l'alimentation des haut-fourneaux ou la construction des bateaux. Elles travaillent au contact de produits très toxiques dans des usines qui produisent des munitions 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Christopher Addison, qui succède à Lloyd George au poste de Ministre des Munitions estime qu'en juin 1917 80% des munitions et coques d'obus sont fabriqués par des femmes. Malgré un combat acharné mené par Mary Macarthur¹, et une augmentation de leurs salaires, elles gagnent en moyenne moins de la moitié du salaire des hommes pour faire le même travail. En conséquence, elles doivent elles aussi se battre pour leurs droits syndicaux, ce qui contribue à élargir le spectre des catégories d'ouvriers impliqués dans les conflits industriels. Cela crée aussi une

¹ Mary Macarthur (Glasgow, 13 août 1880 – Londres, 1er janvier 1921). Bien qu'issue d'une famille aisée et conservatrice, elle adhère en 1901 au *Shop Assistants' Union* au comité exécutif national duquel elle est élue en 1903. Elle devient alors secrétaire générale de la *Women's Trade Union League* et consacre toute son activité à la promotion des femmes au travail. En 1906 elle fonde la *National Federation of Women Workers*, syndicat général ouvert à toutes les femmes. Elle s'emploie à faire reconnaître et soutenir les revendications des ouvrières et des employées. En 1909, elle entre au conseil national de l'*Independent Labour Party*. Lors que la Première Guerre mondiale éclate, elle se range aux côtés des pacifistes, sans pour autant mener campagne contre la guerre. Elle préfère consacrer son énergie à la lutte pour les droits des femmes. Elle meurt en 1921, le jour où la *National Federation of Women Workers* fusionne avec le *National Union of General Workers*.

passerelle entre action industrielle et action au sein de la communauté, comme dans le cas des grèves des loyers, car les femmes réinvestissent leur expérience acquise dans l'action industrielle¹.

Tout en militant pour une amélioration de ses conditions de vie au quotidien, la population revendique aussi un changement des relations qu'entretient l'État avec le capital. Cela place alors les revendications sur un plan idéologique². La population ouvrière comprend bien que les industriels font des profits colossaux grâce à la guerre et à la réorganisation de la production, à leur détriment, sans être les seuls à pouvoir se prévaloir d'être patriotes, bien au contraire si l'on en juge par le nombre d'Écossais qui se sont engagés³. Pour preuve du patriotisme des travailleurs écossais, 22 000 hommes de Glasgow se sont engagés à la fin de la première semaine de septembre 1914 et le recrutement dans certains endroits du pays doit être suspendu car les bureaux n'arrivent pas à faire face à l'afflux de volontaires⁴. Finlay rappelle aussi qu'une fuite informa la population que la production de munitions fut délibérément maintenue en dessous des capacités de production de façon à faire grimper les prix, au profit des patrons. Le gouvernement n'avait pas d'autre choix que payer. Le profit pouvait donc passer avant le patriotisme et les ouvriers savaient qu'ils en payaient le prix. À cette posture des employeurs s'ajoutait la répugnance qu'éprouvaient la plupart des ouvriers à fabriquer des munitions, surtout quand ils avaient des frères et des amis au front⁵.

Les autorités ont recours à l'exil forcé et à l'emprisonnement des activistes politiques et syndicaux pour briser les grèves pendant la période d'intense agitation industrielle qui précède la mise en place de la dilution, ce qui n'est pas sans contribuer à établir certains mythes. Les personnes concernées sont littéralement déportées à Édimbourg ou à Liverpool et doivent se présenter à la police plusieurs fois par jour. Les lois permettent au

¹ *Ibid.*, p. 41.

² *Ibid.*, p. 41. « Typically, strike action and industrial militancy was not the prerogative of a small group of conservatively-inclined craftsmen. On the contrary, wartime conditions opened up the possibility of collective action to a population which had been previously excluded from it – and in circumstances that demanded at least some ideological reorientation about the nature of state power and its relation to capital. »

³ Richard Finlay, *op. cit.*, p. 14. « The impact of rising prices due to wartime inflation led to increasing industrial militancy, a course of action that seemed justified because the bosses were making handsome profits and certainly did not have a monopoly of patriotism. »

⁴ *Ibid.*, p. 6.

⁵ *Ibid.*, p. 13.

gouvernement de systématiquement traduire en justice, incarcérer, déporter pour sédition les « fauteurs de troubles », les leaders des partis révolutionnaires (British Socialist Party, Socialist Labour Party) et les anarchistes¹. C'est une véritable campagne organisée pour annihiler toute voix discordante et d'opposition susceptible de propager la contestation et l'agitation dans les secteurs de production de munitions de la vallée de la Clyde. Ainsi, en octobre 1915, John Maclean est arrêté une première fois en vertu de la loi sur la défense du royaume. Il est accusé de tenir des propos destinés à faire obstacle au recrutement de l'armée britannique. Il est condamné à une amende de £5. Il refuse de la payer et écope alors d'une peine de cinq jours de prison. Aux principaux dirigeants du CWC qui sont déportés ou emprisonnés en mars 1916, il faut ajouter James Maxton et de nouveau John Maclean. Les dirigeants du CWC, jugés à Édimbourg, sont reconnus coupables de tentative de sédition. Ils sont condamnés à douze mois de prison et, nous l'avons vu, le CWC est réduit à néant. Le mouvement de protestation contre la dilution s'éteint. Ils doivent se présenter à la police trois fois par jour et ne sont autorisés à rejoindre Glasgow que le 14 juin 1917, soit après plus d'un an d'exil. James Maxton avait été arrêté le 30 mars 1916 en compagnie de James McDougall² et Jack Smith³ pour sédition pour avoir appelé les ouvriers glaswégiens à la grève lors d'une manifestation tenue à Glasgow Green contre la loi sur les munitions deux jours après la déportation de sept délégués d'atelier du CWC. Jugés aussi tous trois à Édimbourg, ils choisissent de plaider coupables pour obtenir des peines plus légères que les leaders du CWC mais écopent tout de même de lourdes peines de prison⁴. Ils purgent leur peine dans une prison d'Édimbourg. John Maclean avait été arrêté en février 1916 et accusé de sédition à six reprises pour ses prises de position contre la conscription lors de meetings en plein air dans la région de la Clyde en janvier et février de la même année. Le 11 avril il est reconnu coupable et condamné à une peine de prison de trois ans. Il sortira de prison en juillet 1917 après avoir accompli quatorze mois et vingt-deux jours de sa peine, le lendemain d'une visite de Lloyd George à Glasgow pendant laquelle une foule hostile réclamant la libération de John Maclean l'oblige à rester sous bonne escorte policière et militaire.

¹ La loi la plus souvent invoquée est celle sur la défense du royaume (*Defence of the Realm Act*).

² James McDougall est un militant du *British Socialist Party*, parti révolutionnaire marxiste, et compagnon de John Maclean. James Maxton est militant de l'*Independent Labour Party*.

³ Délégué d'atelier anarchiste.

⁴ Maxton et McDougall sont condamnés à 12 mois de prison tandis que Smith est condamné à 18 mois.

2. 1917-1919

Les révolutions russes de 1917 ne suscitent pas d'écho immédiat en Écosse, en termes d'action en tout cas, car les principaux leaders du CWC ont tous été emprisonnés ou déportés dans d'autres villes écossaises ou anglaises pour faire passer en force le projet de dilution. La résistance ouvrière est complètement désorganisée au moment de la révolution russe de 1917. Le *Clyde Workers' Committee* ne se reconstruit qu'après le retour de William Gallacher dans le courant de l'année 1917 mais semble préoccupé par des questions d'ordre industriel et corporatiste, à savoir le projet de loi du gouvernement (*Military Service Bill*) qui prévoit la conscription obligatoire des ouvriers qualifiés, y compris ceux qui travaillent dans les usines d'armement.¹ Un des intérêts de la dilution à court terme était logiquement de maintenir l'effort de guerre en faisant exécuter leurs tâches par des femmes et de disposer ainsi de ressources supplémentaires pour le front. Au début de 1917, William Gallacher, accompagné de Messer, est d'ailleurs le seul rescapé parmi les leaders des grèves contre la dilution à continuer à militer pour des actions de grève. John Maclean est encore en prison et John Muir et David Kirkwood ont rejoint John Wheatley à l'ILP².

Pourtant, l'agitation industrielle ne va pas s'éteindre, bien au contraire. Le point d'orgue de la Clyde rouge n'est pas 1915-1916 mais la fin de la guerre, dans l'industrie mécanique et la construction navale. La Clyde dépasse toutes les autres régions de Grande-Bretagne. Les journées de travail perdues s'élèvent à 300 000 au début de l'année 1918 et à 1 250 000 en janvier 1919, ce qui est bien supérieur au nombre de journées de travail

¹ Les revendications des années 1915-1916 ne se développent pas sur des bases fondamentalement antimilitaristes. Seul John Maclean, dont les discours contre la guerre attirent des foules considérables, développe cet argument pour s'opposer à une quelconque cogestion des ouvriers avec les employeurs de l'appareil de production. Il reste fortement minoritaire au moment où le débat s'impose au sein du CWC. La Clyde, de même que les autres régions industrielles de Grande-Bretagne, n'est pas le théâtre d'une vague soutenue de protestations guidées par des considérations pacifistes et anti-militaristes qui restent donc marginales. (John Foster, *op. cit.*, p. 34. « It is significant that the Clyde, like other areas of Britain, did not produce a sustained wave of anti-war industrial protest during the war itself. Despite the existence of a massive proletariat and a war which gave it an unprecedentedly strong bargaining power, there was no equivalent to the anti-war strikes which took place in Germany and Austria in the spring of 1918. ») Le CWC adopte un discours pacifiste de circonstance lorsqu'il reprend vie après le retour de ses leaders à partir de la mi-1917 et demande la tenue d'une conférence internationale pour discuter des conditions de la paix. Il faut dire que la menace pressante de la conscription des ouvriers qualifiés œuvre dans le sens d'une position pacifiste. Il est en effet délicat pour les ouvriers qualifiés, et de plus en plus difficilement justifiable, de se mettre en grève contre une imminente conscription alors que les ouvriers non-qualifiés y étaient soumis depuis deux ans.

² Iain McLean, *op. cit.*, p. 112. C'est une bannière sous laquelle se rallient beaucoup de militants de sensibilités politiques disparates, bien que toujours de gauche, et qui prône l'action parlementaire plutôt que l'action industrielle.

perdues en 1915 et 1916 à l'occasion des grèves des ouvriers de l'industrie des munitions. Les grèves de janvier-février 1919 sont d'une ampleur bien supérieure à toutes celles qui ont eu lieu en temps de guerre. Par ailleurs, le nombre de journées de travail perdues entre 1915 et 1917 par les autres catégories d'ouvriers est pratiquement aussi important que lors des grèves contre la dilution¹. Les grèves d'après-guerre touchent principalement les industries de grande taille, particulièrement la construction navale et l'industrie du charbon et de l'acier². Nombre de ces grèves ont lieu après la déportation des leaders du CWC. En d'autres termes, et contrairement à ce qu'affirment les démythificateurs de la Clyde rouge, le militantisme et l'action dans l'industrie ne cessent pas avec le démantèlement du CWC. Foster relève par ailleurs le caractère exponentiel des actions de grève de la fin de la guerre jusqu'aux premiers mois de l'année 1919, principalement dans les chantiers navals ainsi que dans l'industrie du charbon et de l'acier, mais dans une moindre proportion³.

L'automne 1917 est un moment chaud sur le front social dans la construction navale. La production de navires ne parvient pas à suivre le rythme des pertes en mer. Le Ministère des Munitions, l'Amirauté et le Ministère du Travail se renvoient la responsabilité de la situation qui débouche sur une grève massive des chantiers navals en janvier 1918. Les revendications salariales finissent par dépasser le strict secteur de la construction navale et le Ministère des Munitions accepte une augmentation de certaines catégories d'ouvriers qualifiés dont le pouvoir d'achat avait chuté. Les ouvriers de la construction navale reprennent cette décision à leur compte, ce qui signifiait une révolte de la base contre leurs représentants syndicaux officiels qui avaient passé des accords moins avantageux avec le gouvernement. Les rapports du gouvernement montrent que la situation laisse percevoir des revendications autant matérielles que politiques. La lassitude de la guerre s'ajoute au manque de logements et aux difficultés d'approvisionnement. Un rapport du Ministère des Munitions en date du 15 décembre 1917 alerte sur la dimension politique d'actions industrielles à venir au début de l'année 1918, en lien avec des revendications pour l'arrêt de la guerre⁴. En janvier 1918, une rencontre entre le Ministre de la Conscription Auckland Geddes et des délégués d'atelier dûment accrédités comme tels et représentatifs de l'état de l'opinion à ce moment-là est très vive. Ces derniers réclament une paix négociée et

¹ Ces grèves se cristallisent autour des revendications de ces ouvriers pour leur droit à la représentation syndicale.

² John Foster, *op. cit.*, pp. 38-40.

³ *Ibid.*, p. 41.

⁴ « The early months of 1918 may reveal industrial action with a view to the achievement of political ends in the termination of war conditions. » *Ministry of Munitions Clyde Labour Report* pour la semaine se terminant le 15 décembre 1917, cité par John Foster, *op. cit.*, p. 50.

expriment leur soutien aux décisions prises par le gouvernement en Russie. Les chantiers navals sont en grève et contribuent ce mois-ci à trois-quarts des journées de travail perdues dans tout le pays. Il ne s'agit ici que de quelques exemples. Ils sont pourtant représentatifs d'une situation de forte agitation industrielle. La fin de l'année 1917 et le début 1918 sont aussi des mois pendant lesquels les réunions publiques tenues par l'ILP et le *British Socialist Party* (BSP) pour l'arrêt de la guerre attirent des auditeurs par milliers.

Les années 1917-1918 voient donc une forte agitation industrielle grandir et élargir son champ de revendications. Il est ainsi très significatif que John Wheatley, le principal théoricien politique de l'ILP dans la région de Glasgow, et anti-marxiste notoire, publie une série d'articles dans *Forward* pour « combattre l'identification grandissante avec la révolution russe et le socialisme marxiste »¹. Cela est bien le signe que l'agitation industrielle de l'époque dépasse le seul cadre des revendications pour des logements, de meilleurs salaires et l'arrêt de la guerre². Tout aussi significative est la répression que le gouvernement met en place à l'encontre du *Socialist Labour Party* (SLP) et du BSP, dont les bureaux et les imprimeries sont l'objet de descentes répétées de la police. Les leaders de la communauté des réfugiés russes sont arrêtés, de même que John Maclean (janvier, février et mars 1918). Le premier mai 1918, environ 90 000 personnes manifestent et se prononcent en faveur de résolutions pour la cessation des hostilités, la libération de John Maclean et le soutien à la Révolution Russe. Une vague d'action industrielle a encore lieu au début de l'automne 1918 dans les chantiers navals³.

2.1. *The Forty Hours' Strike* (janvier-février 1919)

À l'origine du conflit se trouve le problème de l'emploi des soldats de la Navy et de l'armée qui sont démobilisés et qui sont à la recherche d'un emploi. Il y a 30 000 chômeurs à Glasgow fin janvier 1919 et les soldats démobilisés rejoignent l'Écosse au rythme de 19 000 par semaine. La réduction du temps de travail apparaît donc aux ouvriers comme la solution pour absorber le surplus de main d'œuvre que représentent tous les soldats démobilisés. Toutefois, la revendication pour une semaine de quarante heures relève davantage d'une volonté de changement social et d'anticipation des mutations économiques

¹ « To combat the growing identity with the Russian Revolution and Marxist socialism. » *Forward* du 26 janvier 1918, cité par John Foster, *op. cit.*, p. 52.

² « By January 1918, the demand for increased wages was coupled with a call for peace which explicitly challenged the nature of the war and the class character of the government. » John Foster, *op. cit.*, p. 52.

³ John Foster, *op. cit.*, p. 53.

à venir. Il n'est pas évident que les instigateurs du conflit – des ouvriers qualifiés – aient vraiment eu à craindre le chômage, en tout cas à cette période-là. En effet, tous les soldats démobilisés ne sont pas des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique et des chantiers navals, loin de là¹ ; les femmes qui avaient été employées dans les usines pour pallier l'absence des hommes partis combattre sur le continent avaient pour une bonne part d'entre elles été débauchées ; l'activité des chantiers navals et de l'industrie mécanique était restée importante et nécessitait donc de la main d'œuvre. Bref, les ouvriers qualifiés avaient assez peu à craindre du chômage pendant les quelques mois qui suivent l'armistice. La donne sera effectivement différente quelques années plus tard.

Le premier numéro du bulletin de grève, daté du 30 janvier 1919, souligne que « la grève a une visée sociale, car la semaine de quarante heures est censée bénéficier à toutes les classes de travailleurs. La semaine de quarante heures empêchera le chômage et maintiendra le niveau des salaires dans tous les secteurs industriels. Elle permettra aux hommes et aux femmes qui réintègrent la vie civile d'obtenir un emploi qui leur permettra d'avoir des conditions de vie décentes en compensation de leur travail. La semaine de quarante heures signifie des loisirs pour tous »². On retrouve en partie la même analyse dans *Forward* de janvier et février 1919. On peut aussi y lire que la grève vise à maintenir la capacité des ouvriers à négocier avec les employeurs en réduisant au maximum le nombre de chômeurs³. Un vivier trop important de chômeurs réduit en effet mécaniquement le poids des ouvriers dans les négociations avec leurs employeurs. Ces derniers n'ont en effet que l'embarras du choix pour licencier et réembaucher en cas de conflit. Le chômage semble donc être un prétexte commode plutôt qu'une menace réelle, en tout cas pour les ouvriers qualifiés, pour promouvoir un changement de société. On remarquera aussi l'apparition de la notion de loisir. Civardi remarque à ce sujet que le mouvement non

¹ Il s'agit de toute façon d'une catégorie d'ouvriers dont la conscription avait été tardive, et forcément assez peu importante par rapport à celle, massive, des ouvriers non-qualifiés, tant ils étaient nécessaires à l'industrie de guerre dans les centres industriels, dont Glasgow était un des plus importants. Dans certains secteurs industriels, la conscription des ouvriers qualifiés n'eut même jamais lieu.

² « The strike is for a social aim, as the 40-hours' week is meant to benefit all classes of workers. The 40-hours' week will prevent unemployment and maintain the Union rates of wages in all industries. It will enable the men and women coming back to civil life to get jobs which will ensure a decent living in return for their labour. The 40-hours' week means leisure for all. » Cité dans Christian Civardi, *op. cit.*, p. 350.

³ « The objectives in 1919 were openly political. They were to secure a radical reduction of hours to forty in order, quite explicitly, to stop the re-emergence of an unemployed reserve and maintain the bargaining strength of labour against capital. A direct aim was to ensure that discharged soldiers were found jobs in industry. » Cité dans John Foster, *op. cit.*, p. 54.

officiel des délégués d'atelier aborde un problème que les diverses instances officielles du mouvement ouvrier, qu'elles soient politiques ou syndicales, ne veulent pas ou ne savent pas aborder. De même que lors du conflit contre la dilution, le mouvement des délégués d'atelier fait preuve de bien davantage de clairvoyance en ce qui concerne les préoccupations du monde ouvrier que les instances officielles¹.

Début janvier 1919, les revendications sur le temps de travail sont les suivantes : le conseil consultatif écossais² du parti travailliste, la branche écossaise de l'ILP, la confédération écossaise des syndicats (STUC)³, et l'assemblée des métiers de Glasgow⁴ sont officiellement en faveur d'une semaine à quarante heures. Le comité de district de l'*Amalgamated Society of Engineers* (ASE, le syndicat le plus puissant des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique) et les membres des syndicats d'ouvriers qualifiés sont favorables à une réduction de la semaine de travail à au moins quarante heures et rejettent la position de l'exécutif national de leurs syndicats qui est favorable à une semaine de quarante-sept heures. Enfin, le mouvement des délégués d'atelier reprend vie quand le *Clyde Workers' Committee* se reforme et, sous le nom de *Ways and Means Committee*, milite pour une semaine à trente heures. Le 9 janvier, le Comité Parlementaire du STUC rencontre le comité exécutif du parti travailliste écossais. Ils s'accordent sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour fédérer les forces ouvrières en faveur d'une semaine de quarante heures, soit cinq jours de huit heures chacun et de coopérer avec les syndicats locaux, l'assemblée des métiers de Glasgow et les autres composantes du mouvement ouvrier⁵.

Le 14 janvier, une réunion est organisée par le *Ways and Means Committee* à laquelle le STUC et l'assemblée des métiers de Glasgow envoient des représentants. Ces derniers sont fermement résolus à camper sur leurs positions, soit une semaine de quarante heures, alors que le *Ways and Means Committee* se prononce en faveur d'une semaine de trente heures et annonce la tenue d'une conférence le 18 janvier au cours de laquelle les représentants du mouvement des délégués d'atelier de toute l'Écosse seront mandatés pour exprimer leur position sur le sujet. Le STUC et l'assemblée des métiers de Glasgow y sont également conviés. Au bout du compte, cette conférence, à laquelle assistent principalement des ouvriers des chantiers navals et de l'industrie mécanique de la région de Glasgow, élit un

¹ Chrisitan Civardi, *op. cit.*, p. 350.

² *Scottish Advisory Council*.

³ *Scottish Trades Union Congress*, STUC.

⁴ *Glasgow Trades Council*.

⁵ Iain McLean, *op. cit.*, pp. 115-116.

comité de grève composé des représentants du comité parlementaire du STUC, de l'assemblée des métiers de Glasgow, du *Allied Trades Committee*, d'autres syndicats et du mouvement des délégués d'atelier. Le résultat du vote est significatif de l'influence du *Clyde Workers' Committee* à Glasgow : cent quatre ateliers ou sections se prononcent en faveur de la semaine de trente heures, quatre-vingt-trois en faveur de la semaine de quarante heures, treize en faveur de la semaine de quarante-sept et un seul ne se prononce pas. En revanche, les représentants du reste de l'Écosse s'expriment en faveur de la semaine de quarante heures. Le comité de grève adopte donc la revendication officielle d'une semaine de travail de quarante heures à vingt-sept voix contre dix-huit.

Un débrayage anticipé par les tenants d'une semaine à 30 heures apparaissant comme une menace sérieuse dont les conséquences auraient été désastreuses sur la réussite de la motion adoptée par le comité de grève, il est donc décidé d'appeler à une grève générale le lundi 27 janvier 1919, malgré les réticences du STUC qui estime que la date est prématurée. Ses représentants finissent tout de même par accepter la date du 27 janvier comme début de la grève mais au prix de fortes dissensions internes.

Malgré l'implication l'assemblée des métiers et du STUC, seuls quelques syndicats locaux de corporations d'ouvriers qualifiés apportent leur soutien. Les syndicats nationaux signifient leur désapprobation. Ce mouvement n'a pas non plus le soutien de l'exécutif de l'ASE, qui désapprouve fermement toute action de grève non officielle, suspend le comité du district de Glasgow en raison de son soutien à la grève et ordonne le non-paiement des allocations de grève.

Dans ces conditions, cette grève n'inquiète ni le gouvernement ni les employeurs qui pensent qu'elle ne pourra durer sans soutien officiel. Par ailleurs, l'annonce par l'ASE du non-paiement de l'allocation de grève atténue la perspective d'un conflit général qui dure. La presse est convaincue qu'il ne se passera rien de sérieux. Pourtant, le lundi 27 janvier, 40 000 ouvriers des chantiers navals et de l'industrie mécanique cessent le travail. Le lendemain, c'est 70 000. Par solidarité, les ouvriers des usines d'électricité de Glasgow se mettent aussi en grève, ainsi que 36 000 mineurs des mines du Stirlingshire et Lanarkshire et 10 000 ouvriers de la sidérurgie. Pendant la première semaine de la grève, pas un seul corps de métier à Glasgow n'est pas touché par la grève. La grève se développe rapidement en raison, semble-t-il, du recours aux piquets de grève mobiles organisés par le CWC et animés par des soldats démobilisés. Un des secrétaires du comité de grève décrit leur utilisation, massive et intimidante, de la façon suivante : « Des piquets de grève formés par 5 à 10 000 ouvriers se rendaient devant une usine ; les ouvriers se mettaient en rang de

chaque côté de la route et les ouvriers qui n'avaient pas encore cessé le travail devaient se frayer un chemin entre la foule hostile. C'était une méthode extrêmement efficace et complètement légale »¹. Le rôle des soldats démobilisés est important dans cette grève. Ils ont été organisés par le BSP depuis plusieurs mois et, selon des témoignages oraux, ils constituent une large part des manifestants de George Square le 31 janvier 1919. Emanuel Shinwell, un des leaders de cette grève, a affirmé par la suite dans des entretiens avec des historiens écossais que les régiments écossais avaient été au cœur des mutineries de démobilisation en décembre 1918. Foster note aussi que les piquets de grève se déroulent dans une atmosphère très festive et impliquent aussi bien les femmes et les jeunes, et notamment les apprentis à Clydebank, que les soldats démobilisés². L'expansion rapide du mouvement est en tout cas une preuve supplémentaire de son aspect politique, puisque seule une telle dimension peut fédérer des ouvriers aux conditions de vie et d'emploi très disparates en fonction de leur employeur et de leurs qualifications.

Le 29 janvier 1919, une délégation de grévistes parvient à obtenir une entrevue avec le *Lord Provost* de Glasgow à qui ils demandent de proposer au Conseil Municipal d'obliger les employeurs à accorder la semaine de quarante heures aux ouvriers. Ils ajoutent qu'ils sont prêts à recourir à des méthodes non constitutionnelles et plus radicales pour obtenir gain de cause à leurs revendications³. Le *Lord Provost* leur assure qu'il leur communiquera une réponse deux jours plus tard, le 31 janvier.

Le gouvernement est informé des intentions des grévistes. Andrew Bonar Law⁴ estime vital que le gouvernement soit rassuré par la présence de troupes suffisantes en nombre à Glasgow « pour empêcher le désordre et protéger les volontaires qui se rendraient disponibles pour assurer le fonctionnement des stations électriques et des services municipaux »⁵. La peur d'un mouvement d'ampleur s'intensifie. Bonar Law exprime sa crainte d'un effet d'entraînement : « Il était certain que si le mouvement de

¹ « Pickets of five to ten thousand workers would march to a particular shop, then line up on either side of the roadway, and the workers still at work had to run the gauntlet. It was a most successful method, and entirely legal. » D. S. Morton, « The 40 hour strike: an Historic Survey on the First General Strike in Scotland », Clydebank branch S.L.P, 1919, cité dans McLean, *op. cit.*, p. 120.

² John Foster, *op. cit.*, p. 55.

³ John McLean, *op. cit.*, p. 123.

⁴ Chancelier de l'échiquier de décembre 1916 à janvier 1919, leader de la Chambre des Communes de 1916 à 1921, Premier ministre conservateur entre 1922 et 1923.

⁵ Cité dans Iain McLean, *op. cit.*, p. 124, « to prevent disorder and to protect those volunteers who could be made available to take over the operation of the generating stations and municipal services. »

Glasgow se développait, il s'étendrait à tout le pays »¹. Le gouvernement prend alors quatre mesures : les troupes sont placées en état d'alerte pour assurer l'éclairage public si nécessaire ; un émissaire du gouvernement est dépêché à Glasgow pour relayer les consignes du gouvernement et informer ce dernier ; un comité consultatif est créé pour réfléchir aux décisions appropriées à prendre pendant les événements ; le ministre de la justice est chargé de réfléchir aux outils légaux qui permettraient d'arrêter les meneurs s'il était jugé utile de le faire.

Le vendredi 31 janvier 1919, plus de 60 000 personnes se rassemblent sur George Square en faveur de la semaine de quarante heures pour entendre la réponse du *Lord Provost*. Alors que la délégation est à l'intérieur de la Mairie, la police attaque les manifestants qui sont pacifiques et non armés². William Gallacher écrit dans ses mémoires :

Tout à coup, sans aucun avertissement d'aucune sorte, on donna un signal et la police lança l'assaut à l'arrière du rassemblement de manière brutale et complètement inattendue, frappant à droite et à gauche avec leurs matraques, sans se soucier le moins du monde de qui recevait les coups. Des femmes et des enfants se trouvaient dans la foule mais cela n'avait aucune importance pour ces 'gardiens de la paix'. Ils agressèrent des ouvriers sans défense avec férocité et brutalité.³

David Kirkwood et William Gallacher sont d'abord molestés puis arrêtés⁴. Les échauffourées entre les manifestants et la police durent encore plusieurs heures dans la ville. La liste officielle des blessés fait état de dix-neuf blessés chez les policiers et trente-quatre chez les manifestants. D'autres leaders du CWC, dont Emanuel Shinwell, sont arrêtés dans les heures qui suivent. Cet épisode restera connu sous le nom de « Vendredi Sanglant »⁵.

Le lendemain matin, l'armée est postée dans la ville et six blindés stationnent dans Cattle Market⁶. Deux cuirassés remontent l'estuaire de la Clyde. Glasgow devient en l'espace

¹ *Ibid.*, p. 124 : « It was certain that if the movement in Glasgow grew, it would spread all over the country. »

² Seán Damer, *op. cit.*, p. 132 : « The upshot was an unprovoked and doubtless pre-planned police riot in George Square on 'Bloody Friday', 31 January 1919. The police charged a peaceful demonstration supporting the strike and pitched fighting erupted, during which Davie Kirkwood and Willie Gallacher were batoned. »

³ William Gallacher, *op. cit.*, p. 227 : « Suddenly, without any warning of any kind, a signal was given and the police made a savage and totally unexpected assault on the rear of the meeting, smashing right and left with their batons, utterly regardless of whom or what they hit. Women and children were in the crowd, but this mattered nothing to these 'guardians of the peace.' With brutal ferocity, they made their onslaught on defenceless workers. »

⁴ *Ibid.*, pp. 228-230. Voir pp. 217-247 pour les souvenirs de Gallacher à propos de la journée du 31 janvier 1919 et plus particulièrement pp. 230-242 pour l'arrestation et le procès des leaders.

⁵ « Bloody Friday ».

⁶ *Ibid.*, p. 126.

de quelques heures une ville occupée¹. Il est estimé qu'environ 10 000 soldats ont été envoyés à Glasgow immédiatement après les événements de George Square, en dépit de la présence d'un bataillon entier de soldats écossais en poste dans la garnison de Maryhill à cette époque. Aucun soldat écossais ne fut utilisé car le gouvernement craignait que les soldats passent du côté des ouvriers si toutefois une révolution se déclenchait à Glasgow.

D'autres stratégies, à peine plus subtiles, sont mises en place pour isoler et diviser le mouvement de contestation. Les chantiers navals Yarrow menacent de diminuer la production de leur chantier de Scotstoun au profit de celui de Vancouver. Des relents racistes et antisémites émanent de la presse conservatrice : le *Glasgow Herald* publie un feuilleton à partir du 8 février 1919 opposant Derek Clyde, un bon policier, à un méchant bolchevique répondant au nom de Finkelstein ; Emanuel Shinwell est qualifié de « juif polonais » dans l'édition du 31 janvier 1919 du *Times*. L'édition du *Glasgow Herald* du 31 janvier 1919 affiche toute son indignation : « La formation du comité de grève fut le premier pas vers ce terrorisme abject que le monde connaît aujourd'hui sous le nom de bolchevisme. » Le *Glasgow Herald* condamne aussi les trois « fauteurs de troubles, rebelles notoires à toute forme d'ordre social » que sont Neil MacLean, David Kirkwood et Emanuel Shinwell². Le député conservateur de Springburn « doute de l'origine écossaise des meneurs du présent conflit » dans l'édition du 2 février de l'*Evening Standard*. On fait aussi appel au sectarisme religieux pour mieux diviser : la « ligue des travailleurs patriotiques » est créée à l'initiative du révérend presbytérien Forson, de Govan, et connaît un certain succès dans les bastions de l'aristocratie ouvrière des chantiers navals, Yoker, Whiteinch, Old Kirkpatrick, Partick³.

Toutefois, alors que les journées de grève s'égrènent, il devient de plus en plus évident que la grève ne s'étendra pas aux autres centres industriels. Petit à petit, les ouvriers reprennent le travail. Le 2 février, les mineurs de Blantyre, une mine située juste en périphérie de Glasgow, sont enjoint à reprendre le travail par leur président. Il n'y a plus de piquets de grève après le 3 février. Le travail reprend dans certains ateliers de construction mécanique à partir du 4 février. Le lendemain, l'approvisionnement de la ville en électricité est normal grâce au travail des volontaires. Les chantiers navals restent en grève pendant encore cinq ou six jours. Finalement, le 10 février 1919, le comité de grève

¹ « Glasgow was an occupied city », T. M. Devine, *op. cit.*, p. 315.

² Cité par Christian Civardi, *op. cit.*, p. 348. Kirkwood et Shinwell seront anoblis, respectivement en 1951 et 1970.

³ *Ibid.*, p. 348.

appelle à cesser la grève et recommande à tous les ouvriers de reprendre normalement le travail à compter du 12 février¹. Même s'ils ont échoué dans leur tentative d'obtenir une semaine de travail de quarante heures, les ouvriers de l'industrie mécanique et des chantiers navals reprennent le travail en ayant au moins négocié un accord qui leur assure une semaine de travail à quarante-sept heures, soit dix de moins qu'avant la grève. La grève aura duré trois semaines.

William Gallacher et Emanuel Shinwell sont condamnés pour incitation à troubles de l'ordre public. Shinwell est condamné à cinq mois d'emprisonnement et Gallacher à trois mois. Les organisations ouvrières se retrouvent avec une colossale somme d'argent à mobiliser pour payer les frais de défense au tribunal².

C'est une amère défaite pour le mouvement ouvrier de l'ouest de l'Écosse. La manière a fortement déplu aux responsables syndicaux écossais dans leur ensemble qui le font savoir au STUC et à l'assemblée des métiers de Glasgow. Le STUC adopte alors une position très frileuse lorsqu'un vote est évoqué pour une grève contre les conditions de logement en août 1919. Sa position n'a pas évolué un an plus tard lorsqu'une grève est de nouveau envisagée par la *Scottish Labour Housing Association* contre l'augmentation des loyers. Il agit de même lors de la grève nationale des chemins de fer de septembre 1919. L'assemblée des métiers de Glasgow s'abstient de prendre clairement position lorsqu'une action est envisagée par le CWC pour la libération des prisonniers de la grève des quarante heures.

Cet échec sonne aussi le glas du mouvement non officiel des délégués d'atelier. Avec la fin de la guerre disparaît le substrat sur lequel s'étaient développées certaines des revendications du mouvement des délégués d'atelier. La dilution a été mise en œuvre après l'échec des grèves de 1916. Le retour aux conditions d'avant-guerre grâce aux accords signés entre le gouvernement et les instances syndicales nationales et officielles au début de la guerre va être garanti par le passage de la loi de restauration des pratiques d'avant-guerre³. Les motifs de désaccord et de défiance de la base avec les instances officielles des syndicats disparaissent : le gouvernement a tenu ses promesses.

¹ Iain McLean, *op. cit.*, pp. 126-127.

² William Gallacher, *op. cit.*, pp. 230-242.

³ *Restoration of Pre-War Practices Act*, 1919.

2.2. Une révolution manquée ?

Il y avait bien là une partie des ingrédients nécessaires à faire une révolution : les ouvriers étaient prêts, le gouvernement avait peur et avait envoyé troupes et blindés à Glasgow pour réprimer les velléités de révolte de la classe ouvrière et le tout était relayé par la presse londonienne qui dépêchait des envoyés spéciaux afin d'écrire à propos de la révolte. Pourtant, les grévistes ne cherchaient pas à faire la révolution¹.

Le 1^{er} février 1919, Sir Robert Munro, le Ministre pour l'Écosse, déclare à ses collègues du Cabinet : « Il est erroné de parler de grève à propos de la situation de Glasgow ; c'est en fait d'un soulèvement bolchevique dont il s'agit »². Le *Glasgow Herald* du 8 février écrit :

La panique dont font preuve les autorités municipale et nationale ne peut être expliquée que de la manière suivante. Elles croyaient en effet qu'une révolte spartakiste devait débiter à Glasgow et ils étaient prêts à la réprimer à tout prix.³

Les décisions prises par les autorités et le déploiement de force qu'elles ont entraîné, conjuguées aux discours de la presse ont très certainement un rôle fondamental dans la création du mythe de la Clyde rouge. Pourtant, l'analyse des autorités repose sur une interprétation erronée de la situation. Il s'agissait bien d'une grève générale des usines de construction mécanique et des chantiers navals, pas d'une révolution. William Gallacher lui-même le reconnaît :

Mais pour ceux d'entre nous qui menaient la grève, nous étions des meneurs de grève, rien de plus. Nous avons oublié que nous étions les meneurs révolutionnaires de la classe ouvrière et pendant que nous acclamions les couleurs de notre drapeau, cela n'avait pas la même signification que pour nos ennemis. Ils le comprirent comme le symbole d'un vrai soulèvement. Nous le vîmes comme un incident dans la poursuite de la grève. Nous étions tous d'accord à propos de l'importance de la grève pour les quarante heures mais nous n'avions jamais discuté d'une position anticapitaliste, et nous n'aurions jamais pu tomber d'accord, même si nous en avions discuté.⁴

¹ Seán Damer, *op. cit.*, p. 131.

² Cité dans Christian Civardi, *op. cit.*, p. 348.

³ *Glasgow Herald*, 8 février 1919 : « The panic of the civic and national authorities can only be explained thus. They actually believed a Spartacus coup was planned to start in Glasgow, and they were prepared to suppress it at all costs. »

⁴ William Gallacher, *op. cit.*, p. 220 : « But for those of us who were leading the strike, we were strike leaders, nothing more; we had forgotten we were revolutionary leaders of the working class and while we cheered the flying of our flag, it had not for us the significant meaning it had for our enemies. They saw it as the symbol of an actual rising; we saw it as an incident in the prosecution of the strike. We were all agreed on the importance of the strike for the 40-hour week, but we had

C'est un point sur lequel il revient à plusieurs reprises, non sans quelques regrets : « On attendait un soulèvement. Un soulèvement aurait dû se produire, les travailleurs étaient prêts et capables de le faire »¹. Il se désole du manque de lucidité des leaders (« Les leaders de la grève n'y avaient jamais pensé »²) de même que de leur incapacité à entraîner les ouvriers jusqu'à la révolution :

Si nous avions été capables de prévoir à l'avance ou s'il y avait eu des leaders expérimentés pour guider ces masses énormes et héroïques, c'est en direction des casernes de Maryhill que nous aurions marché, plutôt que de nous rendre à Glasgow Green.³

La révolte grondait partout, surtout dans l'armée. Nous avions entre nos propres mains la possibilité de lui donner des leaders et de la laisser s'exprimer mais cela ne nous est jamais venu à l'esprit. Nous poursuivions un mouvement de grève alors que nous aurions dû faire la révolution.⁴

Dans son entreprise de déconstruction du mythe de la Clyde rouge, Iain McLean est sans concession : les événements du 31 janvier 1919 sont une émeute policière, causée par l'inexpérience et l'incompétence de la police à contrôler une foule qui n'a pas la moindre ambition révolutionnaire. Il stigmatise l'ambivalence d'Emanuel Shinwell à propos duquel il remarque qu'il est difficile d'affirmer avec certitude s'il espérait réellement faire la révolution⁵. Il raille aussi le manque d'expérience et de charisme de Gallacher et Kirkwood qui font tout pour éviter la confrontation physique et dont le manque de courage est bien peu compatible avec la conduite d'une révolution: « [Gallacher] hurlait frénétiquement à la foule de quitter la place et de se rendre à Glasgow Green »⁶. « À l'évidence, Kirkwood était complètement démoralisé par l'expérience du Vendredi Sanglant ('C'était un homme qui avait peur' selon les souvenirs de Harry McShane) »⁷. Bref, sa sentence est sans appel :

never discussed a general line against capitalism, and never could have agreed on it, even if we had discussed it. »

¹ *Ibid.*, p. 234, « A rising was expected. A rising should have taken place; the workers were ready and able to effect it. »

² *Ibid.*, p. 234, « The leadership had never thought of it. »

³ *Ibid.*, pp. 233-234, « Had we been capable of planning beforehand, or had there been an experienced revolutionary leadership of these great and heroic masses, instead of a march to Glasgow Green there would have been a march to the Maryhill Barracks. »

⁴ *Ibid.*, p. 301, « Revolt was seething everywhere, especially in the army. We had within our own hands the possibility of giving actual expression and leadership to it, but it never entered our heads to do so. We were carrying on a strike when we ought to have been making a revolution. »

⁵ Iain McLean, *op. cit.*, p. 132.

⁶ *Ibid.*, p. 136, « [Gallacher] shouted frantically to the crowd to leave the square and to go to Glasgow Green. »

⁷ *Ibid.*, p. 136, « Kirkwood was obviously completely unstrung by the experience of Bloody Friday ('He was a very frightened man' in Harry McShane's recollection). »

Comparé à la dévastation du Palais d'Hiver ou à la première bataille de la Somme, le Vendredi Sanglant n'était pas très sanglant. Mais cela effraya des révolutionnaires dévoués qui n'avaient jamais vu de sang versé auparavant. Ils étaient pacifiques et, à ce titre, leurs réactions instinctives furent d'éloigner la foule du danger le plus vite possible.¹

Seuls les syndicats dont les représentants étaient influents au sein du STUC ou de l'assemblée des métiers sont impliqués dans le conflit. Le STUC est bien dans l'embarras en raison du caractère non- et anti-officiel du mouvement. Le manifeste du comité de grève indique que de nombreux syndicats participent à l'action de grève². Toutefois, selon McLean, seuls les électriciens apportent un franc soutien au mouvement. Les dockers finissent par négocier un accord séparément qui leur accorde une semaine de quarante-quatre heures ; les conducteurs quittent le mouvement à la faveur d'un accord séparé eux aussi, arguant de plus qu'aucun métier du service public n'avait cessé le travail. Les employés municipaux ne se mettent pas en grève, soucieux de faire aboutir des négociations entreprises avec d'autres organisations. De leur côté, les mineurs du Fife négocient pour une semaine de trente heures mais les responsables de leur syndicat font tout leur possible pour les faire redescendre dans les mines³. D'autres syndicats s'estiment étrangers au conflit. À l'exception de Belfast et de Newcastle, le mouvement ne franchit pas les frontières de l'Écosse, où il ne prend d'ailleurs que dans quelques centres industriels. Le rapport de force qui se crée entre les exécutifs des syndicats qui refusent de reconnaître la légitimité des actions et donc de payer les allocations de grève et les comités ouvriers non- ou anti-officiels rend la tâche des grévistes encore plus délicate.

Un coup sérieux est porté au succès de la grève quand il devient certain que les employés municipaux ne se mettront pas en grève et que par conséquent les stations électriques de la ville continueront à produire de l'électricité. Le tramway ne cesse de fonctionner normalement, malgré le siège cinq jours durant de la station de Pinkston. Erreur peut-être fatale dans la réussite de l'entreprise révolutionnaire, Emanuel Shinwell ne donne jamais l'ordre de forcer les portes de la station.

Au procès qui suivra la grève de 1919, le *Lord Advocate* (ministre de la justice) qualifie les incidents du 31 janvier 1919 comme « la plus grande menace imaginable à

¹ *Ibid.*, p. 136, « Compared to the storming of the Winter Palace or the First Battle of the Somme, Bloody Friday was not very bloody. But it frightened dedicated revolutionaries who had never seen blood spilt before. As pacific men, their first instincts were to get the crowd out of harm's way as soon as possible. »

² *Scottish Union of Dock Labourers, Scottish Horse and Motormen's Association, Railwaymen, Municipal Employers' Association, the Building Trades and Electricians.*

³ *Ibid.*, pp. 118-119.

l'ordre public et à la sécurité »¹ et affirme que les « incidents de cette nature étaient non seulement de la plus haute nature criminelle mais qu'ils représentaient une menace au fondement de la paix publique et de la sécurité »². Cette déclaration du *Lord Advocate* résume à elle seule la position du gouvernement dont la réaction peut apparaître disproportionnée par rapport aux faits. Un ton aussi alarmiste n'avait pas été employé lors des grèves contre la dilution de 1916 alors que l'effort de guerre était menacé d'être mis en péril par les ouvriers qualifiés³.

Le gouvernement avait été mis en alerte depuis plusieurs mois sur la montée du bolchevisme en Grande-Bretagne par des rapports bi-mensuels – souvent assez farfelus – des services spéciaux, ce qui n'a pas manqué de le conduire à faire une analyse alarmiste de la situation fin janvier 1919, compte tenu de la situation en Europe : « Il n'y eut jamais d'autre période qu'en janvier 1919 où le gouvernement aurait été davantage disposé à prendre plus au sérieux les menaces de Shinwell et Neil McLean transmises par l'intermédiaire du maire de Glasgow »⁴.

Mais il faut aussi remarquer que le gouvernement avait été mal informé par le *Lord Provost* de Glasgow, qui, dans son télégramme, avait indiqué que l'approvisionnement en électricité de la ville était menacé parce que tous les ouvriers des stations électriques de la ville avaient été forcés de se joindre à la grève. Or, comme le remarque McLean, la station de Pinkston n'a jamais été concernée par la grève, en dépit des efforts des grévistes. En effet, contrairement aux autres stations électriques de Glasgow, celle de Pinkston, qui approvisionnait en électricité le tramway, était le fief du syndicat des employés du tramway, qui étaient des ouvriers non-qualifiés. Pinkston ne cessa donc pas de produire de l'électricité et les services publics de la ville ne souffrirent pas d'un approvisionnement en électricité défaillant⁵. Pour McLean, donc, le gouvernement a donc cédé à la panique sur la base d'une information erronée. Cette interprétation paraît toutefois excessive. Il paraît plus juste de considérer l'envoi de troupes supplémentaires et de blindés à Glasgow comme la

¹ *Ibid.*, p. 132, « the greatest imaginable menace to public order and security ».

² *Ibid.*, p. 132, « incidents of that sort were not only in the highest degree criminal in themselves, but involved menace to the foundation of the public peace and security. »

³ Toutefois, les révolutions de 1917 n'avaient pas encore eu lieu et que le spectre de la révolution bolchevique ne planait pas encore sur l'Europe occidentale.

⁴ *Ibid.*, p. 136, « There was never a time when the Government would be more disposed to take them [the threats from Shinwell and Neil McLean passed on by the Lord Provost] seriously than January 1919. »

⁵ *Ibid.*, p. 137.

réponse à une situation d'urgence réelle et une tentative pour compenser une sous-estimation du potentiel de la grève¹.

3. L'héritage politique de la Clyde rouge

3.1. Quel esprit révolutionnaire après l'échec de 1919 ?

La défaite ne sonne pas immédiatement le glas du militantisme industriel puisque la journée du premier mai 1919 (*May Day*) voit 100 000 ouvriers se réunir sur Glasgow Green pour acclamer une motion explicitement socialiste et révolutionnaire². Des mineurs se mettent en grève à l'automne 1919 pour réclamer des journées de travail plus courtes. Les licenciements sélectifs après la grève rendent impossible la reconstitution des comités d'ouvriers³. À partir de l'automne 1919, le CWC prône la mutation des comités d'ouvriers en comités sociaux,⁴ la combinaison des deux devant créer le noyau du pouvoir politique de la classe ouvrière. En fait, cette inflexion théorique du CWC trahit l'effritement de l'influence du mouvement des délégués d'atelier qui sont dans l'incapacité de maintenir leur emprise sur le lieu de production. Une nouvelle réflexion menée par les leaders des comités ouvriers les amène à rejeter la négociation collective, qui, selon eux, donne naissance à une oligarchie syndicale et légitime le réformisme. Ils se positionnent en faveur d'une organisation construite pour la lutte plutôt que pour la négociation. Ils rejettent aussi le principe des grèves pour satisfaire des revendications immédiates et ponctuelles. L'action de grève doit être le déclencheur de la lutte finale pour le pouvoir. Il faut donc transformer toute occasion en situation révolutionnaire, créer à la base une alliance ouvrière dans chaque localité et regrouper les militants révolutionnaires au sein de comités ouvriers

¹ John Foster, *op. cit.*, p. 56, « Clearly, therefore, the government's decision to dispatch 5,000 more troops and to order a tank regiment to take up dispositions that would enable the area to be sealed off was not, as the revisionists have claimed, simply a laughable and ill-informed overreaction. It was a response to urge a change in local assessments and marked an attempt to compensate for what seems to have been an earlier underestimate of the strike's potential. »

² Cité dans Christian Civardi, *op. cit.*, p. 347 « That this meeting declares for the overthrow of the capitalist system of production for profit, and the establishment of the Cooperative Commonwealth based on production for use; and ... that this meeting of workers assembled on Glasgow Green sends their fraternal greetings to the European soviet republic and the workers of the world. »

³ *Workers' Committees*, organisation de base du mouvement des délégués d'atelier. L'unité de création d'un comité ouvrier est le lieu de production (usine ou atelier).

⁴ *Social committees*, organisés par quartiers.

destinés à devenir « le noyau du pouvoir politique de la classe ouvrière »¹. Les comités ouvriers muent en cellules locales qui préfigurent la création d'un parti révolutionnaire. Gallacher appelle à la création d'un parti communiste en février 1920 reposant sur l'existence des comités sociaux à travers tout le pays, et rebaptisés « soviets »².

Dans l'Écosse du début des années vingt, ce sont les révolutionnaires du *Socialist Labour Party* et du *British Socialist Party* qui vont grossir les rangs du Parti Communiste de Grande-Bretagne (PCGB) à sa création en avril 1920, quand le BSP se rebaptise *Communist Party of Great Britain*. De par ses origines, le PCGB ne bénéficie ni du prestige, ni des loyautés traditionnelles, ni des structures d'une puissante organisation ouvrière de masse. Officiellement, le parti communiste revendique 13 000 adhérents en 1921. C'est en fait une très forte sur-évaluation, destinée à faire bonne impression sur le Komintern. En réalité, le PCGB n'a que 2000 adhérents en octobre 1922 et va trouver avec peine sa place dans le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne³. John Maclean soutenait la création d'un parti communiste en Écosse, ce à quoi Lénine était opposé. Ce dernier jugeait en effet préférable la création d'un Parti Communiste de Grande-Bretagne. En désaccord sur ce point, John Maclean finit par créer son propre parti, le *Scottish Workers' Republican Party*, qu'il s'emploiera à développer jusqu'à sa mort le 30 novembre 1923. Le parti communiste ne parvient pas à mobiliser les électeurs dans les mêmes proportions que le parti travailliste mais il demeure une force politique non négligeable, notamment pendant les manifestations contre le chômage du début des années trente. Peter Kerrigan et Harry McShane jouent un rôle prépondérant dans la défense des intérêts des chômeurs. Les marches de la faim successives vers Londres marquent l'opinion publique. Bien qu'elles bénéficient d'un large soutien des partis et organisations de gauche, ce sont les communistes qui en sont la cheville ouvrière⁴.

D'après Foster, c'est après 1918 que les grèves politiques sont les plus importantes. Dans cette perspective, la grève pour les quarante heures est l'aboutissement logique de plusieurs mois de luttes de plus en plus intenses. C'est une grève politique qui concerne tous les secteurs de l'industrie. La mobilisation s'étend même au-delà puisque les chômeurs et les soldats démobilisés se mobilisent aussi. Foster établit l'existence d'une corrélation

¹ « The nucleus of working-class political power », cité dans Christian Cividati, *op. cit.*, p. 355.

² *Ibid.*, pp. 353-357.

³ *Ibid.*, pp. 257-271 pour davantage de détails sur la formation du Parti Communiste de Grande-Bretagne et le rôle des partis révolutionnaires.

⁴ Irene Maver, *op. cit.*, p. 237.

entre l'agitation industrielle entre 1918 et 1923 dans les grands centres industriels de la construction navale, de l'acier et du charbon situés en périphérie immédiate de Glasgow (mais hors des limites administratives de la ville) et le fort soutien électoral aux candidats socialistes révolutionnaires qui se présentent aux élections dans ces secteurs. C'est le cas de Neil McLean, candidat marxiste révolutionnaire qui est élu en 1918 à Govan¹ et réélu en 1922 avec un score plus élevé. Foster note que les ouvriers des chantiers navals (en tout cas les plus jeunes) étaient ouvertement et fortement en faveur des thèses révolutionnaires. Pendant la campagne électorale, il y a des appels à un changement révolutionnaire dans l'esprit de la révolution russe².

Lorsqu'il atteint son intensité maximale, pendant la période 1918-1920, le conflit industriel n'était pas de nature corporatiste ou conservatrice, pas plus que ne l'avait été celui qui avait eu lieu précédemment pendant la guerre. Et si l'on considère l'activité électorale dans son ensemble, on s'aperçoit qu'il y avait effectivement un soutien significatif en faveur des prises de positions socialistes révolutionnaires et cela apparaît avoir été assez étroitement lié à l'étendue et à la nature des actions de grève dans l'industrie.³

On constate le même schéma électoral dans d'autres circonscriptions. Le communiste Aitken Ferguson voit son score augmenter de 40% entre 1922 et 1923 pour finalement emporter l'élection sous l'étiquette communiste à Kelvingrove dans Glasgow ; à Motherwell, ville sidérurgique au sud de Glasgow, Walton Newbold gagne l'élection de 1922 sous l'étiquette communiste après avoir nettement augmenté son score de 1918 (alors qu'il concourait avec l'investiture travailliste officielle) ; à Greenock, ville de construction navale, le communiste Arthur Geddes est à 800 voix d'une victoire en 1922 et obtient un résultat encore meilleur en 1923, alors que le candidat marxiste du *British Socialist Party* avait fait un score très médiocre en 1918. Ces villes sont situées à l'extérieur des limites administratives de Glasgow. Alors que McLean confine son interprétation aux limites administratives de la ville de Glasgow, Foster se base sur une définition beaucoup plus large de la zone géographique. La densité de l'activité industrielle, ainsi que l'interrelation des différents types d'activités, conjuguée à l'existence d'un réseau de transport vaste et performant plaident effectivement en faveur de la prise en compte de la conurbation

¹ Sud-ouest de Glasgow, relativement proche du centre de la ville. L'industrie dominante y est la construction navale.

² John Foster, *op. cit.*, pp. 41-43.

³ *Ibid.*, p. 44 « The peak period of industrial conflict, that during the years 1918 to 1920, was not sectional or conservative in character. Nor indeed was much of that which occurred earlier in the war itself. And if we look at the full range of electoral activity, we find that there was indeed significant support for revolutionary socialist positions, and that appears to have been quite closely linked to the scale and character of strike action in industry. »

glaswégienne comme unité géographique de référence pour apprécier l'importance de la diffusion des thèses socialistes révolutionnaires et leurs répercussions au niveau électoral.

Pendant la guerre, ce sont d'abord les questions de salaires qui préoccupent les ouvriers, puis les questions de droit à s'organiser librement dans les usines et à négocier collectivement. Cet aspect des revendications se généralise dans tous les secteurs de l'industrie vers la fin 1915 et au début 1916. En 1917-1918, les revendications concernent de nouveau les questions de salaires, mais sur un front beaucoup plus large que précédemment, car le pouvoir d'achat des ouvriers s'amenuise au fur et à mesure que l'inflation augmente. À la fin de la guerre, on assiste à une autre phase de généralisation des revendications, mais de manière offensive désormais. Il ne s'agit plus de revendiquer pour préserver des acquis mais pour faire progresser la condition de la classe ouvrière. D'une posture défensive, les ouvriers passent à une posture offensive dans les deux dernières années de la guerre puis immédiatement après. Les grèves sont donc une succession de vagues, ou de phases, qui forment un front de contestation qui ne cesse de s'élargir¹.

Le retour du chômage finit par inverser le rapport de force entre ouvriers et employeurs. Ces derniers ont la possibilité de licencier les militants socialistes lorsque que les carnets de commande se vident et ils ne vont pas se priver de le faire. Le mouvement qui a subi un coup d'arrêt douloureux avec l'échec de la grève des quarante heures commence alors à perdre progressivement de sa vigueur. Les grèves de solidarité ne sont plus systématiques. Lorsque le chômage réapparaît, il n'est plus question de révolution mais de conditions de vie et de travail. Des actions de grève importantes échouent après 1919. Il y a d'abord la grève des cheminots du 25 septembre au 5 octobre 1919. Le 27 septembre, 20 000 grévistes se retrouvent sur Glasgow Green et demandent « un salaire qui permette de vivre et un statut décent dans la société. » Même si ce mouvement de grève est massivement suivi, toutes les précautions sont prises pour que le mouvement reste une affaire de cheminots et que la grève ne se transforme pas en grève générale soutenue par d'autres syndicats. Tout est fait pour éviter le spectre d'une révolution ouvrière en faveur d'une quelconque forme de contrôle ouvrier².

Le 18 mars 1920, un TUC extraordinaire refuse d'appeler à une grève générale pour réclamer la nationalisation des mines. En revanche, une motion est adoptée qui prône

¹ *Ibid.*, p. 47.

² Christian Civardi, *op. cit.*, pp. 361-362.

« l'intensification de la propagande politique en préparation à une élection législative »¹. Les mineurs déclenchent tout de même une grève qui dure du 16 au 28 octobre au cours de laquelle ils obtiennent une augmentation de salaire par poste en contrepartie de leur acceptation de l'indexation de leur salaire à une échelle mobile en fonction de la production nationale. Une chute brutale de la demande quelques mois plus tard leur fera perdre le bénéfice de leur augmentation de salaire².

En novembre 1920, John Maclean écrit encore dans *Vanguard* : « Sur la Clyde, nous avons une mission de la plus haute importance à remplir. Nous pouvons faire de Glasgow une Petrograd, un épiscentre révolutionnaire sans équivalent ». Maclean s'exprime aussi en faveur d'une « République Communiste Écossaise comme la première étape vers un communisme mondial dont Glasgow serait la tête de pont »³. Mais, même magnifié par une aura de martyr qu'il tient de ses séjours en prison, il n'obtient plus la même audience et le mouvement ouvrier s'écarte progressivement du radicalisme et des actions de grève illégales en faveur d'une représentation légale et parlementaire de ses intérêts, à travers notamment la montée en puissance de l'ILP qui parvient à fédérer beaucoup de militants de gauche, y compris des militants socialistes révolutionnaires.

En 1920, la section écossaise de l'ILP est favorable à une adhésion à la Troisième Internationale, malgré les réticences de la conférence nationale qui s'établit en faveur de la création d'une autre Internationale. En 1921, la conférence écossaise de l'ILP décide de revenir sur cette décision. La conférence nationale ne veut plus en entendre parler non plus. Les vingt et une conditions nécessaires à l'adhésion sont rédhibitoires⁴. Cette décision reste sans conséquence particulière à Glasgow puisque seuls deux membres semblent quitter l'ILP pour rejoindre les rangs du Parti Communiste mais elle engage très clairement le combat du mouvement ouvrier sur le front légal et parlementaire. Le STUC n'adhère pas à l'Internationale rouge syndicale, pas plus que l'assemblée des métiers de Glasgow.

¹ Cité par Christian Civardi, *op. cit.*, p. 362.

² *Ibid.*, pp. 362-363.

³ *Ibid.*, p. 257 « We on the Clyde have a mighty mission to fulfil. We can make Glasgow a Petrograd, a revolutionary storm centre second to none. A Scottish breakaway at this juncture would bring the Empire crash to the ground and free the waiting workers of the world... English Labour is bound to respond to our call if we in Scotland strike out boldly for political conquest... We must form a Communist Council for Action to assume real power when the time comes. In the process I favour a Scottish Communist Republic as the first step to World Communism with Glasgow as the head and centre. »

⁴ Iain McLean, *op. cit.*, p. 141. « British ethical socialists in blue serge suits with rolled-up umbrellas were sadly unwilling to struggle illegally for the revolution. »

À la fin de l'année 1920, le gouvernement a fait voter l'*Emergency Powers Act* qui lui permet de déclarer l'état d'urgence et de « prendre des mesures énergiques » en cas de conflit qui « désorganiserait l'approvisionnement en nourriture, eau, carburant ou électricité, de même que les moyens de transport »¹. Cette loi prend effet au 31 mars 1921. Le gouvernement abandonne alors tout droit de regard sur l'industrie houillère. Les effets ne se font pas attendre. Les propriétaires, rétablis dans leurs prérogatives, ébauchent de nouveaux contrats de salaires dans les régions les plus touchées par la crise. Le résultat est sans appel pour les mineurs : le salaire quotidien des mineurs est divisé par deux au Pays de Galles, en Écosse et dans le nord de l'Angleterre². Les mineurs se mettent alors en grève. Il y a bien quelques manifestations de solidarité, notamment de la part de certains cheminots et dockers à Glasgow qui refusent de toucher au charbon importé, mais cela ne suffit pas à obtenir une issue heureuse au conflit. Après avoir refusé plusieurs solutions proposées soit par le Premier Ministre Lloyd George, soit par la Fédération des Industries britanniques³, les mineurs asphyxiés par trois mois de grève se trouvent dans l'obligation d'accepter les conditions imposées par les employeurs le 1er avril 1921. Leur pouvoir d'achat moyen est deux fois plus faible en 1921 qu'en 1914. Au delà de cette dramatique baisse de salaire, cet échec sonne le glas du syndicalisme révolutionnaire et de l'action directe. Le rapport de force entre travailleurs et employeurs ne permet plus l'engagement dans des conflits durs et longs. Les licenciements et le recours aux briseurs de grève sont des armes redoutables en période de chômage.

3.2. Vers un nouveau paysage politique

Au point de vue électoral, les années après-guerre marquent un changement considérable – celui d'un mouvement général en faveur de la gauche parlementaire. Même si les travaillistes⁴ ont enregistré quelques succès électoraux avant 1914, c'est après la guerre

¹ *Ibid.*, p. 363.

² *Ibid.*, p. 363.

³ *Federation of British Industries*.

⁴ Par commodité, nous utiliserons le terme générique « travailliste » dans le développement qui suit pour deux raisons. 1) La distinction entre les différentes organisations de gauche n'est pas toujours claire à une période où le paysage politique à gauche est en perpétuel mouvement (en tout cas jusqu'à la création officielle du *Glasgow Labour Party* en 1913); 2) Même après la création du *Glasgow Labour Party*, il n'est pas utile de faire une distinction sémantique entre le *Labour* et l'*ILP* (*Independent Labour Party*) : le terme « travailliste » s'applique d'autant plus facilement aux deux organisations que les relations entre elles sont étroites (l'*ILP* est affilié au *Labour* entre 1906 et 1932). Les étiquettes *ILP* et *Labour* seront mobilisées quand cela apparaît nécessaire et pertinent pour la clarté du développement.

que la structuration du champ politique à Glasgow se dessine clairement en faveur de l'établissement des travaillistes comme force politique principale. C'est toutefois un processus qui répond à des enjeux et des dynamiques différents selon qu'il s'agit des élections municipales ou parlementaires. À Glasgow, les travaillistes demeurent dans l'opposition au conseil municipal jusqu'en 1933 alors qu'ils enregistrent un succès retentissant dès 1922 aux élections législatives. La loyauté des habitants de Glasgow au parti travailliste sera dès lors une caractéristique forte de l'identité politique de la ville¹.

L'agitation ouvrière de 1915-1916 n'a pourtant pas de répercussion immédiate en termes de représentation parlementaire. Alors qu'ils n'avaient présenté que deux candidats aux élections de 1910, les travaillistes en présentent dans toutes les circonscriptions sauf une en 1918 avec l'espoir d'obtenir trois élus, voire cinq selon les estimations optimistes. La campagne est menée par l'ILP qui se présente comme un parti de rassemblement des militants en provenance d'un large spectre d'organisations de gauche² qui avaient fait cause commune, même pendant une courte période, contre les employeurs, l'État et la direction nationale du parti travailliste pendant la guerre. Dix des quatorze candidats travaillistes sont effectivement issus de l'ILP, ce qui reflète son rôle moteur dans le mouvement ouvrier à Glasgow à la fin de la guerre, résultat des diverses campagnes qu'il a menées dès avant la guerre puis pendant la guerre sur le thème du logement et de la participation des femmes. Les grèves des loyers ont considérablement augmenté le prestige et l'influence de l'ILP qui a par ailleurs également acquis beaucoup d'influence parmi la classe ouvrière en forgeant des réseaux efficaces avec les syndicats et dans beaucoup d'usines de Glasgow. Le nombre d'adhérents à la branche écossaise de l'ILP triple entre 1914 et 1918. De son côté, le développement des syndicats, lui aussi entamé avant la guerre, se poursuit. Les divisions entre réformistes et révolutionnaires ne se font pas encore jour et l'ILP parvient à mener un front de gauche unie qui permet alors d'envisager une meilleure représentation aux élections.

L'ILP est mieux organisé que le Labour qui n'a pas de section locale organisée. L'organisation de l'ILP à Glasgow est bien plus ancienne que celle du Labour. L'ILP naît en 1893 et prend formellement la suite du *Scottish Labour Party* de Keir Hardie, fondé en 1888, large coalition de syndicalistes, de socialistes, de radicaux, de partisans de la réforme agraire, de nationalistes irlandais et de Libéraux en rupture avec leur parti, pour disputer les

¹ Irene Maver, *op. cit.*, p. 249 « a characterising feature of city politics ».

² Par exemple, John Maclean se présente avec l'investiture travailliste dans les Gorbals et son bras droit James McDougall à Tradeston.

élections de 1888. Après ces élections, le *Scottish Labour Party* maintient sa présence et se mue en parti socialiste. Quand l'ILP prend sa suite, le parti est celui qui est le plus clairement identifié avec la lutte pour la représentation travailliste. L'ILP établit des sections locales à Glasgow à la fin des années 1890. Il obtient quelques succès électoraux à cette époque mais perd du terrain au milieu des années 1900. À la faveur de l'implication politique de l'assemblée des métiers de Glasgow qui soutient les candidats travaillistes, l'ILP parvient à établir à nouveau une représentation significative au conseil municipal avant la guerre. Pendant les années vingt, l'ILP est très influent et actif dans le travail de propagande et pendant les campagnes électorales grâce à l'activité de ses militants.

L'ILP savait, quand il le voulait, être habile tactiquement et impitoyable pour parvenir à ses fins en termes de politique et de choix des candidats.¹

Prêt à constituer des coalitions et des alliances et à y être actif, mais également prêt à agir seul quand cela était nécessaire, l'ILP fut le garant de la continuité dans les campagnes électorales des travaillistes à partir des années 1890 jusqu'à sa séparation du Parti travailliste au début des années trente. Par conséquent, dans les questions aussi bien organisationnelles que politiques, l'ILP joua un rôle crucial.²

Les élections de 1918 sont finalement une cruelle désillusion pour le parti travailliste et l'ILP puisqu'un seul député travailliste est élu à la Chambre des Communes sur les quinze possibles à Glasgow et un sur cinq à Édimbourg. Beaucoup d'électeurs potentiels, principalement des ouvriers démobilisés, n'ont pas pu voter à cause de problèmes d'inscription sur les listes électorales³. John Maclean est battu dans les Gorbals, John Wheatley à Shettleston. Seul Neil Maclean est élu à Govan avec une avance assez réduite sur son rival. Avec dix sièges, les conservateurs sont les grands gagnants. Sur l'ensemble du territoire écossais, il n'y a que six élus travaillistes à l'issue des élections de 1918. Dans les villes anglaises, la situation est la même puisque sur les cinquante-six sièges à pourvoir à Manchester, Leeds, Bristol, Liverpool, Sheffield et Birmingham, seuls trois sont pris par des élus travaillistes ou ILP (deux sur dix possibles à Manchester et un sur six à Leeds)⁴.

¹ J. J. Smyth, *Labour in Glasgow 1896 – 1936: socialism, suffrage, sectarianism*, East Linton, Tuckwell Press, 2000, p. 99 : « The ILP could, when it chose, be tactically astute and ruthless to get its own way in terms of policy and the selection of candidates. »

² *Ibid.*, pp. 6-7 : « Committed to acting in and creating coalitions and alliances, but prepared to act on its own when necessary, it was the ILP which provided the thread of continuity in Labour's electoral campaign from the 1890s through to its eventual disaffiliation from the Labour Party in the early 1930s. In both organisational and political terms, therefore, the role of the ILP was crucial. »

³ *Ibid.*, pp. 91-92.

⁴ Iain McLean, *op. cit.*, p. 159.

Iain McLean mobilise ce revers électoral comme preuve que l'agitation radicale pendant les années de guerre et les événements de la Clyde rouge n'ont pas d'influence dans la montée du vote travailliste après guerre. Nous pensons, au contraire, en suivant J. J. Smyth, qu'il s'agit d'une défaite en trompe l'œil qui montre simplement que le parti travailliste n'était pas encore en mesure de littéralement balayer l'opposition. Ce revers n'entrave pas le mouvement de fond qui se dessine en faveur des travaillistes¹.

Le premier succès électoral des travaillistes aux élections parlementaires à Glasgow devra donc attendre 1922. Les candidats de l'ILP emportent alors dix des quinze sièges dans la région de Glasgow. Quelques figures des luttes de 1915-1916 et de 1919 sont élues. L'ILP montre son influence toujours grandissante à Glasgow avec l'élection de James Maxton, John Wheatley et David Kirkwood. Parmi les anciens leaders du CWC, seuls Kirkwood et John Muir sont élus députés en 1922. Le transfert du vote irlandais du parti libéral vers l'ILP, soit environ 20% des voix travaillistes, y est pour la première fois déterminant. Avec 32% des voix à Glasgow, contre moins de 10% à Édimbourg, l'ILP est devenu le plus grand parti d'Écosse². Aux élections parlementaires de 1923, 1924 et 1929, les travaillistes assoient leur domination. En 1931 toutefois, les circonstances nationales ont un impact important sur les élections parlementaires. Aux élections d'octobre 1931, les travaillistes ne conservent que 4 sièges sur 10 à Glasgow. En 1935, la tendance s'inverse. L'ILP gagne quatre circonscriptions et le Labour cinq. Les Unionistes s'installent comme la principale force d'opposition. Ils visent l'électorat féminin des classes moyennes et assouplissent leur ligne politique.³ La Grande Guerre a sonné le glas du vote libéral. Les divisions internes chez les Libéraux précipitent la chute du parti qui, malgré de meilleurs résultats aux élections de 1922 et 1923 finit par disparaître complètement du paysage politique à Glasgow à partir de 1924, alors qu'il avait été le parti dominant pendant le siècle précédent⁴. Une majorité de l'électorat libéral se déplace vers le parti unioniste tandis que

¹ J. J. Smyth, *op. cit.*, p. 93. « While the 1918 result is a necessary corrective to any simplistic notion that Labour was about to sweep away all opposition, it should not be allowed to disguise the extent of Labour's progress. »

² T. M. Devine, *op. cit.*, pp. 311-314.

³ Irene Maver, *op. cit.*, p. 233. « While Labour seemed to capitalise on the Liberal vacuum among the working-class electorate, the Unionists worked diligently to woo the middle classes. Part of this strategy involved a change of image towards an altogether more mellow brand of politics, which espoused social welfarism and distanced the party from the kind of Protestant 'die-hardism' associated with the true-blue wing of Unionism. The female vote was specifically targeted, especially in middle-class districts, where the number of women electors was proportionately high. »

⁴ J. J. Smyth, *op. cit.*, p. 91. Voir *Ibid.*, pp. 84-90 pour un examen détaillé du déclin des Libéraux à

l'autre partie est attirée par le radicalisme de l'ILP¹. Glasgow est devenue la ville la plus « rouge » de Grande-Bretagne avec Sheffield : 42% des électeurs glaswégiens votent travailliste contre 25% à Birmingham et à Liverpool².

La route vers le pouvoir au conseil municipal s'avère beaucoup plus longue et difficile pour les travaillistes. La complexité des enjeux locaux pendant les années vingt et le début des années trente rendent la percée des travaillistes plus difficile³. En 1920, quand l'ensemble des sièges au conseil municipal est soumis au renouvellement⁴, ils obtiennent quarante-quatre sièges sur cent onze, contre dix-neuf en 1914. En fait, ils ne font que consolider leur représentation dans les circonscriptions où ils avaient déjà enregistré des succès électoraux avant-guerre⁵. En 1914, ils disposent d'un nombre de conseillers municipaux relativement important (même s'il était nettement insuffisant pour envisager de prendre le pouvoir), le parti travailliste de Glasgow est fondé en 1913 et il bénéficie de l'appui politique de l'ILP qui est parvenu à politiser la question du logement. Après 1918, les travaillistes tirent donc parti des jalons qui avaient été posés avant-guerre et sont donc en mesure d'exploiter les opportunités politiques qui se présentent. Les travaillistes commencent aussi à dépasser leurs réticences face à l'électorat pauvre et féminin⁶. Ils attirent donc les votes des ouvriers pauvres ainsi que ceux considérés comme « respectables » qui se détournent progressivement du vote libéral.

Jusqu'en 1933, les élections municipales opposent les travaillistes aux Modérés⁷. Tous les candidats qui s'opposent aux travaillistes sont en fait étiquetés « Modérés ». Il ne s'agit pourtant pas d'un parti avec une existence formelle et officielle en dehors de la mairie. Les Modérés sont en fait un mélange d'Unionistes, de Libéraux et de personnalités sans étiquette politique qui regrettent l'intrusion des partis politiques dans la gestion de la ville et dont le principal dénominateur commun est le rejet des socialistes⁸. Après la guerre, de

Glasgow. Irene Maver, *op. cit.*, p. 233. Le dernier député libéral à Glasgow, Sir John Collie, représente la circonscription de Partick entre 1922 et 1923.

¹ Irene Maver, *op. cit.*, p. 233.

² T.C. Smout, *op. cit.*, p. 259.

³ Irene Maver, *op. cit.*, p. 235. « Politics was volatile in Glasgow because the drastic impact of the depression seriously tested the abilities of those in position of power. »

⁴ C'est la première fois depuis 1896.

⁵ Hutchesontown (un quartier des Gorbals) et *East End* en particulier.

⁶ J. J. Smyth, *op. cit.*, p. 31. « Had Labour been able to rid itself of its fear of the residuum and women voters earlier, it might well have enjoyed greater success before 1914. »

⁷ Les Modérés deviennent alors le parti progressiste (*Progressive Party*).

⁸ *Ibid.*, p. 101. « Although Liberal and Unionist differences remained, they were much less

nombreuses organisations anti-socialistes voient le jour dont l'objectif est d'empêcher les socialistes d'accéder au pouvoir à la mairie. Elles se regroupent sous l'appellation *Glasgow Good Government League* en 1920¹ qui assure la coopération entre Libéraux et Unionistes et empêche ainsi les travaillistes de bénéficier d'une division des votes à droite. Pendant les années vingt, ce sont surtout les travaillistes qui pâtissent de l'éparpillement des votes à cause de la concurrence des partis d'extrême gauche. La percée électorale des travaillistes au niveau municipal en 1920 n'a pas de suite immédiate puisqu'ils restent dans le rôle d'une opposition, certes substantielle mais permanente, jusqu'en 1933. La grève générale de 1926 permet quelques gains pour les travaillistes qui ont alors cinquante-et-un conseillers municipaux sur cent onze. En 1930, ils retombent à quarante-trois conseillers municipaux, contre soixante-huit pour les Modérés². Le système électoral joue en défaveur d'une partie de l'électorat travailliste, à savoir les femmes, pour lesquelles le droit de vote est plus restrictif que pour les élections parlementaires³.

En 1932, L'ILP se désaffilie du parti travailliste, sans conséquence importante sur le résultat des élections municipales de la même année. Au moment de la séparation, il y a quarante-quatre conseillers municipaux travaillistes à Glasgow, dont quarante membres de l'ILP. Seuls huit d'entre eux restent à l'ILP. Malgré les divisions à gauche (parti travailliste – ILP – parti communiste), la présence de la *Scottish Protestant League* (SPL)⁴ et de quatre

significant after 1918. The overriding concern for right wing opinion was the need to contain Labour. Anti-Bolshevism or anti-socialism was the rallying cry in the post-war years and it operated very successfully in local politics. »

¹ La *Glasgow Good Government League* n'a pas de personnel permanent et n'est active en faveur des Modérés qu'à l'approche des élections pour sélectionner les candidats et s'assurer qu'ils n'entrent pas en compétition entre eux.

² J. J. Smyth, *op. cit.*, pp. 101-105. Voir également *Ibid.*, pp. 105-110 pour un examen détaillé des résultats des élections municipales entre 1918 et 1933.

³ *Ibid.*, p. 98 : « The impact of the wartime unrest and the franchise reform of 1918 allowed Labour the opportunity to more fully harvest this support. » Le Representation of the People Act de 1918 confère le droit de vote aux femmes âgées de plus de 30 ans ainsi qu'à tous les hommes, y compris les plus pauvres, à partir de 21 ans. Le nombre d'électeurs passe de 779 000 à 2 205 000. Le nombre d'inscrits sur les listes électorales de Glasgow, en tenant compte de l'extension des limites administratives de la ville, passe de 87 036 en 1910 à 524 008 en 1918. La majorité des nouveaux inscrits, en raison de leur statut économique, sont potentiellement des électeurs travaillistes. Voir *Ibid.*, pp. 23-27 et pp. 121-124 pour une analyse détaillée des conséquences complexes du Representation of the People Act de 1918 sur l'électorat à Glasgow aux élections municipales et nationales.

⁴ La *Scottish Protestant League* fait un passage rapide mais remarqué dans le paysage politique écossais. Elle est dirigée par Alexander Ratcliffe et se distingue par un militantisme protestant agressif dont le programme politique se cantonne à un anti-catholicisme féroce envers la population catholique d'origine irlandaise. La SPL milite pour l'abrogation de la loi sur l'éducation de 1918 qui intègre les écoles catholique dans le système public d'éducation et en prévoit le financement. Leur crédo le plus connu est « No Rome on the Rates! ».

candidats nationalistes, la représentation au conseil municipal ne change guère. Les Modérés conservent la majorité avec dix-huit sièges d'avance aux élections de novembre 1932. Il faut l'irruption de la SPL sur la scène politique à Glasgow pour faire basculer le conseil municipal en faveur des travaillistes l'année suivante. Les Modérés perdent dix-sept sièges, dont douze dans des circonscriptions où le siège a été disputé par la SPL. D'un autre côté, la SPL ne prend aucun siège au Labour. L'ILP conserve un groupe d'élus au conseil municipal jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale¹ mais reste surtout influent dans l'*East End* de la ville, fief politique de James Maxton, où le Labour ne présente pas de candidats².

4. Conclusion

La masse des travailleurs n'était pas bolchevique, de même que la grande majorité de leurs meneurs. Mais, en 1919, Glasgow fut ce que la Grande-Bretagne connut de plus proche d'une situation révolutionnaire au vingtième siècle. Une erreur majeure du gouvernement aurait pu déclencher une insurrection. Quelques décisions stratégiques des meneurs de la Clyde Rouge auraient pu amener les ouvriers à prendre localement le pouvoir. À une ou deux exceptions près, telles que John Maclean, les meneurs de la Clyde Rouge n'étaient pas des révolutionnaires. Calvinistes écossais et catholiques irlandais font de piètres Lénine et Trotsky.³

Les grèves contre la dilution et la loi sur les munitions montrent que le mouvement ouvrier dans la vallée de la Clyde était porteur de revendications radicales, limitées mais significatives. Elles trouvent leur origine dans la nature des relations entre patrons et ouvriers et les faiblesses de l'économie de Clydeside. Mais il serait erroné de réduire le mouvement ouvrier dans la région de Glasgow à une lutte uniquement corporatiste, ce qui reviendrait à suggérer que les différentes grèves étaient complètement déconnectées les unes des autres, qu'aucune interaction n'existait entre les multiples revendications des ouvriers et ouvrières des chantiers navals et des ateliers de construction mécanique et les

¹ La dernière élection avant la guerre date de 1938.

² Pendant les années 1930, le Labour présente des candidats aux élections municipales dans vingt-neuf ou trente circonscriptions, alors que l'ILP n'est présent que dans huit à onze circonscriptions. Les deux partis se disputent en moyenne six ou sept circonscriptions. Après la séparation avec le Labour, l'ILP atteint un record de 13 conseillers municipaux en 1935-36.

³ Seán Damer, *op. cit.*, p. 117 : « The mass of working people were not Bolsheviks, nor were the vast majority of their leaders. But Glasgow in 1919 was the nearest thing to a revolutionary situation seen in twentieth-century Britain. One major mistake by the government could have led to an insurrection: a few strategic moves by the Red Clydeside leaders could have led to a local seizure of power by workers. But these mistakes and moves did not occur. With one or two exceptions, like John Maclean, the Red Clyde leaders were not revolutionaries; Scots Calvinists and Irish Catholics make poor Lenins and Trotskys. »

grèves des loyers. Au delà des luttes âprement corporatistes, il s'est au contraire développé un large mouvement de fond mû par la volonté de faire reconnaître les droits syndicaux et le refus d'accepter docilement la triple autorité de l'État, du capital et de l'exécutif national des syndicats. Les hausses de loyers, l'inflation, le changement des méthodes de travail sont d'une telle ampleur que les différences entre les différentes catégories d'ouvriers sont nivelées. Il se développe un sens de la solidarité qui transcende les différences de statut et ne peut que renforcer le sentiment d'appartenance à une seule et même classe¹. Au bout du compte, cela démontre aux ouvriers qu'ils ont le pouvoir de faire venir le changement social et que cela est possible à partir du moment où ils sont organisés et unis. Enfin, ils prennent conscience qu'ils doivent compter sur eux-mêmes, et non sur les classes moyennes, pour améliorer leurs conditions de vie².

Foster soutient que c'est la structure même des relations au sein de l'industrie dans la région de la Clyde qui explique la particularité de la région en termes d'agitation pendant la période de la Clyde rouge. La faiblesse des structures de négociation collective dans le centre-ouest de l'Écosse est à l'origine de la multiplication des revendications pendant et après la Première Guerre mondiale alors que l'existence d'un mouvement ouvrier reconnu et organisé dans les autres régions industrielles britanniques a au contraire permis une certaine stabilité sociale³.

L'envoi de troupes et de blindés à Glasgow en janvier 1919 a certainement dissuadé les piquets de grève de continuer à œuvrer. En même temps, il est difficile de nier les faiblesses de la grève qui, à elles seules, empêchent le mouvement de se transformer en révolution. Pour autant, s'agit-il, selon les termes d'Iain McLean, d'un « échec lamentable »⁴? Il semble difficile de balayer d'un revers de la main, en des termes aussi forts, et ranger au rayon des anecdotes de l'histoire un épisode, même s'il s'est soldé par un

¹ John Foster, *op. cit.*, 40-41 : « Typically, strike action and industrial militancy was not the prerogative of a small group of conservatively-inclined craftsmen. On the contrary, wartime conditions opened up the possibility of collective action to a population which had been previously excluded from it – and in circumstances that demanded at least some ideological reorientation about the nature of state power and its relation to capital. »

² Richard Finlay, *op. cit.*, pp. 16-18.

³ John Foster, *op. cit.*, p. 38 : « It was the material weakness of Scottish capital, together with its particular cultural traditions, which inhibited the development of those social and cultural relationships which sustained – relatively speaking at least – social stability elsewhere. The Redness of the Clyde, as against the Mersey or the Tyne, had a quite different pedigree which did not result so much from the breakdown of existing pre-war structures of collective bargaining as from the very weak and truncated existence and the wider lack of civic cultures which gave organised labour a recognised and autonomous place. »

⁴ Iain McLean, *op. cit.*, p. 138 : « ignominious failure. »

échec, qui est le point d'orgue d'une série de vagues successives de revendications et de protestations du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Les faits nous obligent à constater qu'il n'y a pas eu de révolution dans la région de Glasgow, qui a pourtant été secouée par une succession de vagues d'actions industrielles d'ampleur inégalée jusqu'alors. Elles n'expliquent pas à elles seules la montée du vote travailliste. Mais, au regard du suivi massif des actions de grève et de l'intense propagande socialiste révolutionnaire qui a circulé à cette époque, cette période a nécessairement permis à la classe ouvrière écossaise de parcourir le cheminement intellectuel qui lui a fait prendre clairement conscience de son existence en tant que telle et l'a guidée vers une représentation parlementaire de ses intérêts. L'influence grandissante de l'ILP, parti qui prône un travaillisme réformiste montre bien que les ouvriers n'étaient vraisemblablement pas prêts à faire une révolution, malgré l'attitude alarmiste et les erreurs du gouvernement. Le PCGB aura bien une certaine influence en Écosse, mais sans commune mesure avec l'ILP. William Gallacher, vice-président du PCGB en 1921 et figure marquante de la Clyde rouge devra attendre 1935 pour être élu député sous les couleurs communistes dans la circonscription de West Fife¹. Les ouvriers ont fait le choix de l'action politique, et donc parlementaire, pour parvenir à l'amélioration de leurs conditions de vie. La marque laissée par cet épisode du mouvement ouvrier écossais dans la mémoire populaire et les débats passionnés qu'elle continue de susciter encore aujourd'hui sont bien la preuve de son importance dans la construction de l'identité politique de l'Écosse.

Quinze ans après la fin de la guerre, le paysage politique à Glasgow a radicalement changé. Les Libéraux ont disparu tandis que les Unionistes se sont établis comme principale force d'opposition aux travaillistes. L'ILP, qui avait vigoureusement défendu les intérêts politiques de la classe ouvrière jusqu'au début des années trente, perd une grosse partie de son influence après sa rupture avec le Labour. Ce dernier s'est installé comme le parti majoritaire, tant aux élections municipales qu'aux élections parlementaires, et va conserver cette position hégémonique pendant tout le vingtième siècle. La montée du vote travailliste provient de la conjugaison de plusieurs facteurs, qui dépassent les seuls événements de la Clyde rouge mais qui y sont étroitement liés. L'incapacité du gouvernement à mettre en place des réformes sociales, un net regain du chômage et le retour des augmentations de loyers ont aussi favorisé le succès du vote travailliste. En premier lieu, comme nous l'avons déjà mentionné, l'ILP doit une partie de son influence

¹ Il conserve son siège jusqu'en 1950.

grandissante à la fin de la guerre à son rôle actif dans la grève des loyers de 1915¹. Par ailleurs, les transformations sociales induites par le plein emploi pendant les années de guerre sont profondes : homogénéisation de la classe ouvrière, droit de vote élargi, solidarité plus importante grâce au développement d'institutions ouvrières, sectarisme religieux moins prégnant. Elles sont indéniablement à l'origine de l'influence grandissante des travaillistes². La distinction entre les ouvriers respectables et les autres perd de sa pertinence, de même que celle entre ouvriers qualifiés et non-qualifiés. Les réticences des responsables travaillistes face à l'électorat féminin s'estompent. Le chômage touche aussi bien les ouvriers qualifiés que les ouvriers non-qualifiés. Les différences de salaires diminuent entre 1914 et les années vingt. Les modes et conditions de vie s'homogénéisent, la construction de logements sociaux réduit en partie les problèmes de logement, les loisirs deviennent accessibles au plus grand nombre, la syndicalisation chez les ouvriers non-qualifiés augmente. Le substrat sur lequel s'est développée la rhétorique socialiste révolutionnaire perd de sa vigueur. Quelques années après l'échec de la grève des quarante heures, cela suffit pour que le mouvement ouvrier en Écosse en général et à Glasgow en particulier s'engage dans la voie parlementaire et se détourne définitivement du socialisme révolutionnaire.

¹ La question du logement fut d'ailleurs un cheval de bataille de l'ILP. John Wheatley, le stratège politique de l'ILP à Glasgow, fut unanimement reconnu pour son action en matière de logement au ministère du même nom dans le premier gouvernement travailliste britannique de Ramsay MacDonald en 1924.

² I. G. C. Hutchison, *op. cit.*, pp. 53-56.

CHAPITRE 4 – INTOLÉRANCES RELIGIEUSES ET CULTURELLES

On donne de la valeur à l'homogénéité à Glasgow parce qu'il a été difficile d'y parvenir. La division religieuse reste profonde, bien qu'elle soit dissimulée par un code commun de conduite et par une éthique sociale approuvée de tous qui s'applique à tous les domaines de la vie desquels la religion peut être exclue. Ce fut notable lorsque le chômage s'est mis à croître rapidement à Glasgow à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt : il n'y eut pas de retour aux pratiques ouvertement discriminatoires qui étaient monnaie courante auparavant.¹

Ce qui est toutefois frappant, c'est la manière avec laquelle Glasgow a conservé intacte son identité propre malgré l'immigration, et dans quelle mesure les groupes d'immigrants ont trouvé à la fois facile et confortable de s'insérer dans la vie de la ville.²

Glasgow est depuis très longtemps une ville d'immigration et d'émigration. Si beaucoup d'Écossais ont quitté leur pays au départ de Glasgow dans l'espoir de vivre une vie meilleure dans les colonies britanniques, beaucoup d'étrangers ont fait le chemin inverse. Bien qu'initialement de passage, nombre d'entre eux ont fini par s'installer à Glasgow et en Écosse et, pour une bonne part, se sont assimilés à la population locale. C'est sans conteste le cas des Italiens, des Juifs et des Lituanais, ce qui ne les a toutefois pas empêchés d'être victimes de violences et de discrimination raciale en leur temps.

¹ Allan Massie, *op. cit.*, p. 121 : « Homogeneity is prized in Glasgow because it has been difficult to achieve. The religious divide is still deep, though it is veiled by a common code of manners and a commonly held social ethos which operates in all areas of life from which religion can be excluded. It was notable that when rapidly rising unemployment returned to Glasgow in the late 1970s and early 1980s, there was no revival of the overtly discriminatory practices which had been common earlier. »

² *Ibid.*, p. 122 : « What is striking, however, is the manner in which Glasgow's sense of its own identity has remained unimpaired by immigration, and the extent to which immigrant groups have found both easy and comfortable to fit into life there. »

L'histoire montre en effet que les relations entre Glasgow et ses populations immigrées sont loin d'avoir été amicales. Depuis le lancement au début des années quatre-vingt de campagnes promotionnelles destinées à redorer l'image de la ville, Glasgow s'autoproclame ville chaleureuse et accueillante. C'est une tradition désormais fièrement revendiquée par ses habitants et ses élites communicantes. Mr Happy, le petit bonhomme rond et jaune de la campagne de promotion lancée par la ville en 1983 y apporta sans nul doute une contribution déterminante en promouvant à travers le monde le slogan « Glasgow Smiles Better », qui devint, à l'occasion d'une campagne promotionnelle ultérieure « Glasgow, the friendly city ». Remarquons d'emblée qu'il s'agit là d'un mythe que de nombreuses personnes n'hésitent pas à remettre en question, en insistant sur la superficialité de cette image, dès lors qu'elles adoptent un regard moins complaisant sur la réalité des relations entre les différentes communautés ou entre les locaux et les visiteurs¹.

Cette réputation de ville chaleureuse et accueillante est également ternie par les manifestations d'intolérance religieuse qui véhiculent l'image d'une ville au sectarisme religieux endémique. Les rencontres électriques entre les deux clubs phares de la ville (et du football écossais), les Glasgow Rangers et le Celtic F.C., censés être respectivement les porte-étendards des communautés protestante et catholique, l'attestent *a priori* plusieurs fois chaque saison. Il n'est ainsi pas rare que les médias et les dirigeants politiques décrivent les violences générées par les derbys entre les deux clubs comme « la honte » du football écossais et de la nation toute entière². Une série fortuite³ de plusieurs rencontres proches dans le temps entre les deux clubs au printemps 2011 a généré beaucoup de tensions et d'incidents. Cela pose un problème assez intrigant. Comment une rivalité plus que centenaire reposant sur un soi-disant clivage religieux tout aussi persistant que réducteur, et qui se manifeste par des accès de violence à l'occasion des matchs entre les deux équipes, peut-il rester aussi étroitement associé à l'image de Glasgow, alors que la société écossaise est devenue une des sociétés les plus laïques d'Europe⁴ ?

¹ Voir en particulier la correspondance avec Suhayl Saadi et les entretiens avec Mark O'Neill et Anthony Russell, ainsi que les nombreuses conversations impromptues avec des Glaswégiens.

² « Top-level summit arranged after Old Firm 'shame game' », *BBC News Glasgow and West Scotland*, <http://www.bbc.co.uk/news/uk-scotland-glasgow-west-12631956> (accès le 6 novembre 2011). Les derbys entre les deux clubs, et le football écossais, sont l'objet d'une couverture médiatique très abondante. Elle suscite épisodiquement de vives polémiques entre lecteurs, dûment relayées dans la partie du quotidien de qualité de Glasgow, *Herald Scotland*, réservée au courrier des lecteurs.

³ Due au hasard du calendrier du championnat de l'élite écossaise et du tirage et des résultats des coupes nationales (*Scottish Cup* et *Scottish League Cup*).

⁴ David McCrone, *Understanding Scotland, the Sociology of a Nation – Second Edition*, London, Routledge, 2001, p. 25.

Il faut également reconnaître que les manifestations d'intolérance ne se cantonnent pas uniquement à l'antagonisme entre catholiques et protestants, fût-il le fait d'une frange très minoritaire, voire marginale, des supporteurs de chacune des deux équipes. D'autres communautés ont dû y faire face ou y sont actuellement toujours confrontées.

Ce rapide constat de départ nous amène à poser deux questions simples : Glasgow est-elle une ville accueillante et amicale à l'égard des populations migrantes qui viennent s'y installer, ainsi que l'affirme Mr Happy depuis le début des années quatre-vingt ? La violence générée par l'intolérance religieuse entre catholiques et protestants est-elle endémique et systémique, ainsi que le portent à croire les commentateurs dans l'importante couverture médiatique sur le sujet ?

Nous verrons donc comment les populations migrantes ont été ou sont encore victimes de formes d'intolérance violente. Il ne s'agira pas ici de retracer de façon détaillée et complète l'histoire de l'installation de toutes les communautés qui se sont installées à Glasgow mais de questionner le mythe de la ville amicale et accueillante – et à la même occasion les assertions d'Allan Massie mise en exergue en début de chapitre – à travers l'expérience des minorités ethniques que sont les Pakistanais, les Roms et les réfugiés et demandeurs d'asile.

Ensuite, nous nous attacherons à analyser les ressorts et les manifestations de l'intolérance entre catholiques et protestants car cela reste sans conteste une épine dans le pied de la société écossaise en général, avec une prévalence certaine à Glasgow. Cela nous amènera à conclure sur les enjeux auxquels la municipalité et le gouvernement écossais devront répondre dans l'avenir.

1. Une population multiculturelle

1.1. Quelques repères

L'immigration à Glasgow est un phénomène ancien qui a eu lieu en plusieurs vagues. La première communauté à immigrer massivement à Glasgow est celle des habitants des Hautes-Terres, de la fin du dix-huitième siècle aux années 1850, chassés non seulement par les grands propriétaires terriens qui expulsent les petits exploitants agricoles pour les remplacer par l'élevage de moutons mais également poussés à l'émigration par la faim et les conditions de vie très difficiles. L'émigration des habitants des Hautes-Terres est un phénomène complexe et s'inscrit dans une tradition écossaise de mobilité qui remonte au

moins au dix-septième siècle. Tous ne s'installent pas à Glasgow ou dans les Basses-Terres puisqu'un nombre important émigre également à Édimbourg et Dundee et dans les colonies britanniques. L'émigration des petits exploitants agricoles débute dès la fin du dix-huitième siècle mais en devient massive qu'à partir des années 1820 pour atteindre son apogée dans les années 1840 et 1850, au moment de la grande famine¹. Plutôt que de s'enfermer dans les usines de Glasgow, les hommes intègrent en nombre les forces de police de la ville, au point d'en devenir un élément caractéristique².

Ensuite, ce sont les Irlandais qui viennent massivement s'installer à Glasgow au moment de la grande famine, à partir de 1845. Cette immigration dure un demi-siècle. Depuis, Glasgow n'a jamais cessé d'être une terre d'accueil – ou d'asile – pour un grand nombre de communautés aux origines aussi diverses que les circonstances de leur immigration. Des communautés d'Italiens, de Polonais, de Lituanais, de Pakistanais, d'asiatiques (Chinois, Malaisiens et Hongkongais) assez importantes se sont ainsi formées à Glasgow³. Les Italiens s'installent à Glasgow principalement entre 1890 et la Première Guerre mondiale. L'immigration lituanienne et polonaise est liée à la condition juive dans les pays de l'est à la fin du dix-neuvième siècle⁴. Une seconde vague d'immigration polonaise intervient au moment de la Deuxième Guerre mondiale, constituée de juifs qui parviennent à échapper à l'emprise nazie et de soldats qui fuient la Pologne et forment le *First Army Corps*, soit 40 000 soldats, basé en Écosse. Après la guerre, il reste environ 8 000 Polonais en Écosse⁵. Quant à l'immigration pakistanaise, elle prend véritablement son essor après la partition avec l'Inde. Nous y reviendrons plus en détail plus loin.

Selon les chiffres du recensement de 2001⁶, 94,5% de la population de Glasgow se définit comme « blanche », 3,04% comme « Pakistanaise ou d'Asie du Sud », 0,72% comme « Indienne », 0,67% comme « Chinoise » et 1,02% comme « autre »⁷.

¹ L'ensemble de cet épisode complexe de l'histoire de l'émigration écossaise est défini par l'expression générique « Highland Clearances ». Voir T.M. Devine, *The Scottish Nation 1700-2000*, pp. 418-421 et pp. 480-482. Voir également Michael Lynch, *Scotland, A New History*, London, Pimlico, 1992, pp. 362-372.

² Mary Edward, *Who Belongs to Glasgow?*, Edinburgh, Luath Press, 2008, pp. 15-27.

³ Voir l'ouvrage de Mary Edward pour une synthèse introductive utile sur le sujet (Mary Edward, *op. cit.*). Nous renvoyons aussi au chapitre 3 de ce travail où nous avons abordé l'immigration juive en nous appuyant sur les travaux de Ben Braber et Kenneth Collins.

⁴ Nous renvoyons au chapitre 3.

⁵ Mary Edward, *op. cit.*, pp. 96-101.

⁶ C'est le dernier recensement officiel disponible. Les recensements ont lieu tous les dix ans. Les chiffres de celui de 2011 seront disponibles en 2012.

⁷ Respectivement « White », « Pakistani or other South Asian », « Indian », « Chinese » et « Other ».

Bien que très majoritairement blanche, la population de Glasgow est très cosmopolite. La vie d'un établissement scolaire du second degré est à ce titre riche d'enseignements¹. Nous avons pu observer que l'établissement est confronté à une arrivée continue d'immigrés, quasi-exclusivement en provenance du Pakistan et des pays d'Europe de l'Est. En 2009-2010, 380 élèves (soit presque 20% de l'ensemble des élèves de l'établissement) relevaient de l'anglais langue de complément, ce qui signifie donc qu'ils pratiquent une autre langue comme langue maternelle². Il y avait plus de quarante langues différentes parlées dans l'établissement. L'établissement est donc très multiculturel, sans qu'il y ait vraiment de mélange entre les différentes communautés. La diversité de la population de l'établissement est pourtant régulièrement célébrée et respectée³, mais de façon très superficielle car très ponctuelle. L'ouverture multi- ou interculturelle se vit surtout au quotidien par la nécessaire cohabitation de tous. Il existe en fait une césure importante entre les diverses communautés. Il apparaît que les élèves d'origine indo-pakistanaise ont une très forte tendance à rester entre eux. Il en est de même pour les élèves blancs que l'on pourrait schématiquement qualifier d'origine écossaise. Les élèves d'autres origines ont d'autant plus tendance à se regrouper que leur arrivée est récente et leur maîtrise de l'anglais est fragile. Le facteur linguistique est prépondérant puisque le moyen de communication reste longtemps la langue maternelle commune, même lorsque la maîtrise de l'anglais est satisfaisante et permet la communication.

Information Centre about Asylum Seekers and Refugees :

<http://www.icar.org.uk/?lid=9982#bmepopglasgow>, accès le 8 novembre 2011.

¹ Il s'agissait de *Holyrood Roman Catholic Secondary School*, un établissement catholique d'environ 1950 élèves, pendant l'année scolaire 2009-2010. Il se situe dans le quartier populaire de Govanhill. *Holyrood Secondary* est le plus important établissement d'enseignement secondaire d'Écosse (et d'Europe il y a quelques années, quand le nombre d'élèves était bien supérieur à 2000). Il recrute sur une large zone du sud-est de la ville où il est le seul établissement secondaire catholique. Des quartiers très défavorisés figurent dans la carte scolaire de l'établissement. *Holyrood Secondary* est très probablement, selon le Principal de l'établissement, un des établissements d'Écosse dont la population est la plus hétérogène, à la fois en termes de catégories socioprofessionnelles et en termes d'origines ethniques. En 2009-2010, 400 élèves, soit un cinquième des élèves, étaient éligibles aux repas gratuits, ce qui représente un chiffre bien supérieur à la moyenne nationale. D'une manière générale, on peut dire que l'hétérogénéité sociale et ethnique des élèves est une caractéristique de la majeure partie des établissements publics du secondaire à Glasgow, avec des variations selon les quartiers.

² Pour les élèves nouvellement arrivés et scolarisés dans l'établissement, il existe une structure d'accueil où on leur apprend les rudiments de l'anglais avant de les envoyer dans les classes. Selon leur niveau, ils sont quelquefois dirigés vers d'autres établissements où les ressources sont plus adaptées et où leur temps d'adaptation peut être prolongé.

³ Pendant la période de ramadan, deux salles de classes étaient mises à disposition des élèves musulmans pour leur permettre de prier. Une salle était exclusivement réservée aux garçons et une autre aux filles.

Les élèves asiatiques¹ sont pour la majeure partie d'entre eux les enfants de la deuxième, voire troisième génération d'immigrés, bien qu'il y ait régulièrement des primo-arrivants en raison de la présence d'une forte communauté indo-pakistanaise à Glasgow, notamment à Govanhill (quartier où se situe Holyrood Secondary School) et à Pollokshields, un autre quartier du sud de la ville proche de l'établissement.

Les élèves d'Europe de l'Est proviennent surtout de Pologne, mais aussi de Bulgarie, de Hongrie, de Lituanie et d'Estonie. Govanhill est également le quartier où la grande majorité des Roms de Glasgow, soit environ 1 000 familles, se sont installés, en provenance de République tchèque et de Slovaquie². L'extension de l'Union européenne à 25 puis 27 pays membres en 2004 et en 2007 a été un facteur d'importance puisque cela a rendu possible la libre circulation des citoyens des nouveaux pays membres dans les pays de l'Union, ce dont ont profité de nombreux Roms³.

1.2. Quel accueil ?

Les populations immigrées n'ont pas toujours été accueillies à Glasgow à bras ouverts, loin s'en faut. Il est possible de dresser une rapide typologie des difficultés auxquelles ont été confrontées les diverses communautés venues s'installer à Glasgow et de l'accueil qui leur a été réservé.

Tout d'abord, il y a les circonstances telles que les guerres qui ont généré une législation plus contraignante vis-à-vis des immigrés originaires des pays en guerre avec le Royaume-Uni et qui ont déclenché des attitudes de rejet parfois violentes de la part des populations locales. C'est notamment le cas des Juifs originaires des pays en guerre contre le Royaume-Uni pendant la Première Guerre mondiale et des Italiens au moment de la Deuxième Guerre mondiale. Ensuite, il y a la réticence, voire l'opposition ferme, de la population locale à l'établissement et à la croissance de communautés étrangères dans un mouvement de repli face à la contraction du marché de l'emploi. Les immigrés sont une source de concurrence, quand bien même il s'agit d'emplois que la population locale ne souhaite pas exercer. C'était le cas des Irlandais, qui furent souvent accusés d'être des briseurs de grèves en acceptant de remplacer des grévistes à des taux horaires inférieurs. Il y

¹ Nous entendons par là les enfants originaires du sous-continent indien (Pakistan, Inde et éventuellement Sri-Lanka), tel que défini par le terme « Asian » en anglais.

² Billy Briggs, « Pursued by Prejudice », *Scotland on Sunday*, 19 août 2007.

³ Les pays qui rejoignent l'Union européenne en 2004 sont : l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, Chypre et Malte. Ils sont rejoints par la Bulgarie et la Roumanie en 2007.

a enfin le racisme ordinaire et quelquefois violent dont sont victimes les immigrés d'extrême orient, les Pakistanais ou encore les demandeurs d'asile. Il en résulte que les niveaux d'intégration sont très hétérogènes, les Italiens et les Juifs étant très certainement les communautés qui se sont le mieux intégrées, dès que leur niveau de vie s'est amélioré. Nous explorerons le cas des Irlandais en détail plus loin.

Une analyse un peu plus en détail de l'histoire de chacune des communautés qui se sont installées à Glasgow montre que l'image de la ville chaleureuse et accueillante est bien davantage le fruit du travail et de l'imagination des communicants de la fin du vingtième siècle que l'héritage d'une tradition séculaire.

Les habitants des Hautes-Terres furent la cible des préjugés et du racisme des gens des Basses-Terres, qui les méprisaient ouvertement. Par exemple, en 1846, le *Scotsman* écrivait que les gens des Hautes-Terres, dont un grand nombre s'était donc installé à Glasgow, étaient moralement et intellectuellement inférieurs aux habitants des Basses-Terres¹.

Dans les Gorbals, lieu privilégié de l'implantation des immigrés juifs et des immigrés irlandais catholiques, l'intolérance religieuse n'était pas confinée à l'opposition entre catholiques et protestants. L'antisémitisme est resté modéré mais les récits d'habitants juifs montrent que les enfants juifs étaient victimes de persécution de la part des autres enfants, entre les deux guerres notamment :

Pour être honnête, jusqu'à l'apparition des chemises noires de Mosley, il y avait peu de molestation organisée des Juifs dans les Gorbals. Il y a des raisons à attribuer une partie de cette modération à l'influence discrète du clergé chrétien. À l'école, pourtant, la persécution était incessante, bien qu'inégale.²

Un « Billy » était un protestant et un « Dan » était un catholique. Et « une vieille boîte de conserve » était un Juif. Donc, si vous admettiez être « une vieille boîte de conserve », on vous tabassait dans la rue comme une pièce de ce métal.³

¹ « It is the fact that morally and intellectually the Highlanders are an inferior race to the Lowland Saxons. », cité par Mary Edward, *op. cit.*, p. 26.

² Ralph Glasser, *op. cit.*, p. 21 : « To be fair, until the advent of Mosley's Blackshirts, there was little organised molestation of Jews in the Gorbals; there is reason to attribute some of this moderation to the quiet influence of Christian clergy. At school, however, persecution was relentless, though patchy ». Evelyn Cowan y fait aussi référence (Evelyn Cowan, *op. cit.*, p. 99).

³ Evelyn Cowan, *op. cit.*, p. 99 : « A Billy was a Protestant and a Dan was a Catholic. And an old tin can was a Jew. So if you admitted you were an old tin can, you got kicked around the street just like that piece of metal. »

Les immigrants juifs sont tolérés, sans être vraiment acceptés. Il faudra du temps pour que la population juive de Glasgow soit acceptée. Au début du vingtième siècle, quand l'immigration juive est constituée de travailleurs pauvres qui fuient les pogroms d'Europe de l'est, les Juifs sont considérés comme une menace par les syndicats parce qu'ils travaillent le dimanche et parce qu'ils forment une main d'œuvre bon marché qui accepte de longues heures de travail¹. Ils sont également victimes de discrimination pour se loger. Certains propriétaires refusent de leur louer un logement au seul prétexte qu'ils sont juifs, comme le raconte Mr Stone :

Avant la Première Guerre mondiale, il était très, très difficile pour un Juif d'obtenir un logement. Les uns après les autres, les propriétaires disaient : « Pas de Juifs ! ». Si vous vous appeliez Finkelberg alors il disait : « Non ». Alors vous changiez juste votre nom en Faulkner ou quelque chose dans le genre et si vous n'aviez pas un nez de Juif, alors vous pouviez peut-être obtenir le logement.²

Certains propriétaires affichent des pancartes « No Jews » sur leurs appartements à louer³. Au bout du compte, si les Juifs se concentrent dans les Gorbals, c'est très certainement parce qu'ils ne trouvent pas à se loger ailleurs, plutôt que parce qu'ils confèrent une grande importance à la communauté à laquelle ils appartiennent.

Pendant la Première Guerre mondiale, les juifs originaires des pays contre lesquels le Royaume-Uni est en guerre sont internés ou forcés à l'exil. D'autres perdent leur emploi :

Je me suis fait virer parce que j'étais juif ! Il y avait la guerre, c'était en 1916, et le patron est venu et a dit « Je ne veux pas de Juif allemand » et il m'a dit de partir. Je suis *né* dans ce pays...⁴

Entre les deux guerres, la discrimination à l'égard des juifs se traduit par exemple par le refus de certains clubs de boule d'accepter des membres juifs. En février 1935, George Buchanan, député ILP des Gorbals présente à la Chambre des Communes le cas d'un promoteur de Glasgow qui refusa d'attribuer une maison neuve dans le lotissement de King's Park au motif que la personne « appartenait à la race juive »⁵. L'Église d'Écosse exprime également son intolérance vis-à-vis des Juifs entre les deux guerres, de la même

¹ Billy Kay (ed.), *op. cit.*, p. 116.

² *Ibid.*, p. 115 : « Before the First World War it was very, very hard for a Jew to get a house. One landlord after another: 'No Jews!'. If your name was Finkelberg then he'd say, 'No'. So you just changed it to Faulkner or something and if you didn't have a semitic nose then you might get it. »

³ Mary Edward, *op. cit.*, p. 63.

⁴ Mr Stone cité dans Billy Kay (ed.), *op. cit.*, p. 118 : « I got the sack for being a Jew! The war was on, this was 1916, and the boss come in and says 'I don't want a German Jew' and told me to get out. I was *born* in this country... »

⁵ *Ibid.*, p. 119.

manière qu'elle le fait vis-à-vis des catholiques. En 1938, James Black, Modérateur¹ de l'Assemblée Générale de l'Église d'Écosse prononce un discours intitulé « L'énigme juive » qui ne laisse aucun doute quant à la position de l'Église d'Écosse :

Il n'y a que deux manières de traiter les Juifs. Il faut soit les combattre, soit les convertir, et le souhait de la Grande-Bretagne n'est pas de les combattre mais de les convertir à accepter comme leur foi les principes purs et simples de la religion chrétienne.²

Au moment de la Deuxième Guerre mondiale, des magasins juifs sont la cible de dégradations et des croix gammées sont dessinées sur les devantures. D'un autre côté, la ville décide de boycotter les produits allemands en 1933 en réponse à la façon dont les Juifs sont traités en Allemagne. Les actes antisémites existent mais restent l'exception plutôt que la règle. Comme dans d'autres pays d'Europe, des actes antisémites isolés font surface de façon épisodique³, sans pour autant faire de Glasgow un haut-lieu de l'antisémitisme en Europe. Un membre influent de la communauté juive a ainsi affirmé que « Glasgow était un endroit beaucoup plus plaisant à vivre pour les Juifs que bien d'autres en Europe »⁴.

Les Italiens ne sont pas réellement l'objet d'une animosité forte de la part de la population locale. Ils sont moins nombreux que les Irlandais et les Juifs et leurs activités, contrairement aux Irlandais, ne menacent pas directement les emplois des ouvriers locaux. Toutefois, les salons où les Glaswégiens peuvent consommer des glaces, généralement tenus par des Italiens, sont mal vus par l'Église d'Écosse et sont affublés de tous les maux, dont celui d'être des lieux de débauche. Il faut dire qu'ils sont ouverts tous les matins, y compris les samedis et dimanches. En 1913, la municipalité tente alors d'interdire l'ouverture le dimanche des salons et cafés tenus par les Italiens⁵. La montée du fascisme en Italie n'a pas de répercussion importante à Glasgow pour des Italiens qui y vivent, même si la section glaswégienne du mouvement fasciste italien de Mussolini n'y est pas populaire. La situation change radicalement quand l'Italie déclare la guerre à la Grande-Bretagne le 10

¹ « Moderator-Designate ». Le Modérateur préside le rassemblement annuel de l'Église d'Écosse qui se tient à Édimbourg au mois de mai (l'Assemblée Générale – *The General Assembly of the Church of Scotland*). Il représente et préside aux activités de l'Église d'Écosse pendant l'année qui suit. La fonction de Modérateur ne dure qu'une année.

² *Ibid.*, p. 119 : « There are only two ways to treat the Jews, and they are to fight them or to convert them, and Britain's desire is not to fight them but to see them converted to accepting the pure and unsophisticated principles of the Christian religion as their faith. »

³ La synagogue de Garnethill fut couverte de graffiti en 2006 et un courrier antisémite fut envoyé à un membre influent de la communauté juive de la ville.

⁴ « Glasgow was a much pleasanter place for Jews to live than most others in Europe. » Mary Edward, *op. cit.*, pp. 70-78.

⁵ *Ibid.*, pp. 84-85.

mai 1940. De violentes manifestations anti-italiennes s'attaquent à la communauté italienne de la ville et saccagent des commerces dont les propriétaires sont italiens. Tous les Italiens, hommes et femmes, âgés de 16 à 60 ans sont arrêtés et internés, quand bien même ils ont vécu toute leur vie en Écosse. Au total, ce sont plus de 1 400 Italiens et Italiennes qui sont retenus dans des camps. Certains sont exilés au Canada et périssent pendant le voyage, leur bateau torpillé par un sous-marin allemand¹.

2. Indiens et Pakistanais

L'arrivée d'immigrants en provenance du sous-continent indien débute dans les années trente. En 1939, ils ne sont qu'une cinquantaine. En 1947, au moment de la partition entre l'Inde et le Pakistan, ils sont une centaine. Le nombre d'immigrants prend un véritable essor à partir de cette date, qui correspond également à une période de manque de main d'œuvre en Grande-Bretagne. Les Indiens et Pakistanais sont alors encouragés à venir s'y installer. À Glasgow, ils viennent occuper les emplois dans les transports publics de la ville que les horaires de travail rendent impopulaires vis-à-vis de la main d'œuvre locale. En 1960, les immigrés d'origine indienne et pakistanaise sont environ 3 000. Ils viennent majoritairement du Pendjab, dont la partie est est rattachée à l'Inde et la partie ouest au Pakistan au moment de la partition. Ils s'installent dans les Gorbals et/ ou à Pollokshields et Govanhill et achètent leurs appartements dès qu'ils en ont les moyens. Les économies qu'ils parviennent à faire permettent aux premiers arrivants de faire venir leurs familles et de créer des petits commerces. Encouragée après la partition entre l'Inde et le Pakistan, l'immigration est pourtant limitée dès 1962 avec le passage de la loi sur l'immigration². En 1971, il y a environ 12 000 personnes originaires du sous-continent indien à Glasgow. Vingt ans plus tard, elles sont 14 312 (soit 2,4% de la population de la ville)³. Le recensement de 2001 montre que 3,4% des habitants de Glasgow s'identifient comme provenant du sous-continent indien⁴, soit 19 740 personnes, dont presque 78% sont originaires du Pakistan⁵. Malgré les restrictions imposées par les lois successives sur l'immigration, la population a continué à augmenter en raison des mouvements de population à l'intérieur de la Grande-Bretagne.

¹ *Ibid.*, pp. 84-89.

² *Immigration Act*, 1962. Mary Edward, *op. cit.*, pp. 134-135.

³ Recensement de 1991.

⁴ Inde (4 173 personnes), Pakistan (15 330 personnes) et Bangladesh (237 personnes).

⁵ La population officielle de Glasgow en 2001 est de 577 869 personnes.

Dans les années soixante et, dans une moindre mesure dans les années soixante-dix, le racisme à l'encontre des Pakistanais est un fait courant, qui s'exprime verbalement et quelquefois physiquement :

C'était mauvais, verbalement et parfois physiquement : des injures quotidiennes à mon encontre et à celle de mon frère cadet, de l'âge de 6 ans à 16 ans. À l'âge de 16 ans, je pouvais mettre une roustes à n'importe qui de plus petit que moi qui m'appelait « Paki ». Mon frère aîné a démolé quelques meneurs racistes à l'école à Hull. Mon frère est devenu capitaine de l'équipe de rugby de l'école et représentant des élèves dans son école privée. Vous voyez, de cette manière, on obtient le respect. Nous étions très isolés ; le nombre fait la force.¹

Si la présence d'une communauté pakistanaise qui s'étoffe n'est pas globalement perçue de façon négative par les populations locales, les discours haineux d'Enoch Powell à la fin des années soixante attisent l'hostilité de certains. Il devient alors acceptable de parler ouvertement de race et d'immigration de façon péjorative. Les discours relayés par les médias touchent les parents qui les diffusent à leur tour à leurs enfants. Plutôt que les différences culturelles, c'est la couleur de peau qui suscite le racisme.

La situation s'améliore progressivement à partir du début des années soixante-dix pour déboucher sur un net changement dans les années quatre-vingt, grâce à l'évolution de la société et à l'attitude constructive des membres influents de la communauté conjuguée au travail de terrain patient, laborieux, ingrat mais essentiel des travailleurs sociaux, agences officielles, bénévoles et organisations caritatives impliqués d'une façon ou d'une autre dans les relations entre communautés². Le racisme a reculé de façon très significative, grâce notamment au travail des écoles qui le combattent très tôt. L'homogénéité de la communauté pakistanaise, largement issue du Pendjab, et le nombre relativement restreint

¹ Correspondance d'octobre 2011 avec Suhayl Saadi : « It was bad, verbally, occasionally physically - daily abuse of me and my younger brother, from the ages of 6-16 years. At 16 years of age, I could beat up anyone smaller who called me a Paki. My elder brother smashed up key school racists in Hull; my brother became Captain of the school rugby team and Head Boy in his Public - i.e. Private - school. You see, that way, you get respect. We were very isolated; there is strength in numbers ». Les citations et le développement qui suivent sont tirés de la correspondance avec Suhayl Saadi, écrivain et docteur d'origine pakistanaise et afghane qui vit et exerce la médecine à Glasgow, réalisé en septembre-octobre 2011. L'entretien est présenté en intégralité en annexe. Lorsqu'il se remémore ce dont ses parents et son frère aîné ont souffert en Angleterre par rapport à l'Ecosse, Suhayl Saadi remarque que les manifestations de racisme y étaient pires qu'à Paisley, à l'ouest de Glasgow, où ils habitaient alors.

² Correspondance avec Suhayl Saadi, octobre 2011 : « Just the day-to-day, grinding, boring but absolutely necessary work that goes on between social services, police, the voluntary sector, education, community groups, some groups focussing on helping specific client groups like, say, women or children, or the elderly, carers' organisations, local government politicians, 'community relations', etc. the whole panoply which never gets any acknowledgement in the media because it is not dramatic. One example might be the GAMH (the Glasgow Association for Mental Health), but there are many more. There are quite a few Asians in these organisations. »

de ses membres ont rendu nécessaire la création de liens avec la population locale. L'influence confidentielle de l'extrême droite, un mouvement ouvrier puissant, les tensions entre catholiques et protestants qui mobilisent les énergies et les esprits, la distance géographique et culturelle avec les métropoles anglaises où les relations sont plus conflictuelles, la tradition de ville portuaire qui accueille plusieurs vagues d'immigrés pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle et la première moitié du vingtième sont autant de facteurs qui contribuent à améliorer la perception de la communauté pakistanaise par la population locale. Il en résulte qu'aujourd'hui la situation s'est nettement améliorée à tous les niveaux. Il n'est par exemple plus rare de croiser des couples mixtes, en tout cas dans l'ouest de la ville.

Pour autant, l'intégration de la communauté n'est pas aussi complète que celle des communautés juive ou italienne. Par ailleurs, les tensions avec d'autres communautés ne sont pas rares. C'est notamment le cas à Govanhill avec la communauté Rom¹. Si la situation s'est améliorée, c'est grâce à la présence constructive sur le terrain de la police.

Je pense également que les gangs sont un problème dans certaines écoles et qu'ils tendent à se former selon des critères d'appartenance ethnique/ religieuse. Je pense que les gens se mélangent moins maintenant et c'est en partie à cause de l'auto-ghettoïsation qui s'est produite, cette attention portée à la différence, plus le facteur islamiste qui a pris de l'importance et de l'influence à partir des années quatre-vingt. Il est reconnu que cela est partiellement dû aux communautés qui se sont renforcées, mais pour être honnête, cela a finalement l'effet inverse. Quand on se rend dans le salon de thé de Pollokshields (dont j'ai oublié le nom), bien qu'il se trouve dans un grand quartier indo-pakistanaise, il n'y a jamais d'indo-pakistanaise. Quelle en est la raison ? Ils n'aiment pas le thé ? Oui, je sais, il est préparé différemment, etc. mais quand même. Pourtant, d'un autre côté, on voit des familles aller dans des cafés et restaurants indo-pakistanaise à divers endroits – Govanhill est un bon exemple, ainsi que, bien sûr, l'ouest de la ville (la démographie y est plutôt différente), mais cela ne se produisait pas auparavant, il y a du changement. Mais ces quartiers en particulier – je parle de Pollokshields, Govanhill – au moins de façon superficielle, il semble parfois que c'est comme si les communautés blanche et indo-pakistanaise vivaient dans des univers parallèles. Il y a acceptation mais pas intégration et je pense que ceci s'applique à l'Écosse en général. Il y a eu des tensions entre les Roms et des jeunes indo-pakistanaise, à Govanhill je crois [...] mon beau-frère y vit et il m'en a parlé. Ça s'est un peu calmé, en partie grâce à l'action constructive de la police.²

¹ Voir également Billy Briggs, « Pursued by Prejudice », *Scotland on Sunday*, 19 août 2007.

² Correspondance avec Suhayl Saadi, octobre 2011 : « I think also gangs are a problem in some schools and the gangs tend to divide along ethnic/religious lines. I think there is less mixing now and part of that is this self-ghettoisation that has occurred, this focus on difference, plus the Islamist factor, growing in strength and influence from the 1980s onwards. One recognises that part of this is due to communities strengthening themselves, but to be honest, ultimately it has the reverse effect. When one visits the tea-room (I forget the name) in Pollokshields, in spite of it being a big Asian area, there are never any Asians in the tea-room. What's that about? Don't they like tea? Yes, I know it's made differently, etc. but still. Yet, on the other hand, one does see families going

Selon Saadi, l'émergence de l'islamisme à la fin des années soixante-dix a, dans une certaine mesure, contribué à ghettoïser la communauté pakistanaise. Saadi ajoute qu'un grand nombre de membres de la communauté pakistanaise se perçoivent comme exclus des positions d'influence ou de responsabilité en faveur des Indiens. D'après lui, l'Inde sait se vendre, contrairement au Pakistan et cela joue sur la manière dont chacune des communautés est perçue et valorisée par l'ancienne puissance coloniale :

Les décideurs blancs veulent apparaître justes mais ils n'ont pas la connaissance nécessaire du fonctionnement interne de la communauté pour agir avec discernement. Ils ont peur d'être accusés de racisme par certains ou par un groupe qu'ils auraient offensé, alors ils jouent la sécurité et flattent ceux qui détiennent le plus de pouvoir dans les communautés : c'est une sorte de post-impérialisme structurel. Les décideurs blancs dans leur ensemble tendent également à être viscéralement pro-indiens parce que c'était l'attitude de l'Empire britannique pour diviser et mieux régner pendant le Raj, pendant la Partition et aussi après la Partition. L'Inde sait également très bien se vendre. Le Pakistan est très mauvais pour cela. C'est en partie dû au fait que c'est en réalité le complexe militaro-industriel qui dirige le pays et que plutôt que d'avoir des personnes rompues aux pratiques des relations publiques et du marketing, ils ont des fonctionnaires modestement instruits. Pour eux, les relations se font avec le milieu des affaires et le complexe militaro-industriel. Beaucoup de décideurs blancs vont ou sont allés à Goa, etc. en vacances, pour des retraites, ashrams ou autres choses indiennes du genre. « Paki » est une expression péjorative. « Indien » sonne positivement exotique.¹

Ce constat assez peu encourageant ne doit pas faire oublier que des membres de la communauté pakistanaise tirent leur épingle du jeu et réussissent dans les affaires, le commerce ou la politique, accentuant la visibilité et l'influence des personnes originaires du sous-continent indien dans la société écossaise, tout en jouant un rôle important dans leur

out to Asian cafés/restaurants in various places – Govanhill is a good example, and of course the West End (a somewhat different demographic in the West End) and that didn't used to happen, so there is change. But in those particular areas – Pollokshields, Govanhill, I mean - at least on a superficial level, it sometimes seems as though the white and Asian communities exist in parallel universes. There is an accommodation but not integration; this applies to Scotland in general, I think. There was tension between Roma and South Asian youth in Govanhill, I think [...] but my brother-in-law lives there and told me about it. It's eased a bit, due partly to constructive police action. »

¹ Suhayl Saadi, correspondance d'octobre 2011 : « the white gatekeepers want to be seen to be fair but don't have the requisite knowledge of internal community politics to be discerning; they are afraid of being accused of racism by some or other offended party, so they play it safe and pander to those who hold the most power in the communities – it is a sort of post-colonial structural imperialism. White gatekeepers as a cohort also tend to be viscerally pro-Indian because this was the attitude of the British Empire to divide-and-rule during the Raj, during Partition and post-Partition as well. India also does an excellent job of selling itself. Pakistan does a crap job of selling itself. This is partly because the real rulers of Pakistan is the Military-Business Complex and so, instead of having trained PR/marketing people in Foreign Service, they have modestly-educated functionaries. They see the interaction as being with business and the MIC (military-industrial complex). Many white gatekeepers go/have been to Goa, etc. on holiday, or to retreats, ashrams and such-like in India. 'Paki' is a pejorative; 'Indian' is exotically positive. »

communauté respective. Noshena Mubarik, qui est la première femme, de surcroît d'origine pakistanaise, à diriger la branche écossaise du plus grand syndicat patronal britannique, en est un exemple significatif.

3. Demandeurs d'asile et réfugiés

Bien que la question des réfugiés et demandeurs d'asile soit vaste et complexe¹ et, de surcroît, très sensible dans l'opinion publique, nous nous limiterons à la mise à l'épreuve du mythe de la ville chaleureuse et accueillante au regard du sort qui leur est réservé lorsqu'ils sont envoyés à Glasgow, au-delà des difficultés auxquelles leur statut les expose quel que soit l'endroit où ils sont envoyés. En quelque sorte, pour les besoins de notre démonstration, nous n'aborderons ici que la partie émergée de l'iceberg.

D'une manière générale, la vaste majorité des demandeurs d'asile et des réfugiés sont confrontés à un très large éventail de problèmes qui peuvent être regroupés en quatre grandes catégories interdépendantes (les ressources, le logement, la santé et la violence et le racisme) et qui se conjuguent à deux niveaux différents mais également interdépendants. Il y a ce qui relève des contraintes dictées par le cadre légal britannique (et qui implique que la situation serait peu ou prou identique ailleurs) et ce qui relève de la situation locale, et notamment de l'attitude des populations locales.

3.1. Le contexte britannique

Avant de considérer spécifiquement le cas de Glasgow, il est nécessaire d'exposer brièvement le cadre national qui régit l'accueil des demandeurs d'asile tant il conditionne, pour une bonne partie, leurs conditions d'accueil au niveau local.

Au niveau institutionnel, la situation des demandeurs d'asile en Écosse est rendue difficile par la dévolution. Dans la répartition des domaines de compétence entre le parlement britannique et le parlement écossais, onze domaines sont restés de la

¹ C'est un domaine de recherche qui nourrit un nombre abondant de publications émanant du champ académique et des organisations non-gouvernementales impliquées dans le soutien à ces populations. En Écosse, le *Scottish Refugee Council* (www.scottishrefugeecouncil.org) est un acteur incontournable de la question des demandes d'asile. Il fournit des services d'aide aux réfugiés et demandeurs d'asile et conduit des programmes de recherche, en lien avec les universités de Glasgow. ICAR (*Information Centre about Asylum Seekers and Refugees* - www.icar.org.uk) recense et centralise les données et publications disponible sur le sujet. Les organisations non-gouvernementales telles que Oxfam et Amnesty International sont également très actives dans ce domaine.

compétence de Westminster, dont l'immigration, la sécurité sociale et l'emploi. Hormis ces trois domaines, tout ce qui concerne le quotidien des demandeurs d'asile est du ressort du parlement écossais, en particulier l'intégration et la cohésion sociale, l'éducation, la santé et les services sociaux, ce qui ne va pas sans provoquer contradictions et conflits et ce qui complique singulièrement la tâche des personnes impliquées à un titre ou un autre dans l'accueil des demandeurs d'asile, donnant une substance à l'hypothèse selon laquelle cette politique d'immigration et de dispersion est avant tout une politique du sud de l'Angleterre¹. La question du logement notamment reste du domaine de responsabilité de Westminster tant que la demande d'asile est en cours mais incombe au gouvernement écossais lorsque le statut de réfugié est accordé au demandeur d'asile, ce qui rend la période de transition particulièrement délicate².

Bien que la politique d'immigration soit une prérogative de Westminster, et à contrario de l'approche punitive des gouvernements centraux travaillistes, les gouvernements écossais ont adopté une approche plus humaine et bienveillante. En conséquence, l'exécutif écossais estime que l'intégration débute au moment où le demandeur d'asile arrive en Écosse, quand le gouvernement britannique considère qu'elle commence au moment où il obtient le statut de réfugié. Depuis son accession au pouvoir en 2007, le SNP s'est opposé aux reconductions forcées³. Le contexte écossais d'un taux de natalité en baisse, d'une main d'œuvre qualifiée insuffisante et d'émigration de la population créent un terrain favorable à l'accueil des demandeurs d'asile, qui sont souvent des individus qualifiés⁴. Cette position ne manque pas de poser un certain nombre de problèmes quand plusieurs centaines de milliers de demandeurs d'asile attendent plusieurs années avant que leur cas soit examiné et quand le statut de réfugié peut être réévalué à n'importe quel moment et doit l'être en tout cas tous les cinq ans. En Écosse, la position du gouvernement se traduit par la volonté de permettre l'accès à l'éducation pour les

¹ Karen Wren, *Building Bridges: Local responses to the resettlement of asylum seekers in Glasgow*, Glasgow, Scottish Centre for Research on Social Justice, 2004, pp. 3-4, p. 15 et 54-55 : « This is South of England politics »; « In many respects, the implementation of dispersal in Glasgow is characterized by a perceived lack of "joined up" thinking and logic. »

² Kate Lindsay, Morag Gillespie and Louise Dobbie, *Refugees' Experiences and Views of Poverty in Scotland*, Glasgow, Scottish Poverty Information Unit – Glasgow Caledonian University, 2010, pp. 3-4; Lynne Poole and Kevin Adamson, *Report on the Situation of the Roma Community in Govanhill, Glasgow*, Glasgow, University of the West of Scotland, 2010, p. 4.

³ Mary Edward, *op. cit.*, p. 157.

⁴ Karen Wren, *op. cit.*, p. 15.

demandeurs d'asile et leurs enfants et la mise en place de forums et structures visant à faciliter le dialogue intra- et inter-communautés¹.

Il faut ensuite clarifier les termes. Il en existe plusieurs pour définir les populations migrantes, qui décrivent autant de statuts différents². Demandeur d'asile et réfugié renvoient à deux situations très différentes, qui commandent des droits eux aussi très différents, notamment en termes d'accès à un emploi et aux aides sociales. Au Royaume-Uni, un demandeur d'asile est un individu qui a déposé une demande formelle auprès de l'agence britannique des frontières³ en vue d'obtenir le statut de réfugié et dont la demande est en cours d'instruction. C'est cette dernière qui décide si l'individu en question requiert une protection selon les termes de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés rédigée sous l'égide des Nations Unies⁴. L'article premier de la Convention définit un demandeur d'asile comme quelqu'un qui :

craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.⁵

Lorsque la demande d'asile est acceptée, le demandeur devient un réfugié, dont le statut est depuis 2005 réévalué au minimum tous les cinq ans. Dans le cas contraire, lorsque le demandeur est débouté, il doit regagner son pays d'origine. Il peut y retourner de son propre gré, y être reconduit de force ou bénéficier d'un sursis, ou droit de séjour, le temps que la situation de son pays d'origine évolue.

Le nombre de demandeurs d'asile au Royaume-Uni est resté relativement faible pendant les années quatre-vingt quand les conditions d'entrée dans d'autres pays européens étaient plus favorables. Leur nombre a commencé à augmenter significativement en 1989 quand les restrictions sont devenues plus sévères et que le Royaume-Uni est alors devenu

¹ Correspondance avec Gareth Mulvey, octobre 2011. Des recherches menées par le *Scottish Refugee Council* à propos de l'intégration des réfugiés dans la société écossaise sont en cours; Mary Edward, *op. cit.*, p. 157.

² Il est nécessaire de faire la distinction entre demandeur d'asile (« asylum seeker »), demandeur d'asile dont la demande a été rejetée (« refused asylum seeker »), réfugié (« refugee »), migrant économique (« economic immigrant ») et immigré illégal (« illegal immigrant »).

³ UKBA - *UK Border Agency*.

⁴ Nations Unies, Haut Commissariat aux Réfugiés, *Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés*, Genève, UNHCR, 1951 et 1966. La Convention est accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.unhcr.org/protect/PROTECTION/3b66c2aa10.pdf> (accès le 8 novembre 2011).

⁵ Karen Wren, *op. cit.*, p. 16.

plus attractif pour ceux d'entre eux qui parlaient anglais. Le marché de l'emploi y était également plus favorable pour les immigrants. Le nombre de demandeurs d'asile a continué à progresser au début des années quatre-vingt-dix, ce qui a généré un changement de climat. La nécessité d'instaurer des restrictions s'est progressivement insinuée dans les discours et les médias ont relayé des informations inexactes sur la nature et l'importance du nombre de demandeurs d'asile¹. Au cours des années quatre-vingt-dix et 2000, la législation sur l'immigration au Royaume-Uni a évolué dans le sens d'une restriction toujours plus forte des droits des demandeurs d'asile en termes de logement, d'aides sociales et de possibilité d'occuper un emploi, alors qu'ils avaient jusqu'alors eu les mêmes droits que les résidents non-britanniques². La politique des gouvernements britanniques en la matière depuis le début des années quatre-vingt-dix peut se résumer de la façon suivante : limiter les demandes et limiter les droits des demandeurs grâce à un arsenal législatif extrêmement contraignant, voire punitif, et mettre en œuvre un traitement particulier des demandeurs d'asile au regard des droits sociaux, distinct de celui des citoyens ordinaires. Il faut y voir la volonté de décourager les demandeurs en faisant en sorte que le Royaume-Uni ne soit plus considéré comme un pays attractif en raison des prétendues largesses de son système de protection sociale³. La construction d'un discours politique décrivant les demandeurs d'asile comme un fardeau pour la société britannique y a largement contribué⁴.

Parmi les six lois votées par Westminster depuis 1990 au sujet de l'immigration, celle de 1999 est celle qui comporte les changements les plus drastiques⁵. Elle met en place une stratégie de dispersion obligatoire des demandeurs afin de réduire la pression sur les logements à Londres et dans le sud-ouest de l'Angleterre. Il s'agissait de déverser les demandeurs d'asile dans les régions excédentaires en logements. Dans la pratique, un demandeur d'asile n'a pas le choix du lieu où il est envoyé au moment où il dépose sa demande d'asile auprès de l'agence britannique des frontières. Bien que définie au niveau national, la mise en œuvre de la politique d'accueil des demandeurs d'asile et réfugiés est alors devenue locale, puisque la loi prévoit de s'appuyer sur le travail du secteur bénévole dans les régions de dispersion, en les encourageant à faciliter les bonnes relations entre les

¹ Karen Wren, *op. cit.*, p. 16.

² *Ibid.*, p. 14.

³ Voir le chapitre « Refugee Policy in Britain » dans, Lynne Poole and Kevin Adamson, *op. cit.*, pp. 20-24 et Karen Wren, *op. cit.*, pp. 16-17.

⁴ Karen Wren, *op. cit.*, p. 14.

⁵ *Immigration and Asylum Act*, 1999 : <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1999/33/contents> (accès le 8 novembre 2011). Gina Netto and Anne Fraser, *Navigating the Maze: Refugee Route to Housing, Support and Settlement in Scotland*, Glasgow, Scottish Refugee Council, 2009, p. 13.

différentes communautés¹. En outre, c'est désormais la nature temporaire de la résidence au Royaume-Uni qui prime dans l'approche de l'action publique. En conséquence, il ne s'agit plus pour l'État d'organiser l'aide dans la perspective d'une intégration à long terme mais de fournir le strict minimum nécessaire à la survie en attendant que la demande de statut de réfugié soit traitée². Cette orientation a pris une dimension supplémentaire en 2007 avec l'établissement du Nouveau Modèle d'Asile³ dont l'objectif est le traitement le plus rapide possible des demandes d'asile. On peut également noter que le 23 juillet 2002, le gouvernement était revenu sur la concession qu'il avait faite à propos du travail des demandeurs d'asile⁴ : un demandeur d'asile doit désormais attendre d'avoir obtenu le statut de réfugié ou l'autorisation de rester sur le territoire britannique pour trouver un emploi, quel que soit le temps, souvent très long, que prenne l'instruction de sa demande. La loi de 2002⁵ impose au demandeur d'asile de déposer sa demande au plus tard 72 heures après son arrivée sur le territoire britannique sous peine de n'être éligible à aucune forme d'aide sociale. Les gouvernements travaillistes de Tony Blair ont mis en place un système paradoxal qui rend l'intégration extrêmement difficile, voire impossible, et met les demandeurs d'asile dans des situations extrêmement précaires, quand ils ne tombent pas dans l'indigence pure et simple, tout en rendant obligatoire le recours à la dépendance vis-à-vis de l'État, quand le but avoué de l'arsenal législatif est de dissuader les demandes d'asile et de ne pas faire des demandeurs d'asile un fardeau pour le système de protection sociale. Cela met les demandeurs d'asile dans une situation le plus souvent intenable, ainsi que le formule Ahmed, réfugié à Glasgow :

Où est la justice ? Je ne sais pas ce qu'est la justice. Au Soudan, l'armée de libération du Soudan vous tue d'une balle, mais ici c'est une mort lente. [...] Ils vous poussent de plus en plus loin dans le trou de la mort, de la maladie et de la douleur. Le gouvernement, ce sont des bâtards de dictateurs au Soudan. Le gouvernement britannique, il essaie de vous tuer. C'est une stratégie d'essayer de vous pousser au suicide.⁶

¹ Karen Wren, *op. cit.*, p. 17.

² Kate Lindsay, Morag Gillespie and Louise Dobbie, *op. cit.*, pp. 3-4.

³ NAM, « New Asylum Model ». Il y avait en 2006 environ 450 000 cas en attente d'être traités. Avec NAM, l'objectif est de traiter chaque demande dans un laps de temps de six mois. Au moment de la mise en place du NAM, les demandeurs d'asile qui avaient été dans la procédure depuis plus de six ans ont obtenu le droit à rester sur le sol britannique de façon permanente et illimitée, sans pour autant obtenir le statut de réfugié, et avec des droits différents.

⁴ Le gouvernement avait en effet accepté qu'un demandeur d'asile puisse demander la levée de l'interdiction de travailler six mois après avoir déposé sa demande d'asile.

⁵ *The Nationality, Immigration and Asylum Act*, 2002.

⁶ Cité par Billy Briggs, « 'In Sudan, the army shot you one time. Here it is a slow death' », *The Herald Magazine*, 26 juin 2010 : « Where is justice? I don't know what justice is. In Sudan, the Sudanese

Aux yeux de l'agence britannique des frontières, les cas de torture, même documentés par une expertise médicale, ne justifient pas toujours l'obtention du statut de réfugié ou de protection humanitaire. Le gouvernement britannique travailliste de Gordon Brown fut très sévèrement critiqué par *Amnesty International* en mai 2010 pour adopter une position trop complaisante face à la torture et se réfugier de façon trop systématique derrière les promesses diplomatiques¹ faites par les pays dans lesquels des demandeurs d'asile sont expulsés pour procéder à des expulsions².

Le traitement différencié des immigrés dans la législation britannique ne concerne pas que les demandeurs d'asile. Les immigrés en provenance des pays de l'Union européenne ne sont pas tous traités de la même manière. Ainsi, au moment de l'intégration dans l'Union européenne de huit nouveaux pays en 2004, leurs ressortissants ont bénéficié du droit au libre mouvement, à l'emploi, à l'éducation, à la retraite, au regroupement familial et au système de protection sociale³. En revanche, les ressortissants de Bulgarie et de Roumanie⁴ ont droit à une législation beaucoup plus contraignante. Ils n'ont ni le droit automatique à l'emploi, ni le droit à l'ensemble des prestations sociales, bien qu'ils aient le droit de venir s'installer sur le territoire britannique sans condition⁵. Ce traitement particulier a des conséquences majeures sur les conditions de vie des Roms qui s'installent au Royaume-Uni – entre 2 000 et 3 000 d'entre eux vivraient dans le quartier de Govanhill, sur une population de 4 000 à 5 000 qui habiterait à Glasgow – car cela les maintient dans un état de pauvreté et de précarité très important, alors que leur situation est déjà très difficile en raison de la complexité du contexte national et européen en termes

Liberation Army just shot you one time, but here it is a slow death. [...] They push you further and further into the hole where there is dying and sickness and pain. The government is dictator bastards in Sudan. The UK government, they try to kill you. It is a strategy to make you kill yourself. »

¹ « diplomatic assurance ». La définition de l'expression telle qu'elle est donnée par le Haut Commissariat aux Réfugiés est la suivante : « The term “diplomatic assurances”, as used in the context of the transfer of a person from one State to another, refers to an undertaking by the receiving State to the effect that the person concerned will be treated in accordance with conditions set by the sending State or, more generally, in keeping with its human rights obligations under international law. » (<http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/44dc81164.pdf>, accès le 21 juin 2012).

² Billy Briggs, *op. cit.*

³ Lynne Poole and Kevin Adamson, *op. cit.*, p. 32. Les ressortissants de ces 8 pays sont appelés « A8 (Accession 8) migrants ».

⁴ Ce sont les « A2 (Accession 2) migrants ».

⁵ Voir la page consacrée aux Roumains et Bulgares sur le site de l'agence britannique des frontières (UKBA). <http://www.ukba.homeoffice.gov.uk/eucitizens/bulgaria-romania/> (accès le 6 décembre 2011).

d'immigration et du poids que représente l'histoire de leur peuple. La discrimination dont ils sont victimes partout en Europe les enferme dans des conditions de vie très difficiles. Dans la majorité des cas, ils n'ont accès à un logement et à un emploi très mal payé que par l'intermédiaire d'un chef de réseau, ou « gangmaster »¹. Ajoutée à une méfiance marquée pour les institutions, y compris l'école, en raison de leur passé de persécution et de ségrégation dans leurs pays d'origine, et à un niveau d'éducation très bas, leur précarité les pousse en marge de la société écossaise et des autres communautés et contribue à leur stigmatisation. Leur intégration n'est pas non plus facilitée par l'ignorance et la perception qu'en ont les autres communautés. La police locale participe notamment à un travail de terrain quotidien pour apaiser les tensions créées par les regroupements de Roms au coin des rues, ce qui fait partie de leurs habitudes mais qui est perçu comme une menace par les autres communautés qui ne partagent pas ces coutumes². Ils sont souvent considérés à tort comme des demandeurs d'asile. En conséquence, ils sont épisodiquement au cœur de tensions avec les autres communautés de Govanhill, quartier multi-ethnique par excellence³.

Dans la pratique, la législation des années quatre-vingt-dix et 2000 a fait diminuer drastiquement le nombre de demandes d'asile au Royaume-Uni depuis une dizaine d'années. Les chiffres de 2010 montrent que le nombre de demandes d'asile pour l'ensemble du Royaume-Uni – il n'y a pas de chiffres pour l'Écosse en particulier puisque c'est une gestion centralisée qui appartient au domaine réservé du gouvernement britannique – sont effectivement très peu nombreuses et en nette baisse par rapport à l'année précédente. 20 645 demandes d'asiles⁴ ont été déposées en 2010, soit une baisse de 15 pour cent par rapport à 2009 (24,485). Les résultats sont les suivants :

¹ Voir le rapport très complet de Lynne Poole et Kevin Adamson sur les Roms de Govanhill. Lynne Poole and Kevin Adamson, *op. cit.*, 2010. « In relation to CEE migrants' rights and entitlements to benefits and services we can see how the situation reflects recent approaches on the part of the Government. Inclusion and access to the social rights of citizenship is principally gained through paid work. There are clear implications for A2 migrants, who have been denied complete and full access to the British labour market until 2009, but also for A8 individuals, including the Slovak Roma, whose access to welfare, including emergency payments for families, depends on their labour market status. However, the lack of opportunities afforded to the Roma result in widespread unemployment and destitution at worst, and temporary, low-paid work at best. Given the language barriers, low levels of literacy and formal education and their routine subjection to racism and discrimination, Roma find themselves in a vicious cycle of 'gangmaster' involvement, overcrowding in sub-standard private sector housing and other forms of exploitation. » Lynne Poole and Kevin Adamson, *op. cit.*, p. 47.

² *Ibid.*, p. 46.

³ Billy Briggs, « Pursued by Prejudice », *Scotland on Sunday*, 19 août 2007.

⁴ Il s'agit de demandes à titre principal, c'est-à-dire, ne tenant pas compte des personnes – conjoint,

- 1) 75% des demandeurs ont été déboutés (contre 72% en 2009),
- 2) 17% des demandeurs ont reçu le statut de réfugié,
- 3) 8 % des demandeurs ont obtenu le statut de protection humanitaire ou de droit discrétionnaire à demeurer sur le territoire britannique¹.

À l'issue des décisions en première instance, 16 170 demandes en appels ont été déposées, dont 27% ont finalement reçu une issue favorable. Au bout du compte, y compris après les procédures d'appel, très peu de demandeurs d'asile obtiennent donc le statut de réfugié. La double politique de limitation des demandes et des droits semble être efficace, si on en juge par la baisse considérable du nombre de demandes en dix ans : de 80 315 en 2000, le nombre de demandes d'asile est passé à 20 645 en 2010, soit une chute de plus de presque 75%².

En plus d'une législation de plus en plus contraignante, les demandeurs d'asile sont victimes à partir des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix de la construction d'un discours stigmatisant à leur égard, qui les représente comme des demandeurs d'asile illégitimes, des imposteurs attirés par le gain qui se drapent de l'habit de victimes de conflits mondiaux pour donner le change. Ce discours les présente également comme une menace pour l'économie, le système de protection sociale et la culture britanniques. Les principaux partis politiques participent à cette construction discursive à l'encontre des demandeurs d'asile. C'est ainsi que Tony Blair et Jack Straw ont demandé la réécriture de la convention de 1951, arguant qu'elle était devenue obsolète au regard du contexte mondial globalisé. Ces discours sont relayés par la presse et les autorités locales œuvrent avec complaisance dans le contrôle de ces populations introduit par le gouvernement central³.

enfants – accompagnant le demandeur (« dependants »).

¹ « Humanitarian Protection » or « Discretionary Leave »;

http://www.scottishrefugeecouncil.org.uk/media/facts_and_figures/asylum_decisions_uk_figures (accès le 5 décembre 2011).

² Source : Archives nationales :

<http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20110218135832/http://rds.homeoffice.gov.uk/rds/immigration-asylum-publications.html> (accès le 5 décembre 2011).

³ Lynne Poole and Kevin Adamson, *op. cit.*, p. 21: « Throughout this period, those formerly represented as refugee 'victims' in need of our understanding and support were increasingly referred to as 'bogus' asylum seekers, the 'undeserving other' motivated by economic gain whilst *masquerading* as victims of global conflict. Here we see the employment of a different set of imagery and language – terms such as 'swamping', 'illegals', 'the enemy within' were used and social problems were attached to the reality of increasing numbers of asylum seekers with more frequency. »

Le processus de demande d'asile est supervisé par une agence gouvernementale créée en avril 2000 à cet effet, l'agence nationale d'aide à l'asile¹, dont le rôle est de fournir une allocation et un logement aux demandeurs d'asile qui en font la demande. Pour cela l'agence signe des contrats² avec diverses autorités locales à travers le Royaume-Uni.

En attendant que sa demande soit traitée, un demandeur d'asile est donc pris en charge par l'agence nationale d'aide à l'asile, et diverses organisations caritatives en fonction du lieu où il est envoyé. Les dispositions entrées en vigueur à la suite de la promulgation de la loi de 1999 ont entraîné la suppression des droits antérieurs des demandeurs d'asile aux aides sociales nationales ou locales et ont mis en place un système parallèle d'allocations administré par l'agence nationale d'aide à l'asile³. Un demandeur d'asile a l'interdiction d'avoir un emploi pendant la période au cours de laquelle sa demande d'asile est instruite, ce qui l'oblige à dépendre du système d'allocations publiques. Il vit donc grâce à une allocation fournie par l'État qui ne représente que 70% de l'allocation de base à laquelle un adulte britannique peut prétendre⁴, ce qui n'est donc pas le moindre des paradoxes puisque, comme nous l'avons évoqué plus haut, la politique d'immigration du Royaume-Uni est établie dans le souci de réduire autant que possible la pression sur le système de protection sociale. En cas de besoin, l'agence nationale d'aide à l'asile peut lui fournir un logement par l'intermédiaire de bailleurs sociaux ou privés avec lesquels elle a signé un contrat⁵. Lorsqu'un demandeur d'asile obtient le statut de réfugié, il a 28 jours pour libérer le logement qui lui avait été attribué, trouver un autre logement et faire les demandes de prestations sociales auxquelles tous les citoyens britanniques et étrangers en situation régulière sont éligibles. Dans la pratique, cette obligation met souvent les réfugiés dans une

¹ NASS, *National Asylum Support Service*.

² « Dispersal Agreement ».

³ Oxfam and the Refugee Council, *Poverty and Asylum in the UK*, London, The Refugee Council, 2002, p. 8.

⁴ Les enfants reçoivent 100% de l'allocation. Une famille de demandeurs d'asile n'a pas non plus le droit au supplément (« premium »). En 2002, une famille de 4 personnes percevait ainsi £126,26 contre £166,40 par semaine pour une famille britannique, soit une différence de 24%. Voir le rapport Oxfam and the Refugee Council, *Poverty and Asylum in the UK*, London: The Refugee Council, 2002 pour une analyse détaillée des ressources des demandeurs d'asile. En 2011, un couple avec deux enfants de moins de 16 ans reçoit £178,44 par semaine. Cette allocation tient compte du fait que le loyer et les charges du demandeur d'asile sont entièrement pris en charge par l'agence d'aide à l'asile.

<http://www.ukba.homeoffice.gov.uk/asylum/support/cashsupport/currentsupportamounts/> (accès le 5 décembre 2011).

⁵http://www.scottishrefugeecouncil.org.uk/media/facts_and_figures/receipt_of_support_uk_figures

situation de grande vulnérabilité. Se retrouver sans-abris en est une des conséquences les plus fréquentes¹.

À l'origine, le soutien accordé aux demandeurs d'asile par l'agence prenait la forme d'une allocation hebdomadaire attribuée sous forme de coupons utilisables dans un réseau de magasins adhérant à cette procédure. Les demandeurs d'asiles ne recevaient que £10 en argent liquide. Ce système de coupons s'est très rapidement révélé désastreux. Il était coûteux à faire fonctionner et compliqué à gérer administrativement². Au bout du compte, les demandeurs d'asile étaient souvent laissés sans allocations pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines d'affilée. En octobre 2001, le gouvernement annonça qu'il abandonnait ce système³.

Malgré l'abandon du système de coupons, les demandeurs d'asile se retrouvent presque systématiquement dans un dénuement extrême. En 2002, un rapport d'Oxfam dressait un constat accablant à propos de la situation matérielle des demandeurs d'asile au Royaume-Uni :

Les demandeurs d'asile ont tout juste assez d'argent pour acheter de la nourriture en quantité et qualité suffisantes pour continuer à manger correctement. Ils ne peuvent acheter suffisamment d'habits ou de chaussures pour se tenir chaud ou acheter des uniformes pour l'école. Beaucoup ont de grandes difficultés à payer les tickets de bus pour se rendre à des rendez-vous importants, pour rester en contact avec les amis ou la famille, pour envoyer leurs enfants à l'école. Très souvent, ce sont les plus vulnérables qui souffrent du manque d'aide supplémentaire : les parents s'inquiètent pour la santé et le bien-être de leurs enfants. Les mères qui ne peuvent allaiter parce qu'elles sont séropositives ou ont d'autres types de maladies n'ont pas les moyens d'acheter du lait maternel en poudre. Les demandeurs d'asile handicapés bataillent pour recevoir l'aide supplémentaire dont ils ont besoin, ou simplement recevoir une aide supplémentaire. L'aide que reçoivent les demandeurs d'asile, en espèces ou en nature, n'est pas équivalente à celle que reçoivent les citoyens britanniques qui demandent le complément de revenu, qui est généralement reconnu comme le revenu minimal nécessaire au maintien d'un niveau de vie acceptable. La situation est rendue plus difficile car les demandeurs d'asile ne reçoivent même pas l'aide à laquelle ils ont droit, ou alors ils la reçoivent tardivement. Les allocations hebdomadaires et les allocations occasionnelles pour l'achat de vêtements données par l'Agence Nationale d'Aide aux Demandeurs

¹ Gina Netto and Anne Fraser, *op. cit.*, p. 15-16.

² L'utilisation des coupons était également très contraignante. Ils ne pouvaient être utilisés que dans certains magasins, souvent éloignés des lieux de résidence des demandeurs d'asile qui devaient donc couvrir de longues distances à pied, n'ayant pas la possibilité ni les moyens de prendre les transports en commun. Le fait de ne pas avoir d'argent liquide leur interdisait d'acheter des produits très bon marché dans les magasins locaux ou sur les marchés. Enfin, il était interdit de rendre la monnaie sur les coupons, ce qui signifiait qu'une partie de la somme était systématiquement perdue au moment d'un achat. Ce système fut donc une source d'embarras et d'humiliation pour les demandeurs d'asile, qui se trouvaient automatiquement stigmatisés dès lors qu'ils les utilisaient. Il en résultait hostilité et discrimination à leur égard dans les magasins.

³ *Ibid.*, p. 6.

d'Asile (NASS) ne parviennent pas à leurs destinataires et quand ces derniers contactent NASS pour en connaître les raisons, ils n'obtiennent pas de réponse satisfaisante. Les règles strictes et les délais de paiement signifient que les mères ne reçoivent les allocations de naissance que bien après la naissance de leur bébé. Des règles inappropriées et des inspections de logements par NASS montrent que certains fournisseurs de logements n'honorent pas leurs contrats en ce qui concerne le paiement des factures et la fourniture de meubles et d'équipement ménager adéquat.¹

Le tableau dépeint dans le rapport d'Oxfam de 2002 n'a guère évolué au cours des dix dernières années. Les fortes restrictions concernant la possibilité de prendre un emploi payé entrées en vigueur en 2002 empêchent les demandeurs d'asile de sortir de la pauvreté. Les demandeurs d'asile les plus touchés sont ceux dont la demande a été refusée. Ils sont les plus susceptibles d'être indigents, bien qu'ils aient la possibilité de solliciter des aides sociales au titre de la section 4 de la loi de 1999 en attendant de quitter le territoire britannique. Dans la pratique, 9 354 demandeurs d'asile en bénéficiaient en juin 2009². À cette très forte précarité s'ajoutent la difficulté de scolariser les enfants, la peur constante d'être arrêté sans ménagement au petit matin dans son logement pour être reconduit à la frontière³, ou, dans l'attente, d'être transféré dans un centre de rétention⁴, d'être alors

¹ Oxfam and the Refugee Council, *Poverty and Asylum in the UK*, London, The Refugee Council, 2002, pp. 4-5 : « Asylum-seekers have barely enough money to buy food of a quantity and quality to maintain an adequate diet, and often experience poor health and hunger. They cannot buy enough clothes or shoes to keep warm or buy school uniforms. Many struggle to afford bus fares to attend important appointments, to stay in touch with friends and relatives, to send their children to school. Often, it is the most vulnerable who suffer from lack of additional support: parents worry for the health and well-being of their children. Mothers who are unable to breastfeed because they are HIV+ or have other forms of ill-health cannot afford to buy formula milk. Disabled asylum-seekers struggle to receive the extra help they need, or receive no additional help at all. The support that asylum-seekers receive, in cash or in kind, does not equate to that received by UK residents claiming Income Support, which is generally recognised as the minimum level of income required to maintain an acceptable standard of living. The situation is exacerbated by the fact that many asylum-seekers do not even receive the support to which they are entitled, or receive it late. Weekly allowances and occasional clothing allowances from the National Asylum Support Service (NASS) fail to arrive, and when they contact NASS to find out why, can get no satisfactory response. Tight regulations and delays in payments mean that mothers often do not receive maternity payments until well after the birth of their baby. Inadequate regulation and inspection of property by NASS means that some accommodation providers do not fulfill their contracts to pay for utilities and provide adequate furniture and household equipment. »

² Il s'agissait au départ d'un mécanisme de courte durée, qui ne fut institutionnalisé qu'en 2004. Gareth Mulvey, 'Even among the asylum seekers, we are the lowest', *Life under Section 4 in Glasgow*, Glasgow, Scottish Refugee Council, 2009, pp. 1-9; Kate Smart, Asylum Support Partnership, *The Second Destitution Tally, An indication of the extent of destitution among asylum seekers, refused asylum seekers and refugees*, London, Refugee Council, 2009.

³ Ce sont les « dawn raids ».

⁴ C'est une angoisse qui est mentionnée avec insistance dans quasiment tous les témoignages de demandeurs d'asile. Le centre de rétention pour demandeurs d'asile se situe à Dungavel, dans le Lanarkshire. Voir l'article de Billy Briggs qui retrace le parcours du Pasteur Daly et son passage par le centre de rétention de Dungavel. Billy Briggs, « Last year he faced deportation and death.

séparé du reste de sa famille, la démonisation et/ ou les campagnes de dénigrement dans la presse¹, le racisme et la complexité des procédures légales. Les organisations qui travaillent sur le terrain dénoncent le manque d'information, voire la désinformation en ce qui concerne la situation des demandeurs d'asile, à tel point que le *Refugee Council* a jugé nécessaire de publier une brochure pour tordre le cou à la diffusion d'informations simplistes et erronées. Parmi les erreurs les plus courantes, on peut signaler l'amalgame entre les différents statuts, le coût que représentent les demandeurs d'asile pour la collectivité, leurs prétendus privilèges et leur propension à ne pas se conformer à la loi².

3.2. Être demandeur d'asile ou réfugié à Glasgow

Ce que nous venons de décrire constitue le contexte britannique, qui n'est pas spécifique à Glasgow, mais auquel Glasgow ne fait pas exception. À Glasgow, comme ailleurs, les demandeurs d'asile doivent faire face à un nombre élevé de difficultés, qui viennent s'ajouter aux situations souvent extrêmement douloureuses qui les ont poussés à quitter leur pays. Le témoignage d'un demandeur d'asile originaire du Darfour est ainsi significatif des expériences endurées par la vaste majorité d'entre eux :

Ahmed est un réfugié du Darfour, au Soudan, et pour la plus grande partie des trois heures, il a parlé d'événements dans son pays natal pendant lesquels il a été attaqué par des hommes de tribus rivales et torturé dans les prisons de Salah. Il a fui le pays après que de nombreux membres de sa famille ont été assassinés et il s'est finalement retrouvé à vivre sans un sou dans les rues de Glasgow comme demandeur d'asile. [...] Il reçoit une aide psychosociale [à la Fondation Médicale d'Écosse] depuis novembre 2007 et il apparaît clairement que l'homme de 38 ans a été profondément bouleversé par ce qui lui est arrivé au Soudan et en Écosse. Il explique qu'il a dormi dans la rue pendant deux ans après son arrivée à Glasgow. Pendant la semaine, il dormait dans le parc Glasgow Green mais du vendredi au dimanche il se déplaçait dans un cimetière parce que c'était trop dangereux. Il y avait toujours des bagarres, de l'intimidation de la part des drogués et des jeunes éméchés et la police ne cessait de le harceler. « Ils (les policiers) me fouillaient. 'Où habitez-vous ?' me demandaient-ils. Ils me poussaient. Ils étaient agressifs, affirme Ahmed. Sa nourriture provenait des églises et d'autres personnes vivant dans la rue avec lesquelles il s'était lié d'amitié, en grande majorité des Africains en provenance des pays en crise tels que la République Démocratique du Congo, l'Érythrée, la Somalie et le Cameroun. Pourtant, la plupart du temps, Ahmed mangeait des restes qu'il récupérait dans les poubelles.³

Tomorrow he will lead 200 people in praise. Pastor Daly is a man on mission: to change minds », *The Herald Magazine*, 19 février 2005, pp. 12-17.

¹ Ceri Mollard, *Asylum: The Truth Behind the Headlines*, Oxford, Oxfam, 2001.

² Refugee Council, *Tell It Like It Is. The Truth About Asylum*, London, Refugee Council, 2010; Voir également Scottish Refugee Council, *Asylum in Scotland. The Facts*, Glasgow, Scottish Refugee Council, 2007.

³ Billy Briggs, « 'In Sudan, the army shot you one time. Here it is a slow death.' », *The Herald*

Il y aurait actuellement entre 8 000 et 10 000 réfugiés et demandeurs d'asile à Glasgow¹. Leur arrivée en nombre important remonte au passage de la loi sur l'immigration et l'asile de 1999 et à la mise en place de la stratégie de dispersion. Ce sont alors principalement des Syriens, des Albanais, des Kurdes et des Iraniens². En Écosse, Glasgow est l'unique collectivité locale qui accepte de signer un contrat de dispersion de demandeurs d'asile en 2000. À cette époque, elle gère encore directement le parc de logements sociaux de la ville³. Leur arrivée et leur installation dans certains quartiers de la ville en a modifié la démographie de façon significative en très court laps de temps⁴. En 2008, il y avait 2 859 demandeurs d'asile logés dans les logements de dispersion en Écosse, donc à Glasgow⁵. En

Magazine, 26 juin 2010. L'article traite en détail du travail de la Fondation Médicale d'Écosse (*Medical Foundation Scotland*) dans la constitution de dossiers médicaux relatifs aux différentes formes de tortures subies par les demandeurs d'asile pour la constitution de leur demande d'asile. Il apparaît que les cas de torture sont tous, à quelques très rares exceptions près, médicalement vérifiables : « Ahmed is a refugee from Darfur, Sudan, and for the best part of three hours he has been speaking about events in his homeland when he was attacked by rival tribesmen and tortured by police in Salah prison. He fled the country after many of his family were murdered and eventually ended up trying to survive penniless on the streets of Glasgow as an asylum seeker. [...] He has been receiving counseling [at the Medical Foundation Scotland] since November 2007 and it is clear that the 38-year-old has been highly distressed by his experiences both in Sudan and in Scotland. He explains that for two years after arriving in Glasgow he slept rough on the streets. During the week he slept in Glasgow Green but from Friday to Sunday he would relocate to a cemetery as it was too dangerous. There was always fighting, he says, and intimidation from drug addicts and drunken youths, and the police would continually harass him. "They (the police) would search me. 'Where is your house?' they would say. They would push me about. They were aggressive," Ahmed says. Food came from churches or from other street people he'd befriended, predominantly homeless Africans from crisis-hit countries such as the Democratic Republic of Congo, Eritrea, Somalia and Cameroon. Most of the time, however, Ahmed ate leftovers that he scavenged from bins. »

¹ Chiffres communiqués par Gareth Mulvey, chercheur au *Scottish Refugee Council* à Glasgow. Il ne s'agit que d'une estimation. Il est impossible de donner avec certitude le nombre de réfugiés puisque ces derniers ont le droit de s'installer où ils veulent une fois qu'ils ont obtenu le statut de réfugié. Ils deviennent également transparents au regard des statistiques puisque rien ne les oblige à faire état de leur statut de réfugiés une fois qu'il est acquis. En revanche, il est plus facile de comptabiliser les nombre de demandeurs d'asile. Un rapport de GoWell (*GoWell, GoWell Findings : Asylum Seekers and Refugees in Glasgow's Regeneration Areas 2006-2007, Briefing Paper 3*, Glasgow : GoWell, 2009) parle de 12 000 demandeurs d'asile hébergés à Glasgow au cours des cinq premières années de la politique de dispersion.

² Auparavant, il y avait eu l'arrivée de Chiliens et de Vietnamiens, puis celle de ressortissants de Bosnie au début des années quatre-vingt-dix et du Kosovo à la fin des années quatre-vingt-dix, qui n'obtinrent aucun statut légal.

³ La signature de l'accord était assortie du versement d'une aide compensatoire de 20 millions de livres. En 2003, le parc de logements sociaux a été transféré à *Glasgow Housing Association*, dont la municipalité n'est qu'un partenaire.

⁴ Karen Wren, *op. cit.*, p. 5. Cela peut représenter une augmentation de 60% de la population étrangère (« Black and Ethnic Minority Population ») dans certains quartiers.

⁵ http://www.scottishrefugeecouncil.org.uk/media/facts_and_figures/general_overview (accès le 5 décembre 2011). Les chiffres divergent car selon ICAR, en janvier 2008, il y avait 4 887 demandeurs d'asile à Glasgow (3 913 recevant une allocation et un logement en attendant que leur demande soit traitée, 55 ne recevant qu'une allocation et 606 recevant une allocation en attendant de retourner

août 2011, ils n'étaient plus qu'un nombre à peine supérieur à 2 400 à vivre en Écosse, répartis dans cinq collectivités locales différentes. Glasgow reste encore à ce jour la seule collectivité locale où sont logés les demandeurs d'asile. Ceux qui vivent en Écosse mais à l'extérieur de Glasgow sont donc hébergés par des amis ou de la famille. Les chiffres de 2008 montrent qu'il y a 814 enfants demandeurs d'asile et 1 394 réfugiés inscrits dans les établissements scolaires de la ville, soit 3,3% de la population scolaire. 60% des demandeurs d'asile en Écosse proviennent de cinq pays différents : la République Populaire de Chine (29%), le Pakistan (12%), l'Iran (7%), le Nigéria (7%) et l'Iraq (4%)¹. Les autres principaux pays représentés sont l'Érythrée, la Somalie, le Zimbabwe, l'Afghanistan, la République Démocratique du Congo².

L'élaboration au niveau national de la politique d'immigration définit en grande partie les conditions d'accueil au niveau local. Il ne reste guère que la qualité des logements mis à disposition des demandeurs d'asile par les autorités locales et l'attitude de la population locale comme leviers pour faire émerger une spécificité locale et remettre en cause la réputation de la ville. La question est donc de savoir si Glasgow accueille les demandeurs d'asile mieux que les autres villes britanniques, si tant qu'il soit possible de l'évaluer³.

Au quotidien, le logement constitue, avec celui des violences ou du harcèlement raciste, l'un des deux problèmes majeurs⁴. Jusqu'au printemps 2011, c'était Glasgow Housing Association⁵ qui se chargeait de loger les demandeurs d'asile, en vertu du contrat signé avec l'agence nationale d'aide à l'asile. Le premier point des résultats du travail de recherche mené par Netto et Fraser met en évidence les difficultés considérables auxquelles sont confrontés les demandeurs d'asile pour trouver un logement qui leur convient à cause du manque de logements disponibles dans les quartiers dans lesquels ils se sentent en

dans leur pays d'origine, leur demande de statut de réfugié ayant été rejetée. Ces derniers subsistent sous le régime dit « section 4 ». Source : <http://www.icar.org.uk/?lid=9982> (accès le 6 novembre 2011).

¹ <http://www.migrationscotland.org.uk/migration-info-centre/migration-statistics/asylum-seekers-scotland> (accès le 6 décembre 2011).

² Voir le site internet du *Scottish Refugee Council*, http://www.scottishrefugeecouncil.org.uk/about/refugee_stories (accès le 6 décembre 2011).

³ Les quatre autres villes qui accueillent en grand nombre les demandeurs d'asile sont Manchester, Leeds, Birmingham et Newcastle.

⁴ Gina Netto and Anne Fraser, *op. cit.*; Kate Lindsay, Morag Gillespie and Louise Dobbie, *op. cit.*

⁵ *Glasgow Housing Association* (GHA) a hérité du parc de logements sociaux de la ville en 2003. La municipalité n'est donc plus directement responsable de la gestion du parc de logements sociaux de la ville mais conserve une représentation dans l'administration de GHA.

sécurité et le manque de logements de taille suffisante¹. Toutes les études sur le sujet montrent clairement que les logements mis à disposition sont presque exclusivement des logements de mauvaise qualité dans des quartiers pauvres et excentrés de la ville, où les demandeurs d'asile doivent faire face à davantage de difficultés². Il s'agit de logements sociaux inoccupés pour deux raisons principales : leur (très) mauvais état et leur situation dans des quartiers excentrés qui ont mauvaise réputation. Seuls s'y installent les gens qui sont forcés à le faire. Ainsi les appartements des tours d'habitation de Red Road, notoirement connus pour avoir été les tours d'habitation les plus hautes d'Europe au moment de leur construction à la fin des années soixante et s'être très rapidement dégradées, sont-ils devenus un des lieux privilégiés de logement des demandeurs d'asile. Les témoignages disponibles sont sans ambiguïté :

[Dust (pseudonyme d'un Iranien de 28 ans)] vit en Écosse depuis deux ans et demi maintenant et il affirme qu'il ne se sent toujours pas en sécurité, hors de portée des agents iraniens. Son désespoir s'est aggravé après avoir été victime d'une attaque à caractère racial dans la rue et avoir été logé dans « différents appartements crasseux et infestés de cafards » à divers endroits de Glasgow. Dust a mentionné un autre demandeur d'asile iranien qui a décrit Glasgow comme « le bout du monde » avant de se suicider.³

Depuis l'échec des négociations entre *Glasgow City Council* et l'agence nationale d'aide à l'asile à l'automne 2010 pour loger 1 300 nouveaux demandeurs d'asile⁴, c'est l'organisation *Y People*, anciennement *YMCA Glasgow*, qui a la responsabilité du logement des demandeurs d'asile. Dans la pratique, cela ne change pas grand-chose aux conditions d'accueil puisque *Y People* gère des logements dans l'une des tours de Red Road. Le transfert de responsabilité n'a par ailleurs pas manqué de provoquer immédiatement des difficultés puisque les demandeurs d'asile ont aussitôt reçu une lettre leur annonçant un

¹ Gina Netto and Anne Fraser, *op. cit.*, p. 11.

² « However, housing availability has been the primary criterion upon which dispersal areas have been selected, and asylum seekers have been resettled in areas of housing surplus. In Glasgow this has been almost exclusively in high-rise accommodation. Resettlement has therefore occurred mainly in areas with serious socio-economic problems, creating an extra set of issues for asylum seekers to face, including community safety and the potential for racial harassment. Dispersal has occurred (with some exceptions) in areas with no pre-existing BME communities, and therefore no locally-based experience of issues affecting BME people. The dispersal areas were therefore ill-equipped to provide the necessary support to new asylum seekers when dispersal began. », Karen Wren, *op. cit.*, pp. 19-20.

³ Billy Briggs, *op. cit.* : « [Dust] has been living in Scotland for two-and-a-half years now and he says he still does not feel safe from the reaches of Iranian agents. His despair has been compounded by being assaulted in the street in a racial attack and having been housed in “various filthy, cockroach infested flats” across Glasgow. Dust spoke of a fellow Iranian asylum seeker who described Glasgow as “the end of the world” before committing suicide. »

⁴ Gerry Braiden, « Asylum seeker dispersal set to start in day », *Herald Scotland*, 13 novembre 2010.

relogement imminent dans une autre région d'Écosse alors que le contrat entre l'agence nationale d'aide à l'asile et la municipalité ne se terminait que plusieurs mois plus tard, le 3 mai 2011¹.

Bien s'il soit hasardeux de tirer des conclusions générales de situations particulières et tragiques, le cas de la famille Serykh est particulièrement significatif des conditions très difficiles dans lesquelles les demandeurs d'asile se retrouvent. Leur histoire a eu un retentissement médiatique conséquent. Il s'agit d'une famille ukrainienne qui s'est jetée dans le vide depuis le quinzième étage d'une des tours de Red Road en mars 2010. Leur parcours est révélateur de la façon dont les demandeurs d'asile sont déplacés au gré des convenances administratives et du bien peu d'importance accordée à leur santé physique et mentale. Malgré leurs démarches, il semble que l'agence nationale d'aide à l'asile ait refusé de reconnaître l'état de détresse psychologique dans lequel se trouvait cette famille. Leur suicide a en fait permis d'attirer l'attention sur les souffrances endurées par la vaste majorité des demandeurs d'asile. Lesley Benzie, directrice d'une organisation caritative qui vient en aide aux populations fragiles victimes de souffrances psychologiques rappelle qu'il est fréquent de trouver des demandeurs d'asile en train de dormir dans les escaliers des immeubles de Red Road plutôt que dans leurs appartements de peur d'y être délogés par la police au petit matin afin d'être reconduits à la frontière ou mis en détention. Elle note aussi que son organisation reçoit chaque année plusieurs dizaines de cas de demandeurs d'asile en détresse pour qui le suicide semble être la seule échappatoire à leur condition².

Cet épisode a été l'occasion pour la presse locale de s'intéresser de plus près aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile. Les témoignages recueillis par les journalistes montrent clairement que l'état de décrépitude avancé des logements dans les tours de Red Road, auquel s'ajoute la vulnérabilité des populations et un strict encadrement de leurs droits par la loi, rendent leurs conditions d'existence extrêmement difficiles³.

¹ « Asylum seekers in Glasgow get new landlord ending fears of re-housing », *The Glaswegian*, 1 avril 2011; Jackie Kemp, « Asylum Seekers in Glasgow face eviction », *The Guardian*, 24 novembre 2010, <http://www.guardian.co.uk/society/2010/nov/24/asylum-seekers-glasgow-face-eviction> (accès le 13 décembre 2011).

² Stephen Naysmith, « The story of the Red Road tragedy », *Herald Scotland*, 14 mars 2010. Cela ne faisait qu'un mois qu'ils résidaient dans leur appartement de Red Road. Ils avaient été déplacés à Glasgow à l'automne 2009, après s'être installés à Newham à la fin de l'année 2007 où une première demande d'asile leur avait été refusée. La demande d'asile qu'ils avaient déposée à Glasgow avait été déboutée et ils vivaient dans l'attente d'une reconduction forcée à la frontière.

³ Martin Graham, « Sighthill Stories », *Herald Scotland*, 11 mars 2010; Martin Williams, « Salmond hints at inquiry over flats suicides », *Herald Scotland*, 11 mars 2010. *Glasgow Housing Association* a annoncé au printemps 2010 que deux tours seront détruites dans les dix prochaines années.

J'ai déménagé sept fois en trois ans à cause de l'état déplorable des appartements. Je ne reçois pas d'argent liquide. Je reçois une carte de paiement prépayée « Azure » d'une valeur de £35. Je dois consommer l'intégralité du crédit chaque semaine car je n'ai pas droit au report de crédit. J'habite à des kilomètres de chacun des quatre magasins participant donc je dois porter les sacs jusque chez moi parce que je n'ai pas d'argent pour payer le bus. Je n'ai pas l'impression d'avoir les mêmes droits que les autres gens.¹

L'attitude des populations locales est l'autre élément d'importance. Plus de deux mille demandeurs d'asile et réfugiés arrivent à Glasgow au cours de la première année². Au début de leur arrivée massive, les populations locales les plus pauvres de Glasgow (de même que le réseau d'agences officielles et organisations caritatives bénévoles) n'y avaient pas été préparées, ce qui a généré de vives tensions, alimentées par la jalousie, le ressentiment et le racisme. Le fait de loger des demandeurs d'asile dans les logements sociaux de la ville, dont le loyer est payé par l'agence nationale d'aide à l'asile, a été très mal perçu par une frange très défavorisée des résidents locaux, principalement dans les quartiers nord de la ville (Sighthill et Springburn³). Ces derniers estiment que les demandeurs d'asile font l'objet d'un traitement préférentiel de la part des autorités⁴.

Dans un autre domaine, le transport gratuit d'enfants demandeurs d'asile en bus à Drumchapel où ils étaient scolarisés a généré des ressentiments de la part de résidents locaux dont les enfants scolarisés au même endroit devaient payer leur transport⁵. Il se développe alors un climat de violence croissante dont les demandeurs d'asile sont quotidiennement victimes. C'est dans ce contexte que se produit le meurtre de Firsat Dag le 5 août 2001⁶. Le *Scotsman* rapporte que :

¹ Propos d'une jeune africaine recueillis par Billy Briggs (Billy Briggs, *op. cit.* : « I've been moved seven times in three years because of the terrible condition of the flats. I get no cash. I get a pre-paid 'Azure' payment card worth £35 a week. I have to use up the whole amount each week as I am not allowed to carry credit forward. I live miles from any of the four shops participating so I have to carry bags all the way home as I have no money for the bus. I don't feel I have the same rights as other people. »

² *The Scotsman*, « Firsat's family grieve, but from death comes hope for Sighthill », 16 décembre 2001.

³ Sighthill est un des quartiers les plus pauvres de Glasgow. En 2001, le taux de chômage est de 15% et environ 40% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Le quartier est confronté à des problèmes croissants de trafic et de consommation de drogues dures telles que l'héroïne. Construction typique des années soixante, le quartier dispose de très peu de commodités. Il est physiquement coupé du reste de la ville par l'autoroute M8.

⁴ Les demandeurs d'asile reçoivent en effet machines à laver, combinés réfrigérateur-congélateur et télévisions lors de leur installation alors que les populations locales doivent attendre plusieurs mois avant que les travaux demandés soient effectués dans leurs appartements. *The Scotsman*, « Firsat's family grieve, but from death comes hope for Sighthill », 16 décembre 2001.

⁵ Exemple cité par Karen Wren, *op. cit.*, p. 59.

⁶ Correspondance avec Gareth Mulvey; Liz Fekete, « The death of Firsat Dag and the failure of Scottish dispersal », *Independent Race and Refugees News Network*, <https://www.irr.org.uk/cgi->

Au cours des mois précédents, des centaines de demandeurs d'asile et les habitants du quartier avaient vu, depuis les fenêtres des tours d'habitation qu'ils avaient trop peur de quitter, Sighthill devenir une poudrière de violence raciale. Les tensions s'exacerbaient et la police de Strathclyde, exaspérée, avait signalé que le nombre d'agressions à caractère racial augmentait en flèche.¹

En février 2001, un réseau de militants pour les droits des demandeurs d'asile² publie un court rapport sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile à Glasgow pendant la première année de la mise en place de la politique de dispersion³. Les conclusions sont édifiantes à de nombreux points de vue, dont notamment la violence dont ils sont victimes, la qualité de l'accueil et de la restauration à l'auberge YMCA de Red Road, le climat d'hostilité alimenté et entretenu par la presse, la complexité des procédures et les conséquences dramatiques que leur mauvaise compréhension peut engendrer :

Des enfants et des adultes demandeurs d'asile, dont des personnes âgées et des handicapés, ont été attaqués avec des battes de baseball, des bâtons, des pierres, des cailloux, des briques, et poignardés avec des couteaux et des tessons de bouteilles. Ils ont reçu des morceaux de ciment jetés depuis des appartements en hauteur. Ils ont été menacés et poursuivis sur le chemin de l'école ou de l'église ou alors qu'ils se rendaient faire des courses. On leur a arraché les cheveux, on les a jeté par terre et battu. Des femmes ont été victimes d'agressions sexuelles et menacées de viol de façon répétée. Leurs portes ont été défoncées et on a glissé des excréments dans leurs boîtes aux lettres. Des personnes ont été directement menacées de mort et des menaces de mort ont été écrites très visiblement sur des murs, des portes closes et des paliers d'appartements. Des graffiti identifient les appartements d'un immeuble dans lesquels logent des demandeurs d'asile avec des obscénités et des incitations à la violence. Un médecin généraliste a fait état d'exemples quotidiens d'agressions physiques violentes dont trois auraient pu être fatales. Il existe une liste longue et dramatique de personnes qui ont été agressées par des individus ou des groupes qui utilisent des armes et la force pour intimider, frapper et poursuivre des demandeurs d'asile et une liste encore plus longue des réponses inappropriées apportées par les autorités auxquelles les incidents ont été signalés.⁴

[bin/news/open.pl?id=288](http://www.scotsman.com/news/firsat_s_family_grieve_but_from_death_comes_hope_for_sighthill_1_1358203) (accès le 7 novembre 2011) ; http://www.scotsman.com/news/firsat_s_family_grieve_but_from_death_comes_hope_for_sighthill_1_1358203 (accès le 7 novembre 2011).

¹ *The Scotsman*, « Firsat's family grieve, but from death comes hope for Sighthill », 16 décembre 2001 : « In the months before, hundreds of asylum seekers and the local community had watched Sighthill become a powder keg of racial violence from the windows of the tower blocks they were too afraid to leave. Tensions increased and an exasperated Strathclyde Police reported that racially motivated attacks were rocketing. »

² « Glasgow Asylum Rights Campaign », fondé au printemps 2000.

³ Entre avril 2000 et février 2001. Glasgow Asylum Rights Campaign, *Dossier of Racial Attacks on Dispersed Asylum Seekers in Glasgow. April 2000-February 2001*. Glasgow, Scottish Human Rights Centre, 2001. Disponible à :

http://www.paih.org/archive/reports/glasgow_asylum_rights_campaign_report.htm (accès le 8 novembre 2011).

⁴ *Ibid.* (accès le 8 novembre 2011) : « Asylum seeker children and adults, including the elderly and disabled, have been attacked with baseball bats, sticks, stones, rocks, bricks, and stabbed with

L'accueil réservé aux demandeurs d'asile n'a toutefois pas été uniformément hostile. Au début de la mise en place de la politique de dispersion, des demandeurs d'asile ont été logés dans les tours de Mitchellhill, à Castlemilk, jusqu'à leur démolition en novembre 2005. Il n'y eut ni violence extrême ni rejet obstiné face à la présence de demandeurs d'asile à Castlemilk. Le travail de terrain réalisé par les associations a permis de pacifier les relations entre tous. Les Églises locales ont notamment participé à la création de structures d'aide et de nombreux réfugiés se sont ainsi intégrés. Lorsque les tours de Mitchellhill ont été démolies, les demandeurs d'asile qui avaient obtenu le statut de réfugié se sont alors installés dans d'autres quartiers de la ville. Ceux à qui le statut avait été refusé ont été rapatriés dans leur pays d'origine et ceux dont la décision était en attente ont été déplacés¹. Dans les autres quartiers de la ville où ils ont été logés, Drumchapel, Govan et les Gorbals, les demandeurs d'asile n'ont pas non plus été victimes de violences aussi extrêmes qu'au nord de la ville².

Au fil du temps, l'attitude des populations locales est, de manière générale, passé de l'hostilité à une certaine compassion. Les relations se sont améliorées grâce au travail de terrain et de fond réalisé par les agences gouvernementales et les militants et bénévoles locaux³ :

Je crois que beaucoup de Glaswégiens compatissent au sort des demandeurs d'asile et réfugiés. Il y a eu beaucoup de travail dans les quartiers et les écoles et cela a porté ses fruits. Les relations sont généralement bonnes maintenant. Il y a eu des frictions au début, quand les demandeurs d'asile étaient logés dans les quartiers les

knives, broken glass. Concrete blocks have been thrown on them from high flat windows. They have been threatened and chased on their way to school, church, and shops. Hair has been torn from their heads, they have been flung to the ground and kicked, and women have experienced sexual assaults, and repeatedly threatened with rape. Doors have been kicked in and excrement thrown through letterbox slots. Death threats have been made in person and written prominently on walls, closed doors and landings. Graffiti also identifies which flats within a building house asylum seekers with profane language and incitement to violence. A GP has spoken of daily physical examples of violent attacks and three that could have been fatal. There is a dramatic and very long list of people who have been attacked by individuals and groups using weapons and force to intimidate beat and pursue asylum seekers and an even longer list of inadequate responses from those authorities to which incidents were reported. »

¹ Entretien avec Barry Watson, 27 octobre 2011. Barry Watson, au sein de *Castlemilk Partnership*, a travaillé au début des années 2000 à mettre en place un centre d'accueil pour demandeurs d'asile et à les mettre en contact avec les diverses structures d'aide disponibles à Glasgow.

² Liz Fekete, *op. cit.*

³ Wendy Miller, « Glasgow leads the way in welcoming asylum seeker families with true compassion and respect », Glasgow, Positive Action in Housing, 8 octobre 2007. Parmi les organisations les plus impliquées dans le soutien aux demandeurs d'asile et réfugiés, on peut citer *The Scottish Refugee Council*, *Unity*, *Positive Action in Housing* et le *Citizens Advice Bureau*. Voir également le rapport détaillé de Karen Wren sur la mise en place des dix réseaux d'accueil et de soutien aux demandeurs d'asile (« Integration networks ») à Glasgow.

plus pauvres et les habitants nourrissaient du ressentiment à l'égard des demandeurs d'asile qui obtenaient des appartements, etc. J'ai le sentiment que ces problèmes ont été aplanis. Je sais que certains habitants aident activement les demandeurs d'asile en les cachant dans leurs logements quand la police vient les chercher pour les expulser. Donc il y a de la solidarité ici.¹

La forte tradition d'activisme local apparaît comme l'une des spécificités de Glasgow qui a facilité le travail de terrain en faveur de l'installation de ces nouvelles communautés². Des campagnes de protestation ont lieu régulièrement, à l'initiative de militants locaux. Elles s'articulent autour des conditions de vie des demandeurs d'asile et de l'inhumanité des arrestations dont ils sont victimes pour être conduits en centre de détention avant d'être reconduits dans leur pays d'origine³. Les Églises y jouent un rôle important et exercent une pression forte sur le pouvoir politique⁴.

En conséquence, de nombreux demandeurs d'asile estiment être assez bien traités par la population en général, même si la peur des agressions à caractère raciste, ou le fait d'en avoir été victime, restent une préoccupation majeure⁵. Toutefois, ils sont également d'avis que les autorités locales sont bien moins enclines à les accepter. Il est intéressant de remarquer que de nombreux demandeurs d'asile interrogés par Gareth Mulvey laissent entendre que l'accueil est meilleur à Glasgow que dans d'autres villes britanniques⁶, ce qui ne veut pas pour autant dire qu'ils n'y sont pas victimes de comportements racistes. C'est une opinion qui est également rapportée par Netto et Fraser : presque deux tiers des réfugiés interrogés par leurs soins affirment avoir de grandes chances de continuer à vivre à Glasgow, exprimant ainsi leur appréciation de la ville et de ses habitants, malgré les

¹ Suhayl Saadi, correspondance d'octobre 2011 : « I think many Glaswegians are sympathetic to [asylum seekers and refugees]. There has been a lot of work in communities and schools and it's borne fruit. Relations generally are good now. There was some friction at the start, as the asylum-seekers were put in the poorest areas and the residents resented the asylum-seekers getting flats, etc. I sense these issues have been ironed-out. I know that some local people actively help the asylum-seekers hide in their homes when the police come to get them to deport them. So there's a solidarity there. »

² Karen Wren, *op. cit.*, p. 21.

³ Voir le blog de *Unity* (<http://unitycentreglasgow.org/>, accès le 13 décembre 2011). La campagne contre l'expulsion d'un étudiant nigérian de l'Université de Glasgow, John Oguchukwu, en est un exemple récent. Elle a reçu le soutien des représentants des étudiants de l'université, d'enseignants de l'université ainsi que du président et du recteur de l'université. « Last gasp bid to halt deportation of Glasgow University student », *Herald Scotland*, 18 juillet 2011; voir également Mary Edward, *op. cit.*, pp. 155-157.

⁴ Karen Wren, *op. cit.*, p. 44

⁵ Gareth Mulvey, *op. cit.*, p. 11.

⁶ Gareth Mulvey nous met toutefois en garde en soulignant que la majeure partie des demandeurs d'asile ne sont jamais allés ailleurs. Des recherches menées par le *Scottish Refugee Council* sont actuellement en cours à ce sujet.

difficultés rencontrées pour obtenir et conserver un logement permanent¹. Sans nier les grandes difficultés auxquelles les demandeurs d'asile puis les réfugiés sont confrontés, ce constat semble aller dans le sens de ce que la Commission pour l'égalité raciale écrivait en 2007, assurant qu'il est « reconnu que l'Écosse tend à être plus accueillante à cause d'un fort sentiment d'identité nationale »², mettant ainsi en lumière une sorte d'exception, ou spécificité, écossaise.

4. Catholiques et protestants

Des années de patients efforts pour convaincre les industriels et d'autres que Glasgow est un endroit séduisant pour vivre sont facilement réduits à néant en quelques instants au journal télévisé national. L'image reçue transmet une vision déformée, mais qui va marquer les esprits de beaucoup de gens pendant très longtemps.³

Nous pensons que l'intolérance religieuse a été largement exagérée, que les catholiques écossais, dont la plupart sont des descendants d'immigrés irlandais, sont sur un pied d'égalité avec les non-catholiques d'un point de vue social, politique et économique, et que la religion (ou l'appartenance ethnique) n'est plus un élément d'importance majeure dans la vie de la majorité des Écossais. En ce qui concerne le conflit religieux, l'histoire de l'Écosse est bien plus proche de celle des États-Unis ou de l'Australie que de celle de l'Irlande du Nord.⁴

Ce qui passe pour de l'intolérance religieuse dans l'Écosse moderne est mieux décrit comme de la bigoterie ou de la discrimination – ou peut-être de « l'incompréhension laïque » – qui n'est pas systématique et n'affecte pas les chances de réussite dans la vie de groupes confessionnels entiers. Ceci dit, il existe une perception répandue que la bigoterie religieuse, ou même la simple différence religieuse, continue à constituer un problème social sérieux – d'où l'existence du débat.⁵

¹ Gina Netto and Anne Fraser, *op. cit.*, p. 12. L'échantillon est toutefois limité puisque les personnes interrogées étaient au nombre de 32. Les réfugiés n'ayant pas l'intention de rester à Glasgow invoquaient le souhait de se rapprocher d'un réseau existant familial et d'amis.

² « There is received wisdom that Scotland tends to be more welcoming because of a strong sense of national identity », *Commission for Racial Equality Report*, 2007, cité par Mary Edward, *op. cit.*, p. 158.

³ « When the rioting has to stop », *Glasgow Herald*, 12 mai 1980 : « Years of patient efforts to persuade industrialists and others that Glasgow is a desirable place in which to live are easily negated in a few moments on the national television news. The image received gives a distorted picture, but it is the one that will linger on in many minds. »

⁴ Bruce *et al*, *Sectarianism in Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2004, p. 4 : « We believe that sectarianism has been much exaggerated; that Scotland's Catholics, most of whom are descendants of Irish immigrants, now enjoy social, political and economic parity with non-Catholics; and that religion (or the ethnicity of our ancestors) is no longer a major consideration in the lives of most Scots. In the matter of religious conflict, the history of Scotland is much closer to that of the United States or Australia than it is to that of Northern Ireland. »

⁵ Michael Rosie, *The Sectarian Myth in Scotland: of Bitter Memory and Bigotry*, Basingstoke, Palgrave

En 2000, Peter Lynch écrivait que « le principal problème en ce qui concerne l'intolérance religieuse¹ en Écosse est que ce que nous savons est très largement occulté par ce que nous ne savons pas »². Selon ce dernier, une étude sociologique rigoureuse de l'intolérance religieuse en Écosse, basée sur l'étude d'un échantillon de population significatif, restait à faire au début des années 2000³ car, contrairement au racisme et à l'inégalité des sexes, la question de l'intolérance religieuse avait été, jusqu'à cette date, laissée de côté.⁴ De son côté, à pareille époque, le compositeur James MacMillan affirmait que la religion restait un des plus forts tabous de la société écossaise, ce qui expliquait l'absence d'étude scientifique de grande ampleur⁵. Lynch et MacMillan se rejoignent autour du constat selon lequel l'absence d'une véritable volonté politique est un facteur déterminant, au moins jusqu'au début des années 2000⁶.

Au-delà de l'absence de volonté politique jusqu'à une date très récente, il est surtout frappant de constater l'existence de divergences profondes sur la réalité de l'intolérance

MacMillan, 2004, p. 3 : « What passes for sectarianism in modern Scotland is better described as bigotry or prejudice – or perhaps 'secular incomprehension' – it is not systematic and it does not materially affect the life chances of entire religious groups. This being said, there is a widespread perception that religious bigotry, or even simple religious difference, remains a serious social problem – hence the debate. »

¹ Le mot anglais est « sectarianism ». Selon *Le Petit Robert*, la définition du mot « sectaire » est double. « Sectaire » se dit d' « un adhérent intolérant d'une secte religieuse » ou d' « une personne qui professe des opinions étroites, fait preuve d'intolérance (en politique, religion, philosophie) ». Pour la clarté du propos et pour éviter toute ambiguïté, il nous paraît opportun d'utiliser l'expression « intolérance religieuse » plutôt que « sectarisme » pour traduire le terme « sectarianism ».

² « The main problem with sectarianism in Scotland is that what we know is vastly overshadowed by what we don't. », Peter Lynch, « The Scottish Parliament and Sectarianism: exploring the unexplored, documenting the undocumented, informing the uninformed », in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, p. 253.

³ *Ibid.*, p. 263. C'est à ce manque que Bruce *et al* ont tenté de répondre avec leur ouvrage *Sectarianism in Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2004. (« This book is born out of the frustration with the dreadful quality of public debate about the importance of religious identity in modern Scotland », p. vii). Ils s'appuient largement sur les données statistiques issues des grandes enquêtes sociales menées par le gouvernement écossais. Voir aussi Rory Williams et Patricia Walls, note infra.

⁴ Peter Lynch, in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, pp. 254-255. Lynch ajoute que les diverses études menées sur la question des minorités ethniques et de l'inégalité hommes-femmes n'avaient certes pas permis de résoudre l'ensemble des problèmes mais avaient contribué à en améliorer la connaissance et avaient eu un impact positif en termes de politiques publiques.

⁵ James MacMillan, in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, p. 265.

⁶ La volonté politique est apparue sous le mandat de Jack McConnell, *First Minister* de 2001 à 2007. Des travaux ont été conduits par le gouvernement écossais au début des années 2000 et ont débouché sur un travail législatif conséquent. Le gouvernement et le parlement ont abordé la question dans le sens des relations entre toutes les communautés vivant en Écosse, ne restreignant pas l'action législative à l'unique champ du football.

religieuse en Écosse – ce qu'Elinor Kelly qualifie de « gouffre d'incompréhension dans le monde universitaire écossais »¹.

4.1. Un débat complexe

Beaucoup de catholiques sont en mesure de produire des anecdotes qui prouvent qu'ils ont été victimes de comportements sectaires. L'accumulation d'anecdotes est certainement révélatrice d'une certaine réalité mais elle ne constitue pas un corpus scientifique fiable². Les points de vue sur la question divergent considérablement³. Ce qui relève du ressenti et de l'extrapolation et ce qui relève effectivement de l'agression à caractère sectaire ou de la discrimination sont pourtant deux choses bien différentes.⁴ C'est la mise en garde développée par Bruce *et al* dans la préface et l'introduction de leur ouvrage publié en 2004⁵. Ils font remarquer que le discours prononcé par James MacMillan en août 1999 à l'occasion de l'ouverture du festival d'Édimbourg, « la honte secrète de l'Écosse »⁶,

¹ « [...] a gulf in understanding in Scottish academe. » Elinor Kelly, « Review Essay; Sectarianism, Bigotry and Ethnicity – The Gulf in Understanding », *Scottish Affairs*, n°50, 2005.

² À travers quelques exemples, Bruce *et al* montrent qu'elles peuvent être aisément utilisées pour défendre n'importe quel point de vue, pp. 2-3.

³ Ce point est évident quand le sujet est abordé avec des catholiques résidant ou travaillant à Glasgow. Les réponses obtenues couvrent un large éventail d'opinions qui vont de l'absence quasi complète de discrimination envers les catholiques, (entretien au printemps 2010 avec le chef d'établissement d'un établissement secondaire catholique de Glasgow – selon lui, le football est le seul domaine où subsistent des manifestations de sectarisme religieux, notamment à cause des supporters qui traversent la mer d'Irlande toutes les semaines pour assister aux matchs des Celtic ou des Rangers) à l'opinion selon laquelle la discrimination reste persistante et importante à l'égard des catholiques dans le centre-ouest de l'Écosse (entretien avec Anthony Russell, responsable du *Celtic Learning Centre*, le 22 février 2010, qui estime son opinion être représentative du groupe social auquel il appartient).

⁴ Les nombreuses conversations informelles que j'ai pu avoir avec des catholiques à ce sujet montrent que les comportements sectaires auxquels ces personnes disent avoir été confrontées ne sont pas toujours relatés avec exactitude, voire de manière très floue, et laissent une place importante à une certaine spéculation.

⁵ Bruce *et al*, *op. cit.*, p. 4. « We would like to ensure that future talk is informed by the best possible evidence and gets out of its current trough of hostile anecdotes, sweeping claims of victimhood and equally ill-founded apologies. »

⁶ « Scotland's Shame ». Le discours est retranscrit dans T. M. Devine (ed.), *op. cit.*, pp. 13-24. « Yes, it's true that for many Scots, religious bigotry does not impinge on their lives, but for a significant minority Catholics continue to be a source of puzzlement if not anxiety, and its concomitant bigotry. [...] There is still, even today, a palpable sense of some threat and hostility to all things Catholic in this country. Some of those anxieties are a result of a lack of self-confidence among Catholics, some are because of vague and not so vague hints that Catholics are not really full citizens – possibly because some of them support a team associated with Irish rather than Scottish roots. [...] In many walks of life – in the workplace, in the professions, in academia, in the media, in politics and in sport – anti-Catholicism, even when it is not particularly malign, is as endemic as it is second nature. »

dans lequel il affirme que les catholiques en Écosse sont toujours victimes d'une importante discrimination, a été très largement commenté dans les médias et que, par ailleurs, le débat est très souvent entaché d'inexactitudes ou d'erreurs qui, de fait, empêchent de tirer des conclusions sérieuses et argumentées et d'engager un débat sur des bases saines¹. Si l'on suit Bruce *et al*, la question de l'intolérance religieuse en Écosse, de par les débats approximatifs qu'elle génère, relève donc d'une certaine manière du mythe. Il est significatif que David McCrone consacre très peu de place au phénomène, dont il affirme qu'il est un vestige du passé, dans son ouvrage de référence *Understanding Scotland. The Sociology of a Nation*. Selon lui, la rivalité Celtic – Rangers n'est plus que la manifestation marginale et quelque peu bruyante mais anachronique d'un passe-temps essentiellement urbain et masculin. Toutefois, il faut aussi y comprendre, en creux, que si l'intolérance religieuse a *décliné* dans toutes les autres régions d'Écosse (y compris dans la région de Glasgow), le phénomène n'a pas complètement disparu². C'est en substance ce qui émerge des différents témoignages que nous avons pu recueillir³.

De réelles difficultés méthodologiques expliquent les points de vue divergents. Définir ce qu'est l'intolérance religieuse constitue un premier écueil. Bruce *et al* la définissent de la manière suivante : « l'intolérance religieuse renvoie à une culture partagée et répandue qui amène à traiter de façon impropre des personnes en raison de leur religion »⁴. De façon plus précise, Rosie rappelle que l'intolérance religieuse renvoie à un environnement social dans lequel une discrimination systématique affecte les « chances de réussite dans la vie »⁵ de groupes confessionnels et dans lequel appartenir à un groupe religieux a davantage d'implications qu'une simple croyance religieuse⁶. Cela pose alors la

¹ Bruce *et al*, *op. cit.*, préface, pp. 2-3 et pp. 123-152.

² « The continuing rivalry between Rangers and Celtic football clubs in what is, essentially, the national pastime of urban males has masked the decline of sectarianism elsewhere in Scottish society. The songs of Glasgow's football terraces represent less than the noise might suggest, for they are, to a great extent, nostalgic echoes of another time and another place. The Rangers-Celtic 'Old Firm' are perhaps the only popular symbols of sectarian division, football elsewhere in Scotland having shed most, or all of its religious connotations, and the quasi-masonic organisations of both Protestant and Catholic now seem to be placed firmly at the margins of Scottish life. For the majority of Scots, political sectarianism is an irrelevance which belongs firmly to the past. » David McCrone, *Understanding Scotland – The Sociology of a Nation, Second Edition*, London, Routledge, 2001, p. 25.

³ En particulier l'entretien du 7 juin 2010 avec Alison Logan, employée des services de l'éducation de Glasgow et coordinatrice du programme éducatif *Sense Over Sectarianism*.

⁴ « By 'sectarianism' we mean a widespread and shared culture of *improperly* treating people in terms of their religion. »

⁵ « life chances ».

⁶ Michael Rosie, *op. cit.*, p. 3 : « Sociologically, 'sectarianism' denotes a social setting in which

question de l'identité religieuse et culturelle : définir ce que signifie être catholique ou protestant est tout aussi important qu'évaluer le plus précisément possible s'il y a effectivement discrimination ou désavantage envers les catholiques. Rosie et McCrone remarquent que le terme « catholique » peut couvrir un vaste éventail de significations :

Il peut décrire quelqu'un qui souscrit aux croyances doctrinales de la transsubstantiation, à l'Immaculée Conception, à l'infaillibilité papale et ainsi de suite. Deuxièmement, il peut être défini en termes de pratique religieuse, ce que les sociologues appellent la « religiosité » ou le taux de fréquentation de l'église. Troisièmement, il peut renvoyer à une simple auto-définition : « Je me définis comme catholique ». De façon liée, cela peut renvoyer aux origines et à l'éducation de quelqu'un, comme être scolarisé dans un établissement catholique, même si l'on n'est plus pratiquant. Cinquièmement, être catholique peut renvoyer à des pratiques culturelles telles qu'apprendre la danse irlandaise ou être supporter du Celtic F.C. Il n'y a rien d'intrinsèquement « catholique » dans tout cela mais ces comportements sont profondément associés à l'origine sociale et ethnique de la plupart des catholiques en Écosse. Enfin, et peut-être de manière encore plus atténuée, affirmer être « catholique » peut renvoyer à une question de politique : être en faveur d'une Irlande réunifiée et/ ou être républicain.¹

Dans le contexte glaswégien, la notion d'intolérance religieuse inter-chrétienne couvre trois composantes distinctes mais interdépendantes : la bigoterie², la discrimination³ et le désavantage⁴. La question centrale est de déterminer dans quelle mesure les manifestations de bigoterie de certains individus à l'encontre de catholiques d'origine irlandaise entraînent la discrimination de ce groupe de population qui se trouve alors socialement désavantagé par rapport aux membres d'autres groupes confessionnels ou d'individus se réclamant d'aucune religion⁵.

systematic discrimination affects the life chances of religious groups, and within which religious affiliation stands for much more than theological belief. »

¹ Michael Rosie et David McCrone, « The Past is History: Catholics in Modern Scotland » in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, p. 200 : « It can refer to someone who accepts the doctrinal beliefs of transubstantiation, the Immaculate Conception, papal infallibility and so on. Alternatively, it can be defined in terms of religious practice, what sociologists refer to as 'religiosity' or church attendance. Thirdly, it can be a matter of simple self-definition: 'I think of myself as a Catholic'. Relatedly, it can refer to one's origins and upbringing, possibly being educated at a Catholic school, although one is lapsed. Fifthly, being a Catholic may be a matter of cultural practices such as learning Irish dancing, or supporting Celtic FC. There is nothing inherently 'Catholic' about these, but they are firmly associated in Scotland with the ethnic and social origins of most Catholics. Finally, and possibly even more attenuated, claiming to be a 'Catholic' may be a matter of politics – supporting a united Ireland, and/ or republicanism. »

² La « bigoterie » est définie dans *Le Petit Robert* comme « la dévotion étroite du bigot » et le « bigot » comme un individu « qui manifeste une dévotion outrée et étroite ».

³ « le fait de séparer un groupe social des autres en le traitant plus mal », *Le Petit Robert*.

⁴ « condition d'infériorité, handicap », *Le Petit Robert*.

⁵ Bruce *et al.*, *op. cit.*, p. 154.

En partant du principe qu'être en situation de désavantage social est le résultat d'une discrimination, il faut alors démontrer que les catholiques sont l'objet de discrimination et qu'ils sont alors socialement désavantagés par rapport au reste de la population¹. Pour cela, il est nécessaire de disposer de statistiques suffisamment représentatives pour permettre de tirer des conclusions significatives². La plupart des observateurs contemporains³ s'accordent sur le fait que les catholiques d'Écosse, dont une grande partie, mais pas la totalité, sont des descendants d'immigrés irlandais⁴, bénéficient, au début des années 2000, d'une situation de parité économique et sociale avec les non-catholiques⁵. À rebours de la pensée dominante, Rory Williams et Patricia Walls estiment que la représentativité des données utilisées pour démontrer la parité économique et sociale entre catholiques et non-catholiques est discutable⁶.

Au-delà des indicateurs socio-économiques dont se servent certains chercheurs, d'autres signes permettent de conclure à une intégration complète des catholiques dans la

¹ Bruce *et al*, *op. cit.*, p. 3.

² Les sondages ne sont alors pas forcément la meilleure méthode car ils ne permettent pas de prendre en compte « toute la dimension du problème et de disposer d'un échantillon suffisamment représentatif de personnes ». Les sondages ne permettent pas non plus de déterminer à quel degré le problème se manifeste dans la société. « Surveys haven't mapped people's attitudes or behaviours in relation to religious discrimination, or why they have changed. They have also failed to examine what can be termed 'actually existing discrimination', how people experience religious discrimination and how they respond to it. » Peter Lynch, « The Scottish Parliament and Sectarianism: exploring the unexplored, documenting the undocumented, informing the uninformed » in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, p. 254.

³ McCrone, Rosie, Bruce, Bruce *et al*, T.M. Devine.

⁴ Mais pas uniquement car une partie de la population catholique écossaise est issue de l'immigration italienne et polonaise. Il y a également les descendants des catholiques écossais des Hautes-Terres en particulier. Cette partie de la population écossaise n'avait pas suivi les avocats de la Réforme. « Claims that Catholics are the victims of discrimination usually focus on the experience of Irish Catholic immigrants and their descendants. [...], many Scots Catholics are not descended from Irish immigrants (and, equally well, a large proportion of Irish immigrants were not Catholics!) » (Bruce *et al*, *op. cit.*, p. 5).

⁵ T.M. Devine, « Then and Now: Catholics in Scottish society, 1950 – 2000 », in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, pp. 261-263.

⁶ Rory Williams et Patricia Walls, « Going but not gone: Catholic disadvantage in Scotland », in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, pp. 231-252. Williams et Walls pensent qu'un échantillon de 40 000 personnes, dont un nombre compris entre 7 000 et 8 000 seraient catholiques, constituerait un échantillon permettant d'analyser des tendances significatives. Ils remarquent que les chiffres utilisés par certains chercheurs peuvent être utilisés pour démontrer l'inverse de ce que ces derniers démontrent, ce qu'ils font. Pour l'ensemble de l'Écosse, les sondages électoraux de 1992 et 1997 ont respectivement été conduits à partir d'échantillons de 957 et 882 personnes. Pour l'ouest de l'Écosse, l'échantillon comprend 2 618 personnes divisé en trois groupes d'âge différent (15/ 35/ 55 ans), ce qui est, selon eux, tout aussi insuffisant : « But clearly none of these data will enable us to be very confident about findings that there is no difference between Catholics and others. » (p. 231).

société écossaise. Ainsi, au point de vue politique, l'influence des catholiques dans la vie politique glaswégienne est-elle indiscutable :

Les catholiques, en partie à cause de leur loyauté traditionnelle au Parti travailliste ont une influence sur la politique nationale et locale disproportionnée au regard de leur poids démographique. Les neuf derniers maires de Glasgow, la plus grande ville d'Écosse, étaient catholiques. Lors des élections parlementaires de 1997, 31% des candidats élus en Écosse étaient de la même confession, alors que les catholiques ne représentent que 13% de l'électorat.¹

Les catholiques votent désormais pour le parti nationaliste (*Scottish National Party*, SNP), qui était autrefois considéré comme un parti protestant². Le fait que des catholiques votent SNP indique que ce dernier a infléchi son attitude à leur égard et cela le rend attractif auprès de l'électorat catholique, mais aussi que les catholiques se sont complètement intégrés et peuvent se considérer comme des nationalistes écossais.

La religion n'est plus une préoccupation essentielle dans la vie de la majorité d'Écossais. La société écossaise est en effet une société de plus en plus laïque où les différences religieuses ont de moins en moins de signification. Dans les années cinquante, huit mariages sur dix avaient lieu à l'église. Dans les années quatre-vingt-dix, il y a presque autant de mariages civils que de mariages religieux³. En 1973, l'Église catholique lève l'interdit sur les mariages mixtes. Entre 1966 et 1977, les mariages mixtes augmentent de 20% dans le diocèse de Glasgow⁴. Ils sont devenus très fréquents, et concernent maintenant environ un mariage sur deux.

Toutefois, et comme Rosie le concède, établir que les catholiques ne sont plus victimes de discrimination et de désavantage ne règle pas la question de la perception de l'existence ou de la persistance d'accès de bigoterie et passe sous silence la question de l'identité religieuse, dont les ressorts sont culturels. En d'autres termes, ce n'est pas parce que les catholiques sont sur un pied d'égalité économique et sociale qu'ils ne sont pas – ou

¹ T.M. Devine, « Then and Now: Catholics in Scottish society, 1950 – 2000 », in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, pp. 263 : « Catholics, partly because of their traditional loyalty to Labour, have an impact on national and local politics out of all proportion to their number. The past nine provosts of Glasgow, Scotland's largest city, have been Catholic, while in the 1997 general election 31 per cent of candidates elected to Scottish seats were of the same persuasion, although Catholics comprised only 13 per cent of the electorate. »

² Raymond Boyle, Peter Lynch, *Out of the Ghetto? The Catholic Community in Modern Scotland*, John Donald Publisher, Edimbourg, 1998, p. 87 : « Catholic support for the SNP appears to have risen considerably in recent years. By bringing together the results of a number of surveys, we can see that while in the 1970s the SNP had a very limited support base among Catholics, by the late 1980s Catholic support for the party was approaching the same levels found in other groups. »

³ David McCrone, *op. cit.*, p. 25.

⁴ W. W. Knox, *Industrial Nation. Work, Culture and Society in Scotland, 1800-Present*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999, pp. 267-269

ne se perçoivent pas – par ailleurs victimes de manifestations d'hostilité issues de la perception de leur appartenance à une culture distincte. Les questions d'identité religieuse et de culture (que l'on retrouve dans la notion d'« ethnicity » en anglais) viennent donc se greffer aux analyses concernant les désavantages et la discrimination. À l'évidence, elles compliquent la tâche mais elles se situent bien au cœur de la problématique¹.

En 2003, une étude menée pour le compte de la ville de Glasgow montre que les personnes interrogées croient à « une culture de préjugés » à Glasgow. En ce qui concerne la nature et l'étendue de l'intolérance religieuse dans la ville, ces dernières considèrent que :

- 1) l'intolérance religieuse est, à Glasgow, un concept qui représente tout particulièrement le conflit entre catholiques et protestants,
- 2) sa pertinence et sa prévalence restent indéniables à Glasgow au début des années 2000,
- 3) rien ne montre que la situation s'améliore,
- 4) il s'agit de comportements individuels plutôt que d'une discrimination institutionnalisée,
- 5) l'intolérance religieuse entre catholiques et protestants s'inscrit dans un paysage plus large de discrimination envers les minorités ethniques, les noirs et les demandeurs d'asile ou réfugiés,
- 6) la rivalité entre le Celtic F.C. et le Rangers F.C. contribue à en perpétuer l'existence,
- 7) les marches orangistes et les parades catholiques ainsi que les écoles catholiques sont des facteurs de perpétuation de la division à Glasgow².

¹ À ce titre, il est assez curieux que Bruce *et al* affirment que « a certain awkwardness stems from the fact that religion and ethnicity are mixed in this debate » (Bruce *et al*, *op. cit.*, p. 5). Il nous semble justement que c'est là que se situe le cœur de la problématique et l'intérêt du travail d'analyse. C'est tout le sens du travail de Joseph M. Bradley (Joseph M. Bradley, *Ethnic and Religious Identity in Scotland: Politics, Culture and Football*, Averbury, Aldershot, 1995 ; Joseph M. Bradley (ed.), *Celtic Minded: Essays on Religion, Politics, Society, Identity and Football*, Argyll Scotland, Argyll Publishing, 2004 ; Joseph M. Bradley (ed.), *Celtic Minded 2: Essays on Celtic Football Culture and Identity*, Argyll Scotland, Argyll Publishing, 2006 ; Joseph M. Bradley (ed.), *Celtic Minded 3: Essays on Religion, Politics, Society, Identity ... and Football*, Argyll Scotland, Argyll Publishing, 2009).

² La recherche a été réalisée sur un échantillon de mille adultes représentatifs de la population de la ville. NFO Social Research, *Sectarianism in Glasgow – Final Report*, Edinburgh, NFO Social Research 2003, pp. 15 & 56 : « One of the predominant topics of discussion of sectarianism in the focus groups was the rivalry between Rangers and Celtic, with the Old Firm representing more than a sporting rivalry. For some, the role of football was so significant that it was actually felt to have replaced religion as the source and focus of sectarian attitudes and behaviours. Around half of the survey respondents agreed that sectarianism “is almost entirely confined to football”. This is not to

S'il est indéniable que la discrimination envers les catholiques d'origine irlandaise a grandement décliné et que certaines pratiques discriminatoires n'ont plus cours à l'embauche ou dans l'attribution de logements sociaux par exemple, il reste l'existence ou la perception de l'existence d'un fond culturel anti-catholique fort en Écosse, pas uniquement à Glasgow. C'est en tout cas clairement ressenti et exprimé par tous les catholiques que nous avons pu interroger sur le sujet. Lors de ces discussions, ils ont systématiquement exprimé un sentiment de racisme à l'encontre des Irlandais¹. Toutefois, il existe un profond décalage entre la perception de l'existence d'une intolérance religieuse importante à Glasgow et l'expérience personnelle d'une agression ou de discrimination à l'embauche. Ainsi, deux tiers des personnes interrogées par *NFO Social Research* en 2003 perçoivent la violence d'origine religieuse comme assez ou très répandue, mais moins d'un pour cent reconnaît y avoir été personnellement confronté au cours des cinq années précédant l'enquête. La proportion est de 25% contre 1% en ce qui concerne la discrimination à l'embauche². En résumé, il apparaît que l'intolérance religieuse existe toujours à Glasgow, ou que les gens croient à une large majorité que c'est encore le cas, et que les préjugés fondés sur des critères religieux sont un problème de premier ordre à Glasgow³.

Nous sommes donc face à la situation suivante : d'un côté, la société écossaise est une société de plus en plus laïque et les catholiques jouissent d'une parité en termes d'opportunités sociales avec les protestants et les personnes qui se déclarent appartenir à aucune religion. D'un autre côté, il persiste chez les catholiques d'origine irlandaise la perception de l'appartenance à une spécificité identitaire (*ethnicity*) qui, selon eux, provoque

suggest that support for Rangers or Celtic is sectarian in itself but it shows a strong link between religious bigotry and football in Glasgow. Catholic schools, the troubles in Northern Ireland, and marching by the Loyal Orange Order and James Connolly Society were also common topics of discussion in relation to sectarianism in Glasgow. Catholic schools were not generally considered sectarian in themselves though in a context in which religious division is perceived to be common, they were commonly seen as representing tangible evidence of the divide. Reflecting the link between Irish politics and sectarianism, marching by the Loyal Orange Order and Republican James Connolly Society were both widely seen as provocative, intimidating and symbolic of the continuing presence of a minority that is intolerant of other religions. »

¹ Entretiens avec Anthony Russell et Alison Logan, discussions avec Andy MacAulay, Eamon Edelsten, Paul Middleton notamment. C'est aussi ce que montre l'étude produite par NFO Social Research, *op. cit.* Voir également Michael Rosie, *op. cit.*, p. 4 : « Yet a significant proportion of Scots view the influence of religion, or more precisely of religious antagonisms, as a worrying problem in contemporary Scotland. Such a paradox seems puzzling: the *perception* of conflict remains although conflict itself has diminished. »

² NFO Social Research, *op. cit.*, p. 59.

³ *Ibid.*, p. 61 : « These findings suggest that sectarianism still exists in Glasgow or at least that it is widely believed that it exists. In particular, the majority of residents believe that sectarian prejudice is prominent within the city. »

des attitudes de rejet et des manifestations de violence, c'est-à-dire un antagonisme dont les ressorts, l'intensité et le périmètre sont difficiles à évaluer et nécessitent un travail sur des données à la fois qualitatives et quantitatives. Au-delà des différences entre catégories (catholiques, protestants et personnes qui ne revendiquent aucune religion), ce sont surtout les variations au sein de chacun de ces groupes qui doivent apporter un éclairage utile et nuancé sur les attitudes des uns face aux autres.

Enfin, deux raisons supplémentaires ajoutent à la complexité du débat. Premièrement, il est souvent réduit au traitement des deux domaines les plus visibles, le football et les écoles catholiques¹. Le football est tellement médiatisé en Écosse que cela expose les manifestations de bigoterie à un traitement médiatique frénétique qui n'est pas toujours constructif et serein, et qui monte généralement en puissance dans les jours précédant une rencontre entre les deux équipes de Glasgow. Les Écossais ne sont pas divisés selon des critères religieux au sujet des écoles catholiques, ce qui ne manque pas de brouiller les pistes². Enfin, les conclusions avancées par les différents auteurs qui travaillent sur le sujet varient selon la perspective dans laquelle ils analysent la situation, en fonction de leur propre inclinaison religieuse et/ ou origine et, dans le cas des chercheurs, de leur formation académique, qui conditionne les outils méthodologiques qu'ils mobilisent³.

¹ « One of the major problems with exploring such issues is that they are so often related to two cliché-ridden areas: football and Catholic schools. These might be the only arenas for perceived discrimination in Scotland, but we don't know that for sure. Once again we lack the information to make judgements about the existence of discrimination. » Peter Lynch, « The Scottish Parliament and Sectarianism: exploring the unexplored, documenting the undocumented, informing the uninformed », in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, p. 254.

² Michael Rosie, *op. cit.*, p. 4.

³ « Depending on your sources, the prejudice against Scots of Irish-Catholic origins is a living scar, a figment of paranoiac imagination, or a relic of Scotland's past. » (Bill Murray, *Boys, Beer and Bigotry. The Old Firm in the New Age*. Edinburgh, Mainstream, 2003, p. 189). Dans l'ouvrage dirigé par T. M. Devine, les trois contributeurs qui défendent le plus vigoureusement la thèse selon laquelle la société écossaise reste gangrenée par l'intolérance religieuse entre catholiques et protestants ne sont pas des chercheurs en sciences sociales mais sont musicien (James MacMillan), écrivain (Andrew O'Hagan) et professeur de littérature (Patrick Reilly). Les principaux chercheurs en sciences sociales avocats de la thèse selon laquelle la société écossaise reste une société intolérante en matière religieuse sont spécialistes des questions de sport (G.T. Finn et Joseph M. Bradley) alors que Bruce *et al*, ainsi que Lindsay Paterson, David McCrone, Graham Walker, sont des sociologues spécialistes des questions de religion et de politique et rompus à la manipulation des statistiques. L'approche historique de la rivalité entre Celtic et Rangers est surtout documentée par Bill Murray, un historien de formation. Il s'intéresse à l'intolérance religieuse telle qu'elle s'est manifestée au cours du temps dans le cadre de la rivalité entre les deux grands clubs de Glasgow, et non dans la société écossaise dans son ensemble. Il développe la thèse d'une persistance, même atténuée, des manifestations d'intolérance à l'occasion des rencontres Celtic FC – Rangers FC.

D'un côté, la pluralité des positions participe à rendre le débat sensible et empêche un consensus clair de se dégager. D'un autre côté, cela pousse en faveur de la nécessité de mener une étude scientifique rigoureuse et bien étayée et documentée. Les travaux sur le sujet sont assez nombreux

Aborder la question de l'intolérance religieuse en Écosse soulève donc d'importantes questions méthodologiques. Le nombre et la complexité des paramètres à prendre en compte font de l'analyse de l'intolérance religieuse, telle qu'elle se manifeste qualitativement et quantitativement à travers la rivalité entre les deux grands clubs de Glasgow, un exercice réducteur, dans le sens où le « Old Firm » ne peut en aucune manière être considéré comme un condensé d'Écosse. C'est pourtant un raccourci souvent emprunté. Il est donc essentiel de garder à l'esprit que les conclusions d'une investigation sur l'intolérance religieuse telle qu'elle se manifeste dans le domaine du football à Glasgow ne peuvent être généralisées à l'ensemble de la société écossaise. L'objectif de démythification que nous nous sommes fixé vise à définir dans quelle mesure les manifestations de sectarisme religieux ont contribué à la création d'une certaine image de Glasgow et participent de son identité. Il nous semble que les comportements d'intolérance religieuse à Glasgow sont généralement perçus comme liés au football et à la violence de rue qui y est associée. Il s'agit donc d'essayer de définir la place réelle de la religion dans les relations entre football et violence à Glasgow.

Pour comprendre la réalité – et les mythes – du couple identité religieuse et violence à Glasgow dans le domaine du football, il est important d'en construire une vision sur le long terme. À travers les questions d'éducation, de discrimination à l'emploi et de militantisme protestant d'entre les deux guerres, nous analyserons la complexité des relations sociales et des enjeux de pouvoir entre les communautés et comment les deux grands clubs de Glasgow ont été créés et se sont conjointement développés en même temps que les processus de construction identitaire qui y sont liés¹. Nous verrons ensuite que les transformations importantes dans le monde du football qui se sont produites au cours des années quatre-vingt ont provoqué un changement radical, bien qu'elles aient

mais d'intérêt très variable. Il existe une littérature importante sur les relations entre les deux grands clubs glaswégiens. Il y est souvent question de représentations et/ ou d'anecdotes, davantage que d'études étayées par des faits objectifs. Les tentatives d'analyses côtoient des textes où le problème de la discrimination et du sectarisme est abordé à travers certains aspects de l'histoire du club (joueurs légendaires par exemple ou matchs et/ ou saisons mémorables), les problématiques d'identité, d'ethnicité, de mémoire et d'appartenance du supporter du Celtic FC. La mythologie générée autour de l'institution qu'est le Celtic FC y est par conséquent centrale. On pense notamment aux ouvrages dirigés ou écrits par Joseph M. Bradley : *Ethnic and Religious Identity in Modern Scotland: Culture, Politics and Football*, Aldershot, Avebury, 1995 ; *Celtic Minded*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2004 ; *Celtic Minded 2*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2006 ; *Celtic Minded 3*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2009.

¹ Daniel Burdsey and Robert Chappell, « 'And If You Know Your History.' An Examination of the Formation of Football Clubs in Scotland and their Role in the Construction of Social Identity », in *The Sports Historian*, Vol 21, n°1, pp. 94-106.

suscité de fortes résistances. Nous finirons par analyser le mythe de la violence associée aux matchs entre les deux clubs.

4.2. Discrimination, désavantage ou bigoterie ?

Au dix-neuvième siècle, les Irlandais émigrent en masse dans quasiment tous les pays anglophones du monde. L'Écosse n'est pas une destination très populaire puisque seuls 8% des émigrants irlandais vont s'y établir entre 1841 et 1921. L'immigration irlandaise y reste importante jusque dans les années vingt, les Irlandais constituant le groupe d'immigrants le plus important numériquement à s'installer en Écosse. Au dix-neuvième siècle, seule Liverpool accueille plus d'immigrants irlandais que Glasgow¹. Les immigrés irlandais s'installent principalement à Glasgow, dans les comtés industriels autour de Glasgow, à Dundee et dans les districts miniers du Lothian, attirés par les emplois générés par l'industrialisation. Ils y constituent alors d'importantes communautés. Toutefois, il ne s'agit pas d'une émigration uniforme et, en conséquence, les incidences de cette immigration sont différentes selon qu'il s'agit d'Irlandais catholiques ou d'Irlandais protestants.

4.2.1. Quelques repères chronologiques

Une première phase d'immigration irlandaise en Écosse se déroule au dix-huitième siècle jusqu'à la grande famine de 1841-1845. Elle prend vraiment son essor dans le premier quart du dix-neuvième siècle. Ainsi, en 1822, il y a 15 000 Irlandais catholiques à Glasgow². Cette première phase d'immigration irlandaise se caractérise par une assimilation rapide de la première et de la deuxième génération d'immigrants dans la société écossaise, au gré notamment des mariages avec des Écossais. La hiérarchie catholique en Écosse ne possède en effet pas de structures suffisantes (églises et écoles notamment) pour permettre l'établissement de communautés catholiques autonomes. L'assimilation n'en est que plus rapide. Les Irlandais participent grandement au succès de l'économie écossaise car ce sont eux qui occupent les emplois manuels, non-qualifiés et pénibles nécessaires au développement de la société urbaine et industrielle. Ils composent une importante armée de travailleurs itinérants qui participent aux grands chantiers tels que la construction de ponts, canaux, ports et lignes de chemin de fer. Les Irlandais sont souvent montrés du doigt lorsque le chômage monte et que les salaires diminuent. Il y a cependant peu d'opposition violente à leur égard de la part des Écossais jusqu'à la grande famine. Les incidents

¹ Tom Gallagher, *Glasgow, The Uneasy Peace*, Manchester, Manchester University Press, 1987, p. 14.

² *Ibid.*, p. 11.

opposent principalement les Irlandais catholiques aux Irlandais protestants. En fait, travailleurs écossais et irlandais ont des intérêts communs en tant qu'ouvriers et se retrouvent autour de la tradition radicale et syndicaliste écossaise. Ils joignent leurs efforts avant les années 1840 vers les objectifs politiques communs considérés comme les clés de l'amélioration sociale et économique¹.

Une deuxième phase se déroule entre la grande famine et le début du vingtième siècle. C'est la période pendant laquelle l'immigration irlandaise est la plus intense². Les immigrants viennent principalement du nord de l'Irlande, de l'Ulster, qui est moins touché par la famine que le reste de l'Irlande, dont les habitants ont massivement émigré vers Liverpool. Contrairement à la période précédente, cette période est marquée par des réactions violentes contre la présence d'Irlandais catholiques en Écosse. Le mouvement d'immigration atteint une intensité jamais vue en Écosse et concerne des Irlandais de plus en plus pauvres. En 1851, la population écossaise d'Irlandais nés en Irlande s'élève à 207 000. Elle est encore de 204 000 dix ans plus tard. Entre 1845 et 1854, les autorités écossaises renvoient 47 000 Irlandais en raison de leur extrême pauvreté. Toutefois, beaucoup restent et attirent une hostilité grandissante de la part des protestants à travers notamment le développement de périodiques anti-catholiques. Les conflits sectaires se localisent alors dans l'ouest de l'Écosse où ils sont en grande partie dus aux tensions entre immigrés irlandais protestants et catholiques³. Ces derniers sont volontaires pour faire de longues heures de travail et acceptent des salaires inférieurs à ceux des travailleurs écossais. Ils contribuent effectivement à la baisse des salaires. Les Irlandais protestants qui émigrent en Écosse sont les descendants des colons venus d'Écosse au dix-septième siècle pour coloniser l'Ulster et qui avaient conservé les liens avec leur terre d'origine. L'échec de la rébellion des *United Irishmen* en 1798, dans laquelle beaucoup d'entre eux avaient été impliqués, les pousse à émigrer en Écosse. La première phase d'industrialisation rapide de l'Écosse leur offre des opportunités économiques intéressantes, assorties d'une identité religieuse commune, d'une culture familière et d'une vie plus confortable qu'en Ulster. Ainsi, ils constituent un quart de l'émigration irlandaise dans les années 1830. Les immigrés irlandais protestants s'installent dans les districts d'extraction de charbon et de fer du Lanarkshire, dans les bassins d'extraction de charbon de l'ouest du Lothian et dans les

¹ T. M. Devine, *The Scottish Nation*, pp. 486-500.

² L'immigration irlandaise ralentit très fortement au moment de la Première Guerre mondiale et pendant la période de récession d'entre-les-deux-guerres pour cesser complètement à partir des années cinquante et soixante.

³ *Ibid.*, pp. 491-493.

chantiers navals de Glasgow (Govan, Partick et Whiteinch). Cette immigration irlandaise protestante baisse à partir de la fin du dix-neuvième siècle. L'émigration irlandaise devient alors majoritairement catholique¹.

4.2.2. Éducation : un système à deux voies

C'est la massification de l'immigration irlandaise catholique qui provoque le développement d'un système d'éducation parallèle et auto-suffisant. Il fonctionne grâce aux dons et à la capacité de l'Église à collecter de l'argent, sans pour autant pouvoir rivaliser avec le secteur public. Une communauté d'aide et de soutien prend son essor, créant des lieux où les jeunes catholiques peuvent se divertir ensemble. C'est à cette période que sont créés les clubs de football à identité explicitement irlandaise et catholique. Ce communautarisme est renforcé en 1908 par un décret papal qui décourage le mariage avec les protestants.

En 1872, l'Église catholique avait choisi de ne pas intégrer le système éducatif public créé par la loi et d'y rejoindre les trois Églises presbytériennes². L'*Education (Scotland) Act* de 1918 marque une étape décisive. Les écoles catholiques passent dans le giron public. En conséquence, elles sont allégées du fardeau considérable du financement des enseignants, de l'entretien des bâtiments et du paiement de la taxe sur l'éducation (*general educational rate*). Par ailleurs, l'Église catholique obtient trois concessions de taille. Les prêtres conservent un plein droit d'accès dans les écoles et l'éducation religieuse dispensée dans les écoles catholiques reste identique à ce qu'elle était avant la loi. En outre, l'Église catholique conserve la haute main sur le recrutement des enseignants qui doivent satisfaire aux critères de l'Église catholique en termes de religion et de moralité pour pouvoir enseigner dans des écoles catholiques. La dimension confessionnelle de l'enseignement est donc totalement préservée, créant ainsi une exception purement écossaise. Aux yeux des protestants les plus militants, il s'agit de « Rome on the Rates »³. Depuis lors existe en Écosse un système éducatif à deux voies, qui est souvent décrié comme un facteur déterminant de la perpétuation de l'intolérance religieuse dans la société écossaise. La loi sur l'éducation de 1945⁴ met en place la gratuité pour l'éducation primaire, secondaire et l'accès aux études supérieures. Cette démocratisation contribue grandement à l'émergence progressive d'une

¹ T.M. Devine, *The Scottish Nation*, pp. 500-507.

² Bruce *et al.*, *op. cit.*, p. 156.

³ Tom Gallagher, *op. cit.*, p. 42.

⁴ *Education (Scotland) Act*, 1945. Part I, section 11, paragraph 1.

catégorie de catholiques pour qui l'accès aux professions libérales et aux emplois qualifiés devient possible, ce qui facilite leur intégration complète dans la société écossaise¹.

4.2.3. Discrimination et emploi

Ethnicité et religion sont deux facteurs de division de la classe ouvrière dans le domaine de l'emploi. Il est évident que les premières générations d'Irlandais catholiques, de façon identique à tous les migrants pauvres de manière générale, sont désavantagées pour accéder aux emplois de l'industrie les mieux rémunérés en raison de leur manque de qualification, sans que cela ait grand-chose à voir avec des considérations religieuses. En conséquence, l'ascension dans l'échelle sociale est plus difficile et plus longue car il leur manque les ressources pour financer les études de leurs enfants².

Des ouvriers irlandais, protestants, en provenance de Belfast viennent travailler sur les chantiers navals de la Clyde à partir des années 1860. Ils occupent des emplois qualifiés et ne suscitent pas d'animosité raciale ou religieuse. Leur appartenance à la religion dominante ne les pousse pas à développer une identité de groupe séparée. Leur assimilation dans la société écossaise n'en est que facilitée. Ils sont recrutés directement par des annonces qui paraissent dans les journaux de Belfast et arrivent donc en Écosse avec un emploi qualifié dans les aciéries ou les mines du Lanarkshire ou d'Ayrhire. Ils remplacent les nombreux Écossais qualifiés qui choisissent d'émigrer. À Coatbridge, les emplois qualifiés des aciéries étaient monopolisés par des ouvriers protestants écossais ou irlandais. La section locale de l'ASE³ se réunissait dans le *Orange Hall* et n'a eu aucun membre catholique jusqu'en 1931.

La discrimination à l'embauche pour les immigrés catholiques irlandais débute dès les années 1850-1860 et reste prégnante jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les Irlandais catholiques dans les zones industrielles du centre-ouest de l'Écosse sont des citoyens et des travailleurs de seconde zone qui doivent se contenter des emplois non-qualifiés. Il est quasiment impossible pour un catholique de devenir apprenti chez les ouvriers qualifiés, notamment sur les chantiers navals de la Clyde. Or, il faut servir un long apprentissage, dont l'entrée se fait en accord avec les syndicats et en consultation avec les chefs d'équipe, tous protestants, pour obtenir un emploi qualifié. Étant exclus de l'apprentissage, les jeunes

¹ T.M. Devine, *The Scottish Nation*, pp. 496-497; Bruce *et al.*, *op. cit.*, pp. 71-73.

² Bruce *et al.*, *op. cit.*, p. 156. Jusque dans les années soixante, les établissements catholiques ont de moins bons résultats que les autres car leurs élèves sont issus de milieux sociaux plus modestes.

³ *Amalgamated Society of Engineers* – syndicat d'ouvriers qualifiés.

irlandais catholiques sont également exclus des meilleurs emplois, ce qui leur interdit toute perspective d'ascension sociale¹.

Dans le secteur de la construction navale, la discrimination à l'égard des Irlandais catholiques est très prononcée là où l'ordre d'Orange est le plus influent. Ce dernier se développe à partir des années 1870 sous l'impulsion des immigrants protestants d'Ulster. En 1900, il compte 25 000 adhérents, dont 8 000 à Glasgow. Des loges orangistes s'établissent au tournant du siècle dans le secteur des chantiers navals de Govan, Partick et Whiteinch à Glasgow, puis à Greenock, Clydebank et Port Glasgow. A Clydebank, la loge orangiste est construite en face du chantier naval *John Brown's*, le plus important de la région. En 1914, Glasgow concentre plus d'un quart des quatre cents sections britanniques. Partick et Springburn sont les deux bastions les plus virulents de l'orangisme glaswégien².

Dans la construction mécanique, c'est la franc-maçonnerie qui joue un rôle prépondérant dans le maintien de la discrimination envers les catholiques. Dans son autobiographie, le militant communiste Harry McShane, qui devient apprenti en 1907 chez Howden's, décrit son influence et les liens forts entre franc-maçonnerie et conservatisme politique, au profit évident du maintien de la position dominante des protestants. Franc-maçonnerie, conservatisme politique et protestantisme sont donc les trois piliers de la discrimination contre les catholiques dans les ateliers. Cette discrimination s'exerce également à l'encontre des socialistes :

Il y avait également quelques apprentis catholiques, ce qui était tout aussi inhabituel – il était difficile pour un catholique d'obtenir un apprentissage dans l'industrie mécanique. [...] Il y avait environ trente apprentis en tout, et notre petit groupe de socialistes radicaux développait sans cesse sa propagande. Mais c'était difficile parce que, hormis les catholiques, des garçons des classes moyennes qui avaient commencé leur apprentissage directement après le lycée constituaient un tiers des apprentis. Ils étaient là pour l'expérience et pour pouvoir dire plus tard qu'ils avaient fait cinq ans d'apprentissage. Ils n'avaient pas la moindre intention de travailler comme ouvriers. Ils voulaient des emplois de contremaître et certains d'entre eux sont devenus plus tard directeurs. Le meneur de ce groupe était un garçon qui s'appelait Allan Paton et qui venait de Hutchison School, un vrai conservateur bigot. Howden's attirait les jeunes conservateurs de ce genre parce que l'usine était dominée par les francs-maçons. Même un des délégués d'atelier était très impliqué dans la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie était très présente dans beaucoup d'usines de l'industrie mécanique, particulièrement chez les contremaîtres et les directeurs. Ils constituaient une coterie fermée avec son propre code de l'honneur et ses réunions secrètes. Ils étaient tous conservateurs et anti-catholiques. À Glasgow, la franc-maçonnerie était probablement plus puissante que l'Ordre d'Orange. L'Ordre d'Orange attirait les protestants d'extraction nord-irlandaise, en particulier dans les chantiers navals. La franc-

¹ W. W. Knox, *op. cit.*, p. 142.

² *Ibid.*, p. 142.

maçonnerie était plus répandue chez les ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique. Tous les francs-maçons étaient conservateurs parce qu'ils croyaient à leur droit d'être des ouvriers privilégiés et méprisaient les Irlandais et les ouvriers. Quand je travaillais chez Weir's, on m'a approché pour devenir franc-maçon : je suis sûr qu'ils n'avaient pas réalisé que j'étais catholique ! Les francs-maçons étaient fréquemment syndiqués, membres du syndicat unifié des ouvriers qualifiés, et ils faisaient partie de ceux qui payaient le mieux mais ils n'étaient pas du tout militants. Ils échappaient au chômage parce qu'ils étaient bien vus par la direction, alors que les socialistes radicaux étaient toujours les premiers à être remerciés.¹

S'il est certain que les Irlandais catholiques ont souffert de discrimination à l'embauche, il n'y a pour autant pas de preuves de discrimination à grande échelle ou systématique et peu de preuves de l'exclusion des catholiques de secteurs entiers de l'emploi². Il est indéniable qu'ils eurent à subir l'hostilité et la bigoterie de la part de ceux dont ils menaçaient l'emploi, sans que cela soit un facteur déterminant en ce qui concerne leur situation économique car les élites dirigeantes ne partageaient pas les convictions sectaires ou conféraient davantage d'importance à l'harmonie sociale. Bruce *et al* n'hésitent pas à affirmer que les catholiques étaient exclus des positions dominantes de la même façon que la très vaste majorité des non-catholiques dans la mesure où positions dominantes et réseaux se transmettent par filiation, excluant mécaniquement le plus grand nombre.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les changements économiques et sociaux remettent progressivement en cause les discriminations du passé : l'érosion de la

¹ Harry McShane, *No Mean Fighter*, London, Pluto Press, 1978, p. 19 : « There were also quite a few catholic apprentices, which was just as unusual – it was difficult for a catholic to become apprenticed to engineering. [...] There were about thirty apprentices in all, and our little group of socialists were constantly arguing our propaganda. But it was difficult because, apart from the catholics, a third of the apprentices were middle-class boys who had come into engineering straight from secondary school. They were put in for the experience and to be able to say later that they had served five years in engineering. They had no intention of working at the tools; they wanted supervisory jobs, and some became managers later on. The leader of this group was a boy called Allan Paton who came from Hutchinson School, a real bigoted Tory. Howden's attracted young Tories of that sort because it was dominated by the freemasons; even one of the shop stewards was up to his neck in freemasonry. Many engineering places had a strong freemason element in them, particularly among the foremen and managers. They were a closed clique with their own code of honour and their own secret meetings; they were all Tories and anti-catholic. Freemasonry was probably stronger in Glasgow than the Orange Order. The Orange Order attracted protestants of Northern Irish extraction, specially in the shipyards; freemasonry was more common among skilled engineers. All the freemasons were Tories because they believed on their right to be privileged workers and had great disdain for the Irish and the labourers. When I worked at Weir's I was approached to become a freemason: I am sure they hadn't realised I was an ex-catholic! The freemasons were often members of the union, the Amalgamated Society of Engineers, and were among the best payers, but they weren't at all militant. They escaped unemployment because they were in with the management, whereas the socialists were always the first to be paid off. »

² Bruce *et al*, *op. cit.*, pp. 156-157 : « We are not asserting that Catholics never suffered discrimination. There is no doubt that some factories in some places practiced a preferential hiring policy that gave advantages to non-Catholics. Informal recruitment in small units will always permit nepotism. However, the historical record contains little good evidence of large-scale exclusion. »

discrimination à l'embauche (facilitée par le déclin des entreprises familiales), la perspective de meilleures carrières dans la fonction publique et l'avènement de l'État providence, qui retire peu à peu à l'Église son rôle de soutien social, permettent une meilleure assimilation des Irlando-Écossais dans la société. Murray note ainsi que les discriminations sérieuses à l'encontre de la communauté catholique irlandaise s'estompent dans les années soixante¹. Le déclin de l'industrie lourde et les changements de résidence conduisent à la disparition progressive des communautés ouvrières qui avaient contribué au développement et au maintien des traditions et des loyautés sectaires. Les capitaux étrangers sont imperméables aux pratiques de discrimination à l'embauche sur des critères religieux². Les différences de classe sociale entre catholiques et protestants s'estompent progressivement pour finir par disparaître presque complètement. T. M. Devine parle d'une révolution silencieuse³. Des récentes recherches montrent pourtant clairement que la discrimination à l'emploi à l'encontre des catholiques est loin d'être de l'histoire ancienne à Glasgow⁴.

Il faut donc en conclure que la bigoterie sur le lieu de travail et la discrimination à l'embauche sont deux types de comportement dont la réalité est indéniable. Toutefois, ils ne suffisent pas à expliquer la difficulté qu'ont les Irlandais catholiques à gravir l'échelle sociale. Comme pour d'autres populations migrantes pauvres, l'absence de capital et de qualification sont deux facteurs déterminants. Par ailleurs, comme nous allons le voir, il ne s'établit pas en Écosse, contrairement à l'Irlande du Nord, de système de discrimination systématique porté par les élites et la classe politique, ce qui permettra aux Irlandais catholiques de parvenir à un niveau de parité avec les protestants et le reste de la population (à l'exception des populations migrantes pauvres dont l'arrivée en Écosse est récente) en termes d'opportunité et de réussite sociales⁵.

4.2.4. Le militantisme protestant

La période entre les deux guerres donne du grain à moudre aux thèses extrémistes et contribue de fait à exacerber les tensions entre les deux communautés. Ce regain de suspicion et d'hostilité est peut-être la plus intense période d'intolérance religieuse que

¹ Bill Murray, *Boys, Beggars and Bigotry. The Old Firm in the New Age*, p. 190.

² W. W. Knox, *op. cit.*, p. 257.

³ T. M. Devine, « Then and Now: Catholics in Scottish society, 1950 – 2000 », in T.M. Devine (ed.), *op. cit.*, p. 262 : « Indeed, a silent revolution has taken place. Overt discrimination of the kind endemic in the older industries disintegrated with their speedy demise. »

⁴ Patricia Walls and Rory Williams, « Sectarianism at work: accounts of employment discrimination against Irish Catholics in Scotland », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 26, n°4, July 2003, pp. 632–662.

⁵ Bruce *et al.*, *op. cit.*, p. 155.

connaît l'Écosse depuis le dix-septième siècle¹. À cette époque pourtant, l'immigration irlandaise s'est effondrée à cause de la baisse d'activité de l'industrie écossaise. Le contexte social et politique de l'époque est prépondérant et, selon Michael Rosie, prime sur les conflits religieux dans le sens où il constitue un tableau général propice à l'exacerbation d'un conflit religieux. Les lourdes pertes de la Première Guerre mondiale, la dépression, le chômage massif, l'impérialisme britannique mis à mal en Irlande et la forte hausse de l'émigration écossaise contribuent à alimenter un profond sentiment d'insécurité nationale qui fait des Irlando-Écossais, que beaucoup considèrent comme des étrangers en race et religion, les boucs émissaires des calamités de l'Écosse². Il faut y ajouter le développement du vote travailliste, le suffrage universel et la radicalité de la politique qui génère un nombre élevé de grèves, l'inexorable montée vers la Deuxième Guerre mondiale, le développement des loisirs de masse et des distractions populaires, la pauvreté de l'Eglise – ce que Rosie appelle « les grandes caractéristiques de l'époque »³. À Glasgow et à Édimbourg, pendant les années trente, les conflits se développent entre les deux communautés qui sont obligées de coexister mais vivent en marge l'une de l'autre. Murray n'hésite pas à parler « d'apartheid culturel »⁴. Les sentiments anti-catholiques et anti-irlandais s'expriment à cette époque de plusieurs manières et s'inscrivent dans un contexte de dérive xénophobe d'une partie de l'élite écossaise.

L'ordre d'Orange annonce en 1921 la création du parti orangiste protestant⁵ pour notamment signifier sa scission d'avec les Unionistes écossais qui avaient approuvé la création de l'État libre d'Irlande. Le parti orangiste protestant présente deux candidats à l'élection au conseil de l'éducation du Lanarkshire de 1922. Ce sont les deux seuls candidats à ne pas être élus. À l'élection parlementaire de 1922, Hugh Ferguson, candidat soutenu par le parti orangiste protestant, arrive second. Le siège est remporté par le parti travailliste. En 1923, Ferguson est élu à Motherwell à sa troisième tentative mais perd son siège en 1924 au profit d'un candidat travailliste. Il exerce un mandat de trois ans (1925-28) au conseil de

¹ *Ibid.*, p. 498. Michael Rosie, *op. cit.*, p. 6.

² T. M. Devine, *The Scottish Nation*, pp. 498-500. Michael Rosie, *op. cit.*, p. 6.

³ Michael Rosie, *op. cit.*, p. 6 : « the defining features of the period »; « Religious conflicts may have mapped on to these transformations, and may have been provoked by them, but they rarely influenced them. Religious conflict was not the defining character of inter-war Scotland – rather, it was an outcome of other, secular and profane, processes. »

⁴ Bill Murray, *op. cit.*, 1984, p. 96 : « In fact, relations between the two religious communities at the turn of the century amounted to a virtual state of apartheid; and the Old Firm, far from reflecting reality merely at the 'lower level of industrial employment' was the cultural expression of divisions that ran right through the two communities. »

⁵ *Orange and Protestant Party*.

l'éducation du Lanarkshire¹. Le parti orangiste protestant s'éteint avec l'éviction de Ferguson de la chambre des Communes².

Pendant les années vingt et trente, l'Église d'Écosse se distingue par ce que l'on peut qualifier de dérive xénophobe qui apporte une caution morale aux sentiments anti-catholiques et anti-irlandais qui ont cours pendant toute la période. Elle publie un pamphlet intitulé *The Menace of the Irish Race to Our Scottish Nationality*³, ce qui amène Stewart J. Brown à affirmer que « la campagne nationale de l'Église contre la communauté irlando-écossaise menée depuis 1922 avait clairement contribué à créer une atmosphère de violence en rendant respectable racisme et intolérance religieuse »⁴. L'objectif de l'Église d'Écosse est d'utiliser les Irlandais en provenance de l'État libre d'Irlande comme bouc-émissaires afin de réaffirmer son autorité sociale et politique, en recourant à la prétendue respectabilité de l'argument scientifique de la race et en oblitérant l'argument religieux. Les gouvernements successifs prêtent peu d'attention à, voire ignorent complètement, cette campagne menée par le révérend John White. L'argument démographique de l'invasion irlandaise ne tient pas. Le recensement de 1931 montre clairement que le nombre d'Irlandais nés en Irlande et résidant en Écosse a décliné de façon importante pendant les années vingt. Par ailleurs, une majorité d'Irlandais sont nés en Irlande du Nord, qui fait toujours partie du Royaume. Au milieu des années trente, la campagne perd une grande partie de sa crédibilité et a du plomb dans l'aile. Elle n'a pas le soutien des journaux de qualité de Glasgow (*The Glasgow Herald*) et d'Édimbourg (*The Scotsman*), des syndicats, des hauts fonctionnaires, des responsables unionistes influents, de la bourgeoisie et de l'aristocratie, des intellectuels (à l'exception de George Malcolm Thompson et Andrew Dewar Gibb) et des hauts responsables de l'Église d'Écosse, même si l'Assemblée Générale de l'Église d'Écosse approuve une position anti-catholique. Seule une frange protestante militante et minoritaire s'y retrouve. En 1935, elle s'éteint. Ses instigateurs n'ont obtenu ni la restriction de l'immigration en provenance de l'État libre d'Irlande, ni l'abrogation de l'*Education (Scotland) Act* de 1918⁵. L'aristocratie et les responsables des principales Églises protestantes ne soutiennent pas l'ordre d'Orange. L'association entre politiciens écossais et l'ordre

¹ *Lanarkshire Education Authority*.

² Bruce *et al.*, *op. cit.*, pp. 39-41.

³ Church and Nation committee of the Church of Scotland, *The Menace of the Irish Race to Our Scottish Nationality*, Glasgow, W. Bishop, 1923.

⁴ Cité dans T. M. Devine, *op. cit.*, p. 499 : « the national Church campaign against the Scoto-Irish community since 1922 had clearly contributed to the mood of violence, giving an aura of respectability to racism and sectarianism ».

⁵ Steve Bruce *et al.*, *op. cit.*, pp. 36-60.

d'Orange est très marginale. Aucun politicien n'y a été associé depuis les années trente. Du côté de l'Église presbytérienne, seuls quatre responsables y ont été associés depuis les années quarante, dont seulement deux responsables de l'Église d'Écosse avec des rôles mineurs dans la hiérarchie de l'Église¹.

Au niveau politique, deux partis anti-catholiques obtiennent une certaine audience : la *Scottish Protestant League* d'Alexander Ratcliffe (fondée à Édimbourg en 1920) et *Protestant Action* de John Cormack, fondée en 1933 également à Édimbourg. Pendant une courte période au cours des années trente, ils enregistrent un certain succès populaire et parviennent à mobiliser ponctuellement des foules assez importantes contre les catholiques, qui manifestent de façon plutôt confuse et désordonnée, provoquant ici et là quelques échauffourées². Échaudé par l'omniprésence des Modérés à Édimbourg, Ratcliff (1888-1947) fait preuve d'opportunisme politique et s'installe à Glasgow en 1930 où la situation politique est plus favorable. Les divisions de l'opposition travailliste et des Modérés discrédités par leur gestion lui permettent d'être élu au conseil municipal à sa première tentative dès 1931. La SPL obtient jusqu'à neuf sièges au conseil municipal de Glasgow au cours des années trente mais la ligne anti-catholique de Ratcliff n'est pas toujours claire et cohérente. Elle tient en trois mots : « Kick the Pope »³. Il n'est pas de taille à lutter contre une communauté catholique numériquement importante et très bien organisée. Sa personnalité difficile se charge de faire rapidement le vide autour de lui et son mouvement perd de l'influence dès 1934⁴. À l'élection municipale de 1937, il n'est pas élu et disparaît de la scène politique⁵.

Le champ d'action de *Protestant Action* reste circonscrit à Édimbourg. Le programme politique de John Cormack (1894-1978) est un peu plus épais que celui d'Alexander Ratcliff, bien que très simpliste. Il prône le retrait du droit de vote aux catholiques et leur expulsion d'Écosse. Il veut bannir les catholiques des emplois publics et leur interdire l'usage des salles municipales s'il obtient une majorité de gestion de la ville d'Édimbourg. Il est élu au conseil municipal d'Édimbourg pour la première fois en 1934. De la même manière que Ratcliff, Cormack éprouve de grandes difficultés à maintenir la discipline au

¹ *Ibid.*, pp. 160-161.

² *Ibid.*, p. 54.

³ Il s'agit de la version euphémisée de « Fuck the Pope! ».

⁴ « He could not inspire loyalty because of his quirky personality. One by one he fell out with his collaborators until he was left only with members of his immediate family or those few willing to suspend their critical faculties and offer total obedience to somebody who regarded himself as the sole repository of protestant truth », Tom Gallagher, *op. cit.*, p. 156.

⁵ Tom Gallagher, *op. cit.*, pp. 150-157.

sein de son groupe d'élus au conseil municipal d'Édimbourg. L'opposition à l'Église catholique est un bien mince facteur d'unité. En 1937, il dissout le comité exécutif de *Protestant Action* et en assume la direction de façon dictatoriale. Il n'est pas élu en 1937 mais retrouve un siège au conseil municipal d'Édimbourg en 1938 qu'il conserve jusqu'à sa retraite en 1962. Pour autant, son mouvement périclité¹.

Ces deux partis politiques protestants ont donc un parcours météorique dans le paysage politique écossais qui prouve l'existence d'une antipathie à l'égard des catholiques en général et des catholiques irlandais en particulier chez une certaine frange de la population écossaise. D'un autre côté, leur durée de vie limitée montre que l'antipathie n'était pas profonde et qu'elle était le fait d'une partie limitée de la population. En conséquence, cela ne constituait pas un terreau suffisant qui permette le développement d'un militantisme protestant autre que localisé et éphémère. Si Cormack et Ratcliff ne parviennent pas à se ménager un destin politique national, c'est parce que les électeurs ont compris qu'ils seraient inutiles. Quand l'anti-catholicisme et les sentiments anti-irlandais sont mobilisés par opportunisme politique, ils ne forment pas une plateforme idéologique porteuse². Au bout du compte, au niveau politique, l'anti-catholicisme s'est avéré complètement inefficace et stérile³. Au lieu de cela, un mouvement travailliste non-confessionnel s'est développé autour des intérêts économiques communs des ouvriers catholiques et non-catholiques⁴.

4.3. Football et identité religieuse

Pendant la période 1880-1914, les rivalités entre les communautés catholique et protestante se déclinent logiquement dans le domaine de la consommation de loisirs. Le domaine le plus évident est le football, qui devient un loisir de masse au tournant du siècle. Les manifestations de sectarisme religieux dans le football se retrouvent non seulement à Glasgow, mais aussi à Édimbourg (*Hibernians* - catholique/ *Hearts of Midlothian* - protestant) et à Dundee (*Dundee United* - catholique/ *Dundee FC* – protestant). Aberdeen est épargnée car la communauté irlandaise y est toute petite et il n'y a qu'un seul club professionnel de football.

¹ *Ibid.*, pp. 158-166.

² Bruce *et al.*, *op. cit.*, p. 56.

³ *Ibid.*, p. 158 : « A militant Protestant was always going to be politically impotent. Anti-Catholicism was a losing hand. »

⁴ *Ibid.*, p. 161.

Entre les deux guerres, les tensions religieuses se cristallisent progressivement autour de la rivalité entre les deux plus grands clubs. Ces dernières se développent elles-mêmes sur un terreau de difficultés socio-économiques qui, nous l'avons vu, permettent l'émergence d'un anti-catholicisme assez virulent, bien que stérile et concentré dans le temps.

Selon Willie Maley, entraîneur du Celtic F.C. entre 1897 et 1940, les rivalités sectaires entre les deux clubs et la politique d'exclusivité protestante dans les recrutements au Rangers F.C. commencent avec l'arrivée du chantier naval Harland & Wolf de Belfast pour s'établir sur la Clyde en 1912¹. Ce gigantesque chantier naval avait la réputation de n'engager que des protestants et d'avoir encouragé l'éviction des ouvriers catholiques. Cette réputation attira de nombreux ouvriers orangistes à Govan², ce qui contribua à y conforter une communauté déjà numériquement importante. Les chantiers navals avaient toujours été un bastion de protestantisme, poussé à l'extrême par *Harland & Wolf*. D'après Murray, cette arrivée ne fait qu'accélérer une dynamique qui avait déjà été enclenchée³.

Les valeurs véhiculées par les deux clubs apparaissent rapidement être diamétralement opposées. Le Celtic F.C. symbolise l'immigrant irlandais opprimé (souvent animé par un sentiment de persécution), le 'Celtic spirit' ainsi que le sentiment d'être le club populaire (« the people's club ») de la ville alors que le Rangers F.C. est le club représentant les traditions et les Écossais bien établis, le tout accompagné d'une légère touche d'arrogance. Si le Celtic F.C. est considéré comme rebelle, insouciant, ouvert et tolérant, impliqué dans les affaires irlandaises et proche des idées travaillistes, le Rangers F.C. renvoie l'image d'un club au protestantisme digne, voire austère, conservateur et unioniste, dont l'encadrement exhibe de façon agressive ses liens avec l'ordre d'Orange, de façon plus subtile ceux avec la franc-maçonnerie. L'avènement du football global dans les années quatre-vingt, la sécularisation croissante de la société et le renouvellement des générations de supporters vont progressivement réduire l'influence de ces deux organisations et saper les fondements religieux et culturels de l'antagonisme entre les deux clubs. Pourtant, le silence des Rangers sur ce sujet contribue pendant longtemps à perpétuer les préjugés et les stéréotypes⁴.

¹ Graham Walker, « There's no team like the Glasgow Rangers », in Graham Walker and Tom Gallagher (eds.), *Sermons and Battle Hymns. Protestant Popular Culture in Modern Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 140.

² C'est d'ailleurs à Govan que se trouve le stade du Rangers F.C., Ibrox Park.

³ Bill Murray, *op. cit.*, 1984, pp. 84-85.

⁴ Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 164. « By the 1980s much of this was a hangover from the past, but the club itself [Rangers F.C.], with its belief that silence was the best policy in the face of its critics,

L'histoire de la fondation des deux clubs est bien documentée. Nous nous contenterons donc ici de rappeler brièvement les traits saillants des liens entre football et identité religieuse dans le processus de construction de chacun des deux grands clubs de Glasgow¹.

4.3.1. Deux communautés, deux identités, deux clubs

4.3.1.1. Le Celtic Football and Athletic Club

Le Celtic FC est fondé en janvier 1888 dans l'*East End* de Glasgow par le frère mariste Walfrid pour la communauté irlandaise catholique de cette partie de la ville. Dans l'avis annonçant la création du club, les fondations religieuses sont évidentes. Les membres fondateurs appartiennent à la hiérarchie catholique de la ville et de l'*East End*². L'objectif est de créer une structure caritative pour venir en aide aux catholiques nécessiteux (et notamment les enfants). Il s'agit aussi de proposer aux jeunes catholiques une structure leur permettant de s'amuser entre eux, leur évitant ainsi des contacts avec les protestants et le protestantisme. Au-delà de la dimension caritative, il y a donc bien une volonté communautariste derrière la création du club. Tout au long de son histoire, le club a entretenu des liens étroits avec le clergé catholique, qui lui a toujours assuré son soutien.

Les origines irlandaises du club sont encore plus évidentes que ses origines religieuses. Son emblème est le trèfle et le maillot est vert et blanc. Au début de son existence, et jusqu'à la création de l'État libre d'Irlande, le club est étroitement associé au

did not help to remove the more negative aspects of its reputation. »

¹ Nous nous appuyons principalement sur les travaux de l'historien Bill Murray qui font autorité en matière d'histoire de la rivalité entre le Celtic F.C. et le Rangers F.C. Son ouvrage *The Old Firm, Sectarianism, Sport and Society in Scotland* (Edinburgh, John Donald, 1984) fut un ouvrage précurseur et reste une référence, bien qu'il soit relativement ancien. Il couvre la période allant de la formation des deux clubs au début des années quatre-vingt. Il est plus utile que les nombreux ouvrages sur chacun des deux clubs dont l'immense majorité ne traite pas de la rivalité entre les deux clubs sous l'angle de l'identité religieuse et des conflits qu'elle a générés. Voir également Bill Murray, *Boys, Bears and Bigotry, The Old Firm in the New Age*, Edinburgh, Mainstream, 2003. Cet ouvrage consiste en une édition revue et augmentée de l'ouvrage de 1984, qui analyse les changements qui apparaissent à partir des années quatre-vingt.

² L'avis de création du Celtic Football and Athletic Club est reproduit dans Bill Murray, *op. cit.*, 1984, pp. 60-61. On peut y lire les intentions suivantes : « The main object of the Club is to supply the *East End* conferences of the St Vincent De Paul Society with funds for the maintenance of the « Dinner Tables » of our needy children in the Missions of St Mary's, Sacred Heart, and St Michael's. Many cases are left unaided through lack of means. [...] We are fully aware that the « elite » of football players belong to this City and suburbs, and we know that from there we can select a team which will be able to do credit to the Catholics of the West of Scotland as the Hibernians have been doing in the East. Again there is also the desire to have a large recreation ground where our Catholic young men will be able to enjoy the various sports which will build them up physically [...] »

mouvement pour l'autonomie de l'Irlande, la *Irish Home Rule*, ce qui n'a rien d'étonnant dans la mesure où l'identité du club était très clairement irlandaise et que les immigrés irlandais étaient majoritairement sensibles à cette question¹. Le sentiment d'appartenance à la communauté irlandaise se traduit au niveau politique par la fondation du mouvement pour l'autonomie de l'Irlande en 1870, qui réclame l'abrogation de l'Acte d'Union de 1800 entre l'Irlande et la Grande-Bretagne et la création d'un Parlement à Dublin. Des sections locales de ce mouvement naissent dans les districts urbains industrialisés, là où se sont concentrées les communautés irlandaises. Ce sentiment d'appartenance nationale atteint son apogée vers 1900, alors que l'immigration irlandaise a beaucoup diminué et que beaucoup d'Irlandais des deuxième, troisième et quatrième générations ne sont jamais allés en Irlande. Du point de vue électoral, cela se traduit par un soutien aux Libéraux, qui sont en faveur de l'autonomie de l'Irlande.

Cette allégeance va progressivement s'estomper au profit des partis ouvriers après la Première Guerre mondiale (ILP et parti travailliste) quand il apparaîtra que les Libéraux n'arriveront pas à mettre en place l'autonomie de l'Irlande. Après la Première Guerre mondiale, les partis ouvriers apparaissent comme le meilleur espoir d'amélioration et de justice sociale pour les immigrés irlandais et leurs descendants. L'influence de John Wheatley (1869-1930), fondateur de la *Catholic Socialist Society* et ministre du logement du premier gouvernement travailliste britannique, est en ce sens déterminante. La création de l'État libre d'Irlande en 1922 va aussi modifier les tenants et les aboutissants de la cause irlandaise et de ses soutiens écossais.

L'engagement du Celtic F.C. se manifestait de manière plus discrète que dans le club homologue d'Édimbourg qui ne dissimulait pas ses positions religieuses et politiques. Quand les Hibernians ramènent la coupe d'Écosse sur la côte est, ils sont fêtés dans l'*East End* de Glasgow et accueillis triomphalement à Édimbourg où une banderole juchée sur une voiture à cheval saluait les vainqueurs et priait que « Dieu sauve l'Irlande ». Moins ouvertement affichés, les engagements politiques du Celtic F.C. n'étaient pourtant pas moins réels. Aux côtés de l'archevêque de Glasgow, le premier patron du Celtic F.C. fut Michael Davitt, un ancien membre du Sinn Féin et le fondateur de la ligue nationale (1879). Figure charismatique et populaire, il planta la première motte d'« authentiques trèfles irlandais » au nouveau Celtic Park en 1892².

¹ *Ibid.*, pp. 66 -75.

² Bill Murray, « Celtic et Rangers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 103, n°1, 1994, p. 45.

Dirigeants du club et joueurs en vue participent régulièrement à des manifestations en faveur de la cause nationaliste. Deux dirigeants emblématiques du club sont remarquables dans leur engagement pour la cause irlandaise. Il y a d'abord John Glass « dont les efforts infatigables pour fonder le club, puis le consolider, furent reconnus à juste titre par le Celtic F.C. qui lui accorda gratuitement trois cents actions. À sa mort en 1906, sa nécrologie figura dans les pages politiques car il avait animé toute sa vie un grand nombre d'associations dévouées à la cause irlandaise¹. Tom White, qui préside le club entre 1914 et 1947, « n'a jamais faibli dans sa croyance que le Celtic avait été fondé pour pourvoir aux besoins des Irlandais de l'ouest de l'Écosse »².

Le dévouement du Celtic F.C. et de ses supporters à la cause générale d'une Irlande libre fait intégralement partie de l'histoire du club. Si, en Irlande, les Irlandais étaient opprimés par les Anglais, ceux d'Écosse souffraient de l'arrogance, voire de la bigoterie des Écossais. Les sentiments provoqués par cette domination les réunissaient au sein d'une communauté où la religion et le nationalisme permettaient d'oublier les difficultés économiques et les différences de classes. Le Celtic F.C., à cette époque, remplissait de fierté les individus d'une communauté très solidaire. Le club a fait son entrée dans la vie sportive au moment même où de nombreux catholiques commençaient à réussir dans la société écossaise, que ce soit dans les affaires, au sein des professions libérales ou dans la vie politique locale. Chaque victoire était un point marqué contre les détracteurs, chaque coupe ou drapeau remporté une gifle contre l'*establishment* écossais³.

Bien que jamais exclusivement catholique, le Celtic F.C. reste un club proche de la communauté catholique. Historiquement, le club a toujours fait jouer des joueurs protestants. Toutefois, seuls des catholiques peuvent appartenir à son équipe dirigeante. Certains entraîneurs étaient également protestants. Le cas le plus célèbre est celui de Jock Stein (1922-1985), quatrième entraîneur du club depuis sa création et premier entraîneur protestant. À l'exception de Willie Maley (1868-1958) qui a gagné trente titres au cours de sa carrière d'entraîneur au club, mais sur une période beaucoup plus longue, Jock Stein est l'entraîneur qui a connu le plus de succès avec le club : sous sa direction, le Celtic F.C. a notamment été le premier club britannique à remporter une coupe d'Europe (en 1967, à

¹ *Ibid.*, p. 46.

² Bill Murray, *op. cit.*, 1984, p. 60 : « never wavered in his belief that Celtic were founded to cater for the Irish people in the West of Scotland. »

³ Bill Murray, *op. cit.*, 1994, p. 46.

Lisbonne). Il a aussi emmené le club à neuf championnats d'Écosse consécutifs entre 1966 et 1974¹.

Joseph Bradley montre qu'il continue d'exister un profond sentiment d'appartenance/ d'identité irlandaise en Écosse qui se cristallise autour de l'allégeance d'un grand nombre d'Écossais d'origine irlandaise de deuxième et troisième génération, voire au-delà, au Celtic FC². Le club apparaît être la pierre angulaire du processus de construction communautaire, basé sur un sens de l'histoire, de l'héritage culturel et du catholicisme et éventuellement du fait qu'un individu de descendance irlandaise né sur le sol écossais rejette sa scotticité³. Selon Bradley, ce communautarisme créé autour du Celtic FC constitue un frein à l'assimilation des descendants des immigrants irlandais. Cette identification autour de l'image du club n'a été rendue possible que par ses succès sur le terrain. C'est un phénomène unique au Royaume-Uni, avec une résonance internationale qui ne trouve pas d'égal dans les autres clubs à coloration irlandaise au Royaume-Uni (*Everton* à Liverpool, *Hibernians* à Édimbourg – ces derniers ne peuvent d'ailleurs se prévaloir d'une réussite sportive aussi importante que celle du Celtic) Le Celtic a un rôle symbolique social et culturel fondamental pour beaucoup d'individus de la diaspora irlandaise en Écosse. Les entretiens réalisés par Bradley pour les besoins de son étude montrent par ailleurs la permanence d'une discrimination sociale basée sur l'identité irlandaise en tant qu'elle se manifeste par le fait d'être supporter du Celtic. Il en résulte pour beaucoup la nécessité de ne pas rendre publique leur *Irishness*, y compris et surtout en tant que supporters du Celtic F.C.

4.3.1.2. Le Rangers Football Club

L'autre grand club de la ville est le Rangers F.C. C'est le premier club à mettre fin aux premiers succès du Celtic F.C. Le Rangers F.C. est fondé en 1872 et parvient assez rapidement à contester la suprématie des grands clubs de l'époque (Vale of Leven, Dumbarton, Renton et Queen's Park). Quand le Celtic F.C. est fondé en 1888, les Rangers sont plutôt au creux de la vague en termes de résultats. Le Celtic F.C. enchaîne les succès. En 1893-1894 cependant, le Celtic F.C. est battu quatre fois par le Rangers F.C. Les

¹ Willie Maley a entraîné le Celtic F.C. entre 1897 et 1940 tandis que Jock Stein l'a dirigé entre 1965 et 1978 et a remporté 25 titres. Un stand de Celtic Park porte le nom de Jock Stein et une statue à son effigie a été inaugurée devant le stade le 5 mars 2011. Il a été élu par les supporters du club comme le plus grand entraîneur de l'histoire du club. Il a aussi été sélectionneur de l'équipe nationale entre 1978 et 1985.

² Joseph M. Bradley, « Celtic Football Club, Irish Ethnicity, and Scottish Society », *New Hibernia Review*, vol. 12, n°1, pp. 96-110.

³ « Scottishness ».

Écossais protestants ne tardent donc pas à se rallier à une équipe qui s'est installée à Govan, tout près des chantiers navals, où s'était établie une importante communauté d'ouvriers qualifiés protestants et qui présente les atouts nécessaires pour remettre les Irlandais à leur place. Le Rangers F.C. se positionne donc comme l'équipe « locale » qui concurrence les « Irlandais » du Celtic F.C. La rivalité revêt d'abord une dimension sportive, à laquelle vient se greffer la dimension religieuse attisée par le contexte sociétal plus large.

En fait, la vraie origine de l'intolérance religieuse dans le football écossais se trouve dans la fondation même du Celtic Football Club et dans leur réussite sans précédent. La réussite du Celtic à cette époque coïncida avec une résurgence du militantisme catholique à la fois dans la politique locale et dans la politique nationale irlandaise. Chaque pays avec une importante population immigrée a subi les mêmes problèmes, mais en Écosse, il y eut une combinaison de facteurs qui les a rendus encore plus explosifs que dans n'importe quel autre pays que l'Irlande. Ce sont ces facteurs, profondément enracinés dans la société écossaise, qui ont permis l'émergence du Celtic Football Club et de la rivalité que nous connaissons sous l'expression « The Old Firm ».¹

En contrepoint de l'identité développée par le Celtic F.C., le Rangers F.C. représente un fort courant de protestantisme populaire. Alors que le Celtic F.C. s'identifie ouvertement à la cause de l'autonomie de l'Irlande, le Rangers F.C. devient un point de ralliement à la cause unioniste d'Ulster. La période 1912-1914 est cruciale dans l'établissement de l'image protestante du club autour d'un unionisme déterminé et teinté d'une foi impérialiste inébranlable. Les années suivantes ne vont faire que renforcer cette position². Pendant la période de l'entre-deux-guerres, le rayonnement et le rigorisme de l'identité protestante du club sont renforcés par la personnalité du manager Bill Struth, les succès sportifs et la dévotion fanatique des supporters³. L'identité du club participe à la célébration d'un sentiment de « scotticité » qui se forge autour de la notion d'unionisme, elle-même intimement liée au protestantisme et aux valeurs de la loyauté à la couronne et à

¹ Bill Murray, *op.cit.*, 1984, p. 87 : « In fact, the real origin of sectarianism in Scottish football lay in the very formation of the Celtic Football Club and their unprecedented success. The success of Celtic at this time coincided with a resurgence of catholic militancy both in local matters and Irish national affairs. Every country with a large immigrant population went through these same problems, but in Scotland there was a combination of features that made them more volatile than in any other country outside Ireland. It was from these factors, deep in the nature of Scottish society, that the Celtic Football Club sprang, and from it the rivalry we know as the Old Firm. »

² Graham Walker, *op. cit.*, pp. 141-142 : « To a clear if undemonstrative Protestant image there might have been grafted, at a period of political tension, a boisterous Unionism energized by the Ulster crisis and underpinned by a faith in the material progress of empire – 'a social imperialist' outlook. »

³ *Ibid.*, p. 145 : Billy Struth dirige l'équipe professionnelle et les affaires sportives du club entre 1920 et 1954. « Billy Struth was a disciplinarian who, more than anyone, created a daunting mystique around Rangers which carried with it an arrogance and a typically dour Scottish approach. »

la défense des libertés civiles et religieuses prônées par l'ordre d'Orange, ce qui explique par ailleurs l'attachement historique des supporters du Rangers F.C. à l'équipe nationale écossaise quand les supporters du Celtic F.C. y restent indifférents jusque dans les années soixante-dix¹. Les liens entre le Rangers F.C. et la franc-maçonnerie n'ont jamais été prouvés. Toutefois, le fait qu'un grand nombre de supporters du club étaient des ouvriers qualifiés et que ces derniers étaient majoritairement maçons laisse entrevoir, a minima, des liens entre les supporters et la franc-maçonnerie².

L'idée était largement répandue chez les supporters que le club devait garder les catholiques à distance. Murray note en effet que « pour beaucoup de supporters extrémistes des Rangers, la victoire seule ne comptait pas. Il était encore plus important de gagner sans catholiques »³. Entre la Première Guerre mondiale et la fin des années quatre-vingt, le club n'a ainsi pas sciemment engagé un seul joueur catholique, sans que les supporters et actionnaires y trouvent à redire, bien au contraire.

Pendant très longtemps, au Rangers F.C., la discrimination envers les catholiques est pratiquée de fait, sans qu'aucune règle écrite n'en fasse un élément formel de la politique de recrutement du club. Elle s'applique aux membres du conseil d'administration, aux dirigeants, au personnel administratif et, par-dessous tout, aux joueurs⁴. Ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingt, avec l'arrivée de Graeme Souness comme manager que la situation évolue. Ce dernier décide en effet de faire signer en juillet 1989 Maurice Johnston, attaquant écossais catholique de premier plan et ancien joueur du Celtic F.C. Cela ne se fera pas sans difficulté ni sans de vigoureuses protestations d'une certaine partie des

¹ Graham Walker, *op. cit.*, pp. 145-146. Walker cite le cas de James Bowie, un des directeurs du club, qui s'adresse en 1930 à un rassemblement de l'ordre d'Orange et vante les traditions et les principes de l'ordre. On peut lire dans l'*Evening Times* du 15 octobre 1976 : « This has not been discouraged by the Board, who have been accused of maintaining a practice of discrimination against Catholics. Certainly no Board member has been a Catholic; nor have any of the managers; but it has been said that the ban also applies to the administrative and cleaning staff, and pool agents have been known to be dismissed when it was found out they were Catholics. » (cité par Bill Murray, *op. cit.*, 1984, p. 75).

² *Ibid.*

³ Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 14 : « for many Rangers die-hards, winning was not the only thing; more important was to win without Catholics. »

⁴ Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 170 : « The association of Rangers and its followers with the Freemasons and the Orange Order is unofficial but clearly established, and these serve as the essential links with its anti-catholic past. It had long been whispered, proudly by insiders and less respectfully by outsiders, that not only were Rangers an all-Protestant club, but that every player was a Freemason: if not one when he joined, he became one soon after. It was in this way that the ban on Catholics was perpetuated. Much of this, in the nature of things was based on hearsay, as the club, in the best traditions of Freemasonry, maintained what it believed to be a dignified silence. »

supporteurs du club. Johnston était par ailleurs pressenti pour signer au Celtic F.C. avant de changer d'avis en dernière minute et signer en faveur des Rangers. Sa signature mécontentera les supporters les plus fanatiques des deux équipes.

Quand [Maurice Johnston] choisit [de signer pour les Rangers], la section de supporters Shankhill de Belfast a fermé en guise de protestation. Pendant ce temps, les supporters du Celtic l'ont surnommé *La petite merde* [en français dans le texte], en hommage à son passage en France. *Scotland on Sunday* a appelé Johnston « le Salman Rushdie du football écossais », pour avoir offensé deux groupes de fondamentalistes en même temps, et le joueur prit des mesures dignes de Rushdie. Craignant Glasgow, il emménagea dans une maison à Édimbourg. Elle fut attaquée au cocktail Molotov par des supporters du Celtic. Il embaucha un garde du corps 24 heures sur 24. Son père fut agressé par des supporters du Celtic.¹

4.3.2. Football et enjeux économiques

Au-delà de la dimension culturelle et religieuse de la rivalité entre les deux clubs, il ne faut pas oublier, ni sous-estimer, sa dimension économique, que les dirigeants des deux clubs vont très vite identifier et qu'ils vont savamment développer et faire fructifier. Cette rivalité fait notamment prospérer l'industrie de l'édition. Les journaux prennent rapidement conscience de l'existence d'un large lectorat avide de reportages, scores, commentaires, analyses et autres informations sensationnelles. Cette rivalité fait aussi venir massivement les spectateurs au stade. Dans les années vingt, deux confrontations entre les deux clubs attirent plus de cent mille spectateurs à Hampden Park². Les enjeux économiques qui se développent autour de la billetterie, de la presse, des transferts de joueurs et de la publicité ne cesseront de se développer. Dès 1904, un dessin dans *Scottish Referee* fait référence pour la première fois à « The Old Firm » (la vieille maison, au sens économique du terme). Aujourd'hui encore, les confrontations entre les deux clubs continuent de faire couler beaucoup d'encre (et vendre de journaux). Cette rivalité reste essentielle à la visibilité du football écossais. Avec leur puissance économique, les deux clubs ont eu les moyens de signer des joueurs de renom international qui ont largement contribué à remplir les stades. Malgré les difficultés économiques des clubs ces dernières années, le « Old Firm » conserve

¹ Simon Kuper, *Football against the Enemy*, London, Phoenix [1994], 1996, p. 207 : « When [Maurice Johnston] chose [to sign for Rangers], the Shankill, Belfast branch of the Rangers Supporters Club folded in protest. Meanwhile, Celtic fans nicknamed him *La petite merde*, in honour of his spell in France. *Scotland on Sunday* called Johnston 'the Salman Rushdie of Scottish football', for offending two sets of fundamentalists at once, and the player took Rushdie-like measures. Fearing Glasgow, he took a house in Edinburgh. It was petrol-bombed by Celtic fans. He hired a 24-hour bodyguard. Celtic fans attacked his father. »

² 101 714 à l'occasion de la demi-finale de la Coupe d'Écosse en 1925 ; 118 115 à l'occasion de la finale de la coupe d'Écosse en 1928 ; Il y a 107 609 spectateurs à l'occasion de la finale de la Coupe de la Ligue en 1965. Forrest Robertson and David Ross, *The First 100 years of Hampden*, Glasgow, First Press Publishing, [?], p. 218.

un impact majeur sur la santé économique du football écossais. Bien que cette rivalité historique ait des racines identitaires indéniables, il n'est certainement pas exagéré que d'affirmer que les dirigeants de chacun des deux clubs ont parfaitement su l'instrumentaliser dans une perspective économique :

L'argent fait partie du football depuis ses débuts, quand *Scottish Umpire*, *Scottish Sport* et le *Scottish Referee* ont constamment dénoncé ses aspects commerciaux dans des éditoriaux, des articles enflammés et des dessins satiriques – c'est en effet ce rejet qui conduisit les Rangers et les Celtic à se faire appeler « The Old Firm ».¹

Le sectarisme est donc bon pour les affaires (« shrewd rivalry »). Pendant la première moitié du vingtième siècle, les dirigeants de chaque club ferment les yeux face au sectarisme car c'est un moteur du soutien au club. Il n'y a pas de condamnation formelle par les dirigeants². À l'ère du football global, la dimension financière du jeu s'est accrue et être associé aux violences sectaires n'est plus acceptable. L'UEFA a sanctionné les clubs pour racisme et leur a infligé des amendes. Les chants haineux de supporters qui font explicitement référence à l'IRA ou à la bataille de la Boyne sont désormais interdits. Il est impératif pour les marques mondiales que sont devenus les deux clubs de se dissocier de l'image d'intolérance religieuse qu'ils véhiculent encore fréquemment³.

4.3.3. Le football global : la révolution Souness - Murray

Les années soixante marquent le début d'un changement de paradigme. La pertinence de la question religieuse dans la société écossaise commence à s'effriter. À partir du début des années soixante-dix, la politique discriminatoire du Rangers F.C. est ouvertement dénoncée à plusieurs niveaux. La violence du comportement de certains supporters du club devient inacceptable aux yeux des classes moyennes qui soutiennent le Rangers F.C. Elles refusent d'être associées à l'image sectaire du club et aux manifestations de bigoterie violente de certains de ses supporters. Elles se tournent vers le rugby et le golf où la discrimination religieuse est plus discrète et donc plus acceptable à leurs yeux. Le 7 juin 1972, dans le *Glasgow Herald*, Brian Wilson demande à ce que le Rangers F.C. soit banni en raison de sa politique discriminatoire envers les catholiques. Le Presbytère de Glasgow émet des critiques et demande au Rangers F.C. de dire ouvertement s'il pratique

¹ Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 112 : « Money has been part of football since its earliest days, when *Scottish Umpire*, *Scottish Sport* and the *Scottish Referee* constantly denounced its commercial aspects, in editorials, outraged articles and pungent cartoons – it was indeed disgust at such involvement that led to Rangers and Celtic being called the 'Old Firm'. »

² Bill Murray, *op. cit.*, 1984, p. 123.

³ Entretien avec Richard McBrearty, conservateur du musée du football écossais à Hampden Park, Glasgow, 26 avril 2010.

effectivement une politique discriminatoire. Dans son journal *The Bush*, l'Église d'Écosse publie des articles qui dénoncent le Rangers F.C. comme sectaire. D'un autre côté, en réaction à ce qu'elle considère comme de la discrimination à l'encontre du Rangers F.C., une frange minoritaire des supporters du club se durcit et revendique le droit d'affirmer son adhésion aux valeurs protestantes à travers son allégeance au club¹.

Parallèlement à cela, l'image publique du Celtic F.C. s'améliore grâce à des victoires d'importance. Le club devient le premier club britannique à remporter une coupe d'Europe en 1967. C'est une victoire célébrée comme un exploit britannique. Le Celtic F.C. remporte également neuf championnats consécutifs entre 1966 et 1974 sous la direction de leur entraîneur protestant Jock Stein. La toute-puissance sportive du Rangers F.C. est sérieusement écornée et ses pratiques discriminatoires sont d'autant moins défendables qu'une classe de mieux en mieux formée de catholiques contribue positivement à la vie économique, politique et culturelle écossaise².

La rivalité entre les deux clubs entre dans une ère nouvelle avec l'arrivée de Graeme Souness au poste d'entraîneur-joueur des Rangers en 1986.³ Souness est un joueur de classe internationale et ambitieux qui possède une véritable culture de la victoire. Quand il prend ses fonctions, il affirme très clairement qu'il signera des joueurs quelle que soit leur religion.

Cette première « brèche »⁴ dans la tradition est suivie par l'arrivée de David Murray, un homme d'affaires millionnaire, à la tête des Rangers en novembre 1988. Dès lors, les Rangers entrent complètement dans l'ère du football global, de la mondialisation et de la rentabilité des investissements. Constituer une équipe sur des critères d'appartenance religieuse est désormais complètement anachronique. David Murray est avant tout un investisseur. La rentabilité de son investissement passe par des places plus chères, ce qui signifie des spectateurs plus aisés. La dimension sectaire s'en trouve diluée, car le club s'éloigne peu à peu de ses supporters modestes issus de la classe ouvrière⁵.

Toutefois, la signature de Mo Johnston ne va pas à elle seule faire disparaître la tradition de discrimination du club et Souness va devoir composer pendant cinq ans avec le conservatisme du club. Il confiera plus tard dans *The Independent* (en 1996) et *The Scotsman*

¹ Graham Walker, *op. cit.*, pp. 147-150.

² Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 17.

³ Il quitte ses fonctions en avril 1991.

⁴ Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 17 : « A historic breach had been made in the Old Firm rivalry, but two individuals could not dissolve the hatreds of nearly a century overnight. »

⁵ *Ibid.*, p. 49.

(en 1997) que les obstacles auxquels il a dû faire face l'ont finalement poussé à quitter le club.

Pendant la période Souness, le Rangers F.C. s'affirme dans le football global, alors que le Celtic F.C. est franchement à la peine. Ce dernier refuse même les offres financières de Fergus McCann, riche expatrié écossais, qui prendra finalement les rennes du club en mars 1994. Il installe alors aux postes clés des hommes de confiance bien implantés dans le monde de la finance qui correspondent à l'image irlandaise du club. L'arrivée de McCann signifie l'entrée irrévocable du club dans le football global et la finance. L'intolérance religieuse n'y a pas sa place. Les clubs deviennent une marque que les supporters du monde entier doivent consommer pour générer davantage de profits et faire de chaque club un investissement rentable pour leurs propriétaires investisseurs. Face à cela, la loyauté des supporters historiques et les rêves et espoirs des communautés qui s'y identifient ne pèsent pas lourd. D'un autre côté, l'impératif financier signifie aussi que l'opposition Rangers F.C. – Celtic F.C. va retrouver un intérêt sportif. Ainsi que le suggère Bill Murray, il serait alors plus approprié de parler de « New Firm » ou de « New Corporation »¹.

En 1997, une série de nouveaux joueurs signent au Rangers F.C. et « menacent » l'identité protestante du club : il s'agit de quatre joueurs italiens, dont on peut supposer qu'ils étaient catholiques. Signe des temps, l'un d'entre eux, Lorenzo Amoruso, qui joue son premier match en avril 1998 et restera six ans au club, en deviendra le premier capitaine catholique².

Fin janvier 1996, Fergus McCann lance la campagne « Bhoys against Bigotry » qui met en avant « la fierté de l'identité irlando-écossaise et d'histoire d'organisation caritative non sectaire du Celtic »³. McCann tente aussi de bannir les chants de soutien à l'IRA à Parkhead, avec plus ou moins de réussite. Les liens entre les associations de supporters et le mouvement républicain irlandais ont souvent été source d'embarras pour le Celtic, qui peine à se positionner clairement entre la culture irlandaise et la politique de terrorisme portée par l'IRA. Il est vrai qu'il est difficile pour le club de contrôler les faits et gestes ainsi que les prises de position de ses supporters et de leurs représentants. Il est tout aussi impossible de complètement régir les chants et d'empêcher les supporters d'inscrire des slogans républicains sur les drapeaux tricolores de la République d'Irlande.

¹ *Ibid.*, p. 105.

² Rappelons qu'il n'est toutefois évidemment pas écossais.

³ Cité par Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 139 : « Celtic's pride in its joint Scottish and Irish identity and its charitable and non-sectarian history »

L'initiative de Fergus McCann n'est pas suivie par les Rangers dont la direction ne condamne pas les excès et les dérapages sectaires de ses joueurs les plus en vue au cours des années quatre-vingt-dix (Paul Gascoigne fête son premier but sous les couleurs des Rangers en mimant le geste du joueur de flûte ; Andy Goram ne fera jamais mystère de sa sympathie pour la cause unioniste en Irlande du Nord et ira jusqu'à porter un brassard noir cinq jours après l'assassinat du terroriste loyaliste Billy Wright à la prison de Maze, près de Belfast, en 1998 tout en affirmant rendre hommage à sa tante récemment décédée !)

Parallèlement, les médias sont devenus moins tolérants face aux comportements sectaires¹. À la fin des années quatre-vingt-dix, deux tiers des membres de l'Ordre d'Orange ont plus de 45 ans. Les nouvelles générations s'en détournent et la sécularisation de la société écossaise montre que la question religieuse perd de sa pertinence.

Il semble pourtant que l'on doive considérer le reflux des manifestations d'intolérance religieuse à Glasgow avec précaution. Quelques rencontres entre les deux clubs lors de la dernière décennie ont été émaillées d'incidents plus ou moins violents qui témoignent de la persistance d'une question religieuse dans ce domaine. Nous les développerons dans la partie suivante.

4.4. Football et violence

Corrélativement à la question de l'intolérance religieuse telle qu'elle s'est construite historiquement et telle qu'elle s'est cristallisée autour de l'identité et de la rivalité entre les deux grands clubs de football de la ville, il faut donc poser la question des formes de violence qu'elle a engendrées et qu'elle continue d'engendrer. Ce n'est pas le jeu qui est à l'origine de l'antagonisme entre les communautés catholique et protestante mais bien cet antagonisme qui trouve dans le jeu une forme d'exutoire. Il nous semble important de questionner la réalité de la violence associée aux rencontres du « Old Firm » selon cinq directions : 1) son intensité, 2) sa fréquence, 3) ses différentes formes, 4) ses lieux d'expression et 5) sa temporalité. Les cinq dimensions du problème sont interdépendantes, c'est pourquoi, plutôt qu'en faire un traitement séparé qui serait redondant et artificiel,

¹ T. M. Devine, « Then and Now: Catholics in Scottish Society, 1950-2000 », in T. M. Devine (ed.), *op. cit.*, p. 263 : « Witness the eerie silence emanating from most Scottish newspapers in the very recent past about the blatant anti-catholic recruitment policies of Glasgow Rangers, the country's leading soccer team, and contrast it with the very public humiliation that same press visited upon the hapless Donald Findlay, QC, in 1998 when he was caught on camera singing sectarian songs at a private function ».

nous nous attacherons à analyser la violence générée par les rencontres du « Old Firm » selon qu'elle s'exprime à l'intérieur et à l'extérieur des stades.

4.4.1. La violence dans les stades

Les accès de violence dans une forme extrême, les émeutes dans les stades, sont très rares. Depuis la première rencontre entre les deux clubs, il n'y en a eu que deux. La première a lieu le 17 avril 1909¹ et la seconde le 10 mai 1980. Dans les deux cas, c'est à l'occasion de la finale de la Coupe d'Écosse, jouée à Hampden Park².

Le match de 1909 se joue un samedi, la semaine suivant le match nul qui avait conclu la première opposition entre le Celtic F.C. et le Rangers F.C. La lecture de la presse de l'époque³ montre sans ambiguïté que les affrontements qui ont lieu ce jour là à Hampden Park ne se développent en aucun cas pour des raisons de sectarisme religieux. Il ne s'agit tout simplement pas d'affrontements entre supporters des deux clubs mais entre les spectateurs du match et les forces de police. L'émeute de 1909 a pour origine l'exaspération des spectateurs qui, alors que l'opposition entre les deux équipes vient de se solder pour la deuxième fois consécutive par un match nul, devront attendre qu'un troisième match soit rejoué le mercredi suivant, et pour lequel ils devront payer, pour voir émerger le vainqueur de la Coupe d'Écosse de 1909. En effet, selon le règlement, ce n'est qu'après un troisième match se terminant par un match nul que peut être jouée une éventuelle prolongation pour déterminer le vainqueur. Or, une partie des 60 000 supporters présents au deuxième match semblait avoir décidé qu'en cas de nouveau match nul, il y aurait une prolongation. Cette idée avait émergé après qu'une rumeur eut laissé entendre que le Celtic F.C. avait l'intention de demander à la Fédération écossaise de football (*Scottish Football Association*, SFA) que le deuxième match (celui qui se joua le jour de l'émeute, le 17 avril 1909) soit éventuellement suivi d'une prolongation afin de permettre la désignation d'un vainqueur, d'autant plus que le calendrier de la fin de la saison devenait de plus en plus chargé. Au terme du temps réglementaire, l'arbitre renvoya donc les joueurs aux vestiaires pendant que les responsables de la SFA fixaient la belle au mercredi suivant. Pendant ce temps-là, les spectateurs attendaient le dénouement. Quelques individus, rapidement suivis par plusieurs centaines, ont alors tenté de s'introduire dans la tribune où se trouvaient les joueurs et les

¹ Finale de la Coupe d'Écosse.

² Ibrox est aussi le théâtre de deux catastrophes. La première survient en 1902 et la seconde en 1971. Dans les deux cas, il s'agit de tribunes qui s'écroulent suite à la pression de la foule.

³ Les articles de presses desquels est tiré le développement qui suit sont conservés au Musée écossais du football à Hampden Park où nous avons pu les consulter.

officiels. L'accès leur est refusé par deux officiers de police qui sont ensuite agressés à coups de bouteilles, de pierre et de cendres. La police montée intervient rapidement et reçoit le renfort d'officiers de police à pied. La violence des spectateurs se déchaîne alors. Les reportages publiés dans la presse font une part très grande à l'intensité de la violence à l'encontre des forces de police, des pompiers et des ambulanciers venus à la rescousse des précédents. Les émeutiers mettent le feu aux rambardes et aux accès puis accueillent l'arrivée des pompiers par une pluie de cailloux¹.

Les analyses de l'époque affirment qu'il est difficile de chiffrer avec précision le nombre de blessés. Néanmoins, il apparaît que cent trente personnes sont soignées dans le « pavilion » à Hampden Park. La plupart le sont pour des blessures à la tête et au visage. Une fois soignées, ces personnes sont suffisamment valides pour rentrer chez elle en taxi. Il semble aussi que beaucoup d'autres spectateurs, victimes de blessures mineures, sont rentrés chez eux pour se soigner eux-mêmes. Évidemment, il est impossible de dire combien de personnes cela représente. La violence des affrontements laisse à penser qu'ils furent très nombreux². Vingt-huit personnes sont soignées à *Victoria Infirmary*, dont quatorze officiers de police. Seules six d'entre elles resteront hospitalisées plusieurs jours et une seule se trouve dans un état sérieux³. L'émeute laisse également des dégâts matériels assez considérables, comme l'attestent les reportages publiés dans les journaux⁴ :

Les murs extérieurs étaient tout ce qui restait du bâtiment des guichets et des bureaux à l'entrée de Somerville Drive. Le terrain était couvert de pierres, de bâtons et de bouteilles cassées.⁵

¹ « An infuriated mob », *The Evening Times*, 19 avril 1909 : « Quite a dozen baton charges were made, but back came the assailants after every repulse, and any policeman unfortunate enough to lose touch with his comrades was set upon and unmercifully beaten. It was quite a common thing to see a constable knocked down and kicked, and for one of his assailants to hold up a handkerchief to attract the notice of the ambulance men. It seemed incredible that savagery could go further, but worse was to come, for on two occasions, having wreaked their vengeance on a fallen policeman, the crowd stoned the ambulance men as they ran up to succour the stricken constable. »

² « The Injured – about 130 sufferers », *The Evening Times*, 19 avril 1909.

³ Il s'agit d'un ouvrier du nom de Robert Robertson, victime d'une fracture du crâne. « At Victoria Infirmary », *The Evening Times*, 19 avril 1909.

⁴ « The riot at Hampden Park », *The Evening Times*, 19 avril 1909 : The report [of the police] states that « as the result of the riot in Hampden Park, 45 globes and 30 burners of incandescent lamps in Somerville Drive, Prospecthill Road, Aitkenhead Road and Polmadie Road were broken and partly destroyed, to the value of £15 12s 6d, supposed to have been done by a number of infuriated rioters returning from Hampden Park »

⁵ « A scene of destruction », *The Evening Times*, 19 avril 1909 : « All that was left of the block of pay boxes and offices at the Somerville Drive entrance was the outer wall. The playing pitch was covered with stones, sticks, and broken bottles. »

Après avoir quitté le terrain, les hooligans ont continué leur travail de destruction, cassant tous les réverbères le long de Aitkenhead Road et Polmadie Road, ainsi que de nombreuses devantures de boutiques.¹

On peut également juger de l'étendue des dégâts en lisant la lettre du 19 avril 1909, envoyée par le secrétaire du club de Queen's Park, C. B. Miller à J. K. McDowall, secrétaire de la SFA : en plus des guichets, ce sont cinq portes et quatre toilettes qui sont complètement détruits et les dégâts sur le terrain et la tribune nord sont conséquents².

A l'issue d'une audition du manager des Celtic, Willie Maley, et d'un des directeurs des Rangers, A. B. MacKenzie, et des capitaines respectifs de chacune des deux équipes, J. Hay et J. Stark, par la SFA, les deux clubs publient un communiqué dans lequel ils demandent à la SFA d'annuler la finale de la Coupe³.

En réalité, la lecture des comptes-rendus des délibérations du comité exécutif de la SFA montre que les émeutes ont généré des discussions engagées et que la SFA a surtout imposé sa position, qui allait nécessairement à l'encontre des intérêts économiques des deux clubs et qui sonnait comme une sanction⁴.

L'émeute qui se produit le 10 mai 1980, de nouveau à Hampden Park, est d'une toute autre nature. La volonté des deux groupes de supporters d'en découdre, après que les

¹ « Walter Arnott on the situation », *The Evening Times*, 19 avril 1909 : « After leaving the field the hooligan element continued their work of destruction, breaking every lamp in Aitkenhead Road and Polmadie Road, as well as many panes of glass in shop windows. »

² Lettre reproduite dans Scottish Football Association, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. Nov 1908 – May 1909*, Glasgow, Scottish Football Association, p. 96. La réunion du comité exécutif de la SFA du 7 juin 1909 fait état de dégâts pour une valeur de £ 1000. La SFA propose de payer £ 500 à Queen's Park, le club propriétaire de Hampden Park et de laisser le reste à la charge, à part égale, des trois clubs concernés: Queen's Park, Rangers et Celtic. (Scottish Football Association, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. May 1909 – May 1910*, Glasgow, Scottish Football Association, p. 22) : « There was considerable damage done to the property and effects of this Club by the mobbing and rioting of a section of the spectators, and the pay boxes on the northern side of the ground, containing 221 turnstiles, have been completely destroyed by fire or violence. In addition to this, 5 gates and 4 latrines, at least, have also been completely destroyed, and damage to a considerable extent has been done to the playing pitch and the terracing on the north side of the field. It is of course impossible at the moment to estimate the amount of the damage done [...]. »

³ Scottish Football Association, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. Nov 1908 – May 1909*, Glasgow, Scottish Football Association, p. 98-99 : « The directors of Celtic F.C. and Rangers F.C. desire to make the following statement with reference to the Cup Final on Saturday: - Although it was mooted during the week that extra time might be played in the event of a draw, it was found that the Cup Competition Rules prevented this. On account of the regrettable occurrences of Saturday, both clubs agree to petition the Association that the Final Tie be abandoned. Signed: Thomas Colgan, A. B. McKenzie, John McKillop, John McPherson. »

⁴ *Ibid.*, p. 99 : « That to mark our disapproval of the riotous conduct of a section of the spectators at the Final Tie at Hampden Park on Saturday last, and to avoid the danger of repetition, the Cup Competition for this season be now finished, and the Cup and medals withheld. »

supporteurs du Celtic ont envahi le terrain pour célébrer la victoire de leur équipe est dénoncée sans ambiguïté par la SFA, pour qui les deux groupes de supporters sont pareillement responsables. La SFA déplore aussi la mauvaise publicité que ces émeutes génèrent.¹ Le même compte-rendu de la réunion du comité exécutif de la SFA permet également de juger de l'intensité de la violence de l'émeute :

Au cours d'une situation très dangereuse et effrayante, [les forces de polices] finirent par réussir à séparer les deux camps et les escorter dans leurs tribunes respectives, au prix de risques considérables pour leur propre sécurité.²

Dans le *Glasgow Herald*, Iain Wilson est d'avis que l'émeute de 1980 est d'ampleur identique à celle de 1909. Il dresse un constat d'impuissance : « L'impression qui ressort après des décennies de réunions sur le hooliganisme dans le football est que personne n'a de réponse. »³ Il rappelle que les mesures prises dans les années soixante-dix pour résorber la violence provoquée par les rencontres entre le Celtic F.C. et le Rangers F.C. ont eu peu de résultats. Ainsi, en 1972, le premier match de janvier est calme mais

les matches qui suivirent ont généré des centaines d'arrestations ainsi que des bagarres. Toutes se sont produites pendant l'année où le Celtic a refusé de baisser le drapeau irlandais à Parkhead alors que les Rangers étaient accusés de sectarisme. Les Rangers ont suspendu leur interdiction de signer des joueurs catholiques en 1976, bien qu'ils n'aient, par le passé, jamais admis avoir instauré une telle interdiction.⁴

¹ Scottish Football Association, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. May 1980 – May 1981*, Glasgow, Scottish Football Association, p. 19 : « It was evident to the committee that the troubles started at the East end of the ground when Celtic supporters, mostly youngsters, invaded the track and goal area for the purpose of cavorting around and generally celebrating with the Celtic players who had chosen to run to that end of the stadium, on the final whistle, to demonstrate to their supporters their exuberance at victory. At that stage of events there was nothing violent in the exchanges between players and fans. Rather was it a spontaneous, if misguided, expression of joy. It was quite clear to those watching these events that the position could deteriorate rapidly if the Rangers fans at the other end of the ground took it upon themselves to join in and that is exactly what happened. There was no question of celebration in the minds of the fans who invaded the field from the West end of the ground. They had violence in mind and no sooner was it offered than it was returned with enthusiasm. The brutal and disgusting scenes which followed as bottles flew and drunken supporters charged and countercharged from one end to the other, brought disgrace upon the two clubs concerned, upon Scottish football generally, and were an affront to Scotland as a nation. It is pointless to speculate that the supporters of one club were any worse than those of the other. Jack was as good as his master when the brutality started. »

² *Ibid.*, p. 20 : « In a frightening and highly dangerous situation [the policemen and women] eventually managed to separate the two factions and shepherd them back to their respective terracings, at considerable risk to their own safety. »

³ Iain Wilson, « Old Firm's legacy of shame and violence », *Glasgow Herald*, 12 mai 1980 : « The impression left after decades of meetings on football hooliganism is that no one has an answer. »

⁴ *Ibid.* : « a game which followed brought hundreds of arrests and stand-up fights, all in the year when Celtic refused to lower the Irish flag at Parkhead and Rangers stood accused of sectarianism.

Il est intéressant de remarquer que l'éditorial du même jour du *Glasgow Herald*, consacré à l'émeute de l'avant-veille ne mentionne pas l'expression « intolérance religieuse » mais se contente d'évoquer « quelque chose de déplacé – le prolongement futile d'une allégeance bête qui fut la vraie cause des problèmes »¹. L'éditorial préfère insister sur le coup de projecteur honteux qui a été jeté sur la ville².

L'alcool est désigné comme un facteur aggravant ou déclencheur. Il sera d'ailleurs interdit de vente dans les stades à la suite de l'émeute de 1980 et l'émeute engendre la mise en application du *Criminal Justice (Scotland) Bill*. Les matchs sont joués à 12h30 (« early kick-off ») pour éviter l'alcoolisation des supporters avant le coup d'envoi. Cette émeute fait aussi couler beaucoup d'encre en ce qui concerne le rôle de la police, dont la présence à l'intérieur du stade était numériquement trop faible pour qu'elle puisse intervenir efficacement – il n'y avait qu'une douzaine d'officiers de police dans l'enceinte du stade au moment où l'émeute a débuté. La raison est qu'habituellement les violences avaient lieu à l'extérieur du stade, d'où une présence policière bien plus importante qu'à l'intérieur. Iain McKie, *chief inspector* présent sur les lieux, rappelle, trente ans après les faits, que les problèmes avaient habituellement lieu à l'extérieur de Hampden Park et qu'à l'intérieur du stade, les grilles devaient empêcher les spectateurs de s'introduire sur le terrain³. La possibilité d'interdire les matchs entre les deux clubs est évoquée mais elle est évidemment impossible, notamment pour des raisons économiques⁴.

Le 1^{er} juillet 1980, le comité exécutif de la SFA émet la résolution suivante à propos de l'émeute du 10 mai :

Le comité est loin d'être convaincu que chaque club a fait tout ce qui était en son pouvoir pour se désolidariser des problèmes d'intolérance religieuse qui sont à l'origine de la haine et de l'amertume qui existe depuis des décennies entre les deux groupes de supporters et [...] il regrette de n'avoir aucune autorité pour insister auprès des deux clubs pour qu'ils renoncent à tout acte ou politique qui pourrait apparaître encourager la bigoterie politique ou religieuse.

Le comité a cherché l'assurance auprès des deux clubs qu'ils renonceraient, par les actes dans leurs politiques, à toute forme d'intolérance religieuse. Le Celtic F.C. est prêt à coopérer. Le Rangers F.C. insiste sur le fait que sa politique présente est en

Rangers lifted their ban on the signing of Catholics in 1976, although in the past they had not admitted that such a ban existed. »

¹ « When the rioting has to stop », *Glasgow Herald*, 12 mai 1980 : « an irrelevancy – a futile extension of the mindless partisanship that was the real cause of the trouble. »

² *Ibid.* : « shameful light ».

³ Tom English, « When two tribes go to war », *Scotland on Sunday*, 9 mai 2010.

⁴ *Glasgow Herald*, 16 mai 1980.

accord avec les souhaits de l'Association. Le comité n'est pas convaincu par l'affirmation de ce dernier.¹

L'évènement est abordé à la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords, au sein de l'Église d'Écosse et de l'Église catholique. De leur côté, les deux clubs se renvoient la responsabilité. Le Celtic F.C. rejette la faute vers la mauvaise gestion policière. La police estime que ce sont les supporters du Celtic F.C. qui ont commencé, ce que les dirigeants du Rangers F.C. approuvent. En réponse, Desmond White, président du Celtic F.C., affirme que les véritables raisons sont l'incompétence de la police et le sectarisme, sans omettre d'ajouter que son équipe alignait six joueurs catholiques et cinq protestants ce jour là, dont le capitaine Danny McGrain. En d'autres termes, s'il y avait sectarisme, c'était du côté des Rangers qu'il fallait se tourner.²

Il faut toutefois remarquer que les supporters de chaque équipe sont aussi capables d'actes de solidarité qui transcendent leurs différences religieuses et culturelles. Le 2 janvier 1971, à l'occasion d'une confrontation du « Old Firm », alors que des milliers de spectateurs sont en train de quitter le stade, la chute d'une personne dans les escaliers provoque une réaction en chaîne et la mort de 66 personnes par asphyxie. La tragédie rassemble les supporters sur un terrain commun. Les entraîneurs des deux équipes participent aux secours et un match de charité est organisé entre une sélection du « Old Firm » (« Old Firm 11 ») et l'équipe nationale.³

L'émeute du 10 mai 1980 reste un évènement singulier, même s'il est avéré que la violence pendant les rencontres entre les deux clubs se développe à partir des années 1940 et cinquante. Selon la presse, ces incidents sont la conséquence de l'intolérance entre supporters de chaque camp⁴. Dans les années 1890 déjà, les supporters des deux clubs ont la réputation d'être des fanatiques. Les invasions du terrain sont fréquentes. Les

¹ Scottish Football Association, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. May 1980 – May 1981*, Glasgow, Scottish Football Association, p. 22 : « The committee is far from being satisfied that each club has done everything in its power to dissociate itself from matters sectarian which are the root causes of hatred and bitterness which has existed between the two sets of supporters for decades, and [...] it regrets that it has no authority to insist that the clubs should renounce any act or policy which could be said to encourage political or religious bigotry. The committee sought assurances from both clubs that they would, by their actions and policies, renounce all forms of sectarianism. The Celtic club is willing to cooperate. The Rangers club insists that its present policies are in keeping with the Association's wishes. The committee is not satisfied with the latter's assertion. »

² Tom English, « When two tribes go to war », *Scotland on Sunday*, 9 mai 2010.

³ Entretien avec Richard McBrearty, conservateur du musée du football écossais à Hampden Park, 26 avril 2010.

⁴ Graham Walker, *op. cit.*, p. 147.

« brake-clubs », des charrettes tirées par des chevaux qui amenaient les supporters jusqu'au stade, sèment la terreur dans les rues de Glasgow¹. Jusqu'au début des années quatre-vingt, la violence dans les stades se caractérise généralement par des jets incessants d'objets divers sur la pelouse, souvent des bouteilles de bière. À l'occasion, les incidents peuvent également concerner des bagarres dans les tribunes. Les comptes-rendus des délibérations du comité exécutif de la SFA ne laissent aucun doute quant au fait que cette violence « ordinaire » se produit dans tous les stades du pays, mais qu'elle se produit de façon exacerbée lors des derbys entre le Celtic F.C. et le Rangers F.C. L'essentiel de la violence reste avant tout une violence verbale. Elle se manifeste par des insultes envers les supporters et joueurs adverses et l'arbitre, ainsi que par le chant de chansons partisans, dont la nature haineuse et sectaire est explicite².

Vingt-cinq ans plus tard, il semble que la situation n'ait pas beaucoup évolué. Anthony Russell remarque que les supporters continuent de chanter les chants qu'ils chantaient vingt ans auparavant. Certains joueurs, en raison de leur origine irlandaise et catholique, sont insultés ou hués chaque fois qu'ils touchent le ballon, quel que soit l'endroit où ils jouent en Écosse³. Enfin, la violence ne situe malgré tout pas toujours là où on l'attend. De façon assez inattendue, les insultes à caractère religieux vis-à-vis des supporters du Celtic F.C. sont beaucoup plus virulentes lors des déplacements à Kilmarnock, Motherwell ou Édimbourg pour jouer contre Hearts of Midlothian que lors des matchs contre les Rangers à Ibrox⁴.

¹ *Ibid.*, p. 142.

² Bill Murray, *op. cit.*, 1984, p. 59 : « No-one watching a Rangers/Celtic game today could come away from it under the illusion that all he had been to was a football match. On the one side of the ground is a sea of green and white, sprinkled with the tricolour of the Irish republic ; on the other a mass of red, white and blue scarves set against a vigorous waving of Union Jacks ; from one end come rebel songs in praise of the Republic backed by chants denouncing the UDA ; from the other come songs in praise of being up to one's knee in Fenian blood, recalling the glories of the Sash and the victory at the Boyne, and backed up by chants of uncomplimentary nature about the pope and the IRA. The hatred that fills the air at these games is almost physical in its impact, as Glasgow plays out in bloodless microcosm the tragedy being enacted in Ulster. »

³ Entretien avec Anthony Russell, 22 février 2010 : « Aiden McGeady in particular is basically a target for fans across Scotland. They make the claim that it is because he chose to play for the Republic of Ireland rather than Scotland. The argument is a bit shallow given that Neil Lennon was continually booed when he played, the reason being that because he was a Roman Catholic from Northern Ireland. You could understand, if not tolerate the abuse from a number of Rangers fans, Neil being from the North of Ireland, but it doesn't justify him being booed in every other ground in Scotland. Robbie Keane was playing against Dunfermline in the Scottish Cup and again he was booed every time he touched the ball. »

⁴ Entretien avec Anthony Russell, 22 février 2010, Celtic Learning Centre, Celtic Park. Anthony Russell est supporter du Celtic F.C. depuis plus de 40 ans et détient un billet à l'année depuis une vingtaine d'années. Pendant de nombreuses années, il a assisté à tous les matchs à l'extérieur du

4.4.2. La violence hors des stades : intolérance religieuse et violences de rue

Jusqu'à ce qu'elle soit interdite à la suite de l'émeute du 10 mai 1980 à Hampden Park, la consommation d'alcool dans les stades, et à l'extérieur avant et après les rencontres, joue un rôle important, qui est reconnu comme tel par la police et la SFA. C'est aussi parce que l'essentiel de la violence et du désordre public se déroule habituellement hors des stades que le service d'ordre est si peu nombreux dans le stade au moment de l'émeute du 10 mai 1980¹.

Dans leur travail de démythification de la place de l'intolérance religieuse en Écosse, Bruce *et al* démontrent avec conviction que certains crimes sont étiquetés « sectaires » de façon abusive. Ils recensent six meurtres dont le mobile est indiscutablement la haine religieuse au cours de la période 1984-2001², soit 0,3% des meurtres qui ont été commis au cours de la période, et en déduisent que « le mythe de la violence sectaire est entretenu par ceux qui ont intérêt à terroriser la population » et qui ont besoin de créer une « panique morale ». Ils visent notamment la presse, que les intérêts économiques poussent à créer des raccourcis vendeurs et à dramatiser les récits par le truchement d'amalgames erronés entre agressions à caractère religieux et agressions ordinaires, et l'association *Nil By Mouth*, dont le fonctionnement dépend des subventions publiques et qui n'a donc pas intérêt à voir disparaître cette cause de violence, sous peine de disparaître elle aussi³. Bruce *et al* mettent également en cause une romanticisation complaisante et excessive du mythe de l'homme

Celtic F.C. puis il a cessé de s'y rendre par lassitude d'être canalisé et parqué comme, selon ses termes, un « criminel ». Depuis quatre ou cinq ans, il y assiste à nouveau mais il ne se déplace plus en car avec les autres supporters du club mais par ses propres moyens, afin d'échapper à la gestion policière des groupes de supporters du Celtic F.C. Il se rappelle avoir été victime de jets de pierre de la part des supporters de Hearts, sans provocation particulière de la part des supporters du Celtic F.C. D'après A. Russell, il est beaucoup plus dangereux pour un supporter du Celtic F.C. de se rendre au stade de Hearts of Midlothian à Édimbourg qu'à Ibrox, stade du Rangers F.C.

¹ Tom English, « When two tribes go to war », *Scotland on Sunday*, 9 mai 2010 : « Most of the trouble at Old Firm matches took place outside the ground; fighting, urinating in gardens, all sorts. The local residents were fed-up with the disorder after these games, so that's where most of the force was. It seemed sensible at the time. After all, the fences were up inside the ground. With the fences in place there didn't seem any chance that the supporters would try and get on to the pitch, so the vast, vast majority of our presence was in the streets around Hampden and on the route back into the city. »

² Les deux plus indiscutables sont ceux de Mark Scott et Thomas McFadden. Mark Scott a été assassiné le 7 octobre 1995 à l'âge de 16 ans, au retour d'un match à Celtic Park, par Jason Campbell, fils de l'un des deux auteurs des deux seuls attentats motivés par des raisons religieuses qui aient jamais eu lieu à Glasgow. Thomas McFadden, âgé lui aussi de 16 ans, fut assassiné le 31 mars 1999, par deux supporters du Rangers F.C. à la sortie d'un pub où il avait suivi une rencontre entre les deux équipes.

³ Bruce *et al.*, *op. cit.*, pp. 133-140 : « The myth of sectarian violence is perpetuated by people who have an interest in scaring us »; « moral panic ».

coriace, qui expliquerait une tendance marquée à valoriser la violence et l'image d'un pays « gritty, seamy and violent »¹ et qui leur permet d'en déduire que la violence n'a pas de cause religieuse mais qu'il s'agit plutôt d'une violence de rue alimentée par une consommation d'alcool excessive et une certaine mythologie de la violence².

La démonstration de ces auteurs est en partie seulement convaincante car elle est partielle. Il semble par trop simpliste de conclure que la violence à caractère sectaire entre 1984 et 2001 est marginale, et que le problème relève donc du mythe en Écosse, simplement parce qu'il n'y a eu que six meurtres qui rentrent de façon indiscutable dans cette catégorie. Cela signifie-t-il que les agressions à caractère sectaire qui ne se soldent pas par le décès de la personne agressée ne comptent pas ? Il est certain qu'il est très difficile d'évaluer la part d'intolérance religieuse qui pousse un individu à en agresser un autre et qu'il est tout aussi difficile de faire un comptage fiable de ce type d'agression. Par ailleurs, ce n'est qu'à partir du 27 juin 2003, date d'entrée en vigueur du *Criminal Justice (Scotland) Act*, qui fait du mobile religieux une circonstance aggravante lors d'un crime ou d'un délit, que les services de police et les tribunaux ont l'obligation de recenser les crimes ou délits dont le mobile est religieux. Le premier chiffre rendu public en février 2004 faisait état de 262 agressions d'origine religieuse depuis juin 2003, soit environ une agression par jour³. Une étude du *Scottish Executive* concernant le recours à la section 74 du *Criminal Justice (Scotland) Act* de 2003 sur une période de 18 mois entre janvier 2004 et juin 2005 montre un nombre important d'incidents dont la cause est l'intolérance religieuse, dont la majorité a d'ailleurs eu lieu dans l'ouest de l'Écosse. Sur 532 incidents répertoriés, 507 cas concernaient les relations inter-chrétiennes : dans 64% des cas, c'est l'Église catholique qui est visée contre 31% pour l'Église d'Écosse. 57% des cas se sont produits à Glasgow et 23% dans le Lanarkshire. Toutefois, une partie significative des individus responsables ne résident ni à Glasgow (44%), ni dans le Lanarkshire (30%). 28% des incidents ont eu lieu dans la rue, 19% dans les stades (100 incidents⁴) et 15% dans les zones résidentielles. 33% des cas

¹ *Ibid.*, p. 147 : « We do not want to make too much of this but we suspect that the myth is popular because it fits with a fairly widespread desire of Scots to imagine their country as a gritty, seamy, violent place. » Il en est effectivement pour preuve la très abondante activité éditoriale autour du mythe des gangs et des criminels en Écosse et à Glasgow en particulier.

² *Ibid.*, pp. 141-142.

³ Nathalie Duclos, « L'exécutif écossais en guerre. Stratégies de lutte contre le sectarisme religieux », *Études Écossaises*, n°10, 2005, pp. 257-268.

⁴ Soixante-trois incidents à Celtic Park, 25 à Ibrox Stadium (Rangers Football Club), et 11 à Hampden Park. Soixante-et-un incidents se sont produits pendant un match opposant le Celtic F.C. au Rangers F.C. tandis que 39 ont concerné des rencontres entre l'une des deux équipes de Glasgow et d'autres équipes, en particulier Heart of Midlothian et Celtic (19 incidents)

étaient liés au football (174 incidents), 12% aux marches et parades et l'alcool était impliqué dans 45% des cas¹. Les chiffres les plus récents montrent qu'au cours de l'année fiscale 2010-2011, 693 délits ont été enregistrés, dont 51,4% (356) à Glasgow. 231 incidents étaient liés au football, et 90 ont effectivement eu lieu dans un stade de football². Entre 2006-2007 et 2010-2011, ce sont chaque année entre 600 et 700 incidents qui sont répertoriés³.

Plusieurs événements survenus dans un passé récent montrent que l'intolérance religieuse est loin d'être un vestige du passé. De manière hautement symbolique, en 1999, le vice-président du Rangers F.C., Donald Finlay, est filmé à son insu, au mois de mai, en train de chanter des chants sectaires lors d'une soirée privée, ce qui fera la une des médias. Le 2 mai 1999, des troubles surviennent après le match qui a lieu à Celtic Park. Les Rangers gagnent 3-0 et remportent par la même occasion le championnat. Pour la première fois de leur histoire, les Rangers remportent le titre dans le stade de leur adversaire. Pendant le match, c'est l'arbitre Hugh Dallas qui est victime d'un projectile. La victoire des Rangers va déclencher des violences dans l'*East End* de la ville, où se situe le quartier de Bridgeton, enclave très fortement protestante près de Celtic Park⁴. Une succession de rencontres entre les deux clubs au printemps 2011 a généré des conflits importants et relancé les interrogations au sujet de la violence qui entoure les matchs du « Old Firm ».

4.5. Quelles réponses ?

Les manifestations d'intolérance religieuse entre catholiques et protestants ont été et restent un problème dans la société écossaise en général et dans le centre-ouest du pays en particulier. Contrairement à l'Irlande du Nord, discrimination et bigoterie ne se sont pas incrustées dans les structures sociales et politiques. Pourtant, les débats et les recherches suscités par le discours de James MacMillan en 1999 et la récurrence d'incidents plus ou moins graves au cours des dix dernières années ont amené le pouvoir politique à se saisir du problème. L'intolérance religieuse et culturelle, au sens où elle concerne les relations

¹ Scottish Executive Social Research, *Use of Section 74 of the Criminal Justice (Scotland) Act 2003 – Religiously Aggravated Reported Crime: an 18 Month Review*, Edinburgh, Scottish Executive, 2006, p. i. Les difficultés méthodologiques rencontrées dans la collecte des données par les tribunaux ou les officiers de police rendent ces dernières indicatives d'une certaine réalité mais ne peuvent toutefois être considérées comme indiscutables.

² Scottish Government Social Research, *Religiously Offending in Scotland in 2010-2011*, Edinburgh, Scottish Executive, 2011.

³ *Ibid.*, p. 1.

⁴ Entretien avec Richard McBrearty, 26 avril 2010, Hampden Park.

entre les différentes communautés résidant en Écosse, est incontestablement un sujet de préoccupation important des élites dirigeantes, que ce soit au conseil municipal de Glasgow ou au sein de l'Exécutif et du Parlement écossais. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, un grand nombre d'actions institutionnelles ont été mises en place pour lutter contre l'intolérance religieuse, preuve de la persistance du problème et de son ampleur. Les principales conclusions d'une étude de synthèse réalisée par les services du gouvernement écossais à propos de l'intolérance religieuse en Écosse insistent sur la complexité de l'enjeu, qui dépasse désormais le traditionnel clivage entre catholiques et protestants¹.

Le gouvernement écossais s'intéresse de très près au phénomène. En décembre 2002, un groupe de travail parlementaire pluripartite a rendu ses conclusions et recommandations sur l'état de la haine religieuse en Écosse². Parmi les conclusions, on note que la législation en vigueur n'est pas jugée satisfaisante face aux crimes et délits dont l'origine est la haine religieuse. Les trois premières recommandations s'adressent au système judiciaire et insistent sur la nécessité d'un traitement spécifique des crimes et délits d'origine religieuse. La quatrième recommandation confirme la nécessité de conduire des programmes de recherche adéquats afin de cerner la complexité du problème et d'accompagner la prise de décision politique. Les huit autres recommandations sont expressément adressées à la violence d'origine religieuse dans le football et les stratégies à mettre en œuvre pour en réduire la portée et les effets. En février 2005 s'est tenu un sommet sur l'intolérance religieuse présidé par le premier ministre Jack McConnell, à la suite duquel le gouvernement a publié un plan d'action pour lutter contre l'intolérance religieuse en janvier 2006 dans les domaines de l'éducation, du sport, des religions et des marches et parades³. Au mois de décembre de la même année, le gouvernement publiait un autre plan d'action destiné spécifiquement au football, reconnaissant clairement que l'intolérance religieuse trouve un terrain d'expression très favorable dans le football :

Les insultes et la violence à caractère sectaire peuvent se manifester de façon très visible dans le football écossais. La popularité du jeu en Écosse – et l'exposition importante qui en résulte – contribue à porter l'attention sur les chants injurieux et la mauvaise conduite des supporters de football. Cela cause du tort au football écossais et peut véhiculer une image très négative de la société écossaise, à la fois

¹ Scottish Executive Social Research, *Religious Discrimination and Sectarianism in Scotland: A Brief Review of Evidence (2002-2004)*, Edinburgh, Scottish Executive, 2005, p. 21.

² Scottish Executive, *Tackling Religious Hatred. Report of Cross-Party Working Group on Religious Hatred*, Edinburgh, HMSO, 2002. Voir pp. 20-25 pour les conclusions et recommandations. Elles ont fait l'objet d'une mise à jour en 2004.

³ Scottish Executive, *Sectarianism. Action Plan on Tackling Sectarianism in Scotland*. Edinburgh, Scottish Executive, 2006. Une version mise à jour a été publiée en février 2007.

en Écosse et à travers le monde. Il faut s'occuper de cette situation si nous voulons assurer un avenir radieux à l'Écosse sans bigoterie, intolérance ni haine et où l'intolérance religieuse est consignée au passé.¹

Le gouvernement écossais a réagi à la série de rencontres houleuses au printemps 2011 en convoquant un autre sommet sur l'intolérance religieuse, ce qui est bien la preuve qu'il y a persistance d'un problème profondément enraciné dans la société écossaise, sauf à ce que le gouvernement écossais ait eu besoin de divertir l'attention de l'opinion publique en brandissant l'épouvantail de l'intolérance entre catholiques et protestants, ce qui nous paraît plutôt improbable étant donné la complexité du débat.

Au niveau législatif, le *Crime and Justice (Scotland) Act* est voté par le Parlement écossais le 20 février 2003². Il fait de la haine religieuse une circonstance aggravante pour les délits ou crimes commis.

L'activité du gouvernement et du Parlement écossais dans la lutte contre l'intolérance religieuse ne doit pas faire oublier les autres stratégies et acteurs. Une première action significative est le fruit d'une initiative personnelle. L'association *Nil By Mouth* est fondée par Cara Anderson à la suite du meurtre de Mark Scott en 1995. L'association est devenue organisation caritative³ en 2000. Son objectif est de combattre les comportements sectaires, quelles qu'en soient les causes en militant auprès de tous les relais institutionnels nationaux et locaux, les Églises, les clubs de football et le Parlement écossais pour légiférer plus sévèrement à l'encontre des personnes coupables de comportements sectaires.

De leur côté, les deux clubs ont conduit ou conduisent des actions éducatives et de prévention. En plus de sa campagne *Bhoys Against Bigotry* lancée en juin 1997 et mentionnée plus haut, le Celtic a élaboré un code de bonne conduite pour ses jeunes supporters. Il doit être signé par les individus qui ont été à l'origine de perturbations. Une récidive dans ce domaine signifie alors pour ces derniers une exclusion du stade et l'interdiction d'assister aux matchs. De façon similaire, le Rangers F.C. a élaboré des outils éducatifs pour les écoles de Glasgow sur le thème du sectarisme religieux. Le club a lancé en mai 2003 la

¹ Scottish Executive, *Calling Full Time on Sectarianism*, Edinburgh, Scottish Executive, 2006, p. ii: « sectarian abuse and violence can manifest itself in a very visible and prominent way within Scottish football. The popularity of the game in Scotland – and its resultant high profile – serves to highlight any misbehaviour and abusive chanting by football fans. This is harmful to Scottish football and can present a very negative image of Scottish society, both domestically and across the world. This situation must be addressed if we are to secure a bright future for Scotland where bigotry, intolerance and hatred do not exist and where sectarianism is consigned to history. »

² Voir en particulier la section 74 : <http://www.legislation.gov.uk/asp/2003/7/section/74> (accès le 22 janvier 2012)

³ « charity ».

campagne *Pride Over Prejudice* qui accompagne et complète *Sense Over Sectarianism*. De même que le Celtic F.C., le Rangers F.C. met en place des actions éducatives et a élaboré un code de bonne conduite, le *Blue Guide*, avec des sanctions à la clé pour les supporters qui se rendent coupables de comportements sectaires¹.

Le système éducatif est au centre des débats. Quand Jack McConnell, Premier Ministre (novembre 2001 – août 2007) et ancien ministre de l'éducation a émis l'idée de partager les locaux entre les écoles publiques (protestantes) et les écoles catholiques (il s'agissait de partager les cours de récréation, les cantines et les *assembly halls*, les cours ayant toujours lieu dans des locaux distincts), il dut faire face à une levée de bouclier de la hiérarchie catholique. Toutefois, de nombreuses voix ont profité de l'occasion pour s'élever en faveur de la laïcisation de l'éducation en Écosse². Dans le domaine scolaire, à Glasgow, la question de l'intolérance religieuse est abordée à travers l'initiative *Sense Over Sectarianism* (SOS) qui a été lancée en octobre 2001. C'est un partenariat entre six institutions majeures : les services de l'éducation de la ville de Glasgow³, *Nil By Mouth*⁴, l'Église d'Écosse représentée par le Presbytère de Glasgow, l'Église catholique représentée par l'archevêché de Glasgow et les deux clubs, Celtic F. C. et Rangers F. C. Le programme SOS a débuté comme un programme d'action communautaire, sous la direction des services de l'éducation, qui étaient alors les seuls dont la neutralité ne pouvait être remise en cause par l'un ou l'autre des partenaires. Pendant les trois premières années, Alison Logan a conduit un travail de terrain auprès des communautés et des établissements scolaires. En 2004, lorsque la première période de financement a expiré, il y avait suffisamment d'activité dans les écoles pour qu'un poste de coordinateur rattaché aux services de l'éducation soit pérennisé. Et il y eut un changement de dimension, avec la reconnaissance de la nécessité d'aborder le problème dans les établissements scolaires. Le directeur de l'éducation a alors estimé qu'il n'était plus possible de parler de citoyenneté, d'attitudes et de valeurs chez les jeunes gens scolarisés dans les établissements de la ville sans aborder le problème de l'intolérance religieuse, tant cela fait partie du quotidien à Glasgow. En conséquence, les jeunes gens devaient en comprendre les enjeux et cela devait faire partie des objectifs des établissements scolaires. Le programme *Sense Over Sectarianism*, qui s'adresse aux écoles primaires et aux établissements du secondaire, s'est donc installé dans le paysage éducatif

¹ Scottish Executive, 2002, pp. 17-19.

² Bill Murray, *op. cit.*, 2003, p. 241.

³ *Glasgow City Council Education Services*.

⁴ *Nil By Mouth* est une association caritative fondée en 2001 dont l'objectif est de porter à la connaissance de la société écossaise les questions d'intolérance religieuse.

de la ville. Il a pour objectif de mettre en place et de financer des projets éducatifs innovants destinés à développer la réflexion des élèves de la ville autour des valeurs et comportements liés à l'intolérance religieuse à Glasgow. Après dix ans d'existence, ce programme s'est affirmé comme incontournable. À en juger par l'expérience de la coordinatrice de SOS, le chemin de la tolérance est encore long à parcourir, même si l'entretien qu'elle nous a accordé dépeint une évolution positive¹.

5. Conclusion

Les changements socio-économiques enclenchés après-guerre et la sécularisation de la société écossaise ont indéniablement fait décroître les pratiques discriminatoires d'autrefois centrées sur l'antagonisme entre les communautés catholique et protestante de Glasgow sans pour autant les faire disparaître. Les nombreuses actions institutionnelles menées contre l'intolérance religieuse en Écosse en général et à Glasgow en particulier depuis le début des années 2000 sont bien la preuve de la persistance de l'intolérance religieuse. Les incidents réguliers qui surviennent à l'occasion des rencontres du « Old Firm » et qui bénéficient d'une couverture médiatique conséquente ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt de l'intolérance religieuse beaucoup moins visible mais bien réelle et quotidienne. Un changement majeur s'est néanmoins opéré, qui réside dans le fait que la violence générée par l'intolérance religieuse entre catholiques et protestants n'est désormais plus tolérée ni encouragée (implicitement ou explicitement) comme elle le fut dans le passé et qu'elle est également sévèrement punie par la loi.

L'épisode des obsèques de Tommy Burns, joueur très populaire du Celtic F.C., montre à quel point football et identité religieuse continuent pourtant d'entretenir des rapports étroits. Ses obsèques ont eu lieu à Glasgow le 20 mai 2008 et des milliers de fans sont venus déposer devant le stade du Celtic F.C. toutes sortes d'objets aux couleurs du club dans un ultime acte de souvenir. Comme très souvent lors de pareilles circonstances, sa loyauté envers son club et son pays² et son intégrité ont été mises à l'honneur. Il apparaît ainsi que l'humanité du personnage est unanimement reconnue, y compris dans les rangs des rivaux du Rangers F.C., dont quelques figures emblématiques sont symboliquement venues porter son cercueil. Tommy Burns était aussi un homme extrêmement pieux qui a

¹ Entretien avec Alison Logan, coordinatrice du programme *Sense Over Sectarianism*, 2010.

² Il a été huit fois international et a exercé des responsabilités au sein de l'équipe dirigeante de l'équipe nationale de football.

toujours publiquement affiché sa foi. De fait, ses obsèques ont été célébrées par quarante prêtres et deux évêques, en présence d'Alex Salmond, Premier Ministre écossais et leader du *Scottish National Party* (SNP), à St Mary's Church, dans l'est de Glasgow, là même où le Celtic F.C. fut fondé en 1888 par le frère mariste Walfrid. Cet événement est évidemment anecdotique mais il prouve combien l'attachement d'une certaine partie de la population écossaise à l'un ou l'autre des deux clubs majeurs de la ville reste un puissant marqueur d'identité en même temps qu'une réalité singulière de l'identité de Glasgow.

D'autres signes plus sérieux montrent que l'intolérance religieuse reste un sujet sensible. Au printemps 2011, un député de Holyrood et un procureur¹ ont tous deux reçu des colis piégés. Neil Lennon, le manager du Celtic F.C. fut également le destinataire de deux colis piégés. Il ne fait aucun doute que ce sont leur statut de personnages publics et leur appartenance religieuse qui ont conduit à de tels agissements.

La multiculturalité de Glasgow, récemment nourrie par son statut de ville d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, a toutefois renouvelé la problématique des relations inter-communautaires et déplacé le curseur des préoccupations vers la prise en compte des relations entre l'ensemble des communautés. La question de l'intolérance culturelle et religieuse ne se confine désormais plus aux relations inter-chrétiennes, bien que cette dernière problématique reste à l'évidence d'importance. C'est une évolution qui n'a pas échappé aux responsables politiques locaux et nationaux puisque leur réflexion et leur action prennent désormais davantage en compte la diversité culturelle de l'Écosse en général et de Glasgow en particulier et vont dans le sens d'un nécessaire respect mutuel entre toutes les communautés et les religions².

¹ « Queen's Counsel ».

² C'est particulièrement le cas dans les conclusions et recommandations sur l'état de la haine religieuse en Écosse rendues en 2002 par un groupe de travail parlementaire pluripartite.

***DEUXIÈME PARTIE - RÉGÉNÉRATION URBAINE,
CULTURE, IDENTITÉ ET RÉSISTANCES***

INTRODUCTION

Le projet politique néolibéral porté à partir de la fin des années soixante-dix au Royaume-Uni par le groupe thatcherien¹ à la tête du parti conservateur britannique s'est caractérisé par un rééchelonnement des politiques publiques au profit du local et du régional. Le néolibéralisme est apparu comme une stratégie de restructuration politique et économique qui s'est développé à plusieurs échelles. La ville est devenue un maillon central dans l'évolution des processus de régulation². Au Royaume-Uni, Glasgow est, à bien des égards, très vite devenue emblématique de cette évolution des politiques urbaines quand elle a opéré un changement radical de direction au début des années quatre-vingt en s'engageant résolument dans la voie de la ville entrepreneuriale, malgré une gouvernance de la ville historiquement travailliste³.

Glasgow peut être considérée comme l'archétype de la ville fordiste dans laquelle les transformations du capitalisme avaient produit, sans doute beaucoup plus qu'ailleurs, une situation économique, sociale et physique désastreuse au début des années quatre-vingt. La réponse apportée à cette crise du fordisme préfigura une évolution des politiques urbaines que beaucoup ont qualifiée de tournant entrepreneurial, c'est-à-dire du passage de politiques redistributives keynésiennes (la « ville managériale ») à des politiques de l'offre visant à attirer ressources, capital et emplois (la « ville entrepreneuriale »). Glasgow en fut une ville pionnière au Royaume-Uni.

La question centrale qui se pose est celle de la contribution de ces politiques publiques mises en place depuis le début des années quatre-vingt dans la production d'un

¹ Voir Keith Dixon, *Les évangélistes du marché*, Paris, Raisons d'agir, 1998 et David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005, pp. 22-23 et pp. 55-63 en particulier.

² Neil Brenner and Nik Theodore, « Preface: From the "New Localism" to the Spaces of Neoliberalism » in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, London, Blackwell Publishing, 2002, pp. 2-3.

³ Glasgow, a toujours été, à deux exceptions près depuis 1933 toutefois, dirigée par les travaillistes. S'il faut attendre 1933 pour que les travaillistes prennent le contrôle de la gestion de la ville, leur hégémonie à Glasgow n'a connu que deux courtes interruptions depuis : entre 1949 et 1951 puis entre 1969 et 1971.

nouvel ordre urbain, néolibéral et socialement et spatialement polarisé. L'objectif de cette partie est donc d'analyser le cas de Glasgow à travers le prisme du chantier de recherche en économie politique portant sur la néo-libéralisation des politiques urbaines et développé dans le champ académique anglo-saxon des études urbaines.

Pour mener à bien cette étude, nous commencerons par expliciter le cadre théorique que nous mobiliserons dans notre analyse et présenterons ensuite le contexte social, économique et physique de la ville à la fin des années soixante-dix afin d'avoir une idée précise du contexte dans lequel le projet néolibéral s'est mis en place à Glasgow. Nous poursuivrons notre étude par une présentation des principales politiques publiques qui ont été mises en œuvre. Enfin, nous tenterons d'analyser les effets socio-spatiaux de ces politiques publiques.

En géographie critique, chez un certain nombre d'auteurs¹, le concept de néolibéralisme a cédé la place à celui de néo-libéralisation, et ce dans un chantier de recherche lancé au début des années 2000. L'objectif de ce chantier de recherche est de comprendre comment la diffusion de l'idéologie néolibérale s'est produite et quel fut son impact sur les transformations du capitalisme, la restructuration des États ainsi que le contenu et la manière de produire les politiques urbaines.

Dans une certaine mesure, le concept de néo-libéralisation reste cependant un concept flou, tant il est composé d'une nébuleuse de définitions chez les chercheurs qui l'ont mobilisé. Toutefois, le point de départ commun est la crise du régime d'accumulation fordiste au début des années soixante-dix, remplacé par un régime plus flexible (post-fordiste) qui valorisait les échelles locales, c'est-à-dire les villes. Cette évolution marqua le début de la remise en question de l'État providence et le début de la diffusion des préceptes néolibéraux.

La réappropriation du terme néolibéralisme par ces auteurs répond donc au besoin de comprendre les réorganisations institutionnelles, politiques et idéologiques apparues depuis la crise des années soixante-dix et la remise en cause du compromis keynésiano-fordiste qui l'a accompagnée, spécifiquement dans les villes.

Trois questions émergent dans les problématiques de recherche sur les politiques urbaines et la néo-libéralisation. La première vise à analyser la mise en œuvre des différents projets politiques néolibéraux et leur articulation par rapport à l'héritage des structures

¹ Brenner, Theodore, Peck et Tickell sont parmi les plus influents et ceux dont les travaux, qui empruntent à ceux de David Harvey, sont les plus aboutis et dont l'intérêt pour la recherche urbaine est le plus direct.

politico-institutionnelles : c'est l'étude des mécanismes de « path dependency »¹. Autrement dit, il s'agit de partir du rôle clé joué à l'origine à l'échelle nationale par l'État dans la régulation de la vie politique et économique pour permettre le développement et le maintien du modèle keynésiano-fordiste et pour rendre l'accumulation possible. Il en résulte que, de façon générale, et de façon plus particulière dans les villes, des formes variées et hybrides de néolibéralisme ont émergé : il n'existe pas un unique projet politique néolibéral global, mais de multiples projets politiques néolibéraux qui sont l'héritage d'un contexte géographique, politique et historique particulier qu'il est essentiel de prendre en compte. Cette période est donc le prélude et le préalable nécessaire à l'émergence par la suite des projets néolibéraux tels qu'ils se sont mis en place au début des années quatre-vingt. En d'autres termes, chaque projet néolibéral entretient des relations complexes et particulières avec le territoire dans lequel il est mis en place. Le contexte spatial, sociopolitique et institutionnel dans lequel il s'insère conditionne les modalités et manifestations de son développement.

La seconde question concerne l'étude des mécanismes de destruction créatrice² qui germent autour du processus de néo-libéralisation. Comment certains arrangements politico-institutionnels sont-ils (partiellement) détruits et comment de nouveaux arrangements sont-ils créés et promus pour les remplacer³ ? Selon Harvey⁴, c'est un processus central dans la compréhension des processus de néo-libéralisation. En suivant cette analyse, il faut rendre compte des deux effets majeurs des projets néolibéraux : la destruction de l'héritage institutionnel de la période keynésiano-fordiste et la création de disparités et inégalités géographiques importantes⁵.

Brenner et Theodore insistent sur la double contradiction du projet néolibéral : il aspire à créer une utopie de marchés libérés de toutes les contraintes liées à

¹ Neil Brenner and Nik Theodore, « Cities and the Geographies of “Actually Existing Neoliberalism” » in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*, pp. 10-15.

² « Creative destruction ». Cela renvoie aux travaux de Joseph Schumpeter pour qui la destruction créative est l'une des caractéristiques essentielles du capitalisme qui, en évoluant, se débarrasse de l'inutile, de l'obsolète, du non-compétitif pour se réorienter vers des secteurs et des activités plus dynamiques.

³ Neil Brenner and Nik Theodore, *op. cit.*, pp. 15-20.

⁴ David Harvey, *op. cit.*, 2005, p. 3.

⁵ Neil Brenner and Nik Theodore, *op. cit.*, p. 4 : « While the neoliberal restructuring projects of the last two decades have failed to establish a coherent basis for sustainable capitalist growth, they have nonetheless profoundly reworked the institutional infrastructures upon which Fordist-Keynesian capitalism was grounded. The concept of creative destruction is presented to describe the geographically uneven, socially regressive, and politically volatile trajectories of institutional/ spatial change that have been crystallizing under these conditions. »

l'interventionnisme étatique mais, dans la pratique, il est à l'origine d'une très forte intensification de l'intervention de l'État sur le plan coercitif pour imposer les règles du marché sur tous les aspects de la vie sociale. De plus, l'idéologie néolibérale soutient que l'autorégulation des marchés va générer une redistribution optimale des ressources et des investissements. Toutefois, dans la pratique, la mise en place de ce projet a généré des échecs importants, de nouvelles formes de polarisation sociale et une très forte augmentation des inégalités à toutes les échelles¹.

Enfin, il s'agit de cartographier la géographie du néolibéralisme : les travaux sur le néolibéralisme considèrent la ville comme une échelle centrale. Le troisième volet de l'analyse de Brenner et Theodore met en avant les villes comme espaces privilégiés de néolibéralisation dans la mesure où le projet néolibéral a été complètement assimilé par les élites gouvernantes urbaines qui recourent aux divers outils du néolibéralisme (dérégulation, privatisation, libéralisation, réduction des dépenses publiques) pour régénérer leur économie et promouvoir leur territoire dans un contexte de concurrence globale².

La ville est devenue une échelle pertinente d'analyse des transformations néolibérales ainsi que le vecteur d'approfondissement de ces transformations : « les villes sont devenues les lieux d'incubation de quantité de stratégies politiques et idéologiques majeures grâce auxquelles se maintient la domination du néolibéralisme »³. Les processus de néolibéralisation sont évolutifs et multi scalaires. Ils ne sont pas monolithiques mais pluriels et hybrides (ou composites) et leurs effets ne sont pas uniformes. Pour rendre compte de

¹ *Ibid.*, p. 5 : « On the one hand, while neoliberalism aspires to create a « utopia » of free markets liberated from all forms of state interference, it has in practice entailed a dramatic intensification of coercive, disciplinary forms of state intervention in order to impose market rule upon all aspects of social life. On the other hand, whereas neoliberal ideology implies that self-regulating markets will generate an optimal allocation of investments and resources, neoliberal political practice has generated pervasive market failures, new forms of social polarization, and a dramatic intensification of uneven development at all spatial scales. »

² *Ibid.*, pp. 20-28 : « Neoliberal programs have also been directly « interiorized » into urban policy regimes, as newly formed territorial alliances attempt to rejuvenate local economies through a shock treatment of deregulation, privatization, liberalization, and enhanced fiscal austerity. In this context, cities – including their sub-urban peripheries – have become increasingly important geographical targets and institutional laboratories for a variety of neoliberal policy experiments, from place-marketing, enterprise and empowerment zones, local tax abatements, urban development corporations, public-private partnerships, and new forms of local boosterism to workfare policies, property development schemes, business-incubator projects, new strategies of social control, policing and surveillance, and a host of the institutional modifications within the local and regional state apparatus » (Neil Brenner and Nik Theodore, *op. cit.*, pp. 20-21).

³ Neil Brenner, *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 2004, pp. 375-376 : « cities have become the incubators of many of the major political and ideological strategies through which the dominance of neoliberalism is being maintained ».

cette pluralité et complexité, Brenner et Theodore ont recours à l'expression « actually existing neoliberalism »¹.

Ce cadre conceptuel est complété par une volonté de périodiser le processus de néolibéralisation². Une première phase théorique (« proto-néolibéralisme ») évolue vers une phase de « roll-back neoliberalism » (c'est-à-dire de démantèlement de l'héritage institutionnel et de l'appareil économique de la période keynesiano-fordiste à la fin des années soixante-dix), à la faveur de la crise économique de cette période. Une troisième phase dite « roll-out neoliberalism » est caractéristique d'un libéralisme que l'on pourrait définir comme étant un libéralisme d'ajustement, mais extrêmement contraint par l'ampleur et la célérité des changements réalisés au cours de la période précédente. Il vient instaurer une forme de régulation en faveur de l'économie de marché mais avec le souci affiché de prendre en compte les contradictions et dégâts générés par la période de néolibéralisme agressif précédente. C'est le libéralisme de Clinton et Blair³. Le néolibéralisme s'installe alors comme un processus technocratique de gouvernance qu'il n'y a pas lieu de contester puisqu'il est présenté comme une évidence⁴.

Le premier chapitre de notre deuxième partie a pour ambition d'exemplifier ce cadre d'analyse à travers l'étude des stratégies de l'action publique mises en œuvre dans la régénération urbaine à Glasgow. Nous verrons que l'organisation de manifestations culturelles populaires de dimension nationale ou internationale a été mobilisée comme l'instrument privilégié déclencheur puis catalyseur de la régénération physique, économique et sociale de la ville dès le début des années quatre-vingt.

Les bornes temporelles que nous avons définies nous amèneront à conduire l'essentiel de notre argumentation sur les deux premières périodes définies par Peck et Tickell : les périodes de « proto-liberalism » et de « roll-back neoliberalism », qui

¹ Avec un clin d'œil ironique à l'expression « actually existing socialism » utilisée par certains marxistes pendant la période soviétique. Neil Brenner and Nik Theodore, *op. cit.*, pp. 36-37.

² Jamies Peck and Adam Tickell, « Neoliberalizing Space » in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*, pp. 33 -57.

³ David Harvey, *op. cit.*, 2005, pp. 63-64 : « Perhaps the greatest testimony to [Reagan and Thatcher's] success lies in the fact that both Clinton and Blair found themselves in a situation where their room for manoeuvre was so limited that they could not help but sustain the process of restoration of class power even against their own better instincts ».

⁴ Jamie Peck and Adam Tickell, *op. cit.*, pp. 33-34 : « Neoliberalism is no longer a dream of Chicago economists or a nightmare in the imaginations of leftist conspiracy theorists: it has become a commonsense of the times ». Voir également David Harvey, *op. cit.*, 2005, p. 3 : « Neoliberalism has, in short, become hegemonic as a mode of discourse. It has pervasive effects on ways of thought to the point where it has become incorporated into the common-sense way many of us interpret, live in, and understand the world. »

correspondent globalement à la période pendant laquelle les conservateurs sont au pouvoir. Pour autant, nous ferons le lien avec la période suivante, celle de « roll-out liberalism », dont on peut considérer qu'elle débute au moment où Tony Blair et les néo-travailleurs accèdent au pouvoir en 1997. Il nous semble en effet important de mettre en perspective notre analyse des processus de néo-libéralisation à l'œuvre dans le processus de régénération de la ville au cours de la période conservatrice dans un temps plus long, même si l'objet de notre étude n'est pas d'établir de façon formelle et argumentée la filiation entre les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et John Major et les gouvernements néo-travailleurs de Tony Blair¹.

La victoire des néo-travailleurs en mai 1997 et le changement de pouvoir central qui a suivi constituent une rupture importante, au moins de façon symbolique. C'était une promesse de campagne de Tony Blair d'organiser un référendum sur la dévolution en Écosse et au Pays de Galles s'il était élu. Le référendum en Écosse a eu lieu le 11 septembre 1997, celui du Pays de Galles une semaine plus tard. Les Écossais se sont majoritairement prononcés en faveur de la dévolution et du rétablissement d'un Parlement écossais autonome, qui a officiellement repris ses fonctions le premier juillet 1999. La dévolution des pouvoirs incluait le développement économique, le logement, les transports, tous autant d'éléments constitutifs des politiques urbaines². Le cadre institutionnel évolue donc entre les périodes de « roll-back neoliberalism » et « roll-out neoliberalism » mais la dimension locale des politiques urbaines est à notre sens suffisamment forte pour rendre utile et donner du sens à leur mise en perspective sur une période un peu plus longue, malgré les changements d'arrangements institutionnels au niveau supra-local.

Dans le deuxième chapitre de cette partie, nous nous attacherons à montrer que les processus de néo-libéralisation à l'œuvre dans la définition des politiques urbaines ont engendré des résistances locales très actives, au centre desquelles resurgissent de façon très prégnante les questions d'identité. Nous accorderons une attention toute particulière au quartier périphérique de Castlemilk et à celui, plus central, des Gorbals dans l'étude de ces résistances.³

¹ Voir à ce sujet Keith Dixon, *Un digne héritier. Blair et le thatchérisme*, Paris, Raisons d'agir, 2000.

² <http://www.scotland.gov.uk/About/18060/11552>

³ Il s'agit d'un choix guidé par des raisons de proximité géographique. Lors de notre séjour à Glasgow, nous résidions à Cathcart, un quartier de la ville situé à quelques centaines de mètres au nord de Castlemilk. Nous avons eu très souvent l'occasion de nous y rendre pour des raisons administratives (certains services de *Glasgow City Council* y sont décentralisés) ou pour fréquenter les équipements municipaux. Les trois autres grands ensembles étaient beaucoup trop éloignés pour y

CHAPITRE 5 – LES STRATÉGIES DE RÉGÉNÉRATION URBAINE

Vous pensez à Glasgow. Aux quatre coins vous trouvez ce genre d'habitations... Et qu'est-ce qu'on y trouve ? Rien, sinon des maisons. Juste des décharges architecturales où on a déversé les gens comme on fait pour la gadoue. Il faut vraiment que les gens de Glasgow soient braves. Sinon, il y des années qu'ils auraient cramé tout ça.¹

1. Glasgow à la fin des années soixante-dix : une ville sinistrée²

1.1. Déindustrialisation

Glasgow fut longtemps la deuxième ville de l'Empire britannique et « l'atelier du monde »³, jusqu'à ce que la chute de l'Empire, les deux guerres mondiales et les mutations de l'économie mondiale en fassent une ville très sévèrement touchée par un déclin industriel vaste et rapide. Les besoins de l'économie de guerre avaient permis à Glasgow de dissimuler pour un temps encore les faiblesses structurelles de son industrie lourde et des chantiers navals et d'éluder les questions de stratégie industrielle⁴. Glasgow pouvait encore

faire plus que des passages occasionnels.

¹ William McIlvanney, *Laidlaw*, London, Sceptre, 1977, p. 36 : « You think of Glasgow. At each of its four corners, this kind of housing-scheme. [...] Hardly anything but houses. Just architectural dumps where they unloaded the people like slurry. Penal architecture. Glasgow folk have to be nice people. Otherwise, they would have burned the place to the ground years ago. »

² Gavin McCrone (*op. cit.*, p. 931) a recours à l'expression suivante pour résumer la situation de Glasgow au début des années soixante-dix : « Glasgow was a city in deep trouble »

³ « The world's workshop ».

⁴ « The Second World War, like the First, stimulated demand for the heavy industries of the Clyde, a demand which persisted into the 1950s as continental competitors sought to rebuild their war-torn economies. In the long post-war expansion, Glasgow's unemployment remained at historically low levels, which is a sharp contrast to the 1930s experience. Only at the end of the 1950s did economic development again become a major priority and the question of Glasgow's industrial structure came under the spotlight. The debate over whether it was the specialisation in heavy industrial sectors or other factors which were at the root of the sluggish growth rates for the older industrial areas then resumed. » Michael Keating, *The City that Refused to Die*, Aberdeen, Aberdeen

cultiver l'illusion d'être un centre industriel de toute première importance jusque dans les années cinquante et soixante. En réalité, le déclin de la ville avait débuté bien avant, dès les années trente, et s'inscrivait par ailleurs dans un cadre plus large de toute une région en déclin¹.

Les années soixante marquent le début d'une désindustrialisation rapide et généralisée qui touche un vaste espace : tout l'espace industrialo-portuaire de l'estuaire de la Clyde jusqu'à Glasgow, espace caractérisé par un maillage serré de quartiers industriels où se sont conjointement développés industries et *tenements* ouvriers². L'industrie navale ne résiste plus à la concurrence d'autres pays européens ou asiatiques. Les bateaux de croisière, dans la construction desquels les chantiers navals de la Clyde s'étaient spécialisés, sont supplantés par le transport aérien. La géographie de la Clyde rend difficile le transfert de compétences vers la construction de pétroliers ou de plateformes d'extraction.³ En 1961, 38 416 ouvriers sont employés dans les chantiers navals de la conurbation glaswégienne. Vingt ans après, il n'y en a plus que 12 750 et il n'y a plus que deux chantiers navals en activité dans la ville. Le nombre d'employés dans la métallurgie passe de 39 195 à 16 246 au cours de la même période. Dans l'industrie mécanique, la chute est tout aussi dramatique : il n'y a plus que 33 086 employés dans ce secteur en 1981, contre 86 467 en 1961⁴.

Parallèlement, les créations d'emplois dans le secteur des services sont loin d'être suffisantes pour absorber la perte d'emplois dans le secteur industriel. Dans l'ensemble de la conurbation, entre 1961 et 1981, le secteur industriel perd 236 000 emplois quand le secteur des services n'en crée que 115 900, soit un solde négatif de 120 100 emplois⁵. En valeur relative pourtant, on assiste à un renversement spectaculaire de la nature des emplois. La part des emplois dans les services passe de 37,5% en 1961 à 51,5% en 1971 et

University Press, 1988, p. 16.

¹ « In the case of Glasgow, we have a declining conurbation *within* a declining region, recognised as such since the 1930s », *ibid.*, p. 170.

² Voir Frank Worsdall, *The Glasgow Tenement, A Way of Life*, Glasgow, Richard Drew, 1979 pour une étude détaillée des *tenements* glaswégiens; Il est important de faire une distinction entre les *tenements* construits pour loger les familles ouvrières et ceux, de bien meilleure qualité, construits dans les quartiers bourgeois de l'ouest de la ville : Peter Reed, « The Tenement City » in Peter Reed (ed.), *Glasgow, The Forming of a City*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000, pp. 104-129.

³ W. F. Lever, « Deindustrialisation and the Reality of the Post-industrial City », *Urban Studies*, vol. 28, n° 6, p. 990.

⁴ Michael Keating, *op. cit.*, pp. 168-169.

⁵ W. F. Lever, *op. cit.*, p. 989. Il est à noter que c'est la période 1978-1987 qui voit le plus grand nombre d'emplois perdus dans l'industrie ; Maria Gómez, « Reflective Images: the Case of Urban Regeneration in Glasgow and Bilbao », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 22, n°1, pp. 107-108.

62,9% en 1981 alors qu'elle passe de 46% à 27,4% dans l'industrie. En vingt ans, Glasgow est devenue un centre de services et a tourné le dos à son passé industriel¹. Les pertes d'emplois considérables dans l'industrie au cours des années soixante et soixante-dix se poursuivent pendant la décennie suivante. Les emplois dans les services atteignent un pic en 1981 avant de diminuer². Globalement, Glasgow perd plus d'un quart de ses emplois (27%) pendant la période 1952 -1987 pour atteindre un seuil historique de 358 000 emplois en 1996³.

Les nouvelles industries ne parviennent pas à compenser les pertes d'emplois dans les usines de sidérurgie, de construction mécanique et les chantiers navals qui ferment les uns après les autres. Elles préfèrent s'installer en périphérie, ou quitter la région, loin de l'emplacement de l'industrie lourde traditionnelle.

À la fin des années soixante-dix, l'économie de Glasgow est en proie à trois tendances lourdes et interdépendantes :

- 1) la perte substantielle d'emplois et, par conséquent, la hausse du chômage, que l'exode de population au cours de la même période n'a pas permis de modérer ;
- 2) le passage d'une économie industrielle à une économie de services ;
- 3) une véritable suburbanisation de l'emploi puisque les nouvelles industries s'installent loin de l'ancienne base industrielle de la conurbation.

1.2. Les politiques d'aménagement urbain en question

Pour comprendre la genèse des politiques urbaines à Glasgow à partir de la fin des années soixante-dix, il est nécessaire d'opérer un retour en arrière jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et de procéder à une mise en perspective des étapes successives du redéveloppement urbain.

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, Glasgow connaît une importante crise de logements car une partie des habitations situées le long de la Clyde (notamment à Clydebank) et dans les quartiers nord et ouest de Glasgow avaient été détruites par des

¹ William Lever and Chris Moore, *The City in Transition: Policies and Agencies for the Economic Regeneration of Clydeside*, Oxford, Clarendon Press, 1986, pp. 2-3.

² W. F. Lever, *op. cit.*, p. 989.

³ Ronan Paddison, « City Marketing, Image Reconstruction and Urban Regeneration », *Urban Studies*, vol. 30, n°2, p. 344.

bombardements allemands les 13 et 14 mars 1941.¹ De plus, les programmes de construction avaient été arrêtés pendant la guerre. Au sortir de cette dernière, il est donc urgent de construire davantage de logements, de réduire drastiquement la densité au centre et d'améliorer tout aussi drastiquement la qualité de construction. Un septième de la population écossaise est entassé dans les trois kilomètres carrés du centre de Glasgow². Le nombre d'habitants très élevé (voir tableau 1) se conjugue à un parc de logements dégradés et sur-occupés dans des proportions bien supérieures aux autres villes industrielles du nord de l'Angleterre notamment. En 1951, le taux d'occupation des logements est de 1,39 habitant par pièce alors qu'il n'est que de 0,77 à Londres, 0,92 à Birmingham et 0,71 à Manchester. Plus de 45% des logements de la ville sont considérés comme surpeuplés³. La moitié des logements de la ville ont une seule ou deux pièces. Presque un quart de la population vit à une densité supérieure à deux personnes par pièce. Dans les *tenements* des vieux quartiers ouvriers de la ville, il est tout à fait habituel pour des familles ouvrières de s'entasser dans des appartements d'une ou deux pièces, au confort très spartiate et souvent humides, bien que le nombre d'appartements d'une pièce, les *single-ends*, ait considérablement diminué par rapport au début du siècle. Elles partagent alors un seul cabinet de toilette situé sur le palier⁴. 90 000 foyers sont inscrits sur la liste d'attente pour obtenir un logement municipal.⁵

Année	Population
1901	761 712
1926	1 090 380
1938	1 127 825
1946	1 050 000
1951	1 089 555
1961	1 055 017

¹ C'est le « Blitz on Clydeside ». On peut voir photographies et documents issus des archives de la ville de Glasgow détenues par la Mitchell Library à l'adresse suivante :

<http://www.glasgow.gov.uk/en/Residents/Libraries/Collections/Blitz/PhotoGallery/> (accès le 8 août 2011).

² Michael Pacione, *Glasgow: the Socio-spatial Development of a City*, Chichester, Wiley, p. 161.

³ *Scottish Housing Advisory Committee*. Voir également l'article de Jacques Soppelsa, « L'expansion urbaine récente de Glasgow », *Annales de Géographie*, 1967, t. 76, n°417. pp. 528-551. Bien que l'article soit très ancien, il est très utile car il relate avec une grande précision un travail de terrain sur les déplacements de population dans les années soixante.

⁴ Ces *tenements* ont pour leur majorité été construits au cours des deux périodes de construction massive qui correspondent à deux période fastes de l'économie glaswégienne, entre 1869 et 1877 et 1893-1904. Ils sont la propriété de spéculateurs immobiliers, ce qui explique leur peu d'entrain à en assurer l'entretien et donc leur piteux état.

⁵ Thomas A. Markus, « Comprehensive Development and Housing , 1945-1975 » in Peter Reed (ed.), *op. cit.*, p. 152.

1971	897 485
1981	774 068
1991	688 600
2001	586 710

Tableau 1 : Population de Glasgow¹

1.2.1. Période 1945-fin des années cinquante

Deux études qui défendent deux visions diamétralement opposées du redéveloppement de Glasgow sont publiées juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit du Plan Bruce², du nom de l'architecte en chef de la ville³, publié en 1945 et du *Plan Régional de la Vallée de la Clyde* (CVRP), publié dans sa forme finale en 1949⁴. Elles s'opposent plus particulièrement sur l'épineuse question du relogement des populations issues des *tenements* très dégradés des quartiers ouvriers en mobilisant des définitions bien différentes du terme conurbation⁵. Aucune de ces deux visions du redéveloppement de Glasgow ne sera mise en œuvre de façon complète et littérale. Pourtant, toutes les deux auront une influence significative dans les politiques de redéveloppement urbain à Glasgow et dans le centre-ouest de l'Écosse pendant au moins trois décennies⁶.

L'influence du CVRP dans les propositions du *West Central Scotland Plan*, le plan de développement urbain de la conurbation glaswégienne qui lui succède et qui est entériné par le *Scottish Office* en 1974, est indéniable⁷. Celle du Plan Bruce dans la construction des autoroutes l'est tout autant. Le redéveloppement de Glasgow après la Seconde Guerre

¹ Glasgow City Council :

<http://www.glasgow.gov.uk/en/AboutGlasgow/Factsheets/Glasgow/>

² Robert Bruce, *First planning report to the Highways and Planning Committee of the Corporation of the City of Glasgow*, Glasgow, Glasgow Corporation Printing and Stationery Department, 1945.

³ Glasgow's Master of Works and City Engineer.

⁴ Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *The Clyde Valley Regional Plan*, Edinburgh, HMSO, 1949. Bien que publié en 1949, il est quasiment prêt dès 1946. Le CVRP est commissionné par le Ministre pour l'Écosse, Thomas Johnston (1881-1965) et il est préparé par un comité (Advisory Committee) sous la direction de Sir Patrick Abercrombie, un expert reconnu en planning urbain. Contrairement au Bruce Plan qui concerne spécifiquement Glasgow, le CVRP vise à résoudre les problèmes économiques et sociaux complexes d'une vaste zone qui couvre toute la ville de Glasgow et cinq comtés adjacents (Dunbarton, Lanark, Renfrew, une grande partie du comté de Ayr et quelques paroisses du comté de Stirling, p. 2).

⁵ Voir à ce sujet la démonstration de Thomas A. Markus, *op. cit.*, pp. 149-152.

⁶ Thomas A. Markus, *op. cit.*, pp. 147-165.

⁷ Urian Wannop and Roger Smith, « Robustness in Regional Planning: An Evaluation of the Clyde Valley Regional Plan », in Roger Smith and Urian Wannop (eds.), *Strategic Planning in Action*, Aldershot: Gower, 1985, pp. 212-241.

mondiale est le résultat du bras de fer qui s'instaure entre deux niveaux de gouvernance, l'un local et l'autre national, aux intérêts politiques divergents et qui défendent chacun âprement leur vision du redéveloppement du grand Glasgow : *Glasgow Corporation* et le *Scottish Office*. À partir de la fin des années cinquante, *Glasgow Corporation* finit par adopter les principales lignes de la vision défendue par le *Scottish Office*, sans toutefois renoncer complètement à ses propres convictions en la matière. Le résultat revêt la forme d'une synthèse forcée (car il y avait urgence à agir) et assez largement inaboutie car très difficile à produire tant les visions défendues par chacun des niveaux de gouvernances étaient divergentes et sujettes aux fluctuations de la vie politique. Enfin, il n'existait aucune agence pour mettre en œuvre le CVRP¹.

Les propositions contenues dans le *Plan Bruce* sont tout à fait radicales et s'articulent autour de cinq grands axes : les transports, l'espace public, la rénovation des zones d'habitat délabrées, le logement, le développement commercial et la croissance industrielle. Le *Plan Bruce*, qui ne se préoccupe pas des questions de conservation, d'architecture ou de design urbain, imagine une reconstruction totale du centre de Glasgow encadré au nord et au sud par deux grandes gares, y compris en procédant à la démolition des bâtiments victoriens ou édouardiens les plus remarquables². Les transports y occupent une part considérable. Bruce propose la construction d'un périphérique à l'intérieur duquel tout le centre de la ville doit être reconstruit ainsi que la construction de ronds-points échangeurs sur plusieurs niveaux³. Il défend aussi la thèse selon laquelle il est possible de procéder à des améliorations de l'habitat et de reloger tous les habitants à l'intérieur des limites de la ville en utilisant les espaces les moins densément peuplés et en reconstruisant à des densités bien plus élevées que celles des banlieues résidentielles construites entre les deux guerres telles que Mossbank ou Knightswood, que le *Plan Bruce* prévoit de raser. Cette vision se heurtera en fait au manque d'espaces constructibles et ne sera jamais appliquée. Elle aura

¹ « Thus during the period of almost 30 years in which the *Plan* was to remain the outstanding appraisal of the region's condition and the most comprehensive declaration of policy, it lacked the fundamental support of a Regional Authority for Clydeside. Without that internal regional impetus, the *Plan's* progress depended upon the changing strength of economic conditions and a favourable balance amongst the several kinds of political force whose relative strength and attitude to components of the *Plan* fluctuated over time. » Urrlan Wannop and Roger Smith, *op. cit.*, p. 217.

² La gare centrale ([Central Station](#)), le musée et galerie d'art de Kelvingrove ([Kelvingrove Art Gallery and Museum](#)), l'école des Beaux Arts ([Glasgow School of Art](#), dont l'architecte est [Charles Rennie Mackintosh](#)), l'hôtel de ville ([Glasgow City Chambers](#)) et l'Infirmierie Royale ([Glasgow Royal Infirmary](#)), les bâtiments commerciaux victoriens et les *tenements* du centre sont tous voués à disparaître. Voir le site <http://www.bestlaidchemes.com/> et <http://www.theglasgowstory.com/image.php?inum= TGSE00885> (accès le 8 août 2010).

³ « Inner-city ring road with multi-level transport interchange roundabouts. »

toutefois une influence certaine dans les décisions prises par la municipalité en matière d'aménagement urbain au cours des décennies suivantes¹.

À l'opposé des préconisations du *Plan Bruce*, l'idée dominante en planification urbaine en Grande-Bretagne à cette époque prônait la réduction de la densité de population conjointement au contrôle de l'étalement urbain avec la préservation d'une ceinture verte. C'est autour de ces grandes lignes que le CVRP propose 76 mesures pour procéder au redéveloppement de toute la conurbation glaswégienne². Les grands principes directeurs en sont la décentralisation de l'industrie et des populations, accompagnée par une rénovation à faible densité (pas plus de 35 habitants/ km² ³) et la préservation d'une ceinture verte autour de Glasgow afin de mettre un terme à l'étalement urbain⁴. De par le niveau de détail et la vision globale qu'il propose⁵, le CVRP s'établit comme une référence dans la planification urbaine du centre-ouest de l'Écosse dont l'influence à long terme est incontestable⁶.

Afin de mettre en œuvre la décentralisation de population⁷ et d'industrie, le CVRP propose trois solutions⁸ :

- 1) la construction de logements dans un nombre limité de villes déjà existantes dans la région (Kilmarnock, Beith, Johnstone) avec l'installation de nouvelles industries⁹ ;

¹ Thomas A. Markus, *op. cit.*, pp. 148-149.

² Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *op. cit.*, pp. 340-344.

³ Recommandation 29 : « Maximum densities for urban areas should be prescribed : in no case should density exceed 140 persons per net residential acre. This figure must lead to a general policy of housing decentralisation. It is not considered feasible or desirable to redevelop recent housing schemes at higher densities in order to reduce the decentralisation problem. », Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *op. cit.*, p. 341.

⁴ « urban sprawl ».

⁵ Le plan repose sur le traitement conjoint et interdépendant des problématiques de redéveloppement de l'industrie, de déplacements de population, de développement combiné et rationnel des différents types de transports, de restructuration de l'espace urbain et des espaces ruraux et agricoles, de sources d'énergie, etc. Le sommaire est ainsi divisé en chapitres qui traitent de : la population, l'industrie, les espaces ouverts et de loisir, les principales zones d'habitation, les transports et communications, l'agriculture, la planification urbaine, la vallée du Leven, l'architecture, les services publics de l'eau, du gaz, de l'électricité et de l'évacuation des eaux usées, de l'administration et du gouvernement à l'échelle locale. On y trouve également le détail de la mise en œuvre d'une ville nouvelle de 60 000 habitants (pp. 269-273)

⁶ « We can equally be impressed with the influence the Plan exercised over a long period of time. » Urran Wannop and Roger Smith, *op. cit.*, p. 210; Thomas A. Markus, *op. cit.*, p. 149.

⁷ « overspill ».

⁸ Recommendations 31 à 37.

⁹ Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *op. cit.*, p. 177 (jusqu'à 20 000 personnes à

- 2) des déplacements de population et d'industrie dans d'autres régions d'Écosse selon des accords entre Glasgow Corporation et d'autres villes écossaises¹, dans le respect des intérêts économiques et démographique du pays².
- 3) la création de villes nouvelles, à East Kilbride (au sud de Glasgow) et à Cumbernauld (au nord-est), ainsi qu'à Bishopton (pour absorber la population de Greenock) et, si nécessaire, à Houston (à l'ouest de Paisley)³. Le CVRP prévoyait que plus d'un demi-million de personnes pouvaient être déplacées de Glasgow et des autres villes de Clydeside pour réduire les densités et procéder à la destruction des logements insalubres (voir tableau 2).

	Population en 1946 (estimation)	Nombre d'habitants à déplacer (chiffres approximatifs)
Glasgow	1 127 948	550 000
Airdrie	27 860	3 500
Clydebank	47 912	17 500
Coatbridge	45 045	10 000
Dumbarton	22 214	10 000
Greenock	81 297	39 000
Hamilton	39 305	11 000
Motherwell & Wishaw	67 693	11 500
Paisley	91 167	28 500
Port Glasgow	19 785	9 500
Rutherglen	25 441	9 000

Kilmarnock et 4 000 à Beith).

¹ Dans des villes aussi éloignées que Wick, Stranraer ou Arbroath.

² Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *op. cit.*, p. 178 : « We strongly urge that this vital problem of the overcongested central part of the Clyde Valley should not be considered in its local or even its regional aspects only; Greater Glasgow is considerably more top heavy and unbalanced in relation to the total population of Scotland than is London in relation to England. Topographically, the Clyde Valley is immeasurably less able to cope with a great spreading of development than are the Home Counties. The proposals which we have made with regard to the peripheral expansion and to the building of new towns will do little by themselves to decrease *regional* as distinct from local congestion – any spread in this part of the Region, however, inevitably must be subject to this criticism. We recommend as a necessary corollary to our regional proposals for decentralization, the immediate setting up of machinery for linking together all the regions of Scotland for the purpose of working out the basis of a National Plan for the location of industry and population. »

³ Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *op. cit.*, pp. 188-190. La création des villes nouvelles de Livingston (à l'ouest d'Édimbourg), Irvine (au sud-ouest de Glasgow, sur la côte atlantique) et Glenrothes (au nord d'Édimbourg, de l'autre côté de l'estuaire de la Forth) sera décidée plus tard, au cours des années cinquante.

Barhead	12 265	6 000
Johnstone	13 882	4 000
Milngavie	6 400	nil
Renfrew	16 509	7 000
TOTAL	1 644 723	716 000

Tableau 2 : Estimation du nombre d'habitants à déplacer des zones de rénovation¹

Les chiffres du tableau 2 n'indiquent pas uniquement le nombre de personnes à déplacer dans les villes nouvelles. Ils concernent l'ensemble des personnes qui sont à reloger afin de réduire la densité des zones les plus peuplées, soit dans les villes nouvelles, soit en périphérie des villes de la vallée. Glasgow devait ainsi absorber le relogement d'un maximum de 250 000 personnes², pendant que 250 000 autres devaient être relogées dans les villes nouvelles³. Le reste devait donc être relogé dans divers lieux de Clydeside ou, selon les accords signés avec d'autres autorités locales, hors de la vallée de la Clyde.

La mise en œuvre du CVRP ne peut se faire de façon littérale car *Glasgow Corporation* y était opposé pour plusieurs raisons⁴. Premièrement, la municipalité considère le *Clyde Valley Regional Planning Advisory Committee* (CVRPAC), qui avait été installé par le Scottish Office, comme un rival potentiel en termes de pouvoir dont les préconisations constituent un empiètement sur l'indépendance municipale. La seconde raison renvoie à son statut de deuxième ville de l'Empire : en délocalisant une partie de l'industrie dans les villes voisines,

¹ Source : Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *The Clyde Valley Regional Plan*. Edinburgh, HMSO, 1949, p. 175. (« redevelopment »)

² *Ibid.*, p. 176. La construction de bâtiments de deux étages permettait de reloger 75 000 personnes et la construction de bâtiments de quatre étages, avec le confort moderne, permettait d'en reloger le double. L'objectif étant de reloger 250 000 personnes, il fut considéré que l'investissement supplémentaire que représentait la construction de tours d'habitations « high-rise » était justifiable. Glasgow Corporation y était favorable et l'avait expérimenté en construisant des immeubles de 8 étages à Partick en 1949-1952 (Ronald Smith, *op. cit.*, pp. 17-18).

³ Dans un premier temps, les chiffres annoncés dans le *Clyde Valley Regional Plan* sont : 60 000 à Cumbernauld (résidents de Glasgow), 50 000 à East Kilbride (34 000 en provenance de Glasgow, 16 000 de Cambuslang et Blantyre, dans le Lanarkshire), entre 30 000 et 40 000 à Bishopton (dont 20 000 à 30 000 en provenance de Greenock et le reste de Glasgow) et entre 30 000 et 40 000 à Houston (avec la possibilité par la suite de faire passer ce chiffre à 70 000), Sir Patrick Abercrombie and Robert H. Matthew, *op. cit.*, pp. 188-190.

⁴ Dans leur article sur une évaluation à long terme du CVRP, Wannop et Smith montrent que l'on peut considérer que 50 recommandations du CVRP sur 76 ont été effectivement mises en œuvre et que sur celles qu'ils jugent comme étant les 15 plus importantes, seules quatre n'ont pas été suivies d'effet. Il faut plus de 15 ans pour que la plupart des recommandations soient réalisées : « Despite the level of detail given in the *Plan*, it is doubtful whether those working on it saw it as a precise blueprint. Even so, we can be impressed by the formidable degree to which the *Plan* was realized. » (Urlan Wannop and Roger Smith, *op. cit.*, pp. 210-212).

Glasgow en perd les revenus issus de l'imposition et son statut. En adoptant une résolution en 1946, Glasgow déclare que l'ensemble du programme de redéveloppement peut être réalisé à l'intérieur des limites administratives de la ville même si cela implique la construction à haute densité sur la ceinture verte, en contradiction complète avec les principes défendus dans le CVRP.

L'ampleur de la tâche force la municipalité à se résoudre, avec réticence, au déplacement de population et d'industrie. Pourtant, elle se lance dans le même temps dans une course effrénée à la construction d'un maximum de logements à l'intérieur des limites de la ville, en rognant sur la ceinture verte et à des densités supérieures à celles préconisées dans le *Plan Bruce* : ce sont les quatre cités en périphérie (Pollok, Castlemilk, Drumchapel et Easterhouse). En 1951, la municipalité de Glasgow publie son Plan de Développement qui adopte un grand nombre des recommandations de CVRP. En 1952, le nouvel architecte en chef de la ville estime qu'il faut construire 135 000 nouveaux logements, 100 000 pour les personnes sur les listes d'attente et 35 000 pour les personnes en besoin de relogement suite à la destruction de logements anciens¹. En 1953, le *Clyde Valley Planning Advisory Committee* recommande la création d'une ville nouvelle supplémentaire à Cumbernauld.

En 1954, la version finale du plan de redéveloppement de Glasgow, approuvée par le Scottish Office, envisage la création de seulement 21 000 logements municipaux, 3 500 logements privés et 5 138 logements dans les zones de redéveloppement. Il en faut donc plus de 100 000 ailleurs. La municipalité revient sur sa décision de 1946 et accepte la création de Cumbernauld qui est officiellement approuvée en 1956. En 1957, Glasgow adopte finalement une vigoureuse politique de déplacement de population et d'industrie. En 1959, un plan est adopté pour aider les employeurs qui souhaitent s'installer ailleurs à quitter leurs locaux et à recruter des ouvriers désireux de faire partie du plan de déplacement de population.

Alors qu'on estimait possible de construire 30 000 logements neufs à Glasgow, 45 000 ont été construits en 1959 et les constructions en périphéries continuent. A cette date, les quatre grandes cités en périphérie de Glasgow sont achevées ou en voie d'achèvement : la construction de Pollok, au sud-ouest, avait commencé avant la Seconde Guerre mondiale et est achevée en 1951 ; la construction de Drumchapel (au nord-ouest) date de 1951 ; celle de Castlemilk (au sud-est), dont nous détaillerons le cas plus loin, a

¹ City Housing Report, 1952.

débuté en 1954 ; enfin, celle d'Easterhouse (au nord-est) commence en 1955.¹ Elles sont prévues pour reloger jusqu'à 50 000 personnes.

De plus, la population de la région est en augmentation avec un solde naturel positif de 400 000 personnes entre 1951 et 1971, ce qui n'avait pas du tout été prévu. La taille des foyers en cette période de « baby-boom » augmente, ce qui nécessite des logements plus grands pour satisfaire aux critères de logements décents d'après-guerre. En conséquence, la construction de Castlemilk (malgré la proximité de la ville nouvelle d'East Kilbride) et celle de Drumchapel alimentent un étalement urbain qui menace sérieusement la ceinture verte.

Il est nécessaire de créer d'autres villes nouvelles pour répondre aux besoins de déplacement de population. En 1962, Livingston (à l'ouest d'Édimbourg) et Irvine (dans le comté d'Ayrshire, le long de la côte atlantique) sont désignées comme villes nouvelles. Les familles glaswégiennes peuvent prétendre à s'y loger puisque la municipalité participe au financement du projet selon les mêmes conditions que pour Cumbernauld, soit le paiement d'une subvention de £14 par an pendant dix ans pour chaque logement dans lequel un ménage de Glasgow s'installe².

Entre 1945 et 1956, *Glasgow Corporation* a construit 40 408 logements municipaux. Il faut y ajouter les 3 084 logements construits par la *Scottish Special Housing Association*³, ce qui fait un total de 43 492 logements, tous dans le secteur public.⁴ Comme le rappelle Brennan, la municipalité a fait ce qu'elle avait prévu pour réduire le surpeuplement du centre. L'effort est conséquent mais la municipalité est critiquée pour n'être rien de plus qu'un bâtisseur de logements. Par ailleurs, la question de la densité s'est désormais complètement inversée : ce sont les cités en périphérie qui ont le taux d'occupation par pièce le plus élevé. Il faut également beaucoup plus de temps pour construire des logements que pour les détruire. Dans l'attente de la construction de logements neufs, la municipalité laisse les quartiers centraux se détériorer puisqu'ils sont voués à être démolis. Les habitants comprennent très vite que leurs logements seront rapidement démolis, ce qui, en retour, ne les incite pas à préserver leur environnement, bien au contraire. Dans un ouvrage précurseur sur les

¹ Lauren Paice, 2008, « Overspill Policy and the Glasgow Slum Clearance Project in the Twentieth Century: From One Nightmare to Another ? », *Reinvention: a Journal of Undergraduate Research*, Volume 1, Issue 1,

<http://www2.warwick.ac.uk/go/reinventionjournal/volume1issue1/paice> (accès le 8 août 2011).

² Thomas A. Markus, *op. cit.*, p. 152 et p. 159.

³ La SSHA prend en charge la construction de logements à Erskine dans lesquels sont relogés 30 000 personnes.

⁴ Tom Brennan, *Reshaping a City*, Glasgow, House of Grant, 1959, p. 212.

politiques urbaines à Glasgow publié à la fin des années cinquante, l'universitaire Tom Brennan fait alors la proposition, largement ignorée pendant encore plus d'une décennie, de procéder à la régénération globale des vieux quartiers¹. La municipalité prend une toute autre direction, que le *Scottish Office* approuve.

1.2.2. Les *Comprehensive Development Areas* (CDAs) et les « Glasgow Clearances » : de la fin des années cinquante à 1975

Le plan de développement de 1954 soulève le problème des logements insalubres et identifie quatre zones de rénovation : Hutchesontown/ Gorbals, Govan, Townhead et Royston. En 1957, le nombre de ces zones passe à vingt-neuf, dont dix-sept sont formellement désignées comme « zones de rénovation globale » (*Comprehensive Development Areas*, CDAs)². Tout doit y être démoli et reconstruit, y compris les routes. Les CDAs deviennent alors l'instrument principal de la politique d'urbanisme de la municipalité.

Conjuguées à la politique de déplacement de population, les CDAs étaient censées résoudre de façon systématique les problèmes de logement de Glasgow. Une fois les habitants des CDAs relogés, il devenait possible de raser les anciens logements et de reconstruire. En 1960, les responsables de la planification urbaine à Glasgow et le *Medical Officer of Health* estiment que 85 000 logements sur les 114 000 situés dans les CDAs doivent être détruits en vingt ans pour parvenir à l'objectif de densité de 164 habitants par acre³, ce qui représente cinq fois le nombre de logements détruits entre les deux guerres. Il faut ajouter à ce chiffre les milliers de logements insalubres des autres quartiers de la ville qui n'étaient pas inclus dans les CDAs. En 1961, 34% des logements de Glasgow sont

¹ « The problem is one of translating this obvious improvement in individual circumstances into a general revival and rehabilitation of the older parts of the city. » (*Ibid.*, p. 189) ; « The road and footpaths could be repaired, the lighting improved, a little extra care taken in street cleaning, and so on. The planning powers which the local authority already possesses could also be used to improve the appearance of shop fronts and commercial premises. Above all, the Corporation could let it be known that these areas were not being allowed to deteriorate until they joined the list of places awaiting demolition. It should be made clear as forcefully as possible that, on the contrary, they are to be reconstructed and repaired; that they would be profitable districts in which to consolidate or expand business, that because their future was assured they would be good districts in which to try out new kinds of services or establish new ventures, and that they would be very pleasant places in which to live. They should be publicised as centres of a new 'Brighten up the City' campaign. » (*Ibid.*, p. 202).

² Dans les douze autres, c'est uniquement le logement qui fait l'objet d'une attention particulière.

³ La moyenne dans le centre à l'époque était de 400 à 450 personnes par acre, avec des poches d'habitations à plus de 700 personnes par acre. L'objectif de 164 personnes par acre était supérieur à celui proposé dans le plan Bruce (Thomas A. Markus, *op. cit.*, p. 157).

encore surpeuplés, alors qu'il n'y en a que 11% à Birmingham ou 6% à Manchester¹ et on trouve encore parmi les pires taudis d'Europe à Glasgow, malgré l'effort de construction de la décennie précédente. Les travaux de Cullingworth² sur le logement ancien en Écosse à la fin des années soixante montrent l'étendue du travail qui reste à accomplir.³

La tâche est donc gigantesque. En tout, ce sont entre quatre-vingt-dix et cent mille logements qui doivent être détruits et 60% de la population qui doit être déplacée. L'objectif est de détruire 4 500 logements par an.⁴ Pour ne pas reproduire les erreurs des programmes de destruction d'entre-les-deux-guerres, les CDAs doivent couvrir des zones plus larges que celles occupées par les logements de façon à améliorer à la fois l'habitat et l'environnement urbain avec la création d'espaces publics, d'aires de jeux et d'équipements collectifs. *Glasgow Corporation* s'est convertie à la stratégie de déplacement de population et, sans surprise, le *Scottish Office* donne son consentement à cette politique. En 1964, Glasgow a signé cinquante-sept accords avec des autorités locales, y compris les villes nouvelles, pour accueillir les populations déplacées⁵. En 1957, Hutchesontown/ Gorbals est la première CDA officiellement approuvée. Elle est suivie par Pollokshaws en 1958 et Anderston Cross en 1961.

Pendant la période 1960-1975, c'est principalement entre 1963 et 1969 que l'effort de construction de la municipalité est le plus significatif.⁶ 75% des logements municipaux construits entre 1960 et 1975 le sont en effet à cette période. En quinze ans, 45 000 logements neufs ont été construits à Glasgow, de quoi loger une centaine de milliers de

¹ Alan Middleton, « Glasgow and its east end », in David Donnison et Alan Middleton (eds), *op. cit.*, p. 27.

² J.B. Cullingworth, *A Profile of Glasgow Housing 1965. University of Glasgow Social and Economic Studies. Occasional Papers N°8*, Edinburgh, Oliver & Boyd, 1968, pp. 74-79 en particulier; J.B. Cullingworth and C.J. Watson, *Housing in Clydeside: Reports on a Household Survey and House Condition Survey in Central Clydeside Conurbation*, Edinburgh, Scottish Development Department, 1971.

³ Voir la retranscription de l'entretien avec Mick Gormley en annexe, dans lequel il revient en détail sur les conditions de vie dans les années soixante et soixante-dix dans le quartier ouvrier des Gorbals. « One in three persons lives in a house considered either substandard or unfit for human habitation. »; « For, though local authorities by no means come through our examination unscathed, the problem, especially in Glasgow, is of such huge dimensions as to place it beyond the resources of any single authority, even though it be the biggest authority in the country. » (cité dans Christopher Harvie, *op. cit.*, 2000, 133). Le rapport fait porter la responsabilité principalement au gouvernement central.

⁴ Michael Pacione, *op. cit.*, p. 163

⁵ Thomas A. Markus, *op. cit.*, p. 157.

⁶ L'effort de construction dans le secteur public à Glasgow dépasse tout ce qui se pratique dans les autres villes britanniques. Entre 1945 et 1965 environ 86% de tous les logements construits dans la ville le sont dans le secteur public (T. M. Devine, *op. cit.*, p. 559).

personnes (voir tableau 3). C'est à cette période que Glasgow inaugure les plus hautes tours de logements d'Europe de l'époque¹.

Année	Logements sociaux ville de Glasgow	Scottish Special Housing Association	Associations de logements	Secteur privé	
1960	3 255	72	non disponible	92	
1961	2 885	164	non disponible	108	
1962	1 949	56	non disponible	234	
1963	3 164	328	non disponible	215	
1964	4 308	482	non disponible	197	
1965	4 159	601	non disponible	164	
1966	3 638	1 372	non disponible	57	
1967	4 423	1 156	non disponible	99	
1968	4 059	440	non disponible	160	
1969	3 950	627	non disponible	210	
1970	2 587	258	non disponible	206	
1971	2 672	72	non disponible	164	
1972	2 492	0	non disponible	446	
1973	1 741	0	non disponible	100	
1974	1 770	0	non disponible	119	
1975	1 856	0	303	107	
TOTAL	36 788	5 628	303	2 678	45,397

Tableau 3 : Nombre de logements construits à Glasgow entre 1960 et 1975²

Deux aspects majeurs de la transformation de la ville prennent forme au même moment que la mise en œuvre de la politique de CDAs. Ils en sont en fait le corollaire en même temps que la preuve de l'influence du *Plan Bruce*. Il s'agit de :

- 1) la construction du périphérique (*inner ring road*)
- 2) la multiplication des tours d'habitation. La politique de construction de « high-rises » est alors justifiée par le manque de terrain constructible dès le début des années soixante et malgré la construction des quatre grandes cités

¹ Ce sont les Red Road Flats, un ensemble de 8 immeubles de 31 étages, inauguré en 1967 et dont la démolition est actuellement en cours. Voir <http://www.redroadflats.org.uk/> (site consulté le 8 août 2011).

² Source : Glasgow District Council Housing Department.

en périphérie et sur la ceinture verte. Les années soixante et soixante-dix sont deux décennies pendant lesquelles la construction de « high-rises » ou « vertical villages », comme les appellent leurs habitants, bat son plein, à tel point qu'à la fin des années soixante-dix, 321 tours d'habitation se dressent dans le ciel glaswégien.

La mise en œuvre de la politique de CDA a un impact absolument gigantesque et irréversible sur l'aspect physique de la ville puisque le travail peut désormais être conduit à pleine vitesse dans les zones désignées pour le redéveloppement¹. Des quartiers entiers de *tenements* sont rasés, faisant disparaître tout un pan de l'histoire, de l'identité et de la particularité de Glasgow, même si le centre victorien est épargné.

La proposition d'un périphérique est imaginée de façon à s'intégrer aux redéveloppements décidés dans les CDAs. Pourtant, il suffit d'observer le résultat tel qu'il nous est parvenu pour se rendre compte que les deux seules sections qui ont été effectivement réalisées, à l'ouest et au nord du centre-ville, sont autant de tranchées dans le paysage urbain qui isolent de façon très brutale les zones d'habitations qui sont situées à l'extérieur². Des quartiers entiers sont rasés pour leur faire place.

Les années soixante voient donc la mise en œuvre parallèle de trois stratégies : les CDAs, le déplacement de population et la construction de tours d'habitation de plusieurs dizaines d'étages. En 1970, les besoins s'élèvent pourtant encore à 100 000 logements neufs, alors que la population de la ville a décliné de plus de 190 000 personnes en vingt ans et malgré l'important effort de construction pendant la décennie qui vient de s'achever. La politique de déplacement de population est un échec puisque seulement 33 accords signés par *Glasgow Corporation* avec des autorités locales partout en Écosse ont été effectivement mis en œuvre, pour un total de 4 000 logements. 9 600 logements ont été construits dans les villes nouvelles et un peu moins de 5 300 l'ont été par la *Scottish Special Housing Association* soit un total de 15 000 logements. Le programme est aussi un échec car les personnes qui ont finalement déménagé étaient celles qui étaient déjà correctement logées et qui ne devaient pas initialement faire partie du programme. Les personnes à qui le

¹ Voir notamment les photos du quartier de *tenements* prises à *Scotland Street School Museum*.

² Il se trouve que les zones reléguées du « mauvais côté » de la section nord du périphérique sont aujourd'hui parmi les zones les plus défavorisées d'Écosse. Le parallèle avec certains quartiers situés derrière le périphérique parisien entre la porte de Saint-Ouen et la porte d'Ivry est frappant. La portion sud, présentée comme une extension de la M74, vient seulement d'être mise en service en juin 2011 après de très longs travaux. Nous avons pu constater que son tracé a un bien moindre impact sur la vie de quartier que les sections précédemment construites puisqu'il emprunte principalement (mais pas uniquement) des zones industrielles en activité ou désaffectées.

programme s'adressait n'ont pas déménagé. Le programme était donc inadapté pour le relogement des populations les plus pauvres et les plus mal logées de la ville. De même, l'activité industrielle qui s'est implantée dans les villes nouvelles provenait d'ailleurs, alors qu'il était prévu que ces villes nouvelles soient le lieu de réimplantation de l'activité industrielle et de la population de Glasgow. Ainsi, entre 1958 et 1968, seuls 20.1% des emplois qui quittent Glasgow se relocalisent dans une ville nouvelle¹.

Sur les cent mille logements nécessaires, 25 000 pouvaient être construits à Glasgow, principalement dans les CDAs, 10 000 proviendraient de l'amélioration du stock existant. Il fallait donc trouver une solution pour les 65 000 restants. Le secteur privé et les mouvements spontanés pouvaient fournir l'équivalent de 23 000 et les accords de déplacement 25 000, ce qui laissait encore 17 000 logements à trouver. Le *Scottish Office*, qui se méfie de la politique de logement de la ville, annonce alors la construction d'une ville nouvelle à Stonehouse en 1973, au moment où les programmes de construction de tours d'habitations tournent à plein régime.²

Le bon fonctionnement du programme de CDAs se heurta à de nombreuses difficultés. Dans les zones proches du centre de la ville, les logements étaient détruits à un rythme bien supérieur à celui de la construction des logements neufs. Les procédures de préemption autorisées par le *Town and Country Planning Act* de 1947 se sont révélées longues et difficiles. Les CDAs devaient apporter une solution globale à la rénovation des zones en question mais leur mise en œuvre était fragmentée et difficile en raison du manque de volonté politique. Le programme manqua également de coordination. Cette approche est aussi critiquée à cause de sa brutalité : les destructions des vieux quartiers ouvriers réduisent à néant le tissu social et économique qui s'y était très profondément ancré.³

Les anciens *tenements* continuent à se dégrader dans des proportions et à un rythme bien supérieurs à celui de la construction de logements neufs. Outre le fait que les nouveaux résidents ne s'y adaptent pas vraiment, la médiocrité des constructions et des aménagements en périphérie (voire leur absence) laissent présager des problèmes de grande ampleur dans un avenir proche : les grands ensembles périphériques promettent dès les années soixante de devenir les taudis modernes⁴.

¹ Michael Keating, *op.cit.*, p. 28.

² Markus A. Thomas, *op. cit.*, p. 159.

³ U. Wannop and R. Leclerc, « Urban Renewal and origins of GEAR » in David Donnison and Alan Middleton (eds.), *op. cit.*, pp. 61-62.

⁴ Nous reviendrons sur cet aspect en détail à travers les cas particuliers des Gorbals et Castlemilk au

La politique de déplacement de population n'est finalement à l'origine que de 6 500 départs annuellement, contre une prévision de 10 000. Les départs spontanés de la ville s'élèvent quant à eux à 18 500 par an. Globalement, les pertes de population dépassent largement les prévisions. Glasgow se vide littéralement au cours des années soixante et soixante-dix. À cette période, ce sont donc 25 000 personnes qui quittent la ville chaque année, pour la plupart des ouvriers qualifiés et des professions libérales¹. De plus, ces personnes ne vont pas s'installer en périphérie mais elles quittent une région où il est devenu très difficile de (re)trouver un emploi. Au bout du compte, la ville se vide, puisqu'il n'y a plus que 897 485 habitants en 1971 et 774 068 habitants en 1981 (voir tableau 1).

1.2.3. Le tournant stratégique du milieu des années soixante-dix

1.2.3.1. La remise en question des politiques antérieures

Il n'y avait pas de place en périphérie pour de nouvelles constructions – en effet, il avait été suggéré d'y procéder à des démolitions sélectives afin de créer des espaces ouverts et de construire des équipements pour la population. Il était de plus en plus reconnu que la rénovation complète d'un quartier était destructrice d'un point de vue social et environnemental et que si elle continuait, elle modifierait le caractère de quartiers anciens tels que Partickhill, Hillhead, East Pollokshields et Dennistoun tout en augmentant le nombre de logements dans le secteur public dans des proportions indésirables d'un point de vue social. Dans les quartiers centraux, l'attention devait désormais se porter sur la réhabilitation des logements anciens. Il s'agissait d'une opposition de taille à l'orthodoxie glaswégienne des années d'après-guerre, qui suggérait que les cités en périphérie et le développement à grande échelle du logement municipal constituaient un échec, ce qui ne fut pas bien accepté par les sections du pouvoir travailliste qui étaient associées à ces politiques des décennies précédentes.²

Pendant la période que Peck et Tickell qualifient de « proto-néolibérale », les responsables municipaux prennent conscience que les politiques urbaines conduites jusque dans les années soixante sont un échec urbanistique et politique majeur. Au début des

chapitre 6.

¹ R. D. Mansley, *Second Review of the Development Plan. Areas of Need in Glasgow*, Glasgow, Glasgow Corporation, 1972, p. 9. Sur les dix dernières années, soit deux fois plus que ce qui avait été prévu par les déplacements de population.

² Michael Keating, *op. cit.*, p. 27 : « There was no room for new building in the periphery – indeed, selective demolition was suggested to make room there for open space and community facilities. Comprehensive redevelopment was increasingly recognised as socially and environmentally damaging and, if pursued, could alter the character of older areas like Partickhill, Hillhead, East Pollokshields and Dennistoun, while increasing the proportion of houses in the public sector to socially undesirable levels. The emphasis in the inner areas should therefore be shifted to the rehabilitation of older property. This was a major challenge to the Glasgow orthodoxy of the post-war years, suggesting that the peripheral schemes and large-scale municipal development had been a failure, and it was not well received by sections of the Labour leadership who had been associated with these past policies. »

années 1970, la ville entreprend de revoir sa stratégie d'aménagement sous l'influence du *Scottish Office* et d'une nouvelle génération de responsables.

Un rapport de Lord Esher, publié en 1971, met en avant la qualité du patrimoine architectural victorien du centre de Glasgow et la nécessité absolue de le préserver en cessant les démolitions aveugles et en mettant en place les ressorts institutionnels qui permettent la préservation des bâtiments remarquables.¹ Entre autres recommandations, Lord Esher préconise la création de huit zones de conservation² pour les zones suburbaines qui se trouvent être des zones de *tenements* et de maisons jumelées³: Kelvinside, Partickhill, Dowanhill, Hillhead, Dumbreck, Pollokshields, Strathbungo, Crosshill et Dennistoun. Govanhill et Hyndland⁴ ne sont pas inclus dans la liste mais Lord Esher note que Govanhill pourrait être désigné comme « zone de mise en valeur globale » dans un futur proche⁵. Le centre-ville est également découpé en huit secteurs : *The Merchant City*, Townhead, le centre entre Renfield Street et Queen Street (avec Buchanan Street comme épine dorsale), Blythswood Square et New Town, Garnethill, Cowcaddens, Anderston et The South Bank (les bords de la Clyde)⁶.

Les problèmes déjà posés par les ensembles bâtis en périphérie au cours des décennies précédentes y sont aussi pris en considération. En 1972, à l'occasion de la deuxième révision du plan de développement de la ville⁷, l'utilisation d'un nombre d'indicateurs plus complet qu'auparavant aboutit au classement d'environ un tiers de la ville dans les trois plus mauvais niveaux, soit 52,6 km²⁸. Sur les 1 619 hectares identifiés dans le

¹ Viscount Lionel B. Esher, *Conservation in Glasgow: a preliminary report*, Glasgow, Glasgow Corporation, 1971 : « As a result Glasgow is now the finest surviving example of a great Victorian city. » p. 1. Selon Lord Esher, l'utilisation des bâtiments listés par les organisations publiques doit être encouragée et coordonnée afin de participer à leur préservation. Il faut également nommer un *Building Conservation Officer*.

² « conservation areas ».

³ « terraced houses ».

⁴ Govanhill est un quartier de *tenements* et Hyndland un quartier de maisons jumelées en pierre rouge (« red sandstone terraces »).

⁵ *Ibid.*, pp. 8-9. « general improvement area ».

⁶ *Ibid.*, pp. 13-18.

⁷ R.D. Mansley, *op. cit.*

⁸ 13 000 acres. *Ibid.*, pp. 2-3 et pp. 18-22. Les critères qui avaient été utilisés pour la rédaction du Plan de développement de soixante sont étendus (Ils avaient conduit les autorités à identifier une surface de 16 km² (4 000 acres ou 1 619 hectares) de logements surpeuplés et insalubres qui nécessitaient une rénovation complète). Pour le Plan de développement de 1972, 23 indicateurs sont pris en compte pour la définition des zones défavorisées (« multiple deprivation areas »). Ils sont classés selon les sept catégories suivantes : la pyramide des âges, le chômage, les catégories sociales des résidents, les retraités, les conditions de logement, le taux d'occupation des logements et la taille des ménages. L'analyse des données permet un classement des quartiers au niveau national selon six

Plan de développement de 1960, 810, soit la moitié, avaient été inclus dans les CDAs. En 1972, environ 400 hectares avaient été redéveloppés. Les CDAs apparaissent effectivement dans les zones les plus défavorisées en 1972 mais les 52,6 km² montrent bien que le problème s'étend bien au-delà des vieilles zones de taudis traditionnellement étiquetées comme telles, c'est-à-dire les vieux quartiers de *tenements* centraux, pour également concerner les zones de logements municipaux construits depuis 1945. C'est toute la politique d'aménagement de la ville mise en place dans les années cinquante et soixante qui montre ses limites et qui est pointée du doigt : c'est un échec social, environnemental et politique. Les grandes cités de logements municipaux en périphérie de la ville, où la municipalité travailliste qui avait pris le parti, avec quelques arrières pensées politiciennes, de pratiquer des loyers très modérés, se sont considérablement dégradés¹ et leurs populations ne s'y sont pas adaptées. Il faut dire que la construction des écoles, des magasins et des équipements publics n'est intervenue que bien après et qu'il s'agissait de lieux à très forte densité de population à cette époque.

Il faut ajouter que la ville continue à se vider parce qu'il est difficile d'y trouver un emploi. Le taux de natalité est en baisse. La municipalité s'oppose désormais à davantage de déplacements de population. Le projet de ville nouvelle à Stonehouse est finalement abandonné en 1976, ce qui met un terme définitif au développement de villes nouvelles en Écosse.

Glasgow, avec ses spécificités, ne fait pas figure d'exception dans le domaine de la planification urbaine en Grande-Bretagne. Les changements surviennent au fur et à mesure de la prise de conscience par les autorités politiques de l'échec des politiques successivement mises en place et des changements de gouvernance : c'est surtout le cas au *Scottish Office* puisque le Ministre pour l'Écosse change au gré des changements de gouvernement².

La politique urbaine spécifique aux centres-villes³ date de 1977 et trouve ses fondements dans un nombre d'expérimentations qui datent de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix⁴. Le milieu des années soixante-dix revêt une importance singulière dans la politique urbaine britannique. La fin des déplacements de population en

niveaux.

¹ Les faibles loyers perçus ne couvrent pas les frais d'entretien aggravés par la médiocrité des constructions.

² Urian Wannop and Roger Smith, *op. cit.*, pp. 217-220.

³ « inner-urban policy ».

⁴ Paul Lawless, *Britain's Inner Cities*, Paul Chapman, London, 1989, pp. 18-20.

faveur de la régénération des centres marque un nouveau point de départ et un changement radical.¹

1.2.3.2. La régénération de l'*East End* : *Glasgow Eastern Area Renewal*

L'origine du programme de régénération *Glasgow Eastern Area Renewal* (GEAR) remonte à 1972 quand il est apparu nécessaire de réévaluer l'action des CDAs. Des quartiers entiers proches du centre-ville étaient en passe d'être complètement désertés. Vingt ans après leur création, les CDAs n'ont pas réussi à améliorer l'environnement urbain. Les habitants continuent à citer les friches industrielles, les bâtiments en ruine et les terrains vagues comme le problème majeur de l'environnement dans lequel ils vivent. À cela s'ajoute désormais la violence et la criminalité. La municipalité parvient à la conclusion que des changements drastiques doivent être opérés, sauf lorsque cela s'avère vraiment impossible car un programme de rénovation est trop engagé.² C'est dans ce contexte que le programme GEAR est mis sur pied. En bref, il est devenu nécessaire d'accélérer une régénération urbaine trop lente et trop dévastatrice :

Les mots seuls peuvent à peine décrire l'étendue du désastre – des centaines de mètres carrés de débris et de gravats, des carcasses de voitures en train de rouiller, des espaces entre des bâtiments en ruines en train de se délabrer vides et battus par la pluie – résultat des programmes de démolition des taudis, des routes menacées de fermeture, de l'abandon des lignes de chemin de fer et des fermetures d'usines.³

GEAR débute en 1976. C'est le premier programme de rénovation urbaine mis en place en Grande-Bretagne dont l'objectif est de proposer une approche coordonnée des problèmes économiques et sociaux⁴. L'*East End* de Glasgow est choisie au détriment de Govan, Maryhill et Springburn. Il fallait que le territoire choisi ait une base industrielle et économique. L'*East End* présentait toutes les conditions, en plus d'être l'exemple parfait des conséquences du déclin économique et industriel et de la désurbanisation.

¹ « The mid 1970s have an added significance as a starting point for in these years there was a sharp change in the direction of British urban policy, against dispersal and overspill and in favour of regenerating the inner cities. » Michael Keating, *op. cit.*, p. 30.

² U. Wannop and R. Leclerc, « Urban Renewal and origins of GEAR », in David Donnison and Alan Middleton (eds.), *op. cit.*, p. 66.

³ David Donnison, « Conclusions » in David Donnison and Alan Middleton (eds.), *op. cit.*, p. 283 : « Words alone can scarcely convey the scale of devastation – the acres of rubbish and rubble, the rusting hulks of abandoned cars, the rainswept empty spaces between decaying and derelict buildings – left by completed slum clearance schemes, threatened road schemes, the abandonment of railway lines and the closure of factories. »

⁴ Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 926.

L'objectif du programme GEAR est de proposer un traitement inclusif, coordonné et simultané des diverses facettes de la désindustrialisation et de la désurbanisation¹. Le territoire de GEAR couvrait 1 600 hectares, soit 8% de la superficie de la ville, avec une population qui était passée de 145 000 habitants en 1951 à 45 000 habitants en 1976. Le tableau montre à quel point la perte de population s'est considérablement accélérée au cours des seules années soixante-dix, décennie pendant laquelle la zone perd la moitié de sa population. Le programme couvre un vaste territoire qui commence aux portes du centre-ville (Glasgow Cross), et s'étend jusqu'aux limites de la ville à l'est. Le territoire englobe sept zones de redéveloppement (CDAs) et présente l'un des paysages urbains les plus dévastés d'Europe. Les quartiers sont Calton, Bridgeton, Dalmarnock, Parkhead, Camlachie, Shettleston, Tollcross, Sandyhills et Cambuslang Investment Park. Outre une très forte dépopulation due à la politique de déplacement de population et aux migrations spontanées, il se caractérise par une population vieillissante qui y réside depuis très longtemps, des revenus bas et un taux de chômage élevé.² Les résidents qui n'avaient pas quitté le quartier n'en avaient pas les moyens. Il s'agissait des personnes âgées, des retraités et des personnes souffrant de handicaps physiques ou mentaux résultant parfois de la vie dans des logements de mauvaise qualité ou insalubres. Pour Donnison et Middleton, la démographie du quartier à la fin des années soixante-dix est identique à celle d'un pays qui vient de traverser une guerre majeure³. Le logement y était de très mauvaise qualité. Le stock était principalement constitué d'appartements dans des *tenements* du dix-neuvième siècle qui n'avaient pas été entretenus ou améliorés.

Bien que marqué à maints égards par un profond déclin, comme en atteste le sombre tableau dépeint plus haut, l'*East End* conserve une importance substantielle dans l'économie de Glasgow avec 42 000 emplois, dont 55% dans l'industrie, 37% dans les services et 6% dans la construction. Toutefois, le nombre d'employés qui viennent

¹ Les objectifs, au demeurant plutôt vagues, sont les suivants: « to help residents secure employment; to retain and create jobs; to improve the quality of life; to improve the environment; to create better housing; to involve the community. » (Scottish Development Agency, *GEAR, A Plan for the Future*, Glasgow, SDA, 1980 ; *Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.83.16).

² Michael Keating, *op. cit.*, p. 98.

³ « By the end of the decade, the population statistics of the area resembled those of a country which had passed through a major war, with relatively few in the parental and working age groups. », Alan Middleton, « Glasgow and its east end », in David Donnison and Alan Middleton (eds.), *op. cit.*, pp. 29-30.

travailler dans l'*East End* est deux fois supérieur au nombre d'employés résidant dans le quartier¹.

Année	Population	Déclin en pourcentage
1951	145 000	-
1961	115 000	21
1971	82 000	29
1981	41 000	50

Tableau 4 : Déclin de population dans le territoire de GEAR²

GEAR prend la forme d'un partenariat entre diverses agences publiques et collectivités locales coordonné par l'agence écossaise pour le développement (SDA). Les collectivités locales et agences impliquées dans le programme GEAR sont *Strathclyde Regional Council, Glasgow District Council, the Scottish Special Housing Association, the Housing Corporation, the Manpower Services Commission* et *the Greater Glasgow Health Board*, en raison de leurs compétences respectives dans les domaines du logement, de l'éducation, des transports et des services sociaux. L'agence écossaise pour le développement et les associations de logement devaient pouvoir mobiliser des financements supplémentaires. D'un autre côté, il était attendu des autres partenaires qu'ils fléchent leurs ressources de façon prioritaire vers le programme. L'impact du programme n'était pas tant de disposer de ressources supplémentaires mais de bénéficier d'un pilotage efficace au service d'une approche coordonnée et inclusive de la part de tous les partenaires³.

Il apparaît très vite que le programme manque de définition et de clarté. Au moment où le programme est présenté, il n'y a ni plan opérationnel, ni stratégie, pas plus que d'indications claires sur le montant des financements et de leur provenance. Quand le ministère pour l'Écosse prend conscience des implications financières du programme, il demande à l'agence écossaise pour le développement de mettre de côté les projets qui relèvent du gouvernement central et ceux dont les implications financières pouvaient aller au-delà du programme GEAR. Il faut en effet attendre mai 1980 pour disposer d'un document stratégique et programmatique, *GEAR Strategy and Programme*, dont les objectifs

¹ Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 926.

² Source : Censi, 1951-81 in David Donnison and Alan Middleton (eds.), *op. cit.*, p. 29.

³ Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 926 « But the main impact was expected to come not so much from additional public expenditure as from properly co-ordinated and integrated approach on the part of all participants. »

restent très vagues et incluent les projets en cours portés par les collectivités locales et agences alors impliquées dans le projet. GEAR semble déjà n'être plus qu'un habillage de circonstance¹.

L'impact du programme fut de loin le plus visible dans les domaines de l'habitat et de l'environnement, les deux domaines qui ont été l'objet de la quasi-totalité des investissements². L'amélioration de l'environnement a de fait été perçue positivement par les résidents et les investisseurs. S'il est difficile de déterminer dans quelles proportions le programme a permis de mobiliser des ressources supplémentaires à celles qui auraient été normalement dépensées, il est certain que l'impact du programme sur la qualité de l'environnement urbain de l'*East End* de la ville fut déterminant³.

Dans le domaine économique, l'action de GEAR est beaucoup plus mitigée. Il faut dire que les conditions sociales et économiques se sont fortement dégradées à cette période. L'emploi dans l'industrie a chuté de 40% entre 1979 et 1982. Le nombre d'emplois créés pour les habitants du territoire fut très modeste compte tenu des investissements qui ont eu lieu : 150 unités industrielles de petite taille avaient été construites ou rénovées en 1982. En tout, il est estimé que l'aide et le conseil prodigués par l'agence écossaise pour le développement a permis la création ou la préservation de 450 emplois et que les nouvelles unités industrielles en ont permis la création ou la préservation de mille à deux mille. Le succès mitigé du programme dans le domaine économique illustre un problème classique de la rénovation urbaine : il est tout aussi important de donner les moyens à la population locale d'occuper les emplois qui sont créés que de créer un nombre suffisant d'emplois. En d'autres termes, il n'était pas suffisant de faire fructifier la base industrielle de l'*East End*. Trois quarts des entreprises qui se sont installées venaient d'ailleurs⁴.

¹ Michael Keating, *op. cit.*, p. 99 : « [t]his immediately raised the question of whether GEAR was anything more than a fancy dressing up of existing programmes by the various agencies, with a series of vacuous objectives. » ; Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 926.

² Sur un total de £383 millions de dépenses publiques en 10 ans, £112 millions sont dépensés par *Glasgow District Council* dans le logement, £77 millions par l'agence écossaise pour le développement dans le foncier, l'amélioration de l'environnement et la construction d'unités industrielles, £88 millions par la *Housing Corporation* et £ 50 millions par la *Scottish Special Housing Association* dans la réhabilitation de logements anciens et la construction de logements neufs et £40 millions par *Strathclyde Regional Council* dans l'infrastructure, les services sociaux et l'éducation. *Greater Glasgow Health Board* et *Manpower Services Commission* ont chacun dépensé £6 millions (Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 927).

³ Gavin McCrone, *op. cit.*, pp. 927-928 : « Without the project and the investment it brought in, the area would have increasingly become a large, open, derelict area on the flank of the city centre. »

⁴ *Ibid.*, p. 927.

Dans un petit fascicule en forme de bilan sans concession des dix ans d'action du programme GEAR¹, le *Gear Appraisal Group* fait la liste des entreprises qui ont fermé leurs portes : il recense 38 entreprises majeures, auxquelles il faut ajouter de nombreuses autres petites et moyennes entreprises trop nombreuses pour être mentionnées. La moitié des entreprises majeures ont fermé leurs portes et les autres ont presque toutes significativement réduit leur nombre de salariés. Il ne reste plus que onze entreprises de plus de cent salariés. Seulement la moitié des emplois créés sont occupés par des résidents et très peu de ces emplois ont profité à des chômeurs de longue durée. Parmi les différents indicateurs utilisés pour mesurer le niveau de pauvreté et de manque de services², certains montrent une amélioration quelquefois significative. Ainsi, la proportion de logements vacants passe de 25% à 9% et celle de logements surpeuplés de 28% à 15%. D'autres montrent une régression. C'est le cas du chômage qui passe de 15% à 25% entre 1976 et 1986 et la proportion de bas revenus qui continue de progresser, passant de 48% à 51%. On y apprend que le chômage a augmenté deux fois plus vite que la moyenne de la ville et quatre fois plus vite que la moyenne écossaise entre 1976 et 1983³.

Malgré les investissements conséquents réalisés sur le territoire de GEAR, la stratégie industrielle à cette période n'était de toute façon pas de conserver les industries nouvelles à Glasgow mais de les installer dans les villes nouvelles (East Kilbride et Cumbernauld). Dans Glasgow, seule l'usine *Weir Pumps* à Cathcart, dans le sud de la ville, parvint à conserver une activité soutenue mais il s'agit là, selon Arnott, de l'exception qui confirma la règle. D'après Arnott, donc, il n'était pas possible de procéder à une régénération globale et durable s'il n'y avait pas de stratégie économique qui l'accompagne.⁴

Ce modèle de régénération urbaine, où l'intervention des agences publiques était coordonnée par une autre agence (en l'occurrence, ici, par une équipe issue de l'agence écossaise pour le développement) avait peu de chance de se reproduire, étant donné le changement de contexte politique, la diminution de l'intervention étatique et, pour une

¹ GEAR Appraisal Group, *GEAR – A job half done*, Glasgow, GEAR Appraisal Group, 1986, (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.83.26).

² « deprivation ».

³ La situation amène cette réflexion du GEAR Appraisal Group : « The biggest problem in the East End of Glasgow is poverty and this poverty is created by unemployment. Until they can regenerate employment in this area, the whole thing is just a waste of time. » GEAR Appraisal Group, *op. cit.*, p.11.

⁴ Entretien avec James Arnott, *Glasgow City Council Regeneration and Development Services*, 15 juin 2010.

administration centrale conservatrice prônant le moins d'État possible, le développement d'agences créées par le gouvernement central¹.

Pour Booth, Pitt et Money, le programme n'était pas novateur. Un investissement à grande échelle du secteur public se serait inévitablement produit. Selon eux, le pilotage du programme était inefficace, les objectifs étaient définis de façon beaucoup trop large afin simplement d'assurer un consensus entre les divers acteurs dont l'intégration au sein de GEAR était purement symbolique. Ils estiment que les efforts et investissements consacrés à l'amélioration de l'environnement étaient trop importants à un moment où l'économie locale était sujette à des changements radicaux et que le chômage augmentait en flèche².

Pour Keating et Lawless, GEAR marque bien davantage la fin de l'approche globale typique des années soixante-dix que la création d'un nouveau modèle de régénération urbaine et prépare la prise en charge plus fragmentée mise en œuvre à travers les politiques des années quatre-vingt³.

Les résultats observés montrent clairement les limites du projet. Pourtant, des enseignements utiles émergent de ce programme de rénovation urbaine, qui préfigure d'autres modalités de l'action publique dans ce domaine à Glasgow dans les années quatre-vingt. Donnison avance que l'expérience de GEAR est positive en cela qu'elle souligne l'importance d'un pilotage cohérent à l'échelle locale, municipale, régionale et nationale. Selon Donnison, la contribution de l'agence écossaise pour le développement est essentielle car elle a fourni des ressources pour la mise en place de nouvelles initiatives avec beaucoup de souplesse. L'intention originelle de GEAR était de faire mieux que les programmes de démolition-reconstruction des décennies précédentes dont la gestion était très centralisée. GEAR a contribué à créer un système plus décentralisé, davantage orienté vers la résolution de problèmes identifiés et localisés et moins tourné vers la fourniture de services. GEAR a également apporté une dimension économique et sociale aux

¹ Paul Lawless, *op. cit.*, pp. 47-48 : « Whatever the merits of these criticisms, it seems reasonable to conclude that this model of urban regeneration based on the co-ordination of public-sector organisations by a lead agency is unlikely to be used soon again. It may have a certain validity, especially in Scotland with its constellation of key organisations within or close to Glasgow. However, changing political circumstances – notably the downgrading of public-sector intervention and the emergence of centrally appointed development agencies – make any repetition of the GEAR model impossible. »

² S. Booth, D. Pitt, and W. Money, *Ambiguity in Action? An Organisational Study of Urban Renewal in Glasgow, Discussion Paper N°5*, University of Glasgow, Centre for Urban and Regional Research, 1982.

³ Michael Keating, *op. cit.*, p. 101 : « So, rather than the first of a new series of integrated urban regeneration operations, GEAR represents the end of the comprehensive approach to urban renewal which marked the 1970s. In the 1980s, urban policies were to be increasingly fragmented. »

programmes de rénovation urbaine, en donnant une certaine importance aux emplois et aux revenus, partant du principe que le redécollage de l'économie locale permettrait la renaissance du territoire. Donnison voit donc dans GEAR une tentative intéressante et utile de prise en compte globale des problèmes liés à la désindustrialisation et à la désurbanisation¹.

Donnison souligne également que le programme GEAR a initié le développement de deux facteurs déterminants dans la définition de l'action publique en matière de régénération urbaine : une collaboration plus étroite entre les secteurs public et privé (£2 d'investissement d'argent public auraient amené l'investissement de £1 d'argent privé, principalement dans la construction de logements privés²) et la mise en place d'actions reposant sur la participation des habitants des quartiers (« community-based actions ») avec l'établissement de coopératives de gestion des logements et des tentatives d'achats en communauté parmi les locataires. GEAR initie donc une tendance qui ne cessera de se développer tout au long des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix : la participation active des habitants dans l'amélioration et la préservation de leur environnement qui est présentée comme un aspect déterminant de la réussite à long terme des projets de rénovation. Enfin, il faut voir, selon Donnison, une nécessaire tentative de régénération à l'échelle d'un territoire bien délimité qui a permis à l'agence écossaise pour le développement de se forger une expérience significative qu'elle a pu réinvestir dans d'autres projets de rénovation, en définissant des objectifs plus limités dans l'espace et dans le temps³.

1.3. De la ville managériale à la ville entrepreneuriale

Deux dates sont à marquer d'une pierre blanche en politique urbaine en Grande-Bretagne. La première est 1976, quand le FMI impose au gouvernement travailliste de James Callaghan des réductions des dépenses publiques. La seconde est 1979, avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et son credo libéral de réduction des dépenses publiques, de libération de l'entreprise, d'éradication de l'inflation et de limitation des dépenses et du champ d'intervention des collectivités locales. L'idéologie conservatrice basée sur l'individualisme, le retrait de l'État et une utilisation sélective des aides sociales marque une

¹ David Donnison, « Conclusions », in David Donnison et Alan Middleton (eds.), *op. cit.*, pp. 286-287.

² Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 927.

³ David Donnison, « Conclusions », in David Donnison et Alan Middleton (eds.), *op. cit.*, pp. 286-287.

vraie rupture avec les politiques précédentes et provoque des dégâts importants dans les villes industrielles en déclin comme Glasgow¹. Margaret Thatcher rejette l'idée de planification². Pendant les années quatre-vingt, les villes doivent alors faire face à des réductions budgétaires draconiennes, à la fois dans les programmes urbains en tant que tels, mais également dans les services plus conventionnels tels que le logement, l'éducation, les transports, l'environnement ou les aides sociales dont les vieilles villes industrielles ont alors particulièrement besoin³. La dimension économique devient prépondérante dans les modalités de l'action publique.

Glasgow s'inscrit pleinement dans cette évolution de la politique urbaine britannique, en ayant toutefois la particularité de devoir faire face dans des proportions bien plus importantes à tous les problèmes auxquels tous les centres urbains industriels britanniques en déclin étaient eux-mêmes confrontés⁴. Le logement très dégradé, la violence, les gangs, l'alcool et un taux de chômage élevé donnent une image épouvantable de la ville à la fin des années soixante-dix bien peu propice à attirer des investisseurs et de nouvelles populations.

À la fin des années soixante-dix, la situation à Glasgow se caractérise par une désurbanisation à la fois spontanée et alimentée par la législation. La politique de construction sur la ceinture verte et de déplacement des populations a eu, à terme, un effet d'accélération de la périurbanisation et de déclin du centre-ville, alimentés par la démocratisation de la voiture, le développement du réseau autoroutier et les transformations physiques subies par les anciens quartiers ouvriers proches du centre. Les villes nouvelles peuvent être considérées comme un succès alors que les cités en périphérie sont à bien des égards un échec⁵. C'est ce constat qui guide le changement de direction des

¹ Paul Lawless, *op. cit.*, p. 20.

² Ainsi renomme-t-elle le Département de planification de l'économie écossaise (« Scottish Economic Planning Department »), créé en 1973 par le gouvernement Heath, en Département de l'industrie écossaise (« Industry Department for Scotland ») en 1983, Michael Keating, *op. cit.*, p. 35.

³ David Donnison and Alan Middleton, *op. cit.*, p. 57. Les conséquences après plus d'une décennie d'une telle politique sont illustrées dans le document publié pour la première fois en 1992 par Robert McLiam Wilson et le photographe Donovan Wylie dans lequel ils racontent de façon saisissante la pauvreté urbaine ordinaire au début des années quatre-vingt-dix à Londres, Glasgow et Belfast (Robert McLiam Wilson et Donovan Wylie, *Les déposés*, Paris, Points, 2007).

⁴ « [...] and clearly Glasgow represents merely an exaggerated version of British industrial and economic decline. » (Michael Keating, *op. cit.*, p. 187); « In Scotland, it was recognised that the scale and severity of Glasgow's problems were somewhat exceptional and demanded special attention. » (David Donnison et Alan Middleton, *op. cit.*, p. 37).

⁵ *Ibid.*, p. 922. Les villes nouvelles sont plus coûteuses que la construction de cités en périphérie et, en raison de leur sélectivité, elles ont un impact direct plus faible sur les populations les plus défavorisées du centre de Glasgow. Toutefois, il s'y développe une vie économique et sociale réussie.

politiques de développement urbain vers le milieu des années soixante-dix et qui déclenche la mise en place des politiques urbaines plus globales au début des années quatre-vingt. La rénovation¹ reste une solution qui a la faveur de la municipalité. Parallèlement, cette dernière commence à privilégier un travail de réhabilitation² et d'amélioration de vieux quartiers centraux de la ville. La construction de logements neufs par le secteur privé est également présentée comme une solution d'avenir.

L'effort de construction des décennies précédentes, conjugué aux départs de population, rend inutile le lancement de grands programmes de construction de logements publics. La construction des tours d'habitation doit aussi cesser³. La politique de loyers bas dans le logement public n'a pas rendu l'accès à la propriété attractif et a contribué à maintenir un haut niveau de demandes pour le locatif dans le secteur public. En conséquence, l'Écosse en général et Glasgow en particulier, se distinguent par le plus important taux de logements du secteur public d'Europe de l'Ouest. À cette époque, la municipalité est devenue le plus gros gestionnaire de logements sociaux d'Europe occidentale avec 175 000 logements⁴. La dimension quantitative des logements a prévalu sur la dimension qualitative et l'ampleur du parc pose inévitablement des problèmes d'entretien. La quantité de logements est désormais adéquate, bien que la qualité soit loin de l'être. La question qui se pose est celle d'une meilleure gestion de ce parc. Il est évident qu'il faut désormais se préoccuper de l'entretien et de l'amélioration du parc existant et recourir à la réhabilitation plutôt qu'à la rénovation. Il faut alors mettre un terme aux « zones de rénovation globale » (*Comprehensive Development Areas*, CDAs) et développer l'accès à la propriété et le locatif privé⁵. En périphérie, l'héritage des politiques de redéveloppement des années cinquante et soixante combiné à deux décennies de déclin industriel, économique et urbain ininterrompu ont produit une crise urbaine majeure⁶. La dépopulation et la rénovation de Glasgow ont de lourdes conséquences : la ville est parsemée de sites laissés vacants après la démolition des anciens logements, de friches

¹ « redevelopment ».

² « regeneration ».

³ Scottish Housing, *A Consultative Document*, Edinburgh, HMSO, 1977, chapitre 4.

⁴ Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 923.

⁵ Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 923.

⁶ Michael Keating, *op. cit.*, 155 : « From the late 1970s, it had been recognised that the social strategy would have to deal not just with the problems of the declining inner city but also with those of the peripheral estates, where the mistaken decisions of the 1950s and 1960s were bringing their toll of problems. Here, trends in the regional economy and the incidental effects of public policy decisions were combining to produce a major urban crisis in the 1980s. »

industrielles et de logements municipaux non occupés qui se dégradent dans les zones de la ville les moins attractives.

La désurbanisation de Glasgow prend donc la forme d'une crise urbaine aiguë. L'héritage de trente ans de redéveloppement urbain est très lourd. L'habitat et l'environnement urbain en général se sont très fortement dégradés à la fois en périphérie et au centre ou dans les quartiers proches du centre (à Glasgow dans l'*East End*, Gorbals, Maryhill, Springburn, Possil notamment et dans toute la conurbation), où résident des populations très fortement défavorisées et dont les perspectives d'amélioration de la situation économique et sociale sont pratiquement inexistantes. La ville a subi une transformation de grande ampleur, ce qui rend toute tentative d'altération extrêmement difficile. C'est dans ce contexte pour le moins difficile que Le *West Central Scotland Plan* de 1974¹ apporte un changement radical d'orientation. Trois grands fronts d'intervention sont identifiés : l'économie et l'emploi ; le logement et l'environnement urbain et l'avenir de la région. Tous trois concourent à la réalisation de ce qui est mis au centre des préoccupations du *West Central Scotland Plan* : l'amélioration de la qualité de vie dans le centre-ouest de l'Écosse afin de permettre au plus grand nombre d'y travailler et d'y faire sa vie².

¹ West Central Scotland Plan Steering Committee, *West Central Scotland Plan*, Glasgow, West Central Scotland Plan, 1974. Le Plan a été commissionné par le comité de pilotage en 1971 et l'étude a débuté la même année. Le rapport est constitué d'un rapport principal et de 5 suppléments qui détaillent les propositions du Plan en matière d'économie régionale, de stratégie de changement et d'expansion urbaine, de dépenses publiques, de politiques sociales et d'environnement. Il a été réalisé par le *Scottish Development Department* et le *Regional Development Division of the Scottish Office*, auxquels se sont ajoutés *Colin Buchanan and Partners* et le professeur K.J.W. Alexander.

² West Central Scotland Plan Steering Committee. *The Way Ahead – A report by the West Central Scotland Planning Team. Synopsis*. Glasgow, West Central Scotland Plan, août 1974. Il s'agit du résumé du Plan intégral publié en mai 1974 : « We have found that West Central Scotland's economy is not performing too well: it is not providing enough jobs to keep the region's people in work. We have found that, in spite of a massive effort in redevelopment, many people are still badly housed and many more live in ugly and depressing surroundings. We have found that future prospects are uncertain. What can be done to put the region on the path to a better tomorrow? The strategy we recommend is designed to improve the quality of life in West Central Scotland and widen its opportunities so that a bigger proportion of those born, brought up and educated in the region have a chance to go on living and working there. It calls for concerted and decisive action on three fronts, through three sets of interrelated proposals:

A balanced set of economic policies to (a) attract more jobs to the region and (b) improve the performance of existing industry so that it can create more jobs;

A comprehensive set of measures to repair and improve the environment, to make the region more attractive to its residents and to incoming industry;

An area-by-area action programme of physical planning to relate the development of housing, industry and transport to the likely changes in population and employment and to support the economic and environmental policies.

The three sets of proposals do not stand or fall together. Each forms a valid course of action on its own. But a coordinated attack on all three fronts will act faster and achieve more than any one step

Les objectifs du Plan doivent se réaliser selon un calendrier en trois étapes majeures qui sont 1978 dans un premier temps puis 1981 et 1991, en se basant sur les prévisions démographiques disponibles au moment de la rédaction¹, pour un coût n'excédant pas une augmentation de 4% des impôts par an jusqu'en 1981².

2. Transformer la ville : les stratégies de l'action publique

La régénération de Glasgow à partir du début des années quatre-vingt est un processus complexe qui est le fruit des effets combinés de l'action publique à plusieurs niveaux (local, régional et national) et des diverses stratégies mises en œuvre, en partie dans la continuité de ce qui a été fait au cours des décennies précédentes. Faire un inventaire détaillé et exhaustif qui rende compte de la multiplicité et de la variété des instruments utilisés par la municipalité dans ce domaine serait une tâche d'autant plus longue et complexe que cela suppose d'en prendre en compte les dimensions physique, économique et sociale. Nous avons choisi de concentrer notre analyse sur le rôle de la culture puisque la singularité de Glasgow est d'avoir été la première ville industrielle britannique à s'engager dans la voie de la régénération urbaine par la culture et à porter le titre de Ville Européenne de la Culture. Résultat d'une réflexion amorcée au début des années quatre-vingt, cette désignation, qui date de 1986, était un objectif prioritaire pour régénérer une ville qui ne parvenait pas à s'extraire de la spirale du déclin. Le rapport McKinsey, qui avait été publié un an avant cette désignation, avait souligné la nécessité pour la ville d'être plus attractive pour les entreprises et les personnes. En substance, le rapport insistait sur la nécessité de reconverter les nombreuses friches industrielles, d'établir des lignes aériennes plus nombreuses en direction des grandes métropoles américaines et européennes et d'améliorer le cadre de vie pour encourager l'installation de sièges sociaux d'entreprises, le développement du tourisme d'affaires et de loisir, du commerce, des services et de l'industrie de haute technologie³. La priorité était également de rénover le centre-ville pour

taken alone. Top priority must, however, be given to economic policies. If the snags which have caused the region's poor employment records are not cleared away there is little chance of hitting all our other targets. Nevertheless, the recommended physical planning strategy is still the best one for the region even if economic performance falls short and employment continues to fall. »

¹ *Ibid.*, p. 3.

² *Ibid.*, p. 26, sans tenir compte de l'inflation.

³ Ces priorités sont rapportées par plusieurs auteurs qui renvoient au rapport McKinsey. Toutefois, nous n'avons pas réussi à le consulter car la Mitchell Library n'en détient aucun exemplaire. Au cours de l'entretien que le directeur des musées de la ville Mark O'Neill nous a accordé, ce dernier a reconnu ne jamais l'avoir eu entre les mains. Il nous a également confié que Steve Inch, qui a pris sa

le rendre attractif et vivant. C'est l'objet du rapport présenté par Gordon Cullen.¹ Ce dernier développe l'idée suivante pour la mise en valeur du centre-ville et de la Clyde :

À l'ouest de Buchanan Street se trouve Blythswood New Town et Merchant City se situe à l'est. Ces deux quartiers commerçants ont chacun une identité forte. La Clyde, avec son caractère aérien, constitue un contre-point à la vitalité dominante de Buchanan Street. Une balade au bord de l'eau pourrait devenir ennuyeuse, sauf si elle se cristallise autour d'une séquence de lieux dont chacun illustre un aspect de la vie au bord de l'eau et est séparé du suivant par une marche de trois minutes, pour constituer une chaîne de lieux au bord de l'eau. Les éléments clés sont la polarisation vitale de Buchanan Street, flanquée de ses deux quartiers commerçants au caractère bien affirmé, et le contre-point que constituent les bords de Clyde. La métaphore visuelle choisie pour délimiter cet ensemble est celle d'une ville avec un mur d'enceinte faisant face à l'autoroute M8.²

Les points principaux sont le redéveloppement des deux extrémités de Buchanan Street (Caledonia Square et Enoch's Yard), *Merchant City*, Blythswood New Town, et la création d'une chaîne de lieux (« Riverside Chain ») situés entre St Andrew's Square et The Broomielaw comprenant Glasgow Green (et l'usine de tapis Templeton³), Fishmarket Square, Cathedral Close (la cathédrale catholique), Enoch's Yard, The Shade, Entry, The Souk et Water Square (les trois derniers lieux étant situés sur Broomielaw). Le nord de Buchanan Street doit devenir le centre de la vie culturelle de la ville. Cullen y prévoit le déplacement de l'église située à Caledonia Road dont l'architecte est Alexander « Greek » Thompson.

Dans l'introduction au rapport rédigé par Gordon Cullen pour le compte de la SDA, *The Potential of Glasgow City Centre*⁴, George Mathewson, directeur de la SDA, formule les

retraite en 2011 après avoir dirigé le service de développement et régénération de la ville pendant une vingtaine d'années, n'en possédait pas non plus d'exemplaire et n'en avait jamais consulté. Mark O'Neill y a donc fait référence comme un des nombreux mythes de la ville. Nous nous sommes donc appuyés sur les travaux de Gordon Cullen (voir notes suivantes).

¹ Gordon Cullen, « Glasgow's model future », *The Architects' Journal*, 21 novembre 1984 (Mitchell Library, f711.409 4443).

² Gordon Cullen cité dans « Glasgow's model future », *The Architects' Journal*, 21 novembre 1984, pp. 44-45 (Mitchell Library, f711.409 4443) : « To the west of Buchanan Street lies Blythswood New Town and the Merchant City is to the east; these internal precincts are two sturdy characters. The atmospheric River Clyde is the counterpoint to the dominant vitality of Buchanan Street. A riverside walk could become a bore, but not if it is crystallized into a sequence of places, each of which epitomizes a facet of riverside life with a three-minute stroll between each to make a riverside chain. The key elements are the vital polarization of Buchanan Street – flanked by its sturdy precincts – and the riverside counterpoint. The visual metaphor chosen to enclose this family is that of a walled city fronting the M8 motorway. »

³ Adjacente à Glasgow Green, l'usine *Templeton* était inutilisée depuis 1978. Menacée de destruction, elle ne doit sa sauvegarde qu'au fait d'être dans la zone couverte par le programme de rénovation de l'est de la ville GEAR. Elle fut réhabilitée et convertie sous l'égide de la SDA en un espace de bureaux et ateliers pour petites et moyennes entreprises.

⁴ Glasgow Action & SDA, *The Potential of Glasgow City Centre*, Glasgow, Scottish Development

quatre grands objectifs suivants : faire de Glasgow un lieu d'implantation industrielle plus attractif, rendre Glasgow plus attractive pour les gens, créer un environnement propice aux entreprises et promouvoir la ville¹. Pour cela, sept initiatives sont identifiées pour renforcer l'économie de services de la ville : il faut attirer à Glasgow les sièges sociaux des grandes compagnies, améliorer les liaisons aériennes, améliorer l'attractivité de la ville comme lieu de travail et de résidence, rendre disponible davantage de bureaux de haut standing, pratiquer un marketing ciblé, développer une industrie du logiciel, développer des services exportables tels que l'assurance, le consulting, la publicité, l'architecture, la gestion de produits financiers, créer une industrie du tourisme, faire de Glasgow une destination de conférences et d'affaires, améliorer le centre-ville et améliorer l'image de la ville.

Enfin, le rapport préconise trois pistes pour la mise en œuvre de cette vision :

- 1) *Glasgow Action* doit se mettre d'accord sur un programme de projets et le partage des responsabilités avec les autorités locales et la SDA ;
- 2) la création d'une sorte de *think tank* de décideurs issus des secteurs privé et public et prêts à donner beaucoup de leur temps au service de l'essor économique de la ville : il s'agit de *Glasgow Action* ;
- 3) La SDA doit développer son implication dans le secteur des services².

En résumé, il était primordial au début des années quatre-vingt de construire une image claire et positive de Glasgow. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs stratégies sont mises en œuvre :

- 1) la création de campagnes promotionnelles agressives,
- 2) l'organisation d'évènements culturels de dimension nationale et internationale³,
- 3) le développement de partenariats entre organismes publics et privés, qui fut défini comme essentiel, et s'est traduit par l'émergence de sociétés locales de développement¹.

Agency, 1985 ; rédigé par Gordon Cullen pour le compte de *Glasgow Action* et SDA (Mitchell Library, f711.40941443 GLA)

¹ *Ibid.*, pp. 3-4 : « Make Glasgow more attractive as a business base; Make Glasgow more attractive to people; Create an entrepreneurial environment; Promote Glasgow. »

² « The group should not try to orchestrate the programme but should be the 'guardian of the vision'. It should contribute ideas for projects, identify and motivate champions to lead them and lobby local and national government and private business to mobilize support. » *Ibid.*, pp. 55-56.

³ « flagship events ».

2.1. Changer d'image

2.2.1. Les débuts du marketing urbain

Avec l'ouverture du *Greater Glasgow Tourist Board and Convention Bureau* en 1983², Glasgow parie sur le tourisme de loisirs et d'affaires, et les services qui l'accompagnent, comme source de développement économique de la ville. Pour attirer des visiteurs, l'image de Glasgow doit changer radicalement pour « rendre la ville plus attirante pour venir y travailler, y vivre et s'y divertir ; pour rétablir l'esprit d'entreprise de Glasgow, faire connaître aux citoyens de la ville et au monde entier son nouveau visage »³. Les trois éléments de cette déclaration d'intention vont orienter la politique de régénération de la ville, qui est relayée par des campagnes de promotion agressives.

La toute première manifestation visant à améliorer l'image de la ville date de 1983⁴. C'est l'année du lancement de la campagne « Glasgow's Miles Better », la première véritable campagne de marketing urbain d'ampleur à Glasgow qui met en scène un petit bonhomme tout rond répondant au nom de Mr Happy. Trois ans après, et pour la modeste somme de £650 000, le monde entier connaît Mr Happy et les journalistes se bousculent à Glasgow pour faire des reportages sur les problèmes de la ville, tout en mettant aussi en avant ses atouts. Le nombre de touristes augmente et ces derniers repartent avec une impression positive, selon un sondage indépendant effectué pour le compte de l'agence écossaise pour le développement⁵. Selon Robert Gray, *Lord Provost* en 1986, la campagne « Glasgow's Miles Better » a joué un rôle considérable dans l'amélioration de l'image de la ville deux ans avant l'organisation du *Garden Festival*. Au moment où une nouvelle campagne de £600 000 est lancée, en 1986, pour prolonger la vie de Mr Happy jusqu'en 1989, le *Lord Provost* Robert Gray confiait ainsi au *Evening Times* :

¹ « local development companies ». Nous expliquerons leur rôle dans la deuxième partie de ce chapitre.

² Devenu le *Glasgow City Marketing Bureau* depuis le 1^{er} avril 2005.

³ María Gómez, « Reflective Images: the Case of Urban Regeneration on Glasgow and Bilbao », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 22, n°1, 1998, p. 111.

⁴ Il s'agit du festival « Mayfest », qui a lieu tous les ans au mois de mai jusqu'en 1997.

⁵ L'auteur de la campagne de publicité, le publicitaire John Struthers, a emprunté le personnage à la série des Mr Men inventée par Roger Hargreaves. L'origine de la campagne remonte à janvier 1983, quand J. Struthers rencontre le Lord Provost de l'époque, John Kelly, et lui propose une campagne publicitaire pour améliorer l'image de Glasgow, à la manière de celle de New York « I Love New York ». « Birth of Little Big Man », *The Evening Times*, 14 février 1986 (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.91.15).

La campagne « Miles Better » n'a pas nettoyé les bâtiments ni changé Merchant City. Elle n'a pas construit la Burrell Collection ni aménagé les parcs. Mais ce qu'elle a fait, c'est dire au monde ce qui se passe. Vous pouvez disposer d'un produit parfait mais si personne ne le connaît, vous ne le vendez pas. [...] Il devient désormais plus facile de vendre Glasgow comme lieu pour organiser des conférences. Des personnes cyniques me disent 'Glasgow a ses problèmes'. Eh bien, je ne dis pas que nous n'en avons pas, mais ce que nous disons, c'est que nous allons mieux que par le passé.¹

Symboliquement, elle marque le début du processus de régénération de la ville². Le deuxième événement est l'ouverture de la *Burrell Collection* en 1983. Sir William Burrell (1861-1958) était un riche armateur glaswégien amateur d'art. En 1944, il lègue sa collection de quelque 9 000 œuvres d'art, une des plus importantes de Grande-Bretagne, à la ville ainsi que 250 000 livres pour construire une galerie, à condition que cette dernière se situe dans un cadre rural. Cela devient possible lorsque, en 1967, Mrs Anne Maxwell Macdonald lègue à la ville *Pollok House*, une résidence bourgeoise du dix-huitième siècle avec son domaine attenant dans lequel est construite la galerie où sont exposées les œuvres réunies par William Burrell. Pour la première fois depuis longtemps, Glasgow attire l'attention des médias pour des raisons autres que celles liées à son déclin industriel.

La presse semble y avoir fait sa part de travail dans la reconstruction de l'image de Glasgow. Il s'agit probablement que d'un exemple parmi d'autres (nous n'avons pas tenté de dresser une liste exhaustive des articles de presse ayant œuvré dans ce sens au cours des années quatre-vingt) mais le dossier publié par le *Guardian* vers la fin de l'année 1983 est particulièrement évocateur³. Le premier novembre 1983, le *Guardian* publie un dossier de six pleines pages qui ressemblent à s'y méprendre à une campagne promotionnelle de la région de Strathclyde. Il est impossible de savoir avec certitude s'il s'agit d'un dossier suggéré par le service des relations publiques de la ville ou s'il s'agit d'une heureuse coïncidence. Toujours est-il que le quotidien profite de la tenue de la conférence annuelle

¹ « New look smile is flower of Scotland », *The Evening Times*, 14 février 1986 (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.91.15) : « The Miles Better campaign didn't clean up any buildings or change the Merchant City. It didn't build the Burrell Collection or lay out parks. What it did do was tell the world what was happening. You can have a perfectly good product but if nobody knows about it you can't sell it. [...] And it's now becoming easier to sell Glasgow as a place for holding conferences. Cynics say to me, 'Glasgow's got its problems.' Well I'm not saying we haven't, but what we are saying is that we are better than we were in the past ». La campagne est financée à hauteur de £50 000 par an par la municipalité, le reste du financement provenant de mécènes privés.

² Ronan Paddison, *op. cit.*, p. 346

³ Je remercie Tracey Hawkins, assistante de recherche au centre de ressources des musées de Glasgow, pour avoir porté à ma connaissance l'existence de ce dossier de presse et pour m'en avoir facilité l'accès. « Strathclyde. The region that works even though too many of its people do not », *The Guardian*, 1 novembre 1983, pp. 21-26 (GMRC, SP.2000.91.14).

de la Confédération britannique de l'industrie¹ à Glasgow pour publier un long panégyrique de la région de Strathclyde. Le titre donne le ton. Malgré le problème de l'emploi, l'analyse sera positive puisque c'est une « région qui fonctionne ». Le contenu du dossier ne laisse planer aucune ambiguïté. Le dossier vise à faire un tour d'horizon complet de l'état de la région. La campagne « Glasgow Miles Better », dont le lecteur ne peut ignorer qu'elle est portée par le *Lord Provost* Michael Kelly, est omniprésente. Parmi les thèmes traités, on y retrouve évidemment les principaux axes stratégiques du redéveloppement de la ville : l'amélioration de son image, sa politique de régénération urbaine, aussi bien physique qu'économique et industrielle, son statut de centre de culture et de place financière, le tout desservi par un réseau de transports performant. À l'exception de l'introduction du dossier, dans laquelle il faut reconnaître que l'auteur tente de dresser un état des lieux assez équilibré de la situation², tous les thèmes abordés dans le dossier sont traités de façon très positive. Quelques exemples permettent de s'en rendre compte.

Dans l'article consacré au processus de transformation de Glasgow, le lecteur apprend que la lourde tâche entreprise par le ministère pour l'Écosse, secondé par l'agence écossaise pour le développement, de refaire de Glasgow le centre industriel et commercial de l'Écosse est en passe de réussir et que la proximité de Loch Lomond et Ben Lomond rend pertinente la stratégie du *Lord Provost* de faire à tout prix de Glasgow le centre de l'industrie touristique écossaise³.

Il faut également que l'expertise de la ville dans le domaine de la finance soit connue et reconnue. En faisant la liste des banques installées à Glasgow et des entreprises qui y ont installé leur siège social, il s'agit d'apporter la preuve d'un fait incontestable : Glasgow est devenue une place financière incontournable où la compétence des banquiers, comptables, traders et autres avocats est indéniable. La qualité des formations dispensées dans les

¹ CBI, « Confederation of British Industry », le plus important syndicat patronal britannique, équivalent du MEDEF français.

² Peter Hetherington, « Introduction », *The Guardian*, 1 novembre 1983, p. 21. L'auteur y rappelle les pesanteurs du passé et du présent (une collectivité locale gigantesque et ingouvernable, le chômage, la dépression et le déclin industriel et leur cortège de problèmes afférents, la persistance de l'image (ou du mythe, interroge-t-il) de violence associée à Glasgow en particulier et à la région Strathclyde en général) tout en mentionnant les atouts de la région (une géographie variée) et les promesses d'un avenir meilleur portées par l'action de régénération urbaine et la politique économique et industrielle de l'agence écossaise pour le développement, la baisse du chômage qui atteint désormais le niveau de celui de Merseyside, la transformation de l'image des quartiers ouvriers. Le lecteur en retient tout de même qu'à part le problème du chômage, l'image de la ville est en train de changer pour le mieux (ce qui tombe à point nommé puisqu'il s'agit là de l'objectif principal de la politique locale).

³ Jean Stead, « A city miles better than the dear old Glasgow town », *The Guardian*, 1 novembre 1983, p. 22.

universités écossaises assure aussi la compétence des étudiants diplômés et la qualité du recrutement. Pour preuve de ces arguments, le journaliste a rencontré Bill Proudfoot, directeur général de *Scottish Amicable*¹ dont les propos pourraient être ceux du responsable des relations publiques de la ville².

L'article qui traite des transports insiste sur l'expansion de l'aéroport international de Glasgow en direction des États-Unis. Il est accompagné par un large encart publicitaire des aéroports écossais qui montre une carte d'Écosse sur laquelle sont localisés les aéroports de Prestwick, Glasgow, Édimbourg et Aberdeen. La multitude des destinations desservies y est représentée par autant de traits et d'avions qui vont dans tous les sens. L'encart est accompagné par un slogan avec une référence explicite à « L'Écossais volant », le « Flying Scotsman », du nom du train qui reliait l'Écosse à Londres : « L'Écossais volant ne se rend pas uniquement à Londres »³.

2.2.2. La rénovation de *Merchant City*

En 1980, le premier programme de rénovation d'un quartier du centre-ville débute. Il s'agit de *Merchant City*. *Merchant City* est le cœur historique du développement de Glasgow⁴. Le carrefour entre l'axe est-ouest Trongate/ Gallowgate et High Street (axe nord-sud), appelé Glasgow Cross, constitue le point de départ du développement de Glasgow à partir du dix-huitième siècle⁵. Glasgow Cross reste le centre névralgique de la ville tout au long du

¹ *Scottish Amicable* est une institution financière dont les avoirs s'élèvent à £2,5 milliards au moment où l'article est publié.

² Bruce McDonald, « Who looks after your money better than a canny Scot? », *The Guardian*, 1 novembre 1983, p. 23 : « Glasgow's financial community is unanimous in expressing approval for "Glasgow's miles better" campaign – the city's bid to attract more tourists and businesses by polishing up its somewhat tarnished image. "I'm delighted to see the Lord Provost coming out with this campaign," said Mr Proudfoot. "We find that a lot of people are reluctant to come to visit us, but when they come they are astonished to find a very beautiful Victorian city with a very modern communications network – our airport is only 10 minutes from the city centre – and full of talented people. The city has a lot going for it. The worst thing Glasgow has to face is its poor image, which was perhaps deserved many years ago, but certainly not now. »

³ Bruce McDonald, « Up with the flying Scots », *The Guardian*, 1 novembre 1983, p. 26 : « The flying Scotsman doesn't only go to London. »

⁴ *Merchant City* se situe entre Queen Street et Saltmarket/ High Street (axe est-ouest) et Trongate/ Argyle Street et George Street (axe nord-sud) : <http://glasgowmerchantcity.net/> (accès le 5 septembre 2011). Bien que l'expression *Merchant City* soit une appellation moderne, c'est celle que nous utiliserons au cours de ce bref développement historique pour la commodité du propos. Le développement qui suit emprunte à un travail détaillé sur l'évolution de *Merchant City* accessible depuis le site dédié à la régénération du quartier, *The Merchant City Initiative* : <http://www.glasgowmerchantcity.net/history.doc> (accès le 28 septembre 2011).

⁵ Il n'en reste aujourd'hui que Steeple Booth. Voir les cartes et illustrations à l'adresse suivante : <http://www.scotcities.com/merchant.htm> (accès le 28 septembre 2011).

dix-huitième siècle malgré les nuisances émanant des industries qui se développent dans Gallowgate. À cette époque, afin de loger une population en pleine expansion, les logements commencent à être subdivisés et les constructions dans les arrière-cours se multiplient. À la fin du dix-huitième siècle, la ville s'étend progressivement vers l'ouest et le nord, dans Argyle Street et Miller Street. De nouvelles rues sont percées (Glassford Street, Brunswick Street, Wilson Street). Les riches armateurs négociants de tabac, de sucre et de thé¹ font construire des maisons de maître et participent à la création d'une zone résidentielle cossue qui déplace progressivement le centre de gravité du quartier et de la ville. Il se construit également des entrepôts, des maisons jumelées et des *tenements* de qualité. La partie centrale de *Merchant City* est alors surnommée « la première ville nouvelle de Glasgow »². C'est au début du dix-neuvième siècle que débute la dégradation de *Merchant City*. La subdivision des logements et la surpopulation, l'industrialisation et la pollution ainsi que l'absence d'entretien des plus anciens bâtiments des rues de la vieille ville et la spéculation immobilière entraînent la dégradation très sévère de la partie orientale du quartier. La situation continue à se dégrader au cours des décennies suivantes. Le quartier résidentiel de la ville nouvelle, dans la partie ouest du quartier, décline très rapidement. Une vingtaine d'années après leur installation, dès les années 1810, les classes aisées se relogent plus à l'ouest. À partir du milieu du dix-neuvième siècle, *Merchant City* devient un quartier d'entreposage et de vente de gros, de banques et de marchés. L'industrie du coton y a une place prépondérante. Des entrepôts continuent d'être construits pendant la période victorienne et entre les deux guerres mondiales. Des bâtiments municipaux y sont également érigés entre des blocks de *tenements* de la ville nouvelle construits au début du dix-huitième siècle. Dans Trongate se développent des entrepôts où se pratique la vente au détail, précurseurs des grands magasins. À la fin du dix-neuvième siècle, *Merchant City* se divise en deux parties distinctes : dans la partie orientale se trouvent les restes de la ville médiévale, avec les bâtiments les plus anciens et les plus dégradés dans lesquels vivent les populations pauvres. Les constructions se sont multipliées dans les arrière-cours et il n'y a quasiment eu aucune démolition. À l'ouest se trouve le quartier central de la vie de la cité et des affaires. Les classes aisées ont depuis longtemps fui dans le *West End*. La construction d'entrepôts continue au cours du vingtième siècle mais le déclin économique et industriel de la ville finit par y mettre un terme. La spécificité du quartier rend son adaptation au changement difficile. *Merchant City* peut toutefois faire valoir quelques atouts. La conversion

¹ Les « tobacco lords ».

² « Glasgow's First New Town »

des *City Halls* en salle de concert et celle des *City & County Buildings* en *Sheriff Court* permettent de préserver ces bâtiments. Des grands magasins restent ouverts dans la partie occidentale de Trongate et dans Argyle Street, préservant ainsi le lien entre *Merchant City* et le centre-ville.

Au début des années quatre-vingt, l'objectif principal est de reconverter les entrepôts en zone commerciale et résidentielle. À cette époque, la moitié des bâtiments sont vides. Si la restauration et la reconversion des bâtiments n'étaient pas suffisamment intéressantes d'un point de vue économique, il était toutefois possible de convertir la plupart d'entre eux en logements ou unités commerciales. Par ailleurs, ils présentaient fréquemment un intérêt architectural et historique certain¹.

Le programme de rénovation de *Merchant City* s'intègre dans le programme plus large de rénovation du centre-ville piloté par l'agence de développement écossais². Les premiers travaux débutent dans les années quatre-vingt mais, dans la pratique, le quartier reste dans son état de délabrement jusqu'au début des années quatre-vingt-dix quand la reconversion des entrepôts en logements, commerces, cafés/ restaurants et bureaux pour faire revenir la population dans le centre de la ville s'accélère. La reconversion des entrepôts est le moteur de la régénération du quartier. Entre 1981 et 1988, £90 millions sont investis dans *Merchant City*, principalement par des investisseurs privés. La rénovation du quartier passe par la restauration de certains bâtiments ou la reconstruction de bâtiments entiers derrière les façades anciennes qui sont conservées. La majorité des logements sont construits par le secteur privé. En 1984, il y avait 235 résidents dans *Merchant City*. En 2001, il y en a 3 244³.

De nombreux projets architecturaux de prestige voient le jour⁴ parmi lesquels quelques-uns méritent d'être cités. C'est le cas du Centre Italien⁵ qui est achevé en 1994. Il est souvent cité comme la réussite de *Merchant City*. C'est un programme emblématique et fondateur dans la renaissance de Glasgow à cause de la confiance et de l'expérience que la ville en a tiré et qu'elle a pu réinvestir dans l'organisation du *National Garden Festival* de 1988 et dans la candidature victorieuse au titre de Ville Européenne de la Culture en 1990. Cette

¹ Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 931.

² *Scottish Development Agency*, SDA.

³ Gavin McCrone, *op. cit.*, p. 932 et *Merchant City factsheet*, Merchant City Initiative, <http://glasgowmerchantcity.net/downloads/factsheet.pdf> (accès le 28 septembre 2011).

⁴ Voir en particulier Johnny Rodger, *Contemporary Glasgow: the Architecture of the 1990s*, Glasgow, The Rutland Press, 1999, pp. 39-49.

⁵ « Italian Centre », situé entre Ingram Street et John Street. On y trouve des cafés, restaurants et boutiques de luxe dont une boutique Versace et une boutique Emporio Armani. Le projet a été réalisé par le cabinet d'architectes Page & Park.

réhabilitation agit comme un catalyseur et symbolise la mise en route de la politique de régénération urbaine de Glasgow¹. La régénération de *Merchant City* a d'ailleurs été récompensée par la « médaille d'honneur » d'*Europa Nostra*².

La reconversion de l'ancien marché couvert³ en un complexe de restaurants et cafés disposés autour d'une cour centrale est également un projet phare de la renaissance du quartier. Le lieu peut également accueillir des spectacles. À la même période, la façade des City Halls, qui sont adjacents au marché couvert, est nettoyée. Le lieu est rénové pour améliorer sa fonction de salle de spectacle et de concert. Des toilettes publiques inutilisées sont converties en bar⁴. En 1995, un bureau de vente de billets de spectacle est créé sur Candleriggs, tout près des City Halls⁵.

En une dizaine d'années, 1 143 logements sont construits ou réhabilités, selon une nouvelle approche de rénovation des quartiers délabrés centraux définies au début des années quatre-vingt qui admet que les destructions massives des décennies précédentes se sont révélées être des échecs⁶. Il s'agit de procéder à une rénovation qui attire des résidents avec de hauts revenus, dont les besoins en équipements culturels et les moyens sont supérieurs à ceux des anciens résidents beaucoup plus modestes. L'objectif était d'initier un mouvement interdépendant de régénération physique et économique basé sur la consommation de produits culturels. Les premiers lofts sont créés à la fin des années quatre-vingt-dix dans une ancienne usine de textile située sur Ingram Street et Albion Street qui fut ensuite la propriété de l'université de Strathclyde⁷.

¹ Louis Rosenburg and Craig Watson, « Longitudinal monitoring of housing renewal in the Urban Core: Reflections on the Experience of Glasgow's Merchant City », *Urban Studies*, Vol. 36, n°11, 1999, p. 1977.

² « Merchant City gains European recognition », *The Bulletin*, Juillet 1989 (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.60.3). À l'époque, Europa Nostra est une fédération regroupant plus de 200 agences impliquées dans la conservation du patrimoine culturel dans 22 pays européens.

³ *The Old Fruitmarket*, situé entre Candleriggs, Bell Street et Albion Street.

⁴ Interval Bar, Johnny Rodger, *op. cit.*, pp 45-46.

⁵ *Ibid.*, p. 45. Les City Halls avaient été dessinés par John Carrick en 1882. C'était la première salle avec une grande capacité d'accueil pour concerts et réunions publiques. L'ensemble marché couvert-City Halls a de nouveau été l'objet d'une rénovation d'ampleur entre 2003 et 2006 pour un coût de £15 millions. Les City Halls accueillent le *BBC Scottish Symphony Orchestra* et le *Scottish Music Centre*.

⁶ « The guiding philosophy was that of accentuating the 'mixed' character by a combination of new building and rehabilitation, pushing it upmarket by introducing groups of higher-income dwellings. » M. Glendinning, R. MacInnes and A. McKechnie, *A History of Scottish Architecture: from the Renaissance to the Present Day*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1996.

⁷ C'est le *Todd Building*. L'ancien bâtiment est d'abord converti en lofts puis reçoit une extension.

C'est également à cette époque que débute la transformation des quais les plus proches du centre-ville, notamment the Broomielaw. Les vieux entrepôts sont alors remplacés par des bureaux capables d'accueillir des entreprises du secteur des services.

2.2. Organiser de grandes manifestations culturelles¹

Au cours de la période de « roll-back neoliberalism » des années quatre-vingt, l'organisation des grandes manifestations culturelles ou sportives nationales et internationales est un élément central du projet néolibéral de la ville entrepreneuriale. Il en résulte une compétition interurbaine de plus en plus féroce alimentée par une surenchère de manifestations, festivals ou campagnes promotionnelles. En suivant David Harvey², Peck et Tickell³ montrent comment les villes s'engagent dans un cercle vicieux de subordination à la logique de compétition interurbaine qui occasionne une grande mobilité des emplois, du capital et des investissements et qui contribue à alimenter le système global qui impose les contraintes qui viennent juste d'être évoquées. Glasgow s'est engagée dans cette spirale événementielle, avec, comme nous l'avons évoqué précédemment, la particularité d'être une des premières villes industrielles à vouloir l'utiliser comme levier de sa régénération économique. Les deux manifestations de dimension internationale

¹ « Culture-led urban regeneration ». C'est l'expression la plus couramment utilisée dans la littérature issue du champ académique des études urbaines anglophones (« urban studies »). On trouve aussi « events-led urban regeneration ». Les grands événements culturels et populaires sont des « flagship events ».

² David Harvey, « From managerialism to entrepreneurialism: The transformation of urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler* 71 B, 1989, pp. 3-17.

³ Jamie Peck and Adam Tickell, « Neoliberalizing Space », in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*, 2002, p. 46 : « The serial reproduction of cultural spectacles, enterprise zones, waterfront developments, and privatized forms of local governance is not simply an aggregate outcome of local pressures, but reflects the powerful disciplinary effects of interurban competition. [...] Because signature cultural events, prestige corporate investments, public resources, and good jobs are in such short supply, cities (perhaps the most visibly denuded victims of roll-back neoliberalism) are induced to jump on the bandwagon of urban entrepreneurialism, which they do with varying degrees of enthusiasm and effectiveness. And ultimately, their persistent efforts and sporadic successes only serve to further accelerate the (actual and potential) mobility of capital, employment, and public investment. In selling themselves, cities are therefore actively facilitating and subsidizing the very geographic mobility that first rendered them vulnerable, while also validating and reproducing the extralocal rule systems to which they are (increasingly) subjected. The logic of interurban competition, then, turns cities into accomplices in their own subordination, a process driven – and legitimated – by tales of municipal turnaround and urban renaissance, by little victories and fleeting accomplishments, and ultimately also by the apparent paucity of “realistic” local alternatives. Thus, elite partnerships, mega-events; and corporate seduction become, in effect, both the only game in town and the basis of urban subjugation. The public subsidy of zero-sum competition at the interurban scale rests on the economic fallacy that every city can win, shored up by the political reality that no city can afford principled non-involvement in the game. »

organisées pendant la période conservatrice sont le *Garden Festival* de 1988 et Glasgow Ville Européenne de la Culture en quatre-vingt-dix. Elles seront suivies par Glasgow Ville britannique du Design et de l'Architecture en 1999.

2.2.1. Le *Garden Festival*

Le *Garden Festival* de Glasgow, qui s'est tenu en 1988, est le troisième *Garden Festival* de Grande-Bretagne après celui de Liverpool en 1984 et celui de Stoke-on-Trent en 1986. Il est suivi par celui de Gateshead en 1990 et celui de la petite ville galloise de Ebbw Vale en 1992. Les cinq événements constituent les cinq volets de *UK Garden Festival Initiative* dont l'origine remonte à 1979, quand plusieurs représentants de professions horticoles et paysagères sollicitent le ministère de l'environnement au sujet de la possibilité d'organiser des expositions sur le modèle des *Bundestgartenshau* allemands.¹ L'idée est retenue par le ministère de l'environnement qui produit un rapport sur l'opportunité d'organiser une telle manifestation en 1980². Le ministre conservateur de l'environnement Michael Heseltine annonce le 15 septembre en 1981 que le premier *Garden Festival* aura lieu à Liverpool en 1984. En décembre 1981, Stoke-on-Trent est désignée pour accueillir le second *Garden Festival*. En juin 1983, la *Scottish Development Agency* (SDA) fait acte de candidature à l'organisation du troisième *Garden Festival* en proposant Prince's Dock comme site d'accueil³. Finalement, en novembre 1984, Glasgow est désignée pour accueillir le troisième *Garden Festival*, devançant ainsi Gateshead et Swansea⁴.

À l'origine, les objectifs des *Garden Festivals* ne sont pas clairs, ce qui ne manquera pas de poser problème dans l'organisation et la planification à long terme de celui de Liverpool. En 1983, le ministère de l'environnement définit les objectifs suivants : l'organisation du *Garden Festival* doit permettre la conversion de sites industriels en friche proches du centre-ville dont la conversion ne serait pas aussi rapide sans la stimulation produite par l'organisation d'un *Garden Festival*⁵, l'amélioration de l'environnement urbain alentour, la promotion de l'horticulture et de la ville hôte et la génération de revenus¹.

¹ Pam Castledine and Kim Swales, *The Glasgow Garden Festival: a Wider Perspective*, Series: Economic Perspective 1, [Glasgow] : [s.n.], 1988, pp. 58-59.

² Department of the Environment, *Garden Exhibitions and the United Kingdom*, 1980.

³ L'autre site pressenti était Glasgow Green.

⁴ Pam Castledine and Kim Swales, *op. cit.*, p. 60.

⁵ À Liverpool, le lieu retenu pour le Garden Festival est un dock désaffecté. À Stoke-on-Trent, le Garden Festival se déroule sur la moitié du site industriel des anciennes aciéries Shelton Bar laissé à l'abandon après la fermeture de leurs portes en 1978. L'autre moitié du site est restée consacrée à l'activité industrielle de British Steel et de son usine de laminage. À Gateshead, le site retenu est un

À Glasgow, le *Garden Festival* a lieu sur Prince's Dock², sur la rive sud de la Clyde. Lors de son inauguration en 1897, Prince's Dock était le plus grand dock le long de la Clyde. Il est utilisé comme aire de chargement de bateaux cargos à destination de ou en provenance d'Afrique du Sud, d'Afrique de l'est et de l'ouest, d'Inde, du Pakistan, du Golfe persique, du Canada, d'Amérique du Sud, de Suède et des Grands Lacs. Prince's Dock connut son activité maximale dans les années soixante quand plus de 20 cargos accostaient chaque mois. En 1964, le dock fut équipé de 16 grues de 3 tonnes et de 6 grues de 6 tonnes, toutes hydrauliques. C'est le développement de l'utilisation des containers qui a conduit Prince's Dock à cesser son activité, officiellement le 2 juillet 1971. Il n'y subsista dès lors qu'une très faible activité jusqu'à son rachat par le promoteur immobilier Laing Homes à l'autorité portuaire de la Clyde en 1983 dans le but de le convertir en un complexe immobilier et une marina. À cette époque, ses trois bassins étaient partiellement remplis de gravas et de détritiques et seulement cinq de ses vingt-deux grues étaient encore debout. Pourtant, la plupart des entrepôts étaient restés intacts. Le quai ouest de Prince's Dock fut encore utilisé par des petits bateaux côtiers quelque temps après la fermeture du dock comme aire de chargement et de déchargement³.

Le *Garden Festival* n'est pas un événement isolé. L'objectif est de contribuer à établir la ville comme destination touristique et de placer un jalon important en prévision des manifestations de l'année de la culture⁴. L'historique des événements plaide clairement en faveur d'une stratégie délibérée. La période 1983-1986 est en ce sens une période charnière : l'ouverture du *Greater Glasgow Tourist Board* et le dépôt de l'acte de candidature à l'organisation du *Garden Festival* ont lieu à quelques mois d'intervalle en 1983, année de lancement de la campagne de communication « Glasgow's Miles Better » et de l'inauguration de la Burrell Collection. C'est également en 1983 que le festival Mayfest⁵ est

site industriel en friche sur lequel se trouvait un dépôt de charbon, l'usine de gaz Redheugh et une centrale à charbon. À Ebbw Vale, le *Garden Festival* a lieu sur l'emplacement d'une ancienne aciérie et ferblanterie de British Steel démolie au début des années 1980.

¹ Pam Castledine and Kim Swales, *op. cit.*, p. 61.

² Prince's Dock se situe en fait plus exactement à Govan.

³ Michael Dick, *Half of Glasgow's Gone*, Glasgow: Brown, Son & Ferguson, 1986, pp. 74-88.

⁴ « The Glasgow Garden Festival opened its gates to the general public on April 28, 1988 and represented a crucial step in Glasgow's development as a tourism destination. The Festival, alongside Glasgow's designation as the European City of Culture in 1990 can be seen as the basis of a strong events-led tourism development strategy. », John Heeley and Mike Pearlman, *The Glasgow Garden Festival: Making Glasgow Miles Better?*, Series: Economic Perspective 2, [Glasgow] : [s.n.], 1988, p. 65.

⁵ C'est le premier grand festival organisé à Glasgow, qui fait appel au théâtre, à la danse, à la musique et aux arts visuels. Il prolonge la tradition des parades du premier mai organisées par la

lancé. La décision d'organiser le *Garden Festival* sur le site de Prince's Dock est annoncée en novembre 1984. Le pilotage de l'opération est confié à la SDA. La désignation de Glasgow comme Ville Européenne de la Culture est annoncée en octobre 1986. Entre temps, le rapport McKinsey sur le potentiel du centre-ville commissionné par *Glasgow Action* est rendu en 1985. Il débouche sur l'élaboration d'un plan stratégique pour le centre-ville qui est adopté en 1985. La même année est inauguré le *Scottish Exhibition and Conference Centre* (SECC). Enfin, le *Glasgow District Plan* avait été publié un an auparavant¹.

Le *Garden Festival* doit également œuvrer comme le catalyseur de la régénération économique des friches industrielles situées le long de la Clyde. La date permet de célébrer le cinquantenaire de la Grande Exposition Coloniale de 1938 et la tradition d'organisation d'expositions et d'accueil de visiteurs de Glasgow². Il s'agit donc d'établir un lien fort entre le processus de régénération de la ville post-industrielle et le développement du tourisme. Rétablir une image positive est indispensable à la réalisation de cet objectif. La barre des attentes est haut placée : le *Garden Festival* doit contribuer à faire de Glasgow une destination touristique majeure et reconstruire une image de la ville « miles better ».

Le financement du *Garden Festival* est l'œuvre d'un partenariat public-privé qui implique le gouvernement central³, les autorités locales⁴ et des investisseurs privés sur le modèle de ce qui avait été opéré pour la construction du SECC⁵. Un nouveau pont, Bell's Bridge, est construit pour relier le site du *Garden Festival* au SECC. En construisant le SECC sur le site de l'ancien Queen's Dock, juste en face de Prince's Dock, la ville s'offrait une infrastructure polyvalente lui permettant d'accueillir conférences, manifestations et artistes de rang mondial et ainsi d'affronter la concurrence d'autres villes dans le secteur de l'industrie du tourisme d'affaires et culturel⁶. Le site du festival, loué à la société Laing Homes par la SDA⁷, couvre une cinquantaine d'hectares, dont presque sept d'eau. Les trois

confédération des syndicats écossais (*Scottish Trades Union Congress*, STUC).

¹ City of Glasgow District Council, Planning Department, *District Plan 1984*, Glasgow, GDC, 1984.

² « Great Empire Exhibition ». Elle avait attiré 12,6 millions de visiteurs à Bellahouston Park en 1938. Perilla Kinchin and Juliet Kinchin, *Glasgow's Great Exhibitions 1888, 1901, 1911, 1938, 1988*, Oxon, White Cockade, 1988, pp. 127-129; John Heeley and Mike Pearlman, *op. cit.*, pp. 67-68.

³ Par l'intermédiaire de la *Scottish Development Agency* (SDA).

⁴ *Glasgow District Council* et *Strathclyde Regional Council*.

⁵ John Heeley and Mike Pearlman, *op. cit.*, p. 68. La construction du SECC avait coûté £36 millions. Le coût final du *Garden Festival* est de £30 millions.

⁶ « Tales of Tom's Ironing, Britney's Bowls, Bob's bike, Liza's hairspray and Donny's balloons », *The Evening Times*, 3 septembre 2009.

⁷ Le site avait en effet été acheté à *Clyde Port Authority* par Laing Homes à la fin de l'année 1983 qui avait obtenu le permis d'aménagement de Prince's Dock avant que Glasgow soit désignée pour

bassins de Prince's Dock sont entièrement comblés de façon à créer suffisamment d'espace pour accueillir cent douze jardins.

La mise en scène du festival est significative d'un changement radical de paradigme qui préfigure assez nettement ce que la municipalité donnera à voir de Glasgow à l'occasion des manifestations de l'année de la culture. Elle met le divertissement à l'honneur quand les expositions coloniales mettaient en avant le progrès. Une rue commerçante est créée de toute pièce, signe que dépenser dans les boutiques est devenu une activité de loisirs. Le terme « industrie » a disparu. Il est remplacé par « science et technologie ». Le festival met également en scène une certaine vision idéalisée de Glasgow : des tours de bateaux à vapeur sont organisés sur la Clyde, ce qui n'est pas sans rappeler l'extrême popularité de ceux du début du siècle. Des tramways sont remis en service sur le site du festival. Ils étaient un élément tellement typique et populaire de la vie glaswégienne que les gens pleuraient quand les derniers tramways ont été arrêtés en 1962¹.

2.2.2. Ville Européenne de la Culture

Lorsque Glasgow devient Ville Européenne de la Culture en 1990, elle est une ville pionnière en la matière : elle est en effet la première ville du programme européen à être désignée après une compétition nationale ouverte, à disposer de trois années pour préparer la manifestation, à mobiliser des fonds privés et publics pour financer des initiatives propres à l'évènement, et à saisir pleinement le potentiel de cette nomination comme un instrument majeur de la poursuite de sa régénération économique dans le cadre déjà défini du recours à la culture et à l'organisation de manifestations d'envergure internationale. Le titre de Ville Européenne de la Culture est accompagné par le slogan « There's a lot Glasgowing on in 1990 ». Dans un petit livret à destination d'entrepreneurs et mécènes privés, Glasgow se positionne déjà comme une ville singulière qui ne manque pas d'atouts qui sont, la liste n'étant pas exhaustive, une tradition d'excellence culturelle, la capacité à organiser des événements de dimension mondiale, sa politique de régénération menée à travers les arts, son caractère, son patrimoine, son dynamisme et son histoire². Au passage,

accueillir le festival.

¹ Perilla Kinchin and Juliet Kinchin, *op. cit.*, pp. 175-182.

² « Glasgow has international prestige. It has a diverse and developing artistic life to complement one of the longest-standing traditions of cultural provision in the world. It has the ability to host a high-profile programme of international cultural events. And Glasgow is unique among its peer European cultural capitals because it has demonstrated how the arts can re-invigorate a city undergoing regeneration and industrial change. [...] In 1990, Glasgow will be the platform for Britain's most significant and ambitious cultural event. The world's attention will be focused on the

il n'est pas anodin de remarquer que l'année de la culture sera l'occasion d'innover en terme de partenariats de toutes sortes entre collectivités locales, intérêts privés et commerciaux, fondations, trusts et organisations culturelles britanniques ou étrangères¹.

Le coût total de la manifestation s'élève à 32,72 millions de livres, supporté principalement par *Glasgow District Council* (19,3 millions de livres) et *Strathclyde Regional Council* (12,8 millions) et, de façon très marginale, par le *Scottish Office* (0,62 million)². Le secteur privé a aussi contribué au financement des manifestations à hauteur de 6,461 millions de livres³.

Un soin particulier fut apporté à la programmation des événements qui faisaient référence à l'identité de Glasgow dans les domaines de l'histoire, du design, de l'architecture, de la construction navale, de la religion et du sport⁴. Les manifestations culturelles au sens large firent appel aux communautés vivant à Glasgow en même temps qu'aux artistes écossais et étrangers. L'ampleur des manifestations (700 organisations culturelles concernées, 22 000 personnes impliquées dans l'organisation de presque 3 500 manifestations) fut à cette époque à la hauteur de la volonté des autorités municipales de faire de la culture au sens large le moteur de la régénération économique de Glasgow et de lancer un mouvement dont l'effet devait perdurer bien au delà de la seule décennie quatre-vingt-dix.⁵

À l'occasion du lancement de l'année de la culture à Londres, Pat Lally, maire de la ville, ne faisait pas secret du lien étroit entre culture et développement économique :

Glasgow a surmonté la crise du déclin industriel et en est sortie comme une ville lumineuse et pleine de vie, devenue le centre commercial de l'Écosse et l'un des centres touristiques majeurs du pays. Aujourd'hui, nous sommes l'un des premiers

heritage, history, character and dynamism of a great city – once the second city of the Empire. [...] There is much talk of the importance of the arts and culture in a city's image, economy and industries. But in Glasgow, it is already in action. » *Glasgow 1990, Leading from the Front*, Glasgow, Portfolio Design Consultants, [n. d.], p. 1, (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.60.53).

¹ *Ibid.*, p. 1.

² John Myerscough, *Monitoring Glasgow 1990, report prepared for Glasgow City Council, Strathclyde Regional Council and Scottish Enterprise*, 1991, pp. 19-24. Disponible à l'adresse suivante : http://www.understandingglasgow.com/assets/0000/5038/MONITORING_GLASGOW_1990_vpdf.pdf (accès le 5 septembre 2011)

³ *Ibid.*, p. 35. Voir le chapitre 3 (pp. 19-44) pour une analyse détaillée du coût de l'année de la culture.

⁴ « Our choice of culture is wide-ranging », *The Bulletin*, décembre 1989, (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.60.3). Nous reviendrons en détail dans le chapitre 6 sur les polémiques générées par les choix de la municipalité dans ce domaine.

⁵ Centre for Cultural Policy Research, University of Glasgow, *Media Pack: Glasgow 1990 European City of Culture*, Glasgow, CCPR, 2004, p. 5.

centres d'investissement en Europe avec actuellement des investissements et des développements potentiels à hauteur de deux milliards de livres, incluant des centres commerciaux, des hôtels, des bureaux, des logements, des équipements pour le tourisme et les loisirs et des projets de réaménagement urbain majeurs. La ville elle-même est prête, avec ses bâtiments aux façades nettoyées, ses éclairages, ses zones commerçantes piétonnes, ses cours couvertes et ses centres commerciaux, ses hôtels de rang international, ses restaurants et ses bars. Les gens sont également prêts parce que ce que nous avons prévu est une fête pour les citoyens de Glasgow, mais avec un large intérêt international. Nous sommes fiers de nos réalisations de la dernière décennie, à démontrer que Glasgow est une ville pleine de vitalité qui réussit au point de vue culturel et commercial.¹

2.2.3. Les Jeux du Commonwealth

L'acte de candidature de la ville de Glasgow à l'organisation des Jeux du Commonwealth en 2014 est guidé par deux grandes lignes directrices complémentaires et pose la question de la continuité dans la stratégie d'aménagement urbain de la ville. Il y a d'abord la tradition d'organisation d'événements culturels populaires d'ampleur au service de la promotion et du développement économique de la ville, malgré les réserves d'un certain nombre d'artistes ou d'universitaires qui critiquent ouvertement l'instrumentalisation des événements festifs au service de l'économie et la marchandisation de la ville. Ces Jeux du Commonwealth ont pour but de donner un souffle nouveau à l'économie de la ville et promouvoir une image la plus positive possible dans le monde entier, si l'on veut bien croire Jack McConnell, le Premier Ministre écossais travailliste en poste lors de l'annonce du programme sportif des Jeux en janvier 2007 :

L'annonce d'aujourd'hui est plus que la confirmation des sports qui seront pratiqués aux Jeux – il s'agit de se projeter dans l'avenir et d'imaginer ce à quoi ces Jeux ressembleront. Pendant ces onze jours, le sport transformera une ville, inspirera un pays et captivera des millions de gens. Glasgow 2014 sera un événement unique, auquel le monde entier voudra participer.²

¹ « Vibrant Glasgow – a ready host », *The Bulletin*, décembre 1989, (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.60.3) : « Glasgow has weathered the storm of industrial [decline] and has emerged as a bright vibrant city which has become the commercial heart of Scotland and one the country's major tourist centres. Today we are one of Europe's leading investment centres with current investment and potential developments running at £2 billion which includes shopping centres, hotels, office accommodation, homes, tourism and leisure facilities and major rehabilitation projects. The city itself with its stone-cleaned buildings, floodlighting, pedestrianised shopping areas, covered courtyards and malls, international class hotels, restaurants and bars is ready. The people are also ready because what we have planned is a celebration for the citizens of Glasgow but with a wide international appeal. We are proud of our achievements during the last decade in demonstrating culturally and commercially that Glasgow is a vital successful city. »

² Cité sur <www.glasgow2014.com/Our-Bid/The-story-so-far/>, consulté le 25 septembre 2008 : « Today's announcement is about more than confirming the sports that will be in the Games – it is about looking into the future and imagining what those Games will look like. In those eleven days, sport would transform a city, inspire a country and enthral millions of people. Glasgow 2014 will be an event like no other, one that the whole world will want to be part of. »

Cette emphase du discours politique trouve un écho dans l'introduction aux deux pages de la *Glasgow Economic Review* de juin 2006 consacrées aux Jeux du Commonwealth :

Faire venir les Jeux du Commonwealth à Glasgow changerait notre ville. Accueillir le deuxième évènement mondial multi-sport assurerait que la réinvention de Glasgow non seulement continue mais qu'elle passe la vitesse supérieure. Cela apporterait des emplois et des investissements. Cela amènerait régénération et renouvellement dans certaines des communautés qui en ont le plus besoin. Et cela permettrait de montrer à une audience mondiale de plusieurs milliards de personnes tout ce que notre ville a à offrir.¹

Glasgow avait commandé une étude pour analyser les éventuelles retombées économiques des Jeux du Commonwealth. L'étude prévoit la création de 1 200 emplois en Écosse, dont 1 000 à Glasgow, une augmentation de 4% du nombre de visiteurs dans la ville pour un gain de trente millions de livres dans les trois années qui suivent². Enfin, l'étude souligne la contribution des Jeux du Commonwealth à l'amélioration de la qualité de la vie, de la motivation de la main d'œuvre et de l'image renvoyée aux investisseurs étrangers ainsi que dans le bouillonnement de la ville, tout en reconnaissant que tout cela reste difficilement quantifiable³, le tout relayé par une intense communication des autorités qui ont acquis une expérience importante dans ce domaine⁴.

La deuxième grande ligne directrice est celle du rôle que doit jouer la Clyde dans la stratégie plus globale de régénération de la ville. Jusqu'à présent, la municipalité avait investi des sommes considérables dans l'aménagement du centre-ville, qui apparaît désormais comme la vitrine de la reconversion réussie de la ville post-industrielle. Afin de poursuivre ce mouvement de régénération, c'est la Clyde qui est devenue le centre de toutes les attentions.

L'effondrement de l'activité des chantiers navals avait laissé une surface très importante de sites inutilisés de chaque côté du fleuve. Certains quartiers de logements ouvriers attenants aux chantiers navals avaient été rasés. Il se trouvait donc au début des années quatre-vingt une sorte de *no man's land* constitué de deux larges bandes de terrain sur

¹ Glasgow City Council, *Glasgow Economic Review – June 2006*, Glasgow, Glasgow City Council, 2006, p. 10 : « Bringing the 2014 Commonwealth Games to Glasgow would change our City. Hosting the world's second largest multi-sport event would make sure that the reinvention of Glasgow not only continues, but steps up a gear. It would bring jobs and investment. It would see regeneration and renewal in some of the communities that need it most. And it would showcase everything that our wonderful City has to offer to a global audience of billions. »

² *Ibid.*, pp. 10-11.

³ *Ibid.*, p. 11.

⁴ *Ibid.*, p. 11 : « All our efforts to improve lives can be crystallised in this one single event. Glasgow is a City on the move, full of people with a spring in their step. Bringing the Friendly Games to the Friendly City would make sure that Glasgow can indeed flourish. »

chaque rive de la Clyde. Au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les abords du fleuve ont été l'objet de l'attention des aménageurs par périodes et de façon très fragmentée. Nous en avons détaillé les principales réalisations plus haut. En conséquence, au milieu des années 2000, une grande partie des bords du fleuve restait à régénérer. Même si quelques projets majeurs ont vu le jour au cours des années 2000¹, donnant l'impression d'un chapelet de structures culturelles distantes le long de la Clyde, de nombreux sites restent à l'état de friche. En raison de leur fragmentation, les actions de régénération qui ont été développées sur chacune des deux rives du fleuve ne sont pas parvenues à reconnecter les parties sud et nord de la ville au fleuve et entre elles. D'une certaine manière, les surfaces qui ont été réaménagées restent modestes en comparaison de l'espace laissé vacant par les sites en friche. Le long de Govan Road, quelques entrepôts avaient été réhabilités pour les manifestations de l'année de la culture mais ils sont désormais inutilisés. Le quartier presque exclusivement industriel de Tradeston² est encore très largement constitué d'entrepôts à l'abandon. Très peu d'entre eux ont été réhabilités ou reconvertis³.

C'est la raison pour laquelle la Clyde a été désignée par le gouvernement écossais comme zone prioritaire de régénération urbaine sous l'appellation *Clyde Corridor*, qui comprend le centre-ville, et les deux parties respectivement en aval, le *Clyde Waterfront*⁴ et, en amont, le *Clyde Gateway*. La Clyde doit être le porte-drapeau et l'axe majeur de la régénération de Glasgow en même temps qu'un produit de promotion efficace de sa politique événementielle globale, dans la droite ligne de la politique de régénération urbaine menée depuis le milieu des années quatre-vingt et la désignation de la ville comme Ville Européenne de la Culture. La régénération des bords de Clyde doit permettre à la ville d'atteindre les objectifs économiques de compétitivité mondiale. La Clyde a apporté la prospérité à Glasgow aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Elle doit être le moteur de sa prospérité au vingt-et-unième siècle.

Les Jeux du Commonwealth à Glasgow s'intègrent d'autant plus à la stratégie globale de régénération de la ville que 70% des lieux où se dérouleront les épreuves sont déjà

¹ Le dernier en date est la construction du nouveau musée des transports, le Riverside Museum, qui a ouvert ses portes en juin 2011.

² Il se situe sur la rive sud de la Clyde, face au centre-ville.

³ Cette analyse est issue d'une conversation en juillet 2011 avec Andy Kirk, architecte et directeur associé au cabinet d'architecture Bennetts Associates.

⁴ Le *Clyde Waterfront Plan* est un vaste programme de régénération qui concentre 1,67 milliards de livres d'investissements et qui prévoit le développement de front de 32 projets majeurs sur une surface de 300 hectares dans les 15 années à venir. C'est en tout cas cette partie de la ville qui regroupe la majeure partie des infrastructures culturelles de tourisme et de loisirs. Il s'y construit aussi un nombre important de logements destinés au secteur privé.

construits et opérationnels et que le financement de 20% supplémentaires est acquis¹. Les 10% restants sont inclus dans le budget des Jeux. Certains lieux existants seront rénovés, améliorés ou aménagés de façon à être adaptés aux exigences des Jeux. La municipalité pense que c'est une façon de leur donner une seconde jeunesse, de continuer à bâtir le futur sur l'héritage du passé. Les lieux sont regroupés en trois *clusters* (*East Cluster*, qui englobe le village ; *West Cluster* ; *South Cluster*²). Deux complexes sportifs et culturels seront construits et un site sera aménagé pour l'occasion:

- 1) le *Cultural and Entertainment Arena* (12 500 places) sera adjacent à l'existant SECC, sur un site qui a déjà fait depuis longtemps l'objet de programmes de rénovation d'importance,
- 2) le *National Indoor Sports Arena and Velodrome* sera construit pour accueillir les épreuves de cyclisme sur piste et le badminton³. Il sera adjacent au village des Jeux, complétant ainsi la requalification de la friche industrielle.
- 3) Cathkin Braes, un site boisé et vallonné situé à l'extrémité sud de la ville (il jouxte Castlemilk) sera aménagé pour accueillir l'épreuve de VTT. Il se situe à une quinzaine de minutes du village des Jeux.

Quant au village des Jeux, il se situera donc à Dalmarnock, en bord de Clyde, dans l'East Est de Glasgow, à environ 3 kilomètres du centre-ville. Il sera construit de toutes pièces sur un site de 35 hectares avec un budget de 229 millions de livres sterling. Sa construction sera prise en charge par un partenariat public-privé⁴ et il sera situé à l'endroit où avait été érigé dans les années soixante un ensemble comprenant quatre tours de vingt-deux étages (toutes démolies entre 2002 et 2007) et des constructions plus basses⁵. Le village pourra accueillir 8 000 athlètes et officiels, avec des installations leur permettant de se préparer et s'entraîner sur place pour les compétitions. Il est prévu que ces logements soient transformés après les Jeux en logements pour 6 000 à 6 500 futurs résidents qui

¹ Glasgow 2014a, *People, Place, Passion. Glasgow 2014 Commonwealth Games Candidate City File – Summary Document*. Glasgow, Glasgow 2014, 2007, p. 17.

² Glasgow 2014b, *op. cit.*, p. 77.

³ *Ibid.*, pp. 78-83.

⁴ Glasgow 2014b, *People, Place, Passion. Glasgow 2014 Commonwealth Games Candidate City File*, Glasgow, Glasgow 2014, 2007, pp. 131-132. Il s'agit actuellement du plus important projet de construction de logements de la ville qui vient compléter le programme de régénération économique et de désenclavement de l'est de la ville porté par l'URC *Clyde Gateway*. La construction d'un tronçon d'autoroute (M74) qui traverse le sud de la ville pour relier l'autoroute qui dessert l'ouest de la ville et le centre-ville à l'autoroute qui dessert l'est de la ville et d'un axe de circulation majeur (*East End Regeneration Route*) en sont les deux autres projets phares.

⁵ « H-block maisonnettes ».

seront en grande majorité (1200 logements sur les 1500 construits) destinés au marché immobilier privé (locatif ou propriétaires occupants), le reste revenant aux associations gestionnaires de logements sociaux. On peut affirmer sans grand risque de se tromper qu'il y a peu de chance que la population locale, dont 54% vivent actuellement dans des logements sociaux, pourra s'acheter un logement sur le site des Jeux du Commonwealth, d'autant plus que l'objectif est d'attirer 20 000 habitants dans cette zone de la ville dans les 25 prochaines années.

Le géographe américain Neil Smith affirme que la régénération urbaine n'est autre qu'une gentrification qui ne dit pas son nom, mise en œuvre par les projets de régénération urbaine d'ampleur, et servie par les subventions publiques qui profitent aux marques mondiales, aux promoteurs immobiliers et aux financiers¹. Les projets actuellement portés par la municipalité à Glasgow ne font pas exception à la règle. Ce mouvement d'ampleur montre bien, en suivant les conclusions de Swyngedouw *et al*² que l'objectif des projets de régénération urbaine d'ampleur³ est de redonner de la valeur aux espaces urbains bien situés, d'en maximiser la rentabilité locative et d'augmenter les recettes fiscales en attirant des populations avec des revenus importants et des logements dont la valeur détermine le niveau d'imposition (comme c'est le cas à Glasgow). Qui plus est, la mise à disposition de terrains à forte valeur ajoutée pour les promoteurs, avec tout ce que cela peut impliquer en termes de dépollution et de viabilisation notamment, est assurée par les pouvoirs publics, et donc aux frais des contribuables. Dans le cas précis du village des Jeux du Commonwealth, il apparaît que le site avait été vendu par la municipalité en 1989 pour la modique somme de 45 000 livres sterling, pour être racheté moins de vingt ans après £5,5 millions de livres sterling⁴. Les ressources et l'espace public sont donc mis à disposition des intérêts privés, avec le recours par les élites dirigeantes à une rhétorique qui tend à édulcorer la vraie réalité des enjeux économiques de la régénération et qui la légitime en stigmatisant l'obsolescence de certains espaces urbains⁵.

¹ Neil Smith, « New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy » in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*, 2002, pp. 80-103.

² Erik Swyngedouw, Frank Moulaert and Aranxta Rodriguez, « Neoliberal Urbanization in Europe : Large-Scale Urban Development Projects and the New Urban Policy », in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*, pp. 195-229.

³ « large-scale urban development projects ».

⁴ Neil Gray, « The Clyde Gateway: A New Urban Frontier », *Variant*, n°33, 2008, p. 11.

⁵ Neil Smith, « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale » in Catherine Bidou-Zachariasen, (dir.), *Retours en ville. Des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003, pp. 45-72.

L'aspect environnemental et durable est une préoccupation importante. Le village doit être construit selon les standards environnementaux les plus élevés et privilégier la qualité de vie¹. Le regroupement des sites en trois clusters doit limiter les déplacements. Le village est situé de manière à ne pas être à plus de 20 minutes de transport de chacun des lieux de compétition. Un effort tout particulier est mis sur les transports en commun dont l'utilisation sera gratuite pour toutes les personnes accréditées et les personnes munies d'un ticket pour assister à une compétition. L'objectif du comité d'organisation est de disposer d'un réseau de transport suffisamment performant pour rendre le recours aux voitures des particuliers inutile. De manière générale, il est prévu d'investir 1,25 milliards de livres dans l'extension, la rénovation ou l'amélioration des différents réseaux de transports d'ici 2014, à la fois dans la ville pour les déplacements de proximité et hors de la ville pour y faciliter l'accès. Les projets les plus significatifs concernent la construction d'un nouveau tronçon d'autoroute (M 74, évoqué plus haut) qui doit faciliter l'accès à et la desserte de l'est de la ville et une ligne de chemin de fer pour faciliter la desserte de l'aéroport qui sera ainsi à 20 minutes du centre de Glasgow.

Le budget de fonctionnement des Jeux est pour le moment établi à 288 millions de livres sterling, supporté à 80% par le gouvernement écossais et à 20% par la municipalité de Glasgow. Le coût pour le contribuable écossais sera en réalité bien supérieur car il faut y ajouter les dépenses pour les infrastructures sportives et le réseau de transport. Ce sont plus de 2 milliards de livres qui seront investis d'ici 2014.

2.3. Développer les partenariats public-privé

Tous les effets de ces grandes manifestations culturelles ne sont pas quantifiables. L'année de la culture a permis la création d'un réseau entre différentes structures de la ville². De nouveaux partenariats se sont créés entre les collectivités locales et la communauté culturelle et artistique, des liens internationaux se sont tissés, de nouvelles initiatives incluant les arts, l'éducation et le travail social ont vu le jour et Glasgow est

¹ Glasgow 2014b, *op. cit.*, 2007, p. 126 : « In line with the principles set out in Glasgow's City Plan, it will be specifically designed to create a new suburb maximising the re-use of previously developed but derelict land for residential development and amenity use. The development on such a 'brown-field' location will adhere to the principles of sustainable development at all stages. This will be reflected in such aspects as the adoption of sustainable construction methods and building materials, the use of alternative and recycled energy and the construction of sustainable urban drainage systems. »

² James Arnott, entretien du 15 juin 2010.

devenue une ville populaire auprès des artistes pour y travailler et y vivre¹. Parallèlement, c'est à cette période qu'ont commencé à se développer les partenariats entre acteurs privés et publics pour œuvrer à la régénération économique et sociale des zones défavorisées de la ville, qu'elles se situent immédiatement autour du centre-ville ou en périphérie plus lointaine. Le recours systématique aux partenariats public-privé devait rendre possible la mise en œuvre des recommandations formulées au sujet de la régénération économique du centre de Glasgow.

Il s'inscrivait également dans une dynamique initiée par les initiatives locales qui furent *Easterhouse Opportunities* et *Drumchapel Opportunities*, qui furent en fait les précurseurs des partenariats public-privé², auxquels on peut également ajouter le projet de rénovation de l'*East End* de la ville, GEAR, que nous avons développé plus haut.

Le financement de la construction du *Scottish Exhibition and Conference Centre* (SECC) est un autre exemple significatif. Le projet de construction d'un complexe spécifiquement dédié à l'organisation de spectacles et de conférences remonte à 1979. Il est rendu possible par les contributions conjointes des autorités locales (*Glasgow District Council* et le conseil régional de Strathclyde) et gouvernementale (Agence écossaise de développement) et d'investisseurs privés comme le montrent les chiffres ci-dessous³ :

Coûts et financements de la construction du Centre écossais d'expositions et conférences :

Reconversion du site - £11,5 millions

- Agence écossaise de développement (50.0%)
- Glasgow District Council (25.0%)
- Conseil Régional de Strathclyde (25.0%)

Construction - £24,5 millions

- Agence écossaise de développement (33.3%)
- Glasgow District Council (16.6%)
- Conseil Régional de Strathclyde (16.6%)
- Secteur privé : banques, institutions financières, fonds de pensions (33.3%)

Le contexte politique national a également son importance dans la montée en puissance des partenariats public-privé. L'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher marque un changement radical de référentiel puisqu'elle marque le passage du financement public

¹ Mark O'Neill, entretien du 28 octobre 2011.

² Michael Keating, *op. cit.*, pp. 164-167.

³ Voir l'historique du SECC à l'adresse suivante : <http://www.secc.co.uk/about-the-secc/history.aspx> (accès le 18 septembre 2011).

au financement privé, assorti d'une réduction des subventions publiques. Du côté de l'agence écossaise de développement, on observe un rétrécissement des objectifs sociaux, y compris la création d'emplois, par rapport à ce qui avait été envisagé en 1975 lors de sa création¹. C'est dans ce contexte que le développement de partenariats public-privé prend de l'ampleur à Glasgow, jusqu'à devenir l'instrument indispensable de l'action publique dans le domaine de la régénération urbaine, économique et sociale. Nous avons vu que le financement du *Garden Festival* reposait en partie sur les contributions d'entreprises privées pour la mise en place d'attractions. La reconversion du site lui-même est également réalisée en partie grâce aux contributions du secteur privé². Les contributions du secteur privé ne sont pas non plus négligeables à l'occasion de l'année de la culture.

La mise en place progressive de sociétés locales de développement à la fin des années quatre-vingt et au cours des années quatre-vingt-dix s'inscrit totalement dans ce processus. C'est incontestablement un dispositif d'importance majeure dans le changement de gouvernance enclenché au début des années quatre-vingt.

2.3.1. Des sociétés locales de développement aux agences locales de régénération

Les huit sociétés locales de développement³ de Glasgow sont progressivement créées à partir de la fin des années quatre-vingt. Le 1^{er} avril 2007, elles sont remplacées par des agences locales de régénération⁴. Elles correspondent aux zones de la ville les plus défavorisées et les plus gravement touchées par le déclin économique qui avaient été reconnues « zones prioritaires de régénération » par la *Glasgow Regeneration Alliance* en 1993. Leur objectif est de « remédier à la pauvreté et à la polarisation sociale en procédant à une redistribution des ressources, des emplois, de la formation et des autres possibilités au profit des communautés désavantagées [...] et] de soutenir le développement économique au niveau local et de promouvoir la prospérité générale de la ville en valorisant les immeubles, le capital et les capacités entrepreneuriales inexploitées, de façon à créer des emplois, augmenter les revenus et améliorer les services »⁵.

¹ Michael Keating, *op. cit.*, p. 50.

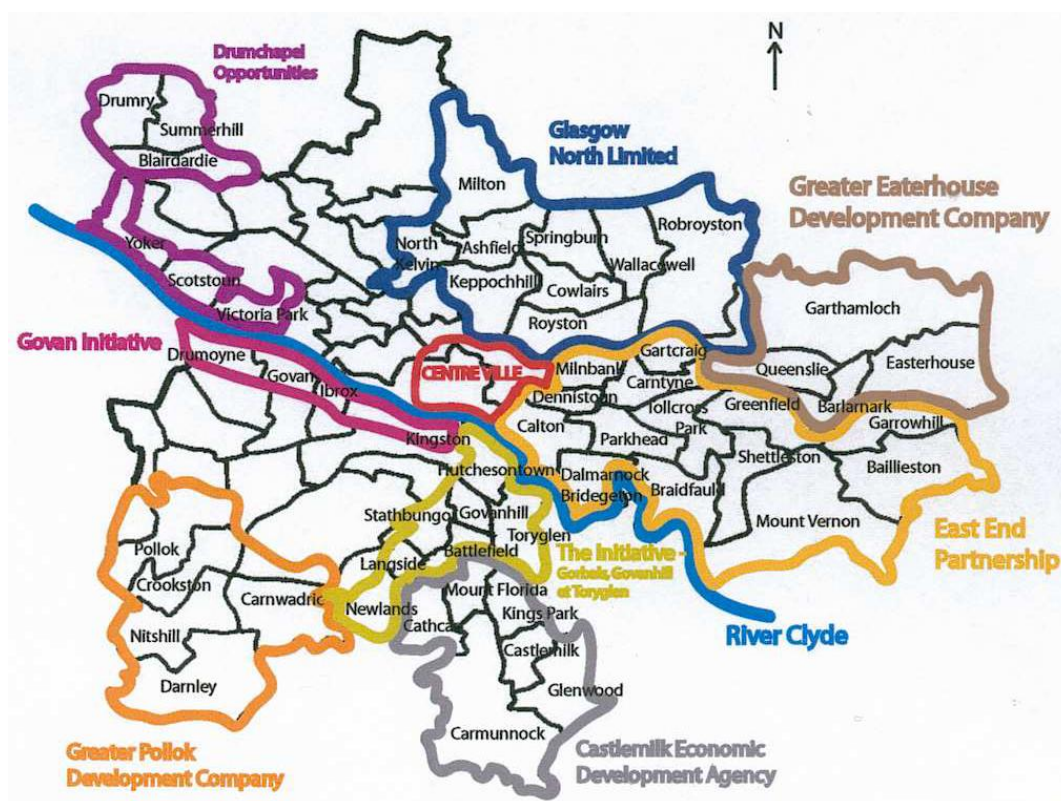
² Ainsi, la construction du pont piétonnier qui relie le site du festival à l'autre rive de la Clyde où se situe le SECC est financée par le producteur de whisky Bell's qui donnera son nom au pont.

³ « Local Development Companies ».

⁴ « Local Regeneration Agencies ».

⁵ Union européenne, *Inclusive Cities: Building Local Capacity for Development*. Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2000, p. 21.

Au moment où elles sont pleinement opérationnelles¹, les sociétés locales de développement couvrent un territoire comprenant environ 60% de la population totale de la ville et 70% de la population en âge de travailler². Elles consistent en des partenariats public-privé rassemblant des organismes publics et collectivités locales et des représentants d'entreprises implantées à Glasgow qui œuvrent conjointement à la mise en place « de stratégies de réhabilitation ambitieuses sur un mode consensuel et pragmatique »³. Ces zones se situent aussi bien à la périphérie de la ville (Castlemilk, Drumchapel, Easterhouse et Pollok) qu'autour du centre-ville (Gorbals, Govan, *East End* et Glasgow North).



Carte 1 : Les territoires des sociétés locales de développement

¹ C'est-à-dire au milieu des années 2000, avant d'être remplacées par les agences locales de régénération, créées en 2007.

² GCC, 2005, p. 5. Les sociétés locales de développement couvrent un territoire comprenant 60% de la population totale de la ville (585 000 habitants en 2003) et 70% de la population en âge de travailler (GCC, 2005, p. 5).

³ Union européenne, *op. cit.*, p. 21.

Société locale de développement	Création	Quartiers	Caractéristiques principales	Population ¹
Govan Initiative	1986	Govan	Une base économique très large car prévalence historique des chantiers navals.	26 000
Drumchapel	1988	Drumchapel	Une des quatre grandes cités en périphérie de Glasgow (nord-ouest).	44 000
Glasgow North Limited	1990	Glasgow North	Grand nombre de terrains vacants, quelques employeurs importants et un accès aisé au centre de la ville et à l'autoroute M8.	70 000
Castlemilk Economic Development Company	1990	Castlemilk	Une des quatre grandes cités en périphérie de Glasgow (sud est).	45 000
The Initiative	1991	À l'origine : Gorbals, Govanhill et Toryglen. Puis : Langside, Newlands, Battlefield, Strathbungo, East Pollokshields	Partie sud de la ville. Quartier des Gorbals : important pour l'image de Glasgow, puisqu'il se situe face au centre-ville, de l'autre côté de la Clyde	64 000
Greater Easterhouse Development Company	1991	Easterhouse, Barlanark, Garthamlock et Queenslie	Une des quatre grandes cités en périphérie de Glasgow (nord-est).	26 400
East End Partnership	1993	East End	Une des zones urbaines les plus défavorisées d'Europe au milieu des années soixante-dix	102 000
Greater Pollok Development Company	2001	Greater Pollock	Une des quatre grandes cités en périphérie de Glasgow (sud ouest).	54 000

Tableau 5 : Caractéristiques principales des huit sociétés locales de développement

Les sociétés locales de développement de Glasgow avaient un statut à but non lucratif et à responsabilité limitée. Elles étaient dirigées par un conseil d'administration dont la composition reflétait l'intérêt ou les priorités des sociétés et leurs liens avec d'autres organisations, que ce soit au sein du quartier ou en dehors ainsi que des circonstances historiques et locales particulières. Un ou plusieurs représentants de *Glasgow City Council* (l'unique niveau de gouvernement local en charge de l'administration de la ville) étaient membres du conseil d'administration dont la composition était complétée par des représentants de *Scottish Enterprise Glasgow*, des habitants du quartier et des entreprises du secteur privé, un représentant syndical du *Scottish Trades Union Congress*, des directeurs

¹ La population est celle du territoire sur lequel la société locale de développement opère au milieu des années 2000.

d'écoles et des professeurs, des universitaires, des élus locaux, des députés et des représentants d'associations pour le logement. Le financement des sociétés locales de développement provenait de sources diverses, très largement publiques et assez marginalement privées¹.

À leur création, les sociétés locales de développement avaient trois grandes fonctions : proposer des services personnalisés aux individus et aux entreprises de leur secteur, promouvoir leur secteur et ses qualités auprès d'autres organisations pour en assurer le meilleur développement global possible et mener à bien des vastes projets de développement, souvent économique et industriel².

La première des trois grandes fonctions visait à réduire les concentrations locales de chômage. Dans les quartiers sinistrés, les résidents ne faisaient qu'une utilisation limitée des services proposés par la ville. Certains services municipaux négligeaient certaines catégories de population comme les personnes non enregistrées comme demandeuses d'emplois alors que d'autres comme les services de conseil à l'emploi, d'information sur les offres d'emploi ne les concernaient pas. Les entreprises situées dans les zones de régénération ne profitaient pas non plus des services municipaux d'aide au développement économique. Aussi les sociétés locales de développement aidaient les sans-emploi à élargir leurs chances de trouver du travail à travers une série de programmes complémentaires: développement personnel, plans d'action personnalisés concernant la carrière, formation professionnelle, motivation et confiance en soi et assistance dans la recherche d'un emploi. Certaines sociétés incluaient des programmes d'aide à l'alphabétisation, au calcul et à la formation informatique et pouvaient payer les frais engendrés par les entretiens d'embauche, comme la garde d'enfants.

La deuxième grande fonction des sociétés locales de développement était de promouvoir le développement économique. Elles avaient acquis un rôle de catalyseur local pour le changement qui était le résultat de la prise de conscience graduelle que l'aide proposée dans le seul domaine de la recherche d'emplois ne suffisait pas. Elles aidaient les personnes à créer leur propre entreprise et assistaient les petites et moyennes entreprises dans leur croissance, à travers des activités de conseil et de formation, en prêtant de l'argent ou des locaux et en intervenant sur l'amélioration de l'environnement et de la sécurité³.

¹ Nous y reviendrons en détail dans la troisième partie de ce chapitre lors de l'analyse critique de l'impact des sociétés locales de développement.

² Union européenne, *op. cit.*, p. 44

³ *Ibid.*, p. 48.

Elles rendaient elles-mêmes ces services ou dirigeaient les entreprises concernées vers les autorités compétentes, municipales ou nationales. Mais il revenait aussi à ces sociétés locales de développement de promouvoir leurs intérêts dans un contexte où les priorités d'investissement sont orientées vers le centre-ville de Glasgow et où les politiques régionales ou nationales sont rigides et inadaptées aux spécificités locales¹.

Leur troisième grande fonction était d'agir en tant qu'agents de développement industriel, commercial ou foncier. Elles avaient le potentiel et les compétences pour mener à bien des projets de développement avec l'expérience et les relations acquises sur le terrain et étaient bien placées pour identifier les besoins et les disponibilités foncières. Certaines sociétés locales de développement allaient jusqu'à acquérir des terrains ou des bâtiments et obtenaient les financements nécessaires pour construire des sites industriels et commerciaux ou des bureaux². Elles pouvaient ensuite les revendre ou les louer, et utiliser les bénéfices pour financer d'autres projets.

Les sociétés locales de développement ont mis en place des systèmes d'évaluation des résultats obtenus ainsi que de suivi de leurs usagers pour tendre vers plus d'efficacité. C'est un aspect de leur fonctionnement qu'elles mettaient volontiers en évidence dans leurs rapports d'activité. À partir de 1998, les directeurs de chacune des sociétés locales de développement se rencontrèrent régulièrement afin de partager leurs expériences, de s'engager dans des projets communs et d'assembler leurs forces et leurs compétences dans des négociations plus importantes. Le réseau des sociétés locales de développement s'était ainsi constitué à partir de 1995. Initialement promu par les autorités locales, ce réseau peut figurer comme un concurrent des autorités de la ville et être source de tensions locales surtout quand les subventions municipales baissent³.

Les huit sociétés locales de développement ont laissé la place à cinq agences de régénération urbaine au premier avril 2007. Ces cinq agences couvrent désormais l'ensemble du territoire de la ville⁴. Elles ont pour mission de coordonner la déclinaison

¹ *Ibid.*, p. 51.

² *Ibid.*, p. 53.

³ *Ibid.*, p. 52.

⁴ *Glasgow East Regeneration Agency, Glasgow South West Regeneration Agency, Glasgow West Regeneration Agency, Glasgow North Regeneration Agency et Glasgow South East Regeneration Agency*. Le territoire sur lequel chacune d'elle opère recoupe celui des cinq *Community Health and Care Partnerships* (CHCP) créés à pareille époque. Chaque CHCP est lui-même subdivisé en deux *Community Planning Partnerships* (CPP). La ville est donc divisée en cinq grandes zones fonctionnelles dans lesquelles opèrent un *Community Health and Care Partnership*, deux *Community Planning Partnerships* et une agence de régénération urbaine. Ces zones fonctionnelles sont également valables dans le domaine de l'éducation.

locale de la stratégie de régénération économique, sociale et physique de la ville, grâce à un travail en réseau avec les autres acteurs institutionnels tels que notamment *Glasgow City Council*, *the Scottish Executive*, *Scottish Enterprise Glasgow* et la *NHS* : « Les cinq agences locales de régénération sont indépendantes, à garantie limitée et à but non lucratif. Chacune met à disposition un guichet unique pour accéder à un panel de services intégrés dans le domaine économique dans son territoire de compétences »¹.

Comme le soulignent Brian Patterson² et James Arnott, la continuité en termes d'objectifs, de fonctionnement et de financement avec les sociétés locales de développement est évidente et, de façon très significative, le terme « régénération » a fait son apparition. Les intentions affichées par l'agence qui opère dans le sud-ouest de la ville – *Glasgow South West Regeneration Agency* – insistent par ailleurs clairement sur la prépondérance de la dimension économique du développement de son territoire³. C'est une orientation stratégique à laquelle souscrit complètement Brian Patterson, pour qui il n'y a pas de régénération réussie sans stratégie économique durable et cohérente.⁴

Ces intentions s'inscrivent complètement dans la philosophie de renaissance urbaine définie par Richard Rodgers, qui a présidé l'*Urban Task Force*, dans le rapport remis à Tony Blair en 1999 et devenu le véritable guide de la renaissance urbaine en Grande-Bretagne⁵.

2.3.2. Les compagnies urbaines de régénération

¹ « The five LRAs are independent companies, limited by guarantee with charitable status. Each provides a 'one-door' access route to an integrated range of economic development services within their own part of the city »

<http://www.glasgow.gov.uk/en/AboutGlasgow/Factsheets/Glasgow/Urban+Regeneration.htm>, consulté le 10 juillet 2010.

² Brian Patterson est directeur de la stratégie économique de *Glasgow South East Regeneration Agency*, (GSERA, issue de la fusion de *Castlemilk Economic Development Company* et *The Initiative* en 2007) l'une des cinq agences de régénération locale de la ville; entretien du 15 mars 2010. James Arnott est chargé des questions de régénération économique au service de développement et régénération de la ville ; entretien du 15 juin 2010.

³ « Improve the life of people living and working in the south west of Glasgow, strengthening communities, stimulate, develop, grow and sustain the area to make it an attractive place to live and work, getting people back to work, creating training opportunities, developing a strong and diverse business base, making communities safe and giving young people a positive route into education and employment. »

⁴ Entretien du 15 mars 2010.

⁵ Urban Task Force, *Towards an Urban Renaissance: Final Report of the Urban Task Force*, London, E & FN Spon, 1999. Pour une analyse de la renaissance urbaine en Angleterre telle qu'elle a été définie par Richard Rodgers et mise en œuvre par les différents gouvernements de Tony Blair depuis 1997, voir par exemple l'ouvrage collectif coordonné par D. Fée et S. Nail : David Fée et Sylvie Nail (dir.), *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2008.

Dans le contexte plus large de l'Écosse, l'action publique menée par le gouvernement écossais dans le domaine de la régénération urbaine a elle aussi évolué. Des compagnies urbaines de régénération (*Urban Regeneration Companies*, URC) ont en effet vu le jour en 2004. Initialement au nombre de trois, elles sont progressivement passées à cinq puis six¹. Les URC ont pour objectif global d'être « un vecteur essentiel pour apporter direction, intégration et une coordination forte et bien entendu davantage d'investissements dans des endroits d'Écosse qui ont des besoins de régénération majeurs et complexes »². Plus précisément, le gouvernement écossais a défini les objectifs suivants pour les URC :

Apporter une vision et une stratégie uniques pour la régénération d'un territoire ; agir en tant que catalyseur pour les investissements du secteur privé en augmentant la confiance des investisseurs ; guider les investissements du secteur public et du secteur privé vers des objectifs et réalisations définies en commun ; réduire le délai de réalisation ; augmenter au maximum l'utilisation des biens publics, dont le patrimoine foncier ; apporter une approche stratégique au traitement des questions d'infrastructure telles que le transport et les montages fonciers.³

De même que l'influence du concept de renaissance urbaine défendu par Rodgers semble évidente dans l'évolution de la politique de régénération urbaine au niveau local à Glasgow, la mise en place des URC s'inscrit dans le contexte plus global de la politique de régénération urbaine mise en place par Tony Blair en Angleterre. Les URC ont en effet été proposées dans le rapport de l'*Urban Task Force* comme le moyen de mettre en œuvre la régénération des zones urbaines qui en avaient le plus besoin :

Le rythme de la régénération pourrait augmenter si des structures gestionnaires intermédiaires, dont des partenariats locaux seraient propriétaires, détenaient la responsabilité de la mise en œuvre de programmes locaux de régénération. Les Compagnies Urbaines de Régénération (et, de façon similaire, les Compagnies de Régénération de l'Habitat) pourraient non seulement superviser la complétion d'un programme mais elles pourraient collecter des fonds privés et prendre directement

¹ Les trois premières furent implantées en 2004 à Raploch (Stirling), Craigmillar (Édimbourg) et Clydebank, près de Glasgow. Les deux suivantes furent créées en 2006 : il s'agit de Riverside Inverclyde (située le long de l'embouchure de la Clyde, de Port Glasgow à Greenock) et Irvine Bay (North Ayrshire). La dernière date de 2007, il s'agit de Clyde Gateway.

² Scottish Executive, *Best Practice in Establishing Urban Regeneration Companies in Scotland*, Edinburgh, Scottish Executive, 2007, p. 1 : « an important opportunity to bring focus, integration, strong coordination and of course increased investment to areas in Scotland that have significant and complex regeneration needs. »

³ Cité dans Scottish Executive, *op. cit.*, 2007, p. 4 : « To provide a single vision and strategic focus for the regeneration of an area; To act as a catalyst for private sector investment by raising investor confidence; To guide investment by the public and private sectors towards an agreed set of objectives and outcomes; To speed up the pace of delivery; To maximise the use of public sector assets, including land; To provide a strategic approach to tackling infrastructure issues such as transport and land assembly ».

en charge des programmes de développement dans les endroits où cela est nécessaire.¹

C'est après avoir conduit une évaluation de l'action des URC en Angleterre que le gouvernement écossais a décidé de créer des compagnies identiques en Écosse. L'idée, assumée par le gouvernement écossais, n'était alors pas de créer un dispositif innovant, mais un dispositif qui donne un second souffle à l'ensemble des agences ou dispositifs déjà existants, en apportant une coordination supplémentaire et centralisée².

Glasgow et toute la conurbation du centre-ouest de l'Écosse sont très largement concernées par l'établissement d'URC. L'URC *Clyde Gateway*³ fut créée en décembre 2007,

¹ Urban Task Force, *Towards an urban renaissance: report of the Urban Task Force - executive summary*, p.12. <http://www.eukn.org/binaries/united-kingdom/bulk/policy/2005/10/towards-an-urban-renaissance--final-report-of-the-urban-task-force.pdf>, consulté le 25 septembre 2009 : « The pace of regeneration could be increased if responsibility for delivering area programmes was placed in the hands of 'arms length' organisations, owned by local partnerships. Urban Regeneration Companies (and Housing Regeneration Companies on similar lines) could not only oversee work to completion, but also raise private finance and undertake direct development where necessary. » Les principales recommandations formulées dans le rapport concernant la mise en place (*delivering*) de la politique de régénération sont : Create designated Urban Priority Areas, enabling local authorities and their partners in regeneration, including local people, to apply for special packages of powers and incentives to assist neighbourhood renewal; Strengthen the New Commitment to Regeneration between central and local government; Enable Urban Regeneration Companies and Housing Regeneration Companies to co-ordinate or deliver area regeneration projects (Urban Task Force, *Towards an urban renaissance: report of the Urban Task Force - executive summary*, p.12).

² Scottish Executive, *Review of Scotland's Cities*, Edinburgh, Scottish Executive, 2002, pp. 252-253: « URCs have therefore made a promising start in re-invigorating regeneration efforts in their designated areas in England and could offer potential for doing the same in Scotland were we to choose to adopt the approach. The URC approach offers little that is particularly new or unique in terms of a model. Indeed many of the success factors identified in the table can be demonstrated by a number of existing Scottish delivery vehicles. What the URC model does offer, however, is a renewed focus and dynamism for regeneration efforts, improved co-ordination of existing activities behind a comprehensive strategy and independence from local authorities and other public agencies. » ; « The Cities Review team therefore believes that there is potential in introducing key elements of the URC approach to Scotland, to provide a new impetus for regeneration efforts in areas of our cities where existing initiatives are failing to deliver. In particular, we believe there to be benefit in the role that the designation of URCs by central government plays in identifying national priorities and signalling to the private sector the intention of public agencies to focus efforts and investment to drive forward regeneration in particular areas. »

³ Les institutions partenaires sont *Glasgow City Council*, *South Lanarkshire Council*, *Scottish Enterprise*, *Communities Scotland* et *the Scottish Executive*. Le territoire couvert par l'URC *Clyde Gateway* s'étend de Bridgeton Cross à Parkhead Cross et Farme Cross. Un des quartiers principaux est Dalmarnock, c'est-à-dire la partie de l'*East End* de Glasgow située au sud de London Road. L'*East End* de Glasgow contient parmi les zones les plus défavorisées d'Écosse et souffre d'un déclin économique, physique et social persistant. La population décline plus vite que le reste de la région, l'activité économique est très basse et le niveau d'emploi est également très bas. Cette zone de la ville contient 30% des terrains en friche pollués de Glasgow et du Lanarkshire du Sud, situation aggravée par des contraintes importantes de drainage, d'infrastructure et de contamination (Scottish Executive, 2007, p. 31). Les objectifs de l'URC sont les suivants : « to provide the long term certainty needed by private sector investors. Over the next 20 years, the targets include increasing

précédée par *Clydebank* en 2004 et *Riverside Inverclyde* en 2006. Si les deux dernières ne sont pas situées dans les limites administratives de Glasgow, elles font néanmoins partie de la conurbation glaswégienne.

L'ensemble s'inscrit en partie dans la stratégie globale voulue par le gouvernement écossais qui a désigné la Clyde comme zone prioritaire de régénération urbaine sous l'appellation *Clyde Corridor*. Cette zone comprend le centre-ville, et les deux parties respectivement en aval, le *Clyde Waterfront*¹ (où se situe l'URC *Clydebank*) et, en amont, le *Clyde Gateway* (où opère l'URC du même nom)².

Il existe enfin un dernier niveau d'intervention : celui de la ville région. À la suite de la publication de *Review of Scotland's Cities* en 2002, les six principales villes écossaises ont dû produire un plan d'action à l'échelle de la ville région pour les dix années à venir (2003-2013), sans que cela soit pour autant une révolution puisque dans le cas de Glasgow, l'aire géographique couverte par la ville région reste identique à celle du plan régional précédent³. Contrairement aux dispositifs, actions et projets précédents qui visent tous à une régénération économique, physique, sociale la plus intégrée possible, en mettant l'accent sur la qualité de vie, c'est la dimension physique de la régénération qui prévaut.

2.4. Réduire le poids du logement social

Deux grandes stratégies sont à l'œuvre à partir du début des années quatre-vingt dans le domaine du logement social. Si les raisons qui concourent à la définition de chacune de ces stratégies sont différentes, leurs effets combinés convergent clairement vers la réduction du parc de logements sociaux et du coût élevé qu'il constitue pour les finances publiques et le désengagement des pouvoirs publics dans la gestion de l'habitat social.

the population of the area by 20,000, providing 10,000 new homes, generating 400,000 square metres of business space resulting in 20,000 jobs and remediating 350 hectares of vacant and contaminated land. »

<http://www.glasgow.gov.uk/en/AboutGlasgow/Factsheets/Glasgow/Urban+Regeneration.htm> (consulté le 10 juillet 2010).

¹ Le *Clyde Waterfront Plan* est un vaste programme de régénération qui concentre 1,67 milliards de livres d'investissements et qui prévoit le développement de front de 32 projets majeurs sur une surface de 300 hectares dans les 15 années à venir. C'est en tout cas cette partie de la ville qui regroupe la majeure partie des infrastructures culturelles de tourisme et de loisirs. Il s'y construit aussi un nombre important de logements destinés au secteur privé.

² Voir Scottish Executive, *op. cit.*, 2002.

³ Le nouveau plan s'intitule *Metropolitan Glasgow*. Le *Glasgow and Clyde Valley Structure Plan* qui le précédait, englobait les huit autorités locales suivantes: Glasgow, Inverclyde, Renfrewshire, East Renfrewshire, West Dunbartonshire, East Dunbartonshire, North Lanarkshire and South Lanarkshire.

La première stratégie émane de la municipalité, propriétaire de l'immense parc de logements sociaux, pour qui l'amélioration de l'habitat est essentielle pour rendre la ville attractive auprès de nouvelles populations. Étant donné la qualité du parc de logements existants et la réputation de la ville, une très nette amélioration de la qualité de l'offre de logements était en effet un enjeu majeur pour attirer les investisseurs étrangers. Il fallait être en mesure de les accueillir et de proposer un cadre de vie agréable à leurs cadres. Pour y parvenir, la municipalité a cherché à progressivement réduire le nombre de logements sociaux en détruisant les plus insalubres et s'est progressivement désengagée de leur gestion. Elle a aussi vivement encouragé la construction de logements par le secteur privé, qu'ils soient à usage locatif ou occupés par leurs propriétaires¹. Le tableau en annexe montre clairement cette tendance pour l'ensemble de la ville, les quartiers centraux et les quartiers périphériques.

La seconde stratégie est la possibilité pour les locataires de logements sociaux d'en devenir propriétaire, ce que rend possible le « Right to Buy », une des premières réformes emblématiques de Margaret Thatcher dès son accession au pouvoir. Elle en avait fait une de ses principales promesses de campagne en 1979. Le « Right to Buy » sert un agenda néolibéral qui soutient l'accession à la propriété comme moyen de responsabiliser les individus² et d'instiller une bonne dose de spéculation sur le marché immobilier³. C'est aussi un levier important pour réduire la taille et les responsabilités, donc l'influence politique, des autorités locales. En Angleterre et au Pays de Galles, il est mis en place par la

¹ Il faut toutefois rappeler que le programme de rénovation urbaine de l'*East End* de la ville, GEAR, avait déjà créé une première brèche dans la politique de construction exclusive de logements sociaux. Le secteur privé joua un rôle essentiel dans la rénovation de l'*East End* en participant à la construction de bâtiments industriels mais aussi en tant que promoteur de logements privés, les premiers à être construits dans cette partie de la ville depuis plusieurs générations. Il s'agissait de faire revenir les personnes qui avaient été relogées en périphérie au moment des programmes de destruction des décennies précédentes, mais en tant que propriétaires-occupants de leurs logements ou locataires dans le locatif privé (Ewart Mann, « The people who don't intend to let the East go West », *The Guardian*, 1 November 1983, p. 22).

² Pour preuve de la portée idéologique de cette loi, Michael Heseltine, Ministre de l'Environnement et chargé, à ce titre, de la loi sur le de 1980, a déclaré : « This bill lays the foundations for one of the most important social revolutions of this century » (http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/december/20/newsid_4017000/4017019.stm, accès le 25 avril 2012).

³ David Harvey, *op. cit.*, p. 61 : « [The extensive selling off of public housing to tenants] vastly increased the number of homeowners within a decade. It satisfied traditional ideals of individual property ownership as a working-class dream and introduced a new, and often speculative, dynamism into the housing market that was much appreciated by the middle classes, who saw their asset values rise at least until the property crash of the early 1990s »; voir également <http://www.politics.co.uk/reference/right-to-buy> (accès le 25 avril 2012) pour une synthèse factuelle sur le sujet.

loi sur le logement de 1980 (*Housing Act* 1980) et prend effet le 3 octobre 1980. En Écosse, il est défini par le *Tenants' Rights, Etc. (Scotland) Act* de 1980 et les règles sont un peu différentes de celles régissant ce droit en Angleterre et au Pays de Galles. Le principe est simple : la loi organisait le droit des locataires à acheter le logement social dans lequel ils habitaient. Le prix du logement était calculé sur la base de sa valeur sur le marché à laquelle il fallait retrancher une remise qui se calculait en fonction du temps passé en tant que locataire dans le logement. En Écosse, pour se porter acquéreur de son logement, un locataire devait y avoir résidé depuis trois ans. La réduction débutait à 33% et croissait de 1% tous les ans, dans une limite de 50% au bout de vingt ans. Les locataires avaient le droit d'emprunter l'intégralité de la somme nécessaire à l'achat. Un acquéreur avait la possibilité de différer l'achat d'un logement pendant deux ans, dont le prix était alors gelé pendant cette période, à condition de payer la somme de £100. Si l'acquéreur du logement le revendait avant trois ans, il était tenu de rembourser une partie de la réduction dont il avait bénéficié. Les règles initiales sont restées en vigueur jusqu'au *Housing (Scotland) Act* de 2001 qui a pris effet à partir du 30 septembre 2002. Elles ont alors été durcies, introduisant une période incompressible de 5 ans de location avant de pouvoir se porter acquéreur de son logement et plafonnant la réduction à 35% de la valeur du bien sur le marché, ou £15 000, la plus basse des deux solutions étant celle retenue¹. Les revenus des ventes étaient récupérés par les collectivités locales qui devaient les employer à la réduction de leur dette, jusqu'à l'effacement de cette dernière. Le parti travailliste y fut d'abord opposé mais ne s'y opposa plus après 1985, réalisant que cela lui était électoralement défavorable, vu le large succès de cette politique².

Parmi les nombreux rapports sur l'état du logement à Glasgow, celui rédigé en 1986 par le professeur Sir Robert Grieve³ est important. Il contient en germe la politique de la municipalité en termes de logement des deux décennies suivantes⁴. Le premier paragraphe

¹ Une chronologie de l'évolution des règles du « Right to Buy » en Écosse entre 1980 et 2010 est présentée en annexe. La législation est devenue encore plus contraignante avec la loi sur le logement de 2010 (*Housing (Scotland) Act* 2010) dont les dispositions ont pris effet au 1^{er} mars au au 30 juin 2011 : (<http://www.scotland.gov.uk/Topics/Built-Environment/Housing/16342/rtb>, accès le 26 avril 2012).

² Entre 1979 et 1995, 2,1 millions de logements sont passés du secteur public à la propriété privée (<http://www.politics.co.uk/reference/right-to-buy> (accès le 25 avril 2012)).

³ Professor Sir Robert Grieve fut un urbaniste très influent en Écosse. Douglas Robertson, « Robert Grieve: An Appreciation », *Scottish Affairs*, n°14, winter 1996.

⁴ Professor Sir Robert Grieve (Chairman), *Inquiry into Housing in Glasgow*, Glasgow, Glasgow District Council (Housing), Nov. 1986.

de l'introduction montre à quel point le problème du logement est persistant, malgré des décennies de destructions et reconstructions :

Il y a une crise majeure du logement à Glasgow qui rend la vie de milliers de gens très éprouvante. Les témoignages de certains cas individuels nous ont paru extrêmement pénibles et auraient fait l'objet de poursuites en justice si les responsables avaient été des propriétaires privés.¹

D'un côté, le bilan dressé par Grieve sur la qualité de construction et l'état des logements, l'organisation de l'entretien (planification à long terme et interventions ponctuelles) et la gestion des locataires du parc de logements sociaux de la ville renvoie à un constat d'échec majeur du modèle glaswégien dans la politique du logement social². D'un autre côté, Grieve dresse un constat élogieux du travail réalisé par les associations de logement créées localement dans la transformation de quartiers de *tenements* décadents en quartiers résidentiels beaucoup agréables à vivre.

Les vingt-huit recommandations proposées par Grieve couvrent dix grands domaines, dont deux nous intéressent plus particulièrement pour le changement radical de perspective qu'ils proposent au regard du modèle jusqu'alors mis en place. La petite révolution prônée par Grieve repose sur une déconcentration de la gestion du parc municipal de logements sociaux au profit d'autres structures de gestion, l'implication des locataires dans la gestion du parc de logements et leur participation dans la définition, la réalisation et le suivi de projets immobiliers³. La diversification du type de logements disponibles sur le marché locatif est logiquement présentée comme une solution d'avenir : il s'agit de déconcentrer la gestion de l'immense parc de logements sociaux de la ville en augmentant de façon substantielle le nombre d'associations et de co-opératives de logements, en transférant progressivement le parc de logement à des petites agences locales et en incitant les locataires à devenir propriétaires. Grieve fixe comme objectif le transfert

¹ *Ibid.*, p. 5: « There is a major housing crisis in Glasgow which is causing serious hardship to many thousands of people in the city. Some of the individual cases we have witnessed have been highly distressing and would have resulted in prosecution had private landlords been responsible. »

² *Ibid.*, p. 7 : « We consider that poor housing management practices and inappropriate lettings policies over a sustained period have contributed significantly to the social malaise in many areas of local authority housing in the city. A combination of capital investment and management policy initiatives is required to tackle problem areas with concentrations of disadvantaged and low income households and to avoid further decline in further housing areas. »

³ *Ibid.*, p. 7 : « a strong emphasis should be placed on increased tenant involvement by the neighbourhood management teams who should encourage the development of management and par-value housing co-operatives, equity sharing and other forms of tenure in appropriate cases. » « We recommend that tenant participation be pursued as high priority by the Council and the Housing Department » « Community based self help schemes should be further encouraged including future co-operative development; further initiatives should be developed including community refurbishment projects. »

de 25% du parc en 10 ans, avec une proportion plus importante dans les cités en périphérie où il n'y a quasiment que des logements sociaux¹.

Grieve pointe la nécessité de faciliter l'investissement privé (propriétaires particuliers ou promoteurs) par l'intermédiaire de prêts et estime que le secteur privé devra contribuer à hauteur de £265 millions dans les dix années suivantes pour permettre le transfert de logements du parc municipal vers d'autres formes de gestion. Parallèlement à cela, pour financer la remise en état du parc, Grieve propose un mélange d'aides du gouvernement central et d'augmentation des loyers et préconise l'effacement de £720 millions de dette (sur un total de £1,060 milliards) pour redonner à la ville une capacité d'investissement. C'est exactement ce qui se produira en 2004 avec le transfert de l'intégralité du parc de logements de la ville à la *Glasgow Housing Association* (GHA) et l'effacement par le Trésor britannique d'une dette d'un milliard de livres. De 180 000 en 1975, le nombre de logements sociaux municipaux était passé à 80 000 en 2002, la réduction étant à mettre au crédit du transfert aux associations de logements, des démolitions des logements insalubres et du « Right to Buy » voulu par Margaret Thatcher.

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le nombre de logements construits par le secteur privé a notablement augmenté. Alors qu'en 1991, 99 235 logements (34%) étaient occupés par leurs propriétaires, 138 347 (48%) étaient loués par les autorités locales et 35 719 (12%) par des associations pour le logement ou des coopératives et 14 866 (5%) par des bailleurs privés, la tendance s'est inversée pour aboutir en 2006 à 49% des logements occupés par leurs propriétaires (143 026), 25% loués par la *Glasgow Housing Association* (74 167), 15% par des associations pour le logement (43 151) et 11% par des bailleurs privés (32 130).

Des projets de développement associent des promoteurs privés et des associations pour le logement pour la construction de résidences et d'immeubles qui combinent différents types de propriétés (logements privés et sociaux) avec des commerces, des services de proximité destinés à la communauté et des créations d'emplois pour les résidents du quartier. Depuis le début des années 2000, il se construit une moyenne de 2 500 nouveaux logements à Glasgow chaque année. Ces logements sont construits sur d'anciens sites industriels en friche identifiés et spécialement destinés à la construction de logements par *Glasgow City Council*, *Scottish Enterprise Glasgow* et *Communities Scotland*. Le développement des logements privés se situe surtout le long de la Clyde à proximité du

¹ *Ibid.*, p. 8.

centre-ville et au centre-ville. Ils vont de pair avec le développement de l'économie de services qui est au cœur des programmes de régénération de la Clyde. Le *City Council* a aussi vendu du terrain sur la ceinture verte de la ville destiné à la construction de maisons familiales avec jardin susceptibles d'attirer de nouveaux résidents en leur offrant un cadre de vie agréable. Les nouveaux résidents visés sont bien évidemment les cadres des entreprises que la ville s'emploie à attirer pour dynamiser son économie.

Le programme de rénovation des logements propose un choix plus étendu dans le type de logements dans les zones où les logements locatifs sociaux prédominaient largement. Cela a été permis par la rénovation des logements existants, la démolition sélective des logements sociaux en surnombre ou insalubres et la construction de logements neufs. La municipalité prévoit encore des démolitions de logements sociaux mais à un rythme moins soutenu que par le passé. L'objectif est de passer de 114 000 logements sociaux, tous types confondus, en 2004 à 99 000 en 2016, en réduisant notamment le nombre de logements gérés par la GHA. La vente de logements à leurs locataires occupants est aussi un moyen auquel la municipalité recourt pour diminuer son parc de logements sociaux.

3. Les effets socio-spatiaux des politiques publiques urbaines

Les élites de la ville, la presse et les grandes institutions internationales (OCDE et Union européenne¹) présentent le processus de régénération à Glasgow comme une réussite exemplaire et un modèle du genre. Mais certains auteurs² soulignent que la ville n'a pas su résoudre ses problèmes sociaux, que seules les élites en ont bénéficié, que les emplois créés sont des emplois mal payés dans le secteur des services et que les problèmes

¹ Union européenne, *Inclusive Cities: Building Local Capacity for Development*. Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2000 ; OECD, *Urban Renaissance – Glasgow: Lessons for Innovation and Implementation*, Paris, OECD, 2002.

² Beatriz García, « Urban Regeneration, Arts Programming and Major Events: Glasgow 1990, Sydney 2000 and Barcelona 2004 », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 10, n°1, 2004, pp. 103-116 ; Beatriz García, « Cultural Policy and Urban Regeneration in Western European Cities: Lessons from Experience, Prospects for the Future », *Local Economy*, vol. 19, n°4, 2004, pp. 312-326 ; Beatriz García, « Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990 », *Urban Studies*, vol. 42, n°5-6, 2005, pp. 841-868 ; Gerry Mooney, « Cultural Policy as Urban Transformation? Critical Reflections on Glasgow, European City of Culture 1990 », *Local Economy*, vol. 19, n°4, 2004, pp. 327-340 ; Maria Gomez, « Reflective Images: the Case of Urban Regeneration on Glasgow and Bilbao », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 22, n°1, 1996, pp. 106-121.

économiques structurels de la ville n'ont pas été abordés. Les moyens considérables qui ont été consacrés à la régénération de la ville ont surtout été dévolus à la transformation du centre-ville et à l'amélioration de son image alors que les zones défavorisées en périphérie ou proches du centre n'ont pas joui de la même prodigalité.

Dans un premier temps, il nous paraît important de mettre en lumière les limites de l'action spécifique des sociétés locales de développement. Ces dernières sont la mise en œuvre dans les zones défavorisées et périphériques de l'un des principes fondateurs de la régénération urbaine à Glasgow à partir des années quatre-vingt, à savoir la création de partenariats entre acteurs publics et privés. À ce titre, il est donc légitime d'analyser leur rôle dans les politiques publiques urbaines de la ville. Nous concluons avec un regard plus général sur l'étendue de la pauvreté à Glasgow après une trentaine d'années de politiques publiques urbaines.

3.1. Le bilan des sociétés locales de développement

Le rapport produit par l'Union européenne en propose une analyse globalement très positive. Le principal point mis en avant est la décentralisation des moyens et des politiques de lutte contre le déclin économique et la misère sociale rendue possible par les sociétés locales de développement. Ainsi, selon l'Union européenne, leur ancrage de proximité leur assurait souplesse, créativité et adéquation aux circonstances locales dont ne pouvaient se prévaloir des agences qui opéraient sur des territoires plus vastes. Brian Patterson souligne également ce point, en remarquant que l'agence de régénération du sud-est de la ville, GSERA¹, touche, grâce à ses douze points d'accès délocalisés, des populations qui ne feraient pas appel à ses services s'ils étaient offerts de façon beaucoup plus centralisée². Comme le souligne le rapport de l'Union européenne, le travail de proximité des sociétés locales de développement a par exemple rendu possible la reconnaissance des personnes victimes de maladies ou de handicaps mineurs qui étaient jusqu'ici ignorées. Elles étaient par ailleurs en mesure de proposer aux demandeurs d'emploi des formations en adéquation avec les besoins particuliers des entreprises de leur secteur³. Les sociétés locales de développement mettaient toutes en avant l'implication de la communauté dans la vie locale, ce que leur implantation locale rendait plus évidente et plus stimulante. C'est

¹ *Glasgow South East Regeneration Agency*, issue de la fusion des deux sociétés locales de développement que furent CEDA (*Castlemilk Economic Development Company*) et *The Initiative*.

² Entretien du 15 mars 2010.

³ Union européenne, *op. cit.*, p. 44.

indéniablement un aspect positif de leur travail auprès des résidents de ces quartiers défavorisés : 94% des usagers parmi six des huit sociétés locales de développement recommandaient leurs services à d'autres personnes dans le domaine des ressources humaines et 96% dans le domaine des entreprises¹. Cette décentralisation permettait d'apporter une réponse de proximité dans les zones où les besoins étaient les plus importants, réponse qui ne provenait pas uniquement de la proximité spatiale des sociétés locales de développement mais de leur capacité à créer une dynamique de services de proximité aux personnes en difficulté. L'Union européenne souligne que l'obligation de diversifier les sources de revenus à cause des baisses de subventions publiques a pu stimuler la créativité et l'efficacité en matière de recherche de financements publics ou privés².

Si les points développés plus hauts sont sans aucun doute à porter au crédit du travail de terrain et de proximité des sociétés locales de développement, une lecture plus critique de leur existence même dans le contexte plus large de gouvernance de la ville reste nécessaire.

L'exigence vis-à-vis des sociétés locales de développement d'investir dans de nouvelles activités pour anticiper les opportunités commerciales ne résiste pas à l'examen des budgets. Une partie de leur financement dépendait de leur capacité à convaincre de la pertinence de leurs projets. Seul le budget de fonctionnement était prévisible, mais il restait en moyenne inférieur à 10% du budget global et il fut soumis à des réductions au début des années 2000³.

Le financement public provenait de la municipalité de Glasgow, de *Scottish Enterprise Glasgow*, du gouvernement écossais⁴, de *Communities Scotland* (une agence du gouvernement écossais) et de l'Union Européenne au travers des programmes du FEDER (Fonds européen de développement régional) et du FSE (Fonds social européen). Les coûts de fonctionnement et les programmes d'inclusion sociale, d'alphabétisation et de formation, d'aide à l'emploi et de développement économique étaient assurés très majoritairement par les divers organismes publics. Enfin, les revenus des sources privées provenaient de

¹ *Ibid.*, p. 62.

² *Ibid.*, p. 54.

³ Glasgow City Council, *Glasgow Local Development Company Network – Annual Review 2004-2005*, Glasgow, Glasgow City Council, 2005, p. 22.

⁴ À travers l'un de ses plus importants programmes d'inclusion sociale, *Social Inclusion Partnership*, dont l'objectif est l'amélioration de la qualité de vie des résidents des zones défavorisées en établissant un travail en réseau entre les résidents, les associations locales et les principaux acteurs publics.

donations, de la location du patrimoine immobilier et des activités que chaque société locale de développement entreprend, comme la garde des enfants par exemple. Les sociétés locales de développement facturaient également des services ponctuels de formation, d'emploi ou de conseil en entreprise. Ces sources de revenus variaient en fonction des besoins, des circonstances locales et historiques et de la façon dont les projets sont défendus par l'équipe de direction. En tout état de cause, elles ne constituaient qu'une toute petite partie du budget global¹.

Comme le rappelle Brian Patterson, ces sociétés voulues comme des partenariats public-privé furent donc dans les faits de purs produits de l'État (local ou supra local) qui resta leur principale source de financement. *Glasgow City Council* était avec le gouvernement écossais l'un des deux principaux organes de financement du budget de fonctionnement des sociétés locales de développement. Or, environ 80% des dépenses de *Glasgow City Council* provenaient de l'exécutif écossais, qui a soumis la ville à la plus faible augmentation de ses subventions à partir du début des années 2000. Mécaniquement, les ressources disponibles étaient donc contraintes. Par ailleurs, *Glasgow City Council* s'est engagé dans une politique d'économies dès le début des années 2000. L'Union européenne convient que la plupart des financements de projets existants devaient faire l'objet d'une sollicitation spécifique, renouvelée généralement tous les ans et qui exigeait beaucoup de travail au détriment de la conception de nouveaux projets. La préparation de la stratégie et des bilans de fonctionnement demandait également beaucoup de temps. Elle devait être financée par le budget de fonctionnement, au détriment de fonds à attribuer pour la présentation de nouveaux projets. Les financements étaient soumis aux inflexions politiques, aux changements de gouvernants et aux priorités des bailleurs. De manière générale, l'incertitude des financements tend à décourager le développement de nouveaux projets ambitieux dont les objectifs à long terme sont souvent ceux qui peuvent avoir une réelle plus-value sur l'économie locale. Les sociétés locales de développement n'ont pas échappé à la règle. La réalisation des projets locaux est également restée dépendante dans une

¹ Le budget de *Greater Pollok* pour l'exercice 2003-2004 se chiffre à 1 930 000 livres (le plus faible des huit sociétés), dont 78% proviennent de fonds publics dont 14% de l'Union Européenne. Seuls 6% proviennent des financements privés ou des services facturés par la société (*Greater Pollok Development Company, Annual Report 2003/2004*, Glasgow, GPDC, p. 6). Le budget de *Glasgow North*, 2004 s'élève à 3 640 000 livres (*Glasgow North, Annual Report 2003/2004*, Glasgow, Glasgow North, 2004, p. 3) mais cela ne fait que soixante livres par habitant et par an. Pour *East End Partnership* 75% des financements proviennent d'organismes publics, directement ou par l'intermédiaire de programmes spécifiques. Ces trois budgets paraissent insignifiants par rapport aux sommes colossales – jusqu'à plusieurs centaines de millions de livres – que la municipalité mobilise pour le redéveloppement du centre-ville et des quais de la Clyde qui lui font face, avec la construction d'équipements culturels et de centres de conférences haut de gamme.

certaine mesure des priorités nationales, même si cela fut moins prégnant que dans un système entièrement centralisé¹. Les sociétés locales de développement ne disposaient finalement ni de ressources propres suffisantes, ni de réel pouvoir puisque leur existence était conditionnée par les ressources publiques.

Les sociétés locales de développement sont restées relativement fragiles financièrement et vulnérables face aux dysfonctionnements de leurs principaux bailleurs. En conséquence, l'efficacité de ces dispositifs fut variable, en fonction notamment de l'investissement des populations, des dirigeants et de la situation de départ. Les représentants de *Glasgow City Council* et ceux de *Scottish Enterprise Glasgow* jouaient un rôle vital dans les relations entre la société locale de développement et les deux institutions. L'efficacité de la société dépendait donc pour une bonne partie des bonnes relations avec les deux parties, dans la mesure où les deux institutions publiques apportaient d'importantes ressources financières et leur compétence technique².

James Arnott³ remarque que les sociétés locales de développement et les agences locales de régénération ne font que recycler l'argent de *Glasgow City Council* et qu'une rationalisation était nécessaire, c'est pourquoi elles sont passées de huit à cinq au premier avril 2007. Par ailleurs, Arnott affirme qu'il était ridicule que chacun de ces opérateurs ait quatre à cinq millions de livres en réserve alors que le budget de la ville est extrêmement serré. Arnott met aussi en question la cohérence de l'ensemble car elles opèrent séparément, de façon autonome et parce que, dans le domaine de l'accompagnement au développement d'entreprises, elles fournissent exactement le même service que les services du développement et de la régénération de *Glasgow City Council*.

En termes d'aide aux chômeurs et aux entreprises et de développement de zones d'activités, les résultats publiés par les sociétés locales de développement dans leurs rapports d'activité annuels amènent à penser que leur action fut forcément positive. Mais les indicateurs économiques du recensement de 2001 montrent que les difficultés persistent. Les sociétés locales de développement n'ont par exemple pas empêché la délocalisation des centres d'appel que la ville avait réussi à attirer au milieu des années

¹ Union européenne, *op. cit.*, pp. 64-65.

² *Ibid.*, p. 62.

³ Entretien du 15 juin 2010.

quatre-vingt-dix dans des lieux plus compétitifs¹ ni que 50% des emplois de la ville soient aujourd'hui encore tenus par des non-résidents².

Les sociétés locales de développement ont vraisemblablement amélioré le quotidien et donnent à penser que les quartiers défavorisés de la ville n'étaient pas complètement abandonnés. Mais une bonne partie de la population en difficulté n'a pas réussi le changement de cap d'une économie industrielle vers une économie de services et se trouve dans l'incapacité de se faire une place sur le marché de l'emploi. Rappelons que plus de la moitié des emplois de la ville sont tenus par des personnes qui n'y résident pas. Les sociétés locales de développement ont fourni une aide précieuse, avec leurs moyens, mais sans jamais inverser la tendance.

Les sociétés locales de développement n'intervenaient pas dans le domaine du logement social. La politique de création et de rénovation du logement à Glasgow privilégie l'accession à la propriété, ce qui n'est pas à la portée des locataires des logements sociaux des quartiers périphériques. Les associations pour le logement jouent un rôle significatif dans la gestion, le renouvellement et l'entretien des logements sociaux de la ville, de même que les coopératives qui visent à impliquer les résidents dans la gestion de leurs logements pour les inciter à respecter leur habitat. La municipalité a opté pour le transfert de son parc de logements sociaux à la *Glasgow Housing Association* (GHA) en 2002, avec un effacement des dettes à la clé. Cette action a été fortement ressentie comme une privatisation et un désengagement de la ville face à ses responsabilités envers les populations modestes et en difficulté, même si elle reste représentée dans le conseil d'administration de GHA. Ce transfert, vécu comme une démunicalisation des logements sociaux, a suscité de sérieuses inquiétudes chez les locataires³.

Sous couvert de modernisation de la gouvernance locale, la création des sociétés locales de développement a permis d'insuffler dans la gestion publique des méthodes de gestion empruntées à l'entreprise privée. Les différentes sociétés locales de développement se sont engagées, par la force des choses, dans une relation de concurrence qui a accru le risque de fragmentation et d'inégalité de la politique sociale et économique et de gestion différenciée de l'espace urbain. En déléguant la régénération économique et sociale des quartiers périphériques et centraux défavorisés à ces structures semi-privées et en instaurant

¹ Gerry Mooney, *op. cit.*, 2004, p. 335.

² James Arnott, entretien du 15 juin 2010.

³ Gerry Mooney and Lynn Poole, « Marginalised Voices: Resisting the Privatisation of Council Housing in Glasgow », *Local Economy*, vol. 20, n°1, pp. 34-37.

une pratique concurrentielle féroce entre elles pour l'attraction des fonds publics, les autorités locales ont fait d'une pierre deux coups : elles ont largement dilué leurs responsabilités vis-à-vis de la régénération de ces quartiers et de leurs populations en même temps qu'elles limitaient la distribution de ressources publiques.

Il y a douze ans, Kantor¹ décrivait Glasgow comme une ville avec une stratégie de régénération urbaine à deux vitesses, avec une avalanche de moyens consacrés au centre-ville pour en faire la vitrine d'une capitale culturelle et touristique (ce qui est toujours le cas plus de dix ans plus tard, à en juger par le nombre de chantiers en cours) au détriment des populations modestes pour lesquelles les sociétés locales de développement firent la course aux subventions publiques et aux investissements privés pour mettre en place des programmes d'aide en faveur des populations défavorisées. C'est donc l'esprit dans lequel les sociétés locales de développement ont été mises en place qui est le plus sujet à caution. Ces agences avaient dès le départ des moyens très limités au regard des difficultés de tous ordres des quartiers dans lesquels elles opéraient. Le rôle des sociétés locales de développement a finalement consisté à distiller de maigres ressources (au regard des difficultés colossales auxquelles sont toujours confrontés les anciens quartiers ouvriers et les développements urbains en périphérie) qu'elles obtenaient quasi-exclusivement d'institutions publiques. Sous couvert d'actions de proximité et de participation citoyenne, les autorités municipales se sont défaussées de leurs responsabilités vis-à-vis des quartiers défavorisés pendant qu'elles soignaient une vitrine qui masque une réalité beaucoup moins séduisante.

3.2. « Le facteur glaswégien »

Évaluer le succès des politiques de régénération urbaine dans une ville aussi profondément touchée par le déclin industriel et économique et le cortège de difficultés sociales qui l'accompagne n'est pas une tâche aisée. Les transformations physiques parlent d'elles-mêmes et elles sont facilement observables. Les dimensions économique et sociale de la régénération de la ville sont beaucoup plus complexes à analyser.

La multiplicité des champs disciplinaires qui concourent à la structuration du champ académique anglophone des études urbaines, dont les approches sont diverses mais complémentaires, conduit à concevoir la ville dans sa globalité pour en faire un fait social

¹ Paul Kantor, « Can Regionalism Save Poor Cities? Politics, Institutions and Interests in Glasgow », *Urban Affairs Review*, vol. 35, n°6, 2000, pp. 807-808.

global, renvoyant, dans le cas du Royaume-Uni, à la dimension inclusive des politiques publiques urbaines mises en place dont l'ambition est de concilier les approches physique, économique et sociale. En conséquence, les travaux de recherche confèrent une grande importance à la place du résident et/ ou de l'utilisateur de la ville, destinataire ultime des politiques urbaines mises en œuvre, et des bénéfices qu'il peut en tirer.

Si l'on considère la ville comme un fait social global, le succès, où l'échec, des stratégies de l'action publique dans le domaine des politiques urbaines doit donc se mesurer à travers l'amélioration des conditions de vie de ses habitants et ne peut donc se limiter à l'attractivité retrouvée du centre-ville dont profitent les touristes et où seule une minorité aisée qui n'est d'ailleurs pas forcément originaire de la ville, peut se loger et accéder à l'offre culturelle et commerciale qui lui est taillée sur mesure. L'objet de notre étude n'étant pas spécifiquement l'évaluation de l'impact des politiques publiques dans le domaine de la régénération urbaine, nous n'en proposerons pas une analyse exhaustive et détaillée. Toutefois, il est nécessaire, avant d'entamer une discussion détaillée sur les résistances et l'évolution de l'identité de la ville qu'elles ont engendrées, d'en esquisser les limites, dont on se doute qu'elles ne sont par ailleurs pas, au moins partiellement, étrangères à la naissance de mouvements de résistance. La question qui se pose est donc de savoir dans quelle mesure la politique de régénération urbaine globale basée sur le tourisme et la culture et impulsée par l'organisation de manifestations culturelles et sportives de dimension nationale ou internationale depuis une trentaine d'années a profité aux Glaswégiens. Nous concluons donc ce chapitre par un regard sur trois domaines en particulier : l'emploi, la pauvreté et la santé.

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, la tendance est à la création d'emplois dans la ville et à la réduction du nombre de résidents sans emploi. Il est clairement établi que la ville de Glasgow attire les emplois et les salariés de la conurbation, notamment ceux appartenant à la tranche d'âge 25-44 ans, celle où le taux d'activité est le plus élevé. Au niveau local, Glasgow fait mieux que les autres territoires de la conurbation mais, au niveau britannique, la ville se retrouve dans la moyenne des autres villes et est significativement moins performante qu'Édimbourg, Leeds ou Manchester en termes de création d'emplois et d'attraction de main d'œuvre de la tranche d'âge 25-44 ans. Entre 1998 et 2008, le nombre d'emplois à Glasgow a augmenté de 19,1%, soit 66 254 emplois créés. Parallèlement, la population en âge de travailler résidente à Glasgow a également augmenté (de 367 200 en 2001 à 392 000 en 2008, soit une augmentation de 6,8%), ce qui veut dire

que la ville est attractive pour cette catégorie de population, même s'il ne faut pas oublier qu'environ la moitié des emplois dans la ville restent occupés par des non-résidents. Le nombre d'emplois créés ayant été plus important que l'augmentation de la population active sur le marché du travail, le taux d'activité chez les personnes en âge de travailler a également augmenté pour se stabiliser actuellement aux alentours de 65%. Il reste assez significativement inférieur à la moyenne écossaise de 74,3% mais il était de seulement 56,3% pendant la période 1994-1998. Il est supérieur à celui de Manchester et Liverpool, similaire à celui de Birmingham mais inférieur à celui de Leeds. D'un autre côté, le taux d'inactivité chez les personnes en âge de travailler reste proche de 25%. Il semble lié aux problèmes de santé dont les Glaswégiens sont affectés de façon disproportionnée par rapport à d'autres villes. Cela laisse un taux de chômage qui se situe aux alentours de 10% selon la méthode de calcul du bureau international du travail, ou d'environ 6% en se basant sur le nombre de demandes d'allocation chômage¹.

En 2008, 17,3% des ménages écossais étaient classés comme sans emploi². Glasgow se distinguait par un taux de 28,9%, contre 9,2% dans l'Aberdeenshire. Il se trouve qu'un enfant sur quatre à Glasgow vit dans un foyer où personne ne travaille, contre un sur sept en moyenne en Écosse. Dans les années quatre-vingt-dix, 40% des adultes de la ville touchaient des allocations liées à leur statut de sans emploi. Ils n'étaient plus que 32,8% en 1999 et 26% en 2009. Ces tendances à long terme décrivent une évolution positive du marché du travail à Glasgow. Elles semblent suffisamment installées pour se poursuivre pendant encore quelques années³, ce qui donne nécessairement du crédit aux politiques de régénération urbaine développées à Glasgow depuis une trentaine d'années⁴.

¹ « Job Seeking Allowance ». Ces indicateurs à court terme étant par nature très évolutifs en temps de crise économique, nous ne les mobilisons que pour donner un ordre d'idée. James Arnott, *Economy & Labour Market Briefing*, Glasgow, Economic & Social Initiatives, DRS, 22nd December 2010, http://www.understandingglasgow.com/assets/0000/4813/ELM_briefing201210.pdf (accès le 15 mars 2012).

² « workless household rate », quand aucun membre du foyer âgé de plus de 16 ans ne travaille ; Scottish Government, *Work and Worklessness among Households in Scotland*, Edinburgh, Scottish Government, October 2009, p. 5.

³ Les circonstances économiques laissent supposer que Glasgow peut conserver ses acquis, à défaut de continuer à les améliorer, si la situation ne s'aggrave pas.

⁴ Nous devons ce développement à l'entretien réalisé le 15 juin 2010 avec James Arnott, analyste au service de développement et régénération de Glasgow, qui nous a également communiqué trois notes de synthèse non publiées sur l'état de la ville (*City & Conurbation, Changing Geography of Deprivation* et *Glasgow: Transformation City*, toutes trois datées de décembre 2006), de Understanding Glasgow, The Glasgow Indicators Project, *SIMD Analysis: Future Projections*, publié le 2 juin 2010,

Pour autant, les comparaisons rapidement esquissées montrent que la situation reste fragile et que la structure de l'emploi est une faiblesse pour la ville à moyen terme dans l'hypothèse où la crise économique devait se durcir et/ ou se prolonger. L'emploi à Glasgow se caractérise en effet clairement par une proportion élevée d'emplois peu ou pas qualifiés liés aux services et à la consommation (22,4% en 2009, contre 18,3% à Liverpool et 15,1% à Bristol) et donc davantage vulnérables aux circonstances économiques et une proportion assez faible de résidents dont les emplois sont classés dans les catégories intermédiaire ou supérieure et sont donc moins vulnérables (36,1% à Glasgow contre 40,9% à Manchester et 43,6% à Leeds). Ce déficit est alors comblé par des employés qui résident à l'extérieur de la ville. Par ailleurs, environ 30% des emplois sont à temps partiel¹.

Si la ville est redevenue prospère, c'est une prospérité très sélective. Une frange importante de la population n'y a visiblement pas accès. Les liens entre situation socio-économique et santé sont bien connus et établis. Les indicateurs de santé publique concernant Glasgow doivent donc nous éclairer sur l'étendue de la pauvreté dans la ville. Glasgow fait, dans le domaine de la pauvreté, figure d'exception.

À l'intérieur de la conurbation glaswégienne, le différentiel de mortalité entre les populations résidentes des quartiers défavorisés et celles des quartiers aisés n'a cessé d'augmenter depuis le début des années quatre-vingt-dix, même en tenant compte de l'incidence des migrations internes en faveur des quartiers aisés².

Il est acquis que le niveau de pauvreté de Glasgow est similaire à celui d'autres villes post-industrielles britanniques et européennes de situation comparable. Pourtant, Glasgow est la ville post-industrielle où les indicateurs de santé publique sont les plus mauvais. Les inégalités en termes de santé et de revenus y sont les plus criantes et continuent de s'accroître. La proportion de familles monoparentales et de grossesses chez les adolescentes y est la plus élevée³.

http://www.understandingglasgow.com/assets/0000/4814/SIMD_projections_to_2015.pdf (accès le 15 mars 2012) et James Arnott, *Economy & Labour Market Briefing*, Glasgow, Economic & Social Initiatives, DRS, 22nd December 2010,

http://www.understandingglasgow.com/assets/0000/4813/ELM_briefing201210.pdf (accès le 15 mars 2012).

¹ James Arnott, *op. cit.*, 22nd December 2010, p. 2.

² Frank Popham, Paul Boyle, Dermot O'Reilly and Alastair H. Leyland, Briefing Paper 24, Finding Series, *Exploring the impact of selective migration on the deprivation-mortality gap within Greater Glasgow*, Glasgow Centre for Population Health, mars 2010, p. 3.

³ À l'exception de Katowice en Pologne et de la Moravie du nord en République tchèque où l'espérance de vie des hommes est plus faible qu'à Glasgow. Glasgow Centre for Population Health, Briefing Paper 11, Finding Series, *European regional and city comparison: how does the health of Greater*

La comparaison avec Manchester et Liverpool en particulier, où, comme à Glasgow, environ un quart de la population est classée comme défavorisée, montre que le nombre de décès précoces au cours de la période 2003-2007 est de 30% supérieur à celui de Liverpool et Manchester, la différence entre Glasgow et les deux villes anglaises ne faisant que s'accroître depuis le début des années quatre-vingt. Cela équivaut à 4 500 décès, dont 2 090 avant 65 ans, (32% sont liées à l'alcool et 17% à l'usage de drogues). Ce constat d'une mortalité plus précoce et plus élevée est valable pour l'ensemble de la population, à l'exception des enfants âgés de moins de 15 ans¹.

L'Écosse est le pays d'Europe avec le taux de mortalité le plus élevé et l'espérance de vie la plus faible². Il y a trois causes à cela. La première cause est la désindustrialisation, dont les conséquences en termes de santé publique sont fondamentales, se poursuivent dans le temps et sont observées dans toutes les régions post-industrielles comparables. La seconde cause est de nature politique. L'étude conduite par le Glasgow Centre for Population Health pointe la spécificité des politiques économiques mises en place au Royaume-Uni qui, pour une part substantielle, divergent de celles conduites en Europe continentale. Les politiques britanniques plus néolibérales ont pour effet d'aggraver les inégalités et de créer une plus grande proportion de ménages potentiellement économiquement et socialement vulnérables³. Ces deux causes ne suffisent pourtant pas à expliquer l'accroissement du différentiel de sur-mortalité précoce qui caractérise l'ensemble

Glasgow and the West of Scotland compare with other cities and post-industrial regions of Europe?, Glasgow, GCPH, mai 2008, pp. 5-6; Glasgow Centre for Population Health, Briefing Paper 31, Finding Series, *Health and its determinants in Scotland and other parts of post-industrial Europe: the 'Aftershock of Deindustrialisation' study – phase two*, Glasgow, GCPH, février 2012, p. 5.

¹ Glasgow Centre for Population Health, Briefing Paper 25, Finding Series, *Investigating a 'Glasgow Effect': why do equally deprived UK cities experience different health outcomes?*, Glasgow, GCPH, septembre 2010, p. 5.

² *Ibid.*, p. 3.

³ Glasgow Centre for Population Health, Briefing Paper 31, Finding Series, *Health and its determinants in Scotland and other parts of post-industrial Europe: the 'Aftershock of Deindustrialisation' study – phase two*, Glasgow, GCPH, février 2012, p. 5 : « Poorer health in [West Central Scotland] can be attributed to three layers of causation. First, it is a deindustrialised region. This is a fundamental driver of poor health which WCS shares with all the other regions that were part of this analysis. Second, by virtue of being part of the UK, WCS has experienced a set of economic policies and social trends which overlap with continental Europe but are, nonetheless, different in important ways. Chief amongst these are the more 'neo-liberal' economic policies pursued by the UK, higher levels of economic inequality and higher proportions of potentially vulnerable households. The third level has to do with unexplained factors which cause WCS to experience worse health outcomes than the results emphasise that while deprivation is a fundamental determinant of health and, therefore, an important driver of mortality, it is only one part of a complex picture. As currently measured, deprivation does not explain the higher levels of mortality experienced by Glasgow in relation to two very similar UK cities. Additional explanations are required. »

de l'Écosse, ce qui a conduit les spécialistes des questions de santé publique à émettre l'hypothèse d'un « facteur écossais » pour décrire cette particularité qu'il reste à expliquer. La prééminence de cette situation étant particulièrement évidente dans le centre-ouest de l'Écosse, elle pose encore plus spécifiquement la question d'un « facteur glaswégien ». Il s'agit là de la troisième cause. L'analyse comparative avec Manchester et Liverpool en remontant jusqu'aux années vingt montre que cette situation n'a pas toujours existé et qu'il s'agit donc d'un phénomène relativement récent¹.

Les hypothèses avancées pour expliquer le « facteur glaswégien » sont aussi éclectiques que la théorie de l'anomie développée par Durkheim, invoquée pour expliquer le plus haut degré de comportements auto-destructeurs à Glasgow, en référence à l'usage plus important de drogues et au taux de suicide beaucoup plus élevé que dans les régions post-industrielles comparables, les différences culturelles, les facteurs génétiques, les conséquences des flux migratoires, une plus grande vulnérabilité des Glaswégiens, l'environnement familial, la désintégration des familles, les résultats des processus de régénération, l'héritage différent des manifestations culturelles et sportives organisées dans le cadre des stratégies de régénération urbaine, la distribution spatiale de la pauvreté ou la vitamine D (*sic*)².

Glasgow se caractérise par la persistance des poches de grande pauvreté, principalement, mais pas exclusivement, en périphérie. Les inégalités entre les plus pauvres

¹ David Walsh, Neil Bendel, Richard Jones and Phil Hanlon, *Investigating a 'Glasgow Effect'. Why do equally deprived UK cities experience different health outcomes?*, Glasgow, Glasgow Centre for Population Health, 2011.

² David Walsh *et al*, *op. cit.*, p. 47 : « One such hypothesis currently under investigation is that it may be driven by elements of 'societal breakdown' among sections of the city's population. The data on alcohol, drugs and suicide mortality show significant differences in levels of self-harming behaviours in Glasgow compared to Liverpool and Manchester that may reflect fundamental societal differences among sections of the population. Could it point to evidence of a type of 'anomie', a breakdown of social and moral 'norms', such as that proposed in the 19th Century by the French sociologist Emile Durkheim? Durkheim coined the term in relation to less regulated and less integrated societies in which previous social norms no longer apply and thus no longer control the behaviour of individuals. As a result, 'anomie' leads to increasing levels of crime and 'deviant behaviour'. Durkheim focused on suicide as one manifestation of a more generalised set of self-destructive behaviours. [...]. Other hypotheses that have been suggested include: cultural differences; genetic factors; the effects of migration; a greater 'vulnerability' on the part of the Glasgow population; the role of families and family breakdown; differences in outcomes from regeneration activities in the cities; differing legacies and benefits from cultural and sports-led regeneration (e.g. 'City of Culture' activities in Liverpool and Glasgow; the Commonwealth Games in Manchester); differences in the spatial patterning of deprivation across the three cities. Vitamin D has even been suggested as a contributory factor to the overall 'Scottish Effect'. Some or none of these theories may play a part. The important point is that something over and above currently measured socio-economic deprivation appears to have an important role. »

et les plus riches ne cessent de s'accroître. Le centre pour la justice sociale nous rappelle que

Glasgow est l'une des plus grandes villes britanniques. Il faut mettre en avant sa réussite économique et sa régénération. Toutefois, cette prospérité coexiste avec une pauvreté aiguë. Dans certains quartiers, ne pas avoir d'emploi est la norme, les familles éclatées sont courantes, la dépendance aux drogues et à l'alcool est monnaie courante. Dans ces quartiers, la pauvreté et l'exclusion sociale sont intergénérationnels : pour les enfants, les chances de réussir dans la vie sont réduites de façon importante.¹

Le recours au *Scottish Index of Multiple Deprivation* (SIMD)² montre que la situation de Glasgow dans le domaine de la pauvreté s'améliore. Le nombre de zones situées à Glasgow et appartenant aux 5% de zones les plus défavorisées d'Écosse a diminué depuis 2004. La révision de juillet 2010 du SIMD montre que Glasgow concentre encore près de la moitié (48,6%) des 5% des zones les plus défavorisées d'Écosse (contre 52% en 2006 et 69,5% en 2004³), 37,2% des 10% des zones les plus défavorisées d'Écosse (contre 41,3% en 2006 et 49,9% en 2004) et 30,9% des zones classées parmi les 15% les plus défavorisées (contre 33,8% en 2006 et 38,3% en 2004).⁴ La ville passe de 226 zones parmi les 5% les plus défavorisées en 2004 à 169 en 2006 et 158 en 2009, soit 22,8% des zones de la ville.⁵

Pourtant, on s'aperçoit que, malgré l'amélioration relative de Glasgow, il perdure une géographie de la pauvreté. Les quartiers concernés sont Castlemilk, Drumchapel, Greater Easterhouse et Greater Pollok (les quatre grandes cités en périphérie de la ville) et l'*East*

¹ The Centre for Social Justice, *Breakthrough Glasgow. Ending the costs of social breakdown*, London, The Centre for Social Justice, 2008, p. 19 : « Glasgow is one of the UK's greatest cities. Its economic success and regeneration must be celebrated. However alongside this prosperity exists acute deprivation. In some areas worklessness is the norm, family breakdown prevalent and drug and alcohol addiction rife. In these areas poverty and social exclusion is intergenerational: children's life chances are being significantly reduced. » Voir les deux articles de Julien Brygo dans le Monde Diplomatique pour une illustration : Julien Brygo, « Vivre riche dans une ville de pauvres », *Le Monde Diplomatique*, août 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/08/BRYGO/19565> et Julien Brygo, « À Parkhead, 'la société brisée' », *Le Monde Diplomatique*, août 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/08/BRYGO/19566> (accès le 9 mars 2012).

² <http://simd.scotland.gov.uk>. Cet index, créé en 2004, compare l'ensemble du territoire écossais, qui est divisé en 6 505 zones (« datazones ») et permet un classement des quartiers selon leur degré de pauvreté plus ou moins élevé. Chaque zone est une entité géographique statistique qui comprend une moyenne de 750 habitants. L'index est issu du traitement d'indicateurs couvrant sept grands domaines : revenus, emploi, santé, accès aux services, éducation, logement et crime. Chaque domaine fournit entre deux et huit indicateurs pour un total de 38 en 2009, contre 37 en 2006. Voir Scottish Government, *Scottish Index of Multiple Deprivation 2009: General Report*, Edinburgh: Scottish Government, October 2009, p. 11.

³ À titre de comparaison, les pourcentages respectifs de Dundee sont 5,5%, 4% et 2,8% ; Edimbourg : 6,8%, 8,3% et 7,7% ; Inverclyde : 5,2%, 4% et 1,8%.

⁴ Scottish Government, *op. cit.*, October 2009, p. 13.

⁵ *Ibid.*, p. 18.

End, Gorbals, Govan et Glasgow North (en périphérie immédiate du centre-ville)¹. Les progrès dans ces quartiers traditionnellement défavorisés sont faibles, alors que tous ont fait l'objet de politiques publiques prioritaires depuis le début des années quatre-vingt-dix, et dans le cas de l'*East End*, depuis plus de trente ans. Il est des quartiers de Glasgow où l'espérance de vie régresse. Elle est ainsi de 54 ans à Calton, un quartier de l'*East End* de la ville². Les quatre grands ensembles situés en périphérie de Glasgow ainsi que les Gorbals, l'*East End* de la ville et certains des quartiers du nord de la ville sont restés parmi les 15% de quartiers les plus défavorisés d'Écosse pendant la période 2004-2009. Une partie de Castlemilk y fait même son entrée. Le SIMD établit que la zone la plus défavorisée d'Écosse en 2009 se situe à Parkhead/ Barrowfield, dans l'*East End* de la ville. Elle détrône Ferguslie Park, à Paisley, qui devient la seconde zone la plus défavorisée d'Écosse. Ces deux zones sont immédiatement suivies par Keppochhill et Possilpark, au nord de Glasgow³.

¹ On y trouvait déjà les quartiers qui faisaient partie des 20% des zones les plus défavorisées de Glasgow en 1981 : Sir Robert Grieve (Chairman), *Inquiry into Housing in Glasgow*. Glasgow, Glasgow District Council (Housing), November 1986, p. 13.

² France 24, « Glasgow, ville où l'on vit le moins longtemps en Europe », 9 août 2009, <http://www.france24.com/fr/20090809-calton-le-quartier-glasgow-lon-vit-le-moins-longtemps-europe-> (accès le 9 mars 2012).

³ Scottish Government, *op. cit.*, October 2009, p. 11.

CHAPITRE 6 - CULTURE, IDENTITÉ ET RÉSISTANCES

De la grève des tisserands de Calton en 1787 à l'occupation de George Square en 2011 en signe de protestation contre l'omnipotence de la finance mondiale, nombreux sont les conflits industriels et campagnes militantes qui ont construit le caractère radical et protestataire de Glasgow et en ont fait un incontestable trait dominant de son identité. La grève des tisserands de Calton, un village alors situé à l'est de Glasgow, en 1787, est le premier conflit industriel majeur qui se déroule à Glasgow. Il est généralement admis qu'il marque le début du mouvement syndical organisé en Écosse¹. Plus près de nous, au vingtième siècle, les conflits industriels et sociaux à Glasgow sont nombreux. Nous avons étudié en détail l'épisode de la Clyde rouge à travers la bataille syndicale autour de la dilution en 1915 et 1916 et celle, concomitante, des grèves des loyers, puis en relatant les événements de l'année 1919. Cette période revêt une dimension symbolique forte tant par son héritage politique et syndical que par l'émergence d'un ensemble de personnalités syndicales et politiques militantes dont le statut d'icônes est longtemps resté très présent dans la mémoire collective². Cette période charnière de l'histoire politique et syndicale du centre-ouest de l'Écosse fut elle-même précédée par une série de conflits industriels importants dans lesquels il est possible de voir la genèse des événements qui se produisent pendant la Première Guerre mondiale et

¹ La grève des tisserands de Calton dura de juin à octobre 1787. Ils s'opposaient à une réduction de salaire. Six tisserands furent tués le 3 septembre 1787 par des soldats alors qu'ils s'étaient rassemblés pour débiter une marche de protestation en direction de la cathédrale. Le massacre des tisserands de Calton est commémoré par une toile de Ken Currie au *People's Palace* qui avait été commissionnée à l'occasion du 200^{ième} anniversaire de l'évènement.

² Seán Damer, *op. cit.*, p. 136 : « Helen Crawford, Agnes Dollan, Mary Barbour, Andrew McBride, Harry McShane, Willie Gallacher, John Maclean, Willie Paul, Guy Aldred, Jimmy McDougall, Paddy Dollan and all the rest of the other Red Clydesiders were the most talented group of socialists ever seen in that country. No British city has ever produced such inspired organic intellectuals of the working class in such quantities. Their achievements and many of their names may have been substantially forgotten now, but not in Glasgow, or elsewhere in Scotland, where folk-memories of this extraordinary group are alive and well. »

immédiatement après¹. Si l'année 1919 fut le point d'orgue de la contestation ouvrière du début du vingtième siècle, il ne faut pas pour autant oublier que d'autres conflits industriels majeurs suivirent. Pour ne citer que les plus significatifs, il y a d'abord la grève générale de 1926 puis la grève des apprentis de 1937. Le dernier grand conflit industriel qui se joue sur la Clyde est l'occupation des chantiers navals de *Upper Clyde Shipbuilders* (UCS) en 1971-72.

L'étude de la période qui débute à la fin des années soixante-dix montre que l'effondrement de la base industrielle conduit à de profonds changements. Le militantisme ouvrier et l'action industrielle² s'estompent progressivement. Les raisons qui poussent les Glaswégiens à s'organiser pour protester revêtissent une dimension bien davantage politique et citoyenne. Ainsi, le soutien à Nelson Mandela au début des années quatre-vingt-dix, les campagnes contre le nucléaire civil et militaire et l'opposition aux évictions des demandeurs d'asile renvoient à un engagement militant dont la dimension politique et citoyenne est prégnante³. On peut également mentionner la campagne contre la présence d'amiante dans les bâtiments publics et les immeubles d'habitation⁴, la marche pour l'emploi de 1983⁵ ou la campagne contre la vente d'une partie de Glasgow Green à des promoteurs immobiliers au début des années quatre-vingt-dix⁶. Il faut aussi mentionner les manifestations pour le changement institutionnel, qui bénéficient du soutien de nombreux artistes et intellectuels, dont Liz Lochhead et James Kelman qui s'associent au groupe « Artists for independence »⁷. Plus tard, en 2002-2003, les locataires du parc municipal de logements sociaux mènent campagne contre le transfert de leurs logements à la *Glasgow Housing Association*⁸.

Tous les conflits industriels des décennies précédentes n'ont pas forcément été couronnés de succès mais ils participent, avec les campagnes de protestation citoyennes qui se sont développées à la fin des années soixante-dix, de la construction de l'image radicale et contestataire de la ville. Le militantisme local est une réalité des relations sociales à

¹ Voir William Kenefick and Arthur McIvor (eds.), *Roots of Red Clydeside 1910-1914? Labour Unrest and Industrial Relations in West Scotland*, Edinburgh, John Donald, 1996.

² Les manifestations pour sauver l'aciérie de Ravenscraig (située près de Glasgow, dans le Lanarkshire du Nord, entre Wishaw et Motherwell) durent cependant une dizaine d'années, jusqu'à la fermeture définitive de l'aciérie en 1992 et sa démolition en 1996.

³ Entretien avec Stewart Gibb, 8 juillet 2010 : « So many marches but we achieved so little ».

⁴ « Clydeside Action on Asbestos » dont James Kelman est un relais actif, James Kelman, *Some Recent Attacks. Essays political and cultural*, Stirling, AK Press, 1992, pp. 59-63 et pp. 74-75.

⁵ « The People's March for Jobs ».

⁶ James Kelman, *op. cit.*, pp. 59-63 et pp. 74-75 en particulier.

⁷ Gilles Leydier, *op. cit.*, p. 113.

⁸ C'est une campagne qui n'aboutira pas car le transfert intervient en 2004.

Glasgow et constitue donc indéniablement un trait distinctif de l'identité de la ville. Ce travail de recherche s'est donné pour objectif d'établir l'existence de liens entre le processus de régénération urbaine à l'œuvre depuis le début des années quatre-vingt et l'émergence de formes de résistances ou protestations citoyennes. Nous ne conduirons donc pas ici d'analyse détaillée de tous les mouvements de protestation qui ont lieu pendant cette période mais nous en développerons deux en particulier qui surviennent pendant la période conservatrice :

Les résistances suscitées par la promotion d'une certaine image de la ville,

L'engagement citoyen pour l'amélioration du logement et du cadre de vie en général, quand l'état des logements et de l'environnement en général dans les grandes cités en périphérie et dans certains quartiers en périphérie du centre-ville pousse les locataires des logements sociaux à s'organiser pour améliorer leur cadre de vie.

1. Vendre la ville post-industrielle : quelle identité pour Glasgow ?

1.1. Glasgow, centre d'une deuxième renaissance culturelle et intellectuelle

Les années quatre-vingt marquent un second renouveau culturel et intellectuel en Écosse, une deuxième renaissance, après la première renaissance des années vingt et trente empreinte de nostalgie ruraliste et tournée vers le passé pastoral, clanique et gaélique écossais¹. Cette décennie est certainement l'une des plus productives et les plus créatives de l'histoire contemporaine de l'Écosse². Tous les domaines de l'activité artistique sont concernés par ce dynamisme culturel qui s'exprime selon deux grandes tendances qui rompent radicalement avec la production culturelle et artistique du passé.

Premièrement, cette nouvelle production culturelle s'ancre dans la réalité sociale urbaine contemporaine, celle de l'Écosse thatchérienne, dans les mutations de la société

¹ Une partie des éléments qui suivent empruntent à Keith Dixon, « Le chardon noir : le nouveau polar écossais », in *Mouvements*, n°15/16, 2001, pp. 68-73 ainsi qu'à la synthèse de Gilles Leydier dans Gilles Leydier, *La Question écossaise*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998, pp. 105-113.

² Cairns Craig, dans la préface à la collection « Determinations », aux éditions Polygon (Édimbourg).

industrielle urbaine et dans son cortège de problèmes sociaux et de laissés pour compte¹. Elle supplante la tradition littéraire du *kailyard*, écriture sentimentaliste, ruraliste et idéalisée. Bien que cette nouvelle production culturelle soit stimulée dans toutes les régions d'Écosse, Glasgow y occupe une place centrale et symbolique, à tel point que la ville se met à voler la vedette à la ville voisine et rivale d'Édimbourg. Les domaines qui témoignent de la plus grande vitalité sont la littérature, les arts visuels au *Third Eye Centre*, la peinture et la musique. Le roman noir urbain écossais puise son inspiration à Glasgow². William McIlvanney, James Kelman et Alasdair Gray acquièrent le statut d'auteurs majeurs. Chez McIlvanney et Kelman, la figure centrale est celle de l'ouvrier écossais laissé pour compte par la crise économique et les mutations de la société industrielle. Les peintres Ken Currie, Keith McIntyre ou Peter Howson contribuent à déplacer la scène artistique d'Édimbourg la conservatrice à Glasgow³. Le travail de Ken Currie est fortement emprunt de nostalgie, d'idéalisme et de mythologie ouvrière. Currie peint le déclin industriel, des ouvriers au milieu de friches industrielles. On lui doit les huit fresques exposées au *People's Palace*, tentative de dépeindre sous forme narrative l'histoire des luttes ouvrières de la ville. Le machisme et la virilité sont des traits distinctifs de la peinture de Peter Howson qui peint des sujets hideux mais héroïques⁴. Christopher Harvie parle de « résistance artistique » pour caractériser cette période⁵.

Deuxièmement, c'est une période charnière dans la reconstruction de l'identité de la nation écossaise. Il se développe une intense entreprise de questionnement critique et de réappropriation de l'héritage du passé à travers une réévaluation des mythes fondateurs de la nation, qui conduit à la projection d'une image confiante et pleine de vitalité, tournée vers l'Europe, débarrassée de l'ombre tutélaire de l'encombrant voisin du sud et capable d'apporter une contribution significative à la société moderne et à la culture européenne. Cairns Craig écrit que « la production artistique et universitaire dans les domaines de la littérature, de la pensée et de l'histoire ont travaillé main dans la main pour redessiner la

¹ Gilles Leydier, *op. cit.*, p. 106.

² Keith Dixon, *op. cit.* et Keith Dixon, « Le roman écossais contemporain : voix urbaines, voies nouvelles », in *Études Anglaises*, vol. 50, n°2, 1997, pp. 195-205.

³ Angus Calder, « Art for New Scotland? », in *Revolving Culture. Notes from the Scottish Republic*, London, I. B. Tauris, 1994, 243-257 : « It is good that Glasgow has the gallusness to create new architecture, while Edinburgh is bogged down in conservation », (p. 253).

⁴ Angus Calder, *op. cit.*, pp. 248-249. Voir Ian Spring, *Phantom Village. The Myth of the New Glasgow*, Edinburgh, Polygon, 1990, pp. 108-117 pour une discussion détaillée du travail de Ken Currie et Peter Howson.

⁵ Christopher Harvie and Peter Jones, *The Road to Home Rule. Images of Scotland's Cause*, Edinburgh, Polygon, 2000, p. 145.

carte du passé de l'Écosse et redéfinir les perspectives du futur de la nation »¹. C'est dans ce contexte intellectuel que Beveridge et Turnbull mobilisent le concept d'infériorisation théorisé par Frantz Fanon pour expliquer comment l'Union avec l'Angleterre a largement contribué à construire une vision infériorisante de l'identité et de la culture écossaises et pour entreprendre une réévaluation de la force et de la singularité de la culture et de l'histoire écossaises, à l'opposé de la perspective britannique orthodoxe imposée par la pensée dominante colonialiste et jusqu'alors intériorisée par la production culturelle et intellectuelle écossaise².

Au bout du compte, la fusion, ou au moins le rapprochement, de ces deux tendances conduit à une imbrication progressive de la production culturelle et du politique, qui est alimentée par la grande impopularité en Écosse des Conservateurs qui, entre 1979 et 1997, mènent depuis Londres une politique économique et sociale particulièrement dure et préjudiciable pour la majorité des Écossais³. Une riche production culturelle de contestation en Écosse, et plus particulièrement à Glasgow, est nourrie par le rejet de la politique mise en place par le pouvoir central conservateur qui est accusé de ne pas avoir de légitimité démocratique pour gouverner l'Écosse vu les faibles résultats qu'y ont obtenu les conservateurs⁴. Des artistes reconnus tels que Ken Currie et George Wyllie, les romanciers Alasdair Gray, James Kelman⁵ et William McIlvanney⁶, les groupes de théâtre tels que Wildcat Communicado et 7:84 s'engagent ainsi contre la politique de Margaret Thatcher au travers de leur production artistique ou de leurs prises de position publiques.

¹ Cairns Craig, dans la préface à la collection « Determinations », aux éditions Polygon (Édimbourg) : « In literature, in thought, in history, creative and scholarly work went hand in hand to redraw the map of Scotland's past and realign the perspectives of its future. »

² Craig Beveridge & Ronald Turnbull, *The Eclipse of Scottish Culture. Inferiorism and the Intellectuals*, Edinburgh, Polygon, 1989, pp. 1-15.

³ I. G. C. Hutchison, *Scottish Politics in the Twentieth Century*, Basingstoke, Palgrave, 2001, pp. 140-143.

⁴ Les conservateurs obtiennent 31,4% des suffrages en 1979, 28,4% en 1983, 24% en 1987, 25,6% en 1992 et 17,5% en 1997, ce qui leur permet de disposer respectivement de 22, 21, 10, 11 et aucun siège à Westminster sur les 72 réservés à l'Écosse. De leur côté, les travaillistes obtiennent 41,6% des suffrages en 1979, 35,1% en 1983, 42,4% en 1987, 39,0% en 1992 et 45,6% en 1997, ce qui leur permet de disposer respectivement de 44, 41, 50, 50 et 56 sièges à Westminster. Le reste des sièges de députés est partagé entre les libéraux démocrates et les nationalistes.

⁵ James Kelman, *op. cit.*

⁶ William McIlvanney, *Surviving the Shipwreck*, Edinburgh, Mainstream, 1991, voir en particulier l'essai à propos de la grève des mineurs de 1984-1985 et la fermeture de la mine Polkemmet « Farewell to Polkemmet » (pp. 205-216) ainsi que celui sur la pauvreté ordinaire, désespérante et résignée, qui sévit en Écosse à travers le portrait d'une mère célibataire et de ses deux enfants, « Being Poor » (pp. 34-37).

1.2. Quelle(s) résistance(s) ?

1.1.1. La *poll tax*

Les manifestations contre la *poll tax* du gouvernement de Margaret Thatcher mobilisent un nombre considérable de gens, dont artistes et intellectuels. La *poll tax* ou *community charge* était un impôt qui devait être acquitté par tout adulte résident d'une collectivité locale pour contribuer au financement des services que cette dernière proposait, en remplacement d'un impôt basé sur la valeur locative d'un logement et acquitté par foyer. Il était d'essence très inégalitaire puisque le taux était le même pour tous, quels que soient les revenus et le capital. En Écosse, il entre en vigueur le premier avril 1989, un an avant l'Angleterre. Les Écossais s'insurgent contre le mépris de Margaret Thatcher qui utilise l'Écosse comme galop d'essai. Ceci permet en particulier aux nationalistes de développer l'argument selon lequel les Écossais jouaient le rôle de cobaye. La manœuvre politique visait à faire supporter la fiscalité locale sur une base plus large de contribuables, qui se trouvaient être généralement de condition modeste et largement en faveur des travaillistes en Écosse. Il s'agissait en fait de pousser les collectivités locales à davantage de prudence et à baisser l'imposition locale, ce qui était une manière de réduire leur influence face au gouvernement central¹. Quasiment toutes les collectivités locales importantes en Écosse et en Angleterre étaient alors dirigées par les travaillistes.

L'introduction de la *poll tax* en Écosse provoque une opposition très forte de l'extrême gauche qui milite ardemment contre le paiement de l'impôt. Des saisies des biens personnels de personnes qui refusent de payer sont ordonnées par les tribunaux. Les militants s'opposent physiquement, ce qui leur permet de donner une visibilité certaine à leur action. Cette campagne permet également à Tommy Sheridan, président de la fédération écossaise contre la *poll tax*², d'apparaître sur le devant de la scène politique locale. Les tracts distribués par les militants opposés à la *poll tax* et les réunions publiques qui ont lieu font explicitement le lien avec les manifestations contre les hausses de loyer de 1915, ainsi que nous le rappellent les brochures, tracts et affiches détenus par le centre de ressources des musées de Glasgow. Ces documents montrent qu'un grand nombre de

¹ Christopher Harvie and Peter Jones, *op. cit.*, p. 133. En 1986, Margaret Thatcher abolit le *Greater Council of London* et les six comtés métropolitains qui avaient été créés par le *Local Government Act* de 1972 : *Greater Manchester, Merseyside, South Yorkshire, Tyne and Wear, West Midlands, West Yorkshire*. Les Conservateurs ont invoqué l'efficacité et les dépenses trop importantes des comtés métropolitains pour justifier leur dissolution mais tous étaient en réalité contrôlés par les travaillistes.

² *Scottish Anti-Poll Tax Federation*.

réunions publiques et de manifestations sont organisées au cours des années 1989 et 1990. De nombreux documents donnent des conseils sur la marche à suivre pour ne pas payer la *poll tax* tout en restant protégé au regard de la loi et insistent sur la nécessité de ne pas se rayer des registres électoraux, ce que font malgré tout beaucoup de gens pour échapper à l'impôt. L'objectif est de suivre le processus légal et d'engorger les tribunaux. Une journée d'action organisée par les syndicats écossais contre la *poll tax* en avril 1990, « April Fool's Day, anti-poll tax day » est massivement suivie. Quelques semaines après l'introduction de la *poll tax*, plus d'un million d'Écossais refusent de l'acquitter. Au bout du compte, l'épisode de la *poll tax* contribue à précipiter la chute de Margaret Thatcher. Son abolition est finalement annoncée le 21 mars 1991, uniquement parce qu'elle provoque de sérieuses oppositions en Angleterre¹. Un autre impôt local est mis en place, la *council tax*, qui fonctionne de manière similaire à l'impôt que devait remplacer la *poll tax*, à la différence qu'il est calculé en fonction de la valeur foncière du bien, plutôt qu'en fonction de sa valeur locative, et qu'il est divisé en tranches, ce qui instaure l'existence d'un plafond.

1.1.2. L'opposition à l'année de la culture

Les grandes manifestations que sont le *Garden Festival* et l'année de la culture font l'objet de critiques sévères de la part des artistes de la ville. Liz Lochhead, poète et dramaturge, dénonce ainsi, dans un poème consacré à l'année de la culture, la vente de Glasgow et de son identité à vil prix. Le poème qu'elle consacre au *Garden Festival* est tout aussi acerbe. Dans les deux cas, elle critique très sévèrement la perte de l'identité de la ville industrielle et le chant des sirènes du consumérisme². C'est également ce que nous dit Angus Calder quand il affirme trouver dérangeante la tendance à neutraliser politiquement et falsifier la culture écossaise pour la vendre telle un produit commercial³. Dans un court texte de Liz Lochhead mi-amusé, mi-satirique intitulé « Glasgow's No Different » qui joue sur l'ingénuité feinte de la narratrice Vicky, le lecteur assiste à une critique en règle et ironique de la Glasgow branchée qui se dessine et, au passage, est également amené à se

¹ I. G. C. Hutchison, *op. cit.*, p. 142.

² Liz Lochhead, « Bagpipe Muzak, Glasgow 1990 », in *Bagpipe Muzak*, London, Penguin, 1991, p. 24-26 et Liz Lochhead, « The Garden Festival, Glasgow 1988 », in Liz Lochhead, *op. cit.*, pp. 18-19.

³ Angus Calder, *Revolving Cultures. Notes from the Scottish Republic*, London, I.B. Taurus, 1994, p. 242 : « But let us not deceive ourselves into easy optimism. Consumerist values weigh more in everyday life here than the nostalgia for *The Steamie* and a lost working-class urban kailyard. The *Sunday Post* remains reactionary and the *Sun* sells lots of copies in Scotland. More disturbingly still, there is the tendency to package, distort and politically neutralise Scottish culture as saleable 'heritage'. »

poser la question de la reconversion des ouvriers des chantiers navals dans l'industrie de services¹.

L'année de la culture est très vivement critiquée pour le coût exorbitant² et le contenu des manifestations sous la plume du journaliste David Kemp qui publie au cours de l'année 1990 plusieurs articles informés et polémiques dans le magazine *ArtWork*³. Kemp dénonce la construction d'une image de la ville qui ne correspond pas à la réalité de son passé, en passant notamment sous silence la Réforme et l'agitation politique pendant et après la Première Guerre mondiale. Kemp s'interroge ainsi sur la légitimité historique de l'exposition « Glasgow's Glasgow » et sur celle de Douglas Clelland qui est responsable de son organisation. Il dénonce l'exercice de relation publique orchestré par l'agence *Saatchi and Saatchi*. Selon Kemp, cette exposition, dont le coût était estimé à £5 millions et s'avérera un véritable fiasco financier⁴, est un exemple flagrant de l'usage d'argent public au profit d'intérêts privés puisque l'exposition devait se tenir dans un espace situé sous Central Station, *The Arches*, et aménagé grâce à un investissement de £3,4 millions par la municipalité, une subvention de £940,000 de l'agence de développement écossaise et £300 000 d'investisseurs privés pour être ensuite rétrocédé à *British Rail*, qui n'y avait pourtant investi que £25,000⁵. En bref, l'ensemble de l'année de la culture est considérée par Kemp comme une vaste opération cosmétique de relations publiques destinée à camoufler les erreurs des politiques urbaines du passé⁶ et à dénaturer l'héritage culturel de

¹ Liz Lochhead, *op. cit.*, pp. 29-33 : « So, what with Glasgow being a new Cultural Centre for the Arts, and 1990... What with the Opera and the Citz, the Mackintosh and everything, I think it'll be quite wonderful to see all the welders and riveters of yesteryear becoming the waiters of tomorrow » (p. 33).

² Le concert de Frank Sinatra a coûté £650 000, la représentation du ballet du Bolshoi £1 million. En protestation au cachet déboursé pour faire venir Pavarotti à Glasgow, un graffiti relevé sur un mur de la ville clamait « Nae Pavarotti for the Poveratti » (Graffiti cité dans l'exposition permanente du *People's Palace*).

³ Les textes importants sont rassemblés dans David Kemp, *Glasgow 1990, The True Story Behind the Hype*, Gartocharn, Famedram, 1990.

⁴ Eliot M. Tretter, « The Cultures of Capitalism: Glasgow and the Monopoly of Culture », *Antipode*, vol. 41, n°1, 2009, pp. 123-124. L'exposition a finalement coûté plus de £4,5 millions et Pat Lally lui-même reconnaît que ce fut un fiasco financier (Pat Lally, *Lazarus Only Done It Once*, London, HarperCollins, 2000, p. 92). Il était prévu 1,2 millions de visiteurs ; il n'y a eu qu'un demi-million. Le prix de l'entrée avait été fixé à £3,40 pour un adulte et £1 pour les enfants, les personnes âgées et les chômeurs. Il a fini par être fixé à £1 pour tout le monde.

⁵ David Kemp, *op. cit.*, pp. 4-6.

⁶ *Ibid.*, p. 9 : « As cosmetics it all works. What is so damnable is that it has taken the YoC to deliver it. The politicians are trying to cover their tracks. But if I lived in Easterhouse I might spot the men who planned Hiroshima building a hospital for the casualties. »

la ville pour mieux la vendre. Sans surprise, et à rebours de l'analyse de Kemp, Pat Lally estime que l'année de la culture fut un immense succès¹.

L'opposition est également menée par un petit groupe de militants locaux, dont Farquhar McLay et Hugh Savage², et d'intellectuels et artistes également locaux, parmi lesquels se trouvent les écrivains William McIlvanney, James Kelman et Alasdair Gray, regroupés au sein d'un collectif répondant au nom de *Workers' City*, en réaction à la partie du centre-ville qui avait été renommée *Merchant City* au début des années quatre-vingt³. Les détracteurs de l'année de la culture détournent le slogan de Glasgow 1990 « There's a lot of Glasgowing on in 1990 » en « There's a lot of con gowing on in 1990 »⁴.

Dès 1988, *Workers' City* s'oppose vigoureusement au tournant entrepreneurial entrepris par les élites dirigeantes locales travaillistes. Le collectif dénonce l'instrumentalisation de la culture au service d'une vision libérale et très mercantile du développement économique et culturel de Glasgow⁵. L'opposition aux manifestations organisées pendant l'année de la culture en 1990 rappelle une identité de la ville définie par sa culture profondément ouvrière⁶. Tout comme Kemp, le collectif *Workers' City* s'oppose à l'occultation de la tradition radicale de la ville, quand elle n'est pas tout simplement ré-écrite, dans l'histoire officielle qui est promue par la municipalité et les responsables de l'organisation de l'année de la culture à travers l'exposition « Glasgow's Glasgow »⁷.

¹ Pat Lally, *op. cit.*, pp. 92-93.

² Hugh Savage est une figure du militantisme ouvrier glaswégien.

³ James Kelman, *op. cit.*, pp. 1-2: « The name 'Workers' City' carries obvious connotations but it was chosen to directly challenge 'Merchant City', highlighting the grossness of the fallacy that Glasgow somehow exists because of the tireless efforts of a tiny patriotic coalition of fearless 18th century entrepreneurs and far-sighted politicians. These same merchants and politicians made the bulk of their personal fortunes by the simple expediency of not paying the price of labour. [...] They were slavers. »

⁴ Gerry Mooney, *op. cit.*, p. 331. Le jeu de mot initial est créé en accolant le nom de la ville et le verbe going pour donner « Glasgowing on », que l'on peut traduire par « il se passe un tas de choses à Glasgow ». Les détracteurs de l'évènement mobilisent le terme « con », c'est-à-dire « arnaque » à la place de « Glasgow », ce qui donne « on se fait bien arnaquer à Glasgow ».

⁵ Cette position est également défendue par le magazine *ArtWork* dont l'éditeur écrit dans la préface du recueil de textes publiés dans ce même magazine par le journaliste David Kemp : « The belief that economic salvation for Greater Glasgow could come through exploitation of the 'service' industries and particularly by promoting 'the arts' has been espoused with touching zeal », Bill Williams, « Foreword », in David Kemp, *op. cit.*, 1990, p. 3.

⁶ Voir William McIlvanney, « Where Greta Garbo wouldn't have been alone », in William McIlvanney, *op. cit.*, pp. 163-184 pour une évocation de l'identité de la ville. Voir également l'entretien avec Mark O'Neill en annexe.

⁷ James Kelman, « Introduction » dans Hugh Savage, *Born Up a Close. Memoirs of a Brighton Boy*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2006, pp. 9-13. L'exposition « Glasgow's Glasgow » est organisée par The Words and the Stones Ltd, une société de production éducative à but non lucratif

Workers' City critiquent également la promotion d'une image lisse et propre de la ville¹ qui est à mille lieux de la réalité de la vie dans les quartiers de logements publics, mettant ainsi en lumière le déséquilibre croissant entre le trop d'attention donné au centre-ville au détriment de la périphérie où sont relégués la majorité des Glaswégiens de condition modeste.

Workers' City publie deux recueils de textes qui rappellent la tradition ouvrière et radicale de la ville² et dénoncent l'agenda néolibéral de l'année de la culture. *Workers' City* rend également ses arguments publics à travers la publication de *The Glasgow Keelie* dont dix-neuf numéros paraissent entre avril 1990 et mai 1993³.

À travers les diverses contributions qui y sont publiées, le collectif mène campagne contre le coût de l'année de la culture, décrite comme une « obscénité »⁴. La frénésie de festivals et autres attractions valent à Glasgow le surnom de « capitale du divertissement capitaliste »⁵. Pat Lally, le maire de la ville, y est dépeint de façon récurrente comme un dirigeant autocratique : sous la plume des contributeurs, Glasgow devient « Lallygrad »⁶ et la proximité idéologique de sa gestion de la ville avec le projet politique néolibéral porté par le pouvoir central conservateur est constamment rappelée et copieusement critiquée. *The Glasgow Keelie* dénonce de façon très acide la privatisation rampante mise en place par la municipalité travailliste (gestion d'équipements culturels, logements construits par le secteur privé), qu'il accuse de façon récurrente d'être corrompue⁷, et le manque de moyens de la NHS, surnommant Glasgow « la ville malade »⁸.

Au fil des parutions, l'intérêt pour l'année de la culture s'estompe au profit de contributions contre la guerre capitaliste en Irak, ou qui traitent du scandale de l'amiante

(« educational charity ») créée pour l'occasion. Elle a fait l'objet d'une publication : Doug Clelland (ed.), *Glasgow's Glasgow*, Glasgow, The Words and the Stones, 1990.

¹ James Kelman, *op. cit.*, p. 10 : « But the PR job succeeded to the extent that Glasgow has come to be seen as the exemplar for any city wishing to purchase the title of European City of Culture. The phrase 'New Labour' was not yet in use but what happened in 1990 Glasgow was a precursor to what has taken place since. The sanitization of the radical past was to the fore of the Labour Party agenda. »

² Farquhar McLay (ed.), *Workers' City, The Real Glasgow Stands Up*, Glasgow, Clydeside Press, 1988; Farquhar McLay (ed.), *The Reckoning: Public Loss Private Gain, Glasgow*, Clydeside Press, 1990.

³ Ils sont tous archivés en ligne à l'adresse suivante : <http://keelie.strickdistro.org/> (accès le 26 mai 2012).

⁴ *The Glasgow Keelie*, juillet 1992.

⁵ *The Glasgow Keelie*, n°5, nov 1990, p. 7 : « capital of corporate entertainment ».

⁶ La couverture du n°4, daté de septembre 1990 titre « Welcome to Lallygrad ».

⁷ *The Glasgow Keelie* n°7, mars 1991; *The Glasgow Keelie*, juillet 1992 : « gangsters », « mafia ».

⁸ *The Glasgow Keelie*, n° 4 & 5 : « sick city ».

dans les chantiers navals. En avril 1992, *The Glasgow Keelie* traite des élections parlementaires qui se profilent et prend clairement position contre le gouvernement central¹. Le spectre des contributions s'élargit au nucléaire civil et militaire, à la dénonciation de la pollution industrielle de certains quartiers et de la Clyde et ses conséquences en termes de santé publique, à l'écart grandissant de revenus entre les très riches (patrons) et les gens normaux, aux régressions en termes de prestations sociales, à la désindustrialisation et aux plans sociaux qui l'accompagnent, à l'opposition au plan de fermeture de *Paddy's Market* par *Glasgow District Council*, au détricotage du service public d'éducation, à la financiarisation de la société et au système d'exploitation capitaliste. Les rappels aux actions et aux paroles des militants ouvriers du début du siècle sont très fréquents. *The Glasgow Keelie* informe sur les nombreuses réunions publiques organisées par le collectif dans lesquelles des militants prennent la parole pour s'opposer à la tentative de vente de Glasgow Green, un autre symbole extrêmement fort du passé radical de la ville, à des promoteurs immobiliers, pour rappeler le passé ouvrier et industriel de la ville, pour appeler à ne pas payer la *poll tax* et défendre la culture du peuple.

La controverse suscitée par l'organisation de l'année de la culture prend un tour particulièrement acrimonieux autour de l'affaire Elspeth King, du nom de la conservatrice du *People's Palace*². L'affaire survient lorsque le poste de conservateur d'histoire sociale des musées de la ville est confié à Mark O'Neill, plutôt qu'à Elspeth King au mépris de ses compétences et de ses nombreuses années de patient et difficile travail à la tête du *People's Palace* pour constituer et mettre en valeur une collection d'histoire sociale de la ville qui rende hommage à la tradition radicale de la ville. Pour les détracteurs de cette décision, cette mise à l'écart injuste est due aux multiples prises de position d'Elspeth King qui ne s'est pas privée de mettre bruyamment en cause la légitimité scientifique et l'organisation de l'exposition « Glasgow's Glasgow », la prodigalité de son financement quand le *People's Palace* était littéralement asphyxié financièrement, le fait que l'entrée serait payante alors

¹ « Everybody knows it. London rule is an abomination – and not just for the Scots, for the great mass of the English population as well. The colonial-type stranglehold of the “dominant partner” has to be broken. In economic as well as social, psychological and cultural terms it has been disastrous for the common people of Scotland. But it matters little whether the centre of power moves from London to Edinburgh or Brussels if the capitalist system of exploitation comes with it. »

² Cette affaire a créé grand bruit à l'époque. « Elspeth King and Michael Donnelly's only crime was their commitment to telling the real history of the Glasgow people and their refusal to distort and portray that proud history of the Glasgow working class to meet and suit the trends of P.R. and market forces » (*The Glasgow Keelie*, n°9, septembre 1991). Voir également l'entretien avec Mark O'Neill en annexe.

qu'il y a une longue tradition de gratuité des musées de la ville. Ils stigmatisent le manque de compétence et de légitimité des personnes qui sont nommées par la municipalité aux postes à responsabilité des musées de la ville. Dans la ligne de mire se trouvent donc Mark O'Neill, qui lui avait été préféré comme conservateur de l'histoire sociale de la ville, et Julian Spalding, nommé directeur (anglais) des musées de la ville en 1988 – il était alors en compétition avec Elspeth King –, ainsi que Douglas Clelland, l'organisateur de l'exposition « Glasgow's Glasgow ». Au passage, Julian Spalding est également critiqué pour ne pas avoir eu le courage d'annuler l'exposition *British Art Show 1990* organisée aux McLellan Galleries par Goldsmith's College et dans laquelle des artistes locaux tels que Peter Howson et Ken Currie ne figuraient pas, au titre qu'ils n'étaient pas assez bons¹. D'un côté, le collectif *Workers' City* organise une campagne de soutien à laquelle soixante-cinq artistes écossais s'associent. Ils signent une lettre ouverte qui critique vigoureusement la direction de l'année de la culture. D'un autre côté, la municipalité répond aux attaques des soutiens d'Elspeth King par la stigmatisation agressive de leur discours qu'elle juge ouvriériste et passéiste². Au bout du compte, cet événement cristallise surtout les oppositions irréconciliables qui naissent autour de la perception du passé de la ville, du rôle de la culture en général et de l'image que la ville doit donner à voir. C'est toute la question du monopole de la culture qui est vigoureusement dénoncée par *Workers' City* au travers de l'affaire Elspeth King. Le succès de la vision alternative concernant l'héritage culturel de la ville portée par ces derniers montre que les élites municipales dirigeantes et communicantes n'ont en effet pas compris (ou voulu comprendre) l'existence d'un fossé entre détenir et exploiter le monopole des infrastructures culturelles et détenir le monopole de la culture elle-même³.

1.3. L'héritage des grandes manifestations culturelles

Une fois exposés les arguments des opposants aux grandes manifestations, il convient de se demander quel fut l'héritage de ces dernières. L'organisation du *Garden Festival* en 1988 et de l'année de la culture en 1990 ont été deux étapes fondamentales dans la métamorphose de la ville et l'on peut admettre que cette démarche a été un franc succès

¹ David Kemp, *op. cit.*, p. 16 : « Despite the fact that it was an insult to Glasgow in general and Glasgow artists in particular (Howson, Conroy and Currie weren't 'good enough', according to the Goldsmith clique that assembled it), Julian Spalding couldn't pluck up his courage to cancel it. »

² Voir l'entretien de Mark O'Neill en annexe. Pour une version contradictoire, voir l'autobiographie de Pat Lally, *op. cit.*, pp. 61-98.

³ Eliot M. Tretter, *op. cit.*, pp. 124-129.

tant la ville est citée partout en Europe comme un modèle de régénération réussie et un exemple dont il faut s'inspirer. Glasgow fait figure de ville pionnière et, surtout, de modèle¹. Une délégation de l'OCDE en visite à Glasgow en janvier 2006 a félicité la ville pour sa capacité à attirer des entreprises majeures de la finance, pour avoir développé une industrie touristique florissante basée sur l'hébergement de conventions et l'organisation de manifestations culturelles et pour être en mesure de proposer une offre commerciale importante. L'OCDE classe Glasgow dans le premier quart des villes de taille similaires au regard des efforts employés à transformer une ville post-industrielle en une ville « adaptée à l'économie moderne »². Il faut très certainement y voir l'éloge de sa politique de régénération par les arts et la culture³ mise en place au début des années quatre-vingt.

D'une manière générale, la dynamique de festivals et de campagnes promotionnelles qui s'est développée par la suite est un héritage majeur des manifestations de 1988 et 1990. Ces dernières ont été d'abord suivies par la campagne « Glasgow Alive », lancée en 1991. Puis, d'autres événements d'envergure nationale ont été organisés à Glasgow. En 1996, ce sont les arts visuels qui sont à l'honneur⁴. En 1995 et 1999, Glasgow est ville nationale du sport⁵. En 1997, la municipalité lance la campagne « Glasgow, The Friendly City » pour faire sa promotion pendant les conventions qu'elle héberge cette année-là.⁶ La campagne était programmée pour durer jusqu'aux manifestations de Glasgow 1999 Ville Britannique d'Architecture et du Design⁷. On peut également considérer que ce dernier événement est un héritage, quoiqu'assez distant dans le temps, de ceux de 1988 et 1990. Il est en tout cas le dernier événement d'importance nationale ou internationale organisé à Glasgow avant l'organisation des Jeux du Commonwealth de 2014. La désignation en tant que Ville Britannique de l'Architecture et du Design en 1999 a été l'occasion de procéder à la

¹ Voir notamment la publication de l'OCDE : OECD, *Urban renaissance. Glasgow: Lessons for Innovation and Implementation*, Paris, OECD Publications, 2002 et celle de l'Union Européenne : European Union, *Inclusive Cities: Building local capacity for development*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2000.

² GCC, 2006, p. 18.

³ « culture-led urban regeneration ».

⁴ *Year of Visual Arts*.

⁵ *National City of Sport*.

⁶ Le SECC accueille plus de 25 000 délégués du *Rotary International* de 122 pays différents et 4 000 délégués de la *American Society of Travel Agents*.

⁷ *1999 UK City of Architecture and Design*. En 2003, Glasgow s'affiche comme la Ville Européenne du Sport. La campagne promotionnelle suivante, intitulée « Glasgow : Scotland with Style » est lancée en mars 2004. Selon le *Glasgow City Council* (2006, 12), elle a attiré 228 000 visiteurs supplémentaires à Glasgow depuis son lancement et a généré 26,5 millions de livres de recettes pour l'économie locale.

création de The Lighthouse, le centre écossais de l'Architecture, du Design et de la Ville.¹ *The Lighthouse* est la reconversion des presses et des bureaux du *Glasgow Herald*, première commande publique réalisée par Charles Rennie Mackintosh, en un espace d'exposition, avec des ressources éducatives, des bureaux, des salles de conférence et le *Mackintosh Interpretation Centre*. C'est un bâtiment symbolique car il fait le lien entre le passé de la ville et ses aspirations de modernité.

1.3.1. Le Garden Festival – 1988

À Glasgow, plus de 4,3 millions de touristes se rendent au *Garden Festival*, sur une période de cinq mois. Contrairement à ce qui s'était produit à Liverpool et Stoke, un soin tout particulier avait été apporté à la publicité de l'évènement. Le budget marketing était conséquent (£3 millions) et sa publicité avait été planifiée à l'avance avec beaucoup de soin, ce qui avait convaincu quelques grandes entreprises d'y contribuer. Plus de cent mille tickets d'entrée avaient été vendus avant l'ouverture du festival, ce qui devait générer un million de visites. Au bout du compte, le nombre d'entrées est bien supérieur à celui de Liverpool (3,4 millions) bien que le festival de Glasgow soit plus court de plusieurs semaines et que le potentiel local de visiteurs soit bien inférieur à celui de Liverpool².

L'impact du festival en termes d'image et sa pérennité sont beaucoup plus difficiles à évaluer. L'amélioration de l'image de la ville, thème récurrent, était un objectif majeur du festival. Ce dernier a permis d'attirer des visiteurs supplémentaires en Écosse et a contribué à allonger la durée du séjour d'un certain nombre de visiteurs. Il faut toutefois garder à l'esprit que l'Écosse était déjà une destination touristique à cette époque. Enfin, il est surtout difficile d'identifier, aussi bien quantitativement que qualitativement, la contribution du seul *Garden Festival*, dans un ensemble d'actions aux objectifs similaires, dans l'amélioration de l'image de la ville³.

Stimuler des investissements à long terme de la part d'investisseurs privés dans les friches industrielles est difficile et l'organisation d'un *Garden Festival* n'a pas d'impact très significatif, hormis sur le site lui-même. Globalement, l'impact du *Garden Festival* en termes

¹ Scotland's Centre for Architecture, Design and the City;
<http://www.glasgow.gov.uk/en/Visitors/TheLighthouse/> (accès le 5 septembre 2011).

² John Heeley and Mike Pearlman, *op. cit.*, p. 69.

³ Department of the Environment, Inner Cities Research Programme, *An Evaluation of Garden Festivals*, London, HMSO, 1990, pp. 56-57. «The integration into a longer term programme of city promotion made it harder to identify the specific additionality associated with the festival itself. There was a momentum in Glasgow to which the festival impact was added. » ; « There has been image building but its lasting effect and ultimate benefits cannot be assessed. »

de régénération urbaine reste donc limité, en tout cas à court terme¹. Dans ce domaine, sa contribution à long terme est également très difficile à identifier, puisque d'autres manifestations et actions de régénération urbaine ont suivi. Le contexte particulier de Glasgow a néanmoins eu un impact positif : le site du festival étant la propriété de Laing Homes au moment où la ville a été désignée pour accueillir le *Garden Festival*, *Glasgow District Council*, *Strathclyde Regional Council* et l'agence de développement écossaise avaient dû mettre à disposition de Laing Homes plusieurs sites dans Glasgow leur appartenant de façon à pouvoir utiliser Prince's Dock. Ces arrangements ont eu pour conséquence d'accélérer la conversion de ces sites qui aurait été beaucoup plus tardive dans d'autres circonstances². À Liverpool, à l'issue du Festival, le site a été repris par des promoteurs et une moitié a été convertie en zone résidentielle de luxe, alors que l'autre partie est restée à l'abandon³. Le site du *Garden Festival* de Glasgow ne connut pas un sort beaucoup plus enviable que celui de Liverpool pendant les années qui suivirent la clôture de Festival. Une des attractions du site, la Clydesdale Bank Anniversary Tower (financée par Clydesdale Bank à hauteur de 500 000 livres), une tour de 240 pieds de haut, fut ainsi démontée pour être érigée à Rhyl, au Pays de Galles. Pendant plusieurs années, le site reste à l'abandon pour finalement être choisi pour la construction du *Glasgow Science Centre* qui a été inauguré en juin 2001, soit treize ans après le festival, et du cinéma IMAX attenant, inauguré en octobre 2000. Devenu Pacific Quay, le site est aussi devenu une sorte de campus media où se trouvent le siège de la télévision écossaise STV et celui de l'antenne écossaise de la BBC, BBC Scotland. On y trouve également, quasiment à l'endroit où avait été érigée la Clydesdale Bank Anniversary Tower, la Glasgow Millenium Tower, qui fait partie du complexe du Science Centre. Les studios de la BBC n'ont été inaugurés qu'en 2007 par le Premier Ministre britannique Gordon Brown⁴. Une zone d'activité économique y est encore en développement actuellement⁵.

¹ *Ibid.*, p. 3.

² *Ibid.*, p. 2.

³ En 2006, les entreprises locales Langtree et McLean ont annoncé la restauration des jardins créés à l'occasion du Garden Festival en 1984 ainsi que la construction de 1000 nouveaux logements autour de l'emplacement du dôme qui avait été laissé à l'abandon et tombait en ruine. Le site du Garden Festival de Stoke-on-Trent est devenu une zone verte et boisée avec des bureaux et des commerces. Celui de Gateshead est maintenant un ensemble résidentiel et celui de Ebbw Vale se compose de logements, de parcs et de zones boisées.

⁴ Voir le site de l'agence publique de régénération de la Clyde pour un historique détaillé de la régénération du site de Prince's Dock :

<http://www.clydewaterfront.com/projects/interactive-map> (accès le 5 septembre 2011).

⁵ <http://www.pacific-quay.co.uk/> (accès le 5 septembre 2011).

Les bénéfices environnementaux à court terme du *Garden Festival* sont difficiles à évaluer mais l'impact visuel du festival a été jugé important en raison de son emplacement à proximité d'axes de communication majeurs¹.

Pour conclure, et malgré l'impact relativement limité du *Garden Festival* dans le domaine de la régénération urbaine et les difficultés que pose son évaluation, il convient de souligner que l'amélioration immédiate de l'environnement urbain dont il a été à l'origine a permis de prendre conscience que les bords de la Clyde possédaient un potentiel de rénovation important. De façon plus générale, il apparaît que c'est un instrument qui avait du sens parce qu'il s'inscrivait dans le projet plus large de régénération et de développement du tourisme de la ville².

1.3.2. L'année de la culture – 1990

L'évaluation commissionnée par la municipalité et menée par John Myerscough immédiatement³ après les manifestations de 1990 montre que la ville et la région en ont nettement bénéficié à tous points de vue, et notamment au niveau économique. Le titre de Ville Européenne de la Culture a clairement établi Glasgow comme une destination touristique et culturelle. Il est estimé que l'économie régionale a gagné entre 10,3 et 14,1 millions de livres grâce à l'ensemble des manifestations. L'activité de l'industrie culturelle a augmenté de 3,9% entre 1986 et 1990. Glasgow est devenue une destination touristique en 1990. Le nombre de visiteurs s'élevait à 700 000 en 1982. Il est passé à 3 millions en 1990, dont 550 000 sont directement à porter au crédit de la désignation de la ville comme Ville Européenne de la Culture car ils se sont spécialement déplacés pour assister à une manifestation culturelle dans le cadre de Glasgow 1990. 38% des visiteurs venaient de l'étranger et 71% des touristes étrangers venus à Glasgow en 1990 y venaient pour la première fois. Les manifestations de 1990 sont sans aucun doute un succès populaire. L'affluence dans les théâtres, les musées, les galeries d'art et les salles de concert a augmenté de 40% entre 1989 et 1990, passant de 4,7 millions d'entrées à 6,6 millions. Les manifestations en plein air ont enregistré 1,7 millions d'entrées.

Les manifestations ont aussi contribué à changer l'image de la ville. Ce fut le cas auprès des Anglais de Londres et du sud est de l'Angleterre. Ils étaient en effet 15% de plus

¹ Department of the Environment, Inner Cities Research Programme, op. cit., p. 58.

² « What has been apparent from a comparison between Glasgow and Liverpool and Stoke is that a garden festival may not in isolation be a powerful instrument, but a festival does provide a valuable additional instrument to be included in a regeneration strategy. »

³ John Myerscough, *op. cit.*

à penser que l'image de Glasgow évoluait positivement après les manifestations de 1990. Par la suite, pratiquement tous les habitants de Glasgow affirmaient que les manifestations de 1990 ont contribué à améliorer l'image publique de leur ville et 61% pensaient qu'elles contribuèrent à rendre la ville plus agréable à vivre¹.

L'année de la culture a été l'occasion d'investissements importants en termes d'infrastructures culturelles. 5,8 millions de livres sont investies dans les galeries McLellan. L'investissement le plus important a toutefois concerné la construction du Glasgow Royal Concert Hall, en haut de Buchanan Street, en remplacement du St Andrews Hall détruit par les flammes en 1962. Dessinée par Sir Leslie Martin, la construction de la salle a coûté 29,4 millions de livres. À ces infrastructures s'ajoute le *Scottish Exhibition and Conference Centre* (SECC), qui était déjà opérationnel avant les manifestations de 1990.

L'offre est progressivement complétée par la rénovation ou création de musées². La galerie d'art contemporain³ ouvre en 1996 et propose des œuvres d'art contemporain provenant d'artistes de Glasgow et internationaux. Elle est la deuxième galerie d'art contemporain britannique la plus visitée en dehors de Londres.

Enfin, la ville a également investi pour se doter de salles de spectacle de dimension internationale. En 1997, Glasgow inaugure le *Glasgow Auditorium*⁴, dessiné par Sir Norman Foster. Il est adjacent au SECC⁵. Sa construction a coûté 38 millions de livres. Il est (modestement) présenté comme la réponse glaswégienne à l'opéra de Sydney. Il peut accueillir 3000 spectateurs et tous types de spectacles.

Le *Tramway* est un lieu emblématique de l'année de la culture et très certainement un des rares lieux de production artistique qui reste directement associé aux manifestations de 1990. Devenu lieu de spectacle et d'exposition au cours de la période d'organisation des manifestations de 1990, c'est un endroit symbolique de l'histoire de la ville qui a vécu

¹ John Myerscough, *op. cit.*, pp. i-v.

² Le *Kelvingrove Art Gallery and Museum* est de loin le musée le plus fréquenté de Glasgow. Il a été entièrement restructuré entre 2003 et 2006 et abrite une des plus grandes collections d'art d'Europe. Il existe d'autres musées et d'autres galeries d'importance tels que le Glasgow's Museum of Transport (qui a été totalement reconstruit en bord de Clyde et a réouvert en juin 2011), *The People's Palace*, *St Mungo Museum of Religious Life and Art* et *Scotland Street School Museum* qui rend hommage à Charles Rennie Mackintosh, architecte et designer pourtant assez largement boudé par sa ville de son vivant. En juin 2011, le tout nouveau musée des transports (*Riverside Museum*) a ouvert ses portes à Glasgow Harbour. Voir l'entretien de Mark O'Neill pour une discussion sur le rôle des musées dans l'identité de la ville et Mark O'Neill, « Museums and Identity in Glasgow », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 12, n°1, 2006, pp. 29-48.

³ *Gallery of Modern Art*, située dans Merchant City.

⁴ Il est surnommé *The Armadillo*, à cause de sa forme en coquille d'argent.

⁵ Il a donc été construit sur l'ancien Queen's Dock, en face du site du *Garden Festival*.

plusieurs vies. À l'origine, c'est un dépôt de tramways construit entre 1895 et 1899 dans la partie sud de la ville. Il est alors connu sous le nom de « Coplawhill works ». Le site se compose d'un atelier, d'un hangar et d'une étable. Au début du siècle, il fallait quatre mille chevaux pour tirer les quatre cents tramways en service à Glasgow. En 1901, l'électrification du réseau conduit à l'extension du site. Au pic de son activité, la maintenance de 1 207 tramways y est assurée. Plus de 1200 tramways sont construits sur le site où pratiquement tout est fait sur place, à l'exception de la fonderie des matériaux bruts. Plus de mille ouvriers y travaillent. Pendant la Première Guerre mondiale, le bâtiment est utilisé comme bureau de recrutement par l'armée. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, une main d'œuvre principalement féminine y construit des ailes d'avion pour la *Royal Air Force* tout en continuant à assurer la maintenance de la flotte de tramways de la ville. Le 4 septembre 1962, les tramways cessent de rouler. Le bâtiment est reconverti en musée des transports, inauguré le 14 avril 1964. Il accueille les tramways qui ont été conservés ainsi que les collections hébergées jusque-là par le *Kelvingrove Art Gallery and Museum*. Dans les années quatre-vingt, le bâtiment devient trop exigu. Les collections sont transférées dans *Kelvin Hall* à la faveur de l'ouverture de SECC qui libérait *Kelvin Hall* de sa fonction d'accueil des grandes manifestations. Le musée de Coplawhill ferme ses portes le 4 janvier 1987. Devenu une coquille vide, sa démolition est programmée. Toutefois, à la fin des années quatre-vingt, au moment de la préparation de l'année de la culture, le bâtiment vacant apparaît comme le lieu idéal pour la mise en scène de la pièce de Peter Brooke « Le Mahâbhârata ». Ce dernier accepte immédiatement de monter la pièce au Tramway et les seules représentations de la pièce en Grande-Bretagne y sont jouées en 1988. En 1989, le sculpteur britannique Andy Goldsworthy y expose son projet « Snowballs in Summer ». Le potentiel du Tramway comme scène de dimension internationale est très largement exploité pendant l'année de la culture. En 1991, *The Independent* écrit que « l'héritage le plus éclatant de l'année de Capitale de la Culture à Glasgow est à l'évidence la survie du Tramway »¹.

Au cours des années quatre-vingt-dix, de jeunes auteurs et metteurs en scène et acteurs du théâtre écossais ainsi que des artistes des arts visuels, également écossais, bénéficient du soutien du Tramway où ils ont l'opportunité de présenter leurs productions dans un contexte international. Que ce soit dans le domaine des arts visuels ou de la production scénique, le *Tramway* s'établit au fil du temps comme une institution incontournable dans le soutien, le développement et la promotion d'artistes écossais. À travers le programme « Tramway's Dark Lights », le *Tramway* offre son soutien à des

¹ « The brightest legacy of Glasgow's year as City of Culture is surely the survival of 'Tramway.' »

compagnies de théâtre écossaises déjà établies telles que *Suspect Culture*, *Theatre Babel*, *Theatre Cryptic* et *Boilerhouse*. Il permet également l'éclosion de compagnies telles que *Vanishing Points* ou *12 Stars* ou d'artistes tels que Pauline Goldsmith ou Anna Krzystek. Le *Tramway* commissionne des productions et expositions dont certaines atteignent une renommée internationale ou sont primées.

En 1998, le *Tramway* bénéficie d'une subvention du *Scottish Arts Council National Lottery* pour procéder à l'amélioration de la partie théâtre et aménager des espaces d'exposition. Il réouvre ses portes en juin 2000. Depuis cette date, il accueille des ateliers et des cours, des artistes en résidence et des répétitions. Le projet de réaménagement a été primé à deux reprises en 2001. Le réaménagement permet au *Tramway* de consolider sa réputation de centre d'arts visuels de dimension internationale en accueillant des artistes internationaux majeurs, tout en assurant l'éclosion et la promotion d'artistes écossais¹.

Parmi les autres lieux de spectacle dont la rénovation et l'activité vont de pair avec la dimension culturelle de la régénération de Glasgow, nous pouvons mentionner les *City Halls* et le *Tron Theatre*² dans *Merchant City*, le théâtre de la *Mitchell Library* et *King's Theatre* dans Bath Street³.

Pour ce qui est de l'héritage culturel à long terme de Glasgow 1990⁴, il existe un décalage entre le discours des élites et le vécu des communautés artistiques pour qui les manifestations de 1990 ne sont pas le point de départ du bouillonnement culturel de la ville

¹ <http://www.tramway.org/history/> (accès le 5 septembre 2011). Cet historique repose également sur des notes prises sur des panneaux affichés à l'entrée du bâtiment lors d'une visite en juillet 2010. Des jardins cachés (« Hidden Gardens ») ont été créés derrière le bâtiment en hommage à la diversité de la nature et de l'humanité et ont été inaugurés en 2003. En 2009, la réhabilitation d'une partie du bâtiment encore en ruine a permis d'accueillir les bureaux du *Scottish Ballet*.

² Le *Tron Theatre*, situé à 63 Trongate, dans *Merchant City*, a été rénové entre 1996 et 1999 grâce à une subvention de £ 5 millions provenant du *Scottish Arts Council National Lottery Fund*, de *Strathclyde European Partnership* et de *Glasgow City Council* : <http://www.tron.co.uk/about/history/> (accès le 5 septembre 2011).

³ Le *King's Theatre* est un des plus anciens et importants théâtres en Écosse. Il a ouvert en 1904 et a accueilli la cérémonie d'ouverture de Glasgow 1990.

⁴ Il a y eu très de peu recherches conduites pour évaluer spécifiquement l'héritage à long terme des manifestations de 1990. Nous nous appuyons ici sur les travaux de Beatriz García, qui sont les seuls, à notre connaissance à avoir été entrepris dans ce domaine. Voir notamment: Beatriz García, « Urban Regeneration, Arts Programming and Major Events: Glasgow 1990, Sydney 2000 and Barcelona 2004 », *International Journal of Cultural Policy*, Vol. 10, n°1, 2004, pp. 103-116; Beatriz García, « Cultural Policy and Urban Regeneration in Western European Cities: Lessons from Experience, Prospects for the Future », *Local Economy*, Vol. 19, n°4, 2004, pp. 312-326; Beatriz García, « Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990 », *Urban Studies*, Vol. 42, n°5-6, 2005, pp. 841-868; Matthew Reason and Beatriz García, « Approaches to the newspaper: content analysis and press coverage of Glasgow's Year of Culture », *Media, Culture, Society*, Vol. 29, n°2, 2007, pp. 304-331.

dont elles affirment qu'il existait déjà bien avant¹. Selon elles, les manifestations de 1990 n'ont fait que lui donner une visibilité au niveau européen. Elles critiquent aussi vivement l'omniprésence de l'aspect marketing au détriment du développement de stratégies de création artistique². García souligne la forte divergence de point de vue entre les représentants du secteur économique et des loisirs et tous les groupes créatifs à propos de l'héritage culturel. Ces derniers estiment que le potentiel créatif de la ville n'a perduré que grâce à la vitalité des réseaux informels de la communauté artistique. Ils épinglent le manque de leadership et de soutien institutionnel dans la période post-1990, ainsi que les baisses régulières des subventions. Ils considèrent que la réorganisation des autorités locales en 1996 a entraîné un changement radical dans la politique culturelle³. Enfin, ils récusent le traitement globalement très positif véhiculé par la presse écrite en particulier⁴.

De l'analyse de 5700 articles de journaux, principalement britanniques, publiés entre 1986 et 2003, il apparaît d'abord que le discours entretenu à propos de Glasgow 1990 est très positif et qu'il met en avant trois aspects : Glasgow 1990 est un événement qui a réussi à créer une dynamique aussi bien au centre-ville que dans les quartiers périphériques et qui a intégré toutes les populations, l'image de la ville s'est transformée positivement et la campagne « Glasgow's Miles Better » fut un véritable succès⁵. Les références négatives mentionnent l'agressivité de la campagne marketing de la ville et le choix du slogan « There's a lot Glasgowing on » qui donnait une image aseptisée de la ville et s'adressait à un public anglais⁶.

Au cours de la période 1992-2003, les thèmes qui apparaissent le plus fréquemment dans les articles de presse sont l'image de la ville, l'économie et le tourisme et, dans une moindre mesure, la qualité de vie à Glasgow. L'accélération de la régénération de la ville et sa capacité à drainer un important tourisme de loisirs et d'affaires sont présentées comme les deux preuves les plus évidentes du succès à long terme de Glasgow 1990. A l'opposé, le domaine culturel (accès et participation aux manifestations culturelles, financement, infrastructures et dimension internationale de la scène culturelle à Glasgow) est l'objet

¹ Beatriz García, « Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990 », 2005, p. 860.

² *Ibid.*, p. 861.

³ *Glasgow District Council* et *Strathclyde Regional Council* ont fusionné au profit d'un seul niveau de compétence, *Glasgow City Council*, en 1996.

⁴ Beatriz García, « Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990 », 2005, pp. 856-861.

⁵ *Ibid.*, p. 854.

⁶ *Ibid.*, p. 854.

d'une couverture médiatique de moins en moins importante, ce qui tend à montrer que l'héritage à long terme des manifestations de 1990 ne se situe pas au niveau culturel. En d'autres termes, l'aspect économique a pris le dessus sur le culturel¹. Enfin, au cours de cette même période, le nombre de références négatives augmente légèrement. Les principaux reproches concernent l'attitude des élites qui sont accusées de « protectionnisme culturel » excessif et d'esprit de chapelle par des journalistes, des artistes, des entrepreneurs et des responsables d'organisations artistiques². Dans un article publié dans le *Sunday Herald* du 12 mars 2000, Kerevan remarque avec beaucoup d'acidité et de lucidité qu'aucune entreprise de classe mondiale n'a émergé de Glasgow malgré les 3 milliards de livres de subventions publiques. Selon lui, la ville est victime de sa propre propagande et il identifie trois coupables au déclin de la ville, qui n'a donc pas été enrayé : les classes moyennes qui ont quitté la ville, les planificateurs urbains (qu'il compare à Pol Pot) qui ont diminué de moitié la population de la ville (par des déplacements massifs de population dans des villes nouvelles en périphérie) et les responsables politiques qui dirigent la ville. Il déplore le manque de pluralité politique (Glasgow est traditionnellement une ville avec une très forte représentation travailliste) ainsi que l'introversion, le corporatisme, l'arrogance, l'esprit de chapelle d'élites incapables selon lui d'exister en dehors de leurs propres bases.³

Les acteurs de la production culturelle (film, télévision, musique, design) soulignent que 1990 fut une initiative qui a régénéré l'économie de la ville mais qu'elle a eu un faible impact sur la production culturelle, malgré des subventions municipales en hausse pour certaines compagnies de théâtre locales par exemple pour les aider à se préparer à l'année de la culture⁴. Selon eux, Glasgow 1990 a davantage mis l'accent sur la consommation, au détriment de la production, ce qui les amène à se poser la question de son héritage à long terme. Ils émettent donc des doutes sur la fonction de Glasgow 1990 comme catalyseur de

¹ *Ibid.*, pp. 855-856.

² *Ibid.*, p. 856.

³ George Kerevan, *Sunday Herald*, 12 mars 2000 : « Glasgow is a victim of its own propaganda. It believed it was a world-class city with a world-class economy. But in over a quarter of a century and after perhaps three billion pounds of public subsidy, not one world-beating company has emerged from the second city. [...] The culprits in Glasgow's long decline are threefold. The dispirited middle classes who fled the city. The Pol Pot planners whose social engineering halved the city's population. And one-party city government—introverted, sectional, arrogant, parochial and incapable of appealing outside its own narrow constituency. »

⁴ « Grants increase for theatre groups », *The Bulletin*, juillet 1989. Les compagnies concernées sont *Wildcat Stage Production*, *Alien Arts* et 7:84.

l'industrie culturelle de la ville et estiment que ces manifestations n'ont pas eu d'impact direct sur leur travail¹, ce qui va à l'encontre du discours officiel.

Considérant qu'il y a peu de chances qu'un autre évènement du type de Glasgow 1990 fasse mieux en terme d'impact sur la production culturelle, alors que Glasgow 1990 a été généreusement subventionné et a reçu un succès auprès du public, ils penchent pour un soutien plus direct aux artistes afin de privilégier un travail de développement de fond face à l'obsession d'un carnaval de manifestations grandioses générant peut-être une valorisation importante en terme d'image mais en complet décalage avec la réalité de la ville et de son esprit créatif².

Au niveau culturel, l'héritage de Glasgow 1990 semble donc davantage se situer en termes d'infrastructures plutôt que dans la pérennité de partenariats et de réseaux de création culturelle au delà des manifestations de 1990 qui puissent agir en dehors d'un processus évènementiel de grande ampleur orchestré par la municipalité³. L'investissement de 43 millions de livres des autorités locales pour Glasgow 1990 a permis la création ou la rénovation de structures qui permettent aujourd'hui à Glasgow d'héberger des manifestations de dimension internationale.

L'impact économique est bien plus limité, et il est largement remis en question par les acteurs de l'industrie culturelle de la ville et la recherche universitaire. Les emplois créés par Glasgow 1990 n'ont pas toujours été pérennes et il s'agissait d'emplois peu qualifiés qui ne permettaient pas d'obtenir les compétences transférables nécessaires au maintien sur le marché du travail à long terme⁴. Enfin, il est difficile de faire clairement la distinction entre ce qui relève exclusivement de Glasgow 1990 et ce qui est à mettre au crédit des autres manifestations et politiques développées pendant la décennie suivante.

¹ Beatriz García, « Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990 », *Urban Studies*, Vol. 42, n°5-6, 2005, p. 859.

² « 'an obsession' with a 'carnival of grandiose schemes' generating 'massive advertising kudos' perhaps but divorced from the reality of the city and its 'creative soul' », cité par Beatriz García, *op. cit.*, p. 860.

³ Beatriz García, « Cultural Policy and Urban Regeneration in Western European Cities: Lessons from Experience, Prospects for the Future », *Local Economy*, vol. 19, n°4, 2004, p. 319.

⁴ Beatriz García, « Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990 », *Urban Studies*, vol. 42, n°5-6, 2005, p. 861.

2. Les campagnes des locataires de logements sociaux

Après cette analyse des enjeux et des résistances induites par le recours à la culture dans le processus de régénération urbaine, les changements qui ont lieu au cours de la période conservatrice nous amènent à explorer une autre forme de contestation, celle du militantisme citoyen dans les cités de logements sociaux, et à adopter un ancrage très local. Nous nous intéresserons donc à deux quartiers en particulier, les Gorbals et Castlemilk. Il y a deux raisons à cela. Il s'agit tout d'abord d'un choix guidé par des raisons de proximité géographique qui a rendu possible de fréquentes observations. Lors de notre séjour d'une année à Glasgow, nous habitions à Cathcart, un quartier de la ville situé dans la partie sud de la ville, quasiment à équidistance des Gorbals et de Castlemilk. Nous avons eu très souvent l'occasion de nous rendre à Castlemilk pour des raisons administratives (certains services de la municipalité y sont décentralisés) ou pour fréquenter certains équipements municipaux. Les trois autres ensembles en périphérie de la ville (Easterhouse, Pollok et Drumchapel) étaient beaucoup trop éloignés pour y faire plus que des passages occasionnels. Ensuite, il faut traverser les Gorbals pour se rendre au centre-ville et, là encore, pour des raisons de proximité géographique, nous en avons fréquenté certains équipements municipaux. Dans les deux cas, il fut facile de s'y déplacer pour y rencontrer des résidents ou acteurs, passés ou présents, de la vie locale et accéder aux ressources détenues dans chacune des bibliothèques de quartier. La deuxième raison renvoie au caractère emblématique de ces deux quartiers, qui ont été au cœur des politiques de régénération urbaine à Glasgow au cours des trente dernières années. Les Gorbals est un quartier archétypal des solutions radicales de rénovation mises en œuvre à Glasgow à partir de la fin des années cinquante. Castlemilk est tout aussi archétypal des problèmes générés par la construction d'immenses cités de logements sociaux en périphérie de la ville. Sans pour autant se prévaloir de l'exclusivité de l'expression citoyenne locale à Glasgow, l'un et l'autre présentent un terrain favorable et constituent un objet d'étude significatif. Si l'on considère par exemple l'épisode des campagnes contre l'humidité des logements sociaux qui ont eu lieu à Glasgow à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, il apparaît que, dans le sud de la ville, les campagnes les plus significatives ont lieu à Castlemilk et dans les Gorbals¹. L'étude des Gorbals se situe dans la continuité de l'exercice

¹ Entretien avec Barry Watson, 27 octobre 2011. On peut ajouter à la liste Toryglen, un quartier de logements sociaux très proche de Govanhill, et à peu près à équidistance de Castlemilk et des Gorbals. Il n'y a d'ailleurs pas eu une seule campagne contre l'humidité dans les logements sociaux à Glasgow mais une multitude de campagnes menées séparément en fonction des quartiers.

de démythification conduit dans le troisième chapitre de notre travail. Par ailleurs, l'étude de la régénération du quartier ne peut se faire sans l'étude de celle de Castlemilk puisqu'une grande partie des résidents des Gorbals y a été relogée. De façon quelque peu schématique, on pourrait ainsi considérer qu'une partie de l'histoire des Gorbals s'est poursuivie à Castlemilk. Avant d'exposer les formes d'organisation militante locale, nous commencerons par mettre en lumière les traits saillants de la régénération de chaque quartier, afin de comprendre le contexte dans lequel ont germé les campagnes des locataires de logements sociaux.

2.1. La métamorphose des Gorbals

2.1.1. De Gorbals Cross à Queen Elizabeth Square et Crown Street : la transformation du quartier

À la fin des années cinquante, il ne reste pratiquement plus rien des Gorbals d'avant-guerre¹. Le quartier se caractérisait par un tissu extrêmement dense de *tenements* très majoritairement constitués de logements insalubres et surpeuplés d'une ou deux pièces, de commerces, de pubs et d'usines, ateliers et entrepôts. Il subit un puissant et radical mouvement de destruction-reconstruction à partir de la fin des années cinquante. Cet épisode est désigné par un groupe de résidents locaux par le terme « Gorbals Clearances », explicitement évocateur du large mouvement d'éviction des petits paysans dans les Highlands au dix-neuvième siècle.

Dès 1953, les architectes de la municipalité proposent un plan de rénovation du quartier. Il est prévu que l'ensemble soit complètement rasé pour permettre la construction de tours d'habitation. Les Gorbals sont divisés en trois secteurs qui doivent être redéveloppés séparément. Ces secteurs constituent en fait trois *Comprehensive Development Areas* (CDA) : *Hutchesontown – Part Gorbals* (partie centrale du quartier) qui est publiée en 1956 et approuvée par le Ministre pour l'Écosse en 1957, *Laurieston – Gorbals* (à l'ouest), approuvé en 1966 et *Oatlands* (à l'est, qui resta à l'état de projet).

Dans la *CDA Hutchesontown – Part Gorbals*, les vieux *tenements* insalubres, dans les cours desquels ont été construits toutes sortes d'ateliers tout aussi insalubres et souvent dangereux, doivent disparaître au profit de tours ou de barres d'habitation de vingt ou vingt-quatre étages ou d'immeubles de trois à sept étages dans lesquels les appartements

¹ Voir l'article de Rosemary Long, « Close-knit », (*Evening Times*, 7 mars 1987) consacré au récit d'Ellen McAllister sur sa vie dans les Gorbals.

sont accessibles par des coursives extérieures. Les barres de vingt étages de Queen Elizabeth Square, dessinées par l'architecte Sir Basil Spence, doivent constituer le cœur du nouveau quartier, qui est divisé en cinq zones de rénovation¹. Les travaux durent plus de quinze ans. Les travaux de la première zone sont achevés en 1958, ceux de la dernière en 1974.

La radicalité et l'ambition des propositions des architectes sont accueillies avec enthousiasme par la municipalité et la profession. La Reine Elisabeth vient y poser la première pierre et donne son nom au projet. Si les premiers habitants des nouveaux immeubles apprécient au début l'intérieur des appartements, les salles de bain et la vue, la période de grâce est de courte durée. Les critiques se font rapidement entendre. Les coursives et les piliers de béton qui les supportent sont sombres et balayés par les vents. Ils constituent un substitut inadéquat aux anciennes rues larges et ouvertes caractéristiques des rangées de *tenements*. Cela n'empêche pas les travaux de se poursuivre. En 1964, 16 000 personnes ont été relogées sur les 27 000 que comprenait le quartier au début des travaux de rénovation. L'intérêt de la nouveauté décroît pourtant, de même que l'intérêt pour la finition des nouvelles constructions et leur entretien. La dernière tranche, la zone E, est inaugurée par la Reine en 1972, mais ne sera jamais complètement terminée².

Les caractéristiques de la *CDA Laurieston-Gorbals* imposent aussi des destructions à grande échelle. Le relogement des populations en périphérie a vidé le quartier de moitié et accéléré la démolition des *tenements* dont il est dit qu'ils sont en fin de vie. Comme ailleurs, la surpopulation était la règle et la subdivision des grands logements initialement construits a entraîné la dégradation des *tenements*. Il faut également tenir compte du projet de construction du périphérique³, qui doit traverser le quartier, et qui va légitimer la destruction de *tenements* de qualité autour de Abbotsford Place. La rénovation de ce secteur se fait en quatre zones⁴. Comme dans la *CDA Hutchesontown – Part Gorbals*, elle se concrétise par la construction de grandes tours d'habitation. Au total, quatre tours de 24 étages sont construites entre 1973 et 1976⁵, soit 1 104 appartements. Des immeubles de quatre étages complètent la rénovation. Gorbals Cross, le centre focal du quartier, lieu d'échanges et d'interaction sociale, a complètement disparu pour devenir le carrefour de

¹ Zones A à E.

² Ronald Smith, *op. cit.*, pp. 15-30.

³ « Inner Ring Road ».

⁴ Area 1A (Stirlingfauld Place), Area 1B (Wellcroft Place/ Cavendish Place), Area 2A (Eglinton Court) et Area 2B (Norfolk Court).

⁵ Celles construites en 1976 seront parmi les dernières tours d'habitation construites en Écosse.

deux axes de circulation majeurs. De nombreux bâtiments listés ou remarquables sont rasés¹. Les *tenements* de Queen's Park Terrace dessinés par l'architecte renommé Alexander « Greek » Thompson sont démolis en 1980. Au début des années quatre-vingt, la rénovation est complétée par la construction par la *Scottish Special Housing Association* de maisons jumelées avec des jardins².

Le projet de CDA pour Oatlands fut préparé mais néanmoins jamais mis en œuvre. Cinq rues de *tenements* sont démolies dans les années soixante-dix. À la même époque, la municipalité rénove les *tenements* qui ne sont pas rasés. Ils seront toutefois démolis en 1998³.

Au bout du compte, l'entreprise de rénovation a complètement transformé le quartier. Elle s'avère désastreuse. Au milieu des années quatre-vingt, le plan local des Gorbals⁴ fait état d'un quartier dont l'environnement est très largement répulsif, malgré sa proximité avec le centre-ville, qui reste son seul véritable atout. La population du quartier est passée de 50 000 en 1951 à 12 000 en 1984. Sur les 6 173 logements que compte le quartier, 98,8% sont des logements sociaux, propriété de la municipalité ou de la *Scottish Special Housing Association*. 99,5% des logements sont des appartements, pour la plupart dans des tours d'habitation. Plus d'un foyer sur deux vit dans un appartement situé à plus de quatre étages du rez-de-chaussée. Plus de la moitié des appartements sont des trois pièces. Le nombre d'appartements d'une ou deux pièces est insuffisant au regard des besoins et il y a pratiquement pas d'appartements de taille familiale. Un nombre de foyers supérieur à la moyenne de la ville continue à vivre dans des conditions de surpopulation et le nombre de logements vides est supérieur à la moyenne municipale, signe évident que le quartier n'est pas attractif. Plus que tout le reste, c'est surtout la qualité de la construction qui pose problème. Les 759 logements de la zone E de la *CDA Hutchesontown-Part Gorbals*, souffrent de très sévères problèmes d'humidité due aux infiltrations et à la condensation⁵. Les barres d'habitation de Queen Elizabeth Square se dégradent également rapidement et deviennent très impopulaires auprès des locataires. Les habitants du quartier surnomment l'endroit « Alcatraz ». Le coût de leur rénovation est prohibitif. La municipalité décide donc de les

¹ En tout, ce sont 27 bâtiments remarquables qui sont démolis, dont John Knox Parish Church de Carlton Place, les bains publics, la façade du Citizen Theatre et St Ninian's Wynd Church.

² Ronald Smith, *op. cit.*, pp. 31-39.

³ *Ibid.*, p. 39.

⁴ Glasgow District Council, *Gorbals Local Plan – Issues document*, Glasgow, Glasgow District Council Planning Department, 1984. Document consulté à la bibliothèque de quartier des Gorbals, le 9 février 2010. Ce document de quinze pages résume les principaux résultats d'une enquête menée au milieu des années 1980 et présente une synthèse des problèmes identifiés.

⁵ Ce sont les « Dampies » de « Hutchie E ». Nous développerons ce point en détail plus loin.

démolir, ce qui est fait en 1993, soit à peine vingt-cinq ans après leur achèvement. Au cours de la régénération de cette zone, les rues reprennent symboliquement leurs anciens noms, comme pour oublier cette tentative malheureuse de rénovation du quartier¹.

De manière générale, le plan local insiste sur l'absence d'identité et le manque d'attractivité du quartier, la détérioration des logements, y compris les plus récents, le vandalisme, les difficultés d'accès, un environnement très dégradé. Plus de mille² petits commerces avaient été détruits et remplacés par un centre commercial central (Cumberland Arcade/ Queen Elizabeth Square) et un autre à Oatlands, dans la partie est du quartier. En raison du déclin du quartier, de la proximité du centre-ville et du dynamisme des quartiers environnants (notamment Victoria Road et Govanhill), trente emplacements commerciaux sont vacants dans le centre commercial de Queen Elizabeth Square au milieu des années quatre-vingt. Le quartier est également traversé par des axes de circulation majeurs qui convergent vers le centre-ville, dont la circulation est intense, et qui posent des problèmes de sécurité et d'engorgement. Le patrimoine architectural du quartier a été en grande partie détruit au cours des opérations de rénovation des décennies précédentes. Ce qui n'a pas été détruit se dégrade rapidement par manque d'entretien. Il se pose ainsi la question de la reconversion de l'église dessinée par Alexander Greek Thompson, *Caledonia Road Church*³. Une proportion non négligeable du quartier est composée de terrains vagues (10% de la superficie totale) dont l'existence est un frein évident à l'attractivité du quartier. Le déclin du quartier entraîne une baisse continue de la population. Il n'y a plus que 10 000 habitants dans les Gorbals au milieu des années quatre-vingt. Le seul établissement scolaire du secondaire du quartier ferme en 1984 après à peine vingt ans de fonctionnement.

Les défauts de structure des tours et des immeubles construits pendant le programme de rénovation de la *CDA Hutchesontown – Part Gorbals* depuis la fin des années cinquante et au cours des années soixante et soixante-dix conduisent à un inévitable constat d'échec et posent la question d'une régénération mise en œuvre à travers des réalisations moins novatrices et moins radicales que par le passé mais plus appropriées aux besoins, aux aspirations et au bien-être de la population du quartier. Le projet de redéveloppement de Crown Street, qui voit le jour au début des années quatre-vingt-dix en lieu et place des fameux 759 logements humides inhabitables de « Hutchie E », revêt en ce sens une

¹ Entretien avec James Mutter, 20 juillet 2010. James Mutter a été conseiller municipal travailliste représentant le quartier des Gorbals entre 1984 et 2007.

² 1 069 pour être exact.

³ Quelque 25 ans plus tard, l'église attend toujours une reconversion.

dimension symbolique forte traduite dans la notion de « réinvention » du traditionnel *tenement*¹ qui lui est associée. La rénovation de cette petite partie des Gorbals marque ainsi le retour à la création de rues traditionnelles et d'espaces ouverts clairement délimités, en remplacement des villages verticaux de la période précédente. Elle s'articule autour de cinq grandes lignes : la création d'un espace urbain vivable, la réinvention du *tenement*, le renversement de la hiérarchie des voies de circulation et la réintroduction des rues commerçantes et la redéfinition de l'aménagement du quartier avec la création de voies de communication avec les communautés environnantes². Il est indéniable que le résultat est, du point de vue de l'aménagement et de l'organisation de l'espace, une réussite, bien qu'elle n'ait pas conduit à la réalisation d'autres projets identiques. C'est effectivement le seul programme de rénovation conduit dans le cœur des Gorbals au cours des années quatre-vingt-dix³. Depuis 2005 toutefois, le quartier d'Oatlands, qui se situe dans la partie est des Gorbals, est en cours de rénovation, avec la construction d'environ 1 300 appartements neufs⁴.

La dimension symbolique du projet de rénovation de Crown Street va bien au-delà des considérations urbanistiques ou architecturales évoquées plus haut, même si ces dernières sont évidemment essentielles pour les résidents. Le projet s'inscrit dans les grandes lignes de la gouvernance urbaine développée en Grande-Bretagne, et déjà bien mise en place à Glasgow depuis le début des années 1980, qui veut que les efforts doivent se concentrer sur le centre-ville, zone de plus fort potentiel économique, et que ces efforts, par un effet de « ruissellement », permettront une amélioration de la situation économique et sociale en périphérie⁵. Cette partie des Gorbals étant en effet située aux portes du centre-

¹ Michelle Thompson-Fawcett, « Reinventing the Tenement: Transformation of Crown Street in the Gorbals, Glasgow », *Journal of Urban Design*, Vol. 9, n°2, 2004, pp. 186-190.

² *Ibid.*, p. 187. Voir *ibid.*, pp. 188-191 pour une présentation détaillée de chacune de ces grandes lignes.

³ On peut toutefois noter la construction d'un agréable complexe piscine-centre sportif, inauguré en 2000, et la reconversion de l'établissement scolaire Adelphi en un centre associatif et d'activité économique. L'agence de régénération urbaine du sud est de la ville (GSERA) y a ses bureaux.

⁴ Oatlands était autrefois un quartier de *tenements* de quatre étages construits à la fin du dix-neuvième siècle. Ils ont tous été rasés au cours des années soixante et soixante-dix. Il était traversé par Rutherglen Road, une des artères principales du sud de la ville. Voir le projet en détail à l'adresse suivante :

http://www.glasgow.gov.uk/en/Business/Planning_Development/Oatlands/ (accès le 31 mai 2012).

⁵ Lorsque les immeubles de « Hutchie E » sont devenus libres de leurs occupants au début des années 1980, il s'était posé la question du devenir de l'endroit. Deux visions opposées se sont développées autour de leur inéluctable démolition. D'un côté, la position pragmatique amenait à prendre en compte la rentabilité financière potentielle du terrain et des immeubles si l'ensemble

ville, le projet avait pour objectif de rehausser l'image du centre de la ville, invitant au développement économique, avec l'espoir que les retombées positives profiteraient progressivement à la périphérie. En conséquence, le projet a bénéficié de ressources et d'une publicité importantes¹ et n'a pas échappé à la gentrification. James Mutter, qui en tant que conseil municipal représentant les Gorbals, a participé au projet de rénovation de Crown Street², remarque que le projet avait pour objectif la construction de logements privés, en locatif ou en accession à la propriété, et de logements sociaux. La proportion est actuellement de 75% de logements privés et 25% de logements sociaux. James Mutter souligne le succès du projet et note que la valeur des biens immobiliers est aujourd'hui élevée (entre £200 000 et £250 000 pour un appartement familial), ce qui signifie bien que les personnes originaires des Gorbals n'ont pas les moyens de s'y acheter un logement et que les nouveaux propriétaires sont venus de l'extérieur du quartier avec un pouvoir d'achat certain³. Les constructions des années soixante et soixante-dix qui restent encore debout ont été l'objet de suffisamment peu d'entretien pour aujourd'hui légitimer le discours d'obsolescence et ne laisser entrevoir d'autre solution que la démolition, dont nous avons pu constater qu'elle est effectivement en cours pour certaines d'entre elles. La rentabilité financière des terrains sur lesquels elles se situent est proche de son maximum. Comme lors du projet de rénovation de Crown Street, les locataires actuels de ces logements sociaux n'auront pas les moyens de se reloger dans les nouveaux développements qui, de toute façon, ne s'adressent pas à eux⁴.

était cédé à un promoteur privé. D'un autre côté, une position plus traditionnelle et politique soutint la démolition de l'ensemble, quitte à le laisser inoccupé à l'état de friche pendant des années, plutôt que de laisser tomber aux mains du secteur privé. La position des premiers fut considérée comme une trahison d'un principe politique par les seconds, qui apparaissaient alors prêts à accepter un désastre économique et urbanistique pour une question de principe (Voir Thomas A. Markus, *op. cit.*, pp. 161-162).

¹ Michelle Thompson-Fawcett, *op. cit.*, pp. 182-185 : « The Crown Street project is a consummate example of this recent private-public endeavour, which has been focused on Glasgow's inner city. Fundamentally, it is aimed at enhancing the image of the central area and inviting economic development, with positive trickle-down effects anticipated. It is a small scheme within the much larger, still disadvantaged district of the Gorbals. However, it is a project which the Council and its partners quite deliberately set apart to be amply resourced and prominently publicized as a showpiece of inner city Glasgow quality and innovation. » (p. 183) « Arguably the most significant expectation of the project was its role as a showpiece and nourisher of Glasgow's determined strides forward. Given the prominent location of the site adjoining a main thoroughfare across the Clyde, and within very close proximity to downtown Glasgow, it was ideally suited to high-profile attention from the instigators' perspective. » (p. 185)

² C'est le plus important projet de rénovation récent des Gorbals. Les études ont débuté en 1991 et les premières constructions ont débuté en 1994.

³ Entretien du 20 juillet 2010.

⁴ Friend of Zanetti, « Constructing Neoliberal Glasgow: The Privatisation of Space », *Variant*, n°25,

2.1.2. Les campagnes militantes

Si l'ensemble du quartier est critiqué pour la mauvaise qualité des constructions et l'inadéquation des espaces publics aux besoins et aux modes de vie de la population, les immeubles construits dans la zone E de la *CDA Hutchesontown – Part Gorbals*, « Hutchie E », se démarquent par l'ampleur et la nature des problèmes auxquels sont confrontés leurs locataires. C'est de loin la zone des Gorbals qui pose le plus de problèmes. Cette zone du quartier fut rénovée entre 1969 et 1973 et comprenait deux tours d'habitation de vingt-quatre étages et douze immeubles de sept étages reliés par des coursives extérieures. L'ensemble comprenait 1 143 appartements¹. Les premiers locataires prirent possession de leur appartement fin 1971. Les premières plaintes concernant l'humidité furent déposées dès décembre 1971. En décembre 1976, il fut procédé au relogement du premier locataire. En 1980, après une longue grève des loyers des locataires, la municipalité accepta de tous les reloger. En 1982, l'ensemble des 759 appartements était inoccupé. En octobre 1984, la municipalité accepta de démolir les bâtiments, après avoir considéré toutes les options envisageables. Les travaux de démolition ne furent toutefois engagés qu'en novembre 1987.

Les immeubles avaient été construits à l'aide de panneaux de béton préfabriqués selon un système développé par une entreprise française et appelé tracoba, qui avait été utilisé pour construire des immeubles d'habitation en Angleterre, en France et en Algérie. La conception des bâtiments et le système de fabrication n'étaient pas appropriés au climat écossais frais et humide². En conséquence, les immeubles furent très rapidement sujets aux infiltrations et à la condensation. L'isolation et les mécanismes de ventilation étaient inadéquats. Il y avait de la condensation dans 70% des appartements, dans des proportions bien supérieures à ce qui est tolérable dans un logement sain. La haute densité des panneaux de béton rendait les appartements difficiles à chauffer. Les panneaux de béton contenaient bien une mince couche d'isolant, mais pas sur les bords, afin de permettre leur assemblage, ce qui générait des ponts thermiques et rendait le chauffage des appartements encore plus difficile. La condensation provoquait l'apparition de moisissures qui abîmaient les meubles et les vêtements et tachaient ou décollaient le papier peint. Les moquettes pourrissaient. Il se dégageait également une odeur désagréable de ces appartements.

2006, p. 20.

¹ 759 appartements dans les immeubles de sept étages et 384 appartements dans les tours de 24 étages.

² Ils souffraient d'une isolation insuffisante et d'un manque d'étanchéité aux joints entre les panneaux préfabriqués.

L'humidité avait des conséquences évidentes sur la santé physique et mentale des locataires, qui ont très vite eu l'impression de s'être fait roulés¹. En d'autres termes, les taudis des vieux Gorbals avaient été remplacés par des taudis modernes².

La campagne des locataires de « Hutchie E » débute en 1975³. Pendant les deux premières années, toute la difficulté des locataires est de démontrer à la municipalité que la condensation est le résultat de problèmes de conception et de construction des immeubles. De son côté, la municipalité fait tout pour ne pas endosser la responsabilité de la situation et rendre les locataires responsables de la condensation dans leurs logements en stigmatisant des modes de vie inappropriés, tels qu'une respiration trop intense (*sic*). Cela l'amènera par exemple à conseiller aux locataires d'ouvrir leurs fenêtres et de monter le chauffage. La position de la municipalité qui met en cause le comportement des occupants des appartements humides plutôt que les défauts de structure est féroce dénoncée par Liz Lochhead dans un poème intitulé « Con-densation ». Elle y accuse le gouvernement, dans sa vision de la distribution de la richesse, de vouloir revenir aux valeurs victoriennes et aux normes sanitaires de l'époque de Dickens⁴.

En novembre 1975, la municipalité finance un véhicule itinérant qui fait le tour de la ville pour conseiller les locataires face aux problèmes d'humidité. L'objectif est de faire de la prévention, tout en insistant sur la responsabilité personnelle de chaque locataire. Dans les Gorbals, le véhicule est accueilli par une manifestation qui attire la presse, la télévision et la radio. Pendant les années 1972, 1973 et 1974, le nombre de plaintes ne cesse de croître. Certains locataires commencent à planifier une action collective et le journal de la communauté, *The View*, se fait l'écho des problèmes d'humidité. En avril 1975, un premier locataire décide de se lancer dans une grève des loyers, ce qui lui vaut une menace d'éviction, qui n'aura pas lieu, et l'intérêt de la presse nationale. Deux réunions publiques sont organisées en mai et octobre 1975 par les deux associations locales de locataires : *Hutchesontown Tenants Association* et *Laurieston Tenants Association*⁵. Elles attirent

¹ La municipalité leur avait en effet promis de meilleures conditions de vie avec la construction de nouveaux logements en compensation de la destruction de leur environnement traditionnel.

² Richard Bryant, *The Dampness Monster. A Report of the Gorbals Anti-Dampness Campaign*, Edinburgh, Scottish Council of Social Service, 1979, pp. 5-11.

³ « Gorbals Anti-Dampness Campaign ».

⁴ Liz Lochhead, « Con-densation », in *Bagpipe Muzak*, London, Penguin, 1991, pp. 16-17.

⁵ Ces deux associations de locataires ne sont que deux parmi d'autres. James Mutter rappelle l'existence d'une quinzaine d'associations de locataires dans les Gorbals dans les années 1980. Selon ce dernier, les questions de pouvoir et d'influence rendaient toute tentative d'organisation très difficile.

respectivement cent vingt et cent cinquante locataires. La municipalité ne s'y fait pas représenter. Lors de la première réunion, les locataires décident d'envoyer une délégation à la mairie. Cette délégation s'y rend avec une pétition, le rapport d'un spécialiste du bâtiment, des coupures de journaux et de nombreuses photographies. Aucune mesure n'est prise¹. La deuxième réunion lance la campagne de façon officielle avec la création d'un comité d'organisation. Les locataires décident d'intenter une action en justice. La télévision se met à couvrir la campagne. En 1976, la grève des loyers prend de l'ampleur. En avril, juin et octobre, trois locataires sont poursuivis pour loyers impayés mais la municipalité ne va pas jusqu'au bout de la procédure. Il apparaît alors qu'elle ne poursuivra pas les locataires qui refusent de payer leur loyer. En novembre, plus de six cent locataires assistent à une réunion publique. Tous les élus locaux, y compris le député de la circonscription, sont présents. La presse télévisée couvre l'évènement. En revanche, aucun responsable de la municipalité n'y assiste. Les points principaux abordés sont la possibilité d'un relogement, l'indemnisation pour les préjudices subis, l'arrêt de la mise en location des appartements humides, le gel des loyers et le démarrage immédiat d'une enquête sur les conséquences de l'humidité sur la santé. Vu le nombre de locataires qui assistent à la réunion, les élus présents n'ont d'autre choix que d'apporter leur soutien au mouvement de protestation et de reconnaître que les logements sont inhabitables.

Le ministre du logement se rend sur les lieux le 20 décembre 1976 et un premier locataire est relogé. La municipalité prend également la décision de ne plus louer les appartements humides après que leurs locataires ont été relogés. En mai 1977, *Glasgow District Council* annonce un programme de travaux d'amélioration après qu'un rapport de l'agence nationale du bâtiment² confirme que ce ne sont pas les modes de vie des locataires qui sont à l'origine de l'humidité des appartements mais les défauts de construction. Le 1^{er} mai 1977, près de 1 000 locataires se réunissent au *Citizens theatre*. Ce large soutien populaire est essentiel pour la crédibilité du mouvement et sa pérennité. Avant le début de la réunion publique, une mise en scène organisée par des bénévoles met les personnages de « M. Moisissure » et du « Monstre Humidité » aux prises avec le personnage de « M. Anti-Humidité ». Ce dernier terrasse les deux premiers personnages cités. Les revendications des locataires sont au nombre de huit. Ils demandent :

¹ L'hypothèse des participants à la campagne est que la municipalité n'a pas agi pour ne pas créer de précédent sur lequel d'autres locataires dans d'autres quartiers de la ville auraient pu s'appuyer.

² *National Building Agency* (NBA). Aux yeux des membres de la campagne, le rapport ne rend toutefois pas assez compte de l'ampleur du problème et sous-évalue le nombre de logements touchés par l'humidité.

- 1) la création d'une enquête parlementaire,
- 2) le relogement immédiat des locataires logés dans des appartements humides dans un quartier de leur choix,
- 3) la mise en place immédiate des préconisations issues du rapport de l'agence nationale du bâtiment,
- 4) une baisse du prix du loyer pour les locataires de logements humides,
- 5) la création d'un bureau local du logement pour prendre en charge les demandes de relogement et les plaintes liées à l'humidité,
- 6) un audit par l'agence nationale du bâtiment de tous les autres problèmes de logement et environnementaux du quartier,
- 7) la mise en application effective de la décision prise par la municipalité de ne plus proposer à la location les logements humides,
- 8) l'indemnisation complète pour les dommages causés aux biens et aux personnes.

En juillet 1977, le ministre du logement se déplace pour la deuxième fois et, en septembre de la même année, la municipalité fait une offre d'indemnisation. En 1978, les relogements se poursuivent. À la fin de l'année, deux cent cinquante locataires sont relogés et une centaine d'autres sont considérés éligibles à un relogement. Les immeubles se vident et deviennent l'objet d'actes de vandalisme. Les locataires qui n'ont pas été relogés vivent donc dans un environnement qui se dégrade très vite. En mars 1978, la municipalité propose £100 et un remboursement d'un tiers de la somme totale des loyers encaissés depuis la première plainte pour humidité en guise d'indemnisation. Une majorité des locataires refusent. En novembre, *Glasgow District Council* propose la somme de £150. Un programme expérimental de travaux d'amélioration est conduit dans quelques appartements. Le rapport rédigé par l'agence nationale du bâtiment et rendu public au début de l'année 1979 affirme que les travaux ont permis une réduction significative de la condensation dans les appartements concernés mais continue à attribuer une importance significative au mode de vie des locataires et aux facteurs météorologiques dans l'existence de condensation dans les appartements. Le rapport chiffre à £2 millions le coût des travaux d'amélioration et recommande un travail d'amélioration global, dont le coût serait à ajouter, pour rendre les conditions de vie plus acceptables¹. En septembre 1980, la municipalité

¹ L'ensemble de ce développement emprunte au récit très détaillé de Richard Bryant, *The Dampness Monster. A Report of the Gorbals Anti-Dampness Campaign*, Edinburgh, Scottish Council of Social

accepte finalement de reloger les derniers locataires. En octobre 1984, elle prend la décision de démolir les immeubles de sept étages mais il faut attendre novembre 1987 pour que la démolition ait lieu¹.

La campagne contre l'humidité dans les Gorbals a duré cinq ans et a principalement impliqué les locataires des immeubles de sept étages². Elle a reposé sur les épaules d'une trentaine ou quarantaine de locataires très actifs et militants dont l'engagement était quotidien. À quelques exceptions près, aucun d'entre eux n'avait d'expérience préalable d'engagement politique et citoyen. Ils ont été aidés par un groupe d'une centaine d'autres locataires dont l'engagement était plus ponctuel et concernait notamment la distribution de tracts ou la collecte d'argent. Pendant les deux premières années, elle fut coordonnée par un comité d'organisation de trois personnes (un président, un secrétaire et un trésorier) qui s'étoffait de six personnes supplémentaires lorsque les relogements débutèrent et commencèrent à affecter l'organisation de la campagne. Les actions principales prirent la forme de réunions hebdomadaires tenues par le comité d'organisation et couplées à des réunions de travail élargies³ bi-mensuelles destinées à rendre compte des progrès de la campagne, recevoir les plaintes des locataires liées à l'humidité et l'argent issu des actions de financement, organiser dans le détail les événements à venir tels que les réunions publiques ou les actions de financement cruciales pour la vie de la campagne, planifier la communication ou encore organiser la collecte d'informations nécessaires pour argumenter face à la municipalité et informer les locataires. Ces derniers étaient informés des progrès de la campagne par l'intermédiaire du journal local, de brochures ou de lettres d'information ponctuelles. Enfin, les réunions publiques étaient organisées pour agir comme moyen de pression sur le pouvoir politique en donnant un lieu d'expression visible et organisé à l'opinion publique locale⁴.

Pour conclure l'exposé de cette campagne militante, il est important de signaler que les femmes y ont joué un rôle important, en devenant même l'épine dorsale de par leur activité et leur présence régulière aux réunions publiques. Le parallèle avec le rôle fondamental qu'elles avaient joué lors des grèves des loyers de 1915 est évident. De même qu'en 1915, la grève des loyers fut un levier essentiel de la campagne contre l'humidité dans

Service, 1979, pp. 1-47.

¹ Ronald Smith, *op. cit.*, p. 41.

² La nature même des tours d'habitation rend la communication entre locataires beaucoup plus difficile et semble avoir été un frein à la participation de leurs habitants à la campagne.

³ « Dampness Clinic/ Surgery »

⁴ Richard Bryant, *op. cit.*, pp. 47-53.

les Gorbals dans la création d'un rapport de force avec la municipalité. Nous avons vu qu'elle débute par une initiative personnelle en avril 1975 et qu'elle prend progressivement de l'ampleur à partir du moment où il apparaît que la municipalité ne fera pas aboutir les menaces d'expulsion. En 1977-1978, plus de deux cent cinquante locataires participent à la grève des loyers. Une famille reste gréviste pendant plus de deux ans et demi. De nombreuses familles refusent de payer leur loyer pendant plus d'un an. Cette grève de longue haleine, qui est une façon de contribuer à la campagne, en conforte les revendications en constituant un rappel quotidien que l'humidité est un problème sérieux. Le combat moral et politique victorieux contre les évictions des locataires grévistes est également une puissante source de motivation et contribue à la dynamique de la campagne. Lorsque le processus de relogement débute, la municipalité prend la décision de traiter sur un pied d'égalité tous les locataires, y compris ceux qui avaient participé à la grève des loyers, ce qui montre bien à la fois l'influence et la légitimité de la grève des loyers comme moyen d'action dans la campagne contre l'humidité des logements des Gorbals¹.

À la fin du mois d'août 1982, une campagne intitulée « Stop the Sale Campaign » est initiée par des militants de la campagne contre l'humidité et s'inscrit dans la continuité de celle menée au cours des années précédentes. Son objectif est d'empêcher la municipalité de vendre les 759 logements de *Hutchesontown E* à des promoteurs privés. L'annonce par la municipalité de sa volonté de vendre ces logements avait été faite quelques jours plus tôt, le 12 août 1982, par le président de la commission municipale du logement, John Kernaghan. La campagne « Stop the Sale » propose la destruction des logements par la municipalité et la reconstruction de logements sociaux après consultation de la population locale afin de définir ses besoins².

Quatre ans plus tard, une autre campagne est lancée pour s'opposer à la volonté de la municipalité de construire une autoroute qui doit traverser les Gorbals. Elle se concrétise par une exposition organisée par *Gorbals Group '86* et intitulée « Motorway Madness still exists in Gorbals ». L'autoroute qui devait traverser le quartier ne sera finalement jamais

¹ *Ibid.*, pp. 65-66.

² « For the past seven years the Gorbals Anti-Dampness Campaign has fought to win rehousing and adequate compensation for the tenants unfortunate enough to live in dampness-ridden houses in Hutchesontown 'E'. The campaign did not fight to have the scheme cleared so that the Council could promptly hive it off to private enterprise. We have therefore felt it necessary to set up the 'Stop the Sale Campaign' to prevent the proposed privatisation. As an alternative to the Council's plans, we propose demolition of the scheme by the Council's Direct Labour Organisation and its replacement by decent council housing, after full consultation by the District Council with local community groups to ascertain the needs of the area. » Tract distribué en août 1982, consulté à la bibliothèque de quartier des Gorbals le 9 février 2010.

construite. La décision d'en déplacer le tracé vers le sud est prise en 1988 mais ce tronçon n'a été mis en service qu'en juin 2011 après plus d'un an de travaux. Il traverse donc le sud de la ville et fut en partie construit sur des friches industrielles situées entre les Gorbals et Govanhill, le quartier immédiatement au sud des Gorbals.

2.2. Vivre à Castlemilk dans « un désert de fenêtres »¹

2.2.1. L'origine de Castlemilk

Castlemilk fut, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, un vaste domaine rattaché à la paroisse de Carmunnock² et appartenant depuis très longtemps³ à la famille Stuart sous le nom de Cassiltoun⁴. Au fil du temps, le domaine s'étoffe. La tour qui avait été érigée sur le domaine est agrandie au cours du dix-huitième siècle grâce à deux grandes extensions. Des jardins et un lac sont créés ainsi que des étables. L'ensemble est alors connu sous le nom de *Castlemilk House*. Il existe aussi des petites maisons pour les jardiniers et garde-chasses.

Une grosse partie de la fortune de la famille propriétaire du domaine sert, dans les années 1890, à effacer les dettes de jeu accumulées par Caroline, Duchesse de Montrose et épouse de William Stuart Stirling Crawford⁵. À la mort de cette dernière, comme le couple n'avait pas eu d'enfants, leur neveu William James Stirling Crawford doit déboursier la somme de £430,000 et racheter les objets de valeur. Il y parvient en vendant les propriétés acquises à Glasgow⁶. Son frère hérite du domaine. Il sera le dernier *Laird of Castlemilk*. Son fils aîné est tué à Ypres en novembre 1914.

Les années vingt marquent le crépuscule du domaine. Le mariage de Helen Stirling Stuart, fille du dernier *Laird* de Castlemilk, avec le major Jack Stevenson le 9 juillet 1929 est

¹ On doit cette expression au célèbre humoriste glaswégien Billy Connolly : « a desert wi' windaes »

² Petit village au sud de Glasgow, désormais situé à quelques centaines de mètres des limites de Castlemilk, et donc des limites administratives de la ville.

³ La fin du XIII^{ème} siècle. Cette famille possédait aussi un domaine appelé Castlemilk en Dumfriesshire et un autre appelé Fynnart (devenu Gourock par la suite). Au cours du XVII^{ème} siècle, les Stuarts agrandissent le domaine. Ils vendent leur domaine en Dumfriesshire (en 1579 ou 1759, selon les sources) et leur propriété de Cassiltoun prend le nom de Castlemilk.

⁴ Les autres orthographes sont Cassiltown/ Castletoun ou Castletown. Par le biais d'acquisitions et de mariages, les Stuarts acquièrent d'autres domaines au nord de Glasgow. En raison de l'histoire familiale complexe, le nom de la famille propriétaire devient Crawford Stirling Stuart. Castlemilk Local History Group, *The Incomplete History of Castlemilk*, Glasgow: The Workers' Educational Association's Castlemilk Project, 1993, pp. 25-30.

⁵ Il meurt en 1887. Il avait par ailleurs hérité du riche domaine de Milton, au nord de Glasgow, à 57 ans.

⁶ Castlemilk Local History Group, *op. cit.*, p. 40.

le dernier évènement aristocratique lié à *Castlemilk House*¹. De profonds changements liés à l'extension de Glasgow modifient de façon irrémédiable l'équilibre rural de Carmunnock, décrits dans le *Third Statistical Account* de la manière suivante : « avec la mise en place de services de bus facilitant l'accès à Glasgow et l'arrivée massive de nouveaux résidents dans les maisons construites au cours des années vingt et trente, Carmunnock cessa de fonctionner comme une entité sociale autonome et devint une simple banlieue dortoir de Glasgow »².

Les années vingt marquent également la prise en considération des besoins en logement de la classe ouvrière. La proximité de Castlemilk avec Glasgow en fait un site de premier choix pour développer des habitations. En 1935, le *Laird* vend une large part du domaine à *Glasgow Corporation*, « étant entendu que toute construction serait érigée aussi loin que possible de *Castlemilk House* »³. Les travaux ne commenceront pas avant les années cinquante. Lady Helen quitte le domaine après son mariage avec le major Jack Stevenson. Son père meurt en 1938 et ses funérailles marquent la fin d'une époque. Lady Helen n'a pas l'intention de revenir à Castlemilk House et n'est même pas présente lors de sa vente à *Glasgow Corporation*⁴. L'établissement de plans pour la construction d'un nouvel ensemble de logements ne commence pas avant les années 1940. Pendant la guerre, Lady Helen vend la plupart des terres agricoles aux locataires. Entre 1935 et 1955, Castlemilk reste un domaine rural isolé et tranquille qu'aucun propriétaire ne régit.

Quand *Glasgow Corporation* achète Castlemilk, les limites de la ville sont étendues au sud et à l'est pour inclure le domaine. Au départ, il est prévu 6 250 logements dont une portion pour reloger les populations dont les logements sont rasés par les programmes d'éradication des taudis.

En 1941, des plans plus détaillés sont produits pour ce qui devait être la plus grande cité de Glasgow et devait couvrir quatre kilomètres carrés. Les plans sont prêts en 1944 mais les travaux ne débutent pas avant 1953 : il est alors prévu 8 300 logements pour un

¹ *Ibid.*, pp. 47-50

² Rev Mr Charles W Harrison, *The third Statistical Account of Scotland, The County of Larnark*, Glasgow, 1951, p. 418 : « "... with the advent of easy bus transport to Glasgow and the large influx of new residents to the bungalows built during the 1920s and 1930s Carmunnock ceased to be a closely integrated social unit and became merely a dormitory suburb of Glasgow ».

³ Remarque dans *Castlemilk Scrapbook*, cité dans Castlemilk People's History Group : « on the understanding that any building which took place would be as far away from Castlemilk House as possible. »

⁴ Castlemilk Local History Group, *op. cit.*, pp. 51-53.

coût de £16 millions. Les plans sont approuvés en 1952. En 1959, il est décidé de construire les immeubles sur la partie élevée de Castlemilk¹.

Acquis par *Glasgow Corporation* en 1939, le château de Castlemilk devient une maison d'accueil pour enfants en 1948, où 5 000 enfants sont accueillis pendant 20 ans. Toutefois, son entretien est jugé trop coûteux. Il est donc fermé en janvier 1969 et proposé à la vente en mars 1969. Aucune vente d'aboutit. Permission est demandée au ministre pour l'Écosse de démolir ce bâtiment listé qui possède une tour du quinzième siècle. Elle est obtenue en novembre 1969 et les travaux de destruction débutent en décembre de la même année².

2.2.2. L'installation à Castlemilk

Dans un premier temps, l'installation dans les nouveaux logements de Castlemilk suscite l'enthousiasme des premiers locataires :

J'habitais à Polmadie Road, à Oatlands avec mon mari, deux garçons et deux filles. Nous habitions dans un deux pièces – cuisine. J'étais ravie d'avoir des nouvelles de mon nouveau logement : un appartement de cinq pièces avec une SALLE DE BAINS ET UN JARDIN ! Oh, quelle excitation ! Pourtant, nous nous sommes réunis en famille et les enfants étaient tous assis autour de la table avec mon mari et moi-même. Nous y avons réfléchi parce que le loyer du nouvel appartement allait être trois fois plus élevé que celui du logement dans lequel nous habitions. Mais on a décidé d'essayer ... Ces premiers jours furent de grands moments, remplis d'excitation, de joie et d'espoir.³

Pourtant, très rapidement, de nombreux résidents vont déchanter. Les démolitions des quartiers de *tenements* proches du centre font disparaître l'environnement d'une partie significative de la population, oblitérant la dimension historique et culturelle qui constituait le ciment de la vie de quartier et qu'il était impossible de reproduire ou reconstituer ailleurs⁴. À Castlemilk comme dans les trois autres grands ensembles de logements en périphérie, l'indéniable amélioration en termes d'espace et de conditions sanitaires que représentent les nouveaux logements ne compense pas l'inadéquation entre le nouvel environnement urbain les besoins des populations. Ces dernières vont finalement très

¹ *Ibid.*, p. 55.

² *Ibid.*, p. 57.

³ Isa Robertson, Castlemilk People's History Group, *The Big Flit. Early memories of Castlemilk as a post-war housing scheme*, Glasgow, The Workers' Educational Association's Castlemilk Project, 1990, pp. 9-10 : « I stayed in Polmadie Road, Oatlands with my husband, two boys and two girls. We had a two room and kitchen. I was delighted to get word of my new house – a five apartment with a BATHROOM AND GARDEN! – Oh the excitement! However, we had a family council and the kids all sat round the kitchen table with my husband and I. We discussed this because the rent for the new house was to be three times the rent of the house we were in – But we decided to have a go ... These early days were great times, full of excitement and happiness and hope. »

⁴ Voir en annexe le poème intitulé « Gone », par Margaret McDonald.

rapidement vivre leur déplacement en périphérie comme un véritable déracinement. Les conditions de logement dans les taudis proches du centre étaient certes souvent très difficiles mais il existait un réel tissu social qui ne se reconstituera que très difficilement en périphérie. En raison de l'important effort financier que la construction des cités périphériques représentait, la municipalité se concentre sur ce qu'elle considère comme l'essentiel, c'est-à-dire les logements, et réduit à portion congrue la construction d'équipements publics. La cité de Castlemilk avait pourtant été imaginée pour loger une population de plus de 40 000 personnes. De leur côté, les promoteurs privés n'ont ni intérêt ni vocation à construire des équipements publics. La disposition spatiale des habitations constitue en elle-même un changement de taille puisque le modèle des blocs rectangulaires de *tenement* construits autour d'une cour intérieure et alignés selon le schéma d'une grille régulière disparaît complètement¹.

L'installation à Castlemilk brise les repères habituels des familles. Elles y sont dispersées. Une nouvelle communauté doit être créée de toutes pièces. Gloria Murray² se souvient avoir pris le bus pendant deux ans après l'installation de sa famille à Castlemilk pour aller à l'école à Oatlands, à l'est des Gorbals. Elle s'était installée à Castlemilk quand elle était adolescente car ses parents avaient profité d'un échange : une dame qui avait été relogée à Castlemilk ne s'y plaisait pas et avait voulu se réinstaller dans les Gorbals. Par ailleurs, il fallait descendre à pied jusqu'à Croftfoot pour prendre le bus, ce qui représente une distance non négligeable. Lorsque les premiers habitants s'installent à Castlemilk, il n'y

¹ Thomas A. Markus, *op. cit.*, pp. 153-154. Entretiens avec James Mutter et Mick Gormley. James Mutter est un ancien conseiller municipal travailliste, représentant le quartier des Gorbals, dont la famille avait été relogée à Pollok. Mick Gormley, enseignant retraité, avait lui aussi été relogé à Pollok. Contrairement à James Mutter, il ne s'est jamais réinstallé dans les Gorbals. « Low rents were frequently gained by sacrificing amenities on housing estates: Billy Connolly's description of Glasgow's Easterhouse as 'a desert wi' windaes' is all too true of estates the size of Perth with one pub, a post office, and a street of battered shops. » Christopher Harvie, *op. cit.*, p. 127.

² L'entretien que nous a accordé Gloria Murray a été réalisé en même temps que celui de Kate Willis, le 23 juillet 2010 au *Castlemilk Community Centre*. Gloria Murray et Kate Willis sont toutes les deux résidentes de Castlemilk depuis plusieurs dizaines d'années. Elles sont l'une et l'autre impliquées dans la vie associative de l'ensemble en tant que membres d'associations de résidents. Elles travaillent toutes les deux au service de *Timebank*, une structure créée en 2001 et basée au *Castlemilk Community Centre* dont l'objectif est de créer un esprit de communauté à Castlemilk en mettant en contact les résidents sur le principe de l'échange (gratuit) de compétences (*soft skills*) telles que le repassage, le bricolage de base, faire les courses, etc. La structure emploie une coordinatrice à temps plein (Gloria Murray) et deux assistantes administratives à temps partiel (l'une d'elles est Kate Willis). La structure est financée par *The Big Lottery* depuis 2002 (jusqu'en octobre 2013) et a été mise en place à l'origine par *Castlemilk Economic Development Agency*, l'une des huit sociétés locales de développement, devenue depuis *Glasgow South East Regeneration Agency* (GSERA).

a pas d'école, pas de pub, pas de centre commercial, ni même de route¹. Le journal local, *Castlemilk Today* ne mâche pas ses mots. Le premier numéro titre ainsi : « Un taudis en devenir ? »².

Pour des résidents qui provenaient des *tenements* exigus et en très mauvais état des Gorbals, habiter un logement plus grand avec une salle de bain et des toilettes privés constituait à l'évidence une avancée de confort très importante. Pourtant, la qualité d'ensemble des logements laissait à désirer. La cité est constituée de deux grands types de bâtiments : les tours d'habitation et les rangées d'habitations plus basses, les « Wilson blocks ». Ces dernières sont des constructions préfabriquées de deux étages rapides et peu coûteuses à construire qui se caractérisent par leur monotonie, l'absence d'isolation et des huisseries en métal en simple vitrage³. Une grande partie du parc est constituée d'appartements de trois pièces dont la taille ne correspond pas aux besoins des habitants de Castlemilk. Il manque à la fois des logements de plus petite taille et des logements familiaux plus grands. L'ensemble constituait des logements très froids et très difficiles à chauffer et provoquait énormément de condensation.

2.2.3. La régénération de Castlemilk

Au bout du compte, Castlemilk apparaît comme une cité tentaculaire. Dans les années soixante-dix, une grande majorité de ses habitants cherche à fuir tellement l'environnement et les logements se sont rapidement dégradés⁴. La médiocre qualité des constructions et l'absence d'entretien conjuguées à la politique de loyers bas ne permettent pas de financer les réparations et l'entretien nécessaires. Anna Stuart compare Castlemilk à la fin des années soixante-dix à une jungle et son parc immobilier à un cauchemar. Le seul désir de la majorité des habitants est de quitter Castlemilk le plus vite possible⁵. La population passe de 37 713 en 1971 à 28 821 en 1981. Le déclin de population se poursuit

¹ Castlemilk Local History Group, *op. cit.*, p. 56 : « Yet many years passed before the full number of schools was completed, and the shopping centres are still totally inadequate. The Community Centre and swimming baths were provided only comparatively recently, after much agitation. »

² « Turning into a slum? ». Le numéro 33 titre : « Bloody Awful! » On peut y lire : « Castlemilk was the planners' greatest achievement for they succeeded in packing more people into this area than any other. Something like 45,000 (give or take 5,000 either way) into the biggest housing scheme in Europe, and something in the region of 10,500 houses have been built on 740 acres. A big soul-less compound, consisting of people, houses and schools, thin on the ground for shops and totally void of any social amenities » (*Castlemilk Today*, numéro 33, sans date).

³ « single-glazed steel galvanised frames ».

⁴ Voir en annexe le poème intitulé « The Sentence », par Susan Blacker.

⁵ Entretien du 27 octobre 2011.

pendant la décennie 1981-1991 puisqu'il y a 18 233 résidents à Castlemilk en 1991 (17 528 selon les critères de 1981) et 14 426 en 2001. Castlemilk perd donc plus de la moitié de sa population en l'espace de vingt ans, entre 1971 et 1991¹. La détérioration du parc de logements entraîne des flux migratoires à l'intérieur de la cité. Les résidents qui ne peuvent quitter Castlemilk font leur possible pour emménager dans de « meilleures rues », accélérant ainsi la dégradation de l'environnement et des logements dans les rues qui se vident².

En 1976, le conseil régional de Strathclyde inclut Castlemilk dans une liste de quarante-cinq zones souffrant de problèmes économiques et sociaux multiples³ et qui doivent faire l'objet d'un traitement prioritaire⁴. En 1978, une étude sur Castlemilk dresse la liste suivante des problèmes :

Tous les problèmes normalement associés aux cités situées en périphérie sont donc présents à Castlemilk. Le taux de chômage est élevé et il n'y a pas d'activité industrielle locale, les possibilités de faire ses courses localement sont inadéquates, les lieux de socialisation sont insuffisamment développés et l'habitat est à certains endroits très dégradé, ce qui conduit au vandalisme et à d'autres problèmes associés aux jeunes.⁵

La désignation de Castlemilk comme zone de traitement prioritaire marque le début d'un processus de régénération qui va durer plus de trente ans et coûter plusieurs centaines de millions de livres sterling. C'est un processus qui génère un millefeuille d'actions décidées au niveau local ou national qui mobilisent un grand nombre d'agences institutionnelles et d'acteurs privés. Les leçons tirées des expériences précédentes montrent qu'il faut adopter une approche intégrée qui traite de façon globale l'ensemble des problèmes sociaux, économiques et physiques auxquels les cités érigées en périphérie sont confrontés⁶. Dans les années quatre-vingt, les deux grandes stratégies qui sont mises en

¹ Sources : recensements de 1971, 1981, 1991 et 2001. L'estimation de 2010 montre toutefois une inversion de la tendance avec 15 814 résidents.

² Barry Watson, *Castlemilk, A Case Study in Urban Regeneration*, University of Strathclyde, unpublished BA (Honours) dissertation, 1992, p. 3.

³ « multiple deprivation area ».

⁴ « areas for priority treatment ».

⁵ John Legg & Bob Wylie, *Castlemilk: a social profile of a peripheral housing scheme*, Glasgow, 1978, p. 3 : « All the problems normally associated with peripheral schemes are thus present in Castlemilk. There is high unemployment with the lack of a local manufacturing base, inadequate local shopping, poorly developed social amenities to allow for community development, and housing which in some areas is in poor condition and which leads to vandalism and other difficulties associated with youth. »

⁶ Gavin MacCrone, *op. cit.*, p. 934 : « It is clear from past experience that simply patching up the housing is not sufficient as an answer to the problems of these areas. An integrated approach to tackle the economic, social, educational, and skills problems, as well as the housing and environmental conditions, is essential. »

place à Castlemilk sont *The Castlemilk Initiative*, qui est d'essence locale, et *Castlemilk Partnership*, qui est pilotée par le gouvernement central à travers le Ministère pour l'Écosse. Elles reposent toutes deux sur des visions divergentes, bien que pas totalement opposées, des moyens à mettre en œuvre pour conduire la régénération de Castlemilk, guidée par une vision politique évidemment différente, puisque le gouvernement central est conservateur et la municipalité de Glasgow et le Conseil Régional de Strathclyde sont dirigés par les travaillistes.

The Castlemilk Initiative est porté par la municipalité dans la veine des autres programmes mis en place à Drumchapel et Easterhouse. Le programme est élaboré à partir du diagnostic peu engageant du quartier dressé dans le plan local de décembre 1982¹ et se poursuit avec les propositions de renouvellement du parc de logements de 1986 et 1988². L'objectif est de faire de Castlemilk « une ville suburbaine avec son identité propre qui continue en même temps à faire partie de Glasgow », ce qui n'est pas sans rappeler les débats d'après-guerre autour de la politique de déplacement de population, quand Glasgow s'opposait féroce­ment à la création des villes nouvelles et voulait absolument redéployer les populations des quartiers centraux à l'intérieur de ses limites administratives. La municipalité reconnaît qu'il y a peu de chance que Castlemilk deviennent autonome mais l'objectif est de réduire sa dépendance envers les autres quartiers et d'en faire un lieu où les gens choisissent de s'installer, ce qui implique un travail colossal en termes de logement, d'environnement, de développement économique, d'éducation et de changement d'image³. Le document qui définit les objectifs de *Castlemilk Initiative* met en garde vis-à-vis des erreurs à ne pas commettre. Il s'agit de ne pas s'attaquer au problème dans une perspective à court terme, de ne pas considérer Castlemilk comme un problème uniquement lié à l'habitat et de ne pas considérer le changement de type de logement⁴ comme la première des solutions, sauf à commettre à nouveau les erreurs déjà commises par le passé⁵.

¹ Glasgow District Council, *Castlemilk Local Plan – Written Statement by J.H. Rae, Director of Planning*, Glasgow, Glasgow District Council, December 1982, voir en particulier pp. 3-5.

² Glasgow District Council, *Castlemilk Initiative – Investing in the future*, Glasgow, Glasgow District Council, 1988.

³ « It seeks the regeneration of the area and the establishment of its status as a suburban town with its own identity yet still forming part of the Glasgow District. It is considered unlikely that Castlemilk will ever become fully self sufficient, but it will be necessary to reduce its dependence on other areas and to make it a place where people choose to live », Glasgow District Council, *Castlemilk Initiative – 'A Change for the Better'*, Glasgow, Glasgow District Council, Department of Planning, February 1989, p. 2. Voir les objectifs stratégiques en annexe.

⁴ « tenure change ».

⁵ Glasgow District Council, *Castlemilk Initiative – 'A Change for the Better'*, pp. 9-10.

L'implication du secteur privé y est présentée comme indispensable à la réussite du programme de régénération mais le maintien d'un logement social municipal de qualité continue d'y apparaître comme désirable. Le développement des coopératives de locataires et du logement privé font néanmoins partie des objectifs clés.

En 1988, le gouvernement publie un document important en termes de politique de régénération urbaine en Écosse. Il s'agit de *New Life for Urban Scotland*¹, qui définit l'ambition du gouvernement de s'appuyer sur les pratiques et l'expérience des instruments de régénération urbaine par le logement² déjà existants en Écosse³ et la législation existante pour à la fois accélérer le mouvement et développer une nouvelle stratégie de régénération urbaine qui tienne compte des spécificités locales dans la définition des objectifs et des programmes de régénération. Castlemilk est officiellement désignée comme l'une des quatre zones prioritaires en termes de régénération urbaine en Écosse, desquelles doivent émerger des bonnes pratiques à transposer dans d'autres zones urbaines d'Écosse.⁴

Ce document revêt une importance majeure dans le sens où il établit très explicitement l'implication active des populations locales⁵ et la participation du secteur

¹ Scottish Office, *New Life for Urban Scotland*, Edinburgh, HMSO, mai 1988.

² « Housing-led urban regeneration ».

³ Il s'agit de l'agence écossaise pour le développement (*Scottish Development Agency*, SDA), de *Scottish Homes* (une agence pour le développement du logement créée à la fin des années 1980 pour coordonner les programmes de régénération urbaine par le logement et qui a pris la suite de l'agence écossaise spéciale pour le logement (*Scottish Special Housing Association*, SSHA)), des associations pour le logement (housing associations), de *Housing Corporation in Scotland* (HCiS) et des collectivités locales. SSHA est une spécificité écossaise. C'est une agence du gouvernement central qui fut créée en 1937 pour proposer des logements publics à la location en plus de ceux appartenant aux collectivités locales. Elle avait également un rôle explicite d'appui à la régénération urbaine et fut très active après-guerre en ce sens. Tout comme les collectivités locales, SSHA possédait sa part de logements problématiques mais il est généralement reconnu que la gestion de son parc était de qualité supérieure à celle des collectivités locales. HCiS finança et soutint le développement le mouvement associatif du logement, en collaboration avec les collectivités locales qui ont progressivement vu leur intérêt à laisser croître ce mouvement et se sont mises à accorder des subventions pour l'amélioration de l'habitat.

⁴ Les trois autres territoires désignés étaient Ferguslie Park à Paisley, Wester Hailes à Edimbourg et Whitfield à Dundee, tous trois des ensembles de logements sociaux situés en périphérie. « We attach great importance to these new initiatives, which we hope will make a major contribution to tackling the problems of urban decay characteristic of these outlying estates and will set a pattern for urban regeneration in Scotland into the 1990s. » (Scottish Office, *New Life for Urban Scotland*, Edinburgh, HMSO, 1988, p. 13)

⁵ Le Ministre pour l'Écosse écrit dans l'introduction de *New Life for Urban Scotland* : « We must make it easier for people to exercise greater responsibility over their own lives and make it easier for them to use their fair share of the opportunities provided through economic recovery and growth. » *Ibid.*, p. 5.

« The Government's central aim is to renew self-confidence and initiative of local people and to help them to assume increased responsibility for their communities. It is essential that the residents

privé comme les piliers de la réussite du processus de régénération de chacun des territoires sélectionnés dont les objectifs s'organisent selon quatre grandes catégories : le social, le développement économique, le logement et l'environnement. Sur les quinze objectifs énoncés, trois d'entre eux retiennent plus particulièrement notre attention : la fin du monopole des logements sociaux municipaux¹, la mise en exergue de la responsabilité individuelle des résidents dans la qualité de l'environnement dans lequel ils vivent et la diversification des types de logements disponibles, y compris le développement de l'accès à la propriété². Pour mettre en œuvre cette vision, le gouvernement crée quatre « partenariats » (*Castlemilk Partnership* dans le cas de Castlemilk), mis en place en juin 1988 pour une durée de dix ans et dont la tâche est de coordonner le travail des différentes agences impliquées³ nécessaire à la réalisation des objectifs de régénération sociale et économique, d'amélioration de l'habitat et de l'environnement dans une perspective de stratégie locale intégrée⁴.

Nous sommes donc bien en face de deux visions assez divergentes. D'un côté, la municipalité défend encore la continuité du logement social quand le gouvernement central fait de la diversification du type de logements la solution au problème de logement de la cité, ce qui revient *de facto* à considérer le modèle de logement social municipal comme la source du problème. Le fait que le gouvernement central ait encouragé le développement des coopératives et associations de logements plaide également en faveur de cette analyse : à travers ce soutien, le gouvernement central montre qu'il considère que la cité est avant tout confrontée à un problème d'habitat. Toutefois, à cause du fardeau que l'immense parc de logements municipaux fait peser sur ses finances, la municipalité n'a pas d'autre choix que faire appel au secteur privé pour participer à ce gigantesque chantier de rénovation.

are fully involved and committed to plans to regenerate their areas. They can take responsibility for themselves through, for example, involvement in training opportunities, tenant co-operatives, housing associations, school board, small businesses and self-employment. » *Ibid.*, p. 11.

¹ Objectif 7 : « ending the monopoly of municipal housing estates » (*Ibid.*, p. 9).

² Objectifs 9 et 10 : « encouraging greater individual responsibility for, and control over, the conditions in which people live ; encouraging home ownership, tenant co-operatives, housing associations and other alternative forms of rented accommodation » (*Ibid.*, p. 11).

³ *Castlemilk Partnership* est composé de représentants du *Scottish Office* (préside le partenariat), du *Castlemilk Umbrella Group* (représentant la population), du *Castlemilk Business Support Group* (représentant le secteur privé), de *Glasgow District Council*, de *Strathclyde Regional Council*, de *Employment Service*, de la *Training Agency*, de *Scottish Homes*, de la *Scottish Development Agency*, de *Glasgow Opportunities* et de *Greater Glasgow Health Board*.

⁴ *Ibid.*, pp. 9-10. Voir les objectifs stratégiques particuliers de *Castlemilk Partnership* en annexe.

La rénovation des « Wilson blocks » débute au début des années quatre-vingt-dix sous l'impulsion notamment des associations de logements¹. Comme dans les Gorbals et dans d'autres quartiers de la ville, la rénovation de Castlemilk passe par la démolition des tours d'habitation². C'est le cas de celles de Mitchellhill, un ensemble de cinq tours situées en bordure de Castlemilk, (et donc à l'extrême limite de Glasgow) et connues comme les « Mitchellhill Flats », qui sont démolies en novembre 2005. Elles avaient été construites en hauteur et se trouvaient exposées aux vents dominants qui ont fini par endommager leur structure³. Elles avaient également une mauvaise réputation liée au trafic de drogue. Une tour d'habitation isolée des cinq autres mais également située à Mitchellhill, les Bogany Flats, avait déjà subi le même sort en mars 1993⁴. Il ne reste désormais plus que trois tours d'habitation à Castlemilk sur les neuf initialement construites. *Glasgow Housing Association* y a rénové les cuisines et les salles de bains il y a quatre ans et y avait installé du double vitrage quelques années auparavant. L'isolation extérieure a été achevée en 2010 et, de l'avis des locataires, apporte un confort important.⁵

La complexité de la rénovation d'une cité aussi grande que Castlemilk s'est cristallisée autour de l'échec de deux projets phares portés par *Castlemilk Partnership* : l'amélioration du centre commercial et de la reconversion de l'établissement scolaire du secondaire Glenwood.

D'une manière générale, la baisse continue de la population ne justifiait plus l'usage de certains bâtiments publics. C'était en particulier le cas des établissements scolaires⁶. Le

¹ Nous reviendrons sur leur rôle plus loin.

² La vie dans les tours d'habitation se caractérisait par l'isolement et le manque de communication, ce que leurs habitants habitués aux interactions sociales générées par les tâches du quotidien telles que les courses ou la lessive vivaient très mal. Ce n'est qu'à la fin des années soixante que la municipalité reconnaît que la construction de tours d'habitation ne constitue pas une solution à la surpopulation des quartiers centraux.

³ Ce que Barry Watson a décrit comme un « wrap around effect » : le vent s'engouffrait entre les tours et y gagnait de la puissance.

⁴ La décision de démolir Bogany Terrace et les Bogany Flats date de mai 1991. La tour d'habitation « condamnait » l'extrémité est de Bogany Terrace et produisait ainsi un effet de « canyon ». Bogany Terrace était une rue dont la popularité auprès des résidents n'avait cessé de décliner. Elle était devenue un « decant ».

⁵ Entretien avec Gloria Murray et Kate Willis, 23 juillet 2010 et entretien avec Barry Watson, le 27 octobre 2011. Lors de ce dernier entretien, nous avons pu apprécier l'état d'un appartement d'une des tours d'habitation de Castlemilk dans laquelle réside donc Barry Watson. Il s'agit de Ballock Heights, 33 Dougrie Place. L'intérieur y est défraîchi et les traces d'humidité importantes. L'appartement est chauffé par de vieux chauffages électriques et les pièces sont exigües. Les parties communes ont été refaites récemment et l'entrée de l'immeuble était en cours de rénovation au moment de notre visite.

⁶ En 1988, le taux de remplissage des onze écoles primaires encore en activité est en moyenne

cas de l'établissement du secondaire Glenwood a généré beaucoup de débats et a été l'objet de nombreuses tergiversations. Les trois projets de reconversion de l'établissement scolaire qui furent en lice proposaient d'en faire soit une annexe du *Langside College of Further Education*, soit un centre à l'usage de la communauté ou alors un complexe social et récréatif pour les jeunes de 12 à 24 ans. Finalement, il s'est avéré que le bâtiment était trop mal conçu, avec d'immenses ouvertures et un toit plat, et que les coûts de rénovation étaient trop élevés pour envisager une quelconque reconversion. Il est apparu que *Castlemilk Partnership* n'était pas en mesure de construire une vision pour la reconversion du site et que les intérêts divergents des différents acteurs de la régénération de Castlemilk (notamment le gouvernement central d'un côté, qui portait le *Castlemilk Partnership* et maîtrisait les ressources à travers le financement des diverses agences nationales impliquées dans le partenariat et le conseil régional de Strathclyde de l'autre, pourtant considéré comme étant un partenaire majeur de *Castlemilk Partnership*) et leurs propres contraintes financières ou politiques, les deux étant d'ailleurs liées, ont également rendu impossible la définition d'un projet viable et acceptable par toutes les parties. Glenwood Secondary a fermé en juin 1990 et a finalement attendu deux ans avant d'être démolie¹.

Sur les dix écoles primaires que comptait le quartier en juin 1990, il n'en reste plus que cinq. Il y avait un collège-lycée catholique et deux établissements non-confessionnels. Il ne reste plus qu'un seul établissement du secondaire qui est non-confessionnel. Les élèves qui souhaitent poursuivre leur scolarité dans un établissement catholique sont obligés de se rendre à Holyrood Secondary, à Govanhill.

Le centre commercial est le deuxième projet stratégique de la rénovation de Castlemilk. Bien que situé au centre de Castlemilk, il souffrait de l'absence d'un supermarché et était victime de la concurrence de ceux de Croftfoot et Rutherglen, deux quartiers adjacents à Castlemilk et en direction desquels les tarifs de bus sont tout aussi concurrentiels que ceux en direction du centre de la cité. Sa rénovation s'est avérée longue et a également généré de débats intenses.

On peut considérer que la rénovation de Castlemilk est quasiment achevée depuis la rénovation extérieure des trois tours de Dougrie Place, les trois dernières tours d'habitation

d'environ 55%. Une école a fermé en 1982 et celle de Mitchellhill fermera en juin 1991. Les cinq écoles primaires qui ont été démolies l'ont été entre 2001 et 2005 (Barry Watson, *op. cit.*, p. 31). Le taux de remplissage des établissements du secondaire est en moyenne d'environ 43% en 1986 (*Ibid.*, p. 33).

¹ Barry Watson, *op. cit.*, pp. 28-41. Le site a été finalement reconverti en une zone d'activités pour petites entreprises. C'est le Glenwood Business Park.

encore debout. Si l'on prend la publication de *New Life for Urban Scotland* en 1988 comme point de départ de la régénération de Castlemilk, il aura donc fallu plus de vingt ans pour y parvenir. Une grosse partie du travail avait néanmoins été réalisée avant 2003, quand *Glasgow Housing Association* a repris l'ensemble du parc de logements sociaux de la ville, puisque la plupart des logements avaient déjà été rénovés. Il est évident que la cité a subi une transformation radicale¹. Les observations de terrain donnent à voir un environnement dont la qualité s'est très singulièrement améliorée si l'on compare avec des photos d'archives. Les équipements sportifs ont tous été rénovés. Les bâtiments et les lieux publics sont propres et clairs, à l'exception de quelques bâtiments qui restent murés et taggés. Le très rare patrimoine immobilier du secteur a été valorisé : d'anciennes étables ont été rénovées et fournissent un point d'accueil très fréquenté et respecté par la population locale. Une crèche y a été implantée et des locaux y sont disponibles pour organiser des activités à destination des habitants du quartier. L'association de logements *Cassilton Housing Association* y a ses bureaux². Par ailleurs, les habitants disposent de deux centres communautaires, d'une bibliothèque, d'un centre sportif, d'une piscine, de terrains de football, de parcs, d'un centre commercial, de centres de santé, d'écoles primaires, d'un établissement d'enseignement secondaire et de services municipaux administratifs décentralisés. La question cruciale qui se pose désormais est celle de l'entretien de ce qui a été rénové ou construit. S'il reste encore des bâtiments à rénover, on peut toutefois reprendre l'expression de Barry Watson, pour qui le quartier a subi « un changement considérable »³.

Pour les anciens locataires devenus propriétaires grâce à la politique du « Right to Buy » mise en place par Margaret Thatcher en 1980, la qualité des logements s'avère être un sérieux problème sur le long terme. Le montant du crédit était inférieur à celui du loyer mais les travaux coûtent chers et sont à la charge des propriétaires. Les maisons qui n'ont pas été rénovées à Castlemilk sont celles qui ont été acquises grâce au « Right to Buy » car leurs propriétaires n'ont pas les moyens de les rénover⁴.

Plus de trois cent millions de livres sterling ont été injectées dans l'amélioration des infrastructures. Ces investissements ont très significativement amélioré l'environnement

¹ Nous remercions très vivement Barry Watson qui nous a fait profiter de ses archives photographiques personnelles.

² James Arnott confie toutefois que malgré la qualité de l'infrastructure, il reste très difficile d'y organiser des séminaires tant l'image du quartier reste négative.

³ « a dramatic change ».

⁴ Entretien avec Barry Watson, 27 avril 2011 et Sadie Docherty, 14 juin 2010.

mais, comme le note James Arnott, la régénération sociale et économique reste plus difficile. Les intentions des différents programmes de régénération du quartier de lier régénération physique et sociale, de faire le lien entre les habitants et leur environnement au sens large, ne se sont pas matérialisées. Le taux d'activité chez les résidents n'augmente pas et certaines zones de Castlemilk restent parmi les plus défavorisées d'Écosse. Le temps que la régénération de Castlemilk était censée prendre a été sous-estimé. Il n'y a pas eu de hausse significative dans l'accession à la propriété. Pour arriver au niveau d'accession à la propriété actuel, il aura fallu vingt ans, ce qui est, selon James Arnott, beaucoup plus de temps que ce qui avait été prévu. En 2009, à Castlemilk, la proportion de logements sociaux par rapport au nombre total de logements reste très importante : sur un total de 6 746 logements, 4 937 sont des logements sociaux (1 776 appartiennent à GHA et 3 161 à d'autres organismes gestionnaires de logements sociaux (dont les associations de logements), soit environ 73,2% de logements sociaux). 24,1% des logements sont occupés par leurs propriétaires et 2,7% sont du locatif privé.

La perception qu'ont les gens de Castlemilk persiste à rester négative. Quelques familles de Castlemilk restent associées à la criminalité à grande échelle. Castlemilk reste également associé à l'existence de gangs de jeunes délinquants. Selon Barry Watson, le degré de violence a toutefois globalement décliné même si les bagarres entre gangs disparaissent pendant quelques temps pour réapparaître ensuite de façon cyclique. Kate Willis rappelle que tous les emplacements commerciaux du centre commercial étaient occupés dans les années soixante-dix, et par des marques bien connues. Aujourd'hui, on peut constater qu'un nombre important d'espaces commerciaux n'est pas occupé, et ce depuis le milieu des années quatre-vingt¹. Kate Willis insiste aussi sur le fait qu'un magasin de prêt sur gages (*The Brighthouse*) y a pignon sur rue. Les taux d'intérêt pratiqués sont exorbitants mais le recours par les résidents du quartier y est important, alors qu'ils pourraient faire appel à *Credit Union*, un organisme de prêt mutualiste². Selon Kate Willis, la pauvreté dans le quartier semble avoir décliné, mais elle est en réalité plus importante, notamment à cause du système de sécurité sociale qui est de moins en moins favorable aux personnes en difficulté et sans emploi.³

¹ Entretien avec Kate Willis, 23 juillet 2010.

² On peut ajouter que chaque fois que nous nous sommes rendus au centre commercial de Castlemilk, la boutique était pleine. Il est à signaler qu'une bijouterie du centre commercial fonctionne de la même façon, et propose un nombre très important de bijoux dont il est évident qu'il s'agit de possessions personnelles.

³ Entretien avec Kate Willis, 23 juillet 2010.

Au bout du compte, la régénération de Castlemilk est à bien des égards restée guidée par la rénovation du logement. Mais elle s'est déroulée de façon fragmentée, car elle a été en partie prise en charge par les différentes associations de logements qui ont petit à petit constitué leur parc de logements et l'ont rénové. Un des objectifs du gouvernement central était, il est vrai, de casser le monopole des municipalités sur les logements sociaux. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, Anna Stuart rappelle que les gouvernements Thatcher ont sciemment aidé les résidents en favorisant le développement des associations de logements, et ce en opposition aux autorités locales telles que la municipalité ou le Conseil Régional. L'objectif était évidemment politique puisque l'intérêt, pour un gouvernement central conservateur, était de remettre en cause la toute-puissance et le clientélisme des autorités locales travaillistes. L'entreprise politique a échoué, mais les associations de logements ont effectivement profondément transformé Castlemilk. Il en sera question dans le développement suivant.

2.2.4. La mobilisation des résidents

Dans un article du *Glasgow Herald* pour le moins surprenant pour son ton très paternaliste¹, un journaliste du quotidien tente de convaincre le lecteur que Castlemilk est un endroit agréable à vivre. L'article, publié en 1959, soit moins de cinq ans après l'installation des premiers habitants², sonne déjà pourtant comme un constat d'échec. À trop vouloir convaincre le lecteur des vertus de Castlemilk et de la qualité de ses habitants, le journaliste l'amène à comprendre, en creux, tout ce qui n'y fonctionne pas bien. L'article n'est au fond rien d'autre qu'un exercice de relations publiques³. Pour beaucoup, Castlemilk est en effet déjà considéré comme le digne successeur des Gorbals comme endroit à problèmes. Le journaliste du *Glasgow Herald* estime pourtant que cette réputation est totalement exagérée et que les incidents qui s'y produisent seraient ignorés s'ils se produisaient ailleurs. Il remarque l'existence « d'une solidarité qui n'existe pas à

¹ *Glasgow Herald*, « Good citizens in Castlemilk. Housing Area's Undeserved Notoriety », 11 août 1959. Le deuxième paragraphe de l'article présente les habitants de Castlemilk de la manière suivante : « The first sight of Castlemilk is a surprise. There are trim gardens and attractive windows; children are clean, well dressed, and friendly; adults helpful and pleasant. Nowhere are to be seen the destruction of property and the surly antagonism always in evidence in a bad area. »

² Les premiers locataires ont emménagé en décembre 1954.

³ On peut en juger à travers la conclusion de l'article : « It is a quiet, residential area which reflects in miniature the improving standards of the nation as a whole, and is complete success both for the tenant who have integrated to produce such an area and for the authorities who have finally learned from their mistakes. »

Drumchapel ou à Cadder »¹ et ajoute qu'il n'hésiterait pas à définir Castlemilk comme le meilleur des ensembles de logements². Tout au plus concède-t-il le mécontentement de la population en raison de la circulation importante dans les rues et du manque d'aires de jeu pour les enfants, problème auquel les hommes du quartier comptent éventuellement remédier en les construisant eux-mêmes, ou en coopérant avec l'autorité locale³.

À rebours du panégyrique dressé par ce journaliste, le sens de la solidarité des locataires les conduit très rapidement à se battre pour améliorer les services et équipements disponibles à Castlemilk. L'examen de la presse locale sur la période qui s'étale de la fin des années cinquante au début des années 2000⁴ montre plusieurs phases de l'évolution de la cité. De sa création à la fin des années soixante, c'est le développement de la cité en tant que communauté qui est au centre des préoccupations. L'absence d'équipements appropriés et de liens de transport est évoquée de façon récurrente. Au début de l'existence de Castlemilk, les bus refusent en effet de desservir l'ensemble. Les écoles, les églises, les magasins ouvrent au fil du temps. La piscine ouvre en septembre 1969. Le centre communal⁵ est officiellement inauguré par le maire John Johnston le 24 avril 1968. La première crèche/ garderie ouvre en 1976 (*The Jeelie Piece Club*) à l'initiative d'un groupe de résidents⁶. Il s'agit donc d'une structure associative qui opère en tant que centre aéré pendant les vacances. Pendant longtemps, il y a cinq *Jeelie Piece Clubs* à Castlemilk. À la lecture de la presse locale, on sent la volonté de mettre en avant la vie de l'ensemble et les réussites de ses résidents, au-delà des difficultés évoquées plus haut. Il est à cette époque peu fait mention de faits divers et de violence, même si les efforts déployés pour ne pas stigmatiser l'endroit sont évidents.

Les années soixante-dix marquent un changement de ton et de centre d'intérêt de la presse locale, qui se poursuit naturellement au début des années quatre-vingt. Le 3

¹ « A unity of feeling that does not exist in Drumchapel or Cadder »

² « I would not hesitate to call Castlemilk the best of the housing schemes », Voir également *Glasgow Herald*, 1 juin 1963 : « The simplest way of explaining what makes Castlemilk special among housing schemes is to point out that it has a population the same order as a town like Perth, or Ayr, or Kilmarnock – a population about twice as great as that of, say, Port Patrick »

³ « This complaint and the desire for vindication were the only ripples on the smooth surface of Castlemilk. »

⁴ Cet examen fut rendu possible par la présence dans la bibliothèque de Castlemilk de trois volumineux cahiers dans lesquels sont archivés des coupures de presse émanant de la presse locale (*Rutherglen Reformer* et *Glasgow Herald* la plupart du temps). Le découpage par période est le suivant : 1957-1976; 1976-1987; 1987-années 2000). À l'évidence, il s'agit là d'une sélection, avec les biais que cela induit.

⁵ « Community Centre ».

⁶ Entretien avec Gloria Murray, *Castlemilk Community Centre*, 23 juillet 2010.

décembre 1982, le *Rutherglen Reformer* relate la demande, par 2 000 résidents, de la construction d'un centre de santé à Castlemilk. La question de l'humidité dans les logements devient récurrente et insistante avec la *Castlemilk Dampness Campaign*. La présence d'amiante dans les bâtiments publics, notamment les écoles, est dénoncée avec virulence. Le vandalisme, les incivilités, les dégradations et la consommation de drogues dans l'ensemble arrivent en tête des préoccupations des résidents. Les photographies détenues par la *Mitchell Library*¹ confirment la dégradation importante des bâtiments et de l'environnement à cette époque. Elles montrent également une grande monotonie dans les constructions. Désindustrialisation, chômage, relégation en périphérie lointaine et aménagement urbain inadéquat pèsent de tout leur poids sur la qualité de la vie à Castlemilk.

Comme dans les logements des Gorbals construits à pareille époque, l'humidité est de loin le fléau le plus important dans les logements de Castlemilk, alors qu'ils avaient justement été construits pour résoudre le problème des taudis et de la surpopulation des quartiers centraux². Le témoignage détaillé d'Anna Stuart sur la vie à Castlemilk à la fin des années soixante-dix est très éclairant, en particulier quand elle décrit l'eau qui ruisselle le long des murs dans les logements et la grande difficulté à les chauffer³. Les locataires s'organisent en de nombreuses associations de locataires sans pour autant que se dessine une campagne globale qui concerne l'ensemble de la cité. De multiples actions se développent ainsi très localement, au niveau d'une rue ou d'un groupe de rues ou de logements. C'est le cas de l'association des locataires de Mitchellhill⁴ qui va œuvrer jusqu'en mars 2003 pour les intérêts des locataires des appartements des cinq tours d'habitation de Mitchellhill et notamment pour l'amélioration des appartements⁵.

En 1986, lorsque le gouvernement menace de réduire les financements disponibles pour la rénovation urbaine⁶, une campagne est lancée à Castlemilk, qui permet finalement

¹ Elles couvrent l'évolution de l'ensemble depuis sa création. Les photos des archives personnelles de Barry Watson datées du tout début des années quatre-vingt-dix montrent également que la situation s'est peu améliorée et que la tâche reste immense à cette époque.

² Douglas Robertson, «Attacking the Dampness Plague. Glasgow's Response », *Health Promotion International*, 1989, Vol. 4, n°2, pp. 159-162.

³ Entretien du 27 octobre 2011.

⁴ *Mitchellhill Tenants Association*.

⁵ Voir en annexe le récit détaillé de l'action de *Mitchellhill Tenants Association* dans l'entretien avec Barry Watson, qui fut président de l'association entre 1997 et 2003.

⁶ Il s'agit du *Urban Programme*.

de préserver les ressources allouées à la cité¹. Elle est la preuve que Castlemilk peut se prévaloir de l'existence d'un réseau établi de militantisme local, qui va continuer à s'affirmer à la fin des années quatre-vingt. L'implication des résidents dans l'amélioration des conditions de vie de la cité, telle qu'elle était d'ailleurs encouragée par le gouvernement dans *New Life for Urban Scotland*, se poursuit en effet par leur réponse à la stratégie établie par *Castlemilk Partnership*. Le *Castlemilk Umbrella Group*, qui représente la population locale, produit deux documents détaillés, issus de deux exercices de consultation de la population, intitulés *New Life for Castlemilk – Castlemilk Community Plan*² et *A Tale of Two Castlemilks*, qu'il faut lire conjointement et qui attestent de la force critique et de la mobilisation de la population locale face à la politique gouvernementale.

Il y apparaît très explicitement que la population n'adhère pas aux priorités du gouvernement et qu'elle doute fortement que les ambitieux objectifs de régénération sociale énoncés par le gouvernement ne seront pas tenus, ou alors dans un temps très long qui ne correspond ni à ses aspirations ni à ses besoins immédiats. Ainsi, les habitants de Castlemilk estiment-ils que le type de logement mis à leur disposition leur importe peu tant qu'il est en état et que le loyer est accessible.

Il transparaît également que les habitants du quartier ont beaucoup de difficulté à se représenter avec clarté le futur de leur quartier tant la stratégie énoncée par *Castlemilk Partnership* leur paraît abstraite. Ils reprochent à *Castlemilk Partnership* d'énoncer une stratégie qui mobilise des concepts tels que le « développement de l'implication de la communauté » ou « construire sur des développements existants » qui n'ont pas de résonance pratique³. De nombreuses questions pratiques concernant la hausse des loyers, le devenir de leur environnement, le type de magasins qui ouvriront et les tarifs qui y seront pratiqués ne trouvent pas de réponses dans la stratégie de *Castlemilk Partnership* et les représentants de la population le font savoir avec force et conviction⁴. Ils remarquent que l'éducation des

¹ Castlemilk Local Democracy Group, *Community Involvement in the Castlemilk Partnership. A Community perspective. A Draft Paper*, Glasgow, Castlemilk Local Democracy Group, September 1999, p. 3. Ce document a été rédigé après la fin du programme *Castlemilk Partnership* qui arrivait à échéance en 1998.

² Castlemilk Umbrella Group, *New Life for Castlemilk – Castlemilk Community Plan*, Glasgow, Castlemilk Umbrella Group, December 1989 et Castlemilk Umbrella Group, *A Tale of Two Castlemilks*, Glasgow, Castlemilk Umbrella Group, October 1989 (une réponse au *Consultation Draft* diffusé par *Castlemilk Partnership* en juin 1989 pour présenter sa stratégie).

³ Castlemilk Umbrella Group, *A Tale of Two Castlemilks*, p. xi : « the partnership strategy pays lip service to the idea of 'developing community involvement' and 'building on existing developments', but it does not in practice entrust the future of Castlemilk to its own people. »

⁴ Castlemilk Umbrella Group, *A Tale of Two Castlemilks. Community Response to the Castlemilk Partnership Draft Strategy*, Glasgow, Castlemilk Umbrella Group, October 1989, pp. ix-xii. Nous ne

jeunes et la formation des adultes sont absentes et estiment également que la dimension sociale et l'emploi sont négligés¹. L'argument peut se résumer à travers le questionnaire sur l'existence réelle d'un lien entre les dimensions spatiale et sociale du processus de régénération.

Combattre la pauvreté est la priorité des habitants de Castlemilk, dont les valeurs mettent la solidarité et le bien-être de tous au cœur de leurs préoccupations. En d'autres termes, la population fait savoir qu'elle entend que le processus de régénération du quartier profite pleinement à ses habitants, qu'elle n'est pas suffisamment désespérée pour accepter une régénération aveugle et qu'une simple remise en état du parc de logements est nécessaire mais pas suffisante². La population de Castlemilk réfute l'analyse selon laquelle la régénération de leur quartier pourrait être déconnectée de la situation nationale : la pauvreté n'est pas créée à l'intérieur de Castlemilk, mais à l'extérieur et la plupart des décisions qui ont un impact sur la vie des habitants de la cité sont prises à l'extérieur de Castlemilk³.

Enfin, les habitants de la cité demandent davantage d'implication de la communauté dans les prises de décision les concernant à travers une meilleure intégration dans les structures décisionnaires⁴. Leur insatisfaction à ce sujet les pousse d'ailleurs dans un premier temps à se retirer du partenariat en signe de protestation. En 1991, un financement du *Urban Programme* rend possible la création du *Castlemilk Umbrella Group* qui dispose alors des moyens suffisants pour salarier des personnes complètement disponibles pour porter plus efficacement la voix de la population au sein du partenariat⁵. Pour autant, cela ne semble pas avoir été suffisant. Le *Castlemilk Umbrella Group* fait une distinction claire entre *être en capacité de représenter la population*, ce qui fut le cas avec l'aide financière de l'*Urban Programme*, et *être réellement impliqué dans les processus de décision* grâce à des mécanismes qui

résistons pas à la tentation de citer cet échange retranscrit dans *New Life for Castlemilk* : « Question : "What do you think of Castlemilk as a whole ?" Answer: "Well, as a hole it's alright, but as a place it's terrible!" » (p. 1).

¹ *Ibid.*, p. xii.

² Castlemilk Umbrella Group, *New Life for Castlemilk*, p. 5 : « The first priority of the Umbrella Steering Group is that the people here, now in Castlemilk will be the first to benefit from the regeneration. We would not consider the physical improvement of the housing stock, with its subsequently changing hands and bringing in better off people, to be an improvement. We are talking about the people of Castlemilk and not the geographical area »; *ibid.*, p. 9 : « We may be needy, but not so desperate that any money spent, any new building in the area, can automatically be guaranteed a welcome ».

³ *Ibid.*, p. 6 : « National issues impinge at every turn [...]. We feel that no strategy for the regeneration of Castlemilk which ignores national issues can be taken seriously. »

⁴ *Ibid.* (« conclusions », p. 3) Voir en annexe la liste des points non négociables mis en avant par le *Castlemilk Umbrella Group* pour que la population reste un partenaire de *Castlemilk Partnership*.

⁵ Castlemilk Local Democracy Group, *op. cit.*, p. 7.

le permettent. Au bout du compte, c'est un sentiment de frustration qui prévaut du côté des représentants de la population qui ne se sont jamais sentis considérés sur un pied d'égalité avec les autres partenaires de *Castlemilk Partnership*, notamment parce que chaque agence impliquée dans le partenariat conservait, en dernier ressort, la haute main sur les ressources qu'elle y consacrait. De plus, dans un partenariat où le processus de prise de décision relevait du consensus et de la participation volontaire, il n'existait pas de droit de veto, ce qui œuvrait d'autant plus en défaveur des représentants de la population qu'ils n'apportaient aucune ressource qui puisse peser dans la balance des décisions¹. Le *Castlemilk Umbrella Group* regrette que les agences impliquées dans le partenariat n'aient pas su (ou voulu) faire la différence entre « participation » et « consultation », la deuxième méthode citée étant souvent utilisée à la place de la première².

Parallèlement au développement des programmes de régénération *Castlemilk Initiative* et *Castlemilk Partnership*, le mouvement des associations de logements prend son essor à Castlemilk, sous l'impulsion de l'action militante d'un tout petit noyau d'une vingtaine de personnes pour l'ensemble de la cité. La très médiocre qualité des logements et de l'environnement et l'indifférence de la municipalité vont pousser quelques familles à prendre les choses en main au début des années quatre-vingt³. Aux yeux d'Anna Stuart, le « right-to-buy » promu par Margaret Thatcher n'était pas un véritable choix et ne constituait donc pas une option viable pour les habitants de Castlemilk, en tout cas au tout début des années quatre-vingt. Les habitants de Castlemilk n'avaient en général que de très modestes revenus et ne pouvaient donc prétendre acheter un logement ailleurs. Ils avaient donc le choix entre rester locataires à Castlemilk ou acheter un appartement à Castlemilk, à une période où l'état de la cité est tel que les habitants cherchaient à la quitter coûte que coûte. Pour Anna Stuart, la mise en place du « right-to-buy » dans le contexte qui vient d'être évoqué ne pouvait que créer des ghettos et ne constituait en rien une réponse adéquate au problème du logement. En revanche, l'établissement d'association de logements était une politique plus appropriée, ce que le gouvernement conservateur a encouragé. Selon Anna Stuart, un gouvernement travailliste ne l'aurait pas fait. Il est vrai que les associations de logements ont permis aux locataires d'obtenir un pouvoir qu'ils n'auraient jamais eu la possibilité d'acquérir autrement. Cela les a souvent conduit à

¹ *Ibid.*, pp. 10-12.

² *Ibid.*, pp. 12-13.

³ Voir l'entretien détaillé avec Anna Stuart au sujet de l'aménagement urbain et de la qualité des logements à Castlemilk et de l'attitude de la municipalité à ce sujet.

entretenir des relations tendues, voire conflictuelles, avec la municipalité, sans pour autant que cela mette en danger l'hégémonie travailliste au conseil municipal de Glasgow¹.

La cité est même pionnière en matière de création d'association de logements puisque la première association à voir le jour à Glasgow est *Cassiltoun Housing Association*². Elle a été créée par un petit collectif de neuf familles qui se sont retrouvées à être les dernières à vivre dans une rue où quatre-vingt-un logements étaient devenus vides tellement les gens cherchaient à fuir l'endroit. Il leur a fallu plus de trois ans pour monter l'association et, finalement, sept des neuf familles à l'origine du projet signent l'acte de création de l'association en décembre 1985. L'association acquiert quatre-vingt-dix logements, convertit quelques appartements de trois pièces en studios pour mieux répondre aux besoins de la population et, en 1987, après la nécessaire période de rénovation des logements, les premiers locataires emménagent. Le concept de l'association de logement plaît aux habitants qui adhèrent à l'idée qu'ils pourront participer aux prises de décision concernant les travaux ou l'évolution de leur cadre de vie³. Le principe d'une association de logements est en effet le suivant : ce sont des structures à but non lucratif dirigées par un conseil d'administration dont les membres sont obligatoirement des membres de l'association. Tout locataire qui loue un logement géré par l'association en est obligatoirement membre et est éligible au conseil d'administration qui est renouvelé de façon régulière. Les membres du conseil d'administration participent bénévolement à la gouvernance de l'association, dont les tâches quotidiennes de gestion sont quant à elles assurées par des salariés, sous la responsabilité d'une équipe de direction expérimentée. Le rôle du conseil d'administration est de définir la stratégie de l'association et d'évaluer la qualité du service rendu aux membres de l'association, en leur nom, et en concertation avec l'équipe de direction.

La création de *Cassiltoun Housing Association* est suivie de très près par celle de *Calvay Housing Cooperative* à Balarnack, à *Easterhouse* et *Broomhouse Housing Association* à Uddingston, dans la banlieue de Glasgow. Par la suite, au cours des années quatre-vingt, d'autres associations de logements sont créées à Castlemilk. Il s'agit, dans l'ordre chronologique de création, de *Castlebrae Housing Cooperative*, *Ardenglen Housing Association*⁴,

¹ Entretien avec Anna Stuart.

² L'association porte ce nom depuis 2004. À l'origine, elle s'appelait *Castlemilk East Housing Cooperative*. Elle gère aujourd'hui un parc d'un millier de logements.

³ L'association reçoit plus de 1 300 demandes de logement au moment où elle met ses 94 logements sur le marché locatif.

⁴ *Ardenglen* est créée en 1990 et a fusionné avec *Castlebrae Housing Cooperative* in 1996. *Ardenglen* gère

*Craigdale Housing Association*¹, *Northvieu*². *Thenue*, une association de logements qui possède 3 500 logements dans plusieurs quartiers de Glasgow s'est récemment implantée à Castlemilk et complète ce panorama. Leur action ne se cantonne d'ailleurs pas uniquement au travail de rénovation des logements du parc qu'elles se constituent progressivement et qui va littéralement transformer la cité d'un point de vue physique. Elles jouent un rôle social et économique non négligeable à travers les opportunités d'emplois qu'elles représentent pour la population locale³. Il existe donc actuellement cinq associations de logements à Castlemilk qui possèdent et gèrent un parc de logements distinct de celui de *Glasgow Housing Association*.

3. Conclusion

L'attitude de la municipalité face à la mobilisation et aux revendications des résidents de Castlemilk et des Gorbals à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt montre très clairement que le travaillisme glaswégien est incapable de prendre en compte les initiatives et les revendications de la base. Lors de l'entretien qu'elle nous a accordé, Anna Stuart nous a raconté l'anecdote d'un conseiller municipal qui demandait aux résidents de Castlemilk, au moment même où ils tentaient de s'organiser pour tenter d'améliorer leur environnement, ce qu'ils pouvaient bien vouloir de plus, alors que la municipalité venait de semer du gazon et avait posé des barrières pour délimiter leurs jardins. Les dénégations de la municipalité face à l'évidence des problèmes d'humidité dans les Gorbals sont un autre exemple très significatif de la grande méfiance dont font preuve les élites travaillistes de la ville face à tout ce qui émane de la base. On peut dresser le même constat avec la façon dont la municipalité a refusé d'entendre les arguments des opposants à l'année de la culture, qui n'étaient pas tous des intellectuels et artistes mais aussi des militants ouvriers de la base. C'est toute la tradition fabienne, technocratique, élitiste et centralisatrice du travaillisme traditionnel britannique qui s'exprime ici dans les conditions

actuellement un parc d'environ un millier de logements,
<http://www.ardenglen.co.uk/whoweare.html>, (accès le 24 avril 2012).

¹ Créée en 1988, *Craigdale* dispose d'un parc d'environ 400 logements.
http://www.craigdaleha.co.uk/podium/craigdale/ces_general.nsf/wpg/about_us!OpenDocument, (accès le 24 avril 2012).

² Créée en novembre 1993, *Northvieu* dispose d'un parc d'environ 700 logements.
<http://www.nvha.org.uk/about-us.aspx>, (accès le 24 avril 2012).

³ Voir la retranscription complète du récit détaillé d'Anna Stuart à ce sujet en annexe.

locales¹. Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant que les résidents des logements sociaux en particulier saisissent les opportunités offertes par le gouvernement central, conservateur, de s'organiser en associations de logements, quitte à s'opposer vigoureusement aux représentants d'un parti travailliste dont ils resteront, malgré tout, un électorat fidèle.

La faible résistance que la municipalité oppose au projet politique néo-libéral dès le début des années quatre-vingt pose tout autant question que son attitude face à la base. Les raisons semblent remonter à l'échec électoral du parti travailliste glaswégien aux élections municipales de 1977. Cet échec poursuit en effet le renouvellement des élus travaillistes entamé dès la fin des années soixante². En 1977, bien que restant le groupe le plus important au conseil municipal, le parti travailliste glaswégien est dans l'incapacité de constituer une majorité. C'est donc la minorité conservatrice, avec l'aide du *Scottish National Party*, qui prend les rênes du conseil municipal. Jean McFadden, qui se situe idéologiquement à l'aile droite du parti travailliste, prend la tête du travaillisme glaswégien. Aux élections municipales de 1980, le parti travailliste glaswégien obtient une majorité solide. Malgré les divisions suscitées par les questions de personnalité et d'idéologie qui ne cesseront d'alimenter les querelles internes pendant les années qui suivent, le retour aux affaires s'accompagne donc d'un glissement vers le centre gauche. Il va se poursuivre et s'accentuer dans les décennies suivantes, sous la pression du gouvernement central et de l'agence écossaise pour le développement (*Scottish Development Agency*, SDA) qui poussent la municipalité à diversifier ses sources de revenus. Cette dernière se trouve ainsi par exemple dans l'obligation de céder le terrain du site du *Garden Festival* à des promoteurs privés sous la pression de la SDA, créant brèche significative et symbolique dans le monopole municipal historique de construction immobilière. Il en résulte que l'évolution du travaillisme glaswégien des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix accompagne l'avancée néo-libérale bien davantage qu'elle ne s'y oppose. À cette importante inflexion idéologique s'ajoute un changement de gouvernance de la municipalité sur le modèle de l'entreprise³ qui permet l'émergence d'une direction politique forte, et le renforcement des pouvoirs du directeur général des services au détriment du pouvoir des directeurs des divers services de la municipalité et des comités de gestion pluripartites d'élus. Cette mutation, voulue par le

¹ Pour l'influence fabienne dans la tradition travailliste, voir Geoffrey Foote, *The Labour Party's Political Thought. A History*, St Martin's Press, 1997.

² I. G. C. Hutchison, *Scottish Politics in the Twentieth Century*, Basingstoke, Palgrave, 2001, pp. 126-138.

³ « corporate management ».

gouvernement central par l'intermédiaire du *Scottish Office*¹, a pour but de mettre en place une gouvernance plus efficace et davantage centrée sur la culture du résultat². Elle a très certainement contribué à fournir un terrain propice à l'adhésion des élites locales aux principes du projet politique néolibéral.

¹ Elle suit les recommandations faites par le comité Paterson de 1973 sur la réforme de la gouvernance des collectivités locales.

² Michael Keating, *op. cit.*, pp. 61-67 & p. 197.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'ambition de ce travail était, dans un premier temps, de montrer que la réalité passée ou présente de la ville est souvent très différente de l'image qui a été construite et véhiculée au fil du temps par les observateurs. Il en résulte la nécessité d'établir une nette distinction entre l'identité de Glasgow, aussi difficile soit-elle à définir, et l'image qui en est véhiculée dans les journaux, à la télévision, dans la littérature ou au cinéma, toutes époques confondues, ainsi que celle, plus près de nous, qui est vendue par les agences de communication mandatées par les responsables municipaux. Notre analyse nous amène à conclure que l'identité de Glasgow est faite de contrastes parfois extrêmes, qu'elle repose sur un complexe et subtil mélange d'éléments qui dépassent, sans pour autant la réfuter entièrement, l'image de la ville surpeuplée, industrielle, violente, grise et sale où l'intolérance religieuse entre catholiques et protestants s'exprime violemment. Il transparait que, sans se renouveler complètement, elle s'est également progressivement transformée au fil du temps, et de manière significative au cours des trente dernières années.

En tout premier lieu, l'identité de la ville reste très fortement imprégnée par son histoire de centre industriel majeur. Elle s'est forgée au cours du temps grâce aux – ou à cause des – conditions de vie et de travail très souvent difficiles pour la classe ouvrière, à la fois dans les *tenements* et sur les chantiers navals, dans les usines de l'industrie lourde ou dans les ateliers de la construction mécanique. Si la culture de la violence, de la consommation d'alcool et du machisme y était, et y reste dans une certaine mesure, prégnante, les notions de communauté et de solidarité y étaient, et y sont encore, tout aussi essentielles.

Quelles que soient les époques, le logement a toujours été au centre des préoccupations des Glaswégiens. Il s'agit, à nos yeux, d'une question absolument centrale dans l'histoire de la ville. Dans la première moitié du vingtième siècle, il est indéniable que l'image de la ville surpeuplée et gangrénée par les taudis est conforme à la réalité vécue par

les habitants de certains quartiers ouvriers. Mais il faut reconnaître qu'il existait en fait de très importants contrastes entre les *tenements* bourgeois, clairs et spacieux de certains quartiers de la ville, ou plus simplement ceux des ouvriers qualifiés, et les *tenements* décatés et surpeuplés de certains quartiers où logeaient une majorité d'ouvriers non-qualifiés, dont le fameux quartier des Gorbals est un exemple significatif, mais en aucun cas le seul en la matière. Vivre dans les logements exigus des *tenements* mal entretenus était évidemment une situation subie par les familles ouvrières. Les témoignages montrent que de nombreuses familles faisaient des efforts considérables pour maintenir leurs logements dans le meilleur état possible mais qu'elles étaient démunies face à l'absence d'entretien des bâtiments et la pauvreté dans laquelle elles se trouvaient. La ville est aujourd'hui reconnue pour être le plus bel exemple survivant de ville victorienne, preuve évidente de nos jours d'une opulence certaine et de contrastes importants à cette époque.

Glasgow a longtemps été associée, à juste titre, à l'image d'un parc de logements sociaux pléthoriques, construits en toute hâte après-guerre avec d'importants défauts de conception et de construction, mal entretenus et regroupés dans des cités éloignées en périphérie. Leur délabrement quelquefois très rapide est indéniablement un écho douloureux à la vie dans les *tenements* des décennies précédentes. Les tours d'habitation construites dans les années soixante et certaines cités construites à pareille époque se sont révélées être de véritables cauchemars pour leurs habitants. C'est une réalité qui a à l'évidence marqué les esprits de manière durable. Toutefois, de simples observations de terrain montrent qu'un chemin très important a été parcouru dans le domaine de la rénovation urbaine au cours des trente dernières années. Les logements sociaux ont été rénovés, leur environnement a été amélioré, leur part dans l'offre de logements a significativement diminué. Au bout du compte, le temps où la municipalité gérait le plus grand parc de logements sociaux d'Europe de l'Ouest est bel et bien révolu.

L'identité de Glasgow est également fortement marquée au niveau politique. Si l'image de la ville rouge et révolutionnaire contient une part de vérité, elle occulte le fait que la dimension révolutionnaire des conflits industriels du début du vingtième siècle est bien davantage le résultat d'une construction de la part du gouvernement britannique qui panique face à la mobilisation ouvrière et du discours de quelques responsables syndicaux que d'une réalité voulue et portée par la masse des ouvriers. Il n'y a pas eu de révolution à Glasgow et les intérêts divergents des différentes strates de la hiérarchie ouvrière l'ont rendue bien improbable. Il n'empêche que le militantisme ouvrier est longtemps resté une marque de fabrique glaswégienne, aussi réputé de par le monde que la qualité des bateaux

qui sortaient des chantiers navals de la ville, et que l'engagement citoyen au service de la communauté fait encore aujourd'hui partie intégrante de l'identité des habitants de la ville. Les références récurrentes aux grèves des loyers menées au début du vingtième siècle en attestent avec force. Les revendications et la mobilisation des résidents des logements sociaux des Gorbals et de Castlemilk contre l'humidité et la dégradation de leur environnement de vie en sont des rappels d'autant plus pertinents qu'ils ont eux aussi très largement abouti grâce à l'engagement des femmes. C'est également dans cette tradition contestataire radicale qu'il faut chercher les racines de l'action militante menée par le collectif *Workers' City* au moment de l'année de la culture.

Au milieu des années quatre-vingt, en préface d'un recueil de photographies de Glasgow réalisées par Oscar Marzaroli, William McIlvanney expliquait que les différentes facettes constituant l'identité de Glasgow s'exprimaient de façon synthétique dans ce qui caractérise le mieux, selon lui, l'identité de ses habitants, à savoir un mélange particulier d'humanité et d'irrévérence, et que ce mélange constituait le plus important produit d'exportation de la ville, bien davantage que les grands bateaux de ses chantiers navals¹. Il formulait également le vœu que les communicants ne le feraient pas complètement disparaître². Vingt-cinq ans plus tard, il n'est pas sûr que les vœux de McIlvanney aient été exaucés. Les transformations entreprises depuis le début des années quatre-vingt ont essentiellement visé à changer l'image de la ville, pour la rendre plus attractive et faire venir capitaux et touristes. La transformation physique qu'ont subie le centre-ville et les bords de la Clyde ont servi ces objectifs. Nous pensons que cette métamorphose a eu un effet profond et durable sur l'identité de la ville.

¹ Oscar Marzaroli & William McIlvanney, *Shades of Grey, Glasgow 1956 – 1987*, Glasgow, Third Eye Centre & Edinburgh, Mainstream, 1987, pp. 34-36 : « I come at last to the heart of my Glasgow, boil it down and freeze it in two words: humane irreverence. Those who are, for me, the truest Glaswegians, the inheritors of the tradition, the keepers of the faith, are terrible insist that you don't lose touch for a second with your common humanity, that you don't get above yourself. They refuse to be intimidated by professional status or reputation or attitude or name. But they can put you down with a style that almost constitutes a kindness. [...] They – not the image-makers, not the bright-eyed entrepreneurs, not those who know the city as a taxi-ride between a theatre and a wine-bar, not those who see it as Edinburgh on the Clyde, not the literary cliques, not those who apply the word « renaissance » to a handful of movies and a few books and some novels and plays – they are the heart of Glasgow: the quizzical starers, the cocky walkers, the chic girls who don't see a phoney accent as an essential accessory of attractiveness, the askers of questions where none was expected, the dancers on the train, the strikers-up of unsolicited questions, the welcomers of strangers, the deliverers of deadly lines in most unlikely places, the people fighting decency's rearward action in Possil, the unpretentious, the unintimidated. Glasgow belongs to them. »

² *Ibid.*, p. 35 : « Humane irreverence: more than the big ships, Glasgow's greatest export. I just hope they don't export it all away. »

Il est indéniable que, d'un côté, certains traits de l'identité de la ville perdurent. Malgré une érosion certaine, l'intolérance religieuse entre catholiques et protestants est loin d'avoir disparu, bien qu'elle n'ait plus rien à voir avec la discrimination dont étaient victimes les catholiques avant-guerre. Les relations entre communautés ont été mises à rude épreuve par l'arrivée en nombre important de demandeurs d'asile et de réfugiés. Une dizaine d'années après les premières arrivées, les relations se sont apaisées mais la vigilance du gouvernement écossais et de la municipalité dans le domaine des relations interculturelles et interethniques sont bien la preuve qu'il reste de nombreuses questions à résoudre.

D'un autre côté, de la même manière que les populations les plus fragiles ont été reléguées en périphérie sous l'effet de la pression financière et immobilière, certains traits saillants de l'identité de la ville ont été délibérément mis de côté sous l'effet des exigences de rentabilité de l'économie globale néolibérale.

La disparition de quartiers entiers de *tenements*, des bâtiments industriels en tous genres et la désindustrialisation de la ville et de sa conurbation en sont les premières preuves tangibles. Glasgow n'est plus un centre industriel majeur et réputé mondialement pour la qualité de ses exportations, mais un centre de services et de tourisme de loisir et d'affaire beaucoup plus anonyme en concurrence avec les nombreuses autres villes post-industrielles dans le monde dont les stratégies de régénération urbaine ont suivi le même chemin.

Glasgow n'est plus la ville à la gestion paternaliste mais autoritaire des *City Fathers* mais une ville dirigée par un travaillisme historiquement dominant depuis le début des années trente mais qui s'est très vite accommodé sans sourciller des principes de l'économie néolibérale au tournant des années quatre-vingt. Toute référence au glorieux passé des luttes industrielles est désormais malvenue, au risque d'effrayer les investisseurs qui ont besoin d'une main d'œuvre docile.

Depuis le début des années quatre-vingt, et en particulier au cours de la période conservatrice, les politiques publiques mises en œuvre à Glasgow se sont inscrites, avec leurs spécificités propres à l'histoire locale, dans une tendance globale qui a progressivement transformé la ville en un lieu stratégique dans lequel il est devenu souhaitable de conjuguer prospérité et développement économique tout en essayant de résoudre les problèmes sociaux. Les politiques de régénération urbaine mises en œuvre à

Glasgow depuis cette période œuvrent à la réalisation d'un pari impossible parce que contradictoire en tentant d'assurer le développement économique de la ville, qui doit permettre aux investisseurs de générer rentabilité et profits, sans quoi ils iraient investir ailleurs, tout en visant à résoudre l'ensemble des problèmes hérités de la désindustrialisation.

À Glasgow, la culture et les événements populaires sont devenus le catalyseur de la régénération physique, économique et sociale de la ville. Cela s'inscrit désormais totalement dans la politique voulue par le gouvernement écossais qui, dans la publication *National Cultural Strategy for Scotland*¹, souligne la contribution que la culture peut apporter à des chantiers plus larges tels que la justice sociale, le développement économique, la régénération et l'égalité et suggère que le développement culturel contribue à créer l'image d'une société écossaise moderne et dynamique. Plus de vingt ans après l'organisation du *Garden Festival* et de l'année de la culture, l'organisation des Jeux du Commonwealth vient à point nommé pour redonner du souffle à la régénération de la ville.

Glasgow est à n'en point douter (re)devenue une capitale économique et culturelle de dimension internationale. Elle a mis en valeur ses quartiers centraux pour se construire une superbe vitrine² et il est indéniable qu'il est très agréable de flâner au centre-ville et le long de la Clyde et de fréquenter les hauts lieux culturels de la ville. Il est cependant nécessaire de satisfaire à une condition importante – posséder un pouvoir d'achat substantiel. À l'heure de la concurrence globale, quand d'autres villes britanniques se sont engagées dans la voie de la régénération urbaine à travers l'organisation de grandes manifestations populaires (Manchester a organisé les Jeux du Commonwealth en 2002, Liverpool a été désignée Ville européenne de la culture en 2008, Londres organise les Jeux Olympiques en 2012), et que d'autres l'ont déjà fait depuis longtemps ailleurs dans le monde, il est à prévoir que l'offre du tourisme culturel finisse par dépasser la demande. Il faut toujours en faire plus pour rester en haut de l'affiche. Combien de temps cela peut-il durer? Bien que Glasgow connaisse une croissance supérieure à toutes les villes importantes du Royaume-Uni et fasse partie du peloton de tête des villes européennes de taille identique, elle n'est pas à l'abri d'un phénomène de saturation. Récemment, elle n'a pas été épargnée par la crise, ce qui n'a d'ailleurs pas manqué de jeter le doute sur le financement des infrastructures nécessaires à l'organisation des Jeux du Commonwealth.

¹ Scottish Executive, *National Cultural Strategy for Scotland*, Edinburgh, Scottish Executive, 2000.

² Gerry Mooney (*op. cit.*, p. 328) la qualifie de « cosmetic gloss ».

Dans ce contexte de concurrence globale entre les villes, quand le centre-ville et la Clyde sont l'objet de toutes les attentions et des principaux investissements, il apparaît que les politiques publiques urbaines mises en place se soldent par des phénomènes de polarisation socio-spatiale qui, sans forcément continuer à croître, ne se résorbent pas, malgré des efforts de quelquefois très longue haleine.

Les services constituent désormais la majeure partie de son activité économique mais n'offrent pas toujours des emplois stables, qualifiés et bien rémunérés. L'activité industrielle est devenue presque anecdotique. La bonne santé du tourisme de loisir ou d'affaire est la clé de la réussite économique de nombreux secteurs d'activité de la ville. Mais c'est un secteur extrêmement concurrentiel. Les quartiers réhabilités du centre-ville et des rives de la Clyde sont touchés par la gentrification, malgré la volonté de mixité sociale affichée par les autorités locales.

Le recours à la culture comme catalyseur de la régénération économique et sociale est loin d'avoir résolu les problèmes sociaux aigus auxquels Glasgow reste confrontée. Comme par exemple à Birmingham¹, les emplois créés à l'occasion des événements culturels sont temporaires, mal payés et souvent à temps partiel. L'identité ouvrière de la ville est restée en marge, quand elle n'est pas purement et simplement ré-écrite pour satisfaire aux exigences des communicants et ne pas effrayer les investisseurs. C'est le tourisme culturel qui est valorisé plutôt que le soutien aux acteurs culturels locaux. La ville est devenue une image qu'elle s'emploie à vendre pour attirer les touristes et les investisseurs. L'étude du cas de Glasgow, à travers notamment sa désignation comme Ville Européenne de la Culture montre à quel point des événements culturels et festifs d'ampleur peuvent être instrumentalisés au seul bénéfice de la régénération économique et au détriment d'un meilleur équilibre entre les dimensions économique, sociale et culturelle d'une politique de régénération urbaine.

La régénération se veut la plus complète et la plus intégrée possible, mais au risque d'y perdre toute lisibilité. L'action publique prend en effet la forme d'un entrelacs d'acteurs publics et privés, de dispositifs, d'actions et de plans qui sont constamment évalués, mis à jour, qui font l'objet d'une intense communication, et de très nombreuses publications institutionnelles. La multiplication des structures, agences et compagnies pose nécessairement la question de leur pilotage, local ou national, ainsi que la définition de leurs missions et de leurs zones de compétences et d'intervention. La question des moyens qui

¹ Malcolm Miles, « Interruptions: Testing the Rhetoric of Culturally Led Urban Development », *Urban Studies*, vol. 42, n°5/6, 2005, p. 897.

leur sont alloués est également cruciale. Nous avons vu que ceux qui étaient alloués aux sociétés locales de développement pour mettre en œuvre la régénération économique et sociale des quartiers périphériques semblaient bien insuffisants, notamment au regard des sommes colossales qui sont dépensées pour réaménager le centre-ville et les bords de la Clyde et pour construire les infrastructures nécessaires à la politique de tourisme culturel et d'affaire. Il est indéniable que les sociétés locales de développement en leur temps puis les agences de régénération urbaines ont fourni et continuent à fournir des services de qualité à des populations qui en ont cruellement besoin. Des entreprises viables y voient le jour, des chômeurs retrouvent un emploi ou démarrent des formations qualifiantes. Des espaces en friche sont réaménagés et porteurs d'une dynamique positive.

Toutefois, le partenariat entre acteurs publics et privés analysé sous l'angle du fonctionnement des sociétés locales de développement apparaît surtout comme la gestion des ressources publiques sur le modèle de l'entreprise privée. Le pilotage des sociétés locales de développement, au moyen de conseils d'administration dans lesquels sont représentés les usagers et résidents du territoire dans lequel elles opèrent, permet en fait aux autorités locales de diluer leurs responsabilités. Par ailleurs, le logement social n'entre pas dans leur domaine de compétences, ce qui est finalement surprenant quand on sait l'importance du logement dans les questions d'insertion sociale et de recherche d'emploi.

Les sociétés locales de développement ont en fait participé à une atomisation des solutions et une dilution des responsabilités. Elles ne font pas le poids face aux financements publics ayant privilégié le centre-ville. Il est indéniable que les initiatives locales basées sur des partenariats public-privé, dans le cas de Glasgow, ne sont pas en mesure de traiter des problèmes de fond tels que l'effondrement des industries traditionnelles, la relégation en périphérie des populations urbaines les plus fragiles et le fonctionnement du marché de l'emploi à l'échelle nationale et internationale. Leurs efforts sont confrontés à des problèmes qui ont effectivement des manifestations très locales et très diverses mais dont les origines macro-économiques, dans un contexte de concurrence globale, dépassent largement le cadre local. Elles ne sont finalement que des points d'ancrage de proximité qui coordonnent des ressources chèrement acquises auprès d'organismes publics qui ont instauré une obligation de compétitivité qui va, n'en doutons pas, à l'encontre d'une prodigalité certaine. Une réorientation vers une vision plus globale des problèmes et la recherche de solutions durables qui dépassent la seule question de l'image de la ville semblent encore nécessaires.

Le centre-ville a été nettoyé, aseptisé et formaté pour les besoins de l'économie globale. Nous avons écrit plus haut que l'intention des dirigeants municipaux est de concilier deux objectifs, que nous estimons contradictoires dans un contexte d'action publique qui s'inscrit dans un puissant projet politique néolibéral, à savoir le développement économique et la régénération sociale. Dans la pratique, les politiques de la ville se situent à l'intersection entre régénération économique et régulation sociale¹. Cette question est depuis quelques années un élément central des questionnements suscités par les effets des processus de néolibéralisation sur les politiques urbaines. Le passage des années soixante aux années quatre-vingt a marqué un changement brusque et complet du référentiel de développement avec le passage des recettes keynésiennes de la ville managériale à la ville entrepreneuriale. L'évolution entre les années quatre-vingt et aujourd'hui est plus subtile, sans pour autant être moins dévastatrice. La mise en place des politiques urbaines que Neil Smith a qualifiées de « revanchardes »², c'est-à-dire punitives à l'égard des pauvres, est de plus en plus évidente. Il faut rendre les centres-villes toujours plus sûrs. Les temples de la consommation qu'ils sont devenus, et Glasgow en est à maints égards un exemple éloquent, doivent assurer aux consommateurs un temps pendant lequel ils font leurs achats³ le plus agréable et le plus tranquille possible. Pour cela, il faut ménager un espace urbain aseptisé, dans lequel les groupes sociaux les plus marginaux n'ont pas leur place. Dans cette perspective, un discours sur le crime et l'insécurité, teinté d'un discours sur l'ordre moral, tenu par les gens qui ont de l'argent et qui sont en position d'influencer l'exécutif local et relayé par les médias vise à rendre légitime l'éviction des indésirables et le développement d'une panoplie de moyens humains et technologiques qui surveillent et régulent le comportement des citoyens⁴. Une relecture des politiques urbaines sous l'angle du thème de la ville revanchiste et de la surveillance des espaces publics doit permettre de porter un regard nouveau, trente ans après l'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir, sur l'évolution et les effets des politiques néolibérales dans les villes britanniques.

¹ Rowland Atkinson, « Domestication by Cappuccino or a Revenge on Urban Space? Control and Empowerment in the Management of Public Spaces », *Urban Studies*, vol. 40, n° 9, 2003, pp. 1829-1843; Gesa Helms, Rowland Atkinson and Gordon MacLeod, « Securing the City: Urban Renaissance, Policing and Social Regulation », *European Urban and Regional Studies*, vol. 4, n°4, 2007, pp. 267-276.

² Le terme anglais est « revanchist ».

³ « shopping experience ».

⁴ Gordon MacLeod, « From Urban Entrepreneurialism to a "Revanchist City"? On the Spatial Injustices of Glasgow's Renaissance », in Neil Brenner and Nik Theodore (eds.), *op. cit.*, pp. 254-276.

Dans une perspective différente, d'autres pistes de recherche mériteraient d'être développées, pour lesquelles une approche comparative avec la situation dans d'autres villes britanniques et/ ou européennes de taille et de contexte similaire serait utile. Nous pensons ainsi à la question de la reconversion et de la mise en valeur du patrimoine industriel dans les politiques urbaines. De façon connexe, il pourrait être intéressant de confronter le modèle glaswégien de gentrification à d'autres modèles européens ou britanniques, en axant plus particulièrement l'analyse sur la problématique de la justice socio-spatiale.

Enfin, les mouvements de population sont un enjeu politique majeur, au niveau national comme au niveau européen. Les tensions dans certaines régions du monde sont à l'origine d'importants déplacements de populations et continuent de produire des demandeurs d'asile en grand nombre. Malgré des politiques d'immigration de plus en plus contraignantes, l'Europe reste attractive, pour des raisons humanitaires ou économiques. L'enjeu est également important au sein même des pays de l'Union européenne, avec la libre circulation des biens et des personnes qui en font partie. Ce contexte nous amène donc à penser qu'il serait d'utile de poursuivre le travail de recherche sur les questions relatives à l'accueil des populations migrantes en Grande-Bretagne et qu'une approche comparative avec la France serait riche d'enseignements.

ANNEXES

Annexe I : entretiens et correspondances

Annexe I-a : entretien avec Mick Gormley.

Lourdes' Secondary School, Glasgow, 23 juin 2010.

Mick Gormley est professeur d'anglais à la retraite depuis quelques mois au moment de l'entretien. Il est né en 1952 dans les Gorbals et a vécu dans le quartier de façon continue jusqu'à ce qu'il entre à l'université à Edimbourg en 1972. Il quitte définitivement le quartier en 1979.

Fabien Jeannier: When and where were you born?

Mick Gormley: I was born in the Royal and when I was born I lived in a place called the Oatlands, which is adjacent to the Gorbals. When I was about two I moved to 60 Cavendish Street which is adjacent to Eglinton Street and after about seven years there we moved to Rutherglen Road which was right in the middle of the Gorbals. It was adjacent to Gorbals street, I lived in number 21 and then number 5 and during the course of the time I lived there, it changed its name to Old Rutherglen Road because it was going to be part of the regeneration they envisaged would take place. When I lived there that was tenement buildings that I lived in. I have no memory really of living in the Oatlands. My memories start when I was in Cavendish Street.

FJ: When was that?

MG: Which would be about '55 or '56. I was born in 52. We had no toilet in the house. The toilet was on the landing of that stair. There were four families that used the toilet and that was just a toilet, there was no bath, no washing facility. That was quite a basic place but I remember it being a very good building. We had no television, only one family in the close had a television. I remember the building itself being a fantastic building with an iron banister all the way up like you would see in some Paris flats nowadays and that building was much better than the two buildings I had been before in Old Rutherglen Road.

FJ: Was this building a tenement?

MG: Yes, it was, it was on a corner of Eglinton Street and Cavendish Street. Cavendish Street still exists but it has got I think two-storey blocks or maybe three-storey blocks, it is a very short street at the end is a building you may have it's Abbotsford Primary School, that's at the end of, that's the Pollokshaws and of Cavendish Street but I mean, that building I lived in, would have been knocked down in the early sixties.

FJ: How many rooms were there in your house?

MG: In that first house, there was a living room and one bedroom. My brother was actually born in the house, my younger brother, it would have been in 1958. And I can remember when he was born because I heard the screams of when he was born. There was a living room and a bedroom. We stayed in the living-room, the children and my mum and dad in the bedroom.

When we moved to Rutherglen Road, the first house we were in had an inside toilet, but a toilet, no bath and that was in 21 Rutherglen Road, it had a living-room and a bedroom.

EJ: And a kitchen?

MG: No, no, the living room was the kitchen and the same in the other place in Cavendish Street, but we had a bed recess and the reason we moved there was because my granny lived next door and my uncle was looking after my gran but my uncle needed a break so he asked my mum if she would move into this house which was vacant so we stayed. He had a bigger house.

In that first house in Cavendish Street, in the tenement there were four doors on the landing, but in this one, because of its unusual shape, it must have been because it was in a corner, there was the stair, there was a flat here and we were a flat and then there was another flat then there was the toilet and then there was a fourth flat – but that was very unusual. The standard was, in the second place we moved to, there were three doors on the landing, if you lived in the right or the left, you had two bedrooms, if you lived in the middle landing, which we did, you only had one bedroom. So my uncle's house next door and my granny's house next door had two big bedrooms. One bedroom faced the back court and one bedroom faced the street.

EJ: How many of you lived in that house?

MG: Five.

EJ: Your parents, you and your two brother?

MG: Yes. Three of us always slept in the recess, in the same bed, one at one end, me normally at the bottom end and that was the same when moved into the next house, the next house was in 5 Rutherglen Road, we were on the left-hand side of the tenement so we had two bedrooms but again we still shared the bed.

EJ: How long did you have to do that?

MG: Until 1972, I went to Edinburgh university then and I was away quite a bit at these times.

EJ: But when you came home you had to share the beds with whoever was there at the time.

MG: As I was getting older, certainly one of the things I didn't like was the fact that there was no bath. To go for a bath there was the Gorbals public baths, it was in the main street, in Gorbals Street, just down the road, there was the swimming baths and up the stairs there was hot baths.

EJ: It must have been very popular and crowded, maybe, to some extent.

MG: You had to book for the baths, you called half an hour beforehand and maybe wait for half an hour if you had not made an arrangement.

EJ: So that's what most people had to do to get a bath?

MG: Yeah, no one, even people, I mean, there were different classes of people who lived there in terms of how they regarded themselves or maybe how other people regarded them but no-one had access to any washing facility at all. So that would have gone on until 1972. But during that stage, during that period, maybe from 1964 till, I can't remember the

accurate date, but you will have that yourself, that's when people started to move up to Castlemilk and Castlemilk was the main area that the people from the Gorbals would move to because it was on the South Side of the city. Some went to Pollok but most went to Castlemilk.

FJ: At that time the tenements in the Gorbals were knocked down.

MG: Yeah, our tenement building was the last one which still stood in the Gorbals. If you go by Gorbals Cross, you see the high-rise blocks on your left, you know them...

FJ: I know them.

MG: When we were living in n°5 they were actually being built so our building would shake with the foundations being crashed to the ground. That was quite a unique experience because I can remember that summer quite clearly, although I don't know if that was 1961 or 1962, I can't remember the date, but I do remember there was a fantastic weather, these big crushing, the masses of dust being raised. The main place where we would have played would have been round the back because it was quite a big block, there was quite a huge area at the back which would have been divided into four or five different sections, it depended on what you wanted to do.

The back was actually the middle of the block of tenement but you just called it the back because it was at your back and you played various games there and that's where the bins were. You called the bins the middens. The bins were contained within a low sort of building which we called a dike, you called them dikes, you climbed the dikes, ...

FJ: Was it not a bit dangerous?

MG: It could have been, we were down a low back but there were people from the other side of the street coming from Ballater Street, Rutherglen Road, Gorbals Street, Ballater Street is still there, Ballater Street, the Nautical college just a bit further along

There were shops at their level, so there was no-one living at ground level, they had only people living from one up, so you actually went up the stairs to get to any end of the tenement flats but that meant that they didn't have a back because they were being used by the shops coming out from the street. So the roofs of the shops would have been their back. And high backs would have been dangerous. Once or twice people would have fallen off, nothing, nobody killed or anything like that, but maybe a broken arm, broken leg, fracture of skull or whatever, maybe a bit a blood, but nothing more tragic than that.

FJ: What is your recollection of the condition of your tenement, because the Gorbals were very famous for being derelict, more or less? I have seen pictures of children playing maybe in the 1960s in very derelict places where it would have been very dangerous to play.

MG: I think that is probably quite accurate but that is only in retrospect that I would regard it that way. I enjoyed it, I was filthy, the conditions were disgusting. When I look at it now, I just wonder how on earth could I have done that, could I have enjoyed that, but you don't know anything better than what you've got. But certainly the back area was a squalid place and if you saw pictures of the back court where I played you wouldn't imagine that maybe thirty or forty children would have played. We would have played rounders, we would have played kick-the-can, these are various games. Rounders was a version of softball or baseball, and we played during the summer. Kick-the-can was a game of hide-and-seek, it was a version of hide-and-seek, we could end by kicking a can.

There was no grass. If there was grass, that was a wee sporadic bit of grass, it was concrete, but it was also broad concrete, it was broken, so it was just earth, not big bits of rubble but loose pebbles, bits of smashed tarmac, because the back would have been at one time covered, but it was not maintained in any way.

EJ: What about the inside of the tenement? The staircase, the landing?

MG: Again, it was, it really depended on the tenant because you were responsible for cleaning your own bit of landing and stairwell at the level where you lived and I remember my mum, and I would occasionally do it and I would get paid maybe 6 pence or something if I cleaned the stair and you would do it with some sort of white wash, there was a white bar of chalk that you would crumple up and put in a bucket; but the general condition of the stair was pretty bad, it was gas lit so a lamp lighter would come round and he would have a holder, like a wee thing that would light the gas. I can't remember the close being ever painted but it's possible it may have been but I can't remember that.

EJ: A long time ago?

MG: Aye. But the upkeep of the flat itself, many of them were privately owned, ours was privately owned but the guy, the company that owned it, I imagine nowadays there would be a leasing agent you would deal with. We had a leasing agency which was in Clyde Place, that's where the High Court building is, those buildings are still there, they are the lovely buildings at the corner of the river, anything that was damaged you would report to them but whether they would do anything, if you had a burst pipe, how quickly they responded, I would say it was quite problematic. I remember doing it on many occasions, it had a pretty lasting impression on me, we complained that the toilet seat was broken, that was a wooden toilet seat and the system had been leaking and obviously the wood was rotten but they didn't do anything about it. It lasted for maybe two months or so. And my uncle who was a lot more..., stayed with my granny, was probably a lot stronger than my mum in terms of..., he thought he should be doing something, so he went over and reported it after we had reported it but nothing was done so he took it round, and he made me go with him, I must have been 8 at the time, or maybe seven, he took it round in a black bag and put it down on the counter of the agent's office. That worked, we got a new toilet seat. I don't think they were too impressed, I don't think that condition would have been all that hygienic on the landing...

The upkeep was really up to the individual tenant and some tenants worried more than others. We had no hot water. Eventually we got a gas-fired machine which could keep a limited amount of hot water, but enough to fill in a basin so that you could wash the dishes.

EJ: What about the notion of community? I have read a lot about the Gorbals and there's always these people talking about the strong community feeling and that's quite nice to have a different type of opinion and other memories about it because I think, to some extent, that the Gorbals, the myth of the Gorbals has been a bit too exaggerated and that's what I'm trying to knock down to have a more balanced vision of it.

MG: I wouldn't like to dismiss the idea that there was some sort of sense of community, because I mean there was, but I would look at it more from the point of view of, it was people who had nothing and if you've got nothing, then maybe what you do is

you look around to get support from people who are about you, as opposed to having some sort of strength to achieve something. It wasn't like that at all, it was like the word you used earlier on the idea of mutual support that really existed, and even when, ... look at that fellow Jeff, and there was a man who run a food shop along the road, called Frank McElhone, he was a councillor and then he became an MP. Now, Frank became an MP but, then he became kind of divorced from the area although he was still from the area, my mum knew him for example because she knew his mum so, again he became a Labour politician, and then like most Labour politicians, he moved on ... unlike that Jeff fellow.

FJ: Something else I'd like you to tell me about. I am very interested in comparing the Gorbals with other working-class districts. The Gorbals are said to be one the most derelict districts in Glasgow at the end of the 1950s and beginning of the 1960s when they started knocking down all the tenements replacing them with high-rises flats. Would you say that the Gorbals were in a much worse condition than the other working-class districts?

MG: The thing is, I would say it certainly was, in those days, you didn't tend to travel that far. We were there, we played around the back, we would play in the playgrounds of some of the schools, you weren't allowed to do that but you climbed the fence and you played football in the playgrounds and there's quite a few schools round about. In the Gorbals there were about five cinemas within a 10-15 minute walk so you wouldn't need to travel for that. If you did travel, you would generally go in a group, you wouldn't go on your own, I remember going in a group up to Kinning Park, which was up towards Paisley Road toll, round about there, that would be as far as I would go, the conditions there certainly were better, the housing was much better than it was in the Gorbals, some of those buildings are still standing just now, I think. If you go, you will see that.

I would have gone to Dixon's Blazes which was an old industrial area, which was wasteland and occasionally I would have actually travelled towards Shields Road, but not the bottom end, not the Kinning Park end, but the top end of Shields Road, which was near Pollokshields but again that was where the railway yards were but you weren't travelling to a tenement area.

FJ: So you wouldn't be able to compare the Gorbals in the 1960s with for example Cowcaddens...

MG: No. I remember twice as a boy going to George Square and that was an adventure with a group of others. One time I actually got lost on my way back because that was just outside my territory. I don't think ... most people didn't move; Adults may have moved. My mum and my dad didn't move. Other families moved. Other adults may have moved out to socialise. That may have added to the myth of the community because most people would go to the pub just in the corner. In my corner there was four pubs. There was a pub called The Citizen, there was a pub called the Seaforth, there was a pub called The Princess ... I can't remember the other pub and then further down, there were about six pubs at Gorbals Cross.

The public toilet was in the middle there, it was actually underground, when you cross Gorbals Cross now, you travel across the bridge nobody knows now there was a public toilet underneath it.

All those districts were in fact almost self-sufficient. They were almost closed areas.

FJ: So you wouldn't need to travel to go to the pictures, to go to the pub, to go shopping...

MG: No, all the shops were local, you had a dairy, your butcher, your fishmonger, they were all, I would do some shopping with my mum and generally she did a bigger shopping on a Saturday morning but you didn't buy that much stuff either because you had no fridge to keep anything cool; you left it in a hole that was dull and dark.

FJ: So you would go to the shops every now and then to get fresh food...

MG: Yeah, but all the shops were local. You never travelled any distance at all to go to the shops.

FJ: When did all that come to an end?

MG: That was still going on when I was there in 1972. I know that the supermarkets had opened at that time. It changed in the course of the 1970s. That was in the 1970s, Even then there used to be shops, I don't know if you have come across these names Curly's, Gilbraith's, they were the grocer's shops where you would get quite a lot of the sort of stuff you would get in supermarkets nowadays you wouldn't have fresh meat, although they may have had a limited amount of fresh meat but they wouldn't have the fish but you could actually go the shop Gilbraith's and use it almost as a mini-supermarket. There was also the coop. We'd go to the dairy for butter, you used to have butter in big huge things of this size, the man would have a sort of, they would have a wooden spatula and just pat it together and pack it like that, you would go to the dairy for butter, cheese, tea, milk, maybe every couple of days. My uncle used to put his milk in a bucket of water to keep it cool that would have been on, until, I would say, the end of the eighties, and that would have only then if you entered a supermarket, there were no cars, we would play football on the streets, no bother at all, Rutherglen Road was literally a car-free zone, I can remember one night, I stayed across, the back door of the Citizen's theatre was opposite, there was somebody who must have been going to the Citizen's, maybe an actor or it could have been one of the audience, driving along our street and driving along quite fast car and we kids gathered together and threw things at the car we thought that was our street and this car was just ignoring our conventions. We played football, but we wouldn't play organised games but we would play cross land, like there are goals and you cross the ball, two defenders and three attackers and you try to score a goal.

FJ: What about leisure?

MG: Swing parks, there were quite a few swing parks, there were two swing parks near where I was, there was a little gap which is still there called the Rose garden, maybe a place worth going to have a wee look at in the Gorbals, it's in the new Gorbals it's not in that highly privatised bit, I think there were some council houses, social housing where the Rose garden is, and further along there was always the parks, I would go up to Queen's park, that would be quite a big journey to me, and would often get the bus up there if I was going, and that would be on a Sunday and my dad would often come with me, or else we would maybe go up as a group to play football because there's the grass, although you weren't allowed, if the park keeper came along, there used to be quite a lot of park keepers in those days, the parks don't have any now, but then he would chase you but then you would just come back again when he had gone away.

There was a band stand where they used to play music regularly there all during the 1960s, certainly during the 1950s, but you had to pay to go in, but if you just watched them from you could watch them for free.

The swing park were there like I said, you would have a small swing park which was in Rutherglen Road, just across the road from where I stayed, my close, there was a bigger swing park which had a shop and a big maypole with ropes you can swing around on whereas the smaller swing parks you would only have swings and a wee roundabout. We would also go to the Green, Glasgow Green and we got to Richmond Park which is up towards Shawfield so quite a few quiet areas but the main playing area was the back.

And then, the cinema was quite a big thing as well, most children went to the cinema regularly, I used to go three times a week, that was very cheap, equivalent to one penny nowadays. And I can remember being in a queue with my wee brother and I was at the Palace which was the one which was beside the Citizen's theatre. And that day you had to queue up because the shows changed regularly and so you were in a queue for the next show, they had put the price up to 6 pence, I didn't know, so I sent my brother home and tried to keep a place in the queue, he went home to get the extra money so that we could get in.

FJ: Did you also go swimming?

MG: We would go to the Gorbals baths. That would be maybe more during the summer than during the winter. Most of the primary schools would run a youth club and you'd do sort of, you'd make things and then, and after that spell there would maybe be a wee game of football so there were like two sessions, there was like a crafts session, making up a wee sort of rubber duck, foam, made of foam you filled with sponge material. My life tended to set around football. My main activity was football. Some people would cycle that would be maybe somebody with a wee bit more money, the cycling, one or two would be fishing. I remember the first fellow in the street who had a car, second hand, but that was a major event because people around looking at his car and he was a guy who obviously knew about cars and I'd be around to see what he was up. And then we would invent all those games that I don't think people would play nowadays.

FJ: What about violence?

MG: My personal experience of that is absolutely negligible. I didn't see any violence at all, that's not quite true. Where I would see violence would be maybe outside a pub late at night. There was a pub, our close was here, number 5, and the Citizen pub was there, right beside us but it had a good reputation, there would be more trouble in the pub across the road, just ten yards away, called the Seaforth and occasionally, people would get thrown out but the violence tended to be done by the barmen to the drunk rather than guys fighting but occasionally you would see guys fighting but the major violent incident was a stabbing when a guy was stabbed to death just in the bookies, there was a bookie called Tetch & Son and that was when I stayed in 21, I just remember that just now, and that was a white guy who stabbed a black guy but I mean that was domestic, the black guy had been going with the white guy's wife ...

FJ: So it had nothing to do with gangs, it was only a domestic conflict...

MG: No, No. There was no gangs in the Gorbals at that stage, the Cumbies was the gang which would have been from the Gorbals but by that time they had gone and any vestiges of them like...

EJ: So the gangs and violence linked to the gangs would have been negligible at that stage in the Gorbals?

MG: Aye.

EJ: What about sectarianism?

MG: Our area was almost exclusively Catholic. I even think that on our side of the street almost everyone would have been a catholic. That would be five closes, nine families in each close and the same round the back. On the other side of the street there were some protestant families. But not a lot of them. There was never any real tension, not that I was aware of. The reason for that would have been because we were all catholics and all went to the same school. Some went to Saint John's, some went to Saint Luke's depending on which side of the street you lived. But I do remember when St John's was just round the corner but then the school got knocked down it must have been because it wasn't big enough, typical Labour policies, they moved us to another, a bigger school, still called St John's this school is now a language centre you see it as we come off Kingston Bridge, there's a reddish brick building in the left hand side, that was St John's. Along the street from there was the Protestant school they used to come out at different times and obviously it must have been arranged so there wouldn't have been any meeting.

I remember going by their school, shouting names, I can't really remember them. To me it wasn't a big issue. The only time when it was serious, and it was serious, would have been when the Orange walks were on because in those days they used to go right through the Gorbals and they had a licence, the police authorities would let it go, that's something that would never happen nowadays. The worst incident that I remember was when we stayed two up in the close in number 5. If you stayed one up there was a big ledge, a ledge as thick as this, outside the building all the way round on the Gorbals street side, I don't know why that ledge would have been there, but that was there, I remember somebody called Mason, he stayed in Gorbals Street in the close next to ours, he would have been here at his window, he would have a tricolor, an Irish flag, and he was waving it when the parade was going by and they were all throwing stones or whatever it was at him, and the police didn't do anything to them, but they came up and arrested Mason and took him away I suppose for his inflammatory behaviour and provoking and inciting to violence. That's the only serious sectarian incident I remember. Celtic-Rangers games, there would always have trouble but again it wouldn't have expressed itself in the Gorbals because that was all Celtic supporters and if there was any fighting it would have been Celtic supporters who were steaming drunk and arguing about maybe a player's performance or something and it would have been fists, it wouldn't have been stabbings. My own memories of very little violence, in terms of level of violence, apart from that stabbing I mentioned to you.

EJ: Do you still live in the Gorbals?

MG: No.

EJ: When did you move out?

MG: When I went to Edinburgh, I went to university from 1972 to 1976 and when I came back I stayed in the house for maybe about three months and I travelled to Ireland for a good bit and then when I came back I stayed there for a year, which would have been about 1977 and that was in a new place in Eglinton Court and then the following year when I got a job I moved in a flat in the West End so it would have been about 1979 but my mum was still in the Eglinton Court place, she moved in about 1982 to Pollokshields. The reason why she moved out, I'm not honestly a hundred per cent sure, maybe because it was three up, to get your flat you're in a ballot, she unfortunately got a three-up flat, the stairs were quite hefty, so she moved to a flat which was only one up in Lesley Street which is in Pollokshields.

FJ: What do you think of the new redevelopments in the Gorbals? Do you have any recollection of how people felt when they were moved into those high-rise blocks?

MG: People who were moved to Castlemilk were quite positive about the place, because they had things like a bath, if you don't have a bath and then you have a bath, it's a huge thing in your life. Obviously the houses were bigger, right away there was talk of lack of amenities, for example Castlemilk was a dry area, there was no pub, that means quite a lot to the male, not so much to females, nowadays it would be different, but in those days it mattered. They had no shops as well, and they had no bookies, they were quite big for men, that's where that guy got stabbed.

I didn't hear that many people speaking well of the high-rise blocks, any of the high-rise flats. I had one uncle, living in a high-rise, just off Argyle Street, he died behind the door, and no-one knew. He was dead for quite a while. He wasn't actually my uncle, he was my mum's cousin but we called him uncle. It wasn't uncommon. It would never have happened in a tenement. When they did move people into the high-rise blocks, they were strangers; they didn't move a group together. On reflection, it would have been a better system to use.

FJ: What is your personal view about what the Gorbals have become nowadays?

MG: It seems a remote place to me. I go to the Citizens' Theatre occasionally but I don't really know anyone there at all. But my wee brother is an electrician, he works for the council. He was in one of the high-rise flats, about six months ago. That was a Mrs Bradley, she was from the original Gorbals. She stayed at number 41, so that was a few closes along from ours and her son was at school with me and he had a shock when he realised who it was. He said that he looked much worse than I do. I don't know if it has to do with continuing to live in the Gorbals. He sees quite a few people from the original Gorbals, my pub the Brazenhead, which I wouldn't recommend, that's a place where you would meet people from the original community and who moved into the high-rise flats.

I have wandered through the place but I certainly have been very wary of walking by those high-rise flats right to Gorbals Cross any time after dark. Occasionally, I did park my car once or twice in Bedford Street, which was just up when I was going to the Citizen's Theatre, because the car park of the Citizen was full, and I was a bit anxious. I would have no worry about going through that dark bit when my mum stayed in Eglinton Court. No concerns about that. I mean, those people in the high-rise flats, they would have had no connexion at all with the original Gorbals.

EJ: Do you mean that living in the Gorbals in the sixties or seventies would have been living in a safe place?

MG: It was a safe place, provided you stuck to your bit. If you're on your own, and you've moved out of your own area, it might not have been far, it might have been only three blocks, then people would have been asking what you were doing.

EJ: So that was very much a sense of territory. As long as people knew who you were, there was a strong feeling of belonging

MG: I don't think that existed at all in the high-rises. It seems to work in some places but you need to put thought into who is going to become a tenant in a high-rise. The Red Road flats, they went through various phases, they were used for dealing with junkies, then they were used for resettling asylum seekers and then you've got those two communities together and then you've got all sorts of difficulties there. Common sense would indicate that there's going to be a lot of resentment because the people who are living there are going to think that the asylum seekers are getting all those benefits and privileges. Council housing in Glasgow is probably a problematic issue, you know.

EJ: Corruption in Glasgow is said to be a big issue

MG: We probably got that house in Eglinton Court because my mum knew Frank McElhone, because otherwise we may have been in Castlemilk. I don't know how many points we would have had because it was supposed to be a point system. I remember going with my mum to the Council offices which would have been maybe in St Vincent Street, it was a multi-story block, this would have been 1971, I was quite old but I wasn't aware, I wasn't there at the interview but after that we got the house at Eglinton Court.

EJ: They were not building houses at the same pace as they were knocking others down which was problematic...

MG: I would also imagine that they knocked down houses that they shouldn't have knocked down. In 1981 I bought a flat in the West End. If that flat had been in the Gorbals, it would have been knocked down, there were still bolts on the gable end, so the structure must not have been all that sound, it needed remedial work. Those buildings we lived, they were substantial buildings, my street was actually on a curve, the building was actually on a curve, Rutherglen Road is on a curve, they could have easily put three flats into two, they are doing it in lots of places, it was just that tenement living is bad, knock them all down, don't look at the quality of the structure.

EJ: Wasn't it that people in the fifties or sixties were so fed up with living in tenements that they were desperate for any other type of dwelling? In terms of local politics, the Labour Party was keen on providing people with what they were expecting.

MG: No doubt but you could have done with the resource as it existed. It would definitely have been more expensive. Those two high-rises at Gorbals Cross, it must have been six months and they were complete, those two big blocks. When we moved into Eglinton Court, there was a 'Greek' Thompson building, tenement building, still there, it would have been Eglinton Street, it was a Grade B building. Over the week-end, they knocked it down. They declared that it was dangerous and they demolished it over a week-end. Now the various heritage groups did protest, but with that emergency order on it, that gave the council authorities to do what they wanted. When they did that, which would have

been maybe 1977 or 1978, at that time there was that talk that they were going to put that extension of the motorway then, that was a lovely building, it was really straight.

FJ: Most of Thompson architectural legacy has disappeared now.

MG: There was that church, when I was a boy, it was derelict, in the 1950s, you couldn't get access to it, we used to climb up on the windows, there was a brick window, you could climb up there and then you would jump down, I don't think any money was ever put to that building at all, there's talk of doing something to it just now. What I would imagine is that there must be a lot of regret in some areas with the Labour Party and what they did because if you look at Partick, Partick is quite a thriving area but the reason why Partick is retained is because a lot of the Labour councillors had their origins in Partick and had their affection for the place. An area which has only recently been retained, maybe the last fifteen or twenty years, is Shettleston. It was the same as Partick and they could have kept it, they could have retained it, and they haven't done anything with it yet. If you drive out, don't go for Tolcross Road, go for Shettleston road, there's a hole, a wasteland, I don't know what their plans are. It's possible that some of the money of the Commonwealth Games will be used to develop something but I am not too sure.

Annexe I-b : correspondance avec Suhayl Saadi

Suhayl Saadi a répondu à une première série de questions envoyée le 8 septembre 2011 (réponses reçues le 6 octobre 2011). Suhayl Saadi a ensuite répondu à une deuxième série de questions (envoyée le 10 octobre 2011 et reçue le 16 octobre) suscitées par ses réponses au premier envoi. L'entretien ci-dessous rassemble les réponses aux deux séries de questions réorganisées dans un ordre logique.

Suhayl Saadi est écrivain et médecin généraliste d'origine pakistanaise et afghane. Il exerce la médecine dans un cabinet de Govan.

Fabien Jeannier : I have read that you were born in East Yorkshire to Pakistani parents but you moved to Paisley during your early childhood. Is that correct?

Suhayl Saadi : Yes. And for a few years thereafter, we moved back and forth between a town in Scotland and cities/villages in the north of England. It's important to understand that we are not from Punjab and so are not really part of the main body of Pakistani Scots. My father was from Agra in India (he moved to Pakistan in 1947 – Partition – though his father did not) and my mother was of Afghan origin. She was aristocratic, he was professional. Our contact with the South Asian community in Glasgow was sporadic. It's now more, because my wife has worked with them and more links than I. Though I can understand some phrases/words, etc. in Urdu, I am not fluent or literate in Urdu or Punjabi; she is. So, I am 'inside' and 'outside' – more outside than in, really.

FJ : I presume there were not so many Pakistani people in and around Glasgow at that time.

SS : Correct.

FJ : So did your family find it difficult to integrate?

SS : Yes.

FJ : Could you just feel indifference from white native Scots or stronger feelings of opposition or reject at that stage?

SS : Initially, indifference or positivity, then, from 1968 onwards (after that whore of a politician, Enoch Powell's 'Rivers of Blood' speeches), those dynamics continued but there was hostility from some.

FJ : Did your family experience racial abuse and discrimination in the 1960s?

SS : Yes. And throughout the 1970s. In both the cities of England and the towns of Scotland. In the English village, we were protected, as we knew a well-respected figure. No-one dared say anything to us and there was no real concept of (the very urban) 'race tensions' there.

Now, I grew up in Paisley, which is a large town near Glasgow. Then there were cultural differences – I learned this much later. Glasgow had a huge Irish influence, population-wise, Paisley, almost none. People in Paisley came from Ayrshire and Lanarkshire and were more inward-looking and tribal than those in a metropolitan centre.

So when, in 2000, in a filmed interview, I said that Glasgow ‘was the city that taught me to hate myself’, I really should have said, ‘Paisley’. History is everything, as they say.

My parents and elder brother got it worse in England. I grew up largely in Scotland, so had no real comparator. It was bad, verbally, occasionally physically - daily abuse of me and my younger brother, from the ages of 6-16 years. At 16 years of age, I could beat up anyone smaller who called me a Paki. My elder brother smashed up key school racists in Hull; my brother became Captain of the school rugby team and Head Boy in his (Public – i.e. Private – school). You see, that way, you get respect. We were very isolated; there is strength in numbers. I was less confrontational, more bookish, more introverted, I lost myself in my imaginary worlds, and so I waited till I was older and bigger than most of them. But then, I was let down by my inhibitory sense of compassion, a moral sense of right and wrong; I was never a rugby player! What a handicap! I had the little Nazi scum of a racist in my hands – I still see his soft, white ugly face there, beneath me, ready and waiting to be pulverised - and then I discovered that I didn’t know what to do with the bastard, with his rat face. He seemed pathetic, stupid, a child merely, and I felt sorry for him. So I let him go. This same thing happened a couple of times. Fuck! I learned that revenge is not sweet, that it demeans everyone. But you know, at that moment, it could have gone either way.

At school, I had good friends, too. I was in an academically selective school for most of my education, so the really dangerous, criminal psycho-nutters weren’t there, thank goodness. It got better as I grew older. I began to succeed academically – the typical immigrant over-compensation – and so I beat them with exam results and with my prospects for a better future. I became the quintessential swot. They called me, ‘black bastard’, I got an A+. When, later, I read Franz Fanon’s work, it rang so many bells with me.

The people who used to insult and demean me – I feel sorry for them and I think, I hope, that maybe some of them, now mature, feel regret. They were being primed, I think, by the media, the politicians, their parents and their tribal peer group. Largely, though, I suspect that they will not even remember me. The oppressor never remembers the object of their oppression. But the object always remembers. Well, now I thank them – I say, ‘Thank you, you racist bastards you hardened my consciousness, my drive and my perceptiveness, you drove me into myself, you are the mulch that fuelled my creativity’.

FJ: If I understand your point well, « Paisley is the town that taught [you] to hate [your]self » because that is the place where you fully became aware of your belonging to an alien community whose cultural differences with the host population were huge and not welcome. Is that correct?

SS: I think it would more accurate to say that for me personally the problems began after the inflammatory speeches of national politicians, from around 1968 onwards, helped to cultivate an atmosphere in which it was acceptable for ordinary people to talk openly about ‘race’ and ‘immigration’ in a pejorative manner and that this filtered down from the media to parents to children.

As I said, we were barely part of the ‘community’, which at that time was small. We used to go to watch monochrome Pakistani and Indian films in the ‘Cosmo’ cinema (now

the GFT) and I remember us occasionally socialising with some other South Asian (and Portuguese, and African) doctors' and others' families who were based in various hospitals (my father was a doctor) in the area, but really, it was quite unlike the situation in contemporary inner-city (or even suburban) Britain. My parents at that time (till around 1971) fully intended to return to Pakistan after my father had acquired post-graduate qualifications. Then my father tried to emigrate to Canada and Saudi Arabia. But my elder sister got ill (a problem for Canada) and that, plus my schooling, plus my father's disgust at Saudi Arabia paying Asian doctors less than white doctors (with the same level of qualifications, experience, etc.) made them change their plans.

At that time, my mother and father both were very aware of the anti-colonial struggle and of the Civil Right Movement in the USA and of the situation of people like Muhammad Ali (the boxer), Paul Robeson (the singer and lawyer), the Chinese Revolution of 1949, the situation in the Congo, the anti-colonial struggle, etc.; he saw it as one struggle and that was a common view in those days.

In those days, too, it was mainly about skin colour rather than 'culture'. In fact, we lived a more-or-less Western cultural life. My mother (who, as I said, had completely white skin colour) dressed in both Western clothes – skirts, trouser-suits – and saris (in those days, Pakistani women still wore saris before in Pakistani culture stupidly it became associated exclusively with Indian nationalism). In Yorkshire, my older sister went as a non-boarder to a French convent school run by nuns. We were educated middle-class. So there was not that much of a gulf, culturally. My parents tended not to drink alcohol often – not for religious reasons, just because they didn't enjoy it and because it did not form part of their normative socialising rubric, but they kept bottles of sherry, Cinzano Bianco (this was Britain in the 1960s!) and Martini in the glass cupboard in the sitting-room lest visitors might want to partake; in practice, it was used very rarely. As is the case now, most socialising in Scotland among the 'native' Scots centred around (lots and lots of) alcohol, golf, rugby and football (the last then was mainly for the working-classes) and (then even more than now) tribal dynamics such as Masonic lodges, Protestant/Catholic social networks, etc.

The other dynamics were very different from those one sees today. They were immediate post-imperial dynamics. 'Islam' was not even a word in the political discourse in the UK and 'culture' was hardly a word; it was all about 'race', 'racialism', etc.; the word, 'racism' arrived in the mid-1970s. People of Irish Catholic origin, esp. if actually Irish, tended to be friendlier and less overtly 'racialist', I would say. This may be because at that time, they in fact were the main recipients of bile and widespread, then-legal discrimination from the dominant social grouping. In essence though, as a kid, I did not feel part of an alien community, it was only maybe at certain times that one would remember – or be reminded of - the cultural/religious differences; at the grassroots level, at that age, the problems I encountered related largely to some people's response to me having a brown face in the context of national political and media discourse.

EJ: Were you (and the Pakistani community) the victim of discrimination and/ or violence/ racial abuse in the seventies or eighties (at school, at university, in the street, in public places, ...)? And what about nowadays?

SS: Yes – not so much in the eighties, I was at university and was working and it was middle-class exclusivist racism rather than open, working-class racism. Less obvious, more polite, more difficult to tackle. Science was a factor tending towards a more egalitarian approach. But every so often, some little thing would remind me. Yet things were improving, in terms of civil society by then. Kids who grew up in the eighties had a much better time with regard to racism than those who grew up in the 1960s or 1970s. This was a direct reflection of the impact of the anti-racist movement. Societal attitudes were changing for the better. Also, by the mid-1980s, my own social position had improved; as a doctor, I had gained some degree of respect. Apart from the relative job security, that is why so many South Asians become doctors. It's a redressing of the power imbalance and a quest for commonality; the human body is the human body, in spite of some doctors' attitudes with regard to power, etc., the interaction is inherently a levelling experience. Street abuse fell away. There may have been some racism in university with regard to Final Year exam results; many of us South Asians/black were convinced of this. Career-wise, I have not experienced any significant racism of which I am aware. We know it exists in a systemic manner in the medical profession in the UK, but on a personal level and in terms of my own personal career experience/trajectory, no, I have not experienced racism from colleagues and only extremely rarely from the public. The arts is a different matter entirely – it is much more racist than the sciences; no-one talks about this.

Nowadays, things are much better, at all levels and all ages. Schools are much more aware of racism and stamp it out early. It's not to say that problems don't exist – they do – one of my relatives' neighbours in Glasgow is openly racist – but in general, there is no comparison. In the last five years, in the West End of Glasgow (progressive, university area), I have seen mixed couples walking along, relaxed (and nowadays, it's not just beautiful brown men with ugly white women, which largely is what it used to be ; no-one ever speaks of this, but I've written about it). That's new, actually, and suggests that in the newest generations, whites and others are on a more equal level with one another. I'm not sure whether they are Scottish, though; they may be English, American, or 'other'. I'm so glad that my daughter has not faced anything like what I faced – she is growing up in a different, and in this respect better, world, she has friendships with all kinds of children and I hope that she will be more confident than I ever was. She will not be damaged. Her name, Nadia, means 'hope'.

FJ: Have you noticed any evolution regarding the way the Pakistani community has been viewed in Glasgow (or even Scotland) over the last 30 or 40 years? Would you qualify it as positive or negative. Can you identify landmarks and reasons?

SS: Yes. Positive. A constructive approach from the key people in the Pakistani community to building working links with civil societal organisations. A (previously vigorous) labour movement. The relatively small numbers and homogeneity (chain migration from one or two defined areas in Punjab) of the Pakistani community in Glasgow meant that it had no choice but to work to build links with the host community. The Scottish anti-syzygy may have had a subtextual part to play. I'm not sure there were landmarks as such and any landmarks were probably emblematic rather than causative, it was more a continuum, right from the early 1970s onwards. My mother was involved in some of that process, in its early stages (early 1970s). Geographical and cultural distance

from the much more confrontational politics of metropolitan England also played a part. The Far Right (NF, BNP, etc.) also never established a foothold in the West of Scotland. The mainstream (white) Protestant-Catholic tension in Glasgow may have diverted some of the need for hatred away from the Pakistani community. On the other hand, one hate tends to generate others, so I'm not sure about that, actually. Glasgow was also a port city of immigrants – mid-C19th to WW2 – Irish Catholic (and Protestant), Italian, Polish, Lithuanian, Jewish (mainly from Russia, Poland and Germany), etc.

EJ: What do you mean when you write about « a constructive approach from the key people in the Pakistani community to building working links with civil societal organisations »? Could you be more specific about that point? Could you name a few key Pakistani social organisations that were instrumental in « building links with civil societal organisations » and tell how they achieved it.

SS: Just the day-to-day, grinding, boring but absolutely necessary work that goes on between social services, police, the voluntary sector, education, community groups, some groups focusing on helping specific client groups like, say, women or children, or the elderly, carers' organisations, local government politicians, 'community relations', etc. the whole panoply which never gets any acknowledgement in the media because it is not dramatic. One example might be the GAMH (the Glasgow Association for Mental Health), but there are many more. There are quite a few Asians in these organisations. It's not really my area of expertise, though, it's simply my perception from having listened to, and chatted to, people and having seen how people interact. It's gone on for over four decades. My mother was involved in some early moves, in the early 1970s.

EJ: Some Pakistani high profile people have come to the fore in recent years in politics (Bashir Ahmad, Mohamed Sarwar, Hanzala Malik) and in the catering trade (Charan Gill and Sanjay Mahju, the latter being the owner of the Ashoka restaurants if my sources are right). There must be other very successful people I have never heard of. A few seem to have been successful in business before them (I have read about the success story of that Pakistani guy who came to Glasgow without a penny, settled in the Gorbals and made a fortune in wholesale and retail trade). What is their contribution to the Pakistani community at large? Does their success reach beyond themselves or are these only the odd success stories?

SS: Well, the recently-appointed (and first-ever female) head of the CBI in Scotland is a woman of Pakistani origin, Nosheena Mubarik. So there are a lot of successful and increasingly visible people in civil society from the South Asian communities – Indians and Pakistanis. There are of course many rich people – the cash 'n' carry guys to whom you referred, so business – and public name recognition - has thrived and this has helped with establishing roots and links in Scotland. Politicians, too, of course. They all play major roles in the Pakistani community and to some extent in philanthropy, as well as simply in their own extended families. I mean there are rivalries and so on. Again, I don't have an inside view of this, it's simply through observation and hearsay. Nosheena has been active in building social and political links in recent times. We – my wife, Alina Mirza and I, though she was the main one – used to run a company, 'Heer Productions', which held various 'Pakistani Film, Media and Arts festivals' in Glasgow and Edinburgh and this established a presence in both the Pakistani/South Asian community and the 'mainstream' arts scene,

which was an unusual achievement. But the big businessmen/the patriarchy, though paying lip-service, were not keen to support it financially, largely because (due possibly to their own class origins and the lack of any opportunity to gain a broader understanding) they don't understand the central importance of artistic product (to adopt for a moment the hideous jargon of marketing/PR!) in life/community branding/politics, etc. Charity in Pakistan seems their main focus with regard to corporate sponsorship.

FJ: Do you think that the Pakistani community is integrated in Glasgow?

SS: Yes and no. It's complex.

Scotland is a tribal society, so less easy to integrate deeply than in metropolitan England. It is my perception (maybe I am wrong) that there is less intermarriage, for example.

There is strength in numbers. The same factor that helps – fewer numbers – community tolerance and engagement also hinders real integration. The majority community is able to behave as though minorities did not exist and carry on as before.

The Pakistani community in Glasgow comes from a peasant class demographic – even in Pakistan, they are the poorest of the poor, so it takes a long time for that to change and it may never change (as with the East End of Glasgow and the Irish). This is a barrier. For instance, my work is largely unknown among the Pakistani Glasgow community, even though I wrote a novel about them (*Psychoraag*, 2004), the 'first Asian Scottish novel' as it was called and was the first-ever non-white writer in Scotland in the whole of the history of the universe to have had a novel published (*The Snake*, 1997). The local South Asian radio station have not granted me a single interview ; they know fine well about my work. They have interviewed other artists (from Pakistan, London, etc.) whom I have driven to their station.

The rise of Islamism since the late 1970s and the rule of General Zia ul Haq in Pakistan (1977-1988) and the Iranian Revolution in 1979, though of course there are white converts, etc. Islamism, to some extent, has held back and ghettoised the Pakistani community.

Tokenism. This really is the big problem, socio-culturally, in my view. A white organisation's idea of 'integration' in Scotland (and in England) remains 'the Pakora Party' and 'The Bhangra-Hip-Hop' performance/ 'the Kattak dance performance' and so on. 'Tartan Bhangra', haggis pakora, 'Burns Iqbal Suppers'... blah, blah, blah. Mediocrity is promoted and financed and there is a deadening, petit bourgeois symbiosis between white civil societal institutions and BME [Black Minority Ethnic] institutions. This is a problems in the arts in the UK as a whole. BME artists/writers (books, theatre) who do not really challenge are foregrounded and much-loved. This is NOT integration, it is ongoing imperial engagement and the fostering of pliant native elites. It is how the British Empire, in which Scots were prime movers, was run (the same dynamic applies in England). This also comprises divide-and-rule. To the British ruling classes, India =good; Pakistan=bad. The perception among many people of Pakistani origin is that Indian Scots/Brits control key positions in the engagement dynamic and that they actively/passively work to exclude Pakistanis or else to admit only those who are mediocre and who do not represent a threat. No-one talks openly about this, it seems, but many talk about it in private. So, through this,

and through engagement primarily with religious-based organisations (or ones who have disguised themselves to look secular; it is the opposite of France, you see, here, secular BME organisations are seen as threats and so are marginalised) expectations among the Pakistani community are kept very low and are circumscribed. They are safely ghettoised and they help then to ghettoise themselves, it becomes an internalised dynamic. What they/we need is some structured, secular leftist politics. But as everyone knows, the Left is dead and buried and is not even a phantom.

EJ: I agree with your point about the expectations among the Pakistani community. I taught for one year in 2009-2010 in Govanhill, at Holyrood Secondary School and I actually got the same feeling. I also observed something very different from what we can experience in French schools where we have pupils from many different ethnic backgrounds. In France pupils mix, regardless of their origins, whereas they don't in Glasgow. Asian boys seem to stick together and so do Asian girls, East European boys and girls, and so on. I found it quite unsettling.

SS: Interesting. That is fascinating – it confirms my impression that Glasgow/West of Scotland is a tribal society and that pre-existing tribalisms get reinforced here. I think also gangs are a problem in some schools and the gangs tend to divide along ethnic/religious lines. I think there is less mixing now and part of that is this self-ghettoisation that has occurred, this focus on difference, plus the Islamist factor, growing in strength and influence from the 1980s onwards. One recognises that part of this is due to communities strengthening themselves, but to be honest, ultimately it has the reverse effect. When one visits the tea-room (I forget the name) in Pollokshields, in spite of it being a big Asian area, there are never any Asians in the tea-room. What's that about? Don't they like tea? Yes, I know it's made differently, etc. but still. Yet, on the other hand, one does see families going out to Asian cafés/restaurants in various places – Govanhill is a good example, and of course the West End (a somewhat different demographic in the West End) and that didn't used to happen, so there is change. But in those particular areas – Pollokshields, Govanhill, I mean - at least on a superficial level, it sometimes seems as though the white and Asian communities exist in parallel universes. There is an accommodation but not integration; this applies to Scotland in general, I think. There was tension between Roma and South Asian youth in Govanhill, I think – you'll know more about this than I – but my brother-in-law lives there and told me about it. It's eased a bit, due partly to constructive police action.

'Integration' was a good word in the 1960s and early 1970s, then with the rise of identity politics, it became a bad word in the late 1970s, then it became a good word again after the London bombings of 2005.

Now, having said all of this, one often meets people from all groups who do not fit the paradigm (thankfully!), so it's important to remember particularity, partly because that's an important part of any analysis and because it creates good fictional characters (!) but also because it defies stereotyping and comfort-zone thinking on the part of everyone, including me. There is also a huge emotional support that in South Asian society, can be helpful to people/families at time of need, eg. birth, bereavement, etc.

FJ: You say you need «structured, secular leftist politics». Was the Pakistani community, or some of its members (even a very small number) involved in leftist politics at some point?

SS: Yes. My mother was the Secretary of the Labour Party Women's Club in the early 1970s; this was when the Labour Party was still left-of-centre; it now is right-of-centre like the other two main UK parties. I'm not sure about the unions – I don't have the knowledge to know – there may have been racism there, or not enough people to form a de facto caucus, or whatever. There were some others – don't forget that unlike in say, Yorkshire, where there was leftist activity back then, the community in Glasgow was small until the late 1970s/early 1980s. Also, in Yorkshire, it was factory work (so industrial relations and solidarity, etc.) but in Glasgow, it was buses, underground and then little shops. Some PPP [Pakistan People's Party] exiles joined Labour, but they often were politically sort-of left-of-centre (in Pakistan terms) but socially conservative. Unfortunately, the main prominent politicians, who do much good work, are more akin to traditionalist, patriarchal Labour and corporatist New Labour, rather than being truly left-wing. As you are aware, the mainstream in the UK and Pakistan both has moved to the Right over the past 30 years, albeit in different ways.

FJ: Any reason why the South Asian radio station has never granted you an interview?

SS: I don't know. I mean *Psychoraag* is available as a potential text for Advanced Higher (or whatever they call it now) and I'm aware of a few Asian pupils choosing it to study. I think perhaps the people who run the radio station see me and books both as being irrelevant. They like Urdu poetry and all kinds of South Asian/South Asian British hip-hop, etc. music, and of course commercial Bollywood and old South Asian songs. South Asian – Punjabi, mainly – folk songs, etc. and there's even a guy of African origin who comes and presents African music, but in terms of British culture, books/radio-plays, etc. are not part of their world, one senses. They interviewed the director of a Pakistani theatre company whom we helped bring to Glasgow and we – I - took these people to and from the studio and I've done that on a number of occasions. Maybe they don't like my writing style. I really don't understand it. I mean, people talk in Punjabi/Urdu/English on air, so there would be no problem with an interview in English.

Nonetheless, to be fair, they did interview my wife with regard to her film festivals, etc. and they interviewed my father with regard to his experiences over the past many decades of living and working. But it's ironic and amusing to me that I've been interviewed by BBC Asian Network (Birmingham-based), BBC Radios Scotland, (and did work for) Four, Three and (did work for) Two and did work (well, I volunteered myself!) for two earlier, transient Glasgow Asian radio stations (in the late 1990s, before this current one even existed) as well as by radio stations in Scandinavia and Canada, and by a Breakfast TV (!) in Singapore when I visited those places. I actually 'phoned one of the presenters up once and arranged an interview. I went to the station at the appointed time, with a book, having prepared, etc., but he never turned up and never apologised or anything. No-one at the station knew anything about an interview. So I lost interest after that. I'm busy and if they can't be bothered then neither can I.

EJ: Why don't Pakistanis openly talk about the fact that they are actively/ passively excluded from key positions?

SS: Possible reasons:

Because they don't want to make enemies, jeopardise their careers or seem paranoid or extremist.

Because they don't want to create tension between the various South Asian communities or import the Indo-Pak toxic dynamic.

Because they lack confidence.

Because they know that it will end-up with Pakistanis being blamed for their own lack of engagement.

Because they know that no-one will listen; the white gatekeepers want to be seen to be fair but don't have the requisite knowledge of internal community politics to be discerning; they are afraid of being accused of racism by some or other offended party, so they play it safe and pander to those who hold the most power in the communities – it is a sort of post-colonial structural imperialism. White gatekeepers as a cohort also tend to be viscerally pro-Indian because this was the attitude of the British Empire to divide-and-rule during the Raj, during Partition and post-Partition as well. India also does an excellent job of selling itself. Pakistani does a crap job of selling itself. This is partly because the real rulers of Pakistani is the Military-Business Complex and so, instead of having trained PR/marketing people in Foreign Service, they have modestly-educated functionaries. They see the interaction as being with business and the MIC (military-industrial complex). Many white gatekeepers go/have been to Goa, etc. on holiday, or to retreats, ashrams and such-like in India. 'Paki' is a pejorative; 'Indian' is exotically positive. My own view, for what it's worth, is that Partition was a disaster; India should have stayed united. But it happened, we cannot re-write history and we have to deal with it.

EJ: Racism in the arts. Why is it much more racist than the sciences? Fear of some sort of cultural takeover?

SS: In science, there are objective measures of quality. The scientific method itself tends to militate against discrimination. There are far more South Asians in the sciences in the UK than there are in the practising arts. This is not to say that discrimination does not occur, we know quantitatively that it does, *eg.* in the field of Medicine, with regard to GMC rulings, etc. However, the arts are bound up in concepts of the numinous and this makes it far more vulnerable to the impact of pre-existing societal deformations of class, race, etc. Everything in the UK is impacted upon, and sometimes even determined by, social class – another subject about which people talk little nowadays. People in the arts see themselves as being above racism, liberal, etc. and those from dominant groupings so tend to be blind to all of this. They are in a state of denial.

EJ: You say that no-one talks about it. Fear of being blacklisted?

SS: Absolutely. It's not an overt blacklist, obviously – it doesn't need to be - and that means it is all the more difficult to confront. I have had this straight from some black writers and managed to get some of them to talk about it – in a tempered way – on a stage in Cheltenham, England at a book festival there when I was chairing such events for Arts

Council England (the 'Decibel Project'). Some other writers – even quite successful writers – were scared and backtracked or were evasive in public.

There's also the fear of being seen as a ranter/extremist/angry black/brown person, etc. if they've been to Oxbridge and/or SOAS, [School of Oriental and African Studies, University of London] they've often imbibed 'His Master's Voice' (as the phrase used to go with regard to SOAS graduates!) and so have internalised the attitudes and belief-systems of the dominant group. There is also the element of wanting to fit-in, to conform – this is very powerful – and the 'pulling up the ladder' syndrome. You know, I've helped to promote a lot of Asian English writers but often that generosity of spirit is not reciprocated. The British tendency to understatement and cold emotion is another barrier – South Asians in the arts will mimic this, or will have imbibed it possibly to seem less 'Asian'. Anger, it seems, is not acceptable in UK polite society. Marginalisation occurs with immense subtlety in Britain.

I also gave a speech at the Nehru Centre (Indian High Commission's arts/culture centre) in London at the launch of an Asian British arts /cultural magazine and talked openly about some of this stuff. At the end of the event, I could barely get out of the large chamber, so many people from various fields, not just in the arts, wanted to shake my hand and to say, 'you've said what we know'.

Smaller presses do occasionally deal with the subject. Tindal St Press (Birmingham-based) has just brought out an anthology of work entitled, 'Too Asian, not Asian Enough' (I have a story in it!), the concept for which I know from the editor telling me, was stimulated directly by that speech of mine at the Nehru Centre.

Even where publishers and reviewers are aiming to transcend boundaries, often they remain bound and don't know it. It's the weight of linguistic and conceptual decorum, yet again. It's so suffocating.

The application of psychedelic techniques to literature can engender other ways of thinking – after all, Thomas de Quincey did change the way it was possible to write in English.

So, in both literature and person, I and my work come all the way from Glasgow to tell people in London what they already knew but were too afraid to say/write and it has knock-on effects several years later. Think what might happen if there were a defined artistic movement. But the political rise of individualism – or more accurate, old-fashioned selfishness – has crushed the possibility of anything like that happening. People are asleep and are happy to be so. Or, to put it another way, they lack a specific type of consciousness.

To conclude, without seeming pretentious or overly dramatic, I have a revolutionary attitude to the art and to my practise of the art; I constantly try to challenge both myself and the reader – I think it's the way to be!

FJ: Do you think that people from the Pakistani community and other ethnic minorities are generally discriminated against in Glasgow? What amount and forms of discrimination can you identify?

SS: Well I think there's evidence of discrimination in jobs and pay, nationally in the UK. Whether it's any different in Glasgow, I don't know, I suspect not. Career

development, jobs, pay – these are the main areas of concern, I think, nationally in the UK. I'm not an expert in this area, though!

FJ: Can you identify differences in the way the different ethnic minorities are treated/ tolerated/ welcomed/ viewed in Glasgow? Any specific reasons which you could identify?

SS: See above with regard to India/Pakistan. The Poles were welcomed, the Roma, not. And there was tension between some young members of the South Asians and Roma communities.

FJ: What do you know about the way asylum seekers and refugees are treated in Glasgow? Is there a strong opposition to their presence among Glaswegian people? Are Glaswegian people simply indifferent to or unaware of their fate?

I think many Glaswegians are sympathetic to them. There has been a lot of work in communities and schools and it's borne fruit. Relations generally are good now. There was some friction at the start, as the asylum-seekers were put in the poorest areas and the residents resented the asylum-seekers getting flats, etc. I sense these issues have been ironed-out. I know that some local people actively help the asylum-seekers hide in their homes when the police come to get them to deport them. So there's a solidarity there.

FJ: Some people say that Scotland has a problem with racism. Do you agree?

SS: Yes.

FJ: Glasgow is often said to be « a friendly city ». Do you agree?

SS: Superficially, yes – in the bus queue and in shops, etc. Compared to England, certainly. On a deeper level, though, I'm not so sure.

Annexe I-c : correspondance avec Gareth Mulvey

Gareth Mulvey est chercheur au Scottish Refugee Council à Glasgow. La correspondance date de septembre 2011.

Fabien Jeannier: How many refugees and asylum seekers are there in Glasgow nowadays?

Gareth Mulvey: It's difficult to know for sure as refugees have the right to go anywhere in the UK once they get status. The best guesstimate is between 8,000 and 10,000.

FJ: How have these figures evolved since 2000?

GM: At any one time since 2001 there will have been upwards of 5000 asylum seekers in Glasgow. Again, we're not clear how many have been refused and left, how many have gone to ground etc.

FJ: How many asylum seekers were there before the dispersal Agreement?

GM: A small handful, some from historic flights such as Chile, some from Bosnia in the early 90s and some from Kosovo in the late 90s, although they were labelled evacuees, indicating that they were never given any rights or status here.

FJ: What are their living conditions?

GM: This varies greatly. On arrival asylum seekers are, and have been since 2001, housed effectively where there was housing capacity, which means it has been in very poor accommodation in very poor neighbourhoods. I've written a bit about this in our integration study. There's also a report on this page called navigating the maze about housing issues.

FJ: Who is responsible for finding them an accommodation?

GM: On arrival Glasgow City Council had a responsibility to provide accommodation but they have recently been in dispute with the UKBA so now new arrivals are accommodated by Y people. For those getting status, they have 28 days to leave their NASS accommodation and find new housing and access mainstream benefits. We provide some housing services/advice as do a couple of other voluntary sector organisations. The councils homelessness services are also involved but a lot is left to the refugees themselves as we can't meet the need with the capacity we have.

FJ: How many incidents have involved asylum seekers and refugees as victims?

GM: Impossible to tell you really. You could contact Strathclyde police for an idea of official figures, although this will obviously be only those reported.

FJ: Are they isolated incidents? What is the nature of the incidents? Have you got any idea of how things have evolved with regard to violence?

GM: Interviewees for our integration study imply that things have improved a lot over the years. We'll be asking questions about this in some work towards the end of the year.

EJ: What is the local people's attitude towards asylum seekers and refugees? Are they indifferent to their fate, do they object to their presence in Glasgow, etc?

GM: Again, it varies but it has improved. At first there was no preparation done with very poor locals and this created tensions leading to the murder of Firsat Dag. Since then things have improved through a combination of local activism (Glasgow has a long history of community activism) and hard work by a number of agencies on the ground.

EJ: Are there any tensions with other communities in particular?

GM: Not that I'm aware of as you have to remember quite a lot of asylum seekers will have co-ethnic communities here already so they can flit between the asylum seeking/ refugee community and a co-ethnic one.

EJ: From the asylum seekers/ refugees' point of view, what is their opinion about the way they are treated in their host city?

GM: I'm doing some research on this at the moment. Most seem to feel that the general population have treated them pretty well, are pretty friendly etc, but that the authorities have been less willing to accept them.

EJ: Do they make a difference between what their situation implies because of national legislation and negative attitudes which can be attributed directly to local people? In other words, is Glasgow any friendlier than other towns/ cities?

GM: A lot of interviewees imply that this is the case but much of it is heresy as many have never been to other cities. That said, there seems to be a general impression both here and in cities in England that things are better here.

EJ: Has the change of government in 2010 made any difference in the way asylum seekers and refugees are treated?

GM: I assume you mean treated by the Government? Nothing discernible yet I don't think as the last Government were hugely negative. We're looking a little bit at whether the economic downturn is making a difference through the ancient art of scapegoating.

EJ: Is there any genuine involvement/ commitment from the local authorities to enable asylum seekers and refugees to live a decent life while waiting for an official answer to their application?

GM: The Scottish government have always taken the position that integration begins on the day people arrive in Scotland, in contrast to the Westminster government who say it begins on getting refugee status. This is hugely symbolic but does have other impacts such as asylum seekers being able to access more in the way of education and more forums to encourage inter and intra community contact.

EJ: Do refugees integrate in Scottish society?

GM: Big, big question. I'm doing a longitudinal study at the moment and might be better able to answer that next summer.

Annexe I-d : entretien avec Anthony Russel

Celtic Learning Centre, 15 février 2010.

Anthony Russell est enseignant et occupe la fonction de directeur du Celtic Learning Centre depuis son ouverture officielle en février 2006.

Fabien Jeannier: Can you tell me about your personal history regarding Celtic?

Anthony Russell: I have been a Celtic supporter since the age of 5. My father brought me to Celtic games in 1964-1965 onwards and I have been following Celtic ever since.

FJ: Have you got a season ticket?

AR: Yes, I have had a season ticket for 20 years.

FJ: What is your feeling about the evolution of the rivalry between Celtic and Rangers over the last 10-15-20 years/ since you became a Celtic fan?

AR: There's always been rivalry between the two clubs and, when I grew up, I was fortunate enough to be supporting Celtic when they were the best team in Europe and they became the first British team to win the European Champions' Cup. At that time, Celtic were champions for 9 in a row; Celtic were very successful. At that time, when I was younger, I was pretty much oblivious to the sectarian attitudes towards Celtic fans. I became more aware of that in my early teens and of course I have been very aware of it since then.

FJ: Do you think the atmosphere of the Old Firm games has significantly evolved over the last 20 years?

AR: No. I think certainly it is the same. I think the fans are singing the same songs they have been singing for the last 20 years.

FJ: So you wouldn't identify a landmark in the history of the two clubs with a big change as far as their rivalry is concerned?

AR: No.

FJ: What role do you play at Celtic?

AR: I'm in charge of the learning centre here at Celtic which is a partnership between Celtic FC and GCC Education Services. So I am responsible for all the school education programmes here at Celtic.

FJ: What are the educational programmes currently under way at the Celtic learning centre?

AR: We have a variety of programmes for primary schools and secondary

We have primary school European awareness with modern languages, which are the modern language the pupils are studying, they have tuition in that language along with an awareness of the institutions and the countries of the European Union. We run Japanese classes for Primary schools. Pupils come and learn about the Japanese language and culture. We have a Primary curricular support, information handling, English language skills.

For secondary schools, we have media production course, a have a web design class, currently a partnership with the British Council where pupils are promoting inclusion and diversity in education, we have language support classes, Photoshop, so a variety of programmes.

In addition to that, we have off-site programmes, mixed-sports programmes, dance classes, a wide variety of courses.

FJ: What are the mixed-sport programmes?

AR: The mixed-sports programme is targeted at S3 pupils. Initially it was targeting pupils in risk of exclusion. Each secondary school in Glasgow has been offered the programme which has been running for 6 years now. Up to fourteen pupils from each school are invited to take part in a ten-week sport programme. Pupils are tutored, coached and taught a variety of sports, basketball, football, golf, ice-skating, mountain-biking, fitness suite induction, so a variety of sports. In addition, they are invited to a Celtic game and at the end of the block they are invited to the n°7 restaurant at Celtic Park where a presentation takes place and they are presented a certificate from one of the first-team players.

FJ: How long have those programmes been running?

AR: The mixed sports programme has been in place, I was seconded from Russell Academy in Glasgow to run the programme, has been running since January 2004. The other programmes within the centre, the centre formally opened 4 years ago this month, February 2006 we received the keys of the centre and we have run a variety of programmes in the centre since then, including web design, Advanced Higher French. We run a variety of courses, and we are always looking to evolve and meet the requirements and priorities of GCC.

FJ: Do you have pupils from both Catholic and non-denominational schools?

AR: Yes. Pupils are invited from all schools in Glasgow. All our programmes are targeted at all Glasgow schools. And basically we don't discriminate between non-denominational and Roman Catholic schools. Every school in Glasgow has been invited to take part in our programmes. Every school in Glasgow has had an offer of at least one of our programmes and all, with the exception of 2 or 3 secondary schools, have taken part in our programmes.

FJ: What are the general aims of the programmes?

AR: The programme is to use Celtic FC as a motivational vehicle to stimulate and encourage youngsters to achieve their true potential. We have a fantastic state-of-the-art learning centre here, 24 double-space work stations, a smartboard, plasma screens, a social area, so we have a fantastic learning centre, it's stimulating, it's an interesting place for pupils to come and learn and also the motivational aspect of them being involved with such a world-famous football club. It's a real stimulus to the young people.

FJ: So there's no religious dimension. It is not always aimed at tackling sectarianism...

AR: There's no religious element to Celtic FC whatsoever. Celtic FC is a club open to all, it's in the Celtic social charter - a club open to all regardless of religion, regardless of

race, regardless of disability, regardless of age, regardless of gender, a club open to all since 1888 and religion is not an aspect of it.

FJ: Who are Celtic partners, locally and nationally?

AR: Here in the learning centre charter, it is GCC Educational services. This learning centre is basically run by GCC Education Services. I myself am a teacher, employed by GCC Educational Services. It is in the partnership that Celtic FC provides the premises and they are delighted to support the variety of courses on offer.

FJ: Do you have relationships with Rangers FC as far as the educational programmes are concerned?

AR: Yes. I have an excellent working relationship with my colleague who is the manager of the Rangers study centre. On a number of programmes we liaise regularly. We have regular meetings with regards courses. The pupils who are here you may hear just now in the background are part of the soccer success programme in Glasgow. Rather than returning to school a fifth year they have been attending Celtic doing a variety of courses: football coaching, attending college, skills for life courses. There's a course over at Rangers' as well. For that, the city is just split down in the middle. Basically, pupils from the East of the city would come to Celtic's and pupils from the West of the city would go to Rangers'. There's no discrimination in terms of denomination. Even within this group, there will be a number of pupils who support a number of different teams in the city. We always stress to the pupils when they are attending a programme that it has nothing to do with which team they support. We are not looking to create new supporters. We just try to promote a message of respect and tolerance.

FJ: Would you say that sectarianism is no longer an issue in the Scottish society?

AR: I think sectarianism IS an issue in the Scottish society. I place the emphasis on the Scottish society. I don't believe it is a West of Scotland problem as it has often been the case. You will suffer sectarian and racial abuse wherever you go in Scotland, there will be sectarian abuse. Aiden McGeady in particular is basically a target for fans across Scotland. They make the claim that it is because he chose to play for the Republic of Ireland rather than Scotland. The argument is a bit shallow given that Neil Lennon was continually booed when he played, the reason being that he was a Roman Catholic from Northern Ireland. You could understand, if not tolerate the abuse from a number of Rangers fans, Neil being from the North of Ireland, but it doesn't justify him being booed in every other ground in Scotland. Robbie Keane was playing against Dunfermline in the Scottish Cup and again he was booed every time he touched the ball.

FJ: Is it because he is Irish?

AR: Yes. So, there's certainly sectarianism and a great deal of Irish racism in Scotland.

FJ: Is this only confined to football or is it a more general problem, or is it just reflected in football?

AR: No I don't think it is just reflected in football. I think it is inherent in society. Basically I just believe that Scotland has a real problem with racism, I think it's ignored, and this notion of a 90-minute bigot which I don't accept, I think it's just people looking for a focus for their racist and prejudiced views

FJ: May I ask you if you are a Catholic?

AR: Yes, I am.

FJ: Do you have to be a Catholic to work here at Celtic?

AR: No, you don't.

FJ: Have you ever been a victim of sectarianism yourself?

AR: Yes.

FJ: May I ask you about the circumstances?

AR: Basically, when I was younger I was attacked for... basically I had on a Celtic scarf with my friend who basically happened to be protestant and he also was a Celtic supporter. We were both attacked and beaten because we were Celtic fans.

FJ: If you decided to change job, would there be jobs which you couldn't apply for because you are a Catholic and you have been employed by Celtic?

AR: No, I am not employed by Celtic, I am employed by GCC. As a Catholic I worked for ten years in a non-denominational school in Pollok. A vast majority of my teaching career has been in non-denominational schools and I would apply for jobs in any school regardless of its denomination. No, that's not an issue.

FJ: I have read that it used to be free for members of the clergy to attend Celtic games at Celtic Park. Is it still the case?

AR: I don't believe it is. I think years ago, members of the clergy were allowed free admittance to Celtic Park but I don't think anyone is now.

FJ: I have also read that Celtic Park is or used to be used by the Roman Catholic Church for special events. Is this true or not and is this still the case?

AR: I would be unsure of what special events before its redevelopment.

FJ: Like big gatherings of people for a special mass...

AR: I have lived in Glasgow for 50 years, and I have been a Celtic supporter for 25 years and I have no recollection of any such event.

FJ: How do you explain the fact that people seem to have such different views on sectarianism? Some people say it is no longer an issue at all in Scottish society whereas some other people say that it is still something that is part of the Scottish society.

AR: I think that statistics reveal, since sectarianism became a crime, and I think sectarianism had to be counted as a crime, statistics reveal that you are more likely to be a victim of sectarian assault if you are Catholic. I think, certainly, Catholics are a minority in Scotland and therefore the majority would probably be in denial there is a problem. That would be my take on it and I know, for speaking to many other people, that that's their view, that's their understanding of it.

FJ: So your view would be, in a way, quite representative of what a lot of Catholic people would think about sectarianism in Scotland.

AR: Yes I think my view is representative of the majority, yeah.

Annexe I-e : entretien avec Alison Logan

Glasgow City Council Education Services, Wheatley House, Glasgow, 7 juin 2010.

Alison Logan est coordinatrice du programme Sense Over Sectarianism.

Fabien Jeannier: What does your role as coordinator of SOS consist in?

Alison Logan: My role is split into two parts: supporting work in schools and supporting work in communities. SOS is made up of six partners: Glasgow City Council (the Education Services take the lead), Nil By Mouth (a charity set up in 2001 to raise awareness about sectarianism in Scotland), the Church of Scotland in Glasgow through the Presbytery and the Catholic Church through the archdiocese of Glasgow, Rangers Football Club and Celtic Football Club. SOS started as a community-based programme in 2001. As I was employed by GCC Education Services, I was the only one neutral enough to take the job. Every other organisation would have been seen as having a bias in one way or another. During the first three years, the focus was mainly on communities. I am a community worker. I started to ask questions at schools as part of the communities and how to make the link with schools. The first funding came to an end in 2004. There had been enough activity in schools to maintain a post. The post of coordinator became permanent in the Education Services. From then onwards, there has been a much clearer split. I support community groups who have identified that sectarianism is an issue in their area. I look up to set a project that could deal with that. I help the community tackle the problem. I get the young people to think about the thoughts, the feelings, their actions, their behaviours in terms of sectarianism so that they develop an understanding of that. The key is how it engages people with debate and discussion and develops their understanding of sectarianism, to question their values, their behaviour, to make a message. The message is more important than the activity.

There was a shift five or six years ago. The director of the Education Services had several meetings with headteachers. We live in Glasgow, we talk about citizenship, we talk about young people and their attitudes and their values. We can't do that in Glasgow without tackling the issue of sectarianism. It's so much part and parcel of everyday life. Young people need to develop an understanding of it. It has to be part of what schools are addressing. The question is no more "Are we doing anything about sectarianism?" but "What are we doing?". It was a dramatic shift. I changed the perception of schools about what SOS was doing.

I lead workshops in schools and classrooms, or something during in-service days with teachers, supporting teachers and developing their understanding of the issue. I work with teachers who produce resources for delivery in the classroom. There's only one of me but two hundred schools in Glasgow, so we have to share best practice rather than go round all of them! We didn't want sectarianism to be something added on to teachers who are already very busy. My goal is to look at how to embed it within the curriculum and look at how we could work with teachers.

At primary level and in first and second year at secondary level, getting pupils to read a book is hard. Literacy level is poor in Glasgow all over primary school and at lower level at secondary school. There's a desperate need to tackle the literacy issue. Getting boys to read a book is particularly difficult. Getting a boy to read a book and write a piece of reflective writing on it is almost impossible. We have used two books: *The Drums of Hampden* (which is dated) and *The Divided City*. *The Divided City* is a football story. It is about two boys coming from two traditions. Both play for Glasgow United. The two boys are struggling to make friendship against their family background. The story is set in Glasgow. The book was partly written about addressing young people (the author was asked by a friend to write a play). It turned out that she wanted to explore the issue of football. In the book they also try to help the asylum seekers. It's an exciting book for kids to read and for teachers to engage their pupils.

From the point of view of SOS, the question is how to use the book to work on the underlying issues. A couple of teachers wrote the lesson plans for the book. The pack is aimed at developing literacy skills and exploring the underlying issues. The issues of sectarianism are explored throughout the delivery of the literacy skills/ aspect of the curriculum.

At primary level, we aim at partnering up denominational and non-denominational schools so that they work together. Two schools on the south side, St Mirren and Croftfoot, were very keen to work together. They worked with primary 7 pupils as they were interested in the transition with secondary school. At primary level, nobody really questions the fact that children go to a non-denominational or a catholic school. There are so many schools. Nobody blinks an eye until they go to secondary school. That's when the divide becomes very stark and much clearer.

At Croftfoot and St Mirren, pupils would join and work together on a regular basis. Kids get mixed up and split into two groups. They had drama lessons together and playtime together after break and then they switched over. They used drama and cooperative teachers as a safe way of exploring those issues.

There are about thirty pairings of schools where schools are working directly together. In the catchment area of Knightswood and St Thomas Aquinas Academy learning community, all thirteen schools are working together. The schools have built on the projects involving literature, *The Divided City*. The author has come to visit the kids. There were very perceptive questions from the kids. They use the book to visit places of worship. We have given the schools a framework with the literature pack and the drama lessons and they grow up from there and they do whatever. Teachers become very creative, they develop their own stuff from there. The pack is the much needed starting point but from then it has to be adjusted to the needs of the particular classes. There's an annual reception at the City Chambers where schools participate and share what they have done.

At secondary level, there is the programme "friendship enterprise". We work with the top end of secondary schools, as part of the "determined to succeed" strategy, from the Scottish Government, based on the notion of employability, how to prepare the kids to move on from school. SOS have looked at how to work with older secondary school pupils, fifth and sixth year pupils to give them something different on their CV. I work with them, we do one-day workshops about anti-sectarianism.

Pupils are sent back into their community with a challenge: deliver to primary 6 pupils a project on the theme of friendship that brings together denominational and non-denominational schools in their local area. Schools are looking for fifth and sixth-year pupils to be involved in community-based projects and to be given something back, to work on the employability, enterprise education, part of the curriculum. It also gives a slight edge to the pupils for their CV for application for a place at college as it is becoming more and more competitive.

From the enterprise point of view, we give the group a slight budget. They have to plan the activity, contact the primary school, organise transports, what to deliver, etc. They have to get organised.

Fifth and sixth-year pupils deliver directly to primary 6 pupils on the theme of friendship. It bridges the gap between primary schools and secondary schools. Drama and English teachers at Knightswood and St Thomas are looking at producing a transition unit for pupils who will come to secondary one so they can build on what they have done in primary school and use that in secondary 1 and secondary 2 in the early stages. I deliver training for teachers. Two sessions are offered to probationers so that they have a clear understanding of how things fit together, where it all fits, to frame it all on Curriculum for Excellence and what young people get out of it in terms of their thoughts, feelings and attitudes.

At Garscadden primary school, it started off with a very simple project and a very simple question: "What's a Catholic?". You got all sorts of most amazing, very surprising answers: "kind of greenish with red hair". And then: "What's a protestant?" and all sorts of other questions. It clearly showed how judgemental they were to each other. Some great comments would blow your mind away, very unusual phrases to hear from a kid such as: "A protestant is someone who cherishes the Queen". At the end, we ask questions to see if the kids' attitudes had shifted. A lot of the stuff comes from the home.

In Knightswood and St Thomas Aquinas learning communities, the project has been going for five or six months, with kids bringing their stuff and books at home. Parents have been asked to come to school for things.

Also part of the project is taking kids to Rangers and Celtic. Some parents say: "My kid's no going to Celtic or Rangers. No way." The headteacher would ask the parent to come in, and explain what we are trying to achieve with this project. To this day, no parent has ever refused to let their kid go to Celtic or Rangers. We hold a parents' night before the process starts. I put it in context, I develop it in terms of Scottish strategy and it comes down to Glasgow, this is where you are in Glasgow.

Parents say: "Are you telling me that my kid is sectarian, a bigot?". It's not about that, we live in Glasgow, we live in Scotland, my job in schools is to prepare kids to any eventuality they may come across. Our job is to give them the skills to cope with whatever comes their way. What we know about Glasgow and Scotland is that sectarianism is there. We do your kids a disservice if we don't help them understand what it is all about and if we don't give them the skills to deal with it when it happens. We bring in the parents again at the end of the process. We get really positive feedback.

Some parents don't engage with it but on the whole it helps some families to undo some family traditions. Some families have issues with sectarianism. The feedback from the parents is that the kids love the book and the work that goes with it. The kids go at it wholeheartedly. They engage with it. When they visit the places of worship, you frame it with the context of the book. We have had the occasional complaint: "It has not been an issue for my kid and you have raised it. You have put the word in their mouth". My answer is that sooner or later they will come across the issue, you are naïve if you think your kids are not hearing it. The kids love the book and the teachers are very creative with it.

EJ: How do barriers between communities show?

AL: Some areas in the city are traditionally seen as Catholic or Protestant. In the East End, there are supporters of the Orange Orders, with banners at the windows, flags, symbols, colours flying at the windows throughout the marching season. Within communities, it's often undercurrent rather than something that is right in your face, it's jokes, comments, throw-aways.

Drumchapel has a history of sectarianism, tensions which nobody acknowledges. The previous headteacher of Drumchapel High used to say: "There's no point doing the work because it's not an issue for us" but the Orange Lodge is right there. One day there was a funeral involving the Orange Lodge and children at the primary school nearby were all standing terrified.

It's almost an invisible divide but it's there: "you cannae vote for him, he's a catholic, you cannae do this..." There's still that notion that if a kid starts to go out with somebody, "is he a Catholic or a Protestant?", depending on the way.

For most families, the question would be asked, nothing would be said, and then things would be allowed to develop normally. But the question is still asked.

EJ: Have you noticed any evolution over the last twenty or thirty years?

AL: Yes, a huge evolution. Twenty-five years ago, in meetings with open parents, parents would say: "I'm from a mixed marriage", although they are both Christians, it sometimes refers to one parent being a Rangers supporter and the other parent being a Celtic supporter!

People would talk of being disowned by their own family twenty-five years ago for marrying a catholic or a protestant. Nowadays? The question is still asked, wee reactions but it doesn't really matter. Changes from football fans, but not all of them. Clubs have done work to make the rivalry positive. Rivalry doesn't have to have that religious hatred behind it.

We have the programme "Old Firm United", which says that it is OK to support your team, to be passionate about it but wrong to hate the other team more than you support your own team. Part of the programme is what are the rights (cheers, songs, wear colours and be safe) and responsibilities of a football fan (where do you cross the line?). Some songs are about supporting your team, some are about hating the other side. Where's the line between supporting your side and hating the other side?

"Old Firm United" involves groups of thirty secondary 1 pupils, six schools with five pupils each, three catholic schools, three non-denominational schools. Team building. Why do they support Rangers or Celtic? Family tradition. We aim at building awareness about

being wary when you build your own story, when you make your judgement with bits and little pieces of information. We work on responsibility.

When pupils go to Old Firm games, they are not allowed to wear football colours. They go to the directors' box, they watch the warming-up and then they go back to the Study Centre. They put their football colours and they watch the game together. They are accompanied by an adult (pupils have to cross the city on an Old Firm game) to whom the rules edicted the day before apply as well. It works quite well, although there are sometimes heated moments.

FJ: Why don't you use a neutral place when you take kids to do activities related to sectarianism?

AL: It's a way to engage some kids because they support that football team, so it's worth resorting to it. There's the idea of using the power of football engagement. The two teams are eager to be part of the solution. They are keen to be part of the solution and not always be blamed.

In fact, we use the study centre strategically, depending on the issues in the schools and where they are located with regard to Ibrox and Celtic Park. They run programmes of four weeks with primary schools where they have identified issues with sectarianism. Thirty league match tickets are offered each week by Celtic and Rangers. They offer non-denominational schools tickets for a Celtic match and vice-versa. School respond positively. Teachers are really involved in anti-sectarian work. Tickets for Rangers or Celtic? It doesn't matter, they couldn't care less. Can we use that as leverage for change? Yes. We have a brilliant relationship with the two teams. There's no need to use a neutral venue. It has made things change.

FJ: How to you assess the work done?

AL: It is really difficult because it's about values and attitudes. Very difficult to monitor and measure. We give questionnaires to pupils and parents. But we get lots of anecdotes and comments from pupils, teachers and parents. Here is the example of a young boy from a Catholic school. He had been working at Rangers Study Centre for three or four weeks. He was about to do a tour of Ibrox but his dad had told him to spit on the floor when he would be in the main building. The boy said: "I'm not going to do what my daddy had told me to do". The anecdote was reported to me by Dominic Starkey, head of Rangers Study Centre. The objective is to have a kid, supporter of Rangers, having been to Celtic Park several times, working in the Learning Centre, seeing a match and having a good time. And vice versa. Sometimes it works, sometimes not, because kids are so caught in their team.

FJ: Do you think there is still a lot of work to do?

AL: Oh yes! I started the job nine years ago when it was hard work to bring six people in the same room and get them to talk about it. Now, sixty primary schools are running a major project out of a hundred and forty. They are directly involved in twinnings. Other schools are doing projects of their own. Most of Glasgow's schools are doing something, 80-85% are engaged in something. We have moved a long way as an education authority. We have shifted dramatically. There are several things we need probationers to understand and this is one of those things. Work for anti-sectarianism has

reached a point where it is considered as part of the wider picture in education in Glasgow. Anti-sectarian work is looked at by HMIe inspectors to see if it is part of standard work in schools. St Mirren is set out as a model for Scotland with regard to its anti-sectarian work.

FJ: What is your reaction to the fact that some academics say that sectarianism in Scotland is no longer an issue?

AL: In my line of work, I see it day in and day out. It might be low-level, throw-out comments but it's there. One bizarre thing. People think that the history of employment is history, way back. When the Irish came to Scotland at the back of the potato famine, they came as economic migrants and they faced discrimination in employment. There were signs such as "No Irish, no Catholics". The printing industry in Scotland had a long history of non-employing catholics. There were three piles for interviews: one for definite, one for look again, one was for straight into the bin, if you went to a catholic school. Two years ago, in Polmadie, a hairdresser was applying for a hairdressing junior and the sign on the window said "Hairdressing junior required. Catholics don't apply". They're breaking the law but it's still there.

You just have to listen to the kids talk, to listen to banter in the pub. Its runs right throughout. It might not be in your face but it's still there. Scotland becomes much more of a secular society, what you would find is that when people identify themselves with being catholics or protestants, it's not about faith but identity, not about practising their faith and being part of that community as such but about identity. I am a catholic and that defines me as this.

FJ: Is it really about sectarianism or about something else?

AL: Racism? It's not just about a race. The defining factor is about the denomination. If you have a look at the Learning and Teaching Scotland website, "Don't give it, don't take it", the nearest to a very definition of sectarianism, almost a dictionary definition. The reason why I say it's alive and kicking is because I'm in and out in every school, I'm in and out meeting parents and I hear the comments and those comments are clearly still there. There's less comments now than before. It has shifted. It's evidence of movement somewhere along the line. How we got there, how we measure the success, I don't know. The best measure of the success is that people are engaging in the debate whereas before the debate wasn't happening. The fact that people are asking: "Does sectarianism exist?", the fact that the debate is open and that folks are prepared to talk about that is huge. Twenty-five, thirty years ago, there was no debate. It's a recent thing, over the last eight or nine years. That's evidence that there is sectarianism, otherwise there wouldn't be a need for a debate.

That is something we swept under the carpet and put the lid on, but we don't have statistics to back it up, only lots of anecdotes, lost of stories.

Annexe I-f : correspondance avec Barry Watson

La correspondance date de septembre 2011.

Barry Watson réside depuis une vingtaine d'années à Castlemilk. Il a présidé l'association de locataires de Mitchellhill, un quartier de Castlemilk entre 1997 et 2003.

Thank you for your e-mail of 1 September and your interest in my fairly modest contribution to what was a very substantial effort by a great many people in Castlemilk to overcome housing problems, over more than three decades. Firstly, there was never one 'Anti Dampness Campaign' in Castlemilk; there were many campaigns relating to different areas and different solutions in each location.

There are also a number of distinct histories and periods involved – mainly Glasgow City Housing (up to 2003) and the Glasgow Housing Association (post 2003). There are also the contribution of a number of 'community based' housing associations in Castlemilk who each have their own story.

My own involvement was mainly from living at the old Mitchellhill Flats from September 1990 to July 2003. These flats were eventually demolished in November 2005 – the ultimate solution to the problems of dampness.

So, here we go:

September 1990 – I moved to Mitchellhill from the West end of Glasgow at the end of my second year at Strathclyde University – main reason – the rent was affordable; however heating was not which I then found out. At the time, my one apartment flat had a two bar electric radiant fire and a 'underfloor heating system' which never 'worked' since the flats were completed in the mid 1960's.

July 1992 – Following Graduation, I showed up at a Tenant's Association meeting with a notebook (maybe not a good idea straight away) and was 'roped in' immediately.

September 1992 – 1999 – Involvement in Castlemilk Housing Forum, run through the Castlemilk Housing Improvement Project up to April 1996 [when local government was reorganised. Housing was then funded by the Regional and/ or District Council] and then through the Castlemilk Umbrella Group.

September 1995 – Major Plan produced by Castlemilk Partnership identified that Mitchellhill required a minimum investment of £15 million (£3 million per block).

1997 – Mitchellhill Tenants Association reformed after about three years' inaction mainly due to lack of progress and I landed up with being Chair, until it was disbanded in March 2003.

1997/98 – The five Mitchellhill blocks got double glazing (for all the good that did) and Blocks 5 and 11 got Fabric Repair work (a modest 'patch and paint' job).

1998 – Formation of Castlemilk Neighbourhood Forum [set up by the Council. All the local housing tenants' groups were part of it. It was a local consultation forum to lead into the GHA structure in 2003], essentially a City Housing Consultation Group which provided the foundation for local development of Glasgow Housing Association and what

was to become the Castlemilk Tenant's Housing Association (a 'Management' Housing Association working as part of the GHA group). Also a detailed analysis of turnover in City Housing stock was undertaken in 1999, showing that at Mitchellhill one in three households moved on every year; which led to the question – is it worth refurbishment?

2000 – I finally got storage heaters installed in my flat.

2000/01 – Involvement by local Community Development workers (employed by local council, but who often acted in a 'politically independent' way which could be considered contrary to their employer's interests) who had funding for a local housing campaign. I was already involved in the Neighbourhood Forum which was preparing a Local Management and Investment Plan. As Chair of the local Tenant's Group, I felt that separate campaigns would duplicate what was being done through the Neighbourhood Forum; but the group felt that they wanted to do this and this led in early 2001 to putting on a local exhibition (The Final Demand) in the Community Centre which fully illustrated the problems which existed at Mitchellhill. However, of course, these problems were still unsolvable and as one third of households moved on every year, probably were not 'worth' solving. There was a report prepared on this campaign by the Community Development Section, Unfortunately, I did not keep my copy and gave it away when I moved in 2003. The campaign was instrumental in moving towards 'another' solution to the problem, the following year.

March 2002 – Decision by Glasgow Housing Committee to move towards demolition of Mitchellhill and at this stage it was possible to say that any Mitchellhill Tenant who wanted to remain in Castlemilk could do so over the clearance period.

March 2003 – Mitchellhill Tenants Association wound up.

July 2003 – I got my move from Mitchellhill to Dougrie Place.

I am sure when you met Kate Willis last year, she will have given you the history of Castlemilk Tenants Housing Association (I was a founder Member and Vice Chair up to October 2009) and the huge amount of investment which has taken place since the inception of the Glasgow Housing Association in April 2003. With the completion of the recladding of the Dougrie flats in the middle of last year; housing regeneration in Castlemilk is essentially complete.

What I got involved to do, nearly twenty years ago, was about investment and this has now been completed. I have stepped back on my involvement although I am still involved as a Committee Member of the CTHA.

I will take it as you are a doctoral student you are fully acquainted with the 'vast' amount of literature on Glasgow City Housing and the Glasgow Housing Association. I also take it that you know of the Castlemilk Partnership and the reorganisation of Scottish Local Government in 1996 which comes into this story at many points along the way. Also relevant is the Housing (Scotland) Act 2001 which laid down the Scottish Secure Tenancy and replaced the previous separate 'Secure' and 'Assured' tenancy structures. Also coming into the picture is the 'Community Planning' Structure (however, that is another story and probably worthy of a doctoral thesis all by itself).

Following completion of recladding at Dougrie Place last year; my monthly electricity bill is £8 a month less than when I was living in a smaller flat at Mitchellhill eight years ago.

Last winter was the worst for 15 years and I did not need to have my heaters set at more than two third's output, even when we had a full blizzard.

As I said in opening the history of housing regeneration in Castlemilk spans nearly twenty five years and my own contribution was principally finding a solution to the problems of Mitchellhill and the development of the CTHA and the local Investment programme since 2003. I am only one of a great many people who have contributed to the achievements which have now been accomplished.

If you are looking at 1979 to 1997; two additional people I think you would find interesting to talk to are Anna Stuart, Chair of Cassiltoun Housing Association and Maureen Cope, Chair of Ardenglen Housing Association. Both of these women were involved right throughout the period; whereas I only came into involvement from 1992. Two additional documents are 'A Tale of Two Castlemilks' (1988) and 'Castlemilk Community Plan' (1989) which were produced by the Castlemilk Umbrella Group.

The issue of Local Government reorganisation was essentially about the then Tory Government doing away with the then Regional Councils (whom they considered too powerful and a challenge to Central Government) and forming 32 Unitary Councils. Having two local authorities involved in the early years of the Castlemilk Partnership made things 'very involved'. Did things 'change' after 1996 - well.....???

Annexe I-g : entretien avec Anna Stuart

27 octobre 2011, Cassiltoun Housing Association, Castlemilk Stables, Castlemilk, Glasgow.

L'association de logements dont il est question dans cet entretien est Cassiltoun Housing Association, dont Anna Stuart fut un membre fondateur en décembre 1985. Au moment de l'entretien, Anna Stuart est présidente de Cassiltoun Trust (une association fondée en 2000 suite à une campagne menée par des résidents locaux pour conserver et restaurer les écuries de Castlemilk. Cassiltoun Trust est rattaché à Cassiltoun Housing Association qui gère Castlemilk Stables en son nom) et vice-présidente du conseil d'administration de Cassiltoun Housing Association.

Anna Stuart a 71 ans. Elle est veuve et a six enfants. Elle a travaillé à temps plein toute sa vie comme employée municipale de crèche.

Fabien Jeannier: When did you first come to live in Castlemilk?

Anna Stuart: I actually moved up to Castlemilk in 1979 and it was over across the road in Ballantay Road, 34 five-apartment houses and three- and four-apartments houses in tenements. There were only 20 families living up there when I came up. Houses were in a bad state of disrepair. There was no investment at all. The tenements were the old metal window frames, you know. It was so bad.

EJ: So there was a lot of condensation?

AS: Yes, running down the walls, it was unbelievable. And the five-apartment houses were like mid-terrace, you had kitchen, living-room downstairs, two bedrooms, bathroom and toilet on the one floor. On the second floor you had the other bedrooms but you only had one coal fire in the living room so the rest of the rooms had to be warmed by electricity – very expensive to use so the rooms weren't heated, they couldn't afford to heat them.

EJ: Did you actually live in one of those five-apartment houses?

AS: Yes. I still live in that five-apartment house. I don't want to move. It's a brilliant house. So a few of the houses became empty – families grew up. Parents were left maybe in a five-apartment house on their own so they were looking for smaller houses and there was nothing being done, there was no investment by the District Council, no planned maintenance. The tenements' inside, what they call the closes, were never painted. And I remember the local councillor. We asked him about this, that was round about 1982 at the time, he said because they did railings around the gardens and seeded the grass, what else did we want. And I told him very politely what we were looking for. That was like that you know. That was the Council. Even when they started building these houses in 1955 they had never done any plan of maintenance. Whereas now the housing association we have, the buildings are painted every ten years, the interior of the closes of the buildings are repainted every five years. We put new doors in, new windows, this is the second time, new bathroom suites, new radiators, new boilers, we have a real proper maintenance. The tenants really appreciate that but there and then that was really unbelievable and because

Mrs Thatcher, years ago, had allowed people to buy their flat there – everybody wanted to move away from Castlemilk. They couldn't do it because there were no other flats available. So she created that sort of thing herself. People couldn't get a chance of buying houses in another area. They were left. There's a saying about Castlemilk. Have you heard of Barlinnie prison? The saying is that you had a quicker chance of getting out of Barlinnie Prison than you had of getting out of Castlemilk because all the buildings were painted grey, very uniform, all the same style whereas when you look at here now, everywhere there's new built, there's tenements being rehab, and it has changed the whole perception.

FJ: So people in Castlemilk had two options in the 1980s – buy their own house in Castlemilk or remain tenants in Castlemilk.

AS: Aye. And people didn't have the money to buy their houses because in Castlemilk a lot of people didn't have a lot of money. There was a lot of unemployment in 1979. There wasn't many jobs running about, a lot of people were unemployed so they couldn't do it.

FJ: What about facilities?

AS: There was nothing. At the beginning there was only a community centre. There wasn't even a swimming pool, a sports centre. They didn't even have a health centre. It was only because of campaigning that they started putting these things in again. Round about 1988 – 1996, through this urban regeneration, the Scottish Government was sending money in Castlemilk. There were 130 projects on the go. Finding the money for capital costs is great to set it up. But when it came to the revenue costs... I was involved in a project for ten years, fantastic project, and then they ran out of money so I couldn't do anything else and that was it. All the projects were identified by local people, like the Credit Union, now we've got the Health Centre, the sports centre, the swimming pool, we only had the community centre.

FJ: How long did it take to get all the facilities?

AS: When the people had the power. Once we realised what we could do, they said, right, here is the money, do you want to set this up? And that was done.

There was the Birgidale resource centre/ Birgidale Complex up the road. In was involved in 1986, it ran to 1996. During that time, the Birgidale Complex was set up. It's still running because it set its own ground. Ballantay Road resource centre was in an old building and the housing association Ardenglen won the right to build houses on it. But then the capital ran out. But that was the revenue costs. It depended on a grant from the Scottish Government and the local authority. That one started drying up. They were short of money.

FJ: What about the environment?

AS: It was an actual jungle. Grass wasn't even cut. You'd always have undergrowth. It was never a nice place to live in. People were trying to get out but they couldn't do it. That's one of the things we re-stepped and we said, right, when a lot of people moved out, when we decided we would start a housing cooperative, there was a lack of information about how housing cooperation worked, and I actually went to a conference and met people who lived in a housing association and they told that it all worked and I came back and said, right, if your children damage any property you have to pay for that damage, and

some of the tenants went “No way!” because their children had actually already destroyed where they lived. They let them do what they want. They were going to hassle some tenants, ticking doors in. There was a big court case when I had come up to live. But it all fell through. So these ones who had harassed other tenants got away with it. That was one of the things. But we ended up, there were only 9 families living in the street with 81 houses lying empty. It took more than 3 years to get the housing cooperative set up.

EJ: What about violence?

AS: It was a terrible place. When I came up here to live in 1979, my next door neighbour, she was a new tenant, so we more or less became friendly. Saturday night, police cars coming into the street, policemen coming out of the cars and getting bottles thrown at them, cigarettes ... that was horrendous. And we were living amongst that, trying to bring young children up. Some of the local families, they were the ones that caused it. They were actually doing it, and they didn't think they were doing anything wrong. And their parents would just stand and watch them.

EJ: How long did it last?

AS: They moved out about 2 year after we had set up the steering group. They didn't want to get involved in it. They wanted to move out. They were given a point system. But they wouldn't have moved out of Castlemilk. They wouldn't have moved to another area but their sons had a bad reputation. So nobody wanted to take them on. That was it. They just created the problems themselves.

EJ: How did the families react to that?

AS: Well, the nine families stayed there. We were the ones who said, right, we're going to try and get a housing cooperative set up. And we started speaking about it. There were 3 ways we were going to try and do it.

First was for the tenants' management cooperative where Glasgow District Council would hold the buildings and we would manage them. We would administrate them on their behalf. But the property would still belong to the council. Minor repairs we would be involved in but the main repairs the district council would have the last word on it that fell through because the District Council didn't have any money after the feasibility study was carried out. It was about £1.85 million to do rehab in the houses. It was about 1984 when the feasibility study was carried out.

The second was a part value cooperative. We would get the money from the government to do the houses up. That was like 90% from the government and 10% top-up. This fell through as well.

And the idea came from, have you heard of the housing corporation? What we had is a housing corporation in Scotland, they approached us and said if we would register with them, they would give us the money to do the houses up. We would also have to register with the Registrar of Friendly Societies and that would give us the chance of becoming a housing cooperative then. We registered in December 1985 and between 1985 and 1987 the first phase of housing was done. We started off with 90 houses but we needed single apartments because people were applying for a house but they were only on their own. Rather than offering them a three-apartment house, we converted some three-apartment

houses into one-apartment houses. So that gave us 94 units. In 1987 the houses were completed and the tenants moved in.

In order to get new tenants, first we had to prove to the housing corporation. If they give us the money, we need to get tenants to move in so we started advertising everybody we knew. We asked the local housing office if they had anybody on a transfer list, if they wanted a house to move out of their area. We had 1314 applicants. They gave us all these forms. 1314 applicants, that was only people who wanted to move out of their area. Out of that I think we got 30 tenants. The rest because we're all really... especially myself and another two guys. The people we knew spoke, right, this is what we have to do. Are you interested? That's how we got all our tenants and that was actually brilliant. The idea was that we were a community and we all upheld each other out.

We'll start a housing cooperative. You'll have a say about what happens in your area. You'll have a say about how the repairs are done. A lot of people thought that was a brilliant idea. So that was us. We got our tenants without any bother.

FJ: How many people were the founding members of the housing association?

AS: Seven out of the nine original signed in for the Registrar of Friendly Societies. Every family had a representative on the board or a committee. It also came from the nine families that were left in the street. And you wouldn't find that anywhere else. There's nobody else in Glasgow or anywhere that you'll find a minority of people managed to get over a thousand houses. There was a lot of work in it, and bargain as well.

FJ: Were all the housing associations in Castlemilk set up at the same time?

AS: No. After us. We were the first. When we were discussing about setting up a housing cooperative, there was another two groups that were discussing with the District Council. That was Calvay Housing cooperative in Balarnack, near Easterhouse, and Broomhouse in Uddingston. Three in a pilot scheme. We went ahead.

We were the first one to sign and then Calvay was a couple of days later and then Broomhouse. Calvay was ex-District housing stock, tenements. Broomhouse was an entirely different thing. They were all back to front door houses, just where Glasgow zoo used to be. And they really needed a lot done. They were still using all swan neck taps on their sinks. The last time they had anything done in their houses was 1934. It just shows you how it was!

In a way, Calvay, they got more houses. The way we worked was taking on more stock like across the road over here. Calvay has done the same thing. Broomhouse just stayed the way it is. It's an awful lot of wee squares. When one family moves out, another family moves in. I don't have that much contact with them now. Calvay, we meet them at conferences because there are 236 housing associations now and the biggest majority of them started up to reset their pilot scheme up.

FJ: Were there any other types of campaigns in Castlemilk regarding the environment?

AS: The worst problems were in the middle of Castlemilk. On the outskirts, the Council tried to keep that tidy because it had to look good. But it was all a nightmare stock. The peripheral stock that couldn't be sold out and that had so badly been vandalised and everything. That was a nightmare. Even the stock we had, five-apartment houses, one

block without any roof on it, it had been burnt off, with tenements with no roof either they had been burnt off as well. It was horrendous. The tenement closes were closed. We did an interview for coordinating repairs for Castlemilk case and we opened tenements and we found a hanging dog in one of the railings going up the stairs. That was a nightmare place to live. For most people, that was the only place they could get. You couldn't get a chance of moving to somewhere decent. You stayed where you were. When Castlemilk cases started, we had done all the groundwork, the hard work, it was only a matter of ... along the road from here, Ballantay Road along here, where I live, what they call the HoBo, you've got a close there and then it goes round, you go round that horseshoe. You get houses and then you've got five-apartments houses. But at the beginning of the road they decided they wanted to go our way. They set up their own cooperative. It's called Castlebrae Cooperative. And then, after Castlebrae was set up, it was Craigdale. Then Northview. And then Thenue. They've got houses scattered all over. That was the year to come back, 1987. Cassiltoun was on the go. Then it was Castlebrae and then it was Craigdale. And then Northview; Castlebrae amalgamated with Ardenglen, it must have been the early 1990s. That's how we all started. There were a lot like tenants' associations. When I came up in 1979-1980, Tormusk Tenants' association. I went to their General Meeting for some reason, I was the minutes secretary, and I was involved in a tenants' association as well. I had a fair idea of how things worked. It was all about repairs not carried out – a lack of investment, and our houses were ridden with dampness. One building went on fire just down the road. The local housing office was in dark. Its tenants moved back into their houses.

Their houses were so badly smoke-damaged. They ended up setting their tents up. The local housing office... We stayed down there a couple of nights actually. They would never listen whereas now the housing association movement is so strong. The District Council they don't have any stock now because of the Glasgow Housing Association (GHA) transfer and the Castlemilk Tenants' Housing Association (CTHA) transfer. I came from the East End of Glasgow. I lived in a District Council house, was brought up in one. I travelled abroad. I lived in Malta for two years in an army quarters and I lived in Germany for four years in an army quarters. I have quite a broad view of it, how housing should be. Local council – unbelievable.

FJ: Why?

AS: Because nobody opens their mouth and complains. Now we've got the power. Years ago, Cassiltoun House, if the people had the power we have now, that would have never happened. It would have become a history museum, a community centre for local people to use. This [Castlemilk Stables] is a hub for everybody, this is non-stop, it's unbelievable. There's something on everyday. Children come on a daily basis, they love the building. There's never been any damage or graffiti since it opened in 2007.

FJ: Did the government reorganisation change things?

AS: Yes, it did. You always need money to change things. We were in the Ballantay resource centre. The money we got: 25% from the local council (Strathclyde Regional Council), 75% from the Scottish Government. After 7 years, it went 25% from the Scottish Government and 75% from the local council. They didn't have the money. That was another thing.

FJ: Did they fight?

AS: People didn't really bother. Birgisdale Complex is still running and it gets grants from the local authority. £7,000 a year. But they do a lot of fund-raising themselves.

FJ: How many activists were there in Castlemilk with regard to housing matters?

AS: There were round about 20 of us, for the whole of Castlemilk. You went to a meeting and you could give everybody's name when you walked in. It was all the same people doing everything. Right through the 1980s. A lot of them died. Myself, Emilie Devlin, Christine Devine [Christine Devine was deputy Lord Provost. She is the same age as Anna Stuart. She was a councillor and retired a few years ago.], ... There are four or five left. Some of them gave up, saying they're too old. Some of them died. I still enjoy it! I'm not too old, I'm 71. It's for the good of your community. It makes your community a safe place, a lovely place to live. Loads of people want to live here. We've got a thousand houses and another 400 people on a waiting list. You couldn't count on the council. You wanted to do things for yourself. The councillor, the one about the railing and the garden being seeded, he said the councillors gave us too much power, they couldn't get it back. Because we could do more than the councillors. When we were setting the housing cooperative up, there were 6 or 7 councillors on a plane going to London, so a friend bought plane tickets and we were travelling down in the plane with the councillors and we gave them our leaflets! So they had to listen to what we were saying! That's the sort of things you did and that was great and you enjoyed it. You get better than those people who thought they were better than you. You get academics. An academic would come and check on Castlemilk. And his perception is entirely different from mine. He doesn't know the area and I'm the roots up here.

Our tenants are brilliant. Look at the private developers. Years ago, nobody would buy a house in Castlemilk or think of building one. Because of the work the housing associations have done, they can buy a house in Castlemilk for over £200,000.

And at the end of the day, our houses are better quality and standards than their houses are. And again, the housing associations, we have maintenance programmes, the work we are doing is well organised, great staff, 17 members of staff, five who are local. The nursery, although it's not ours, they employ local people, that's about 20 nursery nurses who are local. They trained 12 local women to become carers. So that was another 12 people in employment. So together, about 50 people have been employed through Cassiltoun Housing Association, which is quite good in a place where there's a lot of unemployment. So what you do is you try to build a whole community back again.

Years ago when the Council moved people up here from like the Gorbals, from Partick, they put you in a house and after that they couldn't care less about what happened. That was it. Our staff check if our tenants are OK. There's a craft café in here and activities are organised for the elderly to socialise: crafts, redecorating your house at low budget, painting; classes for young people who have been given a house: they learn how to decorate their home on a low budget, how to make curtains and cushion covers; "rub your house": how to design things for your house; children can use the gardens; it's non-stop.

The investment is the main thing and it's local people doing it for themselves. If you look at the five main housing associations, even the GHA, you're looking at a waiting list of

3 to 4,000 people (GHA and the New have got more than a thousand) waiting to move in Castlemilk whereas in the 1970s, they couldn't move out of here quick enough. Now people want to move back in.

FJ: What about violence/ unemployment now?

AS: There's still a lot of unemployment but the violence has calmed down a wee bit. We are part of the GoWell project. They're doing the survey every two years. People say they are happy to live here, they feel safer. There isn't so much violence. There are still drug dealers and things like that. One of the main things is dog dirt on the pavement. It's changing. You've got the health centre with a lot of projects going on. People go to the sports centre, to the swimming pool... It's a wee bit better as far as their health is concerned. You still have got them smoking and drinking and their diets are bad, but fruit and veg are still a high price to pay. It's very expensive. Some of the children will only get fruit when they are at school or nursery. There's still a lot of education to be had on health. These are heavy smokers.

Annexe I-h : entretien avec Mark O'Neill

28 octobre 2011, 20 Trongate, Glasgow.

Mark O'Neill est directeur de la stratégie, de la recherche et du développement de Culture and Sport Glasgow. Il est directeur des musées de Glasgow.

Fabien Jeannier : What is the legacy of the Year of Culture in the short and in the long term?

Mark O'Neill: In the short term I think it confirmed Glasgow on a trajectory of using culture and the creative industries for economic and some extent social regeneration. It boosted the confidence of the city in its commitment to becoming a tourism centre, for business and leisure tourism. And it boosted its artistic confidence as a serious international player in competing with other cultural destinations. I mean, at the time, when Glasgow was bidding for the City of Culture, it was considered a joke that Glasgow would be a cultural tourist destination. Even by Glaswegians they were, you know, there were a lot of Glasgow jokes about it. I'll come back to the jokes later.

The long term impact... I should go back... the immediate short term impact was a huge hangover. There wasn't a good plan for follow through for 1991 so there was a huge increase in activity and then there was a big drop and it took people two or three years to regroup and move on but then they built on the legacy of 1990 and it led to continue the investment in visitor attractions, in events, a refinement of the strategy. People began to become more concerned that the message of these mega events was that Glasgow was only worth going to when there was something big on, and that we needed to have a calendar of events that run through the year as well as the message that when there wasn't something special on the cultural resources meant that it was always interesting to come here, I mean, people don't go to Prague for temporary exhibitions or mega events. You go to see the city, but we're nothing on that market. So, I suppose that the key thing is that it wasn't a one-off event, it was part of a long-term strategy which involved a whole range of things such as the refurbishment of historic buildings for use by the cultural and creative industries, attracting different kinds of tourists, increasing local participation. A critical part of Glasgow's cultural regeneration strategy is that the cultural venues and festivals need to serve local people. That's partly political common sense if there's public money involved. It's partly because of the seasonality. The tourist season is very short here so if you want to survive the whole year round you need local audiences as well as international audiences. And it's partly local values, there's a corporate sense of community in the city and it would feel wrong to do things that are just for tourists. I think it's also part of the experience, I mean, if you go to mega cities like Paris or London, in the cultural attractions, there is no sense of local people ... Glasgow's part of the experience is sharing this with the people of Glasgow. For most of the time, that's a bonus, the sense of cultural identity and place.

FJ: Has it really worked – involving the community, making all the venues and attractions available to the community?

Mark O'Neill: Basically, local audiences for almost all cultural types, except ballet and jazz, are 45% higher now than in 1989. And it varies by medium within the city and externally for the wider city-region. Before 1989, cultural attendance in Glasgow was lower than the Scottish average and it is now higher than the Scottish average. So, in general terms, it has worked. Working-class participation hasn't increased as much as middle-class participation but it has increased. So, we're not complacent. We would like far more balanced participation. But I think we could demonstrate that there has been a significant increase in frequency and participation.

FJ: How were people involved during the year of culture? To what extent and by what means?

Mark O'Neill: There was one officer whose task was community engagement and there was funding for local art projects in different communities. There were big mass participation events. If you speak to people in Glasgow, the thing people remember most was an event called The Big Day which was basically a walk festival in George Square. And that kind of public festival... I would suspect that a lot more people have happier, more vivid memories of the Garden Festival in 1988 than of the Year of Culture because it had that open-air leisure family atmosphere. Whether you went to the Mabhaharadja or Frank Sinatra they were small groups of people having intense experiences as opposed to a large group of people sharing this period over months because hundreds of thousands of people could have the same experience. One of the things that collapsed after 1990 was the local participation because it was prompted up with a large amount of money in 1990 and there was someone whose job was to do it. Part of 1990 was that there wasn't a clear strategy and there was a long time before local arts revived. It was only two years ago that we appointed local arts officers. We have 10 arts officers and they were split between... That was an increase, I think we had six... they did things like music, theatre, literature and there was one social inclusion officer. Now the city is divided in three areas for administrative purposes, health and police, and we match those areas, and there is one officer for each of the main three areas of the city as well as having the arts forum officers. So it's taken us a long time to find the money to create a coherent local area art strategy. But we knew within five years that we needed to do that.

FJ: But that wasn't planned beforehand?

Mark O'Neill: No.

FJ: You realised afterwards that it needed to be done.

Mark O'Neill: Every time somebody comes from another city of culture, they ask what was the main thing you learnt from 1990, I always say the important plan is not for your year of culture, it is the plan for the year after. And we lost three years in some ways. In other ways the new venues were there, the Concert Hall ... in terms of engaging people who weren't... a lot of people were recruited in cultural attendance during the Year of Culture but the people they didn't reach, they didn't have a strategy to expand the circle.

FJ: What about the local network of artists? How did the Year of Culture manage to create or expand a network of local artists?

Mark O'Neill: Glasgow is unique in Britain in having a real strong art scene. If you compare the Liverpool Biennale with the Glasgow International Festival of Contemporary

Art, Liverpool gets artists from all over the world but there are very few local artists. In Glasgow, it's 30-40% of local artists, it's around one thousand people in Glasgow who declare themselves artists.

FJ: What was the figure before 1990?

Mark O'Neill: I don't know but it was much less. Glasgow had a strong visual art scene before 1990. The School of Art... Glasgow is the only city in Britain that has a university-level School of Art and a music conservatoire. Manchester, Birmingham and Liverpool will have one or the other but not both. There is a big overlap with the music scene. Glasgow's music scene is the biggest outside London in terms of concerts, performances, so you get rock bands emerging from the School of Art – Franz Ferdinand is the most famous one – and you get a lot of famous actors coming from the School of Art as well as the Music and Drama School. Emma Thompson, Robbie Coltrane, David Tennant (Dr Who). No he went to the Drama School, not the Art School. What you have now is globalisation. Now it's possible to be a world famous artist and to live in Glasgow. Before you had to go to London or New York or Paris (not so much since the First World War). And there are also art dealers in Glasgow. You can now make a living selling contemporary art from Glasgow. You go to the art fair in Basel or wherever. So 1990 kind of set Glasgow up to engage with the globalised art world in a way it might not have been able to do without 1990.

FJ: So 1990 put Glasgow on the map of international art.

Mark O'Neill: I'm emphasising that it was part of a longer term strategy. It gave a huge boost to the art scene but the Art School has been there since the nineteenth century and there were good people coming out of the Art School before 1990. But it gave them a boost and it enabled them to continue their careers in Glasgow.

FJ: There were protesters and oppositions against the Year of Culture, some of which were quite harsh. Do you think that the criticisms they conveyed were legitimate?

Mark O'Neill: It depends on what you mean by legitimate. I disagreed with some of them. Some of them were right but naïve.

FJ: In what sense?

Mark O'Neill: There were a number of criticisms, artists who objected to... who saw it as a kind of festival of consumerism with shallow local roots, that it had no, that it didn't deliver to local people who, in Glasgow, were even poorer than they are now. I think it was Ross Sinclair who did a lot of sort guerrilla art on graffiti and his slogans were "No Pavarotti for the Poveratti". That's in a sense pointing out those contradictions is right. The Council's argument was that we can't solve all those problems at once. We have to engage with the local economy to create new jobs, the industrial jobs are declining, we have to create service-sector jobs. Then there was another attack by the group called Workers', which formed into a group called Workers' City which saw 1990 as a betrayal of Glasgow's traditional identity as a working class city. They were described as a workerist movement. Very famous people, James Kelman, William McIlvanney supported it.

FJ: What is your opinion about it?

Mark O'Neill: I need to clear an interest. I was involved in a huge controversy at that time. Did you read on the controversy about the People's Palace? I got that job. Quite

painful to look back on. I'm a pragmatist. I don't agree with the workerist position. It wasn't possible to engage with global culture, global capitalism without compromising Glasgow's identity. Glasgow's identity is really tough. I also think that Glasgow's traditional culture is fantastic, energetic, creative. Some of it is really destructive, self-destructive and nasty: violence, gangs, domestic violence. If you say workers' culture is a good thing as a whole, I'd disagree with that. I don't think any culture is wholly positive. But if you ask Glaswegians, they are very proud of some aspects of their culture but there's a lot of things that are deep parts of local culture that are really destructive. On the whole, I would say setting it up as a non-critical debate between Glasgow's working-class culture and middle-class capitalists (what they call cappuccino capitalism) is wrong and it's too simplistic. Since the time, there have been a number of Marxist critiques or marxist urbanist articles. They talk about the "revanchist city" (Tretter. A Marxist in Texas. I always think he must be very lonely!). I hate the phrase the "revanchist city". I think it is really intellectually dishonest. You know the origin of the phrase. It goes back to the Paris Commune. The idea that the middle-classes revenge themselves on the working-classes after the Commune. I am sure regenerating a city for the middle-classes happens but it is not what happened in Glasgow. Take a step aside. If you take zero tolerance of low-level crime. The revanchists say that stamping out begging, homelessness and prosecuting graffiti artists is it up for middle-class people. The people suffering the most from crime are working-class people. I think there's a lot of good evidence that the broken window theory is true. It decreases people's respect for order and most of the victims of street violence are working-class people. So the idea that this is for the benefit of the middle-class is I think naïve. It's naïve about the role of violence in working-class communities and who suffers. The occasional burglary of a middle-class house or a mugging of a middle-class person is actually very rare. I wouldn't say for a second that we've done enough to engage the poorer communities in the city's culture. We've done a huge amount and I think we've achieved a lot but I wouldn't say we've done enough.

40% of Glasgow visitors to museums are working-class and as far as I know that's the highest proportion in a city in Britain. I suspect anywhere else in Europe. And we are actually building on a tradition. Visiting museums is a working-class tradition in Glasgow so we're not even claiming credit for it. What we didn't do when we refurbished Kelvingrove was gentrify it so that working-class people no longer felt welcome. The day we closed Kelvingrove we had a big public party, 13 000 people came and a woman came up to me and said: "Are you in charge here?". And I said: "Yes" and she said "Don't fuck it up!" And she hasn't come back. So I assume we're OK!

FJ: She has not complained so far?

Mark O'Neill: No. And I think she'd been back! Some of the high-art journalists criticised Kelvingrove for being too populist. So if we , we in that direction rather than making it elite. Traditional pubs are kind of tarted up and all the people who used to use them before feel alienated and that's the kind of thing, I assume, the revanchists are talking about. We didn't do that with the city's biggest cultural icons. We try to take that approach in everything we do. The new museum of transport is the same. It's not the Guggenheim which people compared it to. It's not full of contemporary art imported from the Guggenheim in New York. It's full of local culture and identity. People

know they own it. So, have we done enough? No. But it's also about the expectations about culture. We tried to democratise culture and we contribute to the economic regeneration but culture is not the answer to everything. Nobody ever said that culture was going to solve all the problems of the world. And that's not true. Some cultural professionals do make absurd claims. These claims are too big and their promises are too much. And again, we try not to do that.

FJ: Did the objections raised by Workers' City have a large support? Were they backed by a large part of the population?

Mark O'Neill: There's no evidence to answer that question so I can only give you an impression. It got really high coverage in the Glasgow Herald which is the kind of middle-class local paper and in the Evening Times which would be kind of literate interested working-class paper. And I think people are naturally and probably rightly suspicious of officialdom so I think there was, they generated serious concerns about in particular the People's Palace, and whether that representation of working-class culture was in danger. When we refurbished the People's Palace, both of those papers really loved it and they gave us really positive reviews so I think we were really able to reassure people about that. But I suspect that if the people didn't like the Year of Culture, it wasn't about those issues. They might have thought that it was a waste of money. That it wasn't for them, that it was not relevant, that they didn't feel part of it.

FJ: Was it a large part of the population?

Mark O'Neill: I don't know. We've done some research about how people feel about the Commonwealth Game. People feel proud that it's happening in Glasgow, they think that it will be good for the city but they don't think that they will get much out of it personally. And I would say that's probably what they would have felt about the Year of Culture. Unless they actually went to something or actually went to something that was really good. I think by the end of the year a lot of people would have been to something that they valued. After the Commonwealth Games, I think our aim is to change that. Not as much for the sports programme as for the cultural festival and just the atmosphere in the streets, the sense of the city being vibrant and safe and the places where you can go and have an amazing experience. So I think some people may have seen all the way through as a waste of money.

FJ: Was it affordable for people to attend one of those events. How much did it cost to attend Pavarotti's performance?

Mark O'Neill: There were systems for distributing tickets free for all those events so I can't remember the numbers – 300/ 400 tickets would have been distributed to the community groups. But my experience of the financial barriers – it's a financial barrier if you want to go frequently but if there's one thing you really want to see, people will find the money. For example, Strictly Come Dancing, you're aware of this – amazing cultural phenomenon! - the live show in Glasgow, the tickets were £45 and it was full. Every night and every day. I went to support my wife and it was 90% working-class families for whom that might have been a large amount of money. But there were going to go, nothing was going to stop them. You could tell it was a big treat from Gran, a big treat from Mum, nothing was going to stop them from going. So if there was something really special, if that

was Frank Sinatra, god! The money wasn't going to be the barrier. I mean because that was a one-off over a year you would find the money. And then a lot of the stuff was free. Huge amounts of the cultural infrastructure provide free services, free facilities.

It changes the pattern because you can drop in. If I have to pay €12 I have to spend at least two hours. It has to be worth it whereas if it's free, if you're going for a walk in the park in Kelvingrove or the Burrell you can pop in for ten minutes. It is a radically different relationship. Sociologists call it “informalisation”. Kelvingrove is really informal. When high-culture people criticise it they think it is disrespectful to be informal.

EJ: To art?

Mark O'Neill: Yes. I don't see that but the manoeuvre is a long way from the interactive.

My understanding looking back is that Glasgow was changing its identity from being a heavy industrial city to a post-industrial city. It involved a huge sense of loss and people were angry and hurt. There was a mourning. There were talks about the stages of mourning: shock, anger, acceptance. You could almost see that happening. That would have happened whether the Year of Culture had happened or not and maybe it was good that the Year of Culture gave us a focus and people worried about to have a debate and express the anger, as a therapeutic model of understanding it.

There was something I wanted to get back to. That was 1979. One of the things that the Thatcher revolution did was that it reduced the powers of authorities radically. They had a bit less control in Scotland but it still happened here. So what that meant was that culture was one of the few areas where local authorities could take action because there was no regulation and that was really important. Very few cities in Britain took the opportunity as Glasgow did. The other thing is that Glasgow was only able to bid for the City of Culture because the Thatcher government abolished the Greater London Council which Ken Livingston ran. So basically, up to then, the other European Cities of Culture were other capital cities, places like Florence, which were global cultural icons, Paris and Athens, so there was no-one to bid for London because London was fragmented in all these small places.

EJ: Glasgow was the first British post-industrial city to host the Year of Culture.

Mark O'Neill: Yeah. Bath applied, Edinburgh and people thought that it would go to those traditional cultural places. In fact the Scottish Secretary was in the paper recently. There was a paper on papers released. The Scottish Secretary intervened behind the scenes to try to get it given to Edinburgh because he thought Glasgow couldn't, Glasgow would just embarrass people. In terms of the big picture politics, those two Thatcher government strategies of abolishing the Greater London Council and repressing local government made a big difference.

Glasgow had already set out on the path of cultural regeneration before 1990 with the Burrell. 1983 is the beginning of the story.

There's two jokes that capture a lot of it. One is about Mr Happy, Glasgow Smiles Better piece of Graffiti. I didn't see it so it might be an urban myth. But apparently, someone had added on to the slogan “Glasgow Smiles Better” “down in the black hole of Calcutta”, which expressed a bit of cynicism. But the Lord Provost of the time, Michael

Kelly, tells a story about approaching Liverpool and saying that we have the same problems, we have the same position, could we collaborate and become twin cities and work together. And the response from Liverpool was: "That's not twinning, that's a suicide pack!". It's kind of ironic that twenty years later Liverpool did the City of Culture. But I suppose people and institutions learn how to do things and Glasgow knew how to do culture because it did big exhibitions in the Victorian period so ... Some cities are very good at sport or parks, or whatever but Glasgow knew how to do ...

And that's also part of the identity of the city. Not just culture but spectacular culture. There was a sense that the opportunity created by the Thatcher vacuum and the London vacuum and the local authority restriction and then looking at the assets the city had which people are still amazed by when they come here, the amazing art collection and so on...

I assume you've seen the papers that compared it with the Guggenheim in Bilbao and how the people of the Guggenheim came to Glasgow and worked out that they had to do the same thing. I always say that the Guggenheim is the Burrell of Spain, not the other way round. In the big picture, the quibbling over the stats in Bilbao is meaningless. People wouldn't have heard of Bilbao. It would just be a city where Basques kill people or otherwise. It certainly made a huge difference.

Annexe II : Extraits de critiques parues au moment de la sortie du roman *No Mean City*

It is a novel of tremendous power, a horrible story that holds one enchained in a shocked fascination from the moment of the drunken father's awakening in the first chapter to the razor-king's death at the iron-shod boots of his supplanters in the last. [...] The author is [...] unfalteringly realistic.¹

Sometimes a 'human document' finds its way into print, forcing itself on public attention by the sheer weight of its sincerity, in spite of literary failings. When such a document has artistic value, too, its importance is doubled. [...] The accounts of the battles in dance halls and streets, the single-handed duels when a fallen opponent is trampled and pounded and kicked even after he is unconscious, make appalling reading. The home conditions are little less appalling in their frank disregard of normal moral sanctions and their savagery, and such conditions cannot be described without repellent details. But it is impossible to lay down the book with anything but a feeling of pity. There is such a pathetic striving to get out of the slum net, such real team spirit inevitably degenerating into the gang spirit, and such astonishing physical courage and spiritual endurance displayed by the most violent of the characters that they compel admiration even while arousing horror.²

Mr McArthur, who was brought up in the Gorbals district of Glasgow, is well acquainted with the actual living conditions in the slums of the city, and the authors maintain that they have not exaggerated any of the details in their picture. One can readily believe that there would be little temptation to darken still further descriptions which, without departing from reality, are incredibly and appallingly squalid. Most people are familiar with accounts of the overcrowding, the foul and stagnant atmosphere, the vermin-infested rooms, the dirt and insanitary arrangements that characterise the slums and breed drunkenness, brutality, fierce quarrels and fights, gambling, coarseness, and lustfulness. But here all these things are presented with the peculiar graphical quality of fiction, which shows them in a more vivid light than any straightforward description could do.³

The book is an appalling but undoubtedly faithful picture of life amongst the lowest of the low – the corner-boys, the so-called 'gangsters,' the dwellers in the filthiest slums. Naturally, the incidents which the authors describe, and the language which their characters use, are hideous. Nor is there any exaggeration. In fact, the authors have evidently felt

¹ Critique du *Glasgow Herald* citée dans Robert Jeffrey, *Glasgow's Hard Men. True Crime from the Files of the Herald, Evening Times and Sunday Herald*, Edinburgh, Black & White, 2002, p. 40.

² *Times Literary Supplement*, 2 novembre 1935.

³ *Scotsman*, 31 octobre 1935.

compelled to exercise some restraint although, we think, they have gone to the utmost limits of what would be tolerable and permissible in print.¹

This story [...] describes with considerable frankness the life [Mr McArthur] knows as he has learned of it by experience. There is no reason to question the honesty of his picture, which though appalling is never deliberately sensational.²

Annexe III: Deux poèmes

Annexe III-a: Gone³

Where is the Gorbals
I used to know
Clelland Street, Hospital Street,
Where did they go
The room and kitchen
with the old jaw box
And the loo on the landing
that had no lock
Pipe clayed stairs
the smell of Zan Izal
The stairs that were lit
by the old gas mantle

Burning bright furnaces
of Dixon Blazes
Weans with dirty
but happy faces
Women standing at the
close mouth chatting
Men on the corner
studying their betting
The old man singing
in the Gorbals backyards
People always smiling

¹ *Evening Citizen*, 28 octobre 1935.

² *The Spectator*, 8 décembre 1935.

³ Margaret McDonald, « Gone », in *Members of the Castlemilk Second Chance to learn project, Taking a Chance*, Glasgow, Glasgow College, Second Chance to learn project, 1990, pp. 26-27 (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.79.110).

although times were hard

The Gorbals drunkard
On a Saturday night
Cursing and swearing
looking for a fight
Ducking and diving
Throwing the odd punch
Believing he was
Benny Lynch
His wife looking for him
Elbows on sill
Rolling pin in hand
Ready for the kill

There were also immigrants
of every nationality too
The Jews and the Irish
to name but a few
And next to the Clyde
where the Mosque now stands
Think of the culture that's
gone from our land
Churches, Chapels,
Synagogues as well
There's nothing left now
not even a shell

Margaret McDonald

Annexe III-b: The sentence¹

Glasgow is my native town
Castlemilk's where I'll be found
I've been here since the age of three

¹ Susan Blacker, « The Sentence », in Members of the Castlemilk Second Chance to learn project, *Taking a Chance*. Glasgow, Glasgow College, Second Chance to learn project, 1990, p. 3 (*Glasgow Museums Resource Centre*, SP.2000.79.110).

I'm hoping that I'll soon be free

Don't ever take a house round here
Cause in the end you'll get thirty years
It's like a prison sentence you'll take
And in the end there's no escape

We all complain about the same
Damp houses letting in the rain
Dirty closes never washed
Stairhead windows, always smashed

Maybe soon it will improve
And people wouldn't want to move
But instead decide to stay
We hope it's not in vain we pray

Susan Blacker

Annexe IV : Objectifs de *Castlemilk Initiatives*¹

This report develops the broad strategy first identified in the GDC Report 'Castlemilk Initiative-Investing in the Future' May 1988. It seeks the regeneration of the area and the establishment of its status as a suburban town with its own identity yet still forming part of Glasgow District. It is considered unlikely that Castlemilk will ever become fully self-sufficient but it will be necessary to reduce its dependence on other areas to make it a place where people choose to live. This requires to be done through a process of gradual but fundamental change over a five to ten year period with the major impact being achieved within the first five years.

This strategy encompasses inter-related strategies for physical and social organisation, housing, employment, leisure and recreation etc.

The key strategic objectives are to: -

- Develop a new neighbourhood structure which will engender a sense of belonging and a strong local identity.
- Develop a quality Township Centre having a wide range of shops, commercial, civic, leisure and recreation and entertainment uses.
- Provide local job opportunities wherever feasible and give emphasis to training and education programmes.
- Recognise Castlemilk's dependence for major increased employment on locations and factors outside the area.
- Improve access to job opportunities elsewhere.
- Change the physical appearance of the area and house form by incorporating new housing (public and private) and restructuring (including an element of demolition).
- Continue to introduce tenure change through options such as tenant co-ops and private housing.
- Ensure a good range of quality mainstream public sector housing for those who cannot or choose not to, buy, or be included in community ownership schemes.
- Improve the 'image' of Castlemilk by developing its environmental assets (woodlands/ hilltop setting etc), transforming its total environment.
- Promote the area as 'first choice' housing area.
- Foster local initiatives and involve the public in the promotion and implementation of projects at local level.
- Recognise the need to satisfy the evolving needs of residents and prospective residents.

¹ Glasgow District Council, *Castlemilk Initiative – 'A Change for the Better'*, Glasgow, Glasgow District Council, Department of Planning, February 1989, pp. 2-3.

- Widen the range of alternative uses for under-used schools.
- To have any hope of achieving a lasting regeneration in Castlemilk, substantial investment will be essential. No one agency could hope to achieve the required results. Commitment from all parties both in the public and private sector working together with the community, offers the greatest likelihood of success.

Annexe V : Objectifs de *Castlemilk Partnership*¹

10. The overall aim is to create in Castlemilk a well functioning suburb, better integrated with the Glasgow conurbation, but with more local jobs and services. The first objective is to arrest population decline and stabilise the population at around 20,000 and thereafter to aim for growth toward 25,000.

11. The choice of Castlemilk as a Partnership area represents both a recognition of the problems of the area and of its potential for improvement. The problems of Castlemilk are complex and inter-related. The Partnership seeks to tackle these problems by focusing on the opportunities of which Castlemilk and its people can most readily take advantage.

12. The lessons of the past show that it is not enough when undertaking urban regeneration for individual bodies or groups to pick out particular problems and deal with them in isolation. It is essential that programmes to address all the underlying problems are brought together in parallel. The strategy adopted needs to address both "place" issues such as environmental and housing conditions and "people" issues such as poverty, unemployment, training, education and health.

13. The Partnership recognises that what it can achieve must be in the context of local and national government policies, and in national economic conditions which it cannot directly influence. However by developing a local integrated strategy significant steps can be taken to improve the quality of life for Castlemilk residents. It is recognised that to bring about lasting improvement the strategy must have a strong economic lead, aimed at making residents more financially secure and independent. It is also recognised that the strategy must be adoptable in the light of circumstances.

Guiding Principles

14. The Partnership identified key principle upon which the strategy was to be developed:

- it must build on existing initiatives and achievements,
- it must promote community involvement,
- it must address the needs of the existing residents of Castlemilk,
- it must encourage private sector involvement,
- it must deliver projects and developments of a high quality,
- it must adopt targets and timescales which are realistic within the resources likely to be available while acknowledging that the strategy gives preferential treatment to Castlemilk to compensate for its disadvantages,
- it must avoid measures which simply export Castlemilk's problems to other needy areas,
- it must offer a balanced approach.

¹ Castlemilk Partnership, *Castlemilk Partnership Strategy Report*, April 1990, pp. 6-8.

Key objectives

15. Based on these principles the Partnership identified key objectives in support of its overall aim of arresting population decline.

These are:

- to reduce poverty and increase the prosperity of the residents of Castlemilk to enable them to sustain a reasonable standard of living and quality of life,
- to retain and create sufficient spending power in the community to support a wide range of commercial and retail facilities,
- to increase local economic activity,
- to retain and attract economically active residents,
- to promote private sector investment,
- to help residents to have better access to job opportunities and training in and outside Castlemilk and to compete better for jobs,
- to provide a quality and choice of types of housing and tenures sufficient to stem population loss and attract new and former residents,
- to create in Castlemilk the standard, style and security of place that people choose to stay and bring up their families in,
- to develop a high quality and better coordinated delivery of social, health, educational and community services, and community care, and to give Castlemilk a sufficient priority in their provision to reflect its problems, especially poverty,
- to give particular attention to the needs of children and young people and to those people who through age, disability or family commitment are not in a position to benefit directly from the economic and employment strategy,
- to promote land use and environmental strategies which complement other renewal programmes, reduce vacant land, improve communications and security and increase the attractiveness of the area to residents and potential investors,
- to promote, publicise and communicate information about the strategy and an improved image for Castlemilk,
- to maximise community involvement in the design and delivery of all renewal programmes.

Annexe VI : « Crunch issues » in *A Tale of Two Castlemilks*¹

CRUNCH ISSUES

All the issues identified in the different sections of this response are important, and must have proper discussion at Partnership level. But to conclude, we have drawn out a number of “Crunch Issues” - points so fundamental that unless they can be resolved the community won't really be a partner at all.

- 1) More representation for the community in decision-making structures;
- 2) Resources for the Umbrella Group to make informed participation possible;
- 3) Formal structures for the overall control of housing and the environment;
- 4) A code of conduct for the Partnership and its groups;
- 5) A proper plan for improvements to education;
- 6) New money for public sector housing;
- 7) Clarification of how much money is going to: Scottish Homes, GDC and the private sector in Castlemilk;
- 8) Break down housing percentages into the number of houses in each sector;
- 9) More resources for Castlemilk Community Business and other co mm unity enterprises;
- 10) A “Town Centre” not just a Shopping Centre:
- 11) accommodation there for co mm unity projects;
- 12) a better site for the pub;
- 13) some choice for local people about what shops will go in.

¹ Castlemilk Umbrella Group, *A Tale of Two Castlemilks, Community response to Partnership proposals*, Castlemilk, Castlemilk Umbrella Group, october 1989.

Annexe VII : Synthèse de l'évolution des règles du « Right to Buy » en Écosse¹

The **Tenants' Rights, Etc. (Scotland) Act 1980** introduced the Right to Buy to tenants of local authorities, New Town Development Corporations, the Scottish Special Housing Association and Housing co-operatives. This Act also introduced the secure tenancy, which was a prerequisite for having the Right to Buy.

The key features of the Right to Buy at that time were:

1. qualifying period of three years;
2. minimum discount of 33% after three years, rising with length of tenancy by 1% each year to a maximum of 50% after 20 years;
3. tenants had a 'Right to Loan' of 100% of the purchase price from the local authority landlord;
4. the right to buy at a fixed price - upon payment by the tenant of £100, the property price was frozen for two years; and
5. disincentives for the buying tenant to sell on the open market, by the 'clawback' of discount from resale after three years.

The **Tenants' Rights, Etc. (Scotland) Act 1980, Amendment Act 1980** then introduced a power for Ministers to refuse to sell amenity houses (houses intended specifically for the elderly), later consolidated as section 69 of the Housing (Scotland) Act 1987.

The **Local Government (Miscellaneous Provisions) (Scotland) Act 1981** introduced:

- ⤴ a Vesting Order to bring into being a tenant's Right to Buy where the landlord was not the heritable proprietor; and
- ⤴ drafting amendments to fixed price option (subsequently repealed).

The **Tenants' Rights, Etc. (Scotland) Amendment Act 1984**:

4. reduced the qualifying period from three years to two years;
5. increased the maximum discounts from 50% to 60%;
6. extended the list of previous selling landlords to allow tenants to maximise their qualifying periods and discounts;
7. repealed section 10 of the 1980 Act, which had restricted Right to Buy applications to one per year; and
8. introduced a power for Ministers to refuse to sell houses required for educational purposes.

The **Housing Defects Act 1984** designated certain non traditional house types as defective and introduced some financial assistance for buyers who had purchased such houses.

The **Housing (Scotland) Act 1986**:

4. increased starting discounts for flats, from 32% to 44% after two years, rising to a maximum of 70% after 15 years;

¹ Source : Scottish Executive, The Right to Buy in Scotland – Pulling Together the Evidence. A Report to Parliament on the effect of the Right to Buy in Practice, Edinburgh, Scottish Executive, September 2006, pp. 71-73.

5. extended the Right to Buy to housing associations, but subject to many exemptions (such as registered charities as at 14 November 1985);
6. gave secure tenancies to tenants of Regional Authorities (Police and Fire authorities) and so extended the scope of Right to Buy;
7. introduced a requirement for landlords to stop inducing tenants to opt out of the Right to Buy; and
8. introduced a right for the tenant to buy with a member of the family as joint purchasers.

The **Housing (Scotland) Act 1987** was primarily a consolidation which repealed and amended housing legislation from 1914 until 1986.

The **Housing (Scotland) Act 1988** amalgamated the Scottish Special Housing Association and the Housing Corporation to form new landlord Scottish Homes, which also regulated housing associations and developed them through grant aid. Scottish Homes was added to list of qualifying landlords for the Right to Buy.

The 1988 Act also introduced:

4. the Right to Buy 'cost floor' rules, which set out a method of calculating the sales price of a property by taking into account construction or major improvement works over the past five years;
5. a power for Scottish Homes to create a cash incentive scheme - this was a voluntary scheme operated by housing associations whereby tenants aspiring to home ownership were given a grant of up to £10,000 to buy in the private sector (local authorities can devise such schemes today); and
6. the 'Tenants choice' - the right for public sector tenants to transfer to another landlord (but not a local authority landlord). From 2 January 1989, however, new housing association tenants moved to the assured tenancy, and therefore did not have a Right to Buy.

The **Local Government and Housing Act 1989**

- ⤴ limited the impact of section 69 of the Housing (Scotland) Act 1987 (consent to refuse to sell special needs housing) by introducing a cut off date of 1 January 1990; and
- ⤴ introduced the right for a family member who succeeded to a tenancy, provided it was their principal home, to count their period of occupancy towards the qualifying period and discount entitlement.

The **Leasehold Reform, Housing and Urban Development Act 1993** introduced the statutory Rent to Mortgage scheme, aimed at tenants who were unable to afford to buy outright under the traditional Right to Buy scheme, but who could otherwise pay the equivalent of their rent towards the purchase (a mortgage) and defer the remainder until they could pay this sum or until the house was sold. Tenants receiving housing benefit payments were specifically excluded from the scheme.

The changes made to the Right to Buy by the 1993 Act were:

- ⤴ Tenants were allowed to offset rent paid against the property purchase price, subject to specific timeframes, to discourage landlords from delaying Right to Buy sales; and
- ⤴ The requirement for periods of tenancy to run continuously, for qualifying period and discount purposes, was removed.

The **Housing (Right to Buy) (Cost Floor) (Scotland) Order 1999** changed the cost

floor rules by extending the period in which construction of major improvement works had occurred from five years to ten years. It also introduced a new requirement whereby the relevant costs in determining the cost floor included any repair costs over £5,000 which had been incurred over the past ten years.

The **Housing (Scotland) Act 2001** made significant changes to the Right to Buy. It introduced a new 'modernised' scheme which applied to all new tenants from 30 September 2002 and to most tenants transferring to another property from that date. The key changes to the Right to Buy were:

- ⤴ the qualifying period was increased from two years to five years;
- ⤴ the starting discount after five years was reduced from 33% (houses) or 44% (flats) to 20% for all properties;
- ⤴ the maximum discount was reduced from 60% (houses) or 70% (flats) to 35%, and a cap of £15,000 was introduced;
- ⤴ Ministers were given a power to alter discounts by area, including the starting and maximum discounts as well as the increasing entitlement structure;
- ⤴ the Right to Buy was suspended for tenants with an Anti-Social Behaviour Order, or with rent or council tax arrears;
- ⤴ 'pressured area' designations were introduced for the first time - these enabled local authorities to apply to Ministers for approval to suspend the modernised Right to Buy, for a period of up to five years, in designated areas of housing pressure;
- ⤴ the Right to Buy was extended to RSLs, but it was suspended for ten years until 30 September 2012, with powers for Ministers to extend the suspension for a further ten year period;
- ⤴ landlords could apply for consent to refuse to sell properties which were due to be demolished;
- ⤴ a requirement was placed upon Ministers to publish a report on the impact of the Right to Buy within four years of its implementation (i.e. by 30 September 2006); and
- ⤴ the need for continuous occupation to meet eligibility and for discount purposes was re-introduced, but this only applied to tenants under the modernised Right to Buy scheme.

Annexe VIII : Types de logements et évolution 2001-2009¹

Types de logements dans les quatre grandes cités en périphérie et dans le centre de Glasgow en 2001 et 2009 et variations.

	2001				Total
	Propriétaires occupants	Locatif privé	Logements sociaux GHA	Autres logements sociaux	
Castlemilk	1255	73	3795	1978	7101
	17,7%	1%	53,4%	27,9%	100%
	18,7%		81,3%		
Drumchapel	1108	68	4090	1230	6496
	17,06%	1,05%	62,96%	18,93%	100%
	18,1%		81,9%		
Easterhouse	1184	146	2672	898	4900
	24,2%	3%	54,5%	18,3%	100%
	27,1%		72,9%		
Polllok	2445	159	2348	1249	6201
	39,4%	2,6%	37,9%	20,1%	100%
	42%		58%		
City Centre et Merchant City	1964	1079	2511	423	5977
	32,9%	18,1%	42%	7,1%	100%
	50,9%		49,1%		
Glasgow	133099	22403	88316	41704	285522
	46,6%	7,8%	30,9%	14,6%	100%
	54,5%		45,5%		

	2009				Total
	Propriétaires occupants	Locatif privé	Logements sociaux GHA	Autres logements sociaux	
Castlemilk	1624	185	1776	3161	6746
	24,1%	2,7%	26,3%	46,9%	100%
	26,8%		73,2%		
Drumchapel	1336	167	2361	1918	5782
	23,1%	2,9%	40,8%	33,2%	100%
	26,0%		74,0%		
Easterhouse	1417	331	1626	1198	4572
	31,0%	7,2%	35,6%	26,2%	100%
	38,2%		61,8%		
Polllok	3167	411	1371	1549	6478
	48,9%	6,3%	21,2%	23,9%	100%
	55,2%		45,1%		
City Centre et Merchant City	3059	2431	2204	315	8009
	38,2%	30,4%	27,5%	3,9%	100%
	68,5%		31,5%		
Glasgow	144259	40750	64785	45455	295249
	48,9%	13,8%	21,9%	15,4%	100%
	62,7%		37,3%		

	Variation 2001-2009				Total
	Propriétaires occupants	Locatif privé	Logements sociaux GHA	Autres logements sociaux	
Castlemilk	369	112	-2019	1183	-355
	29,4%	153,4%	-53,2%	59,8%	-5,0%
	182,8%		6,6%		
Drumchapel	228	99	-1729	688	-714
	20,6%	145,6%	-42,3%	55,9%	-11,0%
	166,2%		13,7%		
Easterhouse	233	185	-1046	300	-328
	19,7%	126,7%	-39,1%	33,4%	-6,7%
	146,4%		-5,7%		
Polllok	722	252	-977	300	277
	29,5%	158,5%	-41,6%	24,0%	4,5%
	188,0%		-17,6%		
City Centre et Merchant City	1095	1352	-307	-108	2032
	55,8%	125,3%	-12,2%	-25,5%	34,0%
	181,1%		-37,8%		
Glasgow	11160	18347	-23531	3751	9727
	8,4%	81,9%	-26,6%	9,0%	3,4%
	90,3%		-17,6%		

¹ Sources : recensements de 2001 et estimation de 2009 - *Glasgow City Council, Development and Regeneration Services ; City Plan Team – Housing and Commerce.*

Annexe IX : Origines ethniques de la population en Écosse et à Glasgow¹

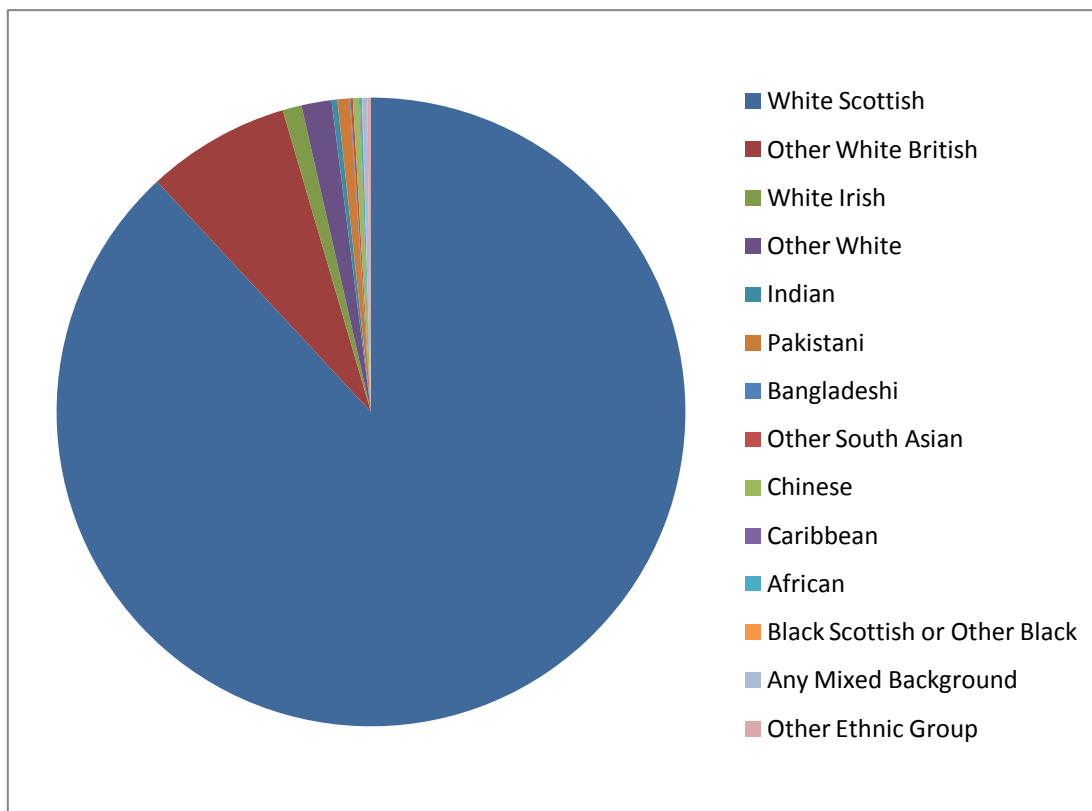
	Population totale	Écossais blanc	Autre blanc britannique	Irlandais blanc	Autre blanc	Indien	Pakistanaïs	Bangladaïs	Autre asiatique	Chinois	Antillais	Africain	Écossais noir ou autre noir	Métis	Autre origine	Personne de plus de 3 ans qui parle, lit ou écrit le gaélique et née en Écosse	Personne de plus de 3 ans qui parle, lit ou écrit le gaélique et née hors d'Écosse
Écosse	5 062 011	88,09	7,38	0,98	1,54	0,3	0,63	0,04	0,12	0,32	0,04	0,1	0,02	0,25	0,19	1,68	0,21
Glasgow	577 869	87,15	3,62	1,98	1,79	0,72	2,65	0,04	0,35	0,67	0,05	0,22	0,04	0,35	0,35	1,51	0,27

Origines ethniques de la population en Écosse et à Glasgow en pourcentage de la population totale

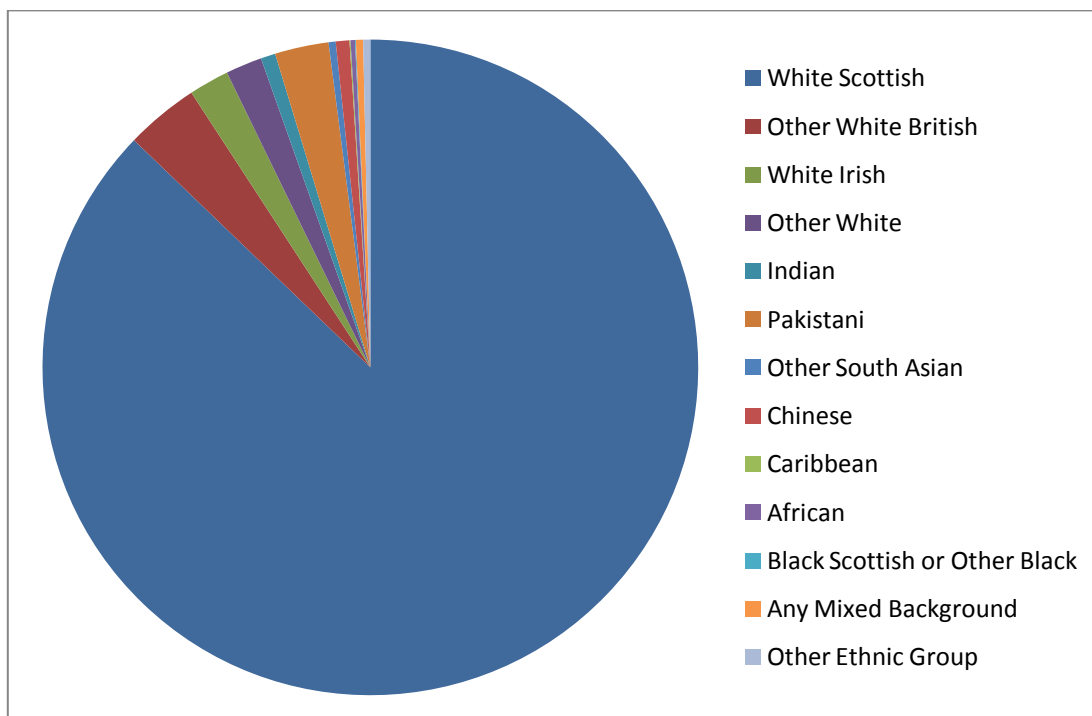
Origines ethniques de la population en Écosse et à Glasgow en valeurs absolues

	Population totale	Écossais blanc	Autre blanc britannique	Irlandais blanc	Autre blanc	Indien	Pakistanaïs	Bangladaïs	Autre asiatique	Chinois	Antillais	Africain	Écossais noir ou autre noir	Métis	Autre origine
Écosse	5 062 011	4 459 071	373 685	49 428	78 150	15 037	31 793	1 981	6 196	16 310	1 778	5 118	1 129	12 764	9 571
Glasgow	577 869	503 614	20 934	11 467	10 344	4 173	15 330	237	2 020	3 876	302	1 257	233	2 046	2 036

¹ Source : recensement 2001.



Origines ethniques de la population en Écosse en 2001



Origines ethniques de la population à Glasgow en 2001

Annexe X : Religions en Écosse et à Glasgow¹

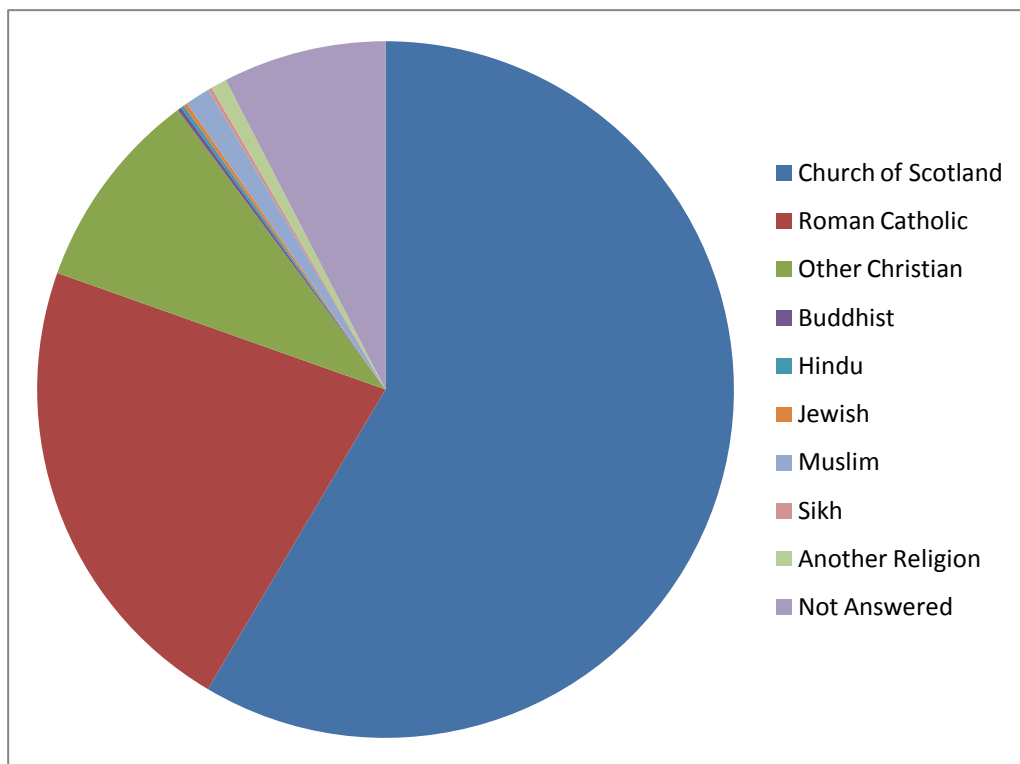
	Population totale	Église d'Écosse	Église catholique	Autre chrétien	Bouddhiste	Hindou	Juif	Musulman	Sikh	Autre religion	Aucune religion	Pas de réponse
Écosse	5 062 011	42,4	15,88	6,81	0,13	0,11	0,13	0,84	0,13	0,53	27,55	5,49
Glasgow	577 869	31,52	29,2	4,06	0,21	0,21	0,19	3,08	0,41	0,66	22,7	7,76

Religions en Écosse et à Glasgow en pourcentage de la population totale en 2001

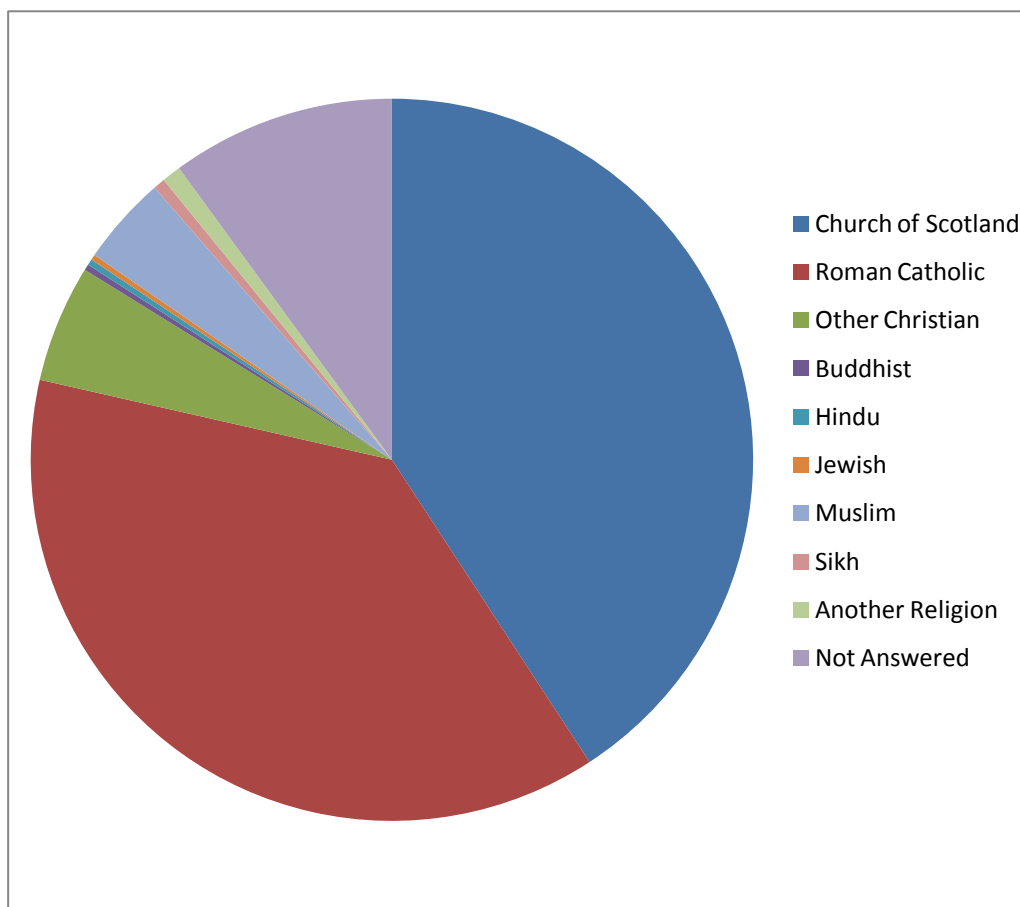
	Population totale	Église d'Écosse	Église catholique	Autre chrétien	Bouddhiste	Hindou	Juif	Musulman	Sikh	Autre religion	Aucune religion	Pas de réponse
Écosse	5 062 011	2 146 251	803 732	344 562	6 830	5 564	6 448	42 557	6 572	26 974	1 394 460	278 061
Glasgow	577 869	182 172	168 733	23 488	1 194	1 209	1 083	17 792	2 374	3 799	131 189	44 836

Religions en Écosse et à Glasgow en valeurs absolues

¹ Source : recensement 2001.



Religions en Écosse en 2001



Religions à Glasgow en 2001

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources primaires

Fonds d'archives

Scottish Jewish Archives Centre

Entretiens

Monty Berkley, 1989.

Philip Berman, 1989.

Alec Bernstein, 1988.

Philip Jacobson, 1989.

Misha Louvish, 1989.

Alec Markovitch, 1989.

Correspondances

Zaidman Papers, University of Sheffield, copie du dossier 8 (folder 8(f)) détenues au Scottish Jewish Archives Centre, POL.WOR 0001, 70 pages :

1. Lettre de Mick Goldberg, secrétaire du *Workers' Circle* à Lazar Zaidman, datée du 28 septembre 1947.
2. Lettre de Mick Goldberg à Lazar Zaidman, datée du 20 décembre 1958.

Glasgow Museums Resource Centre

Au *Glasgow Museums Resource Centre*, nous avons pu consulter les documents (tracts, coupures de presse, presse et brochures syndicales, photos, etc.) contenus dans les différents dossiers thématiques suivants : *Labour History*, *Anti-Poll tax campaign*, *Glasgow's Miles Better*, *Glasgow 1990*, *GEAR*, *Castlemilk*, *Garden Festival*, et *Housing* ainsi qu'une sélection d'affiches créées pour les besoins de diverses campagnes politiques ou citoyennes pendant les années quatre-vingt et pour les manifestations de 1990.

Entretiens et correspondances

NB : Ceux qui ont fait l'objet d'une transcription et sont présentés en annexe sont précédés d'un astérisque (*)

ARNOTT James, *Development and Regeneration Services Glasgow City Council*, 15 juin 2010, Glasgow.

DOCHERTY Sadie, conseiller municipal travailliste du quartier de Linn Park depuis 2007, *Lord Provost* depuis mai 2012, 14 juin 2010, *City Chambers*, Glasgow.

* GORMLEY Mick, professeur d'anglais à la retraite, 23 juin 2010, *Lourdes' Academy*, Glasgow.

HAYES Fiona, conservateur de la collection d'histoire sociale des musées de Glasgow, 22 mars 2010, *People's Palace*, Glasgow.

HARVEY Kaplan, directeur du *Scottish Jewish Research Centre*, 24 mars 2010, Scotland's

Jewish Research Centre, Garnethill, Glasgow.

* LOGAN Alison, coordinatrice du programme *Sense Over Sectarianism*, 7 juin 2010, *Glasgow City Council Education Services*, Glasgow.

MCBREARTY Richard, conservateur du musée écossais du football, 26 avril 2010, Hampden Park, Glasgow.

* MULVAY Gareth, chercheur au *Scottish Refugee Council*, septembre 2011, correspondance par courrier électronique.

MURRAY Gloria, *Castlemilk Timebank*, 23 juillet 2010, Castlemilk Community Centre, Castlemilk, Glasgow.

MUTTER James, conseiller municipal travailliste du quartier des Gorbals (1984-2007), Gorbals Library, 20 juillet 2010, Gorbals, Glasgow.

* O'NEILL Mark, directeur des musées de Glasgow, 28 octobre 2011, 20 Trongate, Glasgow.

PATTERSON Brian, directeur du développement et de la stratégie, *Glasgow South East Regeneration Agency*, 17 mai 2010, Adelphi Centre, Gorbals, Glasgow.

PEAT Robert, journaliste et producteur de télévision, novembre 2009, Glasgow.

ROBERSTON Douglas, professeur des universités, Stirling University, 12 février 2010, Merchant City, Glasgow.

* SAADI Suhayl, écrivain et médecin généraliste à Govan, Glasgow, correspondance par courrier électronique, septembre-octobre 2011.

* STUART Anna, vice-présidente de *Casseltoun Housing Association*, 27 octobre 2011, Castlemilk Stables, Castlemilk, Glasgow.

* WATSON Barry, 27 octobre 2011, Dougrie Place, Castlemilk et correspondance par courrier électronique.

WILLIS Kate, *Castlemilk Timebank*, 23 juillet 2010, Castlemilk Community Centre, Castlemilk, Glasgow.

Ces entretiens ont été complétés par de nombreuses conversations plus ou moins informelles avec un grand nombre de personnes qui m'ont permis de préciser ou clarifier certains points ou d'en questionner d'autres. Je suis particulièrement redevable du temps que les personnes suivantes ont bien voulu me consacrer et de l'intérêt qu'elles ont manifesté à mes recherches :

Andy Kirk pour sa vision d'architecte à propos de la régénération de la ville, Paul Middleton, Frank McCann et Andy McAuley (*Glasgow City Council Education Services*) pour les conversations sur l'intolérance religieuse et les relations entre protestants et catholiques et le football, Jan Freeke et Alan McGregor (*Glasgow City Council Development and Regeneration Services*) sur les questions de régénération urbaine, Stewart Gibb (ancien militant SNP) à propos de la vie politique à Glasgow et des mobilisations citoyennes, Karen Gorman (*Glasgow City Council*), Tracy Hawkins, assistante de recherche au Centre de Ressources des Musées de Glasgow, Thomas McDonald, principal, et les enseignants de *Holyrood Roman Catholic Secondary School*.

Récits et témoignages

- ALLAN Helen, *Giants Don't Cry, Life on the Garngad Hill*, Glasgow, Helen Allan, 2005.
- BOLITHO William, *The Cancer of Empire*, London, G, P, Putman, 1924,
- BRIDIE James, *One Way of Living*, London, Constable, 1939.
- BRYANT Richard, *The Dampness Monster. A Report of the Gorbals Anti-Dampness Campaign*, Edinburgh, Scottish Council of Social Service, 1979.
- CAPLAN Jack, *Memories of the Gorbals*, Durham, The Pentland Press, 1991.
- CARRELL Christopher and Joyce LAING (eds.), *The Special Unit Barlinnie Prison, its Evolution through its Art, an Anthology of Essays, Statements, Art Works, Creative Writing and Documentary Photographs*, Glasgow, Third Eye Centre, 1982.
- CLARK Helen and CARNEGIE Elizabeth, *She Was Aye Workin', Memories of Tenement Women in Edinburgh and Glasgow*, Oxford, White Cockade Publishing, 2003.
- COWAN Evelyn, *Spring Remembered – A Scottish Jewish Childhood*, Penicuik, Southside Publishers, 1974.
- CRERAND Paddy, *Never Turn the Other Cheek*, London, HarperCollins, 2007.
- DOXAT John, *Shinwell Talking, A Conversational Biography to Celebrate His Hundredth Birthday*, London, Quiller Press, 1984.
- FALEY Jean, *Up Oor Close, Memories of Domestic Life in Glasgow tenements, 1910-1945*, Oxon, White Cockade Publishing, 1990.
- GALLACHER William, *My Life of Revolt*, Londres, Lawrence & Wishart, 1936.
- GLASSER Ralph, *Growing Up in the Gorbals*, London, Pan Books, [1986], 1987.
- , *A Gorbals Legacy*, Edinburgh, Mainstream, 2000.
- GRASSIC GIBBON Lewis and MacDIARMID, Hugh, *Scottish Scene or the intelligent man's guide to Albion*, London, Jarrolds, 1934.
- HAMILTON Cicely, *Modern Scotland as seen by an Englishwoman*, London, J. M. Dent, 1937.
- KAY Billy (ed.), *Odyssey, Voices from Scotland's Recent Past*, Edinburgh, Polygon, 1980.
- , *The Second Collection, Odyssey, Voices from Scotland's Recent Past*, Edinburgh, Polygon, 1982.
- KIRKWOOD David, *My Life of Revolt*, London, Harrap, 1935.
- LALLY Pat and BAXTER Neil, *Lazarus Only done it Once, the Story of My Lives*, London, Harper Collins, 2000.
- MacFARLANE Colin, *No Mean Glasgow, Revelations of a Gorbals Guy*, Edinburgh, Mainstream Publishing, 2008.
- , *The Real Gorbals Story, True Tales from Glasgow's Meanest Streets*, Edinburgh, Mainstream Publishing, 2007.
- MCALLISTER Ellen, SAVAGE Peter and SILVESTRO Rena, *Gorbals: The Way We Were*, Glasgow, Scotch Mist Productions, 1999.
- McLIAM WILSON, Robert et WYLIE Donovan, *Les dépossédés*, Paris, Points, 2007.
- McSHANE, Harry, and Joan Smith, *No Mean Fighter*, London, Pluto Press, 1978.
- MORTON H. V., *In Search of Scotland, 18th ed.*, London, Methuen, 1933.

- MUIR Edwin (with an introduction by T. C. Smout), *Scottish Journey*, Edinburgh, Mainstream, [London, Heinemann, 1935], 1996.
- MUIR James Hamilton, *Glasgow in 1901*, Oxford, White Cockade, [Glasgow, W. Hodge, 1901], 2001.
- OLIVER Cordelia, *Magic in the Gorbals, Personal Record of the Citizens Theatre*, Ellon, Northern Books, 1999.
- PERRETT Eddie, *The Magic of the Gorbals, How we Lived, Loved and Laughed, 1914 – 60*, Glasgow, Clydeside Press, 1990.
- ROBERTSON George Gladstone, *Gorbals Doctor*, London, Jarrods, 1970.
- SAVAGE Hugh, *Born up a Close: memoirs of a Brighton boy*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2006.
- SHERIDAN Tommy and McALPINE Joan, *A Time to Rage*, Edinburgh, Polygon, 1994.
- SHINWELL Emanuel, *Conflict Without Malice. An Autobiography*, London, 1955.
- , *I've Lived Through It All*, London, Victor Gollancz, 1973.
- SILLITOE Sir Percy, *Cloak Without Dagger*, London, Cassell, 1955.
- SILVESTRO Rena, *Charlie's Lassie from the Gorbals, Poems, Memories & Stories*, Glasgow, Scotch Mist Production, 1999.
- THE PEOPLES' HISTORY GROUP FROM CASTLEMILK, *Memories of the Past*, Edinburgh, Workers' Educational Association, 1995.
- WALSH Stephen, *Voices of the Old Firm*, Edinburgh, Mainstream Publishing, [1995], 2005.
- WORKERS' EDUCATIONAL ASSOCIATION, Castlemilk People's History Group, *The big flit: Castlemilk's first tenants*, Glasgow, Workers' Educational Association, Castlemilk People's History Group, 1990.

Recueils photographiques

- ANNAN Thomas, *Glasgow Victoriana, Classic Photographs, Introduction and Captions by James McCarroll*, Ayr, Fort Publishing, 1999.
- EUNSON Eric, *The Gorbals - An Illustrated Story*, Ochiltree, Stenlake, 1996.
- LEADBETTER Russell and SIBBALD Rod (eds.), *Times Past, the Story of Glasgow*, Edinburgh, Black and White Publishing, 2004.
- , *Times Past 2. Every Picture Tells a Story. More Evocative Images from the Archives of the Herald and Evening Times*, Edinburgh, Black and White Publishing, 2006.
- JEFFREY Robert and WATSON Ian, *Images of Glasgow, A Pictorial History of Clydeside's People and Places*, Derby, Breedon Books, 1995.
- GLASGOW MUSEUMS, *Glasgow 1955, Through the Lens*, Glasgow, Culture and Sport Glasgow, 2008.
- , *1970s' Glasgow: Through the Lens*, Catrine, Stenlake, 2011.
- LYALL Heather F. C. *Vanishing Glasgow, through the Lens of George Washington Wilson, T&R Annan and Sons, William Graham, Oscar Marzaro and Others*, Aberdeen, AUL, 1991.

- MALCOLM Sandra, and ANNAN and SONS T. & R., *Old Glasgow and the Clyde, From the Archives of T, & R, Annan*, Catrine, Stenlake, 2005.
- MARZAROLI Oscar, *Glasgow's People 1956 – 1988*, Edinburgh, Mainstream, 1993.
- MARZAROLI Oscar and McILVANNEY William, *Shades of Grey, Glasgow 1956 – 1987*, Glasgow, Third Eye Centre & Edinburgh, Mainstream, 1987.
- MCKENZIE Joseph, *Gorbals Children. A Study in Photography*, Glasgow, Richard Drew, 1990.
- MITCHELL Andrew, *Memories of Glasgow*, Elland, True North Books, 1999.

Fiction

- BLAKE George, *The Shipbuilders*, Edinburgh, Black & White, [1935], 2004.
- BRESLIN Theresa, *Divided City*, London, Corgi, 2005.
- DILLON Des, *Singin I'm No a Billy He's a Tim*, Edinburgh, Luath Press, [2005], 2008.
- HENDERSON Meg, *The Holy City*, London, Flamingo, 1997.
- HIND Archie, *The Dear Green Place*, London, New Authors Ltd, 1966.
- KELMAN James, *The Busconductor Hines*, Edinburgh, Polygon, [1984], 2007.
- LOCHHEAD Liz, *Bagpipe Muzak*, London, Penguin, 1991.
- McARTHUR Alexander and LONG H. Kingsley, *No Mean City: A Story of the Glasgow Slums*, London, Corgi, [1935], 1998.
- McILVANNEY, William, *Laidlaw*, London, Hodder & Stoughton, 1977.
- , *The Papers of Tony Veitch*, London, Hodder & Stoughton, 1983
- , *Strange Loyalties*, London, Hodder & Stoughton, 1991.
- O'HAGAN Andrew, *Our Fathers*, London, Faber and Faber, 1999.
- OKRI Ben, *Birds of Heaven*, London, Phoenix, 1995.
- ROBERTSON James, *Joseph Knight*, London, Fourth Estate, 2003.
- SAADI Suhayl, *Psychoraag*, Edinburgh, Chroma, [2004], 2005.
- SPENCE Alan, *Its Colours They Are Fine*, London, Phoenix, [London, Collins, 1977], 1996.
- , *The Magic Flute*, London, Phoenix, [Edinburgh, Canongate, 1990], 1997.

Divers

- BERRY, Simon and WHYTE, Hamish (eds.), *Glasgow Observed*, Edinburgh, John Donald, 1987.
- CHURCH AND NATION COMMITTEE OF THE CHURCH OF SCOTLAND, *The Menace of the Irish Race to Our Scottish Nationality*, Glasgow, W. Bishop, 1923.
- GLASGOW MUSEUMS, *The People's Palace Book of Glasgow*, Edinburgh, Mainstream, 1998.
- KENNA Rudolph, *Heart of Gorbals*, Ayr, Fort Publishing, 2004.
- KENNA Rudolph and SUTHERLAND Ian, *They Belonged to Glasgow. Even More Clydeside History – From the Bottom Up*, Glasgow, Clutha Books, 1997.

---, *They Belonged to Glasgow, A Social History of Glasgow from the Bottom Up*, Glasgow, Neil Wilson, 2001.

McILVANNEY William, *Surviving the Shipwreck*, Edinburgh, Mainstream, 1991.

McLAY Farquhar (ed.), *Workers city, The Real Glasgow Stands Up*, Glasgow, Clydeside Press, 1988.

---, *Beyond the Culture City Rip Off. The Reckoning: Public Loss Private Gain*, Glasgow, Clydeside Press, 1990.

The Glasgow Keelie, numéros 1 à 19.

CUNNISON James and GILFILLAN James Brodie Smith (eds.), *Glasgow - The Third Statistical Account of Scotland series*, Glasgow, 1958.

Publications officielles d'organisations internationales

NATIONS UNIES, HAUT COMMISSARIAT AUX REFUGIES, *Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés*, Genève, UNHCR, 1951 et 1966.

OCDE, *Urban Renaissance – Glasgow: Lessons for Innovation and Implementation*, Paris, OCDE, 2002.

UNION EUROPÉENNE, *Inclusive Cities: Building Local Capacity for Development*, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, 2000.

Publications officielles des gouvernements écossais et britannique

ABERCROMBIE Sir Patrick and MATTHEW Robert H., *The Clyde Valley Regional Plan*, Edinburgh, HMSO, 1949.

BRUCE Robert, *First planning report to the Highways and Planning Committee of the Corporation of the City of Glasgow*, Glasgow, Glasgow Corporation Printing and Stationery Department, 1945.

CHADWICK Edwin, *Report on the Sanitary Condition of the Labouring Population and on the Means of its Improvement*, London, 1842.

CULLINGWORTH J.B. and WATSON C.J., *Housing in Clydeside: Reports on a Household Survey and House Condition Survey in Central Clydeside Conurbation*, Edinburgh, Scottish Development Department, 1971.

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT, INNER CITIES RESEARCH PROGRAMME, *An Evaluation of Garden Festivals*, London, HMSO, 1990.

ROYAL COMMISSION ON THE HOUSING OF THE WORKING CLASSES, *First Report of Her Majesty's Commissioners for Inquiring into the Housing of the Working Classes, Scotland*, [C.4402] [C.4402-I] [C.4402-II], London, HMSO, 1884-85.

---, *Second Report of Her Majesty's Commissioners for Inquiring into the Housing of the Working Classes, Scotland*, [C.4409] [C.4409-I], London, HMSO, 1884-85.

- ROYAL COMMISSION ON HOUSING IN SCOTLAND, *Report of the The Royal Commission on the Housing of the Industrial Population of Scotland Rural and Urban*, Edinburgh, HMSO, 1917.
- SCOTTISH DEVELOPMENT AGENCY, *GEAR, A Plan for the Future*, Glasgow, SDA, 1980.
- SCOTTISH EXECUTIVE, *Review of Scotland's Cities*, Edinburgh, Scottish Executive, 2002.
- , *Report of Cross-Party Working Group on Religious Hatred*. Edinburgh, Scottish Executive, 2002.
- , *Building Better Cities: Delivering Growth and Opportunities*, Edinburgh, Scottish Executive, 2003.
- , *Update on the Recommendations of the Cross-Party Working Group on Religious Hatred*. Edinburgh, Scottish Executive, 2004.
- , *Religious Discrimination & Sectarianism in Scotland: A Brief Review of Evidence (2002-2004)*. Edinburgh, Scottish Executive, 2005.
- , *Calling Full Time on Sectarianism*. Edinburgh, Scottish Executive, 2006.
- , *Sectarianism – Action plan for tackling Sectarianism in Scotland*, Edinburgh, Scottish Executive, 2006.
- , *People and Place. Regeneration Policy Statement*, Edinburgh, Scottish Executive, 2006.
- , *Sectarianism – Update on Action plan for tackling Sectarianism in Scotland*. Edinburgh, Scottish Executive, 2007.
- , *Best Practice in Establishing Urban Regeneration Companies in Scotland*, Scottish Executive, Edinburgh, 2007.
- SCOTTISH EXECUTIVE SOCIAL RESEARCH, *Religious Discrimination and Sectarianism in Scotland: A Brief Review of Evidence (2002-2004)*, Edinburgh, Scottish Executive, 2005.
- , *Use of Section 74 of the Criminal Justice (Scotland) Act 2003 – Religiously Aggravated Reported Crime: an 18 Month Review*, Edinburgh, Scottish Executive, 2006.
- SCOTTISH GOVERNMENT, *Work and Worklessness among Households in Scotland*, Edinburgh, Scottish Government, October 2009.
- , *Scottish Index of Multiple Deprivation 2009: General Report*, Edinburgh, Scottish Government, October 2009.
- SCOTTISH GOVERNMENT SOCIAL RESEARCH, *Religiously Offending in Scotland in 2010-2011*, Edinburgh, Scottish Executive, 2011.
- SCOTTISH HOUSING, *A Consultative Document*, Edinburgh, HMSO, 1977.
- SCOTTISH OFFICE, *New Life for Urban Scotland*, Edinburgh, HMSO, 1988.
- URBAN TASK FORCE, *Towards an Urban Renaissance: Final Report of the Urban Task Force*, London: E & FN Spon, 1999.
- WEST CENTRAL SCOTLAND PLAN STEERING COMMITTEE, *West Central Scotland Plan*, Glasgow, West Central Scotland Plan, 1974.
- , *The Way Ahead – A report by the West Central Scotland Planning Team. Synopsis*. Glasgow, West Central Scotland Plan, août 1974.

Publications officielles de la Fédération écossaise de football

SCOTTISH FOOTBALL ASSOCIATION, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. Nov 1908 – May 1909*, Glasgow, Scottish Football Association, 1909.

---, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. May 1909 – May 1910*, Glasgow, Scottish Football Association, 1910.

---, *Minutes of the Scottish Football Association Ltd. May 1980 – May 1981*, Glasgow, Scottish Football Association, 1981.

Publications officielles de la ville de Glasgow et d'organisations liées à la municipalité

ARNOTT James, *Economy & Labour Market Briefing*, Glasgow, Economic & Social Initiatives, Development and Regeneration Services, December 2010 : http://www.understandingglasgow.com/assets/0000/4813/ELM_briefing201210.pdf

---, *City & Conurbation*, unpublished research paper, Glasgow, Development and Regeneration Services, décembre 2006.

---, *Changing Geography of Deprivation*, unpublished research paper, Glasgow, Development and Regeneration Services, décembre 2006.

---, *Glasgow: Transformation City*, unpublished research paper, Glasgow, Development and Regeneration Services, décembre 2006.

CASTLEMILK ECONOMIC DEVELOPEMENT AGENCY, *Operational Plan for the year 2005/2006*, Glasgow, CEDA, 2005.

DRUMCHAPEL OPPORTUNITIES, *Strategy 2005/2008*, Glasgow, Drumchapel Opportunities, 2005.

---, *Drumchapel Opportunities Strategy Review: Economic Position Statement*, Glasgow, Drumchapel Opportunities, 2005.

EAST END PARTNERSHIP, *Strategic Plan 2002 – 2007*, Glasgow, EEP, 2002.

---, *Annual Review 2004 – 2005*, Glasgow EEP, 2005.

ESHER Viscount Lionel B., *Conservation in Glasgow: a preliminary report*, Glasgow, Glasgow Corporation, 1971.

GLASGOW 1990, *Leading from the Front*, Glasgow, Portfolio Design Consultants, [s. d.].

GLASGOW 2014, *People, Place, Passion. Glasgow 2014 Commonwealth Games Candidate City File*, Glasgow 2014, Glasgow, 2007.

GLASGOW 2014, *People, Place, Passion. Glasgow 2014 Commonwealth Games Candidate City File*. Glasgow, Glasgow 2014, 2007.

GLASGOW ACTION AND SCOTTISH DEVELOPMENT AGENCY, *The Potential of Glasgow City Centre*, Glasgow: Scottish Development Agency, 1985.

GLASGOW CENTRE FOR POPULATION HEALTH, *Briefing Paper 11, Finding Series, European regional and city comparison: how does the health of Greater Glasgow and the West of*

- Scotland compare with other cities and post-industrial regions of Europe?*, Glasgow, GCPH, mai 2008.
- , *Briefing Paper 25, Finding Series, Investigating a 'Glasgow Effect': why do equally deprived UK cities experience different health outcomes?*, Glasgow, GCPH, septembre 2010.
- , *Briefing Paper 31, Finding Series, Health and its determinants in Scotland and other parts of post-industrial Europe: the 'Aftershock of Deindustrialisation' study – phase two*, Glasgow, GCPH, février 2012.
- GLASGOW CITY COUNCIL, *Glasgow Tourism Action Plan*, Glasgow, GCC, 2002.
- , *Clyde Waterfront Regeneration – Annual Report*, Glasgow, GCC, 2005.
- , *Glasgow Local Development Company Network – Annual Review 2004-2005*, Glasgow, Glasgow City Council, 2005.
- , *Glasgow Local Development Company Network – Annual Review 2004-2005*, Glasgow City Council, Glasgow, 2005.
- , *Glasgow Economic Review – June 2006*, GCC, Glasgow, 2006.
- , *Glasgow Economic Review*, Glasgow, GCC, 2006.
- , *Glasgow Economic Review – Nov 2007 – Special Edition – State of the City Economy*, GCC, Glasgow, 2007.
- , *Glasgow City Plan 2 - Finalised Draft Plan Summary*, Glasgow, GCC, 2007.
- GLASGOW DISTRICT COUNCIL, *Castlemilk Local Plan – Written Statement by J.H. Rae, Director of Planning*, Glasgow, Glasgow District Council, December 1982.
- , Planning Department, *District Plan 1984*, Glasgow, GDC, 1984.
- , *Gorbals Local Plan – Issues document*, Glasgow, Glasgow District Council Planning Department, 1984.
- , *Gorbals local plan: draft survey report*, Glasgow, Glasgow District Council Planning Department, 1984.
- , *Castlemilk Initiative – Investing in the future*, Glasgow, Glasgow District Council, 1988.
- , *Castlemilk Initiative – 'A Change for the Better'*, Glasgow, Glasgow District Council, Department of Planning, February 1989.
- GLASGOW NORTH LIMITED, *Annual Report 2003/2004*, Glasgow, Glasgow North, 2004.
- , *Strategic Plan 2003/2008*, Glasgow, Glasgow North, 2004.
- GOWELL, *GoWell Findings: Asylum Seekers and Refugees in Glasgow's Regeneration Areas 2006-2007, Briefing Paper 3*, Glasgow : GoWell, 2009.
- GREATER EASTERHOUSE DEVELOPMENT COMPANY, 2000, *Business Plan 2001 – 2004*, Glasgow, GEDC, 2000.
- GREATER POLLOK DEVELOPMENT COMPANY, *Annual Report 2003/2004*, Glasgow, GPDC, 2004.
- GRIEVE Professor Sir Robert (Chairman), *Inquiry into Housing in Glasgow*, Glasgow, Glasgow District Council (Housing), Nov. 1986.

- MANSLEY R.D., *Second Review of the Development Plan. Areas of Need in Glasgow*, Glasgow: Glasgow Corporation, 1972.
- MYERSCOUGH John, *Monitoring Glasgow 1990*, Glasgow, Glasgow City Council, Strathclyde Regional Council and Scottish Enterprise, 1991.
- NFO SOCIAL RESEARCH, *Sectarianism in Glasgow – Final Report prepared for Glasgow City Council*. Glasgow, Glasgow City Council, 2003.
- POPHAM Frank, BOYLE Paul, O'REILLY Dermot and LEYLAND Alastair H., Briefing Paper 24, Finding Series, *Exploring the impact of selective migration on the deprivation-mortality gap within Greater Glasgow*, Glasgow, Glasgow Centre for Population Health, mars 2010.
- SIMPSON Bill (ed.), *Glasgow Garden Festival. Souvenir Brochure and Official Guide*, Glasgow, Glasgow Garden Festival, 1988.
- THE CENTRE FOR SOCIAL JUSTICE, *Breakthrough Glasgow. Ending the costs of social breakdown*, London, The Centre for Social Justice, 2008.
- UNDERSTANDING GLASGOW, The Glasgow Indicators Project, *SIMD Analysis: Future Projections*, 2 juin 2010,
http://www.understandingglasgow.com/assets/0000/4814/SIMD_projections_to_2015.pdf
- WALSH David, BENDEL Neil, JONES Richard and HANLON Phil, *Investigating a 'Glasgow Effect'. Why do equally deprived UK cities experience different health outcomes?*, Glasgow, Glasgow Centre for Population Health, 2011.

Publications d'organisations non liées au gouvernement et à la municipalité

- ASYLUM SUPPORT PARTNERSHIP, SMART Kate, *The Second Destitution Tally, An indication of the extent of destitution among asylum seekers, refused asylum seekers and refugees*, London, Refugee Council, 2009.
- CASTLEMILK LOCAL DEMOCRACY GROUP, *Community Involvement in the Castlemilk Partnership. A Community perspective. A Draft Paper*, Glasgow, Castlemilk Local Democracy Group, September 1999.
- CASTLEMILK UMBRELLA GROUP, *New Life for Castlemilk – Castlemilk Community Plan*, Glasgow, Castlemilk Umbrella Group, December 1989.
- , *A Tale of Two Castlemilks*, Glasgow, Castlemilk Umbrella Group, October 1989.
- CENTRE FOR CULTURAL POLICY RESEARCH, *Media Pack: Glasgow 1990 European City of Culture*. University of Glasgow, Centre for Cultural Policy Research, Glasgow, 2002.
- GLASGOW ASYLUM RIGHTS CAMPAIGN, *Dossier of Racial Attacks on Dispersed Asylum Seekers in Glasgow*, April 2000-February 2001. Glasgow, Scottish Human Rights Centre, 2001,
http://www.paih.org/archive/reports/glasgow_asylum_rights_campaign_report.htm

- LINDSA Kate, GILLESPIE Morag and DOBBIE Louise, *Refugees' Experiences and Views of Poverty in Scotland*, Glasgow, Scottish Poverty Information Unit – Glasgow Caledonian University, 2010.
- MOLLARD Ceri, *Asylum: The Truth Behind the Headlines*, Oxford, Oxfam, 2001.
- MULVEY Gareth, 'Even among the asylum seekers, we are the lowest', *Life under Section 4 in Glasgow*, Glasgow, Scottish Refugee Council, 2009.
- NETTO Gina and FRASER Anne, *Navigating the Maze: Refugee Route to Housing, Support and Settlement in Scotland*, Glasgow, Scottish Refugee Council, 2009.
- OXFAM and THE REFUGEE COUNCIL, *Poverty and Asylum in the UK*, London, The Refugee Council, 2002.
- PALMER-RAE ASSOCIATES, *European Cities Capitals of Culture, Study Prepared for the European Union Part 1*, Palmer-Rae Associates, 2004.
- POOLE Lynne and ADAMSON Kevin, *Report on the Situation of the Roma Community in Govanhill, Glasgow*, Glasgow, University of the West of Scotland, 2010.
- REFUGEE COUNCIL, *Tell It Like It Is. The Truth About Asylum*, London, Refugee Council, 2010.
- SCOTTISH REFUGEE COUNCIL, *Asylum in Scotland. The Facts*, Glasgow, Scottish Refugee Council, 2007.
- WREN Karen, *Building Bridges: Local responses to the resettlement of asylum seekers in Glasgow*, Glasgow, Scottish Centre for Research on Social Justice, 2004.

Articles de presse

- « An infuriated mob », *The Evening Times*, 19 avril 1909.
- « The Injured – about 130 sufferers », *The Evening Times*, 19 avril 1909.
- « At Victoria Infirmary », *The Evening Times*, 19 avril 1909.
- « The riot at Hampden Park », *The Evening Times*, 19 avril 1909.
- « A scene of destruction », *The Evening Times*, 19 avril 1909.
- « Walter Arnott on the situation », *The Evening Times*, 19 avril 1909.
- « Good citizens in Castlemilk. Housing Area's Undeserved Notoriety », *Glasgow Herald*, 11 août 1959.
- « 1979: Council tenants will have 'right to buy' », *BBC On This Day*, http://news.bbc.co.uk/onthistoday/hi/dates/stories/december/20/newsid_4017000/4017019.stm
- « When the rioting has to stop », *Glasgow Herald*, 12 mai 1980.
- « Strathclyde. The region that works even though too many of its people do not », *The Guardian*, 1 novembre 1983.
- « Birth of Little Big Man », *The Evening Times*, 14 février 1986.
- « New look smile is flower of Scotland », *The Evening Times*, 14 février 1986.
- « Merchant City gains European recognition », *The Bulletin*, Juillet 1989.

- « Our choice of culture is wide-ranging », *The Bulletin*, décembre 1989.
- « Vibrant Glasgow – a ready host », *The Bulletin*, décembre 1989.
- « Composer attacks 'anti-Catholic bigots' », *BBC News*, 9 août 1999, http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/415149.stm
- « Firsat's family grieve, but from death comes hope for Sighthill », *The Scotsman*, 16 décembre 2001, http://www.scotsman.com/news/firsat_s_family_grieve_but_from_death_comes_hope_for_sighthill_1_1358203
- RYAN Margaret, « Culture win gave Glasgow boost », *BBC News*, 30 octobre 2002, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/2375339.stm>
- KENNEDY Doug, « 'First steps' on end to bigotry », *BBC Scotland news*, 14 février 2005, http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/scotland/4264669.stm
- « Asian stabbed for 'being a terrorist' », *The Scotsman*, 16 janvier 2008, http://www.scotsman.com/news/asian_stabbed_for_being_a_terrorist_1_1074318
- « Glasgow 'has more gangs than London' », *The Evening Times*, 5 février 2008.
- « Tales of Tom's Ironing, Britney's Bowls, Bob's bike, Liza's hairspray and Donny's balloons », *The Evening Times*, 3 septembre 2009.
- « Child detention to end at Dungavel removal centre », *BBC News*, 19 mai 2010, http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/scotland/glasgow_and_west/8691081.stm
- « Glasgow's iconic former fishmarket The Briggait is being given new life by a colony of artists », *The Scotsman*, 20 juillet 2010, <http://www.scotsman.com/news/glasgow-s-iconic-former-fishmarket-the-briggait-is-being-given-new-life-by-a-colony-of-artists-1-818013>.
- « Top-level summit arranged after Old Firm 'shame game' », *BBC News Glasgow and West Scotland*, 3 mars 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/uk-scotland-glasgow-west-12631956>
- « Police chief urges no-fan games », *BBC News Scotland*, 3 mars 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/uk-scotland-12632255>
- « Asylum seekers in Glasgow get new landlord ending fears of re-housing », *The Glaswegian*, 1 avril 2011.
- « Last gasp bid to halt deportation of Glasgow University student », *Herald Scotland*, 18 juillet 2011.
- BEACOM Brian, « Govan Baked », *The Herald Magazine*, 16 janvier 2010.
- BRAIDEN Gerry, « Asylum seeker dispersal set to start in day », *Herald Scotland*, 13 novembre 2010.
- BRIGGS Billy « Last year he faced deportation and death. Tomorrow he will lead 200 people in praise. Pastor Daly is a man on mission: to change minds », *The Herald Magazine*, 19 février 2005.
- , « Pursued by Prejudice », *Scotland on Sunday*, 19 août 2007.
- , « 'In Sudan, the army shot you one time. Here it is a slow death.' », *The Herald Magazine*, 26 juin 2010.

BRYGO Julien, « Vivre riche dans une ville de pauvres », *Le Monde Diplomatique*, août 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/08/BRYGO/19565>

---, « À Parkhead, 'la société brisée' », *Le Monde Diplomatique*, août 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/08/BRYGO/19566>

CARRELL Severin. « Celtic and Rangers agree measures to reduce Old Firm violence », *The Guardian*, 8 mars 2011, <http://www.guardian.co.uk/uk/2011/mar/08/celtic-rangers-old-firm-violence>

CURRIE Brian and BRAIDEN Gerry « Bigotry 'could kill Scottish football' », *Herald Scotland*, 30 septembre 2011, <http://www.heraldscotland.com/politics/political-news/bigotry-could-kill-scottish-football.15285008>

DOUGLAS HOME Colette, « Revealing insight into the parallel world of gangs », *Glasgow Herald*, 4 septembre 2007.

ENGLISH Tom, « When two tribes go to war », *Scotland on Sunday*, 9 mai 2010.

FEKETE Liz, « The death of Firsat Dag and the failure of Scottish dispersal », *Independent Race and Refugees News Network*, <https://www.irr.org.uk/cgi-bin/news/open.pl?id=288>

FRANCE 24, « Glasgow, ville où l'on vit le moins longtemps en Europe », 9 août 2009, <http://www.france24.com/fr/20090809-calton-le-quartier-glasgow-lon-vit-le-moins-longtemps-europe-> (accès le 9 mars 2012)

GRAHAM Martin « Sighthill Stories », *Herald Scotland*, 11 mars 2010.

HARVIE Christopher, « Home improvements in Glasgow East. Housing has always been an issue in the city – and the MP John Wheatley was perhaps its one true champion », *The Guardian*, 24 juillet 2008 : http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/jul/24/glasgoweast.scotland?INTC_MP=SRCH

HETHERINGTON Peter, « Introduction », *The Guardian*, 1er novembre 1983.

JAMIESON Terry, « Sport, the Troubles and the ties that bind », *Herald Scotland*, 26 septembre 2011, <http://www.heraldscotland.com/life-style/real-lives/sport-the-troubles-and-the-ties-that-bind-1.1125580>

KEMP Jackie, « Asylum Seekers in Glasgow face eviction », *The Guardian*, 24 novembre 2010.

KEREVAN George, *Sunday Herald*, 12 mars 2000.

LONG Rosemary, « Close-knit », *The Evening Times*, 7 mars 1987.

MANN Ewart, « The people who don't intend to let the East go West », *The Guardian*, 1er November 1983.

MANSFIELD, Susan, « You can take the boy out of Govan », *Scotland on Sunday*, 17 janvier 2010.

McCRYSTAL Cal, « What made the Gorbals famous? Drunks, poverty, razor-gangs? The answer is none of these. The answer is a novel: Jeff Torrington belongs to a long tradition », *The Independent*, 31 janvier 1993.

McDONALD Bruce, « Who looks after your money better than a canny Scot? », *The Guardian*, 1er novembre 1983.

- , « Up with the flying Scots », *The Guardian*, 1er novembre 1983.
- McKAY Reg, « Razor gangs ruled the streets but even in the violence of pre-war years, one man stood out », *The Daily Record*, 19 octobre 2007.
- McKENNA Kevin, « Lay off the Old Firm, Mr Salmond – Glasgow has more “shameful” problems », *The Observer*, 6 mars 2011,
<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/mar/06/celtic-rangers-alex-salmond?INTCMP=ILCNETTXT3487>
- McVEIGH Tracy, « Divisions in Glasgow go well beyond football », *The Guardian*, 6 mars 2011,
<http://www.guardian.co.uk/uk/2011/mar/06/old-firm-matches-glasgow-violence?INTCMP=ILCNETTXT3487>
- MILLER Phil. « Glasgow second only to London for culture in UK », *Herald Scotland*, 7 mars 2001, <http://www.heraldscotland.com/news/home-news/glasgow-second-only-to-london-for-culture-in-uk-1.1088862>.
- MURRAY Ewan, « Police to support more midweek Old Firm games to cut violence », *The Guardian*, 7 mars 2011, <http://www.guardian.co.uk/football/2011/mar/07/celtic-rangers-police-violence?INTCMP=ILCNETTXT3487>
- , « Testimony of Walter Smith and Neil Lennon indicts Old Firm madness », *The Guardian*, 11 mars 2011,
<http://www.guardian.co.uk/football/blog/2011/mar/11/walter-smith-neil-lennon-old-firm?INTCMP=ILCNETTXT3487>
- MILLER Wendy, « Glasgow leads the way in welcoming asylum seeker families with true compassion and respect », Glasgow, Positive Action in Housing, 8 octobre 2007.
- NAYSMITH Stephen, « The story of the Red Road tragedy », *Herald Scotland*, 14 mars 2010.
- STEAD Jean, « A city miles better than the dear old Glasgow town », *The Guardian*, 1er novembre 1983.
- WATTS Stephen, « metamorphosis in the gorbals », *New Yorker*, 24 octobre 1959.
- WILLIAMS Martin, « Salmond hints at inquiry over flats suicides », *Herald Scotland*, 11 mars 2010.
- WILSON Iain, « Old Firm's legacy of shame and violence », *Glasgow Herald*, 12 mai 1980.

Vidéos et reportages télévisés

- GORBALS HERITAGE GROUP, *Gorbals : on the Streets Where We Lived*, Glasgow, Scotch Mist Production, 1999.
- GORBALS HERITAGE GROUP, and GORBALS FAIR SOCIETY, *Gorbals Shadows*, Glasgow, Scotch Mist Productions, 2001.
- BBC, « Lilybank housing scheme », BBC, 1977.
- BBC, « Glasgow: Portrait of a City », BBC2, 1983.

Sites internet et archives en ligne

NB : les liens des sites référencés ci-dessous sont tous actifs au 30 juin 2012.

Ardenglen Housing Association : <http://www.ardenglen.co.uk/whoweare.html>

A History of Bridgeton and Dalmarnock :

<http://homepage.ntlworld.com/gordon.adams1/GlasgowHistory/Books/Bridgeton/BridgetonBookFrame.htm>

(Sir) Basil Spence, Queen Elizabeth tower blocks, the Gorbals, Glasgow, Scotland :

<http://www.basilspence.org.uk/living/buildings/gorbals>

BBC On This Day 1950-2005 : <http://news.bbc.co.uk/onthistday/>

BBC News Glasgow and West Scotland :

http://www.bbc.co.uk/news/scotland/glasgow_and_west/

BBC News Scotland : <http://www.bbc.co.uk/news/scotland/>

BBC Scotland : <http://www.bbc.co.uk/scotland/>

(The) Best Laid Schemes : <http://www.bestlaidchemes.com/>

British Library – Oral history : <http://sounds.bl.uk/Oral-history>

Cassiltoun Housing Association : <http://www.cassiltoun.org.uk/>

City Strolls : <http://www.citystrolls.com/index.htm>

Clyde waterfront : <http://www.clydewaterfront.com/>

Commonwealth Games 2014: <http://www.glasgow2014.com/>

Craigdale Housing Association :

http://www.craigdaleha.co.uk/podium/craigdale/ces_general.nsf/wpg/about_us!OpenDocument

Cranhill Arts Project Glaswegians Photo Archive : <http://www.glaswegians.org/>

East Glasgow History : <http://www.glasgowhistory.co.uk/Introduction.htm>

Economic and Social Data Service : <http://www.esds.ac.uk/government/>

Evening Times : <http://www.eveningtimes.co.uk/>

Games Monitor 2014 : <http://gamesmonitor2014.wordpress.com/>

Glasgow Centre for Population Health: <http://www.gcph.co.uk/>

Glasgow City Council : <http://www.glasgow.gov.uk/>

Glasgow City Council election results homepage :

http://www.glasgow.gov.uk/en/yourcouncil/elections_voting/election_results/

Glasgow Digital Library : <http://gdl.cdli.strath.ac.uk/index.html>

(The) Glasgow Indicator Project: <http://www.understandingglasgow.com/>

Glasgow History : <http://www.glasgowhistory.com/>

(The) Glasgow Keelie: <http://keelie.strickdistro.org/>

Glasgow Museums : <http://www.glasgowlife.org.uk/museums/Pages/home.aspx>

Glasgow Museums Resource Centre : <http://www.glasgowlife.org.uk/museums/our-museums/glasgow-museum-resource-centre/Pages/default.aspx>

Glasgow Refugee, Asylum and Migration Network :

<http://www.gla.ac.uk/research/az/gramnet>

(The) Glasgow Story : <http://www.theglasgowstory.com/>

Glasgow Tenants and Residents Network :

<http://glasgowresidents.wordpress.com/2008/10/29/resisting-regenicide-struggles-in-the-city/>

Glasgow University Special Collection Department – Thomas Annan:

<http://special.lib.gla.ac.uk/exhibns/month/Mar2006.html>

Glasgow's Memories : <http://www.strath.ac.uk/research/news/glasgowsmemories/>

Glasgow's Regeneration Agency : <http://www.gra.co.uk/>

Herald Scotland et *Sunday Herald* : <http://www.heraldscotland.com/>

ICAR (Information Centre about Asylum Seekers and Refugees) : <http://www.icar.org.uk/>

In Pictures: Post-war Glasgow in 1950 :

http://news.bbc.co.uk/local/glasgowandwestscotland/hi/people_and_places/history/newsid_8479000/8479647.stm

Learning and Teaching Scotland, Challenging Sectarianism :

<http://www.educationscotland.gov.uk/supportinglearners/positivelearningenvironment/s/inclusionandequality/challengingsectarianism/>

Merchant City : <http://glasgowmerchantcity.net/>

(The) National Archives : <http://www.nationalarchives.gov.uk/>

National Library of Scotland : <http://www.nls.uk/>

Nil By Mouth : <http://nilbymouth.org/>

North View Housing Association : <http://www.nvha.org.uk/about-us.aspx>

Oatlands Regeneration Project :

http://www.glasgow.gov.uk/en/Business/Planning_Development/Oatlands/

Pacific Quay : <http://www.pacific-quay.co.uk/>

Politics : <http://www.politics.co.uk/>

Red Road Flats: <http://www.redroadflats.org.uk/>

ScotCen, Social Research that works for society : <http://www.scotcen.org.uk/>
 Scotcities : <http://www.scotcities.com/index.htm>
 Scotland's Centre for Architecture, Design and the City :
<http://www.glasgow.gov.uk/en/Visitors/TheLighthouse/>
Scottish Affairs : <http://www.scottishaffairs.org/>
(The) Scotsman : <http://www.scotsman.com/>
 Scottish Election Study : <http://www.scottishelectionstudy.org.uk/data.htm>
 Scottish Exhibition and Conference Centre : <http://www.secc.co.uk/about-the-secc/history.aspx>
 Scottish Football Museum: <http://www.scottishfootballmuseum.org.uk/>
 (The) Scottish Government : <http://home.scotland.gov.uk/home>
 Scottish Index of Multiple Deprivation:
<http://www.scotland.gov.uk/Topics/Statistics/SIMD>
 Scottish Jewish Archives Centre : <http://www.sjac.org.uk/>
 Scottish Neighbourhood Statistics: <http://www.sns.gov.uk/default.aspx>
 Scottish Oral History Centre – University of Strathclyde :
<http://www.strath.ac.uk/humanities/research/history/sohc/>
 Scottish Screen Archive : <http://ssa.nls.uk/>
 Scottish Refugee Council : <http://www.scottishrefugeecouncil.org.uk/>
 Scotland's Places : <http://www.scotlandsplaces.gov.uk/>
 Sense Over Sectarianism :
<http://www.glasgow.gov.uk/en/Residents/GoingtoSchool/Welfareissuesinschool/SenseOverSectarianism/Index.htm>

 (The) Tramway Theatre : <http://www.tramway.org/>
 (The) Tron Theatre : <http://www.tron.co.uk/about/history/>

 UK Border Agency (UKBA) : <http://www.ukba.homeoffice.gov.uk/>
 UK Data Archives : <http://www.data-archive.ac.uk/>
 UK General elections since 1832 : <http://www.politicsresources.net/area/uk/edates.htm>
 Unity : <http://unitycentreglasgow.org/>

 Variant : <http://www.variant.org.uk/>
 Virtual Mitchell Library : <http://www.mitchelllibrary.org/virtualmitchell/index.php>

2. Sources secondaires

Ouvrages

- BELLAMY Martin, *The Shipbuilders, An Anthology of Scottish Shipyard Life*, Edinburgh, Birlinn, 2001,
- BEVERIDGE Craig and TURNBULL Ronald, *The Eclipse of Scotland*, Edinburgh, Polygon, 1989.
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (dir.), *Retours en ville, Des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003.
- BOULTON-JONES Michael, *Glasgow Works. An Account of the Economy of the City*, Dolman Scott, 2009.
- BOYLE Raymond, and LYNCH Peter (eds.), *Out of the Ghetto? the Catholic Community in Modern Scotland*, Edinburgh, John Donald, 1998.
- BRABER Ben, *Jews in Glasgow, 1879 - 1939, Immigration and Integration*, London, Vallentine Mitchell, 2007.
- BRADLEY Joseph, *Ethnic and Religious Identity in Modern Scotland, Culture, Politics and Football*, Aldershot, Avebury, 1995.
- BRADLEY Joseph (ed.), *Celtic Minded, Essays on Religion, Politics, Society, Identity, and Football*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2004.
- , *Celtic Minded 2: Essays on Celtic Football Culture and Identity*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2006.
- , *Celtic Minded 3: Essays on Religion, Politics, Society, Identity ... and Football*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2009.
- BRENNAN Tom, *Reshaping a City*, Glasgow, The House of Grant, 1959.
- BRENNER Neil, *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 2004.
- BRENNER Neil and THEODORE Nik (eds.), *Spaces of Neoliberalism, Urban Restructuring in North America and Western Europe*, London, Blackwell Publishing, 2002.
- BROWN Alice, McCRONE David and PATERSON Lindsay, *Politics and Society in Scotland*, Second Edition, Basingstoke, Palgrave, [1996], 1998.
- BROWN, Alice, *et al*, *The Scottish Electorate, the 1997 General Election and Beyond*, London, MacMillan, 1999.
- BROWN Gordon and COOK Robin, *Scotland: The Real Divide: Poverty and Deprivation in Scotland*, Edinburgh, Mainstream, 1983.
- BRUCE Steve, GLENDINNING Tony, PATERSON Iain and ROSIE Michael, *Sectarianism in Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2004.
- BURGESS Moira, *Imagine a City. Glasgow in Fiction*, Glendaruel, Argyll Publishing, 1998.
- , *The Glasgow Novel, 3rd ed*, Glasgow & Hamilton, GCC Cultural and Leisure Service & The Scottish Library Association, 1999.
- BURROWES John, *Benny: The Life and Times of a Fighting Legend*, Edinburgh, Mainstream, [1982], 2002.

- CAMPBELL R H., *The Rise and Fall of Scottish Industry*, Edinburgh, John Donald, 1980.
- CASTLEMILK LOCAL HISTORY GROUP, *The Incomplete History of Castlemilk*, Edinburgh, Workers Educational Association, 1993.
- CHALLINOR Raymond, *The Origins of British Bolshevism*, London, Croom Helm, 1977.
- CHECKLAND S. G. *The Upas Tree, Glasgow 1875-1975, A Study in Growth and Contraction*, Glasgow, Glasgow University Press, 1976.
- CHECKLAND S. G. and CHECKLAND O., *Industry and Ethos, Scotland 1832 – 1914*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1989.
- CIVARDI Christian, *Le Mouvement ouvrier écossais 1900-1931*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1997.
- CLELLAND Doug (ed.), *Glasgow's Glasgow*, Glasgow, The Words and the Stones, 1990.
- CLEMENS Alan, FARQUHARSON Kerry and WARK Kirsty, *Restless Nation – Accompanies the BBC Scotland television series*, Edinburgh, Mainstream, 1996.
- COCHRANE Hugh, *Glasgow - the First 800 Years*, Glasgow, City of Glasgow District Council, 1975.
- COLLINS Kenneth E., *Second City Jewry, The Jews of Glasgow in the Age of Expansion, 1790-1919*, Glasgow, Scottish Jewish Archives Centre, 1990.
- , *Be Well! Jewish Health and Welfare in Glasgow, 1860 - 1914*, East Linton, Tuckwell Press, 2001.
- , *Scotland's Jews*, Glasgow, Scottish Council of Jewish Communities, 2008.
- COUZIN John, *Radical Glasgow, A Skeletal Sketch of Glasgow's Radical Tradition*, Glasgow, Voline Press, 2005.
- DAICHES David, *Glasgow*, London, Grafton Books, 1977.
- DAMER Seán, *From Moorepark to Wine Alley, The Rise and Fall of a Housing Scheme*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1989.
- , *Glasgow, Going for a Song*, London, Lawrence & Wishart, 1990.
- DEVINE T. M., *The Scottish Nation, 1700 – 2000*, London, Penguin, 1999.
- DEVINE T. M. (ed.), *Scotland's Shame? Bigotry and Sectarianism in Modern Scotland*, Edinburgh, Mainstream, 2000.
- DICK Michael, *Half of Glasgow's Gone*, Glasgow, Brown, Son & Ferguson, 1986.
- DI DOMENICO Catherine, et al (eds.), *Boundaries and Identities, Nation, Politics and Culture in Scotland*, Dundee, University of Aberay Press, 2001.
- DIXON Keith, *Les évangélistes du marché*, Paris, Raisons d'agir, 1998.
- , *Un digne héritier. Blair et le thatchérisme*, Paris, Raisons d'agir, 2000.
- DONNISON David and MIDDLETON Alan, (eds.), *Regenerating the Inner City – Glasgow's Experience*, Routledge and Kegan Paul, London, 1987.
- DUDGEON Piers, *Our Glasgow, Memories of Life in Disappearing Britain*, London, Headline Review, 2009.
- DUNCAN Robert and McIVOR Arthur (eds.), *Labour and Class Conflict on the Clyde, 1900-1950*, Edinburgh, John Donald, 1992.

- EDWARD Mary, *Who Belongs to Glasgow?*, Edinburgh, Luath Press, [1993], 2008.
- FEE David et NAIL Sylvie (dir.), *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris, 2008.
- FINLAY Richard, *Modern Scotland, 1914 – 2000*, London, Profile Books, 2004.
- FISHER Joe, *The Glasgow Encyclopaedia*, Edinburgh, Mainstream Publishing, 1994.
- FOREMAN Carol, *Lost Glasgow, Glasgow's Lost Architectural Heritage*, Edinburgh, Birlinn, 2002.
- FOSTER John and WOOLFSON Charles, *The Politics of the UCS Work-In*, London, Lawrence and Wishart, 1986.
- FOOTE Geoffrey, *The Labour Party's Political Thought. A History*, St Martin's Press, 1997.
- FRASER, Hamish W., and MORRIS, R. J., (eds.), *People and Society in Scotland 1830 - 1914*, Edinburgh, John Donald, 1990.
- GALLACHER Tom, *Glasgow, The Uneasy Peace, Religious Tension in Modern Scotland 1819-1987*, Manchester, Manchester University Press, 1987.
- GEAR APPRAISAL GROUP, *GEAR – A job half done*, Glasgow, GEAR Appraisal Group, 1986.
- GIBB Andrew, *Glasgow, The Making of a City*, London, Croom Helm, 1983.
- GLASGOW CITY COUNCIL, *A Platform for Partnership*, Glasgow, Glasgow City Council, 1991.
- GLENDINNING Miles and PAGE David, *Clone City: Crisis and Renewal in Contemporary Scottish Architecture*, Edinburgh, Polygon, 1999.
- GLENDINNING M., MACINNES, R. and McKECHNIE, A., *A History of Scottish Architecture: from the Renaissance to the Present Day*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1996.
- GORDON George (ed.), *Perspectives of the Scottish City*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1985.
- HANLEY, Cliff (ed.), *Glasgow - A Celebration*, Edinburgh, Mainstream Publishing, 1984.
- HARRIS Paul, *Glasgow since 1900, Ninety Years of Photographs*, Edinburgh, Lomond Books, [1989], 1994.
- HARVEY David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- , *The Enigma of Capital, And the Crises of Capitalism*, London, Profile, 2011.
- , *Rebel Cities, From the Right to the City to the Urban Revolution*, London, Verso, 2012.
- , *Le Capitalisme contre le droit à la ville, Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2012.
- HARVIE Christopher, *No Gods and Precious Few Heroes, Twentieth-Century Scotland. Third Edition*, Edinburgh, Edinburgh University Press, [1981], 2000.
- , *Scotland and Nationalism, Scottish Society and Politics 1707 to the Present*, London, Routledge, [1977], 1998.
- , *Scotland, a Short History*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

- HARVIE Christopher and JONES Peter, *The Road to Home Rule, Images of Scotland's Cause*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000.
- HASSAN Gerry, MEAN Melissa and TIMS Charlie, *The dreaming city: Glasgow 2020 and the power of mass imagination*, London, Demos, 2007.
- HINTON James, *The First Shop Stewards' Movement*, London, Allen and Unwin, 1973.
- HORSEY Miles, *Tenements and Towers, Glasgow Working Class Housing 1890-1990*, Edinburgh, HMSO (The Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Scotland), 1990.
- HOUSTON R. A., and KNOX W. W. J., (eds.), *The New Penguin History of Scotland, From the Earliest Times to the Present Day*, Allen Lane, 2001.
- HUNTER William, and KEMP Arnold, *Dear Happy Ghosts, Scenes from the Outram Picture Archive 1898 - 1990*, Edinburgh, Mainstream, 1990.
- HUTCHISON Gerard, and O'NEILL Mark, *The Springburn Experience, an Oral History of Work in a Railway Community from 1840 to the Present Day*, Edinburgh, Polygon, 1989.
- HUTCHISON I.G.C., *Scottish Politics in the Twentieth Century*, Palgrave, Basingstoke, 2001.
- JEFFREY Robert, *Glasgow's Hard Men, True Crime from the Files of the Herald, Evening Times and Sunday Herald*, Edinburgh, Black & White, 2002.
- , *Gangs of Glasgow. True Crime from the Streets*, Edinburgh, Black & White, [2002], 2008.
- JOHNSTON Ian, *Beardmore Built, the Rise and Fall of a Clydeside Shipyard*, Clydebank, Clydebank District Libraries and Museum Department, 1993.
- KAPLAN Harvey L, *The Gorbals Jewish Community in 1901*, Glasgow, Scottish Jewish Archives Centre, 2006.
- KAPLAN Harvey and HUTT Charlotte (eds.), *A Scottish Shtetl - Jewish Life in the Gorbals, 1880-1974*, Glasgow, SJAC, 1984, [n.p.]
- KEATING Michael, *The City that Refused to Die. Glasgow: The Politics of Urban Regeneration*, Aberdeen University Press, Aberdeen, 1988.
- KELMAN James, *Some Recent Attacks. Essays political and cultural*, Stirling, AK Press, 1992.
- , *"and the Judges Said,," Essays*, Edinburgh, Secker & Warburg, 2002.
- KEMP Arnold, *The Hollow Drum, Scotland since the War*, Edinburgh, Mainstream, 1993.
- KEMP David, *Glasgow 1990, The True Story Behind the Hype*, Gartocharn, Famedram, 1990.
- KENDALL William, *The Revolutionary Movement in Britain, 1900-1921*, London, 1969.
- KENEFICK William, *Red Scotland! : the rise and fall of the radical left, c. 1872 to 1932*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2007.
- KENEFICK William and MCIVOR Arthur (eds.), *Roots of Red Clydeside 1910-1914 ? Labour unrest and industrial relations in West Scotland*, Edinburgh, John Donald, 1996.
- KINCHIN Perilla and KINCHIN Juliet, *Glasgow's Great Exhibitions, 1888, 1901, 1911, 1938, 1988*, Oxon, White Cockade, 1986.
- KING Elspeth, *The People's Palace and Glasgow Green*, Edinburgh, Chambers, 1988.
- KNOX William (ed.), *Scottish Labour Leaders 1918-1939. A Biographical Dictionary*. Edinburgh, Mainstream, 1984.

- KNOX W. W., *Industrial Nation. Work, Culture and Society in Scotland, 1800-Present*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999.
- KUPER Simon, *Football Against the Enemy*, London, Orion, [1994], 2004.
- LAIRD Ann, *Hyndland, Edwardian Glasgow Tenement Suburb*, Glasgow, Ann Laird, 1997.
- LAWLESS Paul, *Britain's Inner Cities*, Paul Chapman, London, 1989.
- LEGG John and WYLIE Bob, *Castlemilk: A Social Profile of a Peripheral Housing Scheme*, Glasgow, 1978.
- LENMAN Bruce, *An Economic History of Modern Scotland*, London, Bateford, 1997.
- LEVER William and MOORE Chris, *The City in Transition: Policies and Agencies for the Economic Regeneration of Clydeside*, Clarendon Press, Oxford, 1986.
- LYNCH Michael, *Scotland – A New History*, London, Pimlico, 1991.
- LYNCH Peter, *Scottish Government and Politics, an Introduction*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2001.
- McLEAN Iain, *The Legend of Red Clydeside*, Edinburgh, John Donald, 1983.
- MASSIE, Allan, *Glasgow, Portraits of a City*, London, Barry and Jenkins, 1989.
- MAVER Irene, *Glasgow*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000.
- McCARRA Kevin, and WHYTE Hamish (eds.), *A Glasgow Collection, Essays in Honour of Joe Fisher*, Glasgow, Glasgow City Libraries, 1990.
- McCRONE, David, *Understanding Scotland, the Sociology of a Nation – Second Edition*, London, Routledge, [1992], 2001.
- MIDDLEMAS Keith, *The Clydesiders: a left-wing struggle for Parliamentary Power*, London, Hutchison, 1965.
- MITCHELL James, *Conservatives and the Union, A Study of Conservative Party Attitudes to Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1990.
- MITCHELL Ian R, *This City Now, Glasgow and its Working Class Past*, Edinburgh, Luath Press, 2005.
- , *Clydeside, Red, Orange and Green*, Edinburgh, Luath Press, 2010.
- MURDOCH Nicolson and O'NEILL Mark, *Glasgow, Locomotive Builder to the World*, Edinburgh, Polygon, 1987.
- MURRAY Bill, *The Old Firm, Sectarianism, Sport and Society in Scotland*, Edinburgh, John Donald, 1984.
- , *Bhoyz, Bears and Bigotry*, Edinburgh, Mainstream Publishing, 2003.
- NIVEN Douglas, *The Development of Housing in Scotland*, London, Croom Helm, 1979.
- PACIONE Michael, *Glasgow: the Socio-Spatial Development of the City*, J. Wiley, Chichester, 1995.
- PATERSON Lindsay, *The Autonomy of Modern Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1994.
- , *Scottish Education in the Twentieth Century*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2003.
- PATERSON Lindsay, BECHHOFFER, Frank, and McCRONE, David, *Living in Scotland, Social and Economic Change since 1980*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2004.

- PATRICK James, *A Glasgow Gang Observed*, London, Eyre Methuen, 1973.
- REED Peter, (ed.), *Glasgow - the Forming of the City*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999.
- RIDDELL John, *The Clyde, The Making of a River*, Edinburgh, John Donald, 2000.
- ROBERTSON Edna, *Glasgow's Doctor, James Burn Russell 1837 - 1904*, East Linton, Tuckwell Press, 1998.
- RODGER Johnny, *Contemporary Glasgow: the Architecture of the 1990s*, Glasgow, The Rutland Press 1999.
- ROSIE Michael, *The Sectarian Myth in Scotland, Of Bitter Memory and Bigotry*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2004.
- SASSEN Saskia, *La ville globale*, Paris, Descartes & Cie, 1996.
- SLAVEN Anthony and CHECKLAND S. G. (eds.), *Dictionary of Scottish Business Biography – Vol 1, the staple industries*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1986.
- SMART, Aileen, *Villages of Glasgow, North of the Clyde*, Edinburgh, John Donald, 2002.
- , *Villages of Glasgow, South of the Clyde*, Edinburgh, John Donald, 2002.
- SMITH, Ronald, *The Gorbals, Historical Guide and Heritage Walk*, Glasgow, Glasgow City Council Cultural and Leisure Services (Libraries and Archives), 1999.
- SMOUT T. C., *A Century of the Scottish People, 1830-1950*, London, Fontana Press, [1986], 1997.
- SMYTH J. J., *Labour in Glasgow 1896 - 1936, Socialism, Suffrage, Sectarianism*, East Linton, Tuckwell Press, 2000.
- SPRING Ian, *Phantom Village, The Myth of the New Glasgow*, Edinburgh, Polygon, 1990.
- THE GORBALS HISTORY RESEARCH GROUP, *An ABC of the Gorbals*, Glasgow, The Gorbals History Research Group, 1996.
- , *Third Time Lucky? the History and Hopes of the Gorbals*, Glasgow, The Gorbals History Research Group, 1994.
- WALKER Graham, *Intimate Strangers: Political and Cultural Interaction between Scotland and Ulster in Modern Times*, Edinburgh, John Donald Publishers, 1995.
- WALKER Graham and GALLAGHER Tom (eds.), *Sermons and Battle Hymns, Protestant Popular Culture in Modern Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1990.
- WATSON Barry, *Castlemilk, A Case Study in Urban Regeneration*, University of Strathclyde, unpublished BA (Honours) dissertation, 1992.
- WHYTE Hamish (ed.), *Noise and Smoky Breath, an Illustrated Anthology of Glasgow Poems 1900 - 1983*, Glasgow, Third Eye Centre & Glasgow District Libraries Publications Board, 1983.
- , *Mungo's Tongue, Glasgow Poems 1630 – 1990*, Edinburgh, Mainstream, 1993.
- WORSDALL Frank, *The Glasgow Tenement, A Way of Life, A Social, Historical and Architectural Study*, [Glasgow, Richard Drew, 1979], London, Chambers, 1991.
- , *The City That Disappeared. Glasgow's Demolished Architecture*, Glasgow, The Molendinar Press, 1981.

---, *Victorian City*, Glasgow, Richard Drew, 1982.

Chapitres d'ouvrages et articles de revues scientifiques

AUTHIER Jean-Yves et BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, « La Question de la gentrification urbaine », *Espaces et Sociétés*, 132-133, 2008, pp. 13-21.

ATKINSON Rowland, « Domestication by *Cappuccino* or a Revenge on Urban Space? Control and Empowerment in the Management of Public Spaces », *Urban Studies*, vol. 40, n°9, 2003, pp. 1829-1843.

BELL Alan R., « New Labour Resources - Sources for Scottish Labour History in the Manuscripts Division of the National Library of Scotland », *Labour History*, vol. 83, novembre 2002, pp. 173 – 190 :

<http://www.historycooperative.org/journals/lab/83/bell.html>

BELINA Bernd and HELMS Gesa, « Zero Tolerance for the Industrial Past and Other Threats: Policing and Urban Entrepreneurialism in Britain and Germany », *Urban Studies*, vol. 40, n°9, pp. 1845-1867.

BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, « Introduction », in BIDOU-ZACHARIASEN, Catherine (dir), *Retours en ville. Des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Descartes & Cie, Paris, 2003, pp. 9-44.

BOOTH S., PITT D. and MONEY W., *Ambiguity in Action? An Organisational Study of Urban Renewal in Glasgow, Discussion Paper N°5*, University of Glasgow, Centre for Urban and Regional Research, 1982.

BOURDIN Alain, « Gentrification : un "concept" à déconstruire », *Espaces et sociétés*, vol. 132, n°1-2, 2008, pp. 23-37.

BRADLEY Joseph, « Identity, politics and culture, Orangeism in Scotland », *Scottish Affairs*, n°16, 1996, pp. 104 – 128.

---, « Profile of a Roman Catholic Parish in Scotland », *Scottish Affairs*, n°14, 1996, pp. 123 – 139.

---, « Celtic Football Club, Irish Ethnicity, and Scottish Society », *New Hibernia Review*, vol. 12, n°1, pp. 96-110.

BREHENY Michael, « Urban Compaction: feasible and acceptable? », *Cities*, vol. 14, n° 4, 1997, pp. 209-217.

BRENNER Neil and THEODORE Nik, « Cities and the Geographies of 'Actually Existing Neoliberalism' », in BRENNER, Neil and THEODORE, Nik (eds.), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, 2002, pp. 2-32.

BRUCE Steve, « Social Divisions and the Social Impact of Catholic Schools », *Scottish Affairs*, n°29, 1999, http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa29/SA29_Bruce.pdf

BRUCE Steve, GLENDINNING Tony, PATERSON Iain and ROSIE Michael, « Religious Discrimination in Scotland: Fact or Myth? », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 28, n°1, 2005, pp. 151-168.

- BURDSEY Daniel and CHAPPELL Robert, « 'And If You Know Your History.' An Examination of the Formation of Football Clubs in Scotland and their Role in the Construction of Social Identity », *The Sports Historian*, vol 21, n°1, pp. 94-106.
- CALDER Angus, « Art for New Scotland? », in *Revolving Culture. Notes from the Scottish Republic*, London, I. B. Tauris, 1994, pp. 243-257.
- CASTLEDINE Pam and SWALES Kim, *The Glasgow Garden Festival: a Wider Perspective*, Series: Economic Perspective 1, [Glasgow], [s.n.], 1988.
- CHAUDOIR Philippe, « La ville événementielle: temps et l'éphémère et espace festif », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 82, n°3, 2007, <http://geocarrefour.revues.org/index2301.html>
- CORR Helen, « An Exploration into Scottish Education », in Fraser, Hamish W. & Morris, R. J. (eds.), *People and Society in Scotland 1830 – 1914*, Edinburgh, John Donald, 1990.
- CULLEN Gordon, « Glasgow's model future », *The Architects' Journal*, 21 novembre 1984.
- CULLINGWORTH J.B., *A Profile of Glasgow Housing 1965. University of Glasgow Social and Economic Studies. Occasional Papers N°8*, Edinburgh, Oliver & Boyd, 1968.
- CUNNINGHAM-SABOT Emmanuelle, « Polycentrisme et gouvernance dans la Central Belt, Écosse », *Espace géographique*, vol. 36, n°4, 2007, pp. 304-319.
- DAMER Seán, « No Mean Writer? The Curious Case of Alexander McArthur », in Kevin MCCARRA and Hamish WHYTE (eds.), *A Glasgow Collection, Essays in Honour of Joe Fisher*, Glasgow, Glasgow City Libraries, 1990, pp. 24-42.
- , « 'Engineers of the Human Machine': The Social Practice of Council Housing Management in Glasgow, 1895-1939 », *Urban Studies*, vol. 37, n°11, 2000, pp. 2007-2026.
- DAMER Seán and HARTSHORNE Linda, « Habitat et réputation. Peur et sentiment de dégoût dans les logements sociaux de Glasgow », *Déviance et Société*, vol. 15, n°3, 1991, pp. 293-299.
- DAVIES Andrew, « Street gangs, crime and policing in Glasgow during the 1930s: the case of the Beehive Boys » in *Social History*, vol. 23, n° 3, 1998, pp. 251-267.
- DIXON Keith, « Glasgow mythifiée dans *No Mean City* de McArthur et Kingsley Long », *Écosse, Littérature et Civilisation*, N° 7 et 8, 1988, pp. 67-85.
- , « Talking to the People: A Reflection on Recent Glasgow Fiction », *Studies in Scottish Literature*, vol. 28, pp. 92-104.
- , « Le roman écossais contemporain : voix urbaines, voies nouvelles », in *Études Anglaises*, vol. 50, n°2, 1997, pp. 195-205.
- , « Le chardon noir : le nouveau polar écossais », in *Mouvements*, n°15/16, 2001, pp. 68-73.
- DONNISON David, « Conclusions » in David DONNISON and Alan MIDDLETON (eds.), *Regenerating the Inner City – Glasgow's Experience*, Routledge and Kegan Paul, London, 1987, pp. 272-291.
- DONZELOT Jacques, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, 3-4, 2004, pp. 14-39.
- DUCLOS Nathalie, « L'exécutif écossais en guerre. Stratégies de lutte contre le sectarisme religieux », *Études Écossaises*, n°10, 2005, pp. 257-268.

- ESTEVE Olivier, « Les *Glasgow Rent Strikes* de 1915 ou quand la désobéissance civile des femmes contraint le législateur », *Revue LISA/ LISA e-journal* [Online], vol. VI, n°4, 2008, <http://lisa.revues.org/970>
- EVANS Graeme, « Hard-branding the Cultural City. From Prado to Prada », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 2, 2003, pp. 417-440.
- FINDLAY Bill, « It's a Dutch invention, but we started it in Scotland », *Études écossaises*, n°11, 2008, pp. 261-273, <http://etudeseccossaises.revues.org/index100.html>
- FLINT John, « Governing sectarianism in Scotland », *Scottish Affairs*, n°63, 2008, pp. 120-137, http://www.scottishaffairs.org/onlinepub/sa/flint_sa63_spring08.html
- FOSTER John, « Strike action and working-class politics », *International Review of Social History*, n°35, 1990, pp. 33-70.
- FRIEND of ZANETTI, « Constructing Neoliberal Glasgow: The Privatisation of Space », *Variant*, n°25, 2006, pp. 19-22.
- GARCÍA Beatriz, « Urban Regeneration, Arts Programming and Major Events: Glasgow 1990, Sydney 2000 and Barcelona 2004 », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 10, n°1, 2004, pp. 103-116.
- , « Cultural Policy and Urban Regeneration in Western European Cities: Lessons from Experience, Prospects for the Future », *Local Economy*, vol. 19, n°4, 2004, pp. 312-326.
- , « Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990 », *Urban Studies*, vol. 42, n°5-6, 2005, pp. 841-868.
- GIBB Kenneth, « Transferring Glasgow's Council Housing: Financial, Urban and Housing Policy Implications », *European Journal of Housing Policy*, vol. 3, n°1, 2003, pp. 89-114.
- GLASGOW LABOUR HISTORY WORKSHOP, « The Labour Unrest in West Scotland, 1910-1914 » in William KENEFICK and Arthur MCIVOR (eds.), *Roots of Red Clydeside 1910-1914? Labour Unrest and Industrial Relations in West Scotland*, Edinburgh, John Donald, 1996, pp. 18-40.
- GÓMEZ Maria, « Reflective Images: the Case of Urban Regeneration in Glasgow and Bilbao », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 22, n°1, 1998, pp. 106-121.
- GRAS Pierre, « Cardiff veut lier développement et grands évènements », *Géocarrefour*, vol. 82, n°3, 2007, <http://geocarrefour.revues.org/index2196.html>
- GRAY Neil, « The Clyde Gateway: A New Urban Frontier », *Variant*, n°33, 2008, pp. 8-12.
- , « Glasgow's Merchant City: An Artist Led Property Strategy », *Variant*, n°34, 2009, pp. 14-19.
- HARVEY David, « From managerialism to entrepreneurialism: The transformation of urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler B*, vol. 71, 1989, pp. 3-17.
- HEELEY John and PEARLMAN Mike, *The Glasgow Garden Festival: Making Glasgow Miles Better?*, Series: Economic Perspective 2, [Glasgow], [s.n.], 1988.

- HELMS Gesa, ATKINSON Rowland, and MacLEOD Gordon, « Securing the City: Urban Renaissance, Policing and Social Regulation », *European Urban and Regional Studies*, vol. 14, n°4, 2007, pp. 267-276.
- HORNE John, « Racism, sectarianism and football in Scotland », *Scottish Affairs*, n°12, 1995, pp. 27-51.
- JOUBE Bernard, « *Ville : le grand retour de la pensée critique* », www.chaire-urbademo.com, 2009.
- KANTOR Paul, « Can Regionalism Save Poor Cities? Politics, Institutions and Interests in Glasgow », *Urban Affairs Review*, vol. 35, n°6, 2000, pp. 794-820.
- KELLY Elinor, « Challenging sectarianism in Scotland: the prism of racism », *Scottish Affairs*, n°42, 2003, http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa42/SA42_Kelly.pdf
- , « Review Essay; Sectarianism, Bigotry and Ethnicity – The Gulf in Understanding », *Scottish Affairs*, n°50, 2005, http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa50/sa50_Kelly.pdf
- KELMAN James, « Introduction », in Hugh SAVAGE, *Born Up a Close. Memoirs of a Brighton Boy*, Glendaruel, Argyll Publishing, 2006, pp. 9-65.
- KONG Lily, « Culture, Economy, Policy: Trends and Developments », *Geoforum, Special Issue on Culture Industries and Cultural Policies; Globalizing Cities*, vol. 31, n°4, 2000, pp. 385-390.
- LEVER F. W., « Deindustrialisation and the Reality of the Post-industrial City », *Urban Studies*, vol. 28, n°6, 1991, pp. 983-999.
- MacLEOD Gordon, « From Urban Entrepreneurialism to a “Revanchist City”? On the Spatial Injustices of Glasgow’s Renaissance » in Neil BRENNER and Nik THEODORE (eds.), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, 2002, pp. 254-276.
- MARKUS Thomas A., « Comprehensive Development and Housing, 1945-1975 », in Peter REED (ed.), *Glasgow - the Forming of the City*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999, pp. 147-165.
- McCARTHY John, « The Application of Policy for Cultural Clustering: Current Practice in Scotland », *European Planning Studies*, Vol. 14, n°3, 2006, pp. 397-408.
- McCRONE Gavin, « Urban Renewal: The Scottish Experience », *Urban Studies*, vol. 28, n°6, 1991, pp. 919-938.
- McINNES John, « The de-industrialisation of Glasgow », *Scottish Affairs*, n°11, 1995, pp. 73-95.
- McWILLIAMS Chris, « Including the Community in Local Regeneration? The Case of Greater Pollok Social Inclusion Partnership », *Local Economy*, vol. 19, n°3, 2004, pp. 264-275.
- MELLING Joseph, « Whatever happened to Red Clydeside », *International Review of Social History*, n°35, 1990, pp. 3-32.

- MIDDLETON Alan, « Glasgow and its east end », in David DONNISON and Alan MIDDLETON (eds.), *Regenerating the Inner City – Glasgow's Experience*, Routledge and Kegan Paul, London, 1987, pp. 3-33.
- MILES Malcolm, « Interruptions: Testing the Rhetoric of Culturally Led Urban Development », *Urban Studies*, vol. 42, n°5-6, 2005, pp. 889-911.
- MILES Steven and PADDISON Ronan, « Introduction: The Rise and Rise of Culture-Led Urban Regeneration », *Urban Studies*, vol. 42, n°5-6, 2005, pp. 833-839.
- MOONEY Gerry, « Cultural Policy as Urban Transformation? Critical Reflections on Glasgow, European City of Culture 1990 », *Local Economy*, vol. 19, n°4, 2004, pp. 327-340.
- , « Urban Nightmares and Dystopias, or Places of Hope », *Variant*, n°33, 2008, pp. 14-16.
- MOONEY Gerry and POOLE Lynn, « Marginalised Voices: Resisting the Privatisation of Council Housing in Glasgow », *Local Economy*, vol. 20, n°1, 2005, pp. 27-39.
- MURRAY Bill, « Celtic et Rangers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 103, n°1, 1994, pp. 41-51.
- O'NEILL Mark, « Museums and Identity in Glasgow », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 12, n°1, 2006, pp. 29-48.
- PADDISON Ronan, « City Marketing, Image Reconstruction and Urban Regeneration », *Urban Studies*, vol. 30, n°2, 1993, pp. 330-350.
- PAICE Lauren, « Overspill Policy and the Glasgow Slum Clearance Project in the Twentieth Century: From One Nightmare to Another? », *Reinvention: a Journal of Undergraduate Research*, vol.1, n°1, 2008,
<http://www2.warwick.ac.uk/go/reinventionjournal/volume1issue1/paice>
- PATERSON Iain, « Sectarianism and Municipal Housing Allocation in Glasgow », *Scottish Affairs*, n°39, 2002,
http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa39/SA39_Paterson.pdf
- PATERSON Lindsay, « L'enseignement écossais et sa spécificité, approche historique », *Carrefours de l'éducation*, n°11, 2001.
- PECK Jamie, « The Creativity Fix », *Variant*, n°34, 2009, pp. 5-9.
- PECK Jamie and TICKELL, Adam, « Neoliberalizing Space », in Neil BRENNER and Nik THEODORE (eds.), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, 2002, pp. 33-57.
- REASON Matthew, « Glasgow's year of culture and discourses of cultural policy on the cusp of globalisation », *Contemporary Theatre Review*, vol. 16, n° 1, 2006, pp. 73-85.
- REASON Matthew and GARCÍA Beatriz, « Approaches to the newspaper: content analysis and press coverage of Glasgow's Year of Culture », *Media, Culture, Society*, vol. 29, n°2, 2007, pp. 304-331.
- REED Peter, « The Tenement City » in Peter REED (ed.), *Glasgow, The Forming of a City*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000, pp. 104-129.

- ROBB J. G., « Suburb and Slum in Gorbals: Social and Residential Change 1800 – 1900 » in George GORDON and Brian DICKS (eds.), *Scottish Urban History*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1983, pp. 130-167.
- ROBERTSON Douglas, « Attacking the Dampness Plague. Glasgow's Response », *Health Promotion International*, vol. 4, n°2, 1989, pp. 159-162.
- , « Scottish Home Improvement Policy, 1945-75: Coming to Terms with the Tenement », *Urban Studies*, vol. 29, n°7, 1992, pp. 1115-1136.
- , « Robert Grieve: An Appreciation », *Scottish Affairs*, n°14, 1996, pp. 64-66.
- , « Pulling in Opposite Directions: the Failure of Post-War Planning to Regenerate Glasgow », *Planning Perspectives*, vol. 13, n°1, 1998, pp. 53-67.
- ROSENBERG Louis and WATKINS Craig, « Longitudinal Monitoring of Housing Renewal in the Urban Core: Reflections on the Experience of Glasgow's Merchant City », *Urban Studies*, vol. 36, n°11, 1999, pp. 1973-1996.
- SHARP J., POLLOCK V. and PADDISON R., « Just Art for a Just City: Public Art and Social Inclusion in Urban Regeneration », *Urban Studies*, vol. 42, n°5-6, 2005, pp. 1001-1023.
- SHIELDS Robert S., « The Fatalities at the Ibrox Disaster of 1902 », *The Sports Historian*, n°18-2, 1998, pp. 148-155.
- SEO J-K, « Re-Urbanisation in Regenerated Areas of Manchester and Glasgow, New Residents and the Problems of Sustainability », *Cities*, vol. 19, n°2, 2002, pp. 113-21.
- SOPPELSA Jacques, « L'expansion urbaine récente de Glasgow », *Annales de Géographie*, vol. 76, n°417, 1967, pp. 528-551.
- SMITH Neil, « La gentrification généralisée: d'une anomalie locale à la "régénération" urbaine comme stratégie urbaine locale », in BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (dir.), *Retours en ville. Des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Descartes & Cie, Paris, 2003, pp. 45-72.
- , « New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy », in Neil BRENNER and Nik THEODORE (eds.), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, 2002, pp. 80-103.
- SWYNGEDOUW Erik, MOULAERT Frank and RODRIGUEZ Aranxta, « Neoliberal Urbanization in Europe: Large-Scale Urban Development Projects and the New Urban Policy », Neil BRENNER and Nik THEODORE (eds.), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, 2002, pp. 195-229.
- TALLON Andrew R. and BROMLEY Rosemary D. F., « Exploring the attractions of city centre living: evidence and policy implications in British cities », *Geoforum*, vol. 35, n°6, 2004, pp. 771-787.
- THOMPSON Ian, « The transformation of a Victorian suburb, the West End of Glasgow », *Géocarrefour*, vol. 75, n°2, 2000, pp. 139-145.
- THOMPSON-FAWCETT Michelle, « Reinventing the Tenement: Transformation of Crown Street in the Gorbals, Glasgow », *Journal of Urban Design*, Vol. 9, n°2, 2004, pp. 177-203.

- TRETTER Eliot M., « The Cultures of Capitalism: Glasgow and the Monopoly of Culture », *Antipode*, vol. 41, n°1, 2009, pp. 111-132.
- , « Scales, Regimes, and the Urban Governance of Glasgow », *Journal of Urban Affairs*, vol. 30, n°1, pp. 87-102.
- WALKER Graham, « “There’s no team like the Glasgow Rangers”: football and religious identity in Scotland », in Graham WALKER and Tom GALLAGHER (eds.), *Sermons and Battle Hymns. Protestant Popular Culture in Modern Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1990, pp. 137-159.
- WANNOP Urian and LECLERC Roger, « Urban Renewal and origins of GEAR », in David DONNISON and Alan MIDDLETON (eds.), *Regenerating the Inner City – Glasgow's Experience*, Routledge and Kegan Paul, London, 1987, pp. 61-71.
- WANNOP Urian and SMITH Roger, « Robustness in Regional Planning: An Evaluation of the Clyde Valley Regional Plan », in Roger SMITH and Urian WANNOP (eds.), *Strategic Planning in Action*, Aldershot, Gower, 1985, pp. 212-241.
- WALLS Patricia and WILLIAMS Rory, « Sectarianism at work: Accounts of employment discrimination against Catholics in Scotland », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 26 n° 4, 2003, pp. 632-662.
- WEBSTER David, « Scottish social inclusion policy: a critical assessment », *Scottish Affairs*, n°30, 2000, pp 28-50.

Articles d'ouvrages de référence

- CHECKLAND S. G., « John Campbell White (Lord Overtoun) » in Anthony SLAVEN and S. G. CHECKLAND (eds.), *Dictionary of Scottish Business Biography – Vol 1, the staple industries*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1986, pp. 293-295.
- HARVIE Christopher, « Alasdair Gray and the Condition of Scotland Question », in Robert CRAWFORD & Thom NAIRM (eds.), *The Arts of Alasdair Gray*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1991.
- JOANNOU Maroula, « Hamilton, (Mary) Cicely (1872–1952) », *Oxford Dictionary of National Biography*, H. C. G. MATTHEW and Brian HARRISON (eds.), Oxford, OUP, 2004, Online ed., 18 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/38633>
- MORGAN Kenneth O., « Shinwell, Emanuel, Baron Shinwell (1884–1986) », rev. *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, 2004, Online ed, accessed 13 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/39859>
- MOSS Michael, « Beardmore, William, Baron Invernairn (1856–1936) », *Oxford Dictionary of National Biography*, H. C. G. MATTHEW and Brian HARRISON (eds.), Oxford, OUP, 2004, Online ed., accessed 13 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/30657>.
- , « Napier, David (1790–1869) », *Oxford Dictionary of National Biography*, H. C. G. Matthew and Brian Harrison (eds.), Oxford, OUP, 2004, Online ed, accessed 13 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/19749>

- PERRY C. R., « Morton, Henry Canova Vollam (1892–1979) », *Oxford Dictionary of National Biography*, H. C. G. MATTHEW and Brian HARRISON (eds.), Oxford, OUP, 2004, Online ed., accessed 18 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/46343>
- WALKER David, « Burnet, Sir John James (1857–1938) », *Oxford Dictionary of National Biography*, H. C. G. MATTHEW and Brian HARRISON (eds.), Oxford, OUP, 2004, Online ed., accessed 18 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/32187>
- , « Lorimer, Sir Robert Stodart (1864–1929) », *Oxford Dictionary of National Biography*, H. C. G. MATTHEW and Brian HARRISON (eds.), Oxford, OUP, 2004, Online ed., accessed 18 May 2010, <http://www.oxforddnb.com/view/article/34600>